



HAL
open science

Sortir des favelas de Rio de Janeiro d'une situation d'exception : sécurisation et territorialisation de l'action publique : l'exemple de Rocinha et de Vigidal

Justine Ninnin

► To cite this version:

Justine Ninnin. Sortir des favelas de Rio de Janeiro d'une situation d'exception : sécurisation et territorialisation de l'action publique : l'exemple de Rocinha et de Vigidal. Géographie. Université Panthéon-Sorbonne - Paris I; Universidade do Estado do Rio de Janeiro, 2015. Français. NNT : 2015PA010682 . tel-02495744

HAL Id: tel-02495744

<https://theses.hal.science/tel-02495744>

Submitted on 2 Mar 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Université Paris 1 – Panthéon Sorbonne
École doctorale de géographie de Paris – UMR Prodig

Universidade do Estado do Rio de Janeiro
Instituto de Estudos Sociais e Políticos

Justine Ninnin

SORTIR LES FAVELAS DE RIO DE JANEIRO
D'UNE SITUATION D'EXCEPTION

Sécurisation et territorialisation de l'action publique :
l'exemple de Rocinha et de Vidigal

Thèse de doctorat en cotutelle en géographie et en sociologie
Soutenue le 21 octobre 2015

Membres du jury :

- **Martine BERGER**, professeur de géographie émérite, Université Paris 1, UMR Prodig, directrice de la thèse
- **Alba ZALUAR**, professeur titulaire d'anthropologie, Universidade do Estado do Rio de Janeiro, professeur invité à l'IESP, co-directrice de la thèse
- **Christovam BARCELLOS**, directeur de recherche, Fondation Oswaldo Cruz, rapporteur
- **Bernard BRET**, professeur de géographie émérite, Université Jean Moulin (Lyon 3), rapporteur
- **Petros PETSIMERIS**, professeur de géographie, Université Paris 1

Remerciements

Je voudrais remercier mes directrices de thèse Martine Berger de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et Alba Zaluar de l'Université d'État de Rio de Janeiro, pour leurs conseils avisés, leurs encouragements et le temps qu'elles m'ont consacré tout au long de mon doctorat ; ainsi que Christovam Barcellos, géographe à la FIOCRUZ, pour son aide précieuse lors de mes séjours au Brésil.

Je souhaiterais également remercier les habitants et les leaders communautaires de Rocinha et Vidigal, et toutes les personnes qui ont été bienveillantes, accueillantes et disponibles pour m'aider dans mes recherches. Merci à tous ceux qui ont accepté de se confier à moi et qui ont partagé une partie de leur quotidien et des discussions authentiques apportant un nouveau regard sur mes réflexions. Je remercie Elma et Anthony Ser Alleluia de l'ONG Ser Alzira de Alleluia à Vidigal, et j'ai une pensée particulière pour Tio Lino de l'ONG O Mundo da Arte, à qui je témoigne toute ma reconnaissance et qui restera un modèle de dévotion auprès des enfants et adolescents de Rocinha dans sa lutte pour leur offrir un avenir meilleur. Je remercie également Rosa et sa famille pour m'avoir si bien accueilli chez eux, à Laboriaux. À Vidigal, je remercie également mon professeur de capoeira, Messias, pour sa sagesse et sa disponibilité.

Je remercie tous ceux qui ont pris le temps de répondre à mes mails ou de me recevoir, pour leurs précieuses informations et leurs contributions.

Pour finir, je remercie les différents organismes qui à travers leurs financements m'ont permis de réaliser cette thèse et mes enquêtes de terrain : la bourse MOBIDOC attribuée par la Région Île-de-France, l'aide à la mobilité de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, et le financement du CNPq et de la FAPERJ dans le cadre du projet de recherche « Prevenção da violência : uma perspectiva ecológica » coordonné par Alba Zaluar.

Résumés

Sortir les favelas de Rio de Janeiro d'une situation d'exception Sécurisation et territorialisation de l'action publique: l'exemple des favelas de Rocinha et de Vidigal

En tant que ville-hôte de la Coupe du Monde de Football en 2014 et des Jeux Olympiques en 2016, la municipalité de Rio de Janeiro tente de répondre aux attentes internationales concernant les enjeux de planification urbaine et de sécurité. Au cœur des actions publiques se trouvent des espaces longtemps considérés comme un « problème urbain » : les favelas. Malgré plusieurs tentatives d'éradication durant la dictature militaire, principalement dans les zones aisées de la ville, elles se sont multipliées et font aujourd'hui l'objet de politiques de sécurisation et d'urbanisation. Pour plus d'efficacité, les politiques publiques se territorialisent, favorisent les partenariats public-privé et la participation de la société civile. Il s'agit de faire sortir les favelas d'une situation d'exception en y introduisant les normes et les aménités urbaines similaires aux quartiers formels (infrastructures, équipements, services, etc.). Avec des taux de criminalité très élevés, la sécurité est un défi posé à la ville. Aussi, depuis 2008, une nouvelle politique de sécurité a été mise en place : la pacification, visant à reprendre le contrôle des territoires dominés par des groupes criminels et à améliorer les rapports entre la population et les policiers en mettant en place une occupation permanente par des Unités de Police de Pacification (UPP). Si les conditions de vie dans les favelas s'améliorent, ces nouvelles actions publiques affichent toutefois des résultats contrastés : la recrudescence de confrontations entre policiers et trafiquants dans certaines favelas pacifiées a contribué à renforcer le sentiment d'insécurité des habitants. De plus, le processus de valorisation, voire de gentrification, observé dans certaines favelas pacifiées offrirait à la fois de nouvelles opportunités aux habitants, mais, face à l'augmentation des prix, certains sont contraints à déménager. Plus généralement, l'accélération des transformations urbaines dans le contexte des méga-événements peut bouleverser l'organisation socio-spatiale de la ville (déplacements de population, travaux d'infrastructure de transport, construction d'équipements sportifs, etc.). En s'intéressant plus spécifiquement à deux favelas récemment pacifiées, Rocinha et Vidigal, situées à proximité des quartiers les plus aisés et touristiques de Rio de Janeiro, nous cherchons à mettre en lumière les transformations socio-spatiales et les effets des actions publiques territorialisées.

Mots clés : Pacification, territorialisation, action publique, urbanisation, favelas, méga-événements

Get Rio de Janeiro's favelas out of a situation of exception Securing and territorialisation of public action: case study of the favelas of Rocinha and Vidigal

As host city of the FIFA World Cup in 2014 and Olympic Games in 2016, municipality of Rio de Janeiro seeks to respond to international expectations in terms of urban planning and security. Favelas, which have often been considered as an « urban problem », are at the heart of the public actions. Despite several eradication attempts during the military dictatorship, especially in wealthy areas of the city, the favelas have increased and are now subject of security and urbanization policies. For efficiency, public policies are rethought in a territorialised way, reinforcing public-private partnerships and the participation of the civil society. It pretends to remove the favelas of a situation of exception by introducing standards and urban amenities similar to formal neighborhoods (infrastructure, equipment, services, etc.). With very high crime rates, security is a challenge for the city. In 2008, the Public Security Secretariat of the State of Rio de Janeiro developed the so-called "pacification" policy, aiming at regaining control of the territories dominated by criminal groups, and at improving relations between the population and the police force, with the establishment of permanent Police Pacification Units (UPP). If the living conditions in the favelas are improving, these new public actions, however, show contrasted results: a new outbreak of confrontations in pacified favelas, between traffickers and police officers has contributed to reinforcing the feeling of insecurity of favelas residents. Moreover, valuation process and even gentrification, observed in some pacified favelas open up new opportunities to residents, but because of the price increase some of them are forced to move away. More generally, acceleration of urban transformations in the context of mega-events could modify the socio-spatial organization of the city (population displacements; transport infrastructure works, sports facilities construction, etc.). Focusing more specifically on two recently pacified favelas, Rocinha and Vidigal, located near wealthiest and most tourist areas of Rio de Janeiro, we seek to highlight the socio-spatial transformations and the effects of territorialised public actions.

Keywords: Pacification, territorialization, public action, urbanization, favelas, mega- events

Sair as favelas numa situação de exceção

Segurança e territorialização da ação pública : o exemplo das favelas de Rocinha e Vidigal

Como cidade-sede da Copa do Mundo FIFA em 2014 e dos Jogos Olímpicos em 2016, a municipalidade do Rio de Janeiro procura atender as expectativas internacionais em termos de planejamento urbano e de segurança. No centro das ações públicas se encontram áreas que foram consideradas durante muito tempo como um " problema urbano " : as favelas. Apesar de várias tentativas de erradicação na época da ditadura, especialmente nas áreas mais ricas da cidade, elas multiplicaram-se e são agora objeto de políticas de segurança e urbanização. Para mais eficiência, as políticas públicas se territorializam, e promovem parcerias público-privadas e a participação da sociedade civil. Trata-se da saída das favelas numa situação de exceção através da introdução de normas e amenidades urbanas semelhantes aos bairros formais (infra-estruturas, equipamentos, serviços, etc.). Com índices de criminalidade muito altos, a segurança é um desafio para a cidade. Assim, desde 2008, uma nova política de segurança está sendo implantada : a pacificação, para tentar recuperar territórios dominados por grupos criminosos e melhorar as relações entre a população e a polícia através de uma ocupação permanente das Unidades de Polícia Pacificadora (UPP). Se as condições de vida nas favelas estão melhorando, essas novas ações públicas, no entanto, mostram resultados contrastados : o aumento de confrontos entre a polícia e traficantes em algumas favelas pacificadas contribuiu para reforçar o sentimento de insegurança dos moradores. Além disso, o processo de valorização até mesmo de gentrificação, observado em algumas favelas pacificadas iria oferecer novas oportunidades para alguns moradores, mas por causa do aumento dos preços, alguns deles têm que se remover. De modo mais geral, as acelerações das transformações urbanas no contexto dos mega-eventos pode modificar a organização sócio-espacial da cidade (remoções, obras de infraestrutura de transporte, construção de instalações esportivas, etc.). Centrando-se mais especificamente em duas favelas recentemente pacificadas, Rocinha e Vidigal, localizadas perto das áreas mais ricas e turísticas do Rio de Janeiro, procuramos destacar as transformações sócio-espaciais e os efeitos das ações públicas territorializadas.

Palavras-chave : Pacificação , territorialização , ação pública , urbanização, favelas, mega-eventos

Table des matières

<i>Introduction</i>	9
<i>Première partie Les favelas : des territoires dans la ville</i>	23
Chapitre 1 Fragmentation urbaine et inégalités socio-spatiales : des bidonvilles aux favelas de Rio de Janeiro 26	
I LA PRISE DE CONSCIENCE D'UNE QUESTION URBAINE : LE LOGEMENT DES PAUVRES	27
1. Planète bidonville : zoom sur les pays en développement.....	27
2. Bidonville : un terme qui recouvre des réalités hétérogènes	29
II DES VILLES FRAGMENTÉES ET DES FRAGMENTS DE VILLE : ZOOM SUR LES VILLES BRÉSILIENNES	31
1. La concentration des favelas dans les régions métropolitaines brésiliennes	32
2. La relation entre les inégalités sociales et la fragmentation socio-spatiale.....	35
3. La favela: ville ou non-ville ?.....	41
III LES FAVELAS DE RIO DE JANEIRO : DES TERRITOIRES DISPERSÉS DANS LA VILLE	46
1. La répartition des favelas dans les différentes Zones de la Municipalité de Rio de Janeiro.....	47
2. L'émergence des favelas comme objet d'étude.....	49
Chapitre 2 Une généalogie des favelas de Rio de Janeiro : l'exemple de Rocinha et de Vidigal	54
I ENTRE ÉRADICATION, TOLÉRANCE ET RÉSISTANCE	56
1. La Vieille République (1889-1930) : l'apparition des favelas à Rio de Janeiro et le déplacement des classes dangereuses hors du centre-ville	56
2. La dictature Vargas (1937-1945) : contrôler et transformer les classes dangereuses	58
3. Les premières habitations à Rocinha et Vidigal	59
4. Le retour à la démocratie : vers une amélioration des conditions de vie des habitants des favelas ?	64
5. La dictature militaire (1964-1985) et la politique autoritaire de relogement massif	67
II VERS UNE CONSOLIDATION ET UNE RECONNAISSANCE JURIDIQUE DES FAVELAS	73
1. Transition démocratique et interventions dans les favelas	73
2. La constitution de 1988 : vers l'intégration des favelas à la ville.....	80
3. La lutte contre la pauvreté au tournant du XXI ^e siècle	84
4. Une intégration limitée des favelas à la ville ?	86
Chapitre 3 Habiter les favelas : structures sociales et configurations spatiales à Rocinha et Vidigal	88
I LES HABITATS DANS LES FAVELAS ET LEURS CONFIGURATIONS SPATIALES	91
1. Localisation, caractéristiques topographiques et forme des lots dans les favelas	91
2. Circuler dans les favelas	95
3. Structure et densité des habitations des favelas	97
4. Les réseaux techniques urbains dans les favelas	100
5. Les logements des favelas et leur équipement.....	108
II LES HABITANTS DES FAVELAS	110
1. Âge et répartition par sexe.....	110
2. État civil et origines.....	111
3. Scolarisation et niveau de formation	112
4. Activités professionnelles et revenus de la population	113
III L'INTÉGRATION À LA VILLE DES HABITANTS DES FAVELAS	118
1. Les pratiques économiques des habitants et leur intégration au(x) marché(s).....	118
2. Les mobilités spatiales des habitants des favelas	124
3. Les réseaux de transport qui assurent la connexion entre les favelas et les quartiers formels	126
IV LES DIFFÉRENCIATIONS SOCIO-SPATIALES À ROCINHA ET VIDIGAL	128
1. La hiérarchisation spatiale entre le haut et le bas des favelas.....	128
2. La hiérarchisation entre les sous-quartiers	130
3. La sociabilité des sous-quartiers.....	135
4. Des hiérarchies spatiales et sociales qui se superposent.....	137

Chapitre 4 Conflits pour le contrôle du territoire et imposition d'un ordre socio-spatial violent	140
I LA FIN DE LA DICTATURE ET LA TERRITORIALISATION DES GROUPES CRIMINELS	142
1. Le retour à la démocratie et la hausse des violences : une délégitimation du monopole de la violence de l'État	142
2. « Os banqueiros » : une institution informelle de loteries clandestines	146
3. Le contrôle des favelas par les factions de narcotrafiquants	147
4. La prise de pouvoir des milices	156
5. La distribution spatiale des groupes criminels à Rio de Janeiro	158
II L'INSTAURATION D'UN ORDRE SOCIO-SPATIAL VIOLENT : VIOLENCE POLICIÈRE ET VIOLENCE DES NARCOTRAFIQUANTS	161
1. La police militaire : violence et héritage de la dictature	161
2. Sous-citoyen et <i>homo sacer</i>	163
3. Ethos guerrier et culture de la peur	166
4. Interaction violente et reconfiguration de l'autocontrôle dans un climat violent	168
<i>Deuxième Partie Sécurité et droit à la ville : de nouveaux modes d'action dans les favelas</i>	<i>173</i>
Chapitre 5 Le rôle de la société civile dans la sécurisation et la réduction de la vulnérabilité des habitants ..	177
I COMMUNAUTÉ ET RÉSEAUX : EFFICACITÉ COLLECTIVE ET PROTECTION	178
1. La favela : une communauté ?	178
2. Les réseaux comme ressource sociale et symbolique	181
3. Les trafiquants : une source paradoxale de sécurité ?	184
II LEADERS COMMUNAUTAIRES ET ACTION COLLECTIVE	187
1. Le rôle de l'Église dans les mobilisations collectives	188
2. Les associations de résidents	190
3. Vila Laboriaux et Vila Cruzado : une association de résidents différente ?	195
III TRANSFORMATION DES MOUVEMENTS POPULAIRES ET DÉMOBILISATION	198
1. L'institutionnalisation des mouvements populaires et la montée en puissance des ONG au Brésil	198
2. Les ONG dans les favelas : un facteur de réduction des risques ?	200
3. Le manque d'articulation des actions sociales et l'affaiblissement du sens communautaire	205
4. Une citoyenneté fragile : un facteur de vulnérabilité	208
Chapitre 6 La pacification : une nouvelle stratégie de sécurité publique	210
I LES UNITÉS DE POLICE DE PACIFICATION	214
1. La première phase d'occupation : l'affirmation physique et symbolique de l'emprise de l'État sur ces territoires	214
2. L'implantation des Unités de Police de Pacification	220
3. De nouvelles règles pour la population : méfiance face à une présence policière imposée	227
4. Le paradoxe des multiples casquettes des policiers de l'UPP	231
II DE PREMIERS RÉSULTATS CONTRASTÉS : ENTRE APAISEMENT ET REGAIN DES TENSIONS	234
1. Le point de vue des habitants sur l'évolution des violences depuis l'implantation des UPP	234
2. L'approche statistique des crimes et délits avec l'implantation des UPP	240
3. Tendances globales et locales dans l'évolution des violences	249
Chapitre 7 Intégrer les favelas au reste de la ville : la territorialisation des actions publiques	252
I LES POLITIQUES D'URBANISATION DANS LES FAVELAS PACIFIÉES	255
1. Un « choc d'équipements et de services » pour une ville inclusive	255
2. Les programmes d'urbanisation et de production de logements	258
3. Des mesures de protection de l'environnement et de réduction des risques naturels	265
4. Régulariser pour rapprocher les favelas des quartiers formels	266
II L'ARTICULATION DES PROGRAMMES, DES POLITIQUES ET DES ACTEURS	274
1. Les programmes d'articulation entre société civile et pouvoirs publics : Território da Paz et Rio Mais Social	274
2. Complémentarité ou concurrence entre les institutions ?	276
3. Une participation populaire illusoire ?	277

Troisième Partie Quelle place pour les favelas dans une ville globale ?.....	283
Chapitre 8 Transformations urbaines : nouvelles opportunités et déplacements de population.....	286
I REMOÇÃO BRANCA : QUAND LES HABITANTS SONT CHASSÉS PAR LE MARCHÉ	287
1. L'effet « UPP et urbanisation » : spéculation immobilière et « gentrification »	287
2. Vers un processus « de déplacement invisible » ?.....	297
II TRANSFORMATIONS URBAINES ET NOUVEAU MODE DE GOUVERNANCE DE LA VILLE : VILLE	
 Globale / Ville d'exception	301
1. Le secteur privé dans la planification urbaine : stimuler l'attractivité de la ville	301
2. Investissements dans les méga-événements : bénéfices et désavantages	303
3. Des événements d'exception justifiant une situation d'exception.....	307
III LES DÉPLACEMENTS DE POPULATION ORGANISÉS PAR LES POUVOIRS PUBLICS.....	311
1. Un accroissement du recours aux déplacements de population ?.....	312
2. Les déplacements de population face aux risques et aux mesures de protection de l'environnement.....	314
3. Les déplacements de population liés à la réhabilitation urbaine et aux travaux d'infrastructures de	
transport.....	318
4. Les déplacements de population liés à l'implantation d'équipements sportifs pour les méga-événements	
.....	323
Chapitre 9 L'hypothèse d'une périphérisation croissante de la pauvreté : entre tensions sociales et désir de	
justice-spatiale	329
I UNE RÉORGANISATION DE LA GÉOGRAPHIE DE LA PAUVRETÉ ET DE LA VIOLENCE ?.....	331
1. Le choix des favelas ciblées par les actions publiques de sécurité et d'urbanisation	331
2. Les équipements pour les méga-événements : un héritage collectif ?.....	337
3. Une production de logements sociaux dans des quartiers excentrés	339
4. L'impact de la pacification sur la migration de la violence ?.....	342
II TERRITORIALISATION DE L'ACTION PUBLIQUE ET JUSTICE SOCIO-SPATIALE.....	348
1. Le paradoxe de la territorialisation face au désir de compétitivité urbaine	348
2. Une justice spatiale controversée ?.....	348
III DES TENSIONS SOCIALES DE PLUS EN PLUS VISIBLES.....	352
1. Un regain de mobilisation populaire ?.....	352
2. Les manifestations de juin 2013 : un climat favorable à la légitimation et à l'amplification du débat public	
sur les favelas	353
Conclusion.....	357
Bibliographie	366
Annexes.....	376
1. Cartes complémentaires	377
2. Liste des sigles	380
3. Lexique portugais français	382
4. Repères chronologiques	383
5. Guide d'entretien.....	385
6. Liste des entretiens réalisés	386
7. Participation à des réunions, débats, colloques	388
8. Exemples d'entretiens	389
9. Table des illustrations.....	401

Introduction

Photographie 1 : Favela de Rocinha, Zone Sud de Rio de Janeiro, avec en fond, le quartier formel de São Conrado bordant l'océan Atlantique



Source : photo de Justine Ninnin, 2014

“O que você acha tia ? Você não mora na cidade. Se você mora no Vidigal, você não mora na Cidade, você mora na Favela!”

Qu'est-ce que tu crois tata? Tu n'habites pas dans la ville. Quand tu habites à Vidigal, tu ne vis pas dans la ville, tu vis dans la favela !

(João Vitor, 10 ans, habitant de Rocinha, le 04/02/2013)

João Vitor a 10 ans, ses parents ont quitté le Nordeste du Brésil il y a quelques années pour venir travailler à Rio de Janeiro et se sont installés à Rocinha. João Vitor est né dans la favela ; les favelas, lui, il ne les considère pas comme la ville, pourtant il est fier de Rocinha, c'est le lieu où il a grandi, son territoire, où il a sa famille, ses amis, son école. À cette époque je séjournais à Vidigal, la favela voisine, située sur l'autre versant de la colline, ou plus exactement du *morro* (morne), relief répandu à Rio de Janeiro. Cet enfant m'affirmait, spontanément, et sûr de lui, qu'habiter la favela ce n'était pas habiter la ville, « *la ville et la favela ça n'a rien à voir, la ville c'est beau, mieux organisé, il y a des bus et des métros* » me disait-il. Pourtant, Rocinha et Vidigal, loin d'être des territoires périphériques, sont des favelas situées en plein centre de Rio de Janeiro, à deux pas des quartiers les plus riches et les plus touristiques. Ces deux favelas se sont consolidées, aujourd'hui, les logements sont en

dur, rarement fait de matériaux de récupération ; même si les coupures sont fréquentes, ils ont accès à l'électricité, à l'eau, à internet ; les maisons et même les immeubles sont équipés de télévisions, de téléphones et de réfrigérateurs ; les rues sont en majorité goudronnées, il y a des écoles, des magasins, des lieux de culte, des restaurants, des bars, des associations et des systèmes de transports en commun locaux. Pourtant, les favelas sont encore régulièrement considérées comme à la marge de la ville et leurs habitants sont stigmatisés. Ils semblent parfois eux-mêmes avoir intériorisé ces stigmatisations et ne se sentent pas appartenir à la ville : « un "favelado" c'est quelqu'un qui est bête, qui n'a pas d'éducation » m'expliquait Jessica, 11 ans, qui vit également à Rocinha et qui utilise ce terme comme une insulte. Pourtant, ces enfants reconnaissent aussi les richesses de leur quartier : « tu sais, Rocinha est riche, qu'est-ce que tu croyais ? » me confiait João Vítor en me disant que Rocinha avait une école de samba qui défilait pour le carnaval. Jessica rétorquait : « Rocinha est riche, mais toi, João tu es pauvre ! », à lui de répliquer : « Non, je ne suis pas pauvre, mais c'est vrai que je ne suis pas riche non plus ! » et Jessica affirmait avec fierté : « moi, je suis de classe moyenne haute » et me racontait ensuite qu'elle fréquentait une école privée à Rocinha et qu'à côté, elle participait à des cours de natation, de danse classique, d'anglais, de guitare et d'art plastique.

Les nombreuses discussions que j'ai pu partager avec les enfants, mais aussi avec des leaders communautaires, des fonctionnaires ou bien des commerçants et d'autres habitants sur mes terrains de recherche ont nourri ma réflexion lorsqu'ils me livraient spontanément leurs ressentis sur leurs expériences quotidiennes en tant qu'habitants des favelas. Les favelas sont-elles considérées comme de la ville au sens commun, dans les recherches académiques ou encore dans l'imaginaire des citadins ? C'est ainsi que j'ai commencé à m'interroger sur le sens de la ville et sur la place qu'occupent les favelas à Rio de Janeiro, notamment, à une époque où les milieux académiques, politiques et les mouvements collectifs se saisissent du slogan : « *Favela é cidade* » (la favela c'est la ville). Le concept de ville est difficile à définir et fait l'objet de nombreuses controverses puisqu'il existe de multiples façons de faire la ville. Ce qui semble néanmoins faire consensus, c'est que la ville est supposée offrir une qualité de vie particulière avec un accès facilité aux infrastructures, équipements et services urbains. Toutefois, au Brésil, les villes sont souvent très étendues – on ne compte que 5 565 municipalités dans tout le pays (à titre de comparaison, la France a près de 37 000 communes), et Rio de Janeiro a une superficie de 1 197 km² (celle de Paris est de 105 km²). Ainsi, vivre dans la ville ne garantit pas toujours la proximité avec les administrations, les équipements ou encore les commerces et les emplois. Si l'on utilise le plus souvent un critère quantitatif pour distinguer ce qui est de la ville de ce qui n'en est pas, se cachent derrière ces termes des réalités moins tangibles. Considérer les favelas comme de la ville ou inversement comme de la non-ville, comme des espaces autres, fait appel à différents critères tantôt physiques, tantôt économiques, sociaux ou même symboliques. Il s'agit donc de s'interroger sur les processus de reconnaissance des favelas comme des espaces urbains et de leurs habitants comme des citadins en questionnant leur accès aux aménités urbaines dans leur espace de vie.

○ **Sortir d'une situation d'exception : le défi de l'intégration des favelas à la ville**

Longtemps considérées comme un « problème urbain », les favelas sont couramment regardées comme des catégories à part, représentées en miroir inversé face à la ville. Elles se sont pourtant constituées comme une solution de logement pour des milliers de familles privées de l'accès au foncier urbain formel dans un contexte d'urbanisation accélérée. Les populations ont trouvé elles-mêmes les moyens d'habiter en ville en pratiquant l'auto-construction de leur logement. Les favelas sont ainsi le produit d'inégalités sociales accentuées dans les métropoles brésiliennes, où la relation entre richesse et pauvreté est ambiguë, faite à la fois de proximité territoriale et de distance sociale (Valladares, 2005). Les favelas sont le support d'un processus historique de marginalisation sous de multiples facettes : sociale, économique, politique, juridique et qui s'exprime par des seuils physiques et symboliques formant des frontières entre le dedans et le dehors. Les favelas sont par conséquent tenues à distance du droit à la ville et même du droit de la ville : elles sont le reflet et l'expression spatiale des inégalités sociales. Au Brésil, selon l'Institut Brésilien de Géographie et de Statistique (IBGE) près de 11,4 millions de personnes, soit 6 % de la population, vivent dans les favelas ou *aglomerados subnormais* (agglomérats hors-normes)¹. L'IBGE a recensé 6 329 *aglomerados subnormais* dans le pays dont 763 à Rio de Janeiro accueillant 1,4 million d'habitants soit 22 % de la population de la métropole. À Rio de Janeiro, les favelas prennent des formes et des dispositifs divers : c'est à la fois une question morphologique, plus ou moins liée à la pente et à la dimension, et une question de position dans la ville. Du fait même de la topographie, certaines favelas sont immergées dans les quartiers centraux et aisés de la ville, occupant des espaces difficilement constructibles, comme les mornes ; d'autres, souvent plus vastes, sont situées en lointaine périphérie.

Les favelas, et principalement celles qui sont situées dans les quartiers centraux, sont au cœur de conflits depuis près d'un siècle : en effet, les pouvoirs publics et les promoteurs immobiliers ont tenté à plusieurs reprises de les éradiquer. Certaines d'entre elles ont toutefois été tolérées, car l'État n'avait pas les moyens de les détruire toutes et de proposer d'autres solutions de logement pour les familles pauvres. De plus, elles constituaient également une réserve de main d'œuvre pour la ville en plein développement. Les favelas ont résisté, se sont consolidées, mais elles ont été maintenues dans un état d'exception durant plusieurs décennies, surtout pendant les dictatures : les règles qui s'appliquaient étaient souvent différentes de celles de la ville formelle, les droits des habitants n'étaient pas toujours respectés et les pouvoirs publics n'apportaient pas la même attention à ces espaces, notamment en termes d'équipements, de services et d'infrastructures. Nous parlons d'un état d'exception au sens donné par Giorgio Agamben (2003), où le droit commun existe, mais peut être contourné. On constate ainsi une distance entre le droit et la pratique du droit, ceci s'observant particulièrement dans le comportement des policiers face aux habitants des favelas (violences, homicides, torture, humiliations, violations de la propriété privée, etc.). Il ne s'agit pas pour autant d'une situation de chaos ou d'anarchie, puisqu'il existe un ordre, même s'il n'est pas toujours en conformité avec l'ordre juridique.

¹ L'IBGE définit l'*aglomerado subnormal* comme un « ensemble constitué d'au moins 51 habitations, occupant ou ayant occupé jusqu'à une période récente le terrain d'autrui (public ou privé) et disposées, en général, de forme désordonnée et dense, et dépourvu, dans sa majorité, des services publics essentiels ».

L'ouverture démocratique amorcée dès la fin des années 1970 a progressivement permis la reconnaissance des favelas dans la ville, et la Constitution Fédérale de 1988 a, par la suite, défini le logement comme un droit social. Les favelas n'ont toutefois pas été pleinement intégrées à la ville puisqu'elles sont encore sous-administrées, sous-équipées et que leurs habitants ont plus difficilement accès à l'éducation, aux soins ainsi qu'aux emplois formels, et sont également confrontés à de nombreux risques (naturels, économiques, sanitaires, sociaux, physiques, etc.). C'est notamment cette vulnérabilité qui a permis à des groupes criminels de s'imposer dans ces lieux, exacerbant de surcroît les risques, et confrontant les habitants à un ordre socio-spatial violent. En effet, la marginalisation à la fois sociale et spatiale, l'inégalité d'accès aux services publics, au logement, au marché du travail et à celui de la consommation nourrissent la violence et multiplient les échanges informels et les trafics de toutes formes. Les favelas sont devenues des territoires propices à l'implantation de groupes criminels et au développement du trafic de drogue : localisation stratégique, faible contrôle des pouvoirs publics, informalité, présence d'une population vulnérable, etc. Dans cette situation d'exception, les habitants des favelas ont dû s'adapter et faire preuve de créativité, ce qui s'est traduit par la mise en place de diverses formes d'actions ; ils ont recherché l'appui des réseaux familiaux, amicaux, de voisinage ou des groupes religieux pour s'assurer un minimum de sécurité.

La question de la sécurité est effectivement l'un des problèmes majeurs rencontrés dans les favelas, et au Brésil en général. En 2012 le plus grand nombre d'homicides en valeur absolue a été enregistré : 56 337 personnes ont été assassinées dans le pays dont 1 372 à Rio de Janeiro, ce qui situe le taux d'homicides de la métropole à 21,5 pour 100 000 habitants (Waiselfisz, 2014). Les homicides sont aujourd'hui la principale cause de mortalité chez les jeunes de 15 à 24 ans. Entre 1980 et 2012, au Brésil, le taux d'homicides pour 100 000 habitants est passé de 11,7 à 28,9, et pour les jeunes (entre 15 et 24 ans) il a été multiplié par 3 (de 19,6 à 57,6). Alors qu'au Brésil les taux d'homicides ont augmenté de 13,4 % entre 2002 et 2012, ils ont presque diminué de moitié (- 44,9 %) dans l'État de Rio de Janeiro. Cette baisse atteste d'une meilleure prise en compte des problèmes de sécurité par les pouvoirs publics de l'État de Rio de Janeiro. Le défi de la sécurité s'impose d'autant plus dans le contexte d'accueil des méga-événements comme la Coupe du Monde de football en 2014 et les Jeux Olympiques en 2016.

La révision de la stratégie de sécurité publique s'est matérialisée, en 2008, par la politique de « pacification » élaborée par le Secrétariat de Sécurité Publique de l'État de Rio de Janeiro. Il s'agit de reprendre le contrôle des territoires dominés par des criminels en y installant une police dite communautaire, localisée aux endroits stratégiques des favelas, qui prend le nom d'Unité de Police de Pacification (UPP). La sécurité est affirmée comme un droit fondamental du ressort de la sphère publique. Pour rompre avec les politiques de sécurité autoritaires héritées de la dictature, caractérisées notamment par une police extrêmement répressive, on passe d'une politique de sécurité publique à des politiques publiques de sécurité, en associant la sécurisation à des politiques dites d'urbanisation et à divers projets de développement économique et social.

Dans quelle mesure la politique de sécurisation et les actions publiques territorialisées dans les favelas transforment-elles l'ordre et la configuration socio-spatiale de ces territoires

et plus largement de la métropole ? S'agit-il de reconnaître les favelas comme faisant partie de plein droit à la ville de Rio de Janeiro ?

○ **Aux origines d'une recherche**

Mon intérêt pour Rio de Janeiro et ses favelas est né à l'occasion d'une année d'échange universitaire en Master 1 de sociologie et de sciences politiques, et c'est tout naturellement que j'ai choisi cette ville comme terrain de recherche pour mon mémoire de Master 2 en socio-anthropologie du développement. Cette ville, pleine de paradoxes, a suscité en moi un intérêt particulier : comment dans une métropole aussi riche et développée les inégalités socio-spatiales pouvaient-elles être aussi importantes ? Pourquoi les favelas avaient-elles une image aussi négative alors qu'elles sont sources de richesses, de diversité et de créativité ? À la fois par son paysage spectaculaire et sa diversité, cette ville était fascinante, et les favelas la rendaient d'autant plus captivante en étant l'expression de la multiplicité des modes d'habiter et de vivre en ville. C'est d'abord autour du thème de l'éducation que j'ai orienté mes recherches en 2011 pour mon mémoire, en cherchant à analyser les formes innovantes d'éducation que l'on pouvait notamment trouver dans les favelas. En constatant la difficulté d'accès à un système scolaire de qualité pour les habitants aux revenus modestes, je me suis intéressée aux différents projets non-formels mis en place pour répondre aux lacunes des écoles publiques². Relevant de l'éducation populaire, ils visaient à faire prendre conscience des inégalités et à donner aux personnes la capacité de revendiquer leurs droits. Dans les favelas, on rencontre une multitude de projets de ce type, attestant ainsi des capacités d'action de leurs habitants. Il s'agit par exemple d'activités extrascolaires visant le développement des talents, de l'imaginaire et de la créativité des enfants et adolescents à travers des activités artistiques ou sportives. Je me suis intéressée plus spécifiquement à un projet artistique, intitulé CalleRJ, dans une favela nommée Tabajaras située dans le quartier de Copacabana, dans la Zone Sud, la plus riche et la plus touristique de Rio de Janeiro.

C'est en me rendant régulièrement dans cette favela, en participant à ce projet et en discutant avec les habitants, que j'ai pu constater que les favelas situées à proximité des quartiers aisés traversaient une période particulière : l'arrivée des UPP et la multiplication des programmes territorialisés contribuaient à transformer l'organisation socio-spatiale interne. Les trafiquants de drogue y étaient moins visibles, et inversement la police était présente 24 h sur 24, les rapports entre les policiers et les habitants s'amélioraient, la circulation des habitants était devenue plus facile, de plus en plus de personnes extérieures venaient dans la favela, etc. Les frontières symboliques et physiques entre la favela et les quartiers formels voisins se réduisaient (je m'étais déjà rendue à Tabajaras avant sa pacification et l'entrée était alors contrôlée par les trafiquants, à qui il fallait dire où on allait). À cette époque, on commençait de plus en plus à parler de la valorisation des favelas de la Zone Sud de Rio de Janeiro. La politique de pacification m'est donc apparue comme le moment charnière à étudier pour mieux comprendre les transformations socio-spatiales ainsi que l'évolution de

² Au Brésil, les écoles publiques ont un niveau nettement inférieur à celles relevant du secteur privé, mais cette tendance s'inverse dans les études supérieures, les universités publiques étant le plus souvent les plus prestigieuses.

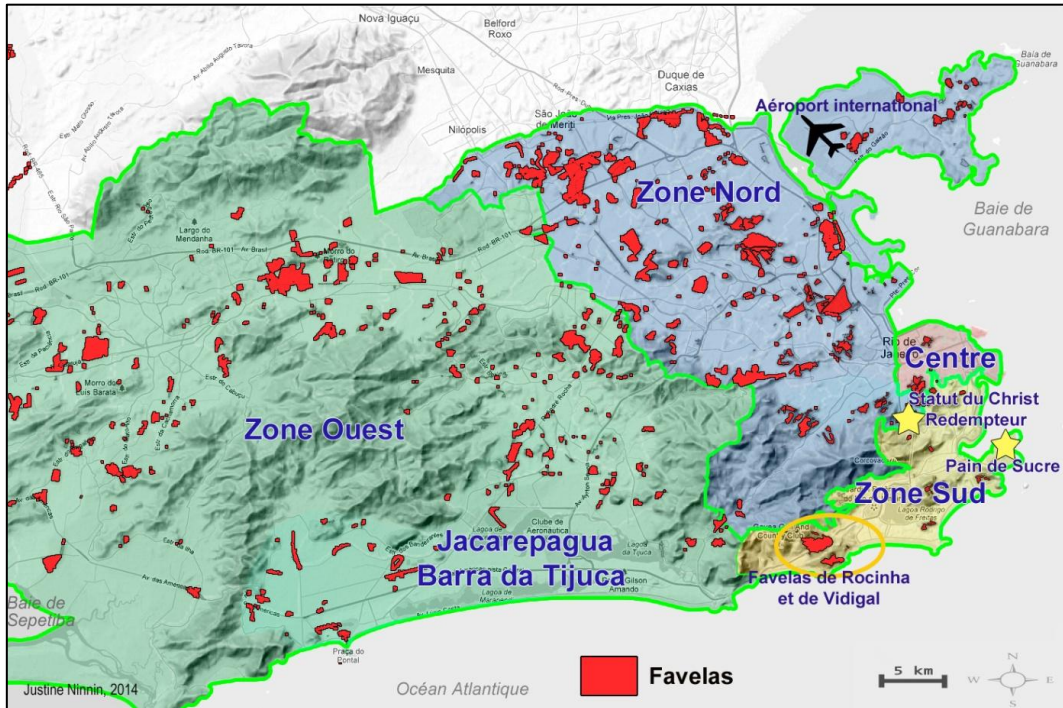
l'action publique dans ces territoires pacifiés. Ces favelas semblaient vivre un tournant dans leur processus d'institutionnalisation.

○ **Le choix des terrains**

Pour rendre compte des évolutions internes des favelas ainsi que leur insertion dans le tissu urbain, j'ai choisi, dans le cadre de cette thèse, d'étudier Rocinha et Vidigal, deux favelas situées dans la Zone Sud de Rio de Janeiro. Leur localisation spécifique m'a particulièrement intéressée puisqu'elles ont à la fois une situation péricentrale, à la limite de la Zone Sud, entre les quartiers de São Conrado, Leblon et Gávea, et qu'elles sont aussi situées à mi-chemin entre les deux principaux pôles de la ville : à l'est, le centre-historique et la Zone Sud, et à l'ouest, le quartier de Barra da Tijuca en plein développement, qui accueille de plus en plus de zones commerciales, d'entreprises et de quartiers résidentiels de luxe ultrasécurisés. Ces polarités urbaines peuvent être décrites, selon la définition qu'en fait Henri Lefebvre, comme des lieux qui concentrent « les richesses, le pouvoir, les moyens de la puissance, l'information, la connaissance, les loisirs, la culture, etc. bref : tout » (Lefebvre, 1974, p. 238). À Rio de Janeiro, le paysage et le relief naturel ont contribué à découper le territoire municipal en 4 grandes zones : Nord, Ouest, Sud et Centrale, entourées par l'océan Atlantique, les baies de Guanabara à l'est et de Sepetiba à l'ouest. Depuis 1981, la municipalité a organisé le quadrillage territorial à travers des divisions administratives pour faciliter la coordination et la planification urbaine. La ville se compose donc de 5 « zones de planifications » (*Áreas de Planejamento* : AP), de 33 régions administratives (RA) et de 160 quartiers. L'AP1 correspond à la Zone Centrale, l'AP2 à la Zone Sud, l'AP3 à Zone Nord, l'AP4 à Barra da Tijuca et Jacarepaguá et enfin, l'AP5 au reste de la Zone Ouest (cf. carte annexe 4). La Zone Centrale comprend le centre-historique de la ville où se mêlent à la fois des quartiers d'affaires, des zones d'habitat précaire, de grandes places bordées de monuments et la zone portuaire. La Zone Sud, où se situent Vidigal et Rocinha, est particulièrement dynamique et touristique : on y trouve de nombreux emplois dans le domaine des services (services à la personne, commerces, hôtellerie, restauration, ...). C'est notamment dans cette zone que se situent les sites touristiques les plus célèbres : le Pain de Sucre, la statue du Christ Rédempteur ou encore les plages de Copacabana, Ipanema ou Leblon. Le foncier et l'immobilier y sont particulièrement valorisés, et elle accueille principalement les classes aisées (cf. carte 3 en annexe).

Situées de part et d'autre d'une même colline, Rocinha et Vidigal présentent des aspects communs et des spécificités locales. Vidigal compte actuellement 9 677 habitants et Rocinha 69 156, ce qui fait de cette dernière la plus grande favela du Brésil (IBGE, 2010). La mise en parallèle de ces territoires contrastés permettra de dégager les ressemblances et les différences dans leurs configurations socio-spatiales et de distinguer les effets, semblables ou non, des actions publiques territorialisées en termes de sécurité et d'intégration à la ville.

Carte 1 : Localisation des favelas de Rocinha et de Vidigal et des zones à Rio de Janeiro



○ **Approche pluridisciplinaire et méthode ethnographique**

Comme le soulignait Milton Santos, précurseur d’une « géographie nouvelle », le regard spatial présuppose une attitude transdisciplinaire afin de nourrir la réflexion autour de la connaissance de l’espace humain. Ainsi, pour étudier les transformations de l’espace urbain et plus particulièrement des favelas de Rocinha et de Vidigal, j’ai mobilisé des problématiques pluridisciplinaires, relevant tantôt de la géographie, tantôt de la sociologie et de l’anthropologie. Afin de mieux saisir les pratiques socio-spatiales, j’ai privilégié une méthode ethnographique qui s’appuie en grande partie sur l’observation et la participation afin de capter les normes, les pratiques, les représentations, de saisir l’intime et certains détails du quotidien qui ne se révèlent que dans une approche approfondie du terrain. Certaines actions journalières peuvent nous paraître anodines, mais elles se révèlent être des sources d’informations primordiales : faire ses courses, prendre les mototaxis, les *kombis* (minibus collectifs), emprunter jour et nuit les ruelles et escaliers de la favela, participer à des activités sportives, se rendre dans les *biroscas* (bars/épicerie), utiliser les services des petits commerçants (serrurier, laverie, etc.), et surtout vivre quotidiennement les rapports de voisinage, qu’il s’agisse de moments festifs et amicaux (barbecues, fêtes, etc.) ou de conflits et querelles inévitables.

Bien que l’observation participante s’accompagne d’un questionnement constant sur la place du chercheur sur le terrain, son intégration et ses limites, cette méthodologie m’est apparue comme la plus appropriée, afin de m’imprégner le plus rapidement possible d’un terrain qui jusque-là m’était inconnu. En effet, trouver l’équilibre entre l’observation et la participation reste complexe puisque ces deux notions semblent souvent paradoxales : l’une cherchant l’objectivité et l’autre étant par nature subjective. Comme le montre Bourdieu, il s’agit à la fois d’être partie prenante du jeu social à travers la participation et d’être cet

observateur distancié. Pour l'anthropologue Alba Zaluar, qui a elle-même enquêté dans les favelas, le chercheur navigue entre objectivité et subjectivité : « même dans un nouveau contexte chargé d'embûches et de risques, le savoir-faire anthropologique est le travail, l'exercice et l'art de se rapprocher pour connaître et de prendre du recul pour comprendre, deux mouvements essentiels pour assurer un minimum d'objectivité de l'enquêteur et un accès à la subjectivité des enquêtés » (Zaluar, 2009, p. 560). J'ai donc choisi de m'installer dans les favelas étudiées pour être au plus près des réalités vécues par leurs habitants et m'intégrer le plus possible dans ces espaces : j'ai habité 10 mois à Vidigal et 3 mois à Rocinha.

Je me suis installée à Vidigal en septembre 2012, en collocation dans une maison située au sommet du *morro*. Afin de rencontrer au plus vite les habitants, j'ai démarré une activité sportive, la capoeira³ dont les cours étaient dispensés par un résident de Vidigal, dans un local de l'association des habitants situé au centre de la favela. Par ailleurs, j'ai pris contact avec les ONG locales en proposant de participer à leurs activités. Les membres de l'ONG Ser Alzira de Aleluia m'ont proposé de contribuer au projet « *empoderamento de mulheres* » (« *empowerment* » des femmes) en intégrant un groupe de discussion qui se réunissait tous les samedis matin autour de réflexions sur l'éducation, la santé, le travail, etc. Lors des réunions, les femmes prenaient la parole à tour de rôle pour évoquer leurs sentiments, leurs expériences et leurs anecdotes autour du thème choisi. Plus tard, afin de me familiariser avec mon autre terrain de recherche, Rocinha, j'ai décidé d'animer des activités d'art plastique dans une ONG, O Mundo da Arte (le monde de l'art). Son créateur, Tio Lino, un habitant de Rocinha, avait mis en place il y a quelques années un projet intitulé « *troca uma arma por um pincel* » (échange une arme contre un pinceau), pour aider les enfants à sortir du trafic de drogue et laisser s'exprimer leur créativité à travers l'art.

Lors de mon second séjour de recherche, je me suis installée à Rocinha, pour 3 mois, où je louais une chambre dans une famille, dans une maison située tout en haut de la colline. Dans cette maison, j'occupais la chambre du fils aîné parti s'installer dans l'État du Minas Gerais pour son travail ; la mère, arrivée il y a 20 ans du Pernambouco, était cuisinière, employée par des couples fortunés vivant à Ipanema et Barra da Tijuca ; son mari était gardien d'immeuble à Copacabana et son plus jeune fils était employé d'un magasin dans le quartier voisin de São Conrado. Lors de ce deuxième séjour de recherche, j'ai à nouveau fréquenté les cours de capoeira à Vidigal et l'ONG O Mundo da Arte à Rocinha. Je me suis, par ailleurs, rendue à des réunions et débats dans ces favelas pour écouter les échanges entre habitants, élus, fonctionnaires, commerçants, policiers, leaders communautaires, etc.

Au-delà des observations et de la participation, la méthode d'enquête par entretien s'est révélée particulièrement pertinente. J'ai réalisé des entretiens libres ou semi-directifs avec des habitants de Rocinha et de Vidigal, des acteurs sociaux, des agents de santé, des membres des associations de résidents, ainsi qu'avec des personnes n'y résidant pas, mais qui sont liées aux favelas par leurs activités (activistes, fonctionnaires, membres d'associations, etc.), et j'ai essayé de diversifier au maximum les profils (âge, sexe, emploi...) de mes interlocuteurs. Dans la majorité des cas les entretiens plus formels étaient menés avec des leaders

³ La capoeira est un art martial afro-brésilien se mêlant au chant et à la musique ; elle puiserait ses racines dans les méthodes de combat des peuples africains au temps de l'esclavage au Brésil.

communautaires, souvent plus ouverts à l'entretien enregistré ; d'autres fois, les conversations ont été plus informelles, dans la mesure où le dictaphone me semblait, dans certains cas, être un frein à la spontanéité. Au total, une trentaine d'entretiens formels ont été réalisés, que ce soit au domicile des habitants, dans des lieux publics (bibliothèque, parc...), dans les locaux d'ONG ou d'associations de résidents. J'ai privilégié des entretiens relativement libres, bien que guidés par les thèmes que je souhaitais aborder. Ceux-ci duraient entre 1 et 2 heures, permettant de briser la distance des 20 premières minutes, de dépasser la timidité, d'aller au-delà de ce qu'il y a « d'acceptable » à dire, et de se défaire des discours préparés. On rencontre souvent un manque de spontanéité, notamment dans les discours des leaders communautaires habitués à prendre la parole et à donner leur point de vue. Dans la plupart des cas, l'entretien formel succédait à plusieurs rencontres informelles afin de me faire connaître et de gagner la confiance des personnes interrogées. En ayant discuté auparavant avec celles-ci, je pouvais observer plus facilement le biais apporté par la tournure officielle que donne particulièrement le dictaphone. J'ai notamment perçu, lors d'un entretien avec la présidente d'une ONG, qu'à partir du moment où notre conversation était enregistrée, son discours, son vocabulaire, et même le ton utilisé se modifiaient, les termes devenaient complexes, les idées réfléchies plus que spontanées, globalement les mots et la conversation devenaient maîtrisés. Pour le chercheur, cette situation reste difficile à éviter, et le cadre formel de l'entretien, notamment du fait de l'enregistrement, a forcément un impact sur le dialogue.

J'ai complété cette démarche qualitative en mobilisant des données statistiques et cartographiques, notamment celles de l'Institut Brésilien de Géographie et de Statistique (IBGE), de l'Institut Pereira Passos (IPP), du Système d'Informations sur la Mortalité (SMD) ou encore de l'Institut de Sécurité Publique (ISP).

Au cours de ce travail d'immersion, ma liberté de circulation et d'observation a cependant été limitée, en premier lieu par l'insécurité liée à la présence de trafiquants, parfois en conflit avec les policiers. Il était difficile et dangereux de se rendre dans certains lieux et certaines rues, surtout à Rocinha. De plus, le fait de résider sur place pouvait m'exposer à des risques en réalisant des entretiens avec certains types d'acteurs, comme les policiers ou les trafiquants. La période d'observation a donc été accompagnée d'un processus d'apprentissage des règles, des « lois » et des normes à respecter pour ne pas risquer des situations dangereuses. Il m'a fallu par ailleurs expliquer ma présence aux habitants : la difficulté étant d'être à la fois chercheuse et habitante. Dans quelle mesure peut-on se considérer comme habitant lorsqu'une des motivations premières est d'enquêter ? Sachant à l'avance que je rentrerai dans mon pays d'origine quelques mois plus tard, ne s'agit-il pas simplement de tourisme « académique » ? Le but de ma présence dans ces favelas posait obligatoirement des questions en termes d'éthique puisque l'enquête sur le lieu de vie mêle indéniablement des relations humaines à des relations « intéressées ». Je me suis beaucoup interrogée sur la manière de présenter mes recherches pour que les habitants ne se sentent pas espionnés. Qui plus est, les deux terrains étudiés sont loin d'être inconnus des chercheurs : de nombreuses études ont été menées à Rocinha et à Vidigal depuis plusieurs années. Le fait de constituer des territoires privilégiés des chercheurs peut avoir des aspects positifs puisque la production bibliographique et médiatique déjà existante permet d'observer les évolutions et d'approfondir les recherches ; néanmoins, cela ne facilite pas les rencontres avec les habitants,

souvent lassés par la présence de chercheurs. C'est dans ce contexte que la participation est apparue comme un atout, dans la mesure où il s'agissait pour moi d'une forme de contre-don : les habitants m'apportaient leur aide, leurs savoirs, m'accordaient des entretiens et de mon côté, je participais un minimum aux actions communautaires, en étant par exemple bénévole dans des ONG. Je pense pouvoir dire que cela m'a offert une certaine légitimité sur place. Un autre frein notable a été la difficulté de rencontrer certains acteurs, dont les fonctionnaires des programmes municipaux qui ciblent les favelas, et j'ai pu effectivement constater que certains services publics sont difficilement accessibles.

○ **Deux favelas de la Zone Sud face aux méga-événements et à la politique de pacification**

À travers cette recherche, j'ai souhaité approfondir la réflexion sur les favelas de Rio de Janeiro situées dans les secteurs valorisés de la ville, comme Rocinha et Vidigal. Elles ont résisté à plusieurs tentatives d'éradication, et il ne s'agit plus aujourd'hui de les détruire, mais au contraire de mieux les intégrer au système urbain. Les favelas, longtemps pointées du doigt comme responsables des maux urbains, sont aujourd'hui un « symbole » pour la ville. Elles sont devenues, après plus d'un siècle d'existence, un élément presque naturel du paysage *carioca* et sont source de curiosité pour les touristes. Ce sont notamment les favelas qui rendent cette ville unique : elles sont l'héritage et le témoignage d'une autre forme urbaine, d'une autre manière de vivre en ville passant par des pratiques d'auto-construction et d'auto-urbanisation. Cette forme d'habiter semble se présenter comme une solution au problème du manque de logement. Les favelas *cariocas* se transforment continuellement et présentent actuellement des degrés différents de consolidation (infrastructures, équipements, habitations, etc.).

Dans cette recherche, il s'agissait plus précisément d'identifier les configurations socio-spatiales, les infrastructures, les équipements, les services, les projets locaux, de mieux comprendre les relations entre les habitants, d'analyser les jeux de pouvoirs internes ou encore les conflits. J'ai cherché à mettre en lumière les transformations de ces espaces et à cerner dans quelle mesure elles affectent la vie de ceux qui y résident. Ces transformations sont aussi bien le produit des efforts individuels et collectifs des habitants que des pouvoirs publics et du secteur privé. Pour sortir les favelas de la situation d'exception dans laquelle elles se trouvent, l'État met en œuvre des actions publiques territorialisées qui s'appuient à la fois sur la sécurisation, l'urbanisation, la régularisation et le développement économique et social. Les modes d'actions évoluent en intégrant de plus en plus le secteur privé, à travers des partenariats publics privés, mais aussi en cherchant à garantir une démarche participative. Ces actions ciblent particulièrement les favelas localisées à proximité des quartiers aisés, et qui sont depuis plus d'un siècle au cœur de conflits pour le contrôle du territoire. Ces conflits ont contribué et contribuent encore à les transformer, car comme le souligne Guy Di Méo, « le pouvoir tisse la substance du territoire. Il contribue à le fonder et le façonner » (Di Méo, 1998, p. 247).

Par ailleurs, l'accueil des méga-événements participe à la fabrique actuelle de la ville, en imposant à la municipalité de repenser la planification urbaine pour recevoir au mieux ces événements et les touristes (réseau de transport, installations sportives, hôtellerie, restauration,

etc.). Ainsi, la Coupe du Monde de 2014 et les Jeux Olympiques de 2016 provoquent et accélèrent les mutations urbaines. Dans un contexte de valorisation de l'image de marque de la ville, les favelas sont au cœur des actions publiques : elles doivent être mises en valeur à la fois en préservant leurs architectures vernaculaires, en les urbanisant, en les sécurisant et en les régularisant. La métropole doit ainsi prouver au monde qu'elle a sa place dans le réseau des villes globales en garantissant sécurité et dynamisme. Bien que le Brésil se soit hissé au rang de 7^{ème} puissance économique mondiale, les taux extrêmement élevés d'inégalité et de criminalité, en particulier à Rio de Janeiro, mettent en cause sa crédibilité sur la scène internationale. Si la ville et le pays veulent gagner en légitimité, la sécurité et la lutte contre les inégalités sont des défis à relever. En effet, on peut faire l'hypothèse que l'extension des favelas et l'accroissement de la violence ont contribué à délégitimer l'État, qui n'a pas su répondre au problème du logement des pauvres ni jouer son rôle de protection des citoyens en limitant l'augmentation de la criminalité. La politique de sécurisation et les actions publiques territorialisées récemment mises en œuvre à Rio de Janeiro apparaissent donc comme un moyen pour l'État de regagner en légitimité. Elles visent à diminuer les taux de violence dans les favelas – et plus généralement dans la ville – et à mieux intégrer ces quartiers d'habitat précaire au tissu urbain en détruisant leurs frontières physiques et symboliques avec les quartiers formels. Je me suis donc intéressée plus spécifiquement aux transformations récentes des favelas et aux effets produits par la sécurisation et les actions publiques territorialisées, aussi bien sur les territoires que sur leurs habitants.

Le programme de pacification de Rio de Janeiro a été inspiré par la politique de sécurisation colombienne, mise en œuvre par exemple à Medellín : il s'agit à la fois d'intensifier la lutte contre le crime et de garantir plus de sécurité à la population à travers des investissements publics massifs dans les quartiers défavorisés (urbanisme, action sociale, culture, etc.). À Medellín, le taux d'homicides, qui atteignait 381 pour 100 000 habitants en 1991, a été ramené à 184 en 2002, puis à 26 en 2007. À l'image de cette politique de sécurité publique, les formes prises par les opérations de sécurisation à Rio de Janeiro interrogent sur la compatibilité entre mener une guerre contre le crime et mettre en place une police dite communautaire, ainsi que sur leurs effets sur la violence et sur le sentiment de sécurité. Du fait de l'hétérogénéité des favelas, les actions publiques développées ont des résultats contrastés, la comparaison entre Rocinha et Vidigal permettant d'identifier ces différences. Par ailleurs, ces actions conduisent à une valorisation des espaces ciblés, voire à l'apparition de processus de gentrification, que nous analyserons plus spécifiquement dans le cas de Vidigal. Tout en permettant l'amélioration des conditions de vie de certains habitants, la valorisation des favelas et les phénomènes de gentrification contribuent à alimenter des tensions, principalement entre les anciens habitants et les nouveaux arrivants.

Les tensions sociales ne se font pas seulement sentir à l'échelle des favelas, elles concernent l'ensemble de la ville et du pays, comme en attestent les grandes manifestations qui traversent aujourd'hui le Brésil. Si les conditions de vie des populations pauvres s'améliorent, les niveaux d'inégalité sont encore bien trop élevés, et l'accès à une éducation et un système de santé de qualité reste limité. D'après les recensements réalisés par l'IBGE, les disparités des revenus augmentent au sein de la métropole : l'indice de Gini, à Rio de Janeiro, s'élevait à 0,60 en 1991, 0,61 en 2000 et 0,62 en 2010. Les sommes impressionnantes

investies par l'État dans l'organisation des méga-événements posent donc question en termes de priorités, les mécontentements se multiplient, la population se mobilise, et les tensions sociales acquièrent une visibilité accrue dans ce contexte. En effet, l'accueil de méga-événements apparaît comme un cadre propice aux revendications concernant les droits de l'homme, comme ce fut le cas dernièrement en Afrique du Sud qui accueillait la Coupe du Monde de Football en 2010, ou en Chine qui recevait les Jeux Olympiques de 2008. Les organisations internationales et les ONG profitent de la médiatisation pour pointer du doigt les problèmes sociaux et faire pression sur les gouvernements. Ainsi en 2009, des heurts avaient éclaté en Afrique du Sud, dans des townships de Johannesburg et du Cap, les habitants réclamant de meilleurs services publics et dénonçant le manque d'investissements dans l'amélioration des quartiers d'habitat précaire. Au Brésil, le contexte des méga-événements joue dans le sens d'une pression favorisant des interventions d'aménagement dans les favelas pour mieux intégrer ces espaces et leurs habitants dans la ville.

Dans ce contexte, les favelas situées dans les zones aisées semblent attirer particulièrement l'attention des pouvoirs publics. En effet, si les actions publiques se multiplient dans les favelas, elles ne sont pas mises en œuvre de manière homogène sur l'ensemble du territoire *carioca*. Si les favelas des zones Sud et Centrale sont plus touchées par ces interventions, c'est probablement parce qu'elles sont plus visibles, puisque situées à proximité des quartiers riches et touristiques, et parce qu'elles présentent des potentiels économiques importants. Pour développer ces potentiels, l'État intervient à travers des opérations de sécurisation, d'aménagement et par l'élaboration de programmes de développement économique et social adaptés. On peut faire l'hypothèse que la logique de marché qui sous-tend ces politiques ouvre à une partie des habitants de ces favelas de nouvelles opportunités, mais qu'à l'inverse, elle laisse de côté tous ceux qui ne peuvent pas faire face aux logiques spéculatives et à l'inflation, et sont contraints de déménager en périphérie. Ceci conduirait donc à une périphérisation croissante de la pauvreté.

Pour développer cette analyse, cette thèse abordera dans une première partie la place occupée par les favelas dans la ville de Rio de Janeiro en référence à la question générale du logement des pauvres et des quartiers d'habitat précaire dans les pays en développement. Nous analyserons ainsi l'expression des inégalités sociales dans l'espace en présentant le modèle urbain *carioca* et son évolution. Pour cela, nous nous appuyerons sur l'étude rétrospective des favelas de Rocinha et de Vidigal en retraçant leur généalogie. Nous observerons comment les favelas ont été envisagées par les pouvoirs publics tantôt comme un problème urbain, tantôt comme une solution de logement pour les ménages défavorisés, et comment certaines d'entre elles ont réussi à se consolider dans des espaces valorisés. Nous analyserons leurs structures sociales et leurs configurations spatiales, pour mettre en lumière la diversité des quartiers de favelas. Appréhender leurs fragilités en matière d'administration, d'équipements, de services, d'éducation, de santé et d'emploi, permettra de mieux comprendre comment ces espaces ont été mis à la marge de la ville et du droit à la ville, et comment des groupes criminels ont pris le contrôle par la force et y ont imposé un ordre social violent.

La deuxième partie abordera la question de la sécurité et des nouveaux modes d'actions mis en place dans les favelas pour garantir à leurs habitants le droit à la ville. Nous

observerons comment ces derniers ont trouvé des appuis dans les réseaux de voisinage, religieux ou dans les associations et se sont organisés pour assurer un minimum de sécurité et améliorer leurs conditions de vie. Nous présenterons ensuite la nouvelle politique de sécurité publique, la pacification, et ses premiers résultats en termes de sécurité, ainsi que les différentes actions territorialisées qui visent à mieux intégrer les favelas à la ville (urbanisation, développement économique et social, etc.). Nous observerons comment ces actions prennent forme dans les favelas de Rocinha et de Vidigal et comment elles s'articulent entre elles et avec les projets déjà existants.

Enfin, dans une troisième partie, nous chercherons à mettre en relation ces évolutions locales avec le processus plus large de globalisation qui affecte la métropole, en analysant notamment l'impact de la planification urbaine, en partie liée à l'accueil des méga-événements. Nous étudierons en particulier les déplacements forcés de populations et les évictions involontaires résultant de l'augmentation des prix. Il s'agira notamment d'analyser le processus de gentrification et de voir dans quelle mesure celui-ci peut s'appliquer à certains secteurs des favelas. Nous verrons comment, à une échelle plus large, les nouveaux modes d'actions et les mutations qu'ils produisent contribuent à redéfinir le quadrillage territorial urbain, avec une périphérisation croissante de la pauvreté. Dans le contexte récent d'accroissement des tensions sociales et de revendication d'une plus grande justice spatiale, nous terminerons en évoquant le rôle joué par les habitants des favelas dans l'espace public *carioca*.

Première partie

Les favelas : des territoires dans la ville

L'espace urbain *carioca* et la politique urbaine ont évolué sous l'influence d'un ensemble de facteurs économiques, sociaux, culturels ou même symboliques, ce qui a indéniablement contribué à transformer les espaces d'habitat précaire. L'indépendance, la fin de l'esclavagisme, le développement industriel, l'accélération de l'urbanisation, le développement des marchés informels, l'essor du secteur des services ou encore l'arrivée massive de migrants européens et brésiliens ont tout autant participé à la transformation urbaine et à la production d'un espace de rencontre entre les différentes classes sociales. Depuis leur apparition à la fin du XIX^e siècle, les favelas ont fait l'objet de controverses et d'interprétations différentes ; malgré de nombreuses tentatives d'éradication, elles se sont multipliées et consolidées aussi bien dans la périphérie que dans des zones centrales valorisées, et leurs habitants ont pris place au cœur de l'expérience urbaine. Aujourd'hui, une partie de ces espaces font l'objet de politiques dites d'urbanisation et de régularisation foncière. Lorsque nous parlons d'urbanisation des favelas, il s'agit de l'aménagement de ces territoires pour satisfaire les besoins de la population en mettant en place des infrastructures, des équipements et des services à l'image du milieu urbain : c'est en quelque sorte faire entrer la ville dans la favela et inversement. C'est pourquoi certaines favelas de la Zone Sud de Rio de Janeiro connaissent actuellement une forte valorisation, ce qui conduit certains auteurs à parler d'un esthétisme des favelas (Berenstein-Jacques, 2003), voire de processus de gentrification.

Rocinha et Vidigal font partie de ces favelas qui ont résisté et qui sont aujourd'hui de plus en plus valorisées. Bien que voisines, implantées de part et d'autre du même morne, elles sont toutefois très différentes dans leur configuration socio-spatiale. Toutes deux ont été largement étudiées et médiatisées. Cette médiatisation a mis en lumière des événements très divers : les mouvements de mobilisation de leur population contre les expulsions devenant ainsi des symboles de résistance ; les épisodes de violences avec des confrontations armées entre policiers et trafiquants ; plus récemment, la pacification et la mise en place d'Unités de Police de Pacification ; le développement d'un tourisme local, en même temps que des processus de gentrification. Ces différents événements qui ont donné à ces favelas une visibilité internationale m'ont encouragée à m'engager dans des recherches plus approfondies sur leur situation actuelle. Mettre en évidence les spécificités de ces territoires suppose à la fois d'avoir une vision rétrospective et de varier les échelles d'analyse, afin de distinguer le commun du singulier et d'insérer ces études locales dans le contexte plus général des controverses autour du logement des pauvres.

Pour mieux aborder la production des espaces d'habitat précaire et les configurations socio-spatiales de ces favelas, il est nécessaire d'aller au-delà d'une lecture purement physique de l'espace pour le considérer sous ses différentes facettes, de l'espace produit à l'espace vécu :

« L'espace social qualifie des lieux de la biosphère tissés par l'entrelacs des rapports sociaux et spatiaux caractéristiques des groupes humains qui les occupent, les produisent ou simplement les convoitent. [...] Le concept d'espace vécu exprime au contraire le rapport existentiel, forcément subjectif, que l'individu socialisé établit avec la terre. Il s'imprègne de valeurs culturelles reflétant pour chacun l'appartenance à un groupe localisé. Sa connaissance passe par l'écoute des acteurs, par la prise en compte de leurs pratiques, de leurs représentations et de leurs imaginaires spatiaux. » (Di Méo, 1998, p. 107).

Il s'agit donc de faire entrer dans la lecture de l'espace des composantes socio-cognitives, le territoire étant perçu tout autant sous sa forme matérielle que sous ses formes d'appropriation et de représentation par les sujets. Selon Armand Frémont, « l'espace vécu, c'est l'espace géographique vu des hommes, donc vu, perçu, ressenti, aimé, rejeté, modelé par les hommes et projetant sur eux des images qui les modèlent » (Frémont, 1976, p. 14). Ainsi, l'espace vécu comprend l'espace des pratiques quotidiennes (l'espace de vie) et l'espace des interrelations sociales (l'espace social) aux regards des perceptions et des représentations mentales construites par les sujets, individuellement ou collectivement. Cette lecture multidimensionnelle nous permet tout autant de nous intéresser aux favelas dans leur dimension matérielle (architecture, configuration spatiale, etc.) que dans leur dimension sociale (population, représentations, pratiques quotidiennes,...), tout en soulignant les processus d'appropriation et de hiérarchisation qui font émerger des pouvoirs spatialisés.

Nous porterons un intérêt particulier à cette relation dialectique entre pouvoir et territoire, puisque les rapports de pouvoir contribuent directement à la production de l'espace en particulier dans le cas des favelas. Nous nous intéresserons particulièrement à trois types de pouvoirs : celui de l'État (politiques urbaines, police, rapports clientélistes, etc.), celui des groupes criminels (trafiquants, milices, etc.) et ceux des habitants (hiérarchisation sociale, élite locale, associations, etc.)

Pour mieux analyser les favelas *cariocas*, nous les situerons dans la problématique générale de l'urbanisation de la pauvreté dans les pays en développement ainsi que dans les processus de différenciation socio-spatiale au sein des villes brésiliennes, et plus spécifiquement à Rio de Janeiro. Puis dans un deuxième chapitre, nous porterons un regard rétrospectif sur les favelas en dressant leur généalogie, ce qui nous conduira dans un troisième chapitre à nous intéresser à la structure socio-spatiale des deux favelas étudiées. Enfin, dans un dernier chapitre, nous analyserons les conflits autour de la prise de contrôle de ces territoires avec l'imposition d'un ordre socio-spatial violent.

Chapitre 1

Fragmentation urbaine et inégalités socio-spatiales : des bidonvilles aux favelas de Rio de Janeiro

Avec une population mondiale majoritairement urbaine depuis 2006, l'intégration des pauvres apparaît comme un défi et l'habitat précaire en ville devient une question préoccupante, particulièrement dans les pays en développement face à l'irréversible poussée de l'urbanisation, qualifiée tantôt d'explosion urbaine tantôt d'hyperinflation urbaine. Dans ce chapitre, nous replacerons les favelas dans le contexte global d'accélération de l'urbanisation mondiale où la question du logement des pauvres devient centrale. Avant de nous intéresser plus spécifiquement aux favelas de Rio de Janeiro, mieux comprendre ces espaces d'habitat précaire dans un contexte plus large nous permet d'une part, de les mettre en rapport avec des processus globaux, de dégager des traits communs entre ces territoires et d'autre part, de mieux éclairer les réalités des favelas et d'analyser leurs spécificités dans l'espace *carioca*.

De l'expulsion quasi systématique de la population des bidonvilles des centres-villes aux politiques de relogement massif, les urbains pauvres se retrouvent régulièrement relégués aux marges de la ville. La prise de conscience tardive du manque de logements pour les populations pauvres en ville a engendré une situation où les bidonvilles ne constituent plus des habitations temporaires, mais des lieux de résidence de long terme. Nous dresserons dans un premier temps un bref état des lieux de la question de l'urbanisation de la pauvreté dans les pays en développement. Dans un second temps, nous nous intéresserons aux villes brésiliennes et aux processus de différenciation socio-spatiale qui s'y opèrent en observant la place qu'y occupent les favelas. Enfin, notre regard se portera plus particulièrement sur les favelas de Rio de Janeiro.

I LA PRISE DE CONSCIENCE D'UNE QUESTION URBAINE : LE LOGEMENT DES PAUVRES

Dans les pays en développement, l'accroissement incontrôlé de la population urbaine et la vulnérabilité de la structure de base des villes (transports, logements, assainissement de base, etc.) engendrent un développement accéléré des quartiers d'habitat précaire qui constituent parfois de véritables villes dans la ville, si bien que Bernard Granotier a pu parler d'une « planète des bidonvilles » (1980).

1. Planète bidonville⁴ : zoom sur les pays en développement

Dans les pays en développement, l'explosion des mégalo-poles est spectaculaire et la croissance urbaine est aussi alimentée par les villes secondaires, moyennes et petites qui connaissent, elles aussi, des taux de croissance démographique impressionnants. En Amérique latine, après le boom démographique des années 1950-1980, le taux de croissance urbaine commence à se stabiliser tout comme en Asie du Sud et du Sud-Est, alors que l'Afrique connaît la croissance urbaine la plus forte avec un taux annuel près de 5 % pour l'ensemble du continent. Selon l'ONU-Habitat les villes des pays en développement absorberont 95 % de la croissance urbaine au cours des deux prochaines décennies et compteront près de quatre milliards de personnes d'ici à 2030, soit 80 % de la population urbaine mondiale (UN-Habitat, 2006).

Dépassées par cette croissance démographique impressionnante, les villes du Sud voient leur taux de pauvreté exploser. Selon l'ONU, près de 50 % de la population urbaine mondiale seront touchés par la pauvreté d'ici 2020, ce chiffre pouvant atteindre près de 80 % en Afrique subsaharienne. L'Amérique latine quant à elle compte depuis 1980 plus de pauvres urbains que de pauvres ruraux. Ce phénomène d'urbanisation de la pauvreté a pour conséquence la multiplication des bidonvilles où habite près d'un citoyen sur trois dans le monde. Dans l'histoire des villes, la prise de conscience du défi posé par l'habitat précaire urbain est un phénomène récent. En 1976, la conférence de Vancouver sur l'habitat humain a déclenché un signal d'alarme international et a débouché sur la création du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) en 1978. Face à l'état d'urgence, l'ONU se saisit de cette problématique de l'habitat précaire et l'un des objectifs du Millénaire pour le Développement est d'atteindre la cible « Villes sans bidonvilles » et d'améliorer la vie d'au moins 100 millions d'habitants des bidonvilles d'ici à 2020.

Cet habitat précaire prend une multitude de formes que l'on réunit souvent, hâtivement, sous le terme de « bidonville ». Hâtivement, car les bidonvilles n'abritent pas la totalité de la population urbaine pauvre, de même que la totalité des habitants des bidonvilles n'est pas pauvre. Ce terme définit globalement l'habitat précaire, spontané, fait de matériaux de récupération (bidons, tôles, bois,...), édifié sur un terrain occupé illégalement, souvent dépourvu d'une surface habitable suffisante, ne disposant pas d'un accès à l'eau potable et au système d'assainissement, ou d'une sécurité d'occupation. ONU-Habitat définit le ménage

⁴ Tiré du titre de l'ouvrage de Mike Davis **Source spécifiée non valide**. : « La planète bidonville : involution urbaine et prolétariat informel ».

habitant dans un bidonville – ou taudis – comme un groupe de personnes vivant sous le même toit et manquant au moins d'un des éléments suivants : un logement durable à caractère permanent et offrant une protection contre les phénomènes climatiques extrêmes ; un espace habitable suffisant, à savoir pas plus de trois personnes par pièce ; un accès à l'eau potable en quantité suffisante et à un prix abordable ; un accès à des installations sanitaires adéquates (toilettes privées et/ou publiques partagées par un nombre raisonnable de personnes) ; enfin une sécurité d'occupation contre le risque d'expulsion forcée. Si ce terme semble faire consensus, il tend toutefois à masquer des situations très hétérogènes et parfois difficilement comparables, que ce soit entre différents pays ou au sein d'un même pays.

Ces bidonvilles sont la conséquence d'une croissance urbaine mal maîtrisée et sont la manifestation spatiale et physique de l'accroissement de la pauvreté urbaine et des inégalités intra-urbaines. Les ressorts de l'urbanisation et de la croissance des bidonvilles sont variés et se nourrissent tout autant de processus d'industrialisation, de récession économique, de paupérisation des campagnes, de mécanisation de l'agriculture, de développement du secteur tertiaire ou encore de croissance démographique naturelle. La ville représente alors pour beaucoup une possibilité de survivre, un idéal d'espoir et d'émancipation, mais beaucoup sont désenchantés à leur arrivée, l'un des premiers obstacles se trouvant dans l'insuffisance d'offre de logements et parfois d'emplois face au flux important de population immigrante. Ces populations n'ont pas d'autre choix que d'occuper les vides urbains et les périphéries, tentant d'être au plus près des zones d'emplois. Si ces bidonvilles ont pu être considérés comme transitoires, ils deviennent en réalité pour la population pauvre un lieu de résidence de plus long terme, quand ils ne sont pas démantelés par les autorités publiques.

Constatant l'échec des politiques dans le domaine du logement des pauvres, la Banque Mondiale préconise la fin des programmes de construction subventionnée (logements sociaux) au profit de la valorisation de l'auto-construction et de l'amélioration des habitats existants. Les bidonvilles sont alors vus en quelque sorte comme une solution pour le logement des pauvres qu'il faut toutefois consolider et régulariser à travers des politiques dites d'urbanisation. Les programmes de lutte contre l'habitat précaire de la Banque Mondiale, sont, à partir des années 1990, relayés par des agences bilatérales d'aide, des ONG et des entreprises privées.

Dans les pays en développement, la pauvreté urbaine est loin de reculer et un peu plus de 862 millions de personnes vivent dans les bidonvilles en 2012, ce phénomène touchant particulièrement l'Afrique subsaharienne où 62 % des citoyens sont dans des conditions de logement insalubres (UN-Habitat, 2012, p. 151). Toutefois, depuis 20 ans, la part des habitants vivant dans les bidonvilles diminue de façon constante. En Amérique Latine et Caraïbes, malgré un taux d'urbanisation élevé, le taux de population habitant dans les bidonvilles est relativement bas par rapport au pourcentage global des pays en développement (32,7 % en 2012) et recule fortement (de 33,7 en 1990 à 23,5 % en 2012).

Tableau 1 : Population urbaine vivant dans les bidonvilles⁵ (%)

Régions	1990	1995	2000	2005	2007	2010	2012
Pays en développement	46,2	42,9	39,4	35,6	34,3	32,6	32,7
Amérique Latine et Caraïbe	33,7	31,5	29,2	25,5	24,7	23,5	23,5
Afrique du Nord	34,4	28,3	20,3	13,4	13,4	13,3	13,3
Afrique Sub-Saharienne	70,0	67,6	65,0	63,0	62,4	61,7	61,7
Asie de l'Est	43,7	40,6	37,4	33,0	31,1	28,2	28,2
Asie du Sud	57,2	51,6	45,8	40,0	38,0	35,0	35,0
Asie du Sud-Est	49,5	44,8	39,6	34,2	31,9	31,0	31,0
Asie de l'Ouest	22,5	21,6	20,6	25,8	25,2	24,6	24,6

Source : UN-Habitat, 2012, p. 151

Mais malgré la prise de conscience de la communauté internationale et les engagements en faveur de la lutte contre l'habitat précaire et l'intégration des habitants dans la ville, le bilan des actions engagées contre les bidonvilles reste mitigé. L'offre d'infrastructures est encore loin de suivre le rythme de l'urbanisation et une grande partie des populations pauvres urbaines sont encore privées de l'accès aux équipements sanitaires et services urbains. L'ONU Habitat souligne l'inefficacité des interventions réalisées ces dernières années, voire leur responsabilité dans l'aggravation de la pauvreté urbaine : « l'orientation fondamentale des interventions tant nationales qu'internationales au cours des vingt dernières années a renforcé la croissance de la pauvreté urbaine et des bidonvilles, tout comme l'exclusion et les inégalités » (UN-Habitat, 2003). Cet organisme recommande un réengagement de l'État dans la sphère urbaine et l'élaboration de nouvelles politiques publiques.

2. Bidonville : un terme qui recouvre des réalités hétérogènes

L'un des principaux points communs aux bidonvilles est l'illégalité de leur occupation foncière et l'insécurité constante : sur le plan juridique (risque d'expulsion) et face aux dangers liés à un environnement hostile (marécage, zone inondable, pente raide, etc.) et aux fondations fragiles qui ne résistent pas toujours aux catastrophes naturelles (inondation, cyclone, glissement de terrain, etc.). Toutefois, il convient de souligner que l'utilisation du terme bidonville tend souvent à dissimuler la grande diversité des situations d'habitat précaire dans le monde, ainsi que les composantes socio-économiques de ces espaces et la variation de leurs expressions morphologiques sur le terrain. Si l'on observe quelques analogies entre l'habitat précaire des différentes zones géographiques, celui-ci prend des formes très diversifiées, que ce soit dans le type d'espace occupé, les matériaux utilisés, les dimensions du bâti, les types d'architecture, les degrés de consolidation ou les caractéristiques socio-économiques et l'origine de leurs populations.

Que ce soit entre les pays ou au sein d'un même pays ou d'une même ville, chaque bidonville a sa propre histoire et ses propres mouvements de population, il est plus ou moins spontané, plus ou moins toléré, plus ou moins quadrillé. Les bidonvilles surgissent généralement sur des terrains résiduels, dévalorisés ou inhabitables en raison de pollutions, d'une topographie inadaptée ou de risques naturels. Les habitants cherchent à se loger au plus près des zones d'emplois, et une fois les vides urbains comblés, les bidonvilles se développent en périphérie. Ceux qui sont situés en centre-ville font régulièrement l'objet de tentatives

⁵ "Population living in household that lack either improved water, improved sanitation, sufficient living area (more than three persons per room), or durable housing" (UN-Habitat, 2012, p. 151).

d'éradication, ce qui tend à renforcer le phénomène de périphérisation de la pauvreté urbaine. Selon les villes, les expressions territoriales de l'habitat précaire sont hétérogènes, suivant tantôt un modèle centre-périphérie, tantôt un modèle de fragmentation où quartiers riches et îlots de pauvreté se côtoient. Suivant les vagues de migration, les localisations, le contexte d'apparition, les morphologies spatiales et sociales varient. Bien que les populations qui habitent dans ces espaces relèvent majoritairement des couches inférieures dans la hiérarchie des revenus, elles sont toutefois hétérogènes et ne sont pas constituées uniquement de citoyens sans ressources : ces espaces mêlent des salariés, des travailleurs indépendants, des retraités, des chômeurs, etc.

Puisque les bidonvilles prennent des formes extrêmement variées, l'usage d'un même terme pour décrire ces formes est contestable et la variété des désignations des quartiers d'habitat précaire propres à chaque langue, à chaque pays voire à chaque ville souligne cette diversité. Comme le remarque Loïc Wacquant, « les sociétés disposent toutes dans leurs répertoires topographiques d'un terme spécial pour désigner ces lieux stigmatisés situés au plus bas du système hiérarchique des places qui composent la métropole » (Wacquant, 2006, p. 1). Au Brésil par exemple, les bidonvilles sont tantôt dénommés *favelas*, *mocambos*, *grotas*, *comunidades*, *vilas* ou encore *morros*, ces termes variant en fonction de leur taille, de leur localisation ou de leur région. Non seulement les morphologies des quartiers informels sont extrêmement variées, mais en plus elles évoluent de façon différente, et si la situation de certains bidonvilles tend à s'améliorer, dans d'autres elle s'aggrave. L'ONU-Habitat différencie notamment deux types de bidonvilles : les « bidonvilles de l'espoir » qui connaissent des processus de consolidation, d'urbanisation et d'amélioration plus générale des conditions de vie de leurs habitants et les « bidonvilles du désespoir » où, au contraire, la situation des habitants et de leur environnement se dégrade. Les politiques publiques de résorption de l'habitat précaire semblent aller de plus en plus dans le sens d'une réhabilitation et d'aménagements internes (mise en place d'équipements et de services). Les bidonvilles de l'espoir seraient alors des lieux d'opportunités et de créativité allant dans le sens d'une intégration urbaine.

Par rapport à d'autres villes des Suds, comment se situent les villes brésiliennes en matière de logement des populations pauvres ? Pour décrire ces quartiers d'habitat précaire, nous utiliserons le terme générique de *favelas* bien que celui-ci ne s'applique pas tout à fait à toutes les villes de ce pays.

II DES VILLES FRAGMENTÉES ET DES FRAGMENTS DE VILLE : ZOOM SUR LES VILLES BRÉSILIENNES

Plutôt que de favelas, l'Institut Brésilien de Géographie et de Statistique (IBGE) parle plus largement, depuis 1987, d'*aglomerados subnormais* (agglomérats hors normes) qui comprennent aussi bien les favelas (ou les entités similaires identifiées sous divers noms au Brésil), les invasions, les lotissements irréguliers ou clandestins. Le point commun entre ces *aglomerados subnormais* est qu'ils ont surgi comme la réponse d'une partie de la population pauvre à la nécessité de se loger en occupant les espaces les moins valorisés et en se dispersant dans le tissu urbain. L'IBGE distingue trois caractéristiques principales pour définir ces *aglomerados subnormais* : (1) un modèle urbanistique particulier, en dehors des normes urbaines en vigueur (irrégulier, désordonné, dense, avec des voies de circulation étroites, etc.), (2) une occupation illégale du terrain (ou l'obtention d'un titre de propriété il y a moins de 10 ans), (3) une précarité des services publics essentiels telle que l'électricité, la collecte des ordures ainsi que les réseaux d'eau et d'assainissement. L'*aglomerado subnormal* est défini de la façon suivante :

« Ensemble constitué d'un minimum de 51 habitations (baraques, maisons, etc.) possédant, dans leur majorité, des services publics essentiels insuffisants, occupant ou ayant occupé, jusqu'à une période récente, un terrain sous la propriété d'autrui (publique ou privée) et étant disposées en général, de manière désordonnée et/ou dense » (IBGE, 2010, p. 18).

En 2010, 11,4 millions de personnes vivent dans les *aglomerados subnormais* soit 6 % de la population, dont plus de la moitié (55,5 %) se concentre dans la région du Sud-Est. Selon le recensement de 2010, ces *aglomerados subnormais* se répartissent de la façon suivante sur le territoire national :

Carte 2 : Recensement des municipalités du Brésil avec des *aglomerados subnormais*



Source : IBGE 2010

Selon l'IBGE, leur nombre a augmenté de 75 % entre 2000 et 2010. Les statistiques sont produites à partir de celles que les agents du recensement collectent au sein de chaque « secteur censitaire » (*setor censitário*). Sur les 317 000 secteurs censitaires qui composent le quadrillage territorial, 15 868 sont identifiés comme des secteurs d'*aglomerados subnormais* (soit près de 5 %).

1. La concentration des favelas dans les régions métropolitaines brésiliennes

Au Brésil, 59,3 % de la population du pays résidant dans les *aglomerados subnormais* se concentre dans les régions métropolitaines de São Paulo, Rio de Janeiro, Belém, Salvador et Recife.

**Tableau 2 : Population résidant dans des *aglomerados subnormais*
dans les régions métropolitaines brésiliennes**

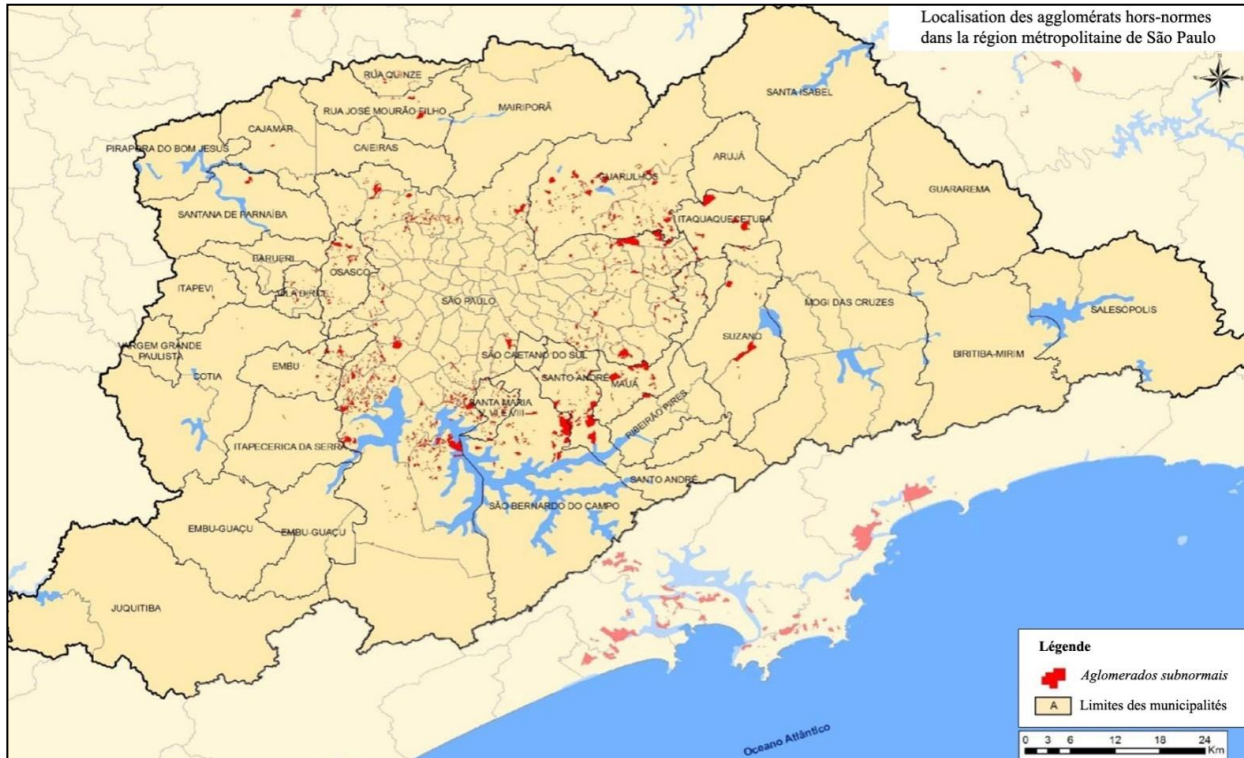
Région Métropolitaine	Population totale	Population résidant dans les <i>aglomerados subnormais</i>	
		effectifs	%
RM Belém	2 097 287	1 131 268	53,9 %
RM Salvador	3 564 343	931 662	26,1 %
RM Récife	3 676 067	852 700	23,2 %
RM Rio de Janeiro	11 793 174	1 702 073	14,4 %
RM São Paulo	19 611 862	2 162 368	11,0 %

Source : IBGE, 2010

Dans les régions métropolitaines du nord, la proportion des habitants des *aglomerados subnormais* est plus importante qu'au sud. Mais les régions métropolitaines du Sud étant sensiblement plus peuplées, celles de São Paulo et de Rio de Janeiro concentrent donc respectivement 19 % et 15 % de la population totale du Brésil vivant dans les *aglomerados subnormais* (IBGE, 2010). São Paulo compte près de 2 fois plus d'habitants que Rio de Janeiro, mais en proportion de la population résidant dans des *aglomerados subnormais*, Rio de Janeiro vient en tête (14,4 % contre 11 % à São Paulo). À eux deux, l'État de São Paulo et celui de Rio de Janeiro abritent près de la moitié de la population résidant dans des *aglomerados subnormais*, mais les caractéristiques de ces espaces sont très différentes dans les deux villes du fait de leur histoire, de leur composition démographique liée aux vagues de migration, du dispositif topographique ou encore des niveaux de richesse.

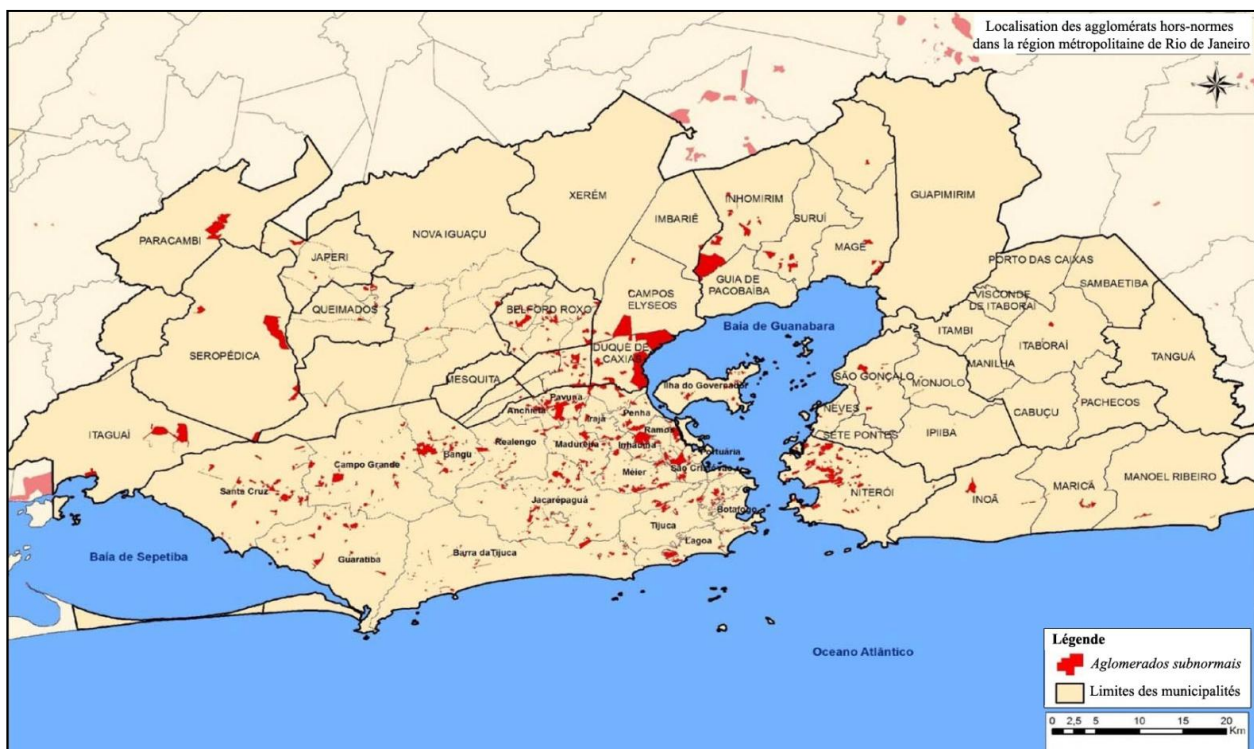
Dans l'État de Rio de Janeiro, près de la moitié des 92 municipalités comportent des *aglomerados subnormais*, alors qu'ils sont présents dans seulement 60 des 645 municipalités de São Paulo. L'État de Rio de Janeiro compte 1 332 *aglomerados subnormais*, celui de São Paulo, 2 087. Dans la ville de Rio de Janeiro 1,39 millions des 6,2 millions d'habitants (22,5 %) vivent dans les 763 *aglomerados subnormais*, alors qu'à São Paulo ce sont 11,4 % des 11,2 millions qui y résident. À Rio de Janeiro, les favelas sont plus grandes – 57,8 % comportant plus de 1 000 logements, alors qu'à São Paulo elles sont plus petites, 69,5 % d'entre elles comptant moins de 1 000 logements. L'une des particularités de Rio de Janeiro est la présence de « complexes de favelas » : certaines favelas sont si proches les unes des autres qu'on finit par ne plus distinguer leurs limites, formant alors un espace continu d'habitat précaire (tel que les complexes de Alemão, de Penha, de Maré dans la Zone Nord). À Rio de Janeiro, les favelas sont à la fois proches du centre, dans les zones valorisées et touristiques, et en périphérie, souvent à proximité des infrastructures (routes, lignes de train, etc.). À São Paulo, elles sont plus souvent situées en périphérie : on observe notamment qu'il n'y a pas de favelas dans les quartiers centraux comme Lapa ou Moema (IBGE, 2010), et elles constituent en quelque sorte une ceinture à la périphérie de la capitale (cf. cartes 3 et 4). La présence de favelas dans les quartiers centraux de Rio de Janeiro est en partie liée au dispositif topographique de la ville où certains terrains sont difficilement urbanisables (mornes, zones marécageuses, etc.), ce qui a permis aux migrants de s'y installer alors que São Paulo se déploie dans un vaste couloir de vallées plus aisément constructibles. Ces différences de localisations influencent directement la morphologie des quartiers d'habitat précaire.

Carte 3 : Localisation des agglomerados subnormais dans la région métropolitaine de São Paulo



Source : IBGE, 2010

Carte 4 : Localisation des agglomerados subnormais dans la région métropolitaine de Rio de Janeiro



Source : IBGE, 2010

Ainsi, le modèle de différenciation socio-spatiale de type centre/périphérie est nettement plus marqué à São Paulo qu'à Rio de Janeiro. La comparaison entre ces deux zones métropolitaines met en évidence plusieurs facteurs de variation selon la dimension et le poids économique des métropoles.

2. La relation entre les inégalités sociales et la fragmentation socio-spatiale

Les différenciations socio-spatiales dans le milieu urbain, soit la « façon dont les différents groupes sociaux se répartissent sur l'espace urbain et se côtoient ou s'évitent » (Carrel, Cary, & Wachsberger, 2013, p. 12), regroupent des notions multiples : fragmentation, juxtaposition, séparation, dualisation, relégation, marginalisation ou encore exclusion/inclusion. La traduction des inégalités sociales dans l'espace urbain diffère selon les villes. Les structures spatiales des villes nord-américaines, celles de l'Europe, de l'Amérique latine, de l'Asie ou encore au sein de chaque pays sont très différentes, rendant difficile la transposition de concepts descriptifs d'un milieu à l'autre. Il est donc nécessaire de préciser le sens donné aux concepts que l'on utilise.

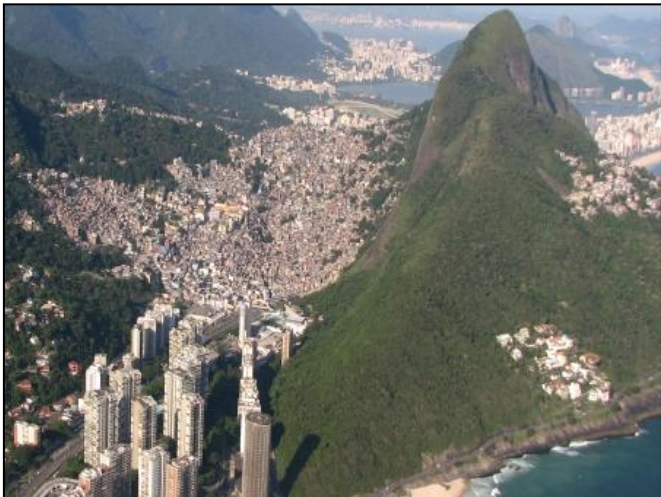
Au Brésil, on peut distinguer deux facteurs explicatifs différents de la fragmentation sociale urbaine : un facteur général, d'ordre socio-économique, qui correspond à l'ampleur des inégalités sociales héritées du système colonial et de la division internationale du travail dans un contexte de globalisation. Et un facteur « géographique », lié aux particularités topographiques des villes, qui peut aboutir aussi bien à des mises à distance qu'à des proximités spatiales entre des populations très riches et très pauvres. Il faut souligner aussi que les formes des villes ne sont pas figées et qu'elles se transforment au gré de bouleversements sociétaux tels que les changements dans la structure économique, les vagues d'immigration, l'engagement ou le désengagement de l'État ou encore avec les dynamiques des mouvements sociaux. Les inégalités se produisent, se reproduisent et leurs formes d'expression spatiale se diversifient. La lecture des configurations spatiales des inégalités peut donc se faire au regard des transformations dans les structures économiques et les rapports de production. Bruno Lautier met ainsi en relation la marginalisation spatiale et la marginalisation socio-économique :

« Quand on parle de « bidonvillisation » même si le terme de bidonville ne signifie rien de précis, c'est pour montrer que la marginalisation spatiale est une traduction matériellement visible d'une marginalisation socio-économique, vue ici comme prise de conscience de l'incapacité du développement à faire rentrer dans le rapport salarial la totalité de la population urbaine » (Lautier, 2006, p. 19).

Le développement des villes brésiliennes a d'abord été marqué par la colonisation puis par la division internationale du travail. Milton Santos montre qu'au Brésil, et plus particulièrement à São Paulo, l'organisation fordiste de l'espace a produit un modèle de type centre/périphérie (Santos M. , 1990) où le centre était principalement riche et dynamique et les périphéries plus pauvres, au contraire du modèle de ville étasunienne où les périphéries étaient plus opulentes. L'installation de populations pauvres dans certains centres-villes brésiliens dès le début du XX^e siècle a finalement engendré un déplacement des classes aisées vers les quartiers péri-centraux. Depuis les années 1980, les métropoles brésiliennes connaissent des transformations profondes qui vont au-delà d'une lecture dualiste de la ville, en termes de centre et de périphérie. Cette période se caractérise par une stagnation économique, une transformation du marché du travail, un ralentissement de la croissance urbaine, une diminution des flux migratoires, un étalement urbain sans industrialisation ainsi qu'une paupérisation des classes moyennes. Ceci s'accompagne de l'apparition de nouveaux espaces résidentiels exclusifs (*condominios* fermés) pour les catégories aisées. La configuration socio-spatiale des métropoles brésiliennes est affectée par ces mutations. D'où

une évolution vers un modèle de différenciation socio-spatiale de type fragmentation plus qu'une opposition centre-périphérie, dont témoigne la multiplication des ouvrages portant sur cette question : « métropole fragmentée » (Santos M. , 1990), « ville divisée » (Fantin, 1999), « ville partagée » (Ventura, 1994) ou encore « ville en morceaux » (Sposati & Toledo, 2001). Le territoire urbain des villes brésiliennes se fragmente et des espaces diversifiés se juxtaposent (quartiers riches, quartiers ouvriers, quartiers gentrifiés, quartiers historiques-coloniaux, etc.). Cette fragmentation est par exemple visible sur les photographies aériennes où les favelas, les quartiers d'affaires ou les zones pavillonnaires sont nettement identifiables.

Photographies 2 : La fragmentation spatiale à Rio de Janeiro et São Paulo



Rio de Janeiro, Zone Sud, São Conrado au premier plan, la favela de Rocinha et de Vidigal au second plan, puis au fond les quartiers de Lagoa, Gavea, Leblon. Source : agence *O Dia*



São Paulo, favela Paraisópolis, Morumbi. Source: Jorge Maruta, *Jornal da USP*

Cette fragmentation urbaine est d'autant plus visible à Rio de Janeiro du fait de la configuration topographique particulière qui a marqué la manière dont la ville s'est construite dès l'époque coloniale. En effet, l'espace urbain *carioca* s'est développé sur un terrain marqué par un relief particulier, composé de zones planes, de zones marécageuses, de mornes et bordé par l'océan, des baies et des massifs montagneux. La centralité de la ville s'est constituée autour du port et l'urbanisation s'est alors concentrée sur la côte, puis elle s'est développée vers l'intérieur des terres, le long des voies de communication reliant les zones de production agricoles au port. Les industries se sont implantées par la suite autour de cette zone portuaire. Le modèle centre-périphérie a donc été contraint par le relief : les populations plus aisées ont occupé les zones planes et non-marécageuses dans le centre et la population pauvre s'est installée tant bien que mal dans les espaces disponibles, souvent dans des zones non-constructibles (mornes, marécages, etc.), ou dans les bâtiments délabrés du centre-ville. Cette configuration socio-spatiale de la ville de Rio de Janeiro engendre parfois une proximité spatiale entre les populations riches et pauvres. L'arrivée massive de migrants à partir du milieu du XX^e siècle a ensuite contribué à la multiplication des zones d'habitats précaires dans les périphéries plus éloignées. Rio de Janeiro apparaît donc comme une ville fragmentée où les quartiers d'habitats précaires sont aussi bien présents dans les quartiers centraux qu'en périphérie. L'augmentation des violences à la fin du XX^e siècle a par ailleurs contribué à renforcer cette fragmentation en cristallisant de plus en plus les frontières entre les quartiers et

en multipliant les résidences sécurisées, ce qui finalement a créé des phénomènes d'enclavement socio-spatial.

Utilisé aussi bien dans les pays en développement que dans les pays développés, ce concept de ville fragmentée est régulièrement employé pour décrire le phénomène d'éclatement urbain qui revêt des dimensions multiples : la fragmentation urbaine se décline à la fois sur le plan spatial, économique, politique, juridique et social et souligne les contrastes entre les différentes parties de la ville (frontières, discontinuités, différences morphologiques, etc.). Cette notion de fragmentation urbaine rend compte d'une certaine perte d'unité organique de la ville au profit de multiples unités concomitantes pas toujours connectées entre elles :

« La fragmentation résulte de la disparition du fonctionnement global de la ville au profit de petites unités ; la dilution des liens organiques entre morceaux de la ville [...], des îlots de pauvreté jouxtant des isolats de richesse au sein des archipels urbains » (Prévôt Schapira, 1999, p. 129).

« La fragmentation de la société urbaine suggère qu'à une ville unitaire, organique, solidaire a désormais succédé un ensemble aléatoire de formes socio-spatiales éclatées, marquées par des processus de territorialités fortes, non seulement coupées les unes des autres, mais campées dans une sorte de retranchement social et politique » (Navez-Bouchanine, 2002, p. 19).

Cette fragmentation peut être d'ordre socio-spatial (division spatialement marquée entre les groupes sociaux : ensembles résidentiels fermés, rues privatisées, surveillance et sécurisation...), d'ordre politico-administratif (processus de décentralisation, émergence de gouvernements locaux...) et/ou d'ordre gestionnaire (interventions différenciées selon les quartiers, territorialisation des actions...). La fragmentation de la forme urbaine décrite par Françoise Navez-Bouchanine (2002) dans ses analyses des villes du Maghreb évoque l'éclatement de la ville en une sorte de mosaïque où les frontières se multiplient. L'auteur s'intéresse particulièrement à la fragmentation sociale qu'elle définit ainsi :

« Processus de désagrégation ou désaffiliation collective qui conduirait au regroupement, par assignation ou par action volontaire, d'individus formant des collectivités, de type variable, mais porteur d'une identité commune reconnue, quelle que soit par ailleurs l'origine de cette dernière – sociale, culturelle, ethnique, religieuse... - dans ces espaces appropriés de manière exclusive, espaces où s'exprimerait dès lors l'absence de référence à la société urbaine comme globalité » (Navez-Bouchanine, 2002, p. 47).

Ainsi, selon l'auteur, la ville est divisée en fragments spatialement délimités où la population vivrait repliée sur elle-même. Cette fragmentation revêt ainsi à la fois des caractéristiques physiques avec la présence de frontières (parfois visibles, parfois symboliques) liées aux comportements sociaux des habitants. Au Brésil, Milton Santos (1990) parle de « métropole corporative fragmentée », en prenant l'exemple de São Paulo, et souligne que l'isolement des pauvres et leur manque de mobilité favorisent la ségrégation urbaine. Selon lui, le risque d'une telle fragmentation serait de glisser progressivement vers la désintégration. Marcelo Lopes de Souza (2006), quant à lui, parle de fragmentation du tissu socio-politico-spatial : le manque de présence des pouvoirs publics dans certains espaces et la prise de contrôle par des groupes criminels, ainsi que le développement d'espaces sur-sécurisés contribuent à la multiplication des enclaves urbaines. Si cette notion de fragmentation peut rendre en partie compte du caractère complexe de l'urbanisation

brésilienne et des discontinuités des territoires urbains, elle occulte toutefois les liens d'interdépendances entre les quartiers.

En effet, la notion de fragmentation est souvent assimilée à tort à celle de ségrégation ou de séparation. La notion de ségrégation peut être définie comme « l'action de mettre à part quelqu'un, un groupe ; un processus par lequel une distance sociale est imposée à un groupe du fait de sa race, de son sexe, de sa position sociale ou de sa religion, par rapport aux autres groupes d'une collectivité » (Larousse). Nous utiliserons donc ce terme avec précaution puisqu'il semble plus se référer à une action, qui correspondrait dans le cas de ségrégation spatiale à l'imposition d'un lieu à un groupe. Poussée à l'extrême, la ségrégation aboutit à une ghettoïsation. La constitution d'un ghetto suppose plusieurs conditions : l'assignation d'un espace à une catégorie de population, un lieu ethniquement homogène, la constitution d'une microsociété et une stigmatisation venant de l'extérieur (Wacquant, 2005, 2006). Dans les villes brésiliennes, cette notion de ghetto n'est pas applicable aux favelas qui ne répondent pas au critère d'homogénéité ethnique. De plus, la population n'y est pas confinée, les habitants peuvent circuler quotidiennement entre les différents quartiers et déménager en fonction de leurs moyens économiques, mais ils peuvent aussi faire le choix d'y rester, d'où les situations socio-économiques hétérogènes de leurs habitants :

« La ségrégation résidentielle est une condition nécessaire, mais pas suffisante de la ghettoïsation. Pour qu'émerge un ghetto, il faut que le confinement spatial soit imposé et qu'il englobe peu ou prou tous les domaines de l'existence. Les favelas des métropoles brésiliennes sont souvent décrites comme des foyers ségrégués de désolation et désorganisation, mais, à l'observation, elles s'avèrent être des districts ouvriers dotés d'un réseau finement stratifié de liens avec l'industrie et avec les quartiers riches auxquels elles fournissent une main-d'œuvre de services aux ménages. » (Wacquant, 2005, p. 16).

Plus que de la ségrégation, on observe dans les villes brésiliennes des phénomènes d'auto-ségrégation liés à la volonté de certains groupes socialement homogènes de se rassembler. On utilise en effet de plus en plus la notion de ghetto pour souligner également des processus volontaires d'agrégation : les ghettos de riches par exemple, comme dans l'ouvrage de Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot intitulé *Les ghettos du gotha* (2010). Les *condominios* fermés sont une forme d'entre-soi défensif excluant les « indésirables ». Ces phénomènes d'auto-ségrégation s'observent à une échelle internationale. Étudiant la métropole parisienne, Edmond Préteceille (2006) réfute par exemple l'idée que la ségrégation sociale aurait augmenté, montrant qu'il s'agit plus d'un mouvement d'auto-ségrégation des classes supérieures que de ségrégation des classes populaires. Dans un contexte bien différent de celui des villes brésiliennes, ces analyses soulignent combien les processus de ségrégation opèrent selon des modalités diversifiées. Parler des favelas uniquement sous l'angle de la ségrégation ne permet pas de décrire les réalités des configurations socio-spatiales brésiliennes. Les frontières entre les quartiers d'habitat précaire et les quartiers riches ne sont pas toujours imperméables, on observe à la fois des phénomènes de juxtaposition et de séparation. La juxtaposition renvoie à une proximité spatiale, parfois malgré une grande distance sociale : des immeubles luxueux côtoient les favelas. Cette proximité spatiale permet entre autres de limiter la durée et les coûts de transport pour les travailleurs domestiques et les employés des services qui ont souvent un emploi dans les quartiers aisés et habitent dans les quartiers informels. De plus, on observe dans les villes brésiliennes des mécanismes d'inclusion à travers la mise en place de projets qui visent à (ré)inclure les populations

rejetées et à détruire les frontières (physiques ou symboliques) en rapprochant les quartiers informels des quartiers formels. Ceci passe par exemple par le développement de la mobilité quotidienne afin de garantir une meilleure accessibilité aux centralités pour les habitants des périphéries. Plus rarement, l'inclusion prend la forme de création de logements sociaux dans les quartiers plus aisés. Cependant, si les frontières entre quartiers différents peuvent être poreuses, parfois, la division est radicale et la séparation est matérialisée (murs, barrière, obstacles, etc.). La ville de Rio de Janeiro mêle à la fois des formes de juxtaposition et de séparation des favelas du reste de la ville : si certaines sont bien intégrées et « acceptées » dans le tissu urbain, d'autres sont plus enclavées et « rejetées ». Par exemple, des murs ont été construits autour de certaines favelas : à Santa Marta dans le centre-ville (cf. photographie 3) ou sur la route qui mène de l'aéroport au centre-ville, où des plaques de plexiglas opaques fonctionnent aussi bien comme une protection contre la pollution que comme des « caches misères » (cf. photographie 4).

Photographies 3 : Construction d'un mur contournant la favela de Santa Marta, dans le quartier de Botafogo à Rio de Janeiro, 2009



Favela de Santa Marta, Rio de Janeiro



Source : <http://observatoriodefavelas.org>

Photographie 4 : mur de séparation entre la Linha Vermelha (route de l'aéroport) et les favelas



Source : <http://www.portalrcr.com.br/>

Bien que ces cloisons permettent de protéger les habitants de ces favelas du bruit et de la pollution qui émanent de cette route, certains habitants dénoncent la volonté de cacher les favelas aux touristes arrivant de l'aéroport, isolant un peu plus ces quartiers du reste de la ville.

Ces dispositifs de séparation vont dans le sens d'une exclusion qui peut être perçue comme le fait de mettre les individus à la marge, en « dehors » de la ville. La notion de marge est souvent utilisée dans un sens péjoratif et le terme marginal, au Brésil, renvoie

régulièrement, dans la presse et parmi les catégories aisées, aux criminels, aux délinquants. La marginalité s'exprime spatialement par un dualisme entre les quartiers riches et les marges qui souvent ne sont pas considérées comme faisant partie de la ville. Cette marginalité peut être repérée à partir de la dotation en équipements et services publics : on retrouve souvent cette notion de marginalité dans le modèle centre/périphérie, où le centre est mieux doté en infrastructures, équipements et services que les périphéries, les marges. Ce modèle peut se transposer plus généralement à la vision dualiste favela versus asphalte⁶ soit : quartiers pauvres informels versus quartiers riches formels, les premiers étant moins bien dotés en équipements, infrastructures et services que les seconds. L'action publique en termes d'infrastructures, d'équipements et de services privilégie souvent les zones plus aisées, dans une logique de rentabilité puisque ces espaces garantissent un meilleur retour sur investissement, notamment à travers les impôts (Chétry & Legroux, 2014). On peut alors parler de territoires relégués, abandonnés par les pouvoirs publics, ou plus justement semi-abandonnés, puisque les pouvoirs publics n'y sont pas totalement absents. Ces espaces relégués peuvent se situer aussi bien dans le tissu urbain qu'en dehors (Vasconcelos, 2013).

Dans les villes brésiliennes, l'exclusion et la relégation s'expriment parfois par une périphérisation, dans le sens où, bien qu'une partie des pauvres soit installée à proximité, voire dans les centres, la majorité de la population pauvre est repoussée vers des espaces périphériques qui ne sont pas valorisés. Si ces espaces prennent de la valeur, alors les populations pauvres seront à nouveau repoussées encore plus loin : c'est en ce sens qu'on peut parler de périphérisation. Cette périphérisation s'accroît d'autant plus que de nouvelles polarités se créent autour de nouveaux pôles d'emplois et de zones résidentielles dans les périphéries. Cela peut prendre la forme de villes satellites, qui sont des cités implantées à une dizaine de kilomètres des grandes villes (à São Paulo, à Brasilia, etc.) considérées alors comme des « villes nouvelles » accueillant entreprises et ensembles résidentiels. La notion de périphérie est toutefois ambiguë : dans le langage commun *carioca*, ce mot désigne à la fois des villes situées aux alentours de Rio de Janeiro (Duque de Caxias, Nova Iguaçu, São João de Meriti,...), des secteurs autour de la Zone Sud et de la Zone Centrale (quartiers de la Zone Nord, de la Zone Ouest qui font pourtant juridiquement partie de la municipalité de Rio de Janeiro) ainsi que les favelas. On observe donc un amalgame dans l'usage de ce terme qui est souvent employé pour parler plus généralement de pauvreté.

São Paulo et Rio de Janeiro ont connu un bouleversement avec le déplacement du secteur productif vers les périphéries et avec la tertiarisation de l'économie. Les centralités se redéfinissent, se diversifient, se multiplient, à l'instar du développement du quartier de Barra da Tijuca dans la Zone Ouest de Rio de Janeiro⁷. Ce quartier est devenu depuis la fin des

⁶ Le terme asphalte (*asfalto*) est régulièrement utilisé au Brésil pour parler de la ville formelle ; on oppose alors favelas (quartiers informels) et asphalte (quartiers formels).

⁷ Le secteur de Barra da Tijuca n'était fréquenté jusque dans la deuxième moitié du XX^e siècle que par quelques pêcheurs, car le terrain était impropre aux usages agricoles et occupé par de nombreux marais : il s'agissait d'un terrain de type *restinga* (sableux et salé, proche de la mer, avec une végétation typique). L'urbanisation de cette zone n'a commencé qu'à partir de 1969 avec le Plan Pilote de Barra da Tijuca. Avec cette nouvelle offre de terrain pour les entreprises et les zones résidentielles, la croissance démographique s'est

années 1990 à la fois un centre économique avec l'installation de nombreuses entreprises, une zone de loisir avec sa plage et ses centres commerciaux et une zone résidentielle avec la multiplication des *condominios* fermés, et de nombreuses favelas sont menacées d'éradication. On observe donc à Rio de Janeiro un processus d'étalement et de dispersion périphérique des emplois et des logements dans un périmètre de plus en plus large. Cette recomposition urbaine contribue parfois à redéfinir la place de certaines favelas dans la ville, telles que Rocinha et Vidigal qui occupent une position péricentrale par rapport au centre-ville historique, et plus récemment par rapport à Barra da Tijuca. Ces deux favelas se trouvent maintenant à mi-distance entre ces deux polarités urbaines, ce qui leur confère une position relativement centrale.

On constate donc au sein des villes brésiliennes une tendance à la fragmentation, avec la multiplication d'entités différenciées tantôt juxtaposées, connectées, et interdépendantes, tantôt séparées. Des processus d'exclusion, de marginalisation et de périphérisation résultent de cette fragmentation, chaque ville connaissant ses propres trajectoires de différenciation, transformant la géographie de la pauvreté urbaine. L'action des pouvoirs publics a des effets sur la fragmentation, jouant tantôt dans le sens d'un renforcement des frontières, tantôt dans celui de leur effacement. Au cours des dernières décennies, on est passé d'une politique d'éradication quasi systématique des favelas situées dans les centres-villes à une volonté d'inclusion et d'urbanisation de ces quartiers. Toutefois, le processus de reconnaissance des favelas comme des entités urbaines est lent et la vision dualiste favela versus ville est encore fortement présente dans les représentations et les pratiques.

3. La favela: ville ou non-ville ?

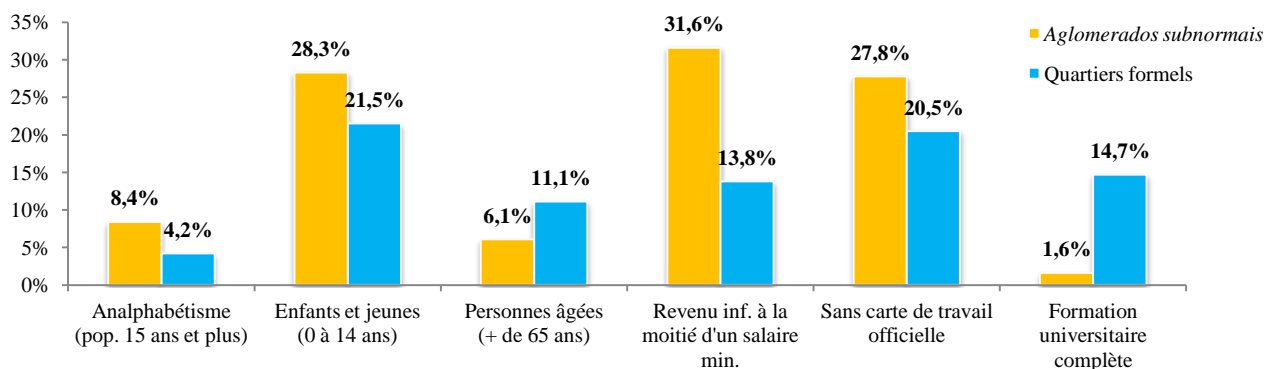
Les favelas sont régulièrement définies par leurs manques de normes formelles, de propreté, de sécurité, d'équipements, de services, etc., contribuant à une lecture dichotomique opposant la ville formelle à la ville informelle : la première ferait sens et imposerait des normes urbaines alors que la deuxième ferait non-sens et relèverait de l'anormal, du hors-norme. Les favelas sont alors définies comme un miroir inversé de la ville. Cette vision dualiste de l'espace urbain renforce les effets de quartiers qui résultent des représentations de territoires identifiés par des pratiques sociales qui confèrent à certains lieux une image négative. Ces représentations négatives ont évolué au fil du temps : dans la première moitié du XX^e siècle, les favelas étaient naturellement associées aux classes dangereuses, à l'insalubrité et à la marginalité ; depuis les années 1980, c'est à la violence qu'elles renvoient, du fait de la présence renforcée de groupes criminels armés. Les favelas sont alors assimilées, dans les représentations, aux territoires non plus seulement des pauvres, mais des criminels, alors que la « ville » est perçue comme le lieu des honnêtes gens et des citoyens. Ces représentations cristallisent la stigmatisation des favelas et la fragmentation de la ville en territoires qui apparaissent comme isolés et déconnectés. Les favelas, présentées en opposition à la ville, seraient soumises à une logique d'exception, l'état d'exception étant défini par Giorgio Agamben comme un espace où la norme et le droit existent, mais ne s'appliquent pas ou seulement partiellement (Agamben, 2003). Márcia Leite (2013) s'intéressant à la

intensifiée et de nombreuses entreprises ont migré vers cette zone. C'est maintenant l'un des secteurs les plus dynamiques économiquement et démographiquement à Rio de Janeiro.

production des marges à Rio de Janeiro, applique aux favelas la notion d'hétérotopie énoncée par Michel Foucault : les favelas seraient alors « des sortes de lieux qui sont hors de tous les lieux » (Foucault, 1994, p. 756), des « espaces d'exception mis à l'écart du monde commun, mais encore sous contrôle » (Agier, 2008, p. 222). Cette notion d'hétérotopie reste toutefois à manier avec prudence puisque Foucault l'utilisait avant tout pour décrire des espaces utopiques. Pour dépasser une vision dualiste de la production de l'espace des villes brésiliennes, il ne s'agit pas d'opposer les favelas et la ville, mais au contraire de les articuler, de les mettre en relation, de souligner les interactions dans leur formation et leur fonctionnement.

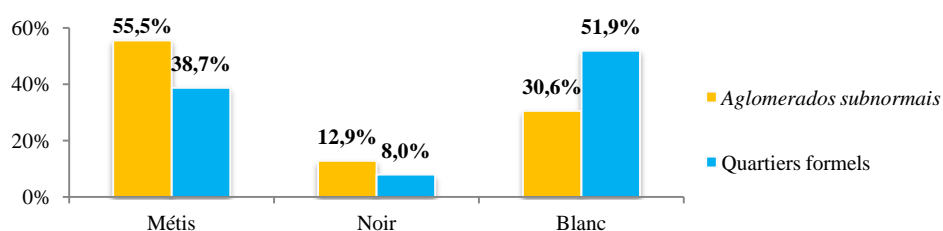
Qu'est-ce qui distingue les favelas de la ville formelle et qu'est-ce qui l'en rapproche ? À première vue, les favelas se différencient de la forme classique de la ville par leur architecture spécifique, l'absence de planification, l'esthétique particulière, la densité du bâti, les matériaux utilisés, des trames viaires souvent labyrinthiques (Chétry, 2013) et par leur informalité. Ces éléments visibles engendrent une sorte de rupture dans le paysage urbain. La nature même des sites occupés les distingue souvent de la ville, dans la mesure où les habitants se sont installés sur des terrains non valorisés, souvent non constructibles (zones marécageuses et inondables, pentes escarpées, terrains avec de forts risques d'érosion et d'éboulement ou pollués, etc.). La non-reconnaissance juridique de ces espaces comme appartenant au tissu urbain s'observe par exemple sur les cartes, où les favelas sont rarement mentionnées et représentées. Leurs caractéristiques socio-économiques sont différentes de celles des quartiers formels de la ville, avec souvent une population plus jeune, plus pauvre, une plus forte proportion de noirs et de métis, un taux d'analphabétisme plus élevé, un niveau de scolarisation et des diplômes plus faibles ainsi qu'une plus grande précarité des emplois, un taux de chômage plus important et des revenus inférieurs (cf. graphiques 1 et 2).

Graphique 1 : Comparaison d'indicateurs socio-économiques entre les agglomérations subnormales et les quartiers formels au Brésil



Source : IBGE, 2010

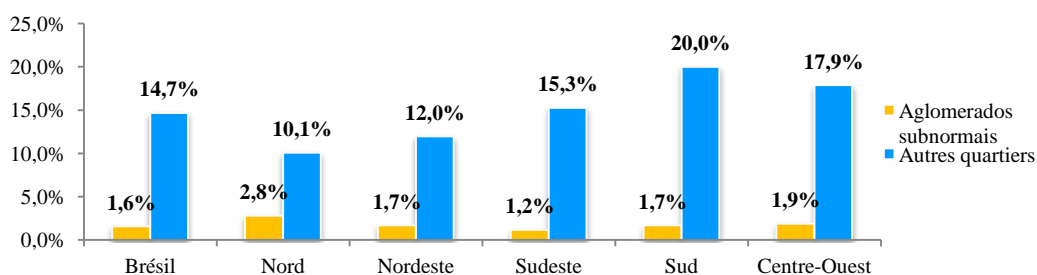
Graphique 2 : Comparaison de la composition ethnique de la population des *aglomerados subnormais* et des quartiers formels au Brésil



Source : IBGE, 2010

Les différences socio-économiques entre quartiers informels et formels varient selon les régions du Brésil (Nord, Nordeste, Sudeste, Sud, Centre-Ouest). Concernant la formation universitaire, l'écart est significatif entre les favelas (1,6 %) et les quartiers formels (14,7 %) ainsi qu'entre les régions, la différence étant d'autant plus importante dans le Sudeste, le Sud et le Centre-Ouest. Dans ces régions, la population des quartiers formels a plus souvent une formation universitaire (il y a par exemple un écart de 10 points entre le Sud et le Nord), alors que pour les habitants des favelas, le taux varie peu entre les régions (de 1,2 à 2,8 %) (cf. graphique 3).

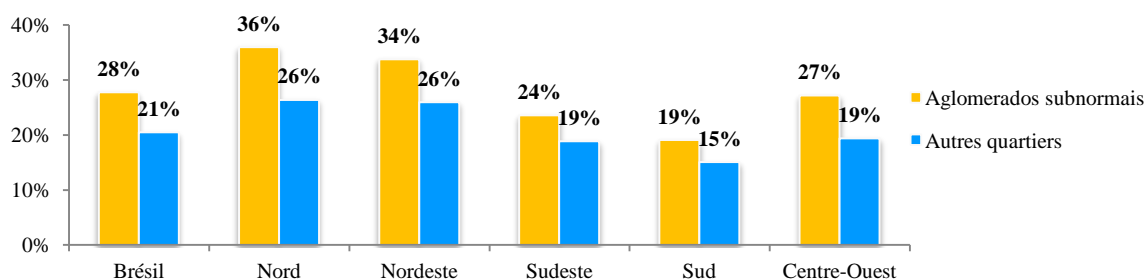
Graphique 3 : Proportion de la population avec une formation complète de l'enseignement supérieur



Source : IBGE 2010

Pour les actifs n'ayant pas de carte de travail officielle, la différence entre les habitants des *aglomerados subnormais* et ceux des quartiers formels n'est pas aussi significative, bien qu'il y ait un peu plus d'emplois informels dans les favelas (28 % contre 21 %). Mais, par ailleurs, on constate que la proportion d'actifs sans carte de travail est bien plus importante dans les régions du Nord et Nordeste que dans celles du Sud et du Sudeste (cf. graphique 4).

Graphique 4 : Proportion d'actifs sans carte de travail signée⁸

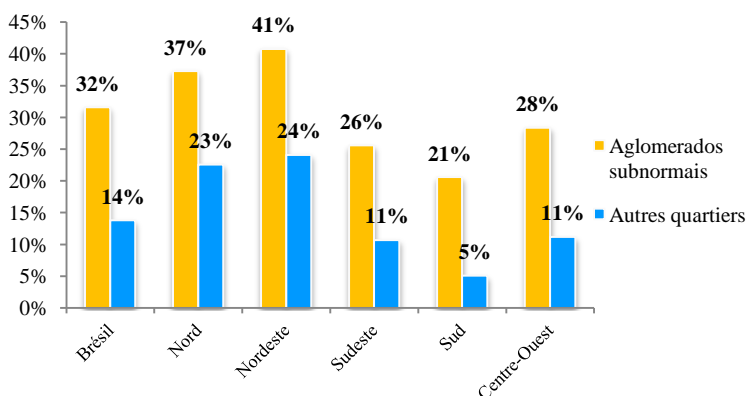


Source : IBGE 2010

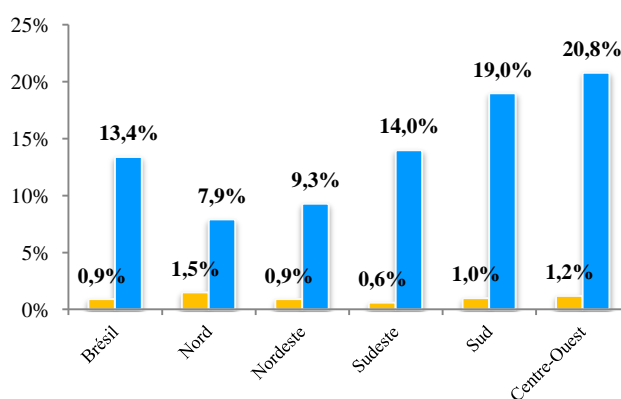
⁸ La carte de travail officielle (*carteira de trabalho assinada*) est un document obligatoire au Brésil pour les travailleurs. Le total des actifs correspond à la somme de ceux qui ont une carte de travail, des militaires ou fonctionnaires publics et des actifs sans carte de travail.

Concernant les revenus, la différence est nette entre les habitants des *aglomerados subnormais* et ceux des autres quartiers puisqu'au Brésil, 32 % de la population des *aglomerados subnormais* touche moins d'un demi-salaire minimum, alors que dans les quartiers formels la proportion n'est que de 14 %. Inversement, moins de 1 % des habitants des *aglomerados subnormais* touche plus de 5 fois le salaire minimum, alors que dans les quartiers formels, c'est le cas de 13,4 % des ménages. Les graphiques ci-dessous montrent que dans les régions du Sud, du Sud-est et du Centre-Ouest, les différences de revenus sont bien plus significatives entre les quartiers d'*aglomerados subnormais* et les autres quartiers, notamment parce que les classes moyennes et aisées sont plus importantes dans ces régions que dans le Nordeste et le Nord. Il nous faut toutefois souligner que la pauvreté ne se limite pas aux favelas, principalement dans le Nord et le Nordeste, mais qu'inversement, la richesse se concentre presque exclusivement dans les quartiers formels, la proportion de riches dans les favelas restant très basse.

Graphique 5 : Proportion de foyers dont le revenu nominal mensuel par tête est inférieur à la moitié d'un salaire minimum



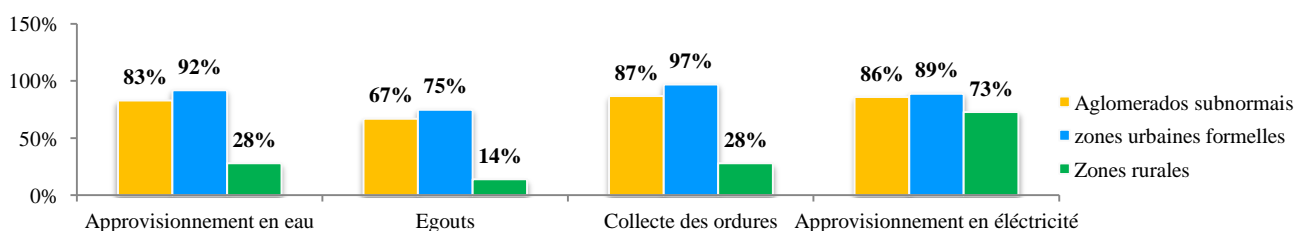
Graphique 6 : Proportion de foyers dont le revenu nominal mensuel par tête est supérieur à 5 salaires minimum



Source : IBGE 2010

Les différences entre ces espaces et le reste de la ville se manifestent aussi par une insuffisance des équipements et des services urbains : égouts, raccordement à l'eau courante, électricité, système de ramassage des ordures, revêtement des voies, assainissement de base, équipements de santé et d'éducation, postes de police, mobiliers urbains, etc. Ce sous-équipement renforce l'inconfort quotidien de leurs habitants, les différenciant alors d'autant plus du reste des urbains. Toutefois, en pourcentage, ces différences restent relativement faibles entre les favelas et les quartiers formels comparativement aux zones rurales, ce qui montre combien les favelas ont déjà été urbanisées, principalement concernant l'électricité et l'eau courante.

Graphique 7 : Services et assainissement de base dans les *aglomerados subnormais*, les zones urbaines formelles et les zones rurales



Source : IBGE, 2010

Au-delà d'une lecture globale, il faut souligner cependant l'hétérogénéité à la fois des populations, de l'habitat, des infrastructures, des équipements et des services entre les favelas et au sein même de celles-ci. Bien qu'elles soient privées de nombreux éléments constitutifs de l'urbanité et souffrent d'une marginalisation, elles forment néanmoins des structures urbaines organisées. Si les favelas ne sont pas tout à fait de la ville, mais pas vraiment la non-ville, constituent-elles alors des espaces de transition qui tendent à devenir de la ville ? Dans la mesure où ces espaces présentent des similitudes avec le mode de vie rural, ils pourraient, constituer comme le souligne Oscar Lewis (1965), un lieu de passage vers l'urbain sans rupture avec le rural communautaire, pour les populations migrantes provenant principalement des campagnes. Mike Davis décrit ainsi une zone entre ville et campagne : « la marge urbaine est cette zone d'impact social où les forces centrifuges de la ville entrent en collision avec l'implosion de la campagne » (Davis, 2006, p. 48). Si la favela peut être vécue par les ruraux récemment arrivés en ville comme un lieu de transition, leurs pratiques de la ville en font pourtant des néo-urbains et les générations futures devraient « naturellement » s'intégrer de plus en plus à la vie urbaine. Les effets de quartier ralentissent toutefois cette intégration en limitant la reconnaissance de leurs habitants comme des citoyens à part entière.

De plus, même s'il existe des frontières physiques et symboliques qui séparent les favelas de la ville, elles ne s'organisent pas pour autant indépendamment de la ville. Bien que la favela puisse apparaître comme une situation transitoire d'accueil des populations immigrées en attente de se loger dans la ville formelle, ces zones d'habitat précaire constituent encore aujourd'hui dans de nombreuses villes un espace capable d'accueillir une population que la ville formelle ne parvient pas à intégrer. Informels, ces territoires font pourtant partie de l'espace urbain. Ainsi, les favelas seraient plutôt des fragments de ville dans des villes fragmentées, caractérisées à la fois par des discontinuités et des connexions tantôt physiques, tantôt symboliques, tantôt économiques et sociales entre les quartiers, sans qu'il y ait, en général, une rupture totale avec le tissu urbain. En outre, on observe de plus en plus souvent des processus de formalisation de ces territoires, avec des politiques dites d'urbanisation et de régularisation foncière, qui en font progressivement des territoires institutionnalisés. Si les favelas sont peu à peu reconnues comme des entités urbaines, c'est aussi parce que la définition de la ville change et que les modèles de villes sont questionnés. Avec plus de 700 *aglomerados subnormais* aux caractéristiques très diversifiées, Rio de Janeiro constitue un bon exemple de ces évolutions. Si une grande partie des favelas situées dans les zones centrales ont été éradiquées, certaines ont résisté et elles ont continué à se multiplier dans toute la ville, avec une augmentation impressionnante de leur taille et de leur population.

III LES FAVELAS DE RIO DE JANEIRO : DES TERRITOIRES DISPERSÉS DANS LA VILLE

La répartition spatiale des favelas dans la région métropolitaine de Rio de Janeiro est complexe et reflète la diversité géographique du territoire, qui participe à la fois à la beauté naturelle du site qui a servi de décor à la ville, mais qui est également une contrainte à son développement. Les favelas les plus anciennes se situent principalement dans les zones centrales où se concentre une grande partie de l'offre de travail. Avec la saturation de ces espaces centraux, les favelas se sont de plus en plus dispersées en périphérie, accompagnant le développement de nouvelles polarités, par exemple dans la Zone Ouest de la ville. Les favelas ont des caractéristiques diverses à travers le pays et chaque ville utilise sa propre définition figurant dans les Schémas Directeurs des municipalités⁹. À Rio de Janeiro, dans le Plan Directeur de la Ville (*Plano Diretor da Cidade*) de 1992 et pour l'Institut Pereira Passos (IPP), l'organe en charge de la planification urbaine de la ville, la favela est définie de la façon suivante :

« Zone majoritairement résidentielle, caractérisée par l'occupation du terrain par une population à faible revenu, par la précarité de l'infrastructure urbaine et des services publics, des voies de communication étroites et irrégulièrement alignées, des lotissements de forme et taille irrégulières, sans permis de construire, n'appliquant pas les normes légales » (art 147).

Contrairement à la définition de l'IBGE, elle inclut un critère de revenu des habitants. De plus, alors que celle de l'IBGE impose une taille minimale de 51 logements pour qu'un agglomérat soit considéré comme « *subnormal* », ce n'est pas le cas dans celle du Plan Directeur de Rio de Janeiro. Certaines favelas sont en effet de très petite taille, avec parfois moins de 50 habitations sur une unique ruelle. Ceci explique en partie les différences entre les recensements de l'IBGE et ceux de l'Institut Pereira Passos, organe municipal responsable de la planification urbaine. En effet, si l'IBGE recense 763 favelas en 2010, l'IPP en compte 1 041 (IPP, Cavallieri, & Via, 2012).

Tableau 3 : Favelas à Rio de Janeiro selon l'IBGE

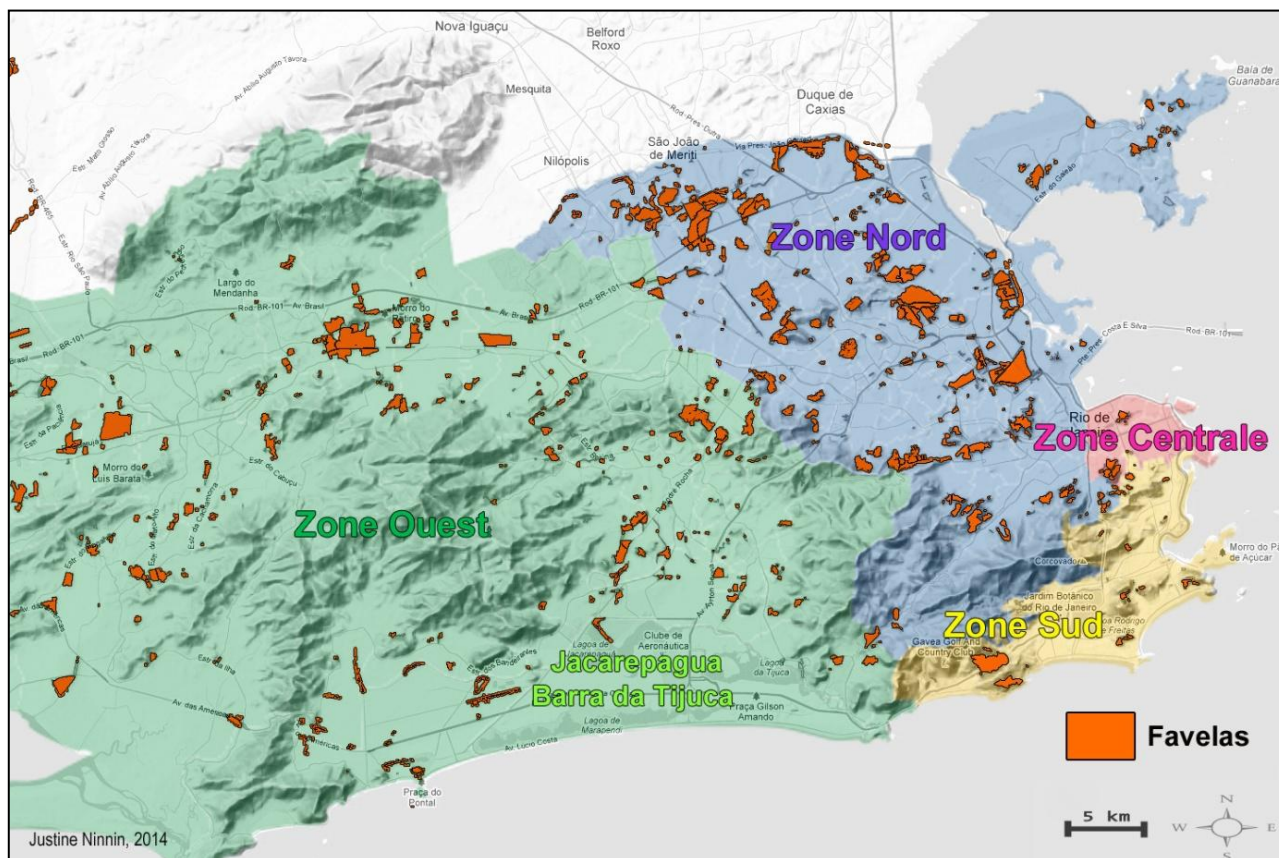
Nombre d'Agglomerados subnormais	763
Nombre de secteurs censitaires	2 227
Population	1 393 314
Nombre de logements	426 965
Surface	4 521 ha
Densité de population	257 hab./ha
Densité des logements	78,8 log./ha

IBGE, 2010

⁹ Au Brésil, le Plan Directeur est un instrument de planification urbaine obligatoire pour les villes de plus de 20 000 habitants (art. 41 do Estatuto da Cidade - Lei n° 10.257/01).

1. La répartition des favelas dans les différentes Zones de la Municipalité de Rio de Janeiro

Carte 5 : Localisation des favelas dans la municipalité de Rio de Janeiro



Auteur : Justine Ninnin, 2014

Les zones Nord et Ouest, les plus étendues, comptent le plus grand nombre de favelas. Chaque zone de Rio de Janeiro a connu un processus de développement démographique et économique différent, induisant une présence inégale des favelas. Les processus d'éradication des favelas de la Zone Sud et de la Zone Centrale durant le XX^e siècle ainsi que la saturation de l'espace dans ces deux zones ont conduit à une périphérisation de la pauvreté et à la multiplication des favelas dans les Zones Ouest et Nord. Depuis quelques années, alors que la population des favelas ne cesse d'augmenter, leur nombre et leur superficie se stabilisent ou diminuent. Ainsi, l'IPP recense 10 favelas de moins en 2011 qu'en 2008. Alors qu'elles occupaient en 2008 une superficie de 47 hectares sur les 1 224 hectares du territoire municipal, elles s'étendent en 2011 sur 46 hectares, soit une diminution de 1,8 %. Entre 2000 et 2010, la population des favelas a augmenté de 19 %, celle des quartiers formels de 5 %, ce qui atteste de la densification des favelas existantes.

Tableau 4 : Nombre de favelas à Rio de Janeiro et superficie selon l'IPP

Zones de Rio de Janeiro	2004	2008	2009	2010	2011	Variation entre 2004 et 2008	Variation entre 2008 et 2011
Nombre de favelas	1 023	1 045	1 045	1 041	1 035	+ 2,15 %	-0,95 %
Superficie des favelas	45,85	46,84	46,82	46,43	45,99	+ 2,20 %	-1,80 %

Source : IPP, 2011

Tableau 5 : Proportion de la population vivant dans les favelas selon les zones de Rio de Janeiro

Zones de planification (AP)	Population	Population des favelas	Proportion de la population vivant dans les favelas
Ensemble	6 320 446	1 443 773	23 %
Zone Centrale (AP1)	297 976	103 296	35 %
Zone Nord (AP3)	2 399 159	654 755	27 %
Zone Barra/Jacarepaguá (AP4)	909 368	236 834	26 %
Zone Sud (AP2)	1 009 170	174 149	17 %
Zone Ouest (AP5)	1 704 773	274 739	16 %

Source : IPP/ Mairie de Rio de Janeiro, 2011

En moyenne, 23 % de la population de la ville de Rio de Janeiro vit dans les favelas. C'est dans les Zones Centrale et Nord que cette proportion est la plus élevée (respectivement 35 % et 27 %), et dans la Zone Sud qu'elle est la plus basse (17 %).

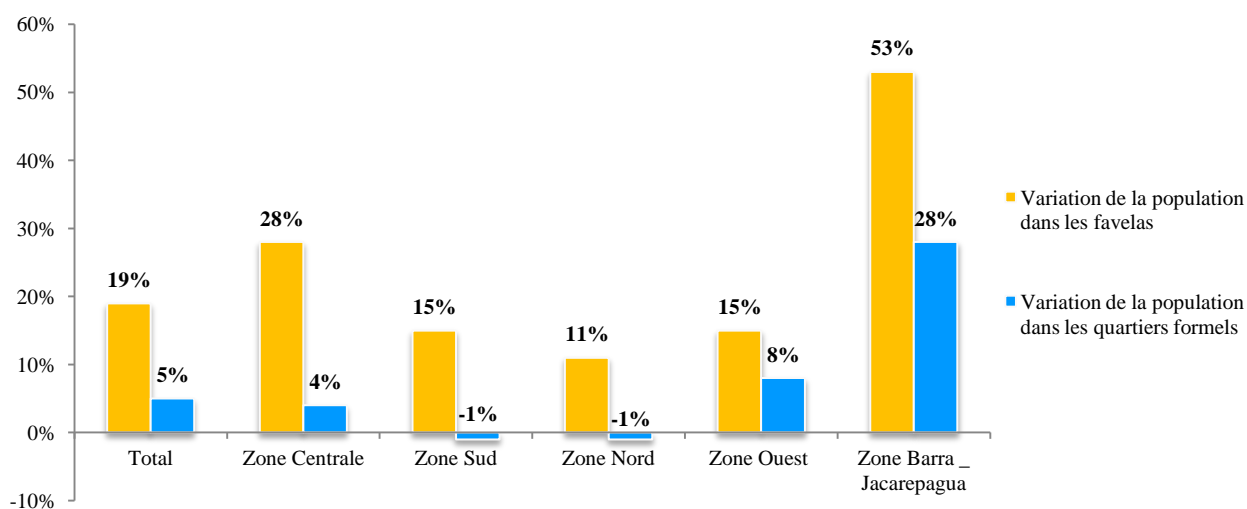
Tableau 6 : Répartition de la population vivant dans les favelas à Rio de Janeiro dans les zones

Zones	Part de la de la zone dans la population municipale	Part de la zone dans l'ensemble de la population des favelas
Zone Nord (AP3)	38 %	45 %
Zone Ouest (AP5)	27 %	19 %
Zone Barra/Jacarepaguá (AP4)	14 %	16 %
Zone Sud (AP2)	16 %	12 %
Zone Centrale (AP1)	5 %	7 %

Source : IPP/ Mairie de Rio de Janeiro, 2011

La Zone Nord, qui est la plus peuplée de Rio de Janeiro, regroupe près de la moitié de la population *favelada*¹⁰ de la ville (45 %), puis vient la Zone Ouest, qui accueille un cinquième de cette population.

Graphique 8 : Variation de la population dans les zones de Rio de Janeiro entre 2000 et 2010



Source : IPP/ Mairie de Rio de Janeiro

C'est dans la Zone de Barra da Tijuca et de Jacarepaguá que la population augmente le plus fortement, surtout celle vivant dans les favelas.

¹⁰ Le terme « *favelada* » peut parfois avoir une connotation péjorative au Brésil. Nous l'utilisons ici dans son sens littéral qui signifie « qui appartient à la favela ».

La Zone Centrale, la moins peuplée, car elle compte notamment de nombreux bureaux, regroupe 7 % de la population *favelada* de la ville. Mais c'est là que l'on observe le pourcentage le plus élevé de population résidant dans les favelas (plus d'un tiers), s'expliquant certainement par la faible offre de logement. Dans cette zone, le nombre d'habitants vivant dans les favelas a également beaucoup augmenté (+28 %), ce qui semble paradoxal, puisque c'est dans cette partie de la ville que l'on avait principalement cherché à éradiquer les zones d'habitats précaires. Cela peut en partie être lié à la dégradation de certains lieux dans la partie centrale, par exemple d'anciens terrains industriels qui ont été désaffectés et, par la suite, investis par une partie de la population pauvre cherchant à se loger à proximité des zones d'emplois.

La Zone Sud, avec le pourcentage le plus faible de population vivant dans des favelas (17 %), abrite pourtant la plus grande favela de la ville, Rocinha, avec près de 70 000 habitants, qui représente à elle seule 7 % de la population de la zone. Les favelas de cette zone sont généralement les plus anciennes de la ville et ont résisté aux processus d'expulsion. Leur population a augmenté de 15 % entre 2000 et 2010 alors que celle des quartiers formels a stagné. Les favelas occupent plutôt les mornes où la densité du bâti et de la population est très élevée : les bâtiments d'habitation ont souvent plusieurs étages et sont très rapprochés, voire collés les uns aux autres, et les voies de circulation y sont très étroites.

Dans la Zone Nord, l'occupation du territoire par les favelas doit beaucoup aux voies ferrées. Elle regroupe 45 % de la population *favelada* de la ville et plus d'un quart des habitants de cette zone résident dans des favelas. Une grande partie d'entre elles se concentre autour de l'Avenue Brésil, qui est l'une des routes les plus importantes reliant l'aéroport au centre-ville et à la Zone Sud. On trouve notamment dans cette zone de grands ensembles de favelas comme le *complexo* do Alemão, da Maré ou de Manguinhos. Dans cette zone, une part significative des favelas occupent des zones planes.

La Zone Ouest représente la principale zone d'expansion actuelle de la ville, et les favelas y sont souvent plus récentes, plus petites et plus dispersées dans le tissu urbain formel. Elles y occupent principalement des terrains plats et la densité y est moins élevée. Cette zone accueille 19 % de la population *favelada* de la ville. Sur cette portion du territoire, environ un habitant sur 6 vit dans des favelas. Dans la zone de Barra da Tijuca et de Jacarepaguá, un quart de la population vit dans des favelas. L'accroissement de la population dans la Zone Ouest et dans les quartiers de Barra da Tijuca et Jacarepaguá atteste de l'expansion urbaine récente. Dans ces deux derniers quartiers, on observe une augmentation significative à la fois de la population des quartiers formels (28 %), mais plus encore de celle des favelas (+53 %).

À Rio de Janeiro, le phénomène favela est donc à la fois important et emblématique de la ville, et il le reste malgré des tentatives répétées d'éradication. Pourtant, ce n'est que relativement tardivement qu'elles ont constitué un objet d'étude.

2. L'émergence des favelas comme objet d'étude

« Parler de favela c'est parler de l'histoire du Brésil depuis le tournant du siècle dernier » : ainsi commence le livre d'Alba Zaluar et Marcos Alvito intitulé *Um século de favela* (Un siècle de favela) (1998, p. 7); pourtant, les favelas émergent tardivement comme

objet d'étude. Si les premières recherches ont, au départ, été menées sous l'impulsion de l'État, pour réfléchir à la manière d'éliminer ce « problème urbain », les favelas ont pris place progressivement dans les études universitaires, mettant en évidence, dans un premier temps, leurs spécificités par rapport au reste de la ville, puis leur diversité. Les différents travaux portant sur les favelas montrent combien leurs représentations ont changé et la polysémie du terme : « la favela change et pas seulement comme objet, même le débat qui l'a construit comme objet s'est transformé » (Mello, Machado da Silva, Luna Freire, & Silveira Simões, 2012, p. 59).

Durant toute la première moitié du XX^e siècle, les recherches sur les favelas restaient rares. Les premières études traitant du « problème de la favela » ont été entreprises par des ingénieurs, des assistantes sociales, des journalistes ou encore des professionnels de la santé, avec par exemple les travaux d'Everardo Backhauser, ingénieur à la Mairie de Rio de Janeiro, sur l'habitat populaire (Backhauser, 1906) ; ceux d'Alfred Agache, urbaniste, concepteur du *Plan d'ensemble pour la ville de Rio de Janeiro* (Agache, 1930), ou de Vitor Tavares Moura, médecin défenseur des idées hygiénistes, sur les favelas du District Fédéral (Moura, 1943). Les articles de Carlos Lacerda parus en 1948 dans le journal *Correio da Manhã* intitulés « la Bataille de Rio » prônaient une volonté de changement dans les favelas au plan des logements, des pratiques, de l'hygiène et de l'éducation civique, pour faire de leurs habitants des citoyens, et faire en sorte qu'ils puissent quitter les favelas. La nouveauté de ces articles, c'était la promotion d'une transformation des habitants pour résoudre le problème des favelas. Pourtant, Lacerda, élu gouverneur quelques années plus tard a été à l'origine d'importants programmes d'éradication et de relogement massif. À partir des années 1940, les universitaires ont commencé à s'intéresser aux favelas, l'Université Pontificale Catholique (PUC) étant alors pionnière dans la production de monographies sur ce thème. C'est à partir des années 1960 que la favela est devenue un objet d'étude plus fréquent dans des champs disciplinaires variés, tels que les sciences sociales, l'histoire, l'urbanisme, le droit, etc. (Mello, Machado da Silva, Luna Freire, & Silveira Simões, 2012).

C'est seulement dans les années 1960 que pour la première fois, avec une étude réalisée par la SAGMACS¹¹, la favela a été envisagée sous ses aspects sociaux et économiques. Ces travaux ont été publiés à l'origine dans le journal *O Estado* de São Paulo, après la réalisation d'enquêtes de terrain, ce qui représentait à l'époque une innovation dans la recherche. Ces rapports, en développant les connaissances socio-économiques sur les favelas, visaient une intervention des pouvoirs publics dans le but de transformer les conditions de vie de leurs habitants (Mello, Machado da Silva, Luna Freire, & Silveira Simões, 2012). À partir des années 1970, la réflexion a pris une nouvelle ampleur avec le développement, au Brésil, des études doctorales en sciences sociales. À la fin des années 1970 et au début des années 1980, certains travaux ont pris une tournure militante dans une période de retour à la démocratie et d'effervescence des mouvements populaires. C'est notamment dans cette trajectoire que se situait le livre *Varal de Lembranças* qui a participé activement à la construction d'une mémoire des luttes des habitants et des leaders communautaires de Rocinha (Segella & UPMMR, 1983). À cette époque, la favela a été reconnue comme un thème que les sciences

¹¹ *Société d'analyses graphiques et mécanographiques appliquées aux complexes sociaux*

sociales devaient étudier, s'accompagnant d'une volonté de théoriser la pauvreté urbaine et de débattre sur l'habitat populaire. L'enseignement des méthodes qualitatives, et particulièrement de l'observation participante, s'est intensifié. Dans son travail de recensement des études et publications sur favelas de Rio de Janeiro, Licia Valladares a dénombré, entre 1906 et 2000, pas moins de 838 références (Valladares & Medeiros, 2003).

Les favelas ont longtemps été étudiées uniquement sous le prisme de la pauvreté, de la criminalité, de la marginalisation et de l'exclusion, parfois sous l'angle d'une pathologie de l'espace et d'une pathologie sociale et individuelle. Ces travaux contribuaient alors, comme le souligne Licia Valladares, à renforcer et maintenir les présupposés non discutés par les auteurs : « la favela a été considérée depuis toujours comme un espace absolument spécifique et singulier » (Valladares, 2005). Ces visions homogénéisantes semblaient parfois se rapprocher du regard du « civilisé » sur le « primitif ». On s'intéressait alors aux favelas comme des espaces à part, uniquement comme des marges et trop rarement dans leur interaction avec les autres quartiers et leur intégration dans la ville. Ces spécificités naturalisées ou « dogmes » pour reprendre le terme de Licia Valladares, sont une marque de la vision subjective des chercheurs à travers le prisme d'un modèle, d'un idéal type de la ville et des « normes » de l'urbain, intrinsèquement intériorisé. « La façon de penser d'un auteur ne peut être comprise que lorsqu'on considère son temps, ses origines de classe, ses caractéristiques sociales, politiques et religieuses, au-delà du contexte intellectuel dans lequel il circule et s'insère » (Valladares, 2005, p. 13).

Cependant, dès les années 1970 ont émergé des recherches qui s'intéressaient à la diversité des favelas et portaient un regard nouveau sur les dynamiques sociales, économiques, culturelles et politiques de ces espaces : par exemple les travaux de Luís Antonio Machado da Silva *A politica na favela* (1967), de Janice Perlman *O mito da marginalidade* (1977), de Licia Valladares *Passa-se uma casa* (1978). Depuis les années 1980, avec l'explosion des violences urbaines, le trafic de drogue est devenu un nouveau thème central dans les recherches sur les favelas, avec par exemple les travaux pionniers d'Alba Zaluar sur la favela *Cidade de Deus* dans la Zone Ouest où elle a réalisé un travail ethnographique de terrain qui donna lieu aux livres *Condomínio do Diabo* (1983) et *A maquina e a revolta* (1985). Aujourd'hui, la plupart des travaux cherchent à démystifier les discours préconçus et à démontrer l'hétérogénéité et la créativité de ces lieux :

« Étudier une favela carioca, aujourd'hui, c'est avant tout combattre un certain sens commun qui possède déjà une longue histoire et une pensée académique qui reproduit seulement une partie des images, des idées et des pratiques courantes qui lui sont attachées. C'est, jusqu'à un certain point, identifier les étapes de l'élaboration d'une mythologie urbaine. C'est aussi essayer de montrer, par exemple, que la favela n'est pas un monde de désordre, que l'idée de carence (communauté dans le besoin), de manque, est insuffisante pour la comprendre. C'est surtout montrer que la favela n'est pas une périphérie, ni à la marge » (Alvito & Zaluar, 1998, p. 21).

C'est dans ce courant de recherche que s'inscrit mon travail : la reconnaissance de la diversité des favelas, de leur complexité, en soulignant qu'elles sont sources de richesses, de créativité, d'adaptation et de « bricolage » qui finalement en font des entités urbaines à part entière, sans pour autant nier l'état d'exception dans lequel elles se trouvent, qui donne lieu à des mobilisations des habitants et nécessite le renforcement de l'action publique. Il s'inscrit

plus spécifiquement dans les recherches sur le thème de la sécurité, qui est aujourd'hui central puisque les favelas de Rio de Janeiro sont au cœur d'une nouvelle politique publique de sécurité. Toutefois, comment innover alors que les favelas ont déjà fait l'objet de multiples recherches ?

Étudier les favelas est en effet progressivement devenu, en quelque sorte, une mode, comme si « les quartiers d'*invasion* étaient à leur tour envahis par les chercheurs » (Valladares, 2006). Les favelas de Rocinha et de Vidigal ont fait l'objet de recherches depuis la deuxième moitié du XX^e siècle. En 1952, une étudiante du Service Social de la PUC, Isaura Lemgruber Portugal réalisait une monographie sur les conditions de vie des premiers habitants de Rocinha. Jusqu'en 2000, on a pu recenser 82 publications traitant de Rocinha et 22 sur Vidigal (Valladares & Medeiros, 2003). Rocinha a été étudiée si souvent que le journal *Folha de São Paulo* du 25 juin 2003 l'a nommée « la vedette des favelas » (Beraba, 2003). Licia Valladares évoque quelques hypothèses sur cette accumulation d'études concernant certaines favelas plutôt que d'autres (Valladares, 2005). D'une part, la proximité de Rocinha et de Vidigal avec la PUC : ces terrains représentent un « laboratoire social à côté de l'université », la proximité facilitant l'accès à un réseau social et la possibilité de participer à des activités communautaires (Valladares, 2005, p. 148). D'autre part, la grande visibilité des ONG qui y sont installées et représentent une porte d'entrée sur le terrain qui devient ainsi plus accessible pour les chercheurs. Mais aussi la forte médiatisation de ces deux favelas qui ont régulièrement fait la une des journaux, comme symbole de résistance par exemple. Cette multiplication des chercheurs dans les favelas de Rio de Janeiro n'est pas sans poser problème : les habitants se lassent de répondre aux questions, leurs propos à force d'être répétés perdent de leur spontanéité et quelques-uns se révoltent même, s'insurgeant d'être parfois considérés comme des « animaux de zoo que l'on observe », d'autres critiquent le manque de retour des études produites. Dans le documentaire *Rocinha 1977*, un habitant interrogé s'offusquait déjà de la venue de trop nombreux chercheurs et journalistes dans cette favela :

« Les interviews dans les favelas, c'est seulement pour parler mal des *favelados*. On n'en ressort aucun bénéfice. Ça fait 17 ans que je vis dans la favela et c'est toujours la même chose : des Américains, des Anglais, ils viennent depuis longtemps ici. [...] Les habitants, ici, ouvrent leurs portes, racontent tout ce qu'ils savent, ce qu'ils ont, ce qu'ils n'ont pas [...] et finalement ils sont photographiés, exposés à tout le monde pour dire que le Brésil est la pire des hontes qu'il puisse exister, surtout les favelas » (documentaire *Rocinha 1977*, 6^{ème} minute).

Actuellement, les rues de Vidigal sont particulièrement saturées de chercheurs, dont beaucoup d'étrangers qui y résident. Notamment parce que Vidigal devient une favela de plus en plus connue internationalement, représentant un point touristique dans la ville du fait de sa vue plongeante sur la baie de Guanabara. Dernièrement, beaucoup d'étrangers et de Brésiliens plus aisés s'y sont installés et les médias nationaux et internationaux parlent d'un processus de gentrification. Beaucoup de chercheurs viennent notamment pour étudier ce phénomène. Si de nombreux travaux ont été menés sur ces deux favelas, il s'agit principalement d'articles ou de mémoires de recherche et finalement, très peu de thèses traitent de ces territoires (2 thèses recensées sur Rocinha¹² et aucune sur Vidigal). En France, une seule thèse a porté sur

¹² Luciano Ximenes Aragão (2011), *Um prato bonito com as beiradas quebradas : a produção do espaço na Rocinha* (RJ) (A beautiful dish with broken edges : the production of space in Rocinha (RJ)).

Rocinha¹³. La production importante de travaux sur ces deux favelas a constitué une base non négligeable pour les recherches : ils permettent de repérer les évolutions actuelles et offrent une lecture approfondie sur des espaces qui sont très médiatisés, mais que l'on ne connaît finalement pas si bien. Il est important de mettre en lumière les processus de transformation qu'elles connaissent pour limiter les risques de lectures stigmatisantes dénoncées par Licia Valladares et combattre le sens commun comme le propose Alba Zaluar.

Rocinha et Vidigal sont de nos jours des favelas centrales aussi bien comme objet d'étude que par leur positionnement géographique, entre le pôle « Zone Sud et Centre-ville historique » à l'est, le pôle « Barra da Tijuca » à l'ouest, la montagne au nord et l'océan au sud. Pourquoi, alors qu'une grande partie des favelas des zones sud et centrale ont été éradiquées, ces deux territoires ont-ils résisté ? Comment ont-ils réussi à se consolider ? Rocinha et Vidigal n'ont pas toujours été en position aussi centrale, puisqu'elles se sont développées sur des territoires qui au départ étaient situés aux limites des zones urbanisées. La centralité de leur position s'affirme principalement dans les années 1980 avec le développement de Barra da Tijuca dans la Zone Ouest. Ainsi, ces deux favelas, déjà bien implantées et consolidées, qui fournissent une main-d'œuvre nombreuse pour la construction et les services aux habitants des quartiers aisés avoisinants, sont aujourd'hui bel et bien ancrées sur le territoire. Elles ne possèdent pas pour autant toutes les aménités offertes par la ville, puisqu'elles ont longtemps été marginalisées par les pouvoirs publics. Pour mieux comprendre la place qu'elles occupent aujourd'hui, un retour sur la genèse de ces espaces est nécessaire.

Paulo Rogério dos Santos Baía (2006) *A Tradição Reconfigurada : Mandonismo, Municipalismo e Poder Local no Município de Nilópolis e no Bairro da Rocinha na Região Metropolitana do Rio de Janeiro* (Tradition Reconfigured : Mandonismo, Municipalism and Local Power in Nilópolis Municipality and Rocinha Neighborhood, Rio de Janeiro Metropolitan Region).

Maria Florentina A. Camerini (2003), *A produção de saber ediada pelo uso do video com classes populares urbanas* (the knowledge production mediated by do use of video).

¹³ Christian Delon (2007), *Démocratisation des télévisions communautaires au Brésil : promesses et illusions, de TV Viva à TV ROC*.

Chapitre 2

Une généalogie des favelas de Rio de Janeiro : l'exemple de Rocinha et de Vidigal

C'est en retraçant la généalogie des favelas que nous pouvons mieux appréhender la place qu'elles occupent aujourd'hui, leurs structures actuelles et leur fonctionnement, en nous intéressant plus particulièrement à Rocinha et Vidigal. Henri Lefebvre soulignait notamment l'importance de jouer avec les temporalités pour mieux aborder la production de l'espace :

« Une étude 'rétro' de l'espace social dans son histoire et sa genèse, à partir du présent et en remontant vers cette genèse – puis retour vers l'actuel, ce qui permet d'entrevoir sinon de prévoir le possible et le futur. Cette démarche laisse la place à des études locales, aux diverses échelles, en les insérant dans l'analyse générale, dans la théorie globale. En sachant que cette compréhension n'exclut pas (au contraire) les conflits : les luttes, les contradictions. » (Lefebvre, 1974, p. VIII).

En devenant capitale en 1763, Rio de Janeiro acquiert une fonction symbolique et un rôle de modèle dans le pays, initiant ainsi le développement de la ville moderne et d'une nouvelle culture urbaine, avec notamment une vision « civilisatrice » de la ville (Martins Rodrigues & Oakim Bandeira de Mello, 2015). L'indépendance, la fin de l'esclavage, la proclamation de la République, puis le développement industriel ont contribué à façonner l'espace urbain *carioca* qui puise ses marques à la fois dans son héritage portugais, son inspiration française et la volonté d'affirmer sa propre identité. La dimension civilisatrice s'est manifestée par des actions policières pour réprimer les classes dangereuses, mais aussi pas de grandes réformes urbanistiques et hygiénistes. À Rio de Janeiro, les quartiers d'habitat précaire ont abrité les esclaves affranchis et toute une partie de la population *carioca* et migrante qui n'avaient pas accès aux logements formels. En effet, la période de développement industriel de la ville et d'accélération de son urbanisation, avec la multiplication des chantiers de construction, coïncide avec plusieurs vagues de migrations. Les Européens ont été incités à migrer pour travailler dans les usines et servir en quelque sorte d'armée de réserve nécessaire à l'appareil productif de la ville. Par ailleurs, notamment en raison d'une précarisation des campagnes, de nombreux Brésiliens des villes et États voisins ont commencé à affluer, suivis par les populations originaires du Nordeste et du Nord du pays, surtout à partir de la deuxième moitié du XX^e siècle. En effet, durant le gouvernement de Juscelino Kubitschek (1955-1960), l'investissement dans le développement industriel s'est intensifié dans les villes du Sudeste. Avec l'ouverture économique au capital international, diverses multinationales ont créé des usines, notamment automobiles, dans les villes comme São Paulo, Belo Horizonte et Rio de Janeiro, ce qui a alimenté les flux migratoires jusque dans les années 1980, notamment de populations des régions du Nordeste fuyant la sécheresse et le chômage, à la recherche d'un travail et de meilleures conditions de vie.

Bien que les villes aient besoin de main-d'œuvre peu qualifiée, l'industrialisation n'a pas offert suffisamment d'emplois et de nombreux migrants, sans aucune formation scolaire, ne possédaient pas les qualifications professionnelles nécessaires pour s'insérer sur le marché

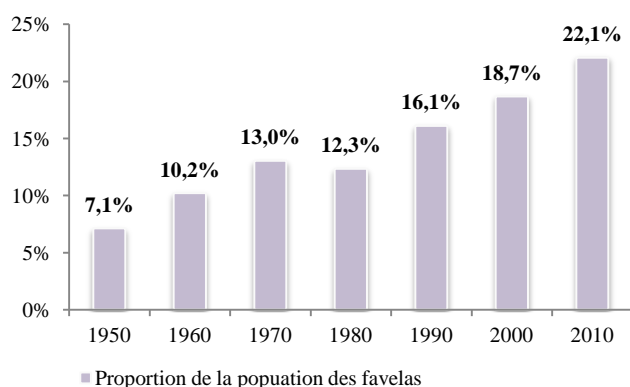
du travail urbain. Ces villes n'avaient donc pas la capacité en termes de travail comme de logement d'accueillir tous ces migrants et de leur offrir des conditions de vie dignes. Le chômage, la précarité des emplois, les faibles revenus et le manque de logements ont contribué au développement des favelas, mais aussi de la violence. Par ailleurs, beaucoup de favelas se sont formées à partir des chantiers de construction dans les quartiers aisés, ce qui explique leur présence dans les zones centrales et non pas seulement en périphérie. Ainsi, les favelas se sont développées presque comme des éléments « naturels » du système urbain. À Rio de Janeiro, entre 1950 et 2010, leur population a été multipliée par 8,5.

Tableau 7 : Population totale de la ville et population des favelas de Rio de Janeiro

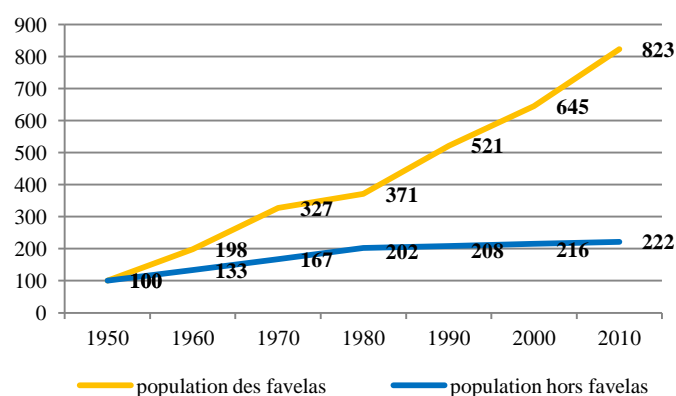
Année	population de la ville	population des favelas	Taux de croissance décennal de la population de la ville	Taux de croissance décennal de la population des favelas
1950	2 377 451	169 300	–	–
1960	3 281 908	335 000	38,0%	97,9%
1970	4 251 418	554 300	29,5%	65,5%
1980	5 090 790	628 170	19,7%	13,3%
1990	5 480 778	882 483	7,7%	40,5%
2000	5 851 914	1 092 783	6,8%	23,8%
2010	6 288 588	1 393 314	7,5%	27,5%

Source : IBGE, 2010

Graphique 9 : Évolution de la part de la population des favelas dans la population totale de Rio de Janeiro



Graphique 10 : Variation de la population des favelas et de la population totale de la ville (Base 100 : 1950)



Source : IBGE

Si aujourd'hui les favelas font moins souvent l'objet de programmes de déplacement forcé et qu'au contraire des politiques dites d'urbanisation et de sécurisation sont mises en place pour en faire des quartiers intégrés à la ville, les pouvoirs publics ont longtemps cherché à les éradiquer, principalement celles situées dans les zones les plus valorisées de la ville. Comment Rocinha et Vidigal ont-elles réussi à se maintenir dans des espaces pourtant très recherchés ?

I ENTRE ÉRADICATION, TOLÉRANCE ET RÉSISTANCE

Le début du XX^e siècle a été marqué à Rio de Janeiro par la mise en place de grandes réformes urbaines pour réorganiser la structure de la ville et l'embellir. Les quartiers d'habitat précaire se trouvent alors au centre de ces réformes, car ils portent atteinte à l'image d'une ville que l'on souhaite moderne. Dès lors, la question du logement des pauvres devient un défi pour la ville. Les favelas naissent de son incapacité à accueillir les flux massifs de migrants et de l'échec, voire de l'inexistence des politiques de logement pour les populations pauvres. Alors que la population de Rio de Janeiro croît de près de 90 % entre 1872 et 1890, le nombre de logements augmente de seulement 62 % (Ribeiro, 1997, p. 164). Aussi, dans un contexte de modernisation de la ville et face à une volonté « civilisatrice », les espaces d'habitat précaire et leurs populations posent problème. Les mesures hygiénistes et policières vont notamment être utilisées comme instrument de contrôle social de ces populations pauvres, considérées comme dangereuses.

1. La Vieille République (1889-1930) : l'apparition des favelas à Rio de Janeiro et le déplacement des classes dangereuses hors du centre-ville

Le terme de favela pour parler des quartiers d'habitat précaire à Rio de Janeiro trouve son origine dans un mythe fondateur lié à l'histoire de la guerre de Canudos (1896-1897). Dans cette région des « *Sertões* » (arrière-pays de l'État de Bahia), les collines sont couvertes d'une plante dénommée « favella ». Au retour de la guerre de Canudos, les soldats se sont installés avec la tolérance de l'armée sur un morne situé derrière le ministère de la guerre, l'actuel « *morro da Providência* ». Ils nommèrent cette colline « *morro da favella* » en référence à leur campagne militaire. Ce mythe fondateur possède une forte connotation symbolique qui renvoie à la lutte des opprimés contre un puissant adversaire, comme dans l'ouvrage célèbre d'Euclides da Cunha *Os sertões*¹⁴. On peut voir dans cette métaphore entre les *sertões* et les favelas la transposition du rapport dualiste entre *sertão* et littoral que l'on retrouve entre les favelas et la ville (Valladares, 2006, p. 26). Le terme de « favela » aurait été étendu par la suite à toutes les constructions précaires répandues sur les collines. Les soldats de la guerre de Canudos ne furent cependant pas les premiers à investir les mornes : les esclaves en fuite se refugiaient déjà sur ces collines dans des *quilombos*¹⁵ situés au-delà des zones urbanisées ; par la suite, les mornes ont également accueilli les populations expulsées des *cortiços*¹⁶ du centre-ville ainsi que de nombreux migrants. La première référence dans les archives concernant l'occupation des collines date de 1845, où un décret prévoit de raser la colline de Santo Antonio (Soares Gonçalves, 2010).

¹⁴ Considéré comme un chef-d'œuvre de la littérature brésilienne, le livre *Os Sertões* – traduit par *Hautes Terres en français* – raconte la résistance presque mythique de la province de Canudos (communauté libre autoproclamée de l'arrière-pays de Bahia), menée par Antonio Conselheiro et sa répression entre 1896 et 1897. L'opération Canudos se solda par des milliers de morts, principalement des noirs démunis.

¹⁵ Au Brésil, les *quilombos* sont des lieux où s'installaient des esclaves évadés et/ou affranchis.

¹⁶ Le terme « *cortiços* » signifie de façon littéraire « le morceau de bois qui accueille la ruche », l'aménagement interne des maisons collectives ressemblant aux ruches.

Les *cortiços* étaient les logements précaires et insalubres situés dans les vieilles bâtisses du centre-ville, divisées en plusieurs petites habitations louées aux populations démunies. À l'époque, la Zone Centrale concentrait la majorité des industries et des activités portuaires. Avec la crise du logement, l'insuffisance et le coût élevé des transports, les populations défavorisées, qui cherchaient la proximité de leur lieu de travail, venaient s'entasser dans ces logements indignes. Les classes moyennes et aisées, quant à elles, se sont déplacées vers les quartiers péricentraux. Les discours hygiénistes ont alors été mobilisés face aux risques sanitaires (d'infections et d'épidémies : tuberculose, rougeole, typhus, lèpre, fièvre jaune). Se développe aussi une réflexion sur le danger social de ces populations marginalisées, considérées comme des « classes dangereuses », les *cortiços* devant à terme être détruits pour contenir ce danger. En 1893, le *cortiço Cabeça de Porco* (Tête de Porc) a été le premier à être détruit et leurs habitants sont allés s'installer sur les mornes.

Au début du XX^{ème} siècle, le maire de la ville, Pereira Passos, a mis en place de grandes réformes urbaines, pour reconquérir le centre-ville, moderniser la capitale et améliorer l'hygiène. Ces réformes se sont particulièrement inspirées des travaux d'Hausmann à Paris : élargissement des rues en boulevards, création de places ornées de grands monuments (la Bibliothèque Nationale, le Théâtre municipal, etc.), de nouveaux jardins publics, l'aménagement de l'avenue Beira Mar reliant le Centre-ville aux quartiers résidentiels de Flamengo et Botafogo. Ces grands travaux ont nécessité l'expulsion de milliers de familles contraintes de se reloger dans les *cortiços* surpeuplés qui ont échappé aux démolitions ou dans des baraques de fortune, en bois, sur les collines (Goirand, 2000). Alors que les flux de migrants ne cessaient d'augmenter, le logement des pauvres devenait un réel défi pour la capitale : entre 1890 et 1906, l'accroissement de la population était de 2,8 % par an alors que celui du parc de logement était seulement de 1 % par an (Ribeiro, 1997, p. 173). Les campagnes de démolition des logements précaires en centre-ville se sont multipliées, quitte à tolérer l'installation des populations expulsées plus loin en périphérie. Les favelas étaient cependant vivement critiquées et pointées du doigt comme responsables des maux urbains, comme un « mal endémique de Rio de Janeiro » (Backhauser, 1906, p. 3). La fragmentation socio-spatiale de Rio de Janeiro devient alors de plus en plus nette, avec un centre-ville dédié aux affaires, des périphéries proches (notamment la Zone Sud) consacrées à la résidence des plus aisés et enfin les collines et faubourgs voués à l'habitat des plus pauvres.

En 1930, le premier plan d'aménagement urbain, élaboré par l'architecte français Alfred Agache, poursuit cette fragmentation de la ville, en se concentrant sur le Centre et sur l'ouverture de la Zone Sud qui accueille de plus en plus les catégories de population de classe moyenne et aisée. La croissance des classes moyennes s'explique en partie par celle de la bureaucratie – et donc des postes de fonctionnaires – ainsi que des services (Martins Rodrigues & Oakim Bandeira de Mello, 2015). Alfred Agache définissait à l'époque la favela comme « une espèce de ville-satellite de formation spontanée qui a choisi, de préférence, les collines et est composée par une population semi-nomade qui refuse toute règle d'hygiène » (Agache, 1930, p. 20).

S'il est fréquent d'évoquer la responsabilité de l'absence de l'État dans l'expansion des favelas dans la ville, il semble que l'État de la Vieille République conservatrice ait joué un rôle moins comme garant de la protection de tous les citoyens, que dans un sens autoritaire. Il

a contribué à façonner le quadrillage territorial en chassant des milliers de familles du centre-ville sans solution de relogement et en tolérant leur installation temporaire sur les collines. L'État n'était pas absent puisqu'il contrôlait ces populations, avec une planification urbaine autoritaire et la mise à l'écart des classes considérées comme dangereuses. De plus, les favelas ont rapidement commencé à faire partie du système clientéliste, les politiciens offrant des avantages en échange des votes des habitants qui en avaient le droit. La citoyenneté était alors limitée, puisque les Brésiliens ne sachant ni lire ni écrire n'avaient pas le droit de vote, ce qui était le cas d'une partie des habitants des favelas. Toutefois, certains avaient accès aux écoles publiques qui étaient de bonne qualité dans la capitale fédérale de l'époque, et l'analphabétisme était bien plus important dans les campagnes. La question de la marginalisation des populations pauvres reste cependant sujette à controverse, car les frontières entre les favelas et les quartiers formels étaient poreuses : par exemple, à l'époque, certains habitants des quartiers formels ravitaillaient ceux des favelas en eau, ce qui était une source de connexion et d'échanges plus que de tensions. Selon Rafael Soares Gonçalves, les quelques équipements octroyés à cette époque aux favelas amélioraient certes les conditions de vie de leurs habitants, mais ils relevaient également d'une volonté de renforcer les frontières : installer des fontaines plus proches des favelas évitait à leurs habitants de fréquenter les fontaines de la ville (Soares Gonçalves, 2010).

2. La dictature Vargas (1937-1945) : contrôler et transformer les classes dangereuses

Dans un contexte de repli nationaliste, de construction de l'identité nationale brésilienne et de renforcement de la capacité d'intervention de l'État central, le régime de l'*Estado Novo*, dictature de Getúlio Vargas qui débuta en 1937, marqua un changement politique dans la perception des favelas. En effet, les pauvres ont commencé à devenir des acteurs politiques, Getúlio Vargas, surnommé « le père du peuple », s'appuyant sur les masses populaires pour faire contrepoids aux grands propriétaires terriens et fonder la légitimité de son régime. Avec pour objectif le développement de l'industrie, il a renforcé la protection des travailleurs par des lois régissant les rapports salariaux, modernisé le système éducatif et développé les protections sociales. Wanderley Guilherme dos Santos (1979) souligne notamment qu'au Brésil, les progrès dans la législation sociale ont paradoxalement coïncidé avec les gouvernements autoritaires, le propre des régimes populistes étant d'augmenter les droits sociaux des classes populaires pour mieux les contrôler. Toutefois, sous le régime de Vargas, les droits des citoyens sont limités à la place qu'ils occupent dans le processus productif, Santos parle alors de « citoyenneté régulée », qui prend racine non pas dans les valeurs politiques, mais dans un système de stratification occasionnelle définie par une norme légale (Santos W. G., 1979). La carte de travail officielle devient en quelque sorte le « certificat de naissance civique ». Ainsi, si l'on parle de Vargas comme d'un « père des pauvres », il faut rappeler que toute une partie de la population, vivant notamment dans les favelas, était exclue de la citoyenneté puisqu'elle ne travaillait pas de façon formelle (sans carte de travail officielle).

Par ailleurs, à Rio de Janeiro, durant cette période, les pouvoirs publics ont tenté de se concilier avec les habitants des favelas : par exemple, les premières subventions publiques

sont distribuées aux écoles de samba pour le Carnaval et des écoles publiques sont progressivement ouvertes dans les favelas. Auparavant, les habitants fréquentaient les écoles publiques des quartiers formels voisins. En reconnaissant l'existence des favelas, l'article 349 du Code de la Construction de 1937 les définit comme : « un ensemble d'au moins deux habitations précaires (*casebres*), disposées régulièrement ou en désordre, construites à l'aide de matériaux de fortune ». Au premier recensement, réalisé en 1943 par le médecin Vitor Tavares de Moura, 250 000 habitants sont comptabilisés dans les favelas. Si l'existence des favelas a été officialisée, ce n'est pas tant pour permettre leur urbanisation que pour les détruire et reloger les ouvriers dans des logements dignes. En effet, Getúlio Vargas prévoyait l'élimination des favelas et la construction de parcs prolétaires : entre 1942 et 1944, trois Parcs prolétaires ont été construits à Rio de Janeiro pour reloger 8 000 personnes. Ces parcs ont été conçus comme des logements provisoires en attendant la réinsertion des populations des favelas dans la ville formelle. Plus qu'un projet d'urbanisme, il s'agissait d'une idéologie mettant en place un projet pédagogique pour contenir et contrôler les « classes dangereuses » (présence d'équipements divers : dispensaires, écoles, crèches, postes de police, instauration d'un couvre-feu, etc.) (Valladares, 2006 ; Soares Gonçalves, 2010). Cette politique autoritaire n'a pourtant pas empêché le développement des favelas, y compris dans les quartiers centraux. C'est à cette époque que Rocinha et Vidigal ont commencé à accueillir leurs premiers habitants. Alors que les quartiers de Leblon, Ipanema et Copacabana se développaient, ces deux favelas se sont installées sur des terrains péricentraux.

3. Les premières habitations à Rocinha et Vidigal¹⁷

La favela de Rocinha s'adosse à la colline dans un grand cirque naturel de 60 hectares (Drummond, 1981), face à l'océan, bordé par les quartiers de São Conrado à l'ouest et de Gávea au nord-est. De l'autre côté du morne se trouve Vidigal, qui donne un peu loin sur le quartier de Leblon.

¹⁷ Les sources mobilisées ici pour retracer l'histoire de Rocinha et de Vidigal comprennent entre autres les ouvrages suivants : *Architectes des favelas* de Didier Drummond (1981), *Varal de Lembrenças* de l'UPMMR (association de résidents de Rocinha) et Lygia Segella (1983), *A Favela Fala* de Dulce Chaves Pandolfi et Mario Grynspan (2003), *Aspectos Humanos das Favelas Cariocas* de la SAGMACS (1960), *Um olhar sobre a produção cultural na Rocinha* (2013) ; *Dos Barracos de Madeira aos prédios* de Quitinetes (Leitão, 2009) les archives du *Projeto ecodeenvolvimento* (Silveira, Guimaraes, & Bredariol, 1980); ainsi que des ouvrages plus généraux sur l'histoire de l'urbanisation à Rio de Janeiro : *Evolução Urbana do Rio de Janeiro* de Maurício de Almeida Abreu (Abreu, 1987), *Popular organization and democracy in Rio de Janeiro : a tale of two favelas* de Robert Gay (1994), *A política de urbanização de favelas do município do Rio de Janeiro* d'Adauto Lúcio Cardoso (2007). Certaines informations ont été recueillies sur les sites internet www.Rocinha.org, www.favelatemmemoria.com.br, www.vivafavela.com.br et www.vidigal.com.

Carte 6 : Localisation des favelas de Rocinha et de Vidigal dans la Zone Sud de Rio de Janeiro



Source : Justine Ninnin 2014, d'après Google Earth

Les premières maisons sont apparues à Rocinha dès les années 1920, dans le bas du morne. Selon le témoignage ci-dessous, certains esclaves étaient déjà venus s'y installer dès la fin du XIX^e siècle.

« Ici, il y a une grande histoire, les navires négriers passaient sur la baie, près des plages et à l'époque il n'y avait aucun immeuble. Les bahianais et les esclaves venant d'Afrique ont choisi la *Providência* qui est la première favela et puis peu de temps après ils sont venus à Rocinha. [...] Nous on vivait dans des baraques, Rocinha, ça a commencé avec des baraques de bois. Tout était fait de planches de bois. » (Entretien avec Paulo César, habitant de Rocinha, ancien président de l'Association des résidents, le 11/06/2013).

Le terrain n'avait, à l'époque, presque aucune valeur marchande et était occupé par une ferme, *Cebra Cangalha*, appartenant à la compagnie *Castro Guidão*, qui s'étendait sur 55 hectares. La forêt, très dense, ne permettait pas toutefois de vastes plantations. Selon les différentes sources bibliographiques et les récits des résidents, les premiers habitants élevaient du bétail et possédaient des plantations de fruits et légumes et des champs de petite taille (*roças*) ce qui fut, sans doute, à l'origine du nom de *Rocinha* (les petits champs) et ils vendaient leur production au voisinage (Coutinho, 2013). Entre 1927 et 1930, la ferme a été divisée en lots qui ont alors été vendus à des populations venues des campagnes, des petits commerçants portugais et des ouvriers des usines voisines, par exemple, celles des industries textiles du quartier de Jardim Botânico (Silveira, Guimaraes, & Bredariol, 1980). Toutefois, la légalité de la vente des lots n'a pas été reconnue par la Mairie de Rio de Janeiro puisqu'ils ne répondaient pas aux normes urbanistiques en vigueur (assainissement de base, minimum d'infrastructures et d'équipements). La société propriétaire des terrains a fait faillite en 1937 et les terres sont alors devenues la propriété du gouvernement.

« C'est intéressant de comprendre comment la communauté a surgi. Avant il s'agissait d'une plantation où travaillaient des esclaves, plantation de canne à sucre, de café. Cette ferme a fait faillite. Une banque a acheté cette fazenda et a divisé le terrain en lots. À cette époque l'esclavage a été interdit. Beaucoup de ces anciens esclaves avaient une famille dans la région. Avec ce processus de division en lots, quelques-uns ont pu acheter un terrain, tout comme quelques immigrants portugais, espagnols, italiens. Mais la municipalité n'a pas régularisé ces terrains et les gens ont tout de même continué à vivre ici. Et puis, petit à petit, de plus en plus de monde est venu s'installer. » (Entretien avec Antonio Carlos, habitant de Rocinha et leader communautaire, le 08/04/2014).

Pour faciliter l'accès au quartier, les habitants ont créé un chemin en terre battue, prolongeant l'Estrada da Gávea créée en 1917. À l'époque, cet espace était en périphérie de la ville, à laquelle il était relié par ce chemin de terre passant par-dessus le morne, ainsi que par un chemin en corniche le long de la mer, l'avenue Niemeyer, construite en 1916. En 1938, l'Estrada da Gávea est goudronnée, facilitant l'accès aux quartiers voisins. La majorité des habitants se regroupait à l'époque dans le bas de Rocinha, le long de la rue principale et dans la première rue nommée Rua do Boiadeiro (la rue de l'éleveur de bœuf), les habitants faisaient preuve d'ingéniosité pour éviter d'être expulsés :

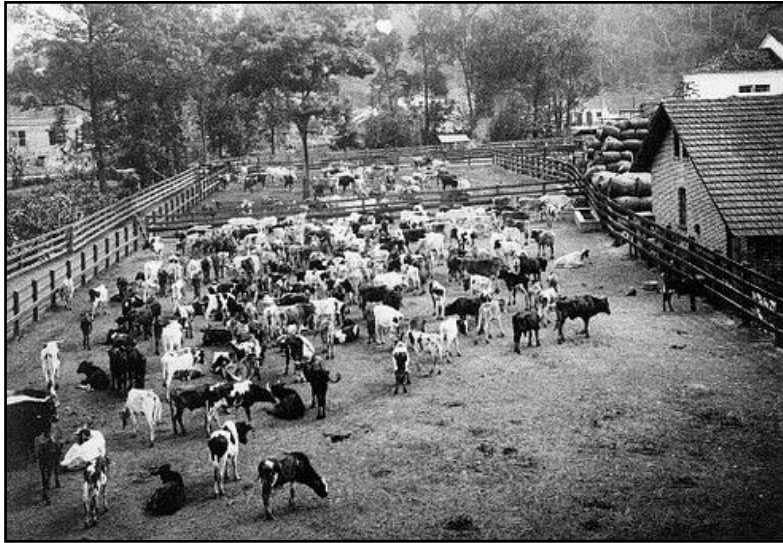
« L'agrandissement de Rocinha s'est fait directement au milieu de la forêt, nous ne pouvions pas construire sur l'Estrada da Gávea, car les maisons auraient été immédiatement détruites. Alors, les gens se sont installés dans les bois, ils construisaient les maisons la nuit ; du coup, cela rendait difficile la venue des policiers. Quand les policiers arrivaient, il y avait des enfants dans les maisons, alors ils ne pouvaient pas détruire ces maisons. Les gens mettaient les enfants d'une maison dans une autre pour empêcher les policiers de les détruire. Du coup, les maisons se sont construites les unes à côté des autres. » (Entretien avec Antonio Carlos, habitant de Rocinha et leader communautaire, le 08/04/2014).

La rumeur selon laquelle il existait à Rocinha des terrains du gouvernement qui pouvaient être occupés sans titre de propriété s'est propagée, le processus d'occupation s'est alors intensifié. Cette favela étant située à proximité de quartiers économiquement dynamiques, sa croissance a été spectaculaire. Un grand nombre d'habitants ont tenté de se rapprocher de leur lieu de travail en s'installant à Rocinha (Oliveira, Sampaio, & Soares, 2009). Le recensement de 1948 montre qu'un quart des favelas et qu'un cinquième de la population qui y réside se concentraient à l'époque dans la Zone Sud (Fundaç o Bento Rubi o, 2006). On distingue plusieurs vagues d'immigration à Rocinha : la première, dans les années 1930, était constituée de ruraux de l'État de Rio, plus spécifiquement venus de la Baixada Fluminense ; la seconde, dans les années 1940, concerne les ruraux des États limitrophes (Espirito Santo, Minas Gerais). Certains sont arrivés à Rocinha directement depuis leur terre d'origine tandis que d'autres ont transité par d'autres logements situés plus loin en périphérie ou ont été délogés des *cortiços*. En 1940, on comptait environ un millier d'habitants à Rocinha.

« La croissance de Rocinha est allée de pair avec la croissance de la ville de Rio de Janeiro et aussi l'agrandissement de la Orla [route littorale de la ville]. Donc il y a eu pas mal de gens qui sont venus de l'intérieur de l'État de Rio, du Sudeste et aussi des gens du Minas entre les années 1930 et 1970. [...] De plus en plus de gens sont venus y vivre, alors ça rendait difficile de virer les gens d'ici. » (Entretien avec Antonio Carlos, habitant de Rocinha et leader communautaire, le 08/04/2014).

Comme le souligne Antonio Carlos, Rocinha s'est développée si vite qu'il est devenu compliqué pour les forces de l'ordre de chasser les habitants. Une telle entreprise aurait nécessité de la part des pouvoirs publics un important programme de déplacements. Or, cet espace, qui était encore situé à la limite des zones urbanisées, n'était pas la priorité de la municipalité qui s'attaquait aux favelas plus centrales. Ainsi, Rocinha a réussi progressivement à se consolider.

Photographie 5 : Rocinha en 1940 : élevage de bœufs dans le largo do Boiadeiro



Source : Rocinha.org

Photographie 6 : Panorama de São Conrado en 1933 avec au fond les premières maisons de Rocinha



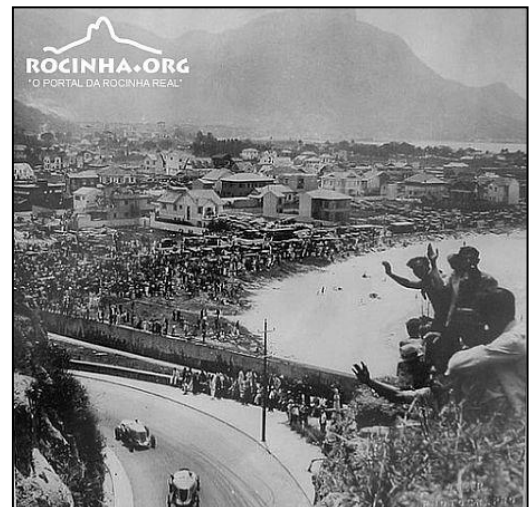
Source : Luciano Ferrez, Instituto Moreira Salles, Arquivo Nacional

**Photographie 7 : Circuit de Gávea en 1937 :
“Curva do S” courbe sinueuse de l’Estrada da Gávea**



Source : Rocinha.org

**Photographie 8 : Circuit de Gávea en 1937 : Mirador de
Leblon ; au fond les quartiers de Leblon et d’Ipanema**



Source : Rocinha.org

Par rapport à Rocinha, les premières habitations illégales sont apparues plus tardivement à Vidigal, au début des années 1940. Le terrain sur lequel elles se sont développées, situé dans la prolongation du quartier de Leblon, avait été remis au major Miguel Nunes Vidigal en 1820, en récompense de services rendus à la nation. Il y a construit une maison à proximité de la plage, la *Chácara do Vidigal*, là où se trouve actuellement l'Hôtel Sheraton. En 1886, l'Ingénieur João Dantas a acheté le terrain, pour installer, avec le soutien de la Compagnie Viação Férrea Sapucaí, le point de départ d'une voie ferrée, qui devait se poursuivre jusqu'au sud du littoral Fluminense. Le projet n'a toutefois pas été concrétisé, mais il a servi de base à la construction de l'avenue Niemeyer en 1916, qui relie Leblon à São Conrado en longeant la mer, le terrain devenant alors plus accessible (cf. photographie 9). Cette même année, la Compagnie Industrial Melhoramentos do Brasil rachetait les terres.

Le premier projet immobilier concernant Vidigal date des années 1930 et prévoyait la construction d'un lotissement dénommé Jardim Vidigal, qui a été à l'origine du quartier formel de Vidigal, situé à l'entrée et se prolongeant à gauche de la rue principale (Araujo & Cardoso, 2007). Les premières habitations informelles se sont installées dans les années 1940 et ont été recensées sous le nom de Favela da Rampa da Avenida Niemeyer, regroupant 1 274 habitants après 10 ans d'existence. En 1942, l'armée décida d'étendre l'Estrada do Tambá, l'actuelle rue João Goulart, afin d'y construire un poste d'observation en altitude. Les travaux de construction ont conduit à l'apparition des premières baraques pour les ouvriers, à proximité de la rue principale

Photographie 9 : Avenue Niemeyer, 1917

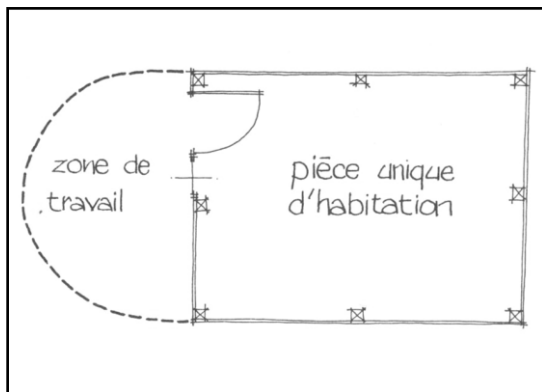


Source : William Nelson Huggins sur Fotolog.com

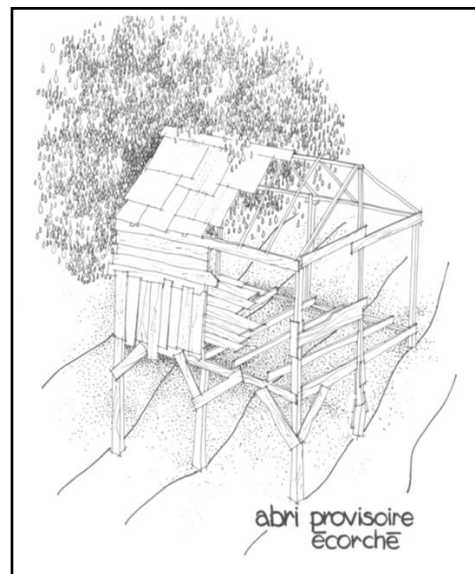
Lors de leur arrivée sur ces mornes, les habitants ont dû rapidement inventer les conditions de leur survie. Les mornes situés entre São Conrado et Leblon offraient une possibilité de construire des logements sur des espaces disponibles situés à proximité des lieux de travail, la difficulté d'accès permettant de les camoufler et de rendre difficiles les interventions des forces de l'ordre. La topographie abrupte réduisait ainsi le risque de délogement immédiat. Le plus souvent, les nouveaux habitants s'installaient au départ chez des connaissances (familles, amis, voisins de leur lieu de résidence d'origine) ou louaient une pièce chez un tiers en attendant de construire leur abri. Drummond (1981) décrit les matériaux

précaires utilisés pour ces premières constructions : boue, planches ramassées sur les chantiers, bidons aplatis, etc. Les gestes techniques sont décrits comme relativement similaires entre les habitants qui reproduisaient presque tous le même modèle d'habitat adapté à la topographie. Ces abris étaient composés principalement d'une pièce unique d'habitation et d'une zone de travail extérieur, pour les tâches ménagères entre autres. Les habitants n'avaient pas accès à l'eau à l'intérieur du logement et s'approvisionnaient aux fontaines collectives. Les eaux usées étaient directement évacuées à l'extérieur, sur le sol. Les abris, tout comme les chemins d'accès construits perpendiculairement aux courbes de niveau, ont épousé les contraintes physiques du territoire

Schéma 1 : Plan et coupe du modèle type d'abri provisoire



Source : Drummond, 1981, p. 29



4. Le retour à la démocratie : vers une amélioration des conditions de vie des habitants des favelas ?

Le retour à la démocratie avec la constitution de 1946 s'est caractérisé par la volonté d'améliorer les conditions de vie des habitants des favelas, le relogement dans les parcs prolétaires étant manifestement un échec. La démarche générale était alors d'apporter des améliorations dans les favelas en attendant que leurs habitants soient relogés dans des logements sociaux. Si les pouvoirs publics ont souhaité intervenir dans ces favelas, c'était notamment dans le but de contrer le « risque communiste » qu'elles représentaient. En effet, lors des élections de 1945, le Parti Communiste du Brésil (PCB) était arrivé en troisième position dans la capitale. Le conservateur Carlos Lacerda, dans une série d'articles publiés en 1948 dans le journal *Correio de Manhã*, soulignait que le foyer du communisme venait avant tout des favelas, et que pour en éliminer les sources, il fallait améliorer les conditions de vie de leurs habitants : cette amélioration leur permettrait à terme de quitter les favelas, qui finiraient par disparaître. Pour mieux évaluer l'étendue du « problème », deux recensements ont été réalisés, le premier en 1948 par la Mairie de Rio de Janeiro et le second en 1950 par l'IBGE. Entre 1950 et 1960, la population des favelas a doublé, passant de 169 305 à 337 412 habitants. La ville de Rio de Janeiro, en devenant une référence pour ceux qui souhaitaient s'enrichir, accueillait de plus en plus de migrants venus de toutes les régions du Brésil, et particulièrement des régions pauvres du Nord et du Nordeste. Ces populations ne possédant

pas toutes les niveaux de formations nécessaires ont été rapidement confrontées au chômage, à la précarité et au manque de logements, s'installant alors dans les favelas dans des conditions de vie difficiles. Durant cette période, de nombreux propriétaires ont revendiqué la possession de leurs terrains occupés illégalement : c'est notamment le cas à Vidigal, où l'entreprise *Industrial de melhoramento do Brasil* a saisi la justice en 1958 pour récupérer ses terres (Gay, 1994). En se mobilisant, une partie des habitants avaient réussi à se maintenir sur place.

Le retour à la démocratie a permis aux populations de s'organiser pour faire pression sur les pouvoirs publics en s'opposant aux relogements massifs et en revendiquant leur maintien sur place à travers l'obtention d'un statut légal et l'aménagement de services publics. Des organisations représentantes des habitants de favelas se sont alors constituées : l'Union des Travailleurs *Favelados* (UTF) en 1954, remplacée par la Coalition des Travailleurs *Favelados* de la ville de Rio de Janeiro (CTFRJ) puis par la Fédération des Associations des Résidents des Favelas de la Guanabara (FAFEG) en 1963. En parallèle, l'Église catholique jouait un rôle essentiel dans la défense des conditions de vie des habitants des favelas. Ces pressions ont abouti à une nouvelle politique d'intervention publique. En 1956, une loi, surnommée la « loi des favelas » prévoyait la construction de logements sociaux tout en autorisant les habitants à occuper les favelas, durant deux ans, en attendant leur relogement. À cette époque, un programme de réhabilitation basé sur l'entraide et l'auto-construction (Opération *mutirão*¹⁸) a été mis en place, les pouvoirs publics fournissant le matériel et les habitants, la main-d'œuvre.

Avec l'arrivée de Carlos Lacerda comme gouverneur de l'État de Guanabara¹⁹ (1960-1965), la modernisation urbaine s'est accompagnée d'une volonté de maintenir l'ordre social et politique, le contrôle des masses populaires passant par des réformes concernant la ville. Les interventions urbaines, organisées par le Plan Doxiadis, ont notamment ciblé les périphéries, avec la volonté de créer un pôle industriel dans la Zone Ouest, dans le secteur de Santa Cruz. L'un des points importants de ce plan était l'élimination des favelas, principalement celles de la Zone Sud. Le gouvernement de Lacerda a mis en place des projets de grands ensembles à la périphérie de la ville en dégagant des ressources grâce à la Banque Nationale du Logement (BNH). Sous l'administration de Lacerda, près de 42 000 personnes ont été relogées et 27 favelas ont été éradiquées partiellement ou en totalité (Soares Gonçalves, 2010, p. 161). Cette politique urbaine a été vivement critiquée par les forces de gauche qui la qualifiaient de politique autoritaire d'exclusion des pauvres.

À cette époque, la Zone Sud connaissait un boom immobilier, avec la verticalisation du quartier de Copacabana. Les politiciens et les promoteurs immobiliers avaient alors tout intérêt à « défavelatiser » cette zone. Néanmoins, le développement de ces quartiers formels a demandé une importante main-d'œuvre, qui a contribué à alimenter la population des favelas : entre 1950 et 1960, la population des favelas de la Zone Sud a augmenté de 51 % (IBGE). Rocinha et Vidigal ont continué à recevoir un flux important de population, arrivant entre autres du Nordeste du Brésil. En effet, l'ouverture de la route entre Salvador de Bahia et Rio

¹⁸ Les *mutirões* sont des efforts communs des habitants pour participer à l'amélioration de leur quartier.

¹⁹ Avec le transfert de la capitale vers Brasília, l'ancienne capitale, Rio de Janeiro, se constitue en un État : l'État de Guanabara, qui durera jusqu'en 1975.

de Janeiro en 1960, a provoqué une troisième vague de migrations, alimentée par les populations fuyant les cycles de sécheresse du Nord-Est du pays. On disait à l'époque que le Nordeste s'était transféré à Rocinha (Pandolfi & Grynszpan, 2003). La majorité de la population de Vidigal était quant à elle constituée de *Mineiros* (de l'État du Minas Gerais) et de *Cariocas*.

« Après sont arrivés beaucoup de Nordestins²⁰ et là ils ont commencé de nouvelles constructions. [...] D'abord, les noirs bahianais sont arrivés ici. Quand on parle des Nordestins, au départ on parle des noirs bahianais. Après sont arrivés les *Cearenses*, *Pernambucanos* et *Paraibanos* qui aujourd'hui sont plus de 90 % de cette communauté du Nordeste à Rocinha » (Entretien avec Antonio Carlos, habitant de Rocinha et leader communautaire, le 08/04/2014).

Malgré la volonté d'éradiquer les favelas de la Zone Sud, Rocinha et Vidigal se sont consolidées, comme l'atteste l'étude de la SAGMACS qui montre qu'en 1960 Rocinha était relativement bien équipée en services : poste de police, centre de santé, ambulance, école, chapelle, églises, clubs récréatifs, magasin d'alimentation, boucherie, boulangerie, confiserie, pharmacie, etc. La majorité des habitants de Rocinha étaient à cette époque des ouvriers du bâtiment et des industries, des fonctionnaires de la Mairie ou bien ils vivaient de plusieurs petits boulots (*biscateiros*) (SAGMACS, 1960). Avec l'arrivée massive de population, les constructions se sont étendues vers le haut de la favela, tandis que les premières zones occupées se consolidaient. À Vidigal, les logements se sont multipliés le long de l'Estrada da Tamba, mais les constructions étaient toutefois surveillées et freinées par un contrôleur fiscal qui représentait les intérêts des propriétaires fonciers, parmi lesquels figurait la Compagnie Industrial Melhoramentos do Brasil. Les habitants de la favela faisaient preuve d'ingéniosité pour construire discrètement leur maison et mettre le contrôleur devant le fait accompli, au risque d'être durement réprimandés par la police. Toutefois, en raison de la difficulté d'accès à la favela, les policiers n'y pénétraient que rarement. Par ailleurs, les conditions de vie y étaient encore très rudimentaires :

« Vidigal jusqu'en 1960 était un lieu où 70 % de la population n'avait pas d'eau, pas d'électricité et pas de transport. Et il y avait seulement une école municipale : Almirante de Tamandaré. À mon époque, jusqu'en 1960, les rues n'étaient pas bétonnées, nous n'avions pas d'assainissement de base, pas d'égout ; il n'y avait pas ce genre de choses très importantes, c'est pour ça qu'il y avait beaucoup de maladies. » (Entretien avec Antony Carlos de Alleluia, ex-habitant de Vidigal et fondateur d'une ONG locale, le 19/06/2013).

Finalement, bien que Carlos Lacerda ait clairement démontré sa volonté de faire disparaître les favelas en en rasant 27, situées principalement dans la Zone Sud, Rocinha et Vidigal ont réussi à se maintenir. D'une part, ces favelas étaient encore situées aux limites des zones de forte valorisation, même si le quartier de São Conrado commençait déjà à cette époque à se développer. Barra était encore une zone rurale et le gouvernement Lacerda s'attaquait principalement aux favelas situées sur les collines autour du lac (Lagoa Rodrigo de Freitas). D'autre part, le développement des quartiers de Copacabana, Ipanema, Leblon, Gávea, Jardim Botânico et Lagoa, a mobilisé une main d'œuvre importante, rendant difficile pour les pouvoirs publics de contenir les flux massifs de population arrivant dans ces deux favelas. Leurs habitants travaillaient à la construction des bâtiments de ces quartiers aisés ou étaient employés comme domestiques au service des familles riches qui s'y étaient installées.

²⁰ Noms donnés aux personnes venant de la région du Nordeste

5. La dictature militaire (1964-1985) et la politique autoritaire de relogement massif

Durant la dictature, qui débute avec le coup d'État de 1964, la politique urbaine a poursuivi le processus d'éradication et de relogement massif déjà entrepris sous Lacerda, poursuivi par Negrão Lima (1965-1970) puis par Chagas Freitas (1971-1975). Le Plan National de l'Habitat de 1964 soutenait l'accès à la propriété des classes populaires. Durant cette période, les habitations dans les favelas ont connu une valorisation immobilière du fait de la stratégie de certains propriétaires qui, ne voulant pas accepter la proposition de relogement, vendaient leur maison plus cher que sa valeur réelle à une famille qui bénéficierait du relogement. Plutôt que d'empêcher ce type de pratiques, certaines associations de résidents ont participé à ce processus en percevant un pourcentage sur les ventes (Soares Gonçalves, 2010).

Le gouvernement de Negrão Lima, suivant celui de Lacerda, a mené une politique ambiguë vis-à-vis des favelas. En effet, soutenu en partie par les classes populaires, il prévoyait l'urbanisation de certaines favelas, mais sans abandonner par ailleurs les relogements massifs afin de « défavéliser » la ville et plus particulièrement la Zone Sud. En 1967, le gouvernement présenta son « plan d'éradication des favelas et d'urbanisation de Rio de Janeiro » et c'est à cette période que la favela de Vidigal a été menacée de démolition, la compagnie Industrial Melhoramentos do Brasil souhaitant vendre des lots. Les habitants ont alors résisté et créé la première association de résidents en juillet 1967 (Gay, 1994). S'ils ont été autorisés par la municipalité à effectuer des travaux sur leur maison, l'association de résidents devait toutefois s'assurer qu'il n'y avait pas de construction de nouveaux logements. Elle devenait alors un instrument de contrôle sous l'égide militaire, d'où sa fragilisation puis sa disparition (Burgos, 1998).

La création de la CHISAM (Coordination de l'habitation d'intérêt social de l'aire métropolitaine du grand Rio) a renforcé l'option de relogement massif. Lorsque l'État imposait leur déplacement, les habitants avaient différentes possibilités : soit, on mettait à leur disposition un lopin de terre dans la périphérie pour qu'ils y construisent un logement ; soit, ils emménageaient dans un ensemble résidentiel prévu pour ces relogements. C'est notamment à cette période qu'a été construit l'ensemble résidentiel de la Cidade de Deus²¹ qui accueillait des populations déplacées. Les habitants devaient payer des mensualités pour accéder à terme à la propriété. Dans certains cas ces relogements se sont avérés être un échec, une partie de la population ne pouvant rembourser le financement de la BNH qui prévoyait l'accession à la propriété privée. De plus, les habitants déplacés devaient souvent affronter une perte d'emploi liée à l'éloignement des zones d'activité : les emplois étant principalement situés dans les quartiers plus aisés (services domestiques, emplois du bâtiment), ils avaient également moins de possibilités de faire des « petits boulots » informels en complément et devaient aussi faire face à la hausse des frais de transport, ainsi qu'au paiement des impôts et des taxes, du fait de la légalité de leur logement. Ainsi, le budget de certaines familles

²¹ Ce quartier a inspiré en 2002 le film *La Cité de Dieu (Cidade de Deus)* coréalisé par Fernando Meirelles et Kátia Lund, adapté du roman du même nom de Paulo Lins publié en 1997. Ce roman s'est inspiré des recherches de l'anthropologue Alba Zaluar regroupées dans son livre *A Máquina e a Revolta* (1985). Paulo Lins a été son assistant de recherches durant 9 ans.

relogées explosait, elles n'arrivaient pas à assumer le remboursement du prêt et étaient obligées de quitter leur logement et de se réinstaller dans une autre favela. La politique de relogement était donc limitée dans la mesure où elle n'a pas toujours fourni les infrastructures, équipements et services nécessaires dans le quartier d'accueil, et ne garantissait pas l'accès à un emploi à proximité. Cependant, à travers l'exemple de la Cidade de Deus, Alba Zaluar (1985) a montré que les habitants ont réussi à reconstruire une vie sociale locale, à travers des réseaux et des associations. Le relogement n'a donc pas toujours été un échec.

Cette politique a été abandonnée en 1974, après avoir déplacé et relogé plus de 139 218 personnes depuis 1962 : 41 958 sous Lacerda, 70 000 sous Negrão Lima et 27 260 sous Chagas Freitas, correspondant à l'éradication de 80 favelas. La politique de logement de la dictature militaire a finalement profondément renforcé la ségrégation socio-spatiale à Rio de Janeiro, repoussant chaque fois plus loin les populations pauvres.

« La politique des favelas, à Rio de Janeiro, a en effet reposé sur une volonté explicite des pouvoirs publics de séparer les pauvres du reste de la population. L'inscription des inégalités sociales croissantes dans l'espace urbain s'explique par la multiplication des expulsions autoritaires suivies de relogements dans de grands ensembles situés à la périphérie, le plus souvent inadaptés aux besoins des populations qu'elles accueillait, car dépourvus des installations minimales nécessaires à la salubrité et à la vie en commun » (Goirand, 2000, p. 89).

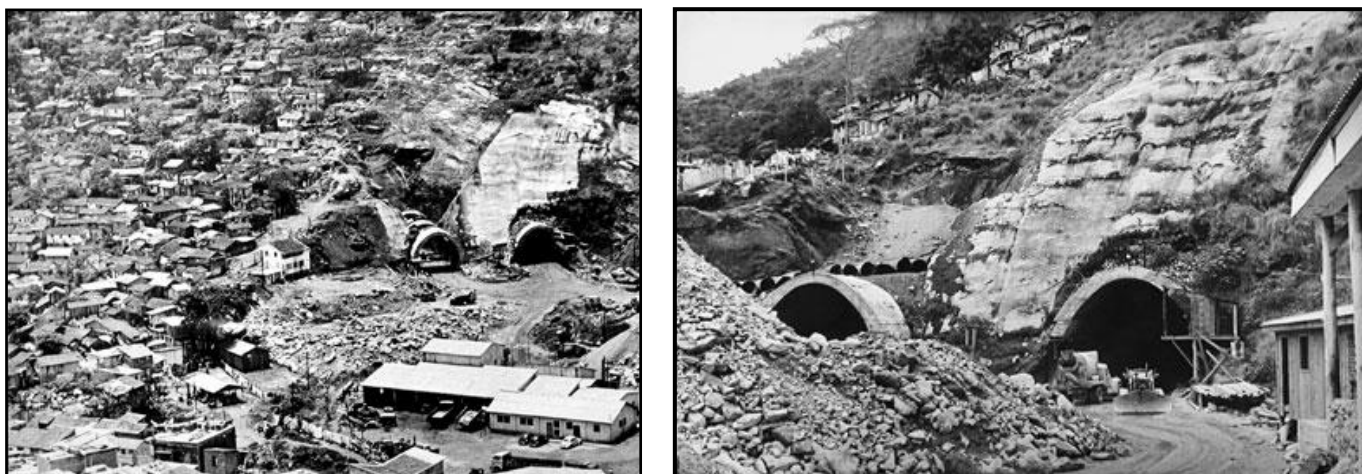
La fragmentation socio-spatiale de la ville a donc été le résultat de la tentative de maîtriser par la force la répartition de la population dans l'espace urbain. Sous la dictature, le « problème de la favela » était abordé en termes de répression et de police. Les habitants étaient délogés dans la violence, les expulsions créaient de véritables chocs psychologiques (l'usage d'armes, des bulldozers arrivant à n'importe quel moment, les pertes matérielles, la séparation de la famille et des voisins, la difficulté de s'adapter à la nouvelle vie imposée...). « Les expulsions violentes ont ainsi entretenu un lien direct avec l'autoritarisme politique, la centralisation administrative et la bureaucratisation, caractéristiques du régime de 1964 » (Goirand, 2000, p. 89). Pourtant, Rocinha et Vidigal ont encore une fois résisté, alors que d'autres favelas à proximité ont été entièrement rasées, comme la favela Praia do Pinto, située dans le quartier de Leblon. Cette favela qui était considérée comme « un kyste en plein cœur de Leblon » (CHISAM, 1969, p. 17), avait étonnement été dévastée par un incendie en 1969. Une grande partie de sa population avait déjà été relogée dans les immeubles de la *Cruzada São Sebastião* à Leblon, une autre a dû se reloger dans la Zone Ouest, enfin, certains sont allés s'installer dans les favelas voisines, dont Rocinha et Vidigal. À la place de la favela Praia do Pinto a été construit un immeuble pour loger les classes aisées.

Avec l'arrivée toujours plus massive de population, Rocinha et Vidigal ont connu des processus de consolidation, de densification et de verticalisation. À Rocinha, en 1964, la zone plus plane située au pied de la favela, l'actuel Bairro Barcelos, a été divisée en lots par l'entreprise *Cristo Redentor*, cet espace formant alors un petit village de maisons : le quartier de Barcelos surnommé « vila rica » (le village riche) sur la via Apia (ramification de l'Estrada da Gávea). La municipalité, de nouveau, n'a pas reconnu la légalité de ces lots, car ils ne possédaient pas la surface minimum légale (80 m²) ; toutefois, tous les terrains ont été vendus et occupés par de nouveaux habitants.

« Les maisons du Bairro Barcelos étaient toutes alignées, les rues étaient tracées. Il y avait des égouts. Les personnes qui habitaient plus haut dans la favela étaient jalouses des personnes d'en bas, qui voulaient être différentes » (Entretien avec Ana, habitante de Rocinha, 24/03/2014).

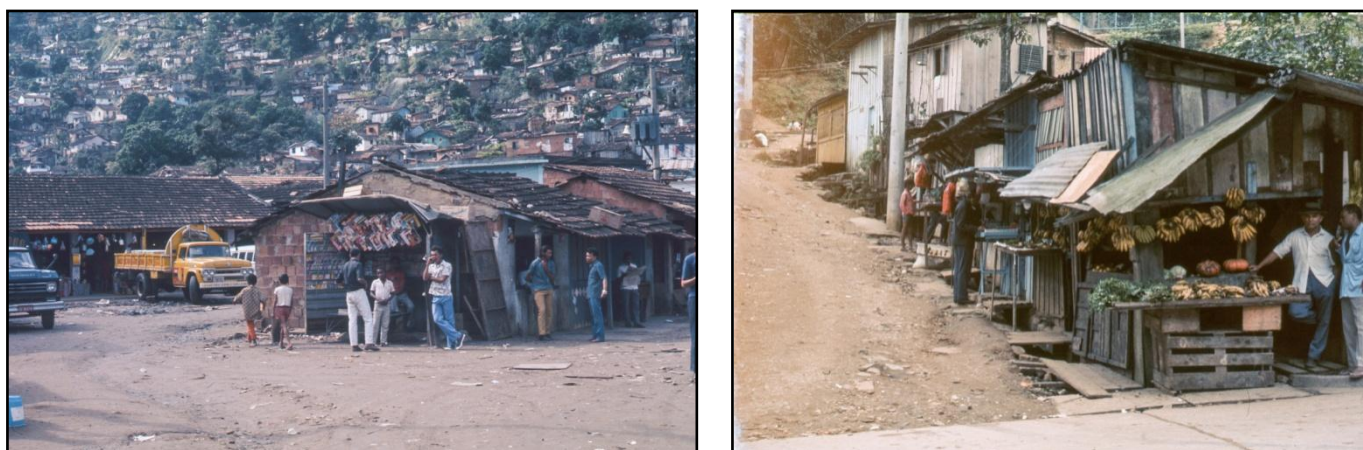
Dans les années 1970, ces deux favelas ont connu une forte croissance démographique puisqu'elles accueilleraient une partie des populations délogées de favelas rasées dans la Zone Sud (Praia do Pinto : déplacement de 15 000 habitants ; favela Catacumba, déplacement de 9 100 habitants, relogés à la Cidade de Deus). De plus, la construction en 1971 du tunnel Zuzu Angel, sous la montagne des Dois Irmões, afin de relier directement le quartier de Lagoa à São Conrado et se rendre ainsi plus rapidement dans la Zone Ouest par l'autoroute Lagoa Barra, a joué un rôle considérable dans le développement de Rocinha. Ce nouvel axe routier a dynamisé le bas de la favela où de nombreux commerces ont ouvert.

Photographie 10 : Travaux de construction du Tunnel Zuzu Angel, 1971



Source : www.rocinha.org

Photographie 11 : Bas de la favela de Rocinha en 1973



Source : Photos de Martine Berger

À Vidigal, avec la croissance démographique et la densification, l'espace s'est transformé et l'on pouvait alors distinguer trois zones : la première, plus ancienne et plus peuplée, était située sur la corniche (cf. photographie 12). La deuxième, nommée Sobradinho, située plus en hauteur, possédait des caractéristiques plus rurales notamment avec la présence de plantations de maïs ou de manioc, et la densité y était plus faible. Enfin, la troisième zone, plus récente, correspondait au quartier formel et légal de Vidigal, le « quartier noble » comme

certain le surnom, construit dans les années 1960 dans la partie basse de la colline, à droite de l'Estrada da Tambá.

Photographie 12 : Favela de Vidigal en 1970

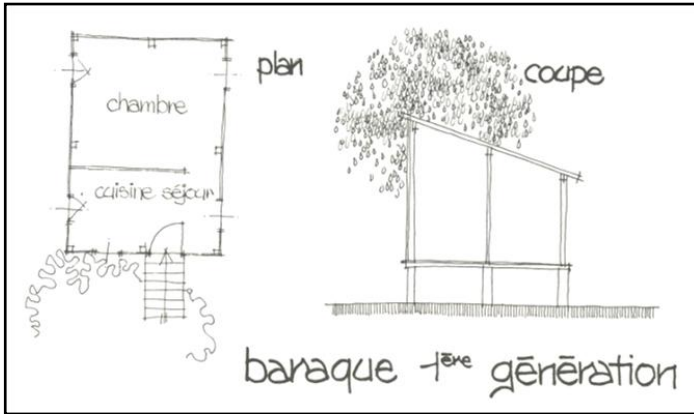


Source : <http://www.skyscrapercity.com>

« En 1968, il y avait cette partie où nous sommes [l'entretien se déroule dans le quartier formel de Vidigal, situé au bas de la colline], une zone divisée en terrains qui ont tous été vendus. L'autre côté de la rue João Goulart a commencé à être occupé par les habitants qui venaient d'autres États, principalement Nordeste et Minas Gerais, ils ont commencé à occuper la zone boisée. Donc à partir de 1968, il y a eu le début de ce quartier, d'ici vers en haut (le quartier de Sobradinho). Avant c'était une forêt, une zone militaire. Et puis il y a eu un accident, une roche est tombée et a délogé environ 30 familles ; du coup, les familles sont allées occuper cette partie, au sommet, qui aujourd'hui est appelée *Avrão*. Depuis que ces familles ont occupé cette partie dans les années 1970, ça n'a pas arrêté de s'agrandir. [...] En fait, jusque dans les années 1970, il y avait un homme appelé « *o Verdureiro* » (le Jardinier), qui avait une plantation de légumes, il élevait aussi des porcs et des chèvres. C'était dans la zone où se situe l'actuelle *Vila Olímpica* [aménagements sportifs au sommet de la favela]. De là jusqu'à *Avrão* c'était à lui, il occupait les lieux pour mettre ses plantations et ses animaux. C'était une personne très bien, un travailleur, et puis son terrain a été pris par les personnes qui arrivaient pour s'installer. Et puis dans cette zone, il y avait une source d'eau, là où aujourd'hui il y a la *Vila Olímpica* et le parc écologique. À partir de 1972, l'endroit qu'on appelle « Quatorze », a commencé à être occupé. » (Entretien avec Antony Carlos de Alleluia, ex-habitant de Vidigal et fondateur d'une ONG locale, le 19/06/2013).

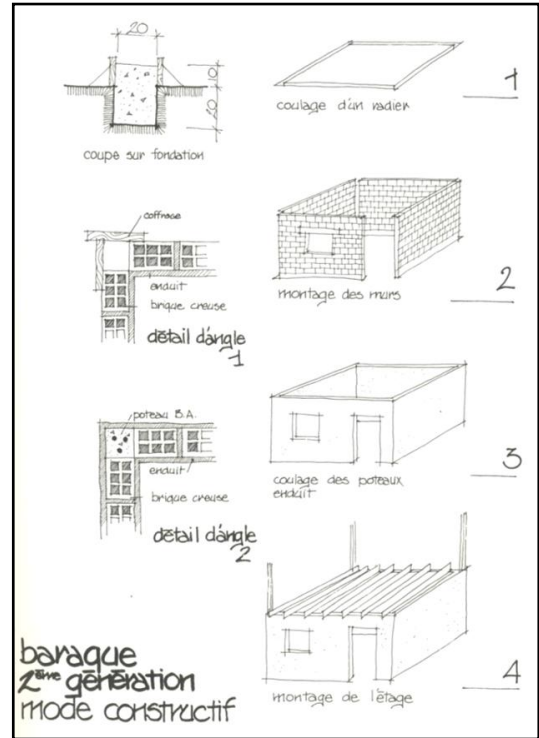
Dans ces deux favelas, outre la densification on observe un processus de consolidation des habitations existantes. Progressivement, à mesure des améliorations apportées au bâti, les abris provisoires se sont transformés en baraques avec notamment l'agrandissement ou la division d'une pièce. Les matériaux les plus précaires ont été remplacés et la structure solidifiée. Selon Didier Drummond, « l'architecture est déjà exemplaire et tendra [...] vers une expression très typique d'une urbanité pensée dans un premier temps comme un défi à la ville d'asphalte » (Drummond, 1981, p. 28). Alors que la baraque de première génération était principalement en bois, l'habitant a consolidé peu à peu son logement en utilisant des briques. Comme la densification croissante empêchait l'extension horizontale des logements, la baraque de deuxième génération, consolidée par des briques et du ciment, comportait souvent un étage supplémentaire.

Schéma 2 : Plan et coupe du modèle type de baraque de 1^{ère} génération



Source : Drummond, 1981, p. 47

Schéma 3 : Mode de construction du modèle type de baraque de 2^{ème} génération



source : Drummond, 1981, p. 57

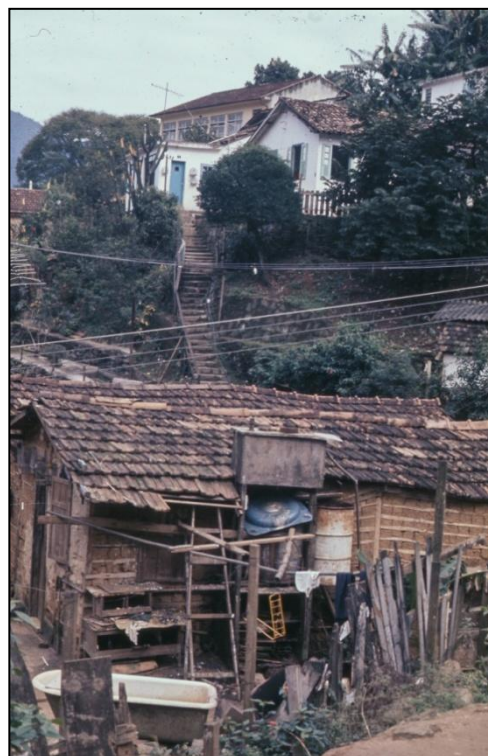
Les illustrations et photographies suivantes montrent les transformations des logements à Rocinha au début des années 1970. On y trouvait encore de nombreuses baraques en bois, mais on observait déjà un processus de consolidation avec l'usage de briques et de béton. Les ruelles et escaliers ont également été bétonnés. Les habitants s'approvisionnaient en eau aux fontaines et ils raccordaient les canalisations de leur logement aux égouts à l'air libre. Les ordures étaient par ailleurs un problème central dans les favelas qui ne disposaient pas de système de ramassage et dont les égouts coulaient encore à ciel ouvert.

Photographie 13 : Habitants de Rocinha qui s'approvisionnent en eau aux fontaines extérieures en 1973



Source : photos de Martine Berger

Photographies 14 : Habitations à Rocinha et Cantagalo (situé entre Ipanema et Copacabana) en 1973



Source : photos de Martine Berger

II VERS UNE CONSOLIDATION ET UNE RECONNAISSANCE JURIDIQUE DES FAVELAS

La fin des années 1970 a été marquée par la libéralisation du régime autoritaire, mais cette transition s'est effectuée sans réelle rupture, plutôt en continuité. En effet, si les militaires ont accepté une transition progressive, c'était notamment pour éviter une rupture violente et garantir ainsi leur présence dans les nouvelles institutions démocratiques. Comme le souligne Olivier Dabène, « l'héritage autoritaire brésilien, encore perceptible au début du XXI^e siècle, a été façonné par le temps long de la société coloniale, et par le temps court de deux dictatures au XX^e siècle (1930-1945 et 1964-1985) » (Dabène, 2008, p. 98). L'ouverture démocratique s'est accompagnée d'une transformation géopolitique avec la fusion de l'État de Guanabara (comprenant l'ancienne capitale fédérale : Rio de Janeiro) et de l'État de Rio de Janeiro, afin de mieux concurrencer économiquement celui de São Paulo.

1. Transition démocratique et interventions dans les favelas

Face à l'échec des relogements massifs, la politique a été infléchie progressivement vers la reconnaissance des favelas et leur réhabilitation. Le *Journal do Brasil* du 3 avril 1977 affirmait que les *favelados* n'avaient jamais été aussi peu « importunés », relogés seulement pour des questions de risque ou pour la réalisation de grands travaux et soulignait en conclusion : « la favela s'institutionnalise, acquiert un statut, est presque consolidée ».

Toutefois, en 1977, la municipalité a tenté d'éradiquer la favela de Vidigal en invoquant le risque d'effondrement des maisons du fait de l'érosion des sols, et prévoyait de reloger les habitants dans la Zone Ouest. En réalité, la société Rio Towers y projetait la construction d'un complexe hôtelier de luxe avec une localisation exceptionnelle dans la Zone Sud face à l'océan, mais elle n'en avait pas avisé les habitants. Alors que les pouvoirs publics commençaient à expulser une partie d'entre eux, de fortes revendications ont éclaté et la voix des habitants a été relayée par divers acteurs comme l'Église catholique, l'Association brésilienne de la presse (ABI), l'Institut des Architectes du Brésil (IAB), des artistes, des intellectuels, des juristes et des élus, accusant tous les pouvoirs publics d'être de connivence avec le marché immobilier. La municipalité a fini par céder face à la pression. Cette victoire est encore à l'heure actuelle un symbole de lutte dans un contexte d'ouverture politique et d'opposition de plus en plus manifeste au régime militaire. Après cet événement, l'Église a créé la Pastorale des favelas pour apporter un soutien aux populations menacées d'éviction. Cette victoire a ouvert la voie à l'urbanisation de la favela qui, jusque-là, n'avait qu'un accès précaire aux infrastructures sanitaires de base, à l'électricité, à l'eau et à la collecte de déchets. Les habitants avaient alors seulement accès à l'eau potable grâce à la source située au sommet de la favela et ne disposaient pas de système pour évacuer les eaux usées. Certaines personnes disposaient d'un accès à l'électricité, car elles avaient les moyens d'avoir un compteur électrique et d'en payer l'installation. Avec la visibilité acquise par Vidigal du fait de sa résistance, les pouvoirs publics ont commencé à y entrer. Les habitants ont alors reçu un soutien inattendu de la part du pape Jean-Paul II qui souhaitait se rendre à Vidigal lors de son séjour au Brésil en 1980, notamment après avoir eu écho du rôle actif de l'Église Catholique dans la lutte contre la démolition des logements. La municipalité devait donc rapidement

prévoir des aménagements, Vidigal devenant en quelque sorte une vitrine de la ville. Cette visite du pape a, en quelque sorte, assuré la pérennité de Vidigal. Les pouvoirs publics ont alors construit un bureau de poste, un local pour l'association des résidents, un poste de santé, ils ont aussi entamé la canalisation des égouts, assuré la connexion au réseau électrique, et organisé des espaces pour la collecte des déchets, ces différents travaux s'appuyant sur la participation des habitants sous forme de *mutirão* (Gay, 1994).

« La visite du pape fut un événement très marquant pour la favela, notamment à travers la légitimité que cette visite a apporté au lieu. Si le pape est passé dans cette favela, la détruire semble après cela beaucoup plus compliqué. [...] L'entreprise Light [entreprise qui fournit l'électricité] a pénétré à cette époque dans la favela, il ne faut pas croire que c'était vraiment pour les habitants, c'était plus pour éclairer le chemin que le pape emprunterait. Il fallait que l'avenue principale soit éclairée pour la venue du pape. Tous souhaitaient que cette visite se déroule au mieux, alors les pouvoirs publics et les habitants se sont organisés ensemble. Par exemple pour la question de la sécurité, les policiers et habitants ont travaillé ensemble pour la sécurité du pape lors de sa visite. Chaque policier était associé à un habitant afin que les habitants puissent indiquer aux policiers qui était habitant et qui ne l'était pas » (Ancien Président de l'Association des Habitants de Vidigal, débat public Fala Vidigal, 18/03/2014).

« Il y a eu la visite du pape Jean-Paul II et à partir de là, Vidigal a commencé à grandir, ils ont installé de l'eau. Ici en bas à partir de cette époque, 80 % des maisons avaient de l'eau, la télévision, et les égouts. Et la rue principale qui s'appelait à l'époque Estrada Tabaré a été revêtue entièrement de goudron. [...] Ici, quand j'étais plus jeune, il y avait seulement un supermarché, une boulangerie, un autre supermarché tout petit et le reste c'était des bars ou des *lanchonetes* (*snacks*), il fallait tout acheter en bas. » (Entretien avec Antony Carlos de Alleluia, ex-habitant de Vidigal et fondateur d'une ONG locale, le 19/06/2013).

Photographie 15 : Visite du pape Jean-Paul II à Vidigal le 2 juillet 1980



Source : Archive *O Globo*, photo d'Anibal Philot



Source : Archive *O Globo*, photo d'Antônio Andrade



Source : Archive *O Globo*, Photo d'Anibal Philot



Source : Archive *O Globo*

Les services publics ont alors commencé à s'installer dans les favelas. En 1979 le projet d'électrification d'intérêt social de l'entreprise Light (dont l'État est actionnaire) marquait la volonté de développer un réseau à l'intérieur des favelas. En 1986, on comptait 580 favelas raccordées au réseau d'électricité. À Rocinha, les années 1970 ont été marquées par l'organisation collective des habitants afin de revendiquer l'accès aux services publics comme la santé, l'éducation, l'eau, la lumière et l'assainissement de base. Ainsi, en 1977, les habitants ont gagné l'une de leurs premières victoires pour l'amélioration de leurs conditions de vie avec la construction de la passerelle qui traverse l'autoroute *Lagoa Barra*, l'installation d'un système de distribution d'eau par la CEDAE (Compagnie d'État de distribution d'eau et d'électricité) dans la partie basse de la favela et l'organisation de *mutirões* de nettoyage.

« J'habitais à Ropas Sujás [sous-quartier de Rocinha], aujourd'hui on ne dit plus Ropa Suja, mais RS, c'est plus chic ! [...] À l'époque, c'était vraiment dur, encore plus avec la dictature, les pouvoirs publics ne se préoccupaient pas de nous, ils ne donnaient pas d'attention aux favelas. Et puis l'État a commencé à se réorganiser, alors ils sont venus dans la favela pour prendre des votes. Mais on ne leur donnait rien. Et on a commencé à s'organiser pour arriver à avoir l'électricité, l'éclairage, de l'eau, mais ça n'a pas été facile. Beaucoup de gens ont perdu la vie dans les luttes ! Moi je suis un des survivants qui luttait pour ça aussi ». (Entretien avec Paulo César, habitant de Rocinha, ancien président de l'Association des résidents, le 11/06/2013).

Comme le souligne cet habitant de Rocinha, l'époque du retour à la démocratie a été marquée par l'entrée des pouvoirs publics dans les favelas, non plus dans l'optique d'expulser leurs habitants, mais pour y faire des aménagements. Cette entrée s'est accompagnée par ailleurs du développement du clientélisme, les classes populaires représentant en effet un réservoir non négligeable pour les élections qui allaient être organisées quelques années plus tard (les personnes non alphabétisées ont notamment obtenu le droit de vote en 1985). Les pratiques de l'administration du nouveau gouverneur de l'État de Rio de Janeiro élu en 1982, Leonel Brizola, ont été qualifiées de populistes et clientélistes, marquant « un lien définitif entre le vote et l'accès aux ressources de l'État » (Goirand, 1998, p. 123). Ce gouverneur a repris le principe d'une urbanisation sans déplacements de population et a tenté de renforcer la participation communautaire des habitants. Il cherchait alors à transformer les favelas en « quartiers populaires ». Sa politique s'est appuyée d'une part sur la fin des opérations policières dans les favelas, afin de rompre avec les interventions violentes du régime autoritaire, d'autre part sur le développement des services publics, sur la participation des habitants, avec notamment l'organisation de *mutirões* utilisant la main-d'œuvre locale pour les aménagements (égouts, amélioration de l'accessibilité, réduction des risques, construction d'équipements collectifs, etc.), et enfin sur la régularisation foncière à travers l'offre de titres de propriété.

À cette époque, les aménagements internes à Rocinha se poursuivent et les services publics se développent avec la construction d'écoles, de crèches, de centres communautaires, d'un bureau du CEDAE, d'un centre de santé accompagné de la mise en place d'agents communautaires de santé par l'UNICEF et le Secrétariat Municipal de Développement Social de la ville (SMDS). Rocinha a également reçu l'appui du gouvernement dans les travaux collectifs pour réaliser la canalisation du *valão* (ancien cours d'eau devenu égout) qui circulait dans la partie basse de Rocinha. Ces travaux nécessitant la destruction de maisons, une partie des 76 familles déplacées ont été relogées dans des maisons construites par les pouvoirs

publics dans le quartier de Laboriaux, au sommet de la colline. Ces relogements posaient problème, car il s'agissait à la fois d'une zone à risque et d'une zone de protection environnementale, puisque située dans la Forêt de Tijuca.

« Les *mutirões* ont aussi permis aux habitants de ne pas être virés. Les habitants s'organisaient pour faire des *mutirões de limpeza* [organisation collective de nettoyage], ça a commencé du côté du *valão*, avant il s'agissait d'une rivière, aujourd'hui c'est un égout. À cette époque, il y avait tous les discours d'hygiénisation, l'hygiénisation, ça n'est pas l'urbanisation, c'est détruire, déloger pour régler les problèmes sanitaires. Les gens ont canalisé les égouts. Une partie des maisons en bas ont été détruites et les habitants ont été en partie relogés dans le quartier de Laboriaux et d'autres à la Cidade de Deus » (Entretien avec Antonio Carlos, habitant de Rocinha et leader communautaire, le 08/04/2014).

Dans cette partie de Laboriaux, le gouvernement a distribué des titres de propriété sur quelques terrains, c'est notamment le cas de cette habitante de Rocinha, Ana :

« Quand je suis arrivée, j'ai d'abord loué une maison en haut de Laboriaux et avec mon mari, aujourd'hui décédé ; on a construit cette maison, où nous sommes actuellement, sur un terrain qui possède un titre de propriété ; avant c'était une maison de bois et on l'a consolidé petit à petit. Le temps de la construction, on louait une baraque un peu plus loin, moi je payais le loyer et mon mari achetait avec son salaire les matériaux de construction. Pendant mes trois premières années ici, la propriétaire qui me louait la maison ne supportait pas les enfants ; alors c'était très dur, car j'avais deux petits et ils ne pouvaient pas jouer dans la maison, alors dès que je pouvais j'emmenais mes enfants à la plage ou au parc de Joquei. » (Entretien avec Ana, habitante de Laboriaux, Rocinha, 24/03/2014).

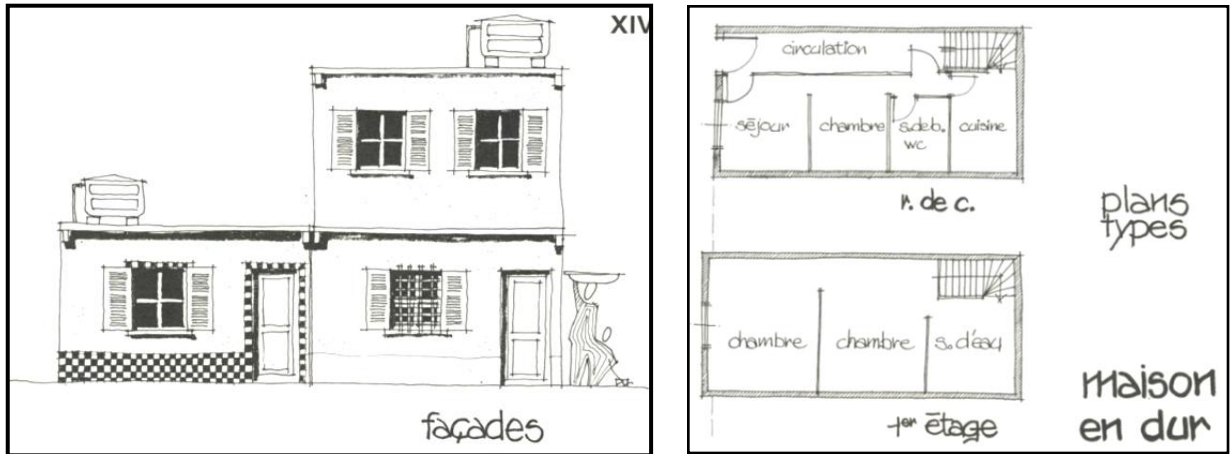
Au-delà des aménagements internes, le processus de reconnaissance, voire d'institutionnalisation des favelas, a été affirmé, les textes juridiques étant de plus en plus précis et certaines favelas ont été reconnues comme des Régions Administratives (RA)²², comme c'est le cas de Rocinha en 1986. Si cette reconnaissance administrative a facilité les aménagements urbains et les interventions publiques, cela n'a pas pour autant permis de réaliser les plans d'occupation des sols et le cadastre.

« Quand j'étais administrateur, il n'y avait même pas de structure, j'étais tout seul, je restais dans un bureau de la CEDAE puis la Mairie a loué une maison au-dessus de l'église et j'ai monté la structure et employé six personnes. À cette époque, le gouvernement avait mis en place le conseil des communautés qui n'était pas délibératif, mais consultatif. Le conseil se réunissait une fois par mois avec la municipalité pour discuter des problèmes locaux et des besoins. C'était une grande avancée, car même si les problèmes n'étaient pas réglés, au moins le maire était au courant des choses, certains problèmes étaient résolus, d'autres non. Quand je suis parti, ils ont changé de philosophie ; au départ, pour être administrateur il fallait être habitant [...] après ils ont commencé à mettre des gens de l'extérieur, qui n'avaient pas de rapport avec Rocinha et ils ont abandonné la structure » (entretien avec Martins, ancien administrateur de la Région Administrative de Rocinha, 14/04/2014).

La reconnaissance des favelas de Rocinha et de Vidigal dans la division administrative du territoire confirma alors juridiquement leur place dans la municipalité de Rio de Janeiro. On peut affirmer qu'à partir de là, ces favelas ont commencé leur processus d'institutionnalisation. Rocinha est à la fois une Région Administrative et un quartier, et Vidigal est un quartier dans la région administrative de Lagoa. Toutefois, cette division d'ordre juridique consiste plus à délimiter les périmètres pour des raisons administratives et

²² Les décrets n°3157 et n°3158 du 23/07/1981 instituent la division territoriale de la ville avec une structure organisationnelle composée des Zones de Planification (Áreas de Planejamento) (AP), des Régions Administratives (Regiões Administrativas) (RA) et des quartiers (Bairros). En 1986 Rocinha obtient le statut de Région Administrative ; jusque-là, elle appartenait à la RA de Lagoa.

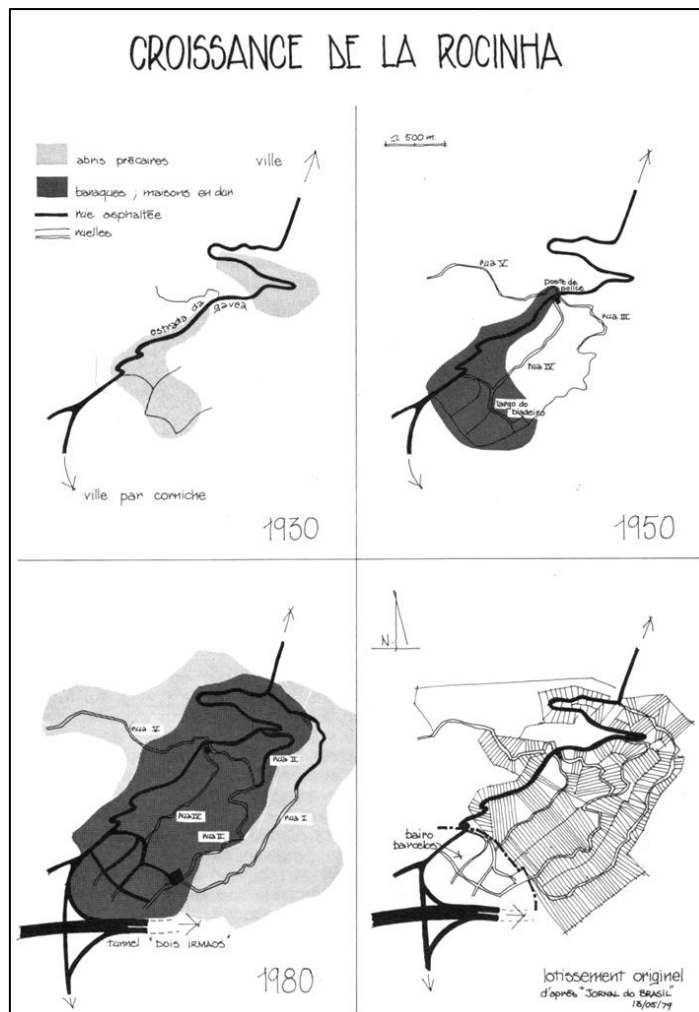
Schéma 4 : Façade et plan du modèle type de maison en dur



Source : Drummond, 1981, p. 59

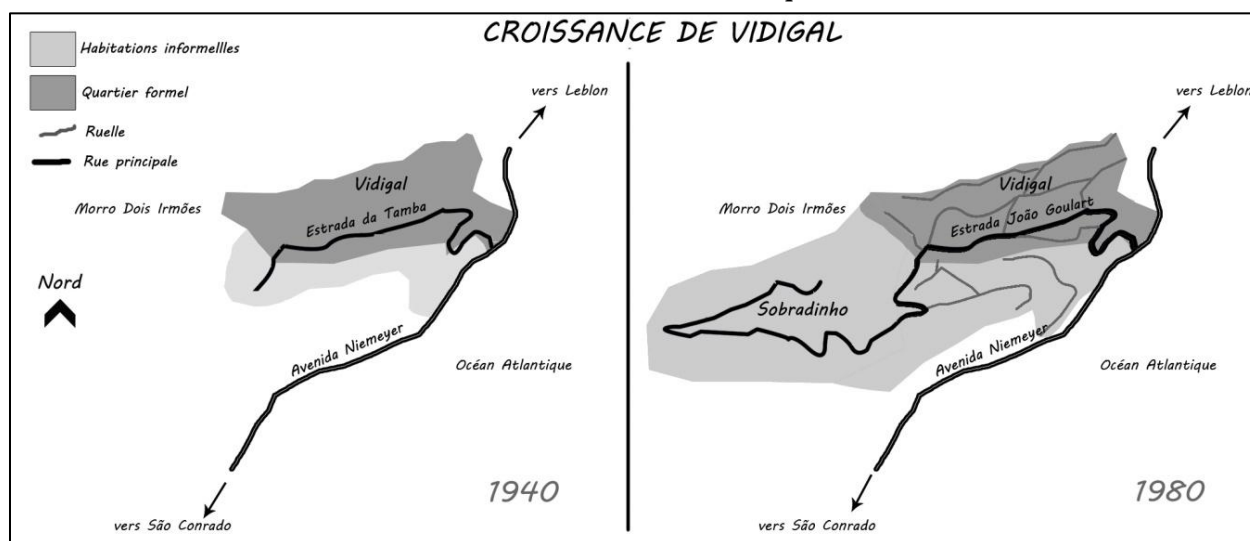
Avec la densification du bâti, presque tout l'espace disponible de Rocinha et de Vidigal a été envahi. Drummond affirme qu'à Rocinha « l'ensemble des quartiers bas atteint une densité maximum, tandis que les abris se réduisent à une petite frange au périmètre de la favela. » (Drummond, 1981, p. 74).

Schéma 5 : Croissance de Rocinha entre 1930 et 1980 : localisation des abris précaires, baraques et maisons en dur



Source : Drummond, 1981, p. 73

**Schéma 6 : Croissance de Vidigal entre 1940 et 1980 :
localisation des habitations informelles et du quartier formel**



Source : Justine Ninnin

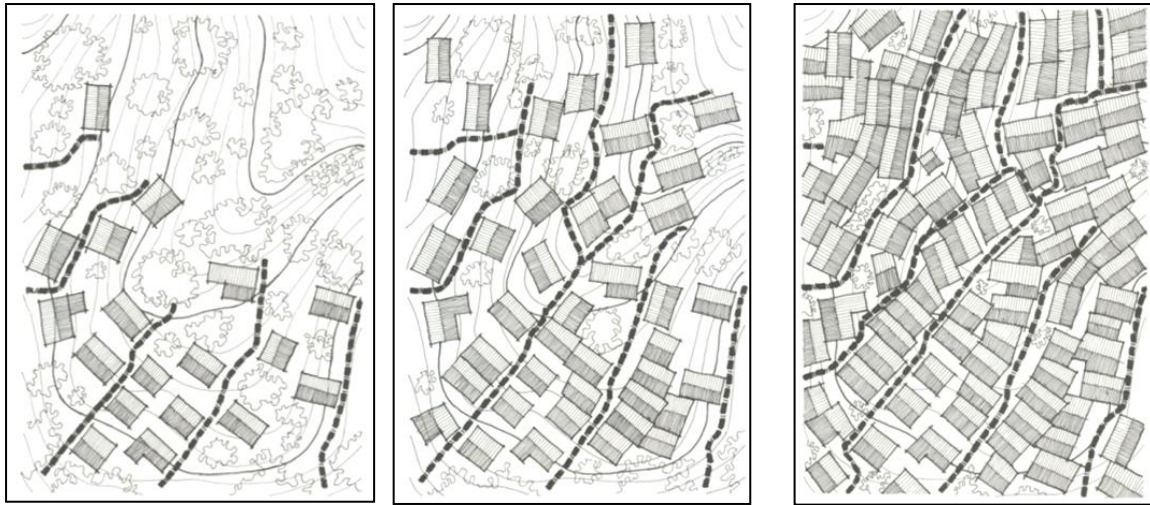
L'expansion s'effectue désormais par la verticalisation des secteurs déjà consolidés. Les maisons ont progressivement été remplacées par des immeubles. Le marché informel de l'immobilier s'est ainsi consolidé dans ces favelas.

« Quand je suis arrivé ici, ma rue n'avait pas de pavés, ni d'éclairage. Ces maisons là-bas n'existaient pas [il montre le haut de la colline]. Ici à côté il y avait des travaux. Les habitants se sont mobilisés pour mettre des pavés et l'éclairage. [...] j'ai vu croître Vidigal et se multiplier les maisons. D'un côté, c'est bien et d'un autre côté c'est lamentable, parce qu'il y a eu un vrai marché immobilier qui correspond finalement à une exploitation du pauvre par le pauvre. Un jour où j'achetais du matériel de construction, un homme bien habillé avec des bijoux est venu, il était nordestin. Il a fait ses courses. Et quand il est sorti, le vendeur m'a demandé si je savais de quoi il vivait et m'a dit qu'il vivait en achetant des maisons, et il faisait un étage de plus et ramenait des gens du Nordeste et les installait dans cette maison qu'il finissait par vendre. Il construisait alors quatre ou cinq étages supplémentaires. Du coup, avec ce marché de l'immobilier qui s'intensifie, ça a donné cette densité d'habitations. Avant c'était magnifique, des arbres immenses, beaux, ils ont été rasés ». (Entretien avec Rodrigo, un habitant de Vidigal, le 25/03/2013).

L'espace s'organise principalement autour de l'habitation et la taille des parcelles conditionne la morphologie de la favela et son quadrillage territorial, même s'il est irrégulier. L'évolution de l'habitat a directement transformé la configuration spatiale de ces favelas. Tous les secteurs ne se sont pas transformés uniformément. En fonction de l'ancienneté des sous-quartiers, l'évolution n'a pas atteint le même stade. En effet, dans certains sous-quartiers plus récents, moins accessibles et plus pauvres, on trouvait encore des abris précaires. Les premiers habitants se sont d'abord installés en bas de la favela et ce sont ces logements qui ont connu les premiers un processus d'amélioration et de consolidation du bâti, mais aussi de l'assainissement de base (canalisations, égouts, système de drainage des eaux de pluie) et des espaces publics (places collectives, ruelles, escaliers, équipements collectifs, terrains de jeu, lieux de culte, etc.). Alors que le bas de la favela s'est densifié, les nouvelles habitations se sont installées chaque fois plus en haut, sur une pente de plus en plus abrupte et difficile d'accès. Les chemins ont été prolongés au fur et à mesure des nouvelles occupations. Avec la densification du bâti, les espaces extérieurs étaient de plus en plus restreints ; la petite

végétation qui entourait les maisons, pourtant utile pour éviter l'érosion du sol, a peu à peu disparu, les maisons s'adossant alors les unes aux autres pour renforcer leur stabilité.

Schéma 7 : Évolution de l'organisation spatiale de Rocinha : processus de consolidation des habitations, de densification du bâti et d'occupation progressive de la favela



Source : Drummond, 1981, pp. 67-69-70

2. La constitution de 1988 : vers l'intégration des favelas à la ville

La Constitution promulguée en 1988 prévoyait la décentralisation politique, octroyant aux municipalités la compétence en matière de politique urbaine. Elle a proclamé le droit au logement comme droit fondamental : « L'État et les municipalités assureront urbanisation, régularisation foncière et titularisation des zones de favelas et de population à faible revenu, sans expulsion des habitants, à moins que les conditions physiques de la zone imposent un risque à la vie de ces habitants » (art.234 de la Constitution de 1988). La politique urbaine a pris un nouveau tournant en 1989, avec l'arrivée de Fernando Collor à la présidence : le marché a été déclaré comme principe fondamental et l'État devait nécessairement réduire ses interventions²³. La logique de décentralisation s'est poursuivie sous les présidences d'Itamar Franco et de Fernando Henrique Cardoso. Dans les années 1980, le Brésil est entré dans une phase de ralentissement économique et d'hyperinflation induisant de graves problèmes financiers ainsi qu'une paupérisation des classes moyennes. Afin de réduire le déficit public et contrôler l'inflation, les dépenses sociales ont diminué. Ces orientations ont donc eu un impact direct sur la politique urbaine, qui bien qu'ayant la volonté d'aménager les favelas, voyait ses moyens limités. À cette époque, la politique urbaine a pris une nouvelle orientation en adoptant le marketing urbain comme outil de valorisation internationale afin d'attirer les capitaux, comme le souligne l'élaboration du premier Plan stratégique de la ville en 1993. C'est dans cette logique que Rio de Janeiro a proposé sa candidature pour les Jeux olympiques de 2004.

La création, en 1992, du Plan Directeur d'aménagement urbain de la Municipalité prévu par la nouvelle constitution et mis à jour tous les 10 ans, a confirmé, entre autres, la volonté d'intégrer les favelas à la ville en recommandant leur inclusion dans les cartes et cadastres ainsi que la participation des habitants au processus d'urbanisation. Ce Plan Directeur

²³ Influence du Consensus de Washington établi par la Banque Mondiale à partir des années 1980.

garantissait aux populations le droit au logement et prévoyait la construction d'infrastructures et des équipements nécessaires à une vie décente dans une démarche d'intégration aux quartiers environnants. Le relogement était prévu seulement dans le cas où les conditions physiques du territoire pourraient engendrer un risque pour les habitants, et il devait être réalisé à proximité du domicile d'origine ou du lieu de travail. La question de la régularisation foncière y a été abordée notamment grâce à la loi sur l'usucapion urbaine²⁴ : « tout occupant d'un terrain qui n'est pas propriétaire d'un autre immeuble urbain ou rural, peut acquérir la propriété du sol s'il y habite depuis 5 ans, si le propriétaire n'est pas intervenu pour récupérer le terrain pendant cette période et à condition que la surface du lot ne dépasse pas 250 m² ». En reconnaissant la difficulté d'appliquer aux favelas les normes urbanistiques de la « ville formelle », la municipalité a privilégié une adaptation de ces règles avec une plus grande liberté et une plus grande flexibilité des paramètres urbanistiques et créé des Zones Spéciales d'Intérêt Social (ZEIS). Elle a par ailleurs mis en place dans certaines favelas, des bureaux d'orientation urbanistique et sociale (POUSO) pour assurer la maintenance des équipements, aider et contrôler les constructions de maisons. Selon Rafael Soares Gonçalves, « ce processus au lieu d'adapter les favelas à la législation urbaine a cherché, en fait, à ajuster la loi à la réalité sociale que les favelas définissent » (Soares Gonçalves, 2010, p. 200).

La création du Secrétariat Municipal au Logement (SMH) en 1994 a, à nouveau, encouragé le rapprochement des favelas et des quartiers formels. Le programme municipal *Favela-Bairro* a marqué cette volonté de transformer les favelas et les ensembles irréguliers en quartiers. Alors que la situation économique nationale s'améliorait, permettant ainsi un investissement plus important dans les projets urbains, la politique du logement est devenue une priorité : pour preuve, le budget accordé au programme *Favela-Bairro* a presque été multiplié par six en 5 ans (passant de 56 millions de R\$ en 1994 à 330 millions en 1998). Ce programme visait 138 favelas, soit près de 500 000 habitants (Goirand, 2000, p. 99). Vidigal a été l'une des favelas ciblées et les travaux ont débuté en 1996 avec l'amélioration des installations sanitaires (canalisation, tout-à-l'égout...), le revêtement des ruelles, la mise en place d'une collecte des ordures par des « éboueurs communautaires » (*gari comunitário*), la construction d'une crèche, d'une laverie, d'une place à l'entrée et d'une aire sportive au sommet de la favela : *Vila Olímpica* (Araujo & Cardoso, 2007).

²⁴ L'usucapion ou prescription acquisitive concerne la manière d'acquérir la propriété immobilière par une occupation prolongée. Les délais pour usucaper, définis par l'art. 183 du Plan Directeur de Rio de Janeiro, ont été fixés à 5 ans.

Photographie 16 : Construction de la place de Vidigal



Source : www.jauregui.arq.br

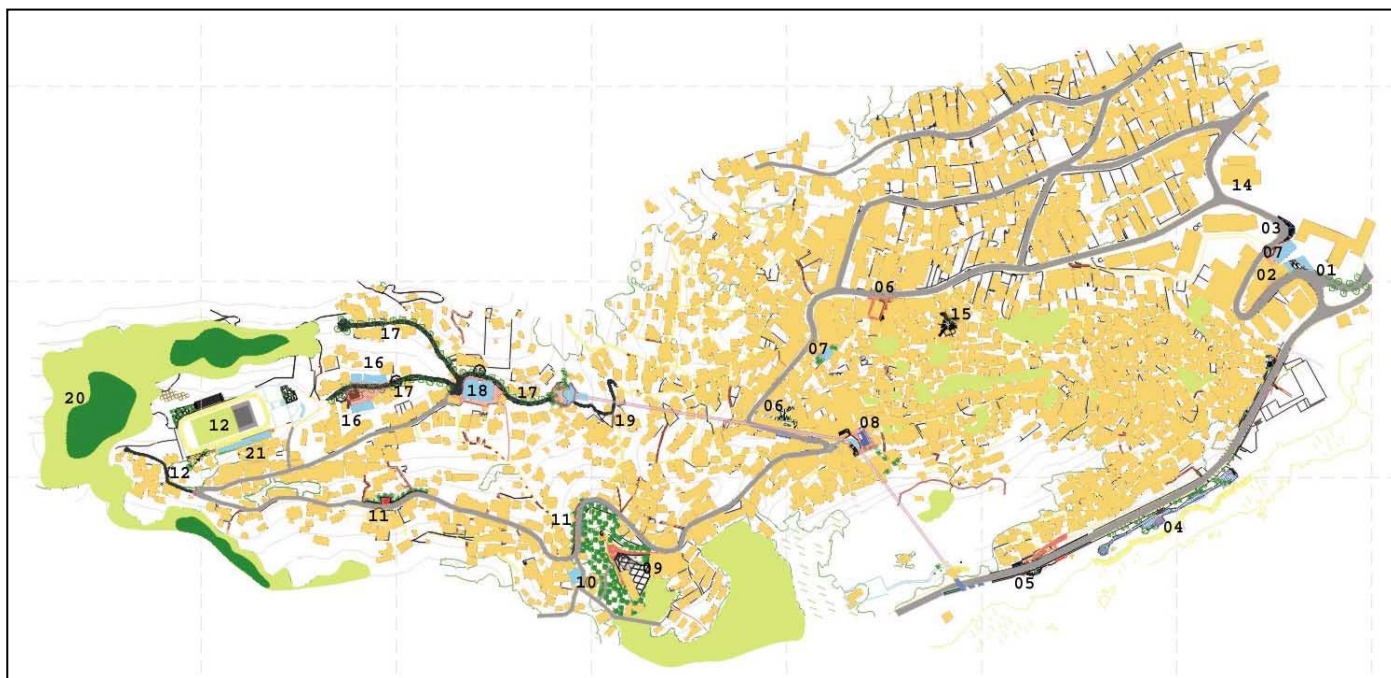
Photographie 17 : Vila Olímpica de Vidigal, inaugurée en 2011



Source : rio.rj.gov.br

Les Vilas Olímpicas sont des centres socio-sportifs, implantés dans plusieurs favelas qui comprennent des terrains de basket, de football et d'athlétisme.

Schéma 8 : Plan de Vidigal de l'architecte Jorge Mario Jáuregui pour le programme *Favela-Bairro*



Source : www.favelaissues.files.wordpress.com

Légende :

- | | |
|---|--|
| 1 : Place à l'entrée de Vidigal | 10 : Fontaine |
| 4 : Zone de plantation et espace de loisir pour les seniors | 12 : Vila Olímpica |
| 5 : Nouvel accès par la Rua Eugênio Sales, pour faciliter l'accès à la partie haute | 18 : Aménagement du point de vue d'Avrão |
| 6 : Bâtiment de l'association des habitants | 16 : Terrain de football |
| 9 : Parc écologique | 20 : Zone de reforestation pour éviter l'expansion des constructions |

Le programme *Favela-Bairro* prévoyait également de reloger les familles situées dans des zones à risque. À Vidigal par exemple, une partie de la favela dénommée *India* avait été ensevelie par les coulées de boue en 1996 en raison de fortes pluies, causant la mort de plusieurs personnes. Plus de 350 maisons seraient encore à l'heure actuelle en situation de risque (Bastor, 2011).

Malgré l'aménagement de certaines favelas, ce programme a été toutefois la cible de critiques : la qualité des travaux réalisés était parfois médiocre, ils ont plus souvent concerné les infrastructures et l'installation d'équipements et de services a été insuffisante, ils n'ont pas été accompagnés d'un programme visant à combattre le trafic de drogue dans ces favelas, la délégation par l'État de ses responsabilités aux organismes privés a participé au développement de réseaux clientélistes, la participation des habitants était faible et la régularisation foncière n'a presque pas été mise en place. Si ce projet a prouvé qu'il était possible d'organiser des programmes de grande envergure pour améliorer les conditions de vie dans les favelas afin de les intégrer à la ville, les initiatives sociales sont toutefois restées insuffisantes et les pouvoirs publics n'ont pas assuré leur présence à long terme dans les favelas. Fortement critiqués par une partie des classes plus aisées, les pouvoirs publics, en laissant de côté l'élaboration d'une politique de sécurité de long terme concernant les favelas, auraient laissé faire la "favélisation" de la ville et les violences ainsi que les crimes se seraient aggravés. Le tableau ci-dessous montre que la croissance démographique des favelas a été plus importante que celle des quartiers formels entre 1991 et 1996, et ce principalement dans le Centre, la Zone Sud, la région de Barra / Jacarepaguá et la Zone Ouest. Toutefois, on observe une diminution de la population dans la Zone Nord.

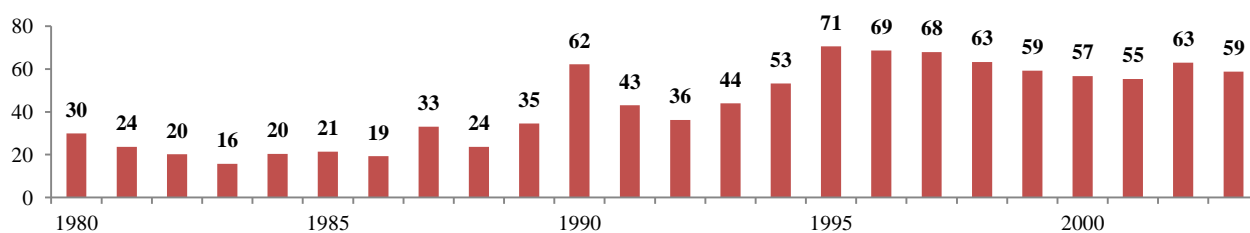
Tableau 8 : Évolution de la population des favelas et des quartiers formels à Rio de Janeiro entre 1991 et 1996

Zones	Croissance en valeur absolue		Croissance annuelle en %		Population favelas / population totale 1991	Population favelas / Population totale 1996
	Favelas	Quartiers formels	Favelas	Quartiers formels		
Total	71 089	842	1,6%	0,0%	16,1%	17,2%
Centre et Zone Sud	16 110	-27 035	2,4%	0,8%	14,9%	17,0%
Barra/Jacarepaguá	13 523	29 364	3,9%	1,6%	15,0%	16,6%
Zone Nord	-2 636	-23 123	-1,1%	-1,4%	12,6%	12,7%
Périphérie	21 367	-57 672	0,8%	-0,6%	20,6%	21,8%
Zone Ouest	22 725	79 308	3,4%	1,3%	9,6%	10,5%

Source : IBGE

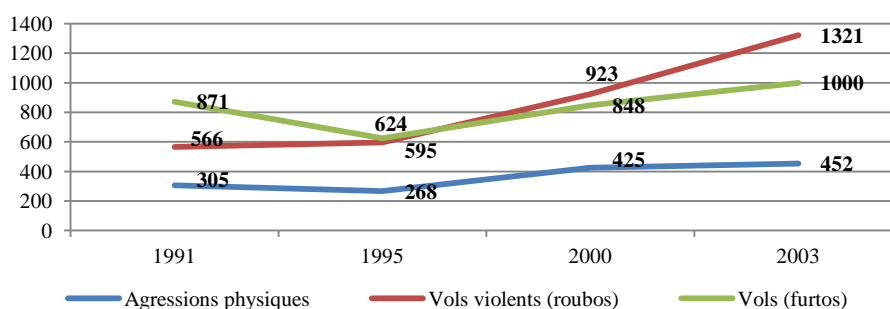
Par ailleurs, les graphiques ci-dessous montrent une forte augmentation des homicides ainsi que des taux de lésions corporelles et des vols dans les années 1990 (Cano, Sento-Sé Trajano, & Ribeiro, 2004).

Graphique 11 : Évolution du nombre d'homicides rapporté à la population de Rio de Janeiro entre 1980 et 2003 (pour 100 000 habitants)



Source : SMS

Graphique 12 : Évolution du nombre d'agressions physiques et de vols rapporté à la population de Rio de Janeiro entre 1991 et 2003 (pour 100 000 habitants)



Sources : Registres de la police civile

3. La lutte contre la pauvreté au tournant du XXI^e siècle

La fin des années 1990 et le début du XXI^e siècle ont été marqués au Brésil par la sortie de la crise économique qui a joué un rôle significatif dans la réduction de la pauvreté, tout comme l'augmentation du salaire minimum contribuant à la hausse du pouvoir d'achat des populations à faibles revenus, ce qui a ainsi permis à une partie des habitants notamment dans les favelas d'améliorer leur quotidien (Rouquié, 2006). Par ailleurs, la conception et la mise en œuvre des politiques ont été réorganisées avec la valorisation des partenariats entre les États, les municipalités, la société civile et le secteur privé. La politique sociale a également connu des avancées majeures grâce à une augmentation des budgets alloués. C'est notamment durant cette période, sous le gouvernement de F.H. Cardoso, que les programmes de lutte contre la pauvreté se sont multipliés et que les premiers programmes conditionnels de transfert de revenu sont apparus (programme communautaire de solidarité, programme d'alphabétisation solidaire, programme d'éradication du travail infantile, *Bolsa Alimentação*, *Bolsa Escola*, etc.). Progressivement, la politique urbaine a été insérée dans un projet plus global de lutte contre la pauvreté articulant les différentes échelles administratives (municipale, étatique, fédérale). En 2001, la création du Statut de la ville (*Estatuto da Cidade*) a donné une nouvelle dimension à la planification urbaine brésilienne : les favelas n'ont plus été seulement prises en compte dans une problématique de l'habitat et de l'urbanisation, mais également sous des aspects sociaux et sous l'angle de la sécurité.

« Le Statut de la ville établit des normes de l'ordre public et de l'intérêt social qui régulent l'usage de la propriété urbaine en faveur du bien collectif, de la sécurité et du bien-être des citoyens, tout comme l'équilibre environnemental ». « La politique urbaine a pour objectif d'organiser le bon fonctionnement des fonctions sociales de la ville et de la propriété urbaine » (Brasil, Lei federal n°10.257, 2001).

L'entrée dans le XXI^e siècle s'est accompagnée d'une forte croissance économique, avec une augmentation des revenus et une réduction des inégalités. Toutefois, le pays a conservé un niveau d'inégalités socio-économiques parmi les plus élevés du monde. Avec un financement de 3,4 milliards de R\$ (1,6 % des dépenses sociales, soit 0,5 % du PIB), le programme national *Bolsa Família* (la bourse famille)²⁵ a été lancé en 2003 par le

²⁵ Sont éligibles aux programmes les familles pauvres touchant moins de 140 R\$ par mois qui reçoivent une aide mensuelle comprise entre 32 et 242 R\$. Pour pouvoir percevoir l'aide, ces familles doivent avoir des enfants de moins de dix-sept ans ou bien la femme doit être enceinte. Tous les membres de la famille doivent répondre aux contraintes suivantes : la scolarisation durant au moins 85 % du temps des enfants de six à quinze

gouvernement de Lula et a profité alors à 3,6 millions de familles, soit 14,4 millions de personnes ; en 2011, il a concerné plus de 12,6 millions de foyers. Il a eu un impact indéniable sur les inégalités de revenu et sur la pauvreté en incitant les populations à investir dans le capital humain et en renforçant l'accès aux droits sociaux dans les domaines tels que l'éducation ou la santé. On est alors passé de l'assistance sociale au développement social. Le Brésil a atteint en 2007 l'Objectif du Millénaire de l'ONU, qui est de réduire de moitié la quantité de personnes vivant dans l'extrême pauvreté : l'extrême pauvreté touchait au Brésil 4,8 % de la population en 2007 au lieu de 12 % en 2003. Le recensement réalisé par l'IBGE en 2010 atteste des progrès sociaux réalisés par le pays : la mortalité infantile a diminué de 47,5 % depuis 2000 ; la part de la population ayant une formation de l'enseignement supérieur est passée de 4,4 % en 2000 à 7,9 % en 2010, la proportion de jeunes déscolarisés s'est réduite. Les inégalités entre sexes dans le monde du travail ont diminué : les revenus des femmes ont augmenté (hausse de 13,5 % en 2010, contre seulement 4,4 % pour les hommes), le salaire moyen des femmes s'est également accru, atteignant plus de 1 000 R\$ par mois ; de plus, les femmes participent de plus en plus au monde du travail. Ces améliorations concernant l'ensemble de la société brésilienne se sont répercutées dans les *aglomerados subnormais*.

À Rio de Janeiro, l'amélioration des conditions de vie dans les favelas reflète une augmentation des niveaux de développement : entre 1991 et 2010, l'Indice de Développement Humain de la municipalité est passé de 0,64 à 0,80. Durant cette période, la part de la population considérée comme vulnérable (revenus inférieurs à 240 R\$ par mois) a diminué de moitié (de 32,1 à 16,4 %), celle des extrêmement pauvres (revenus inférieurs à 70 R\$ par mois) est passée de 3,9 à 1,2 % et celle des pauvres (revenus inférieurs à 140 R\$ par mois) de 14,1 à 5 %. Le revenu moyen des populations vulnérables a augmenté (passant de 148,5 à 171,9 R\$ par mois). Le taux de chômage a diminué de moitié (de 16 % en 2000 à 7,7 % en 2010). Le niveau de scolarisation a également augmenté : en 2010, 77,9 % de la population a terminé l'enseignement fondamental, contre 69,5 % en 2000. Si les conditions de vie s'améliorent, on constate toutefois une hausse des inégalités de revenus à Rio de Janeiro, puisque le coefficient de Gini passe de 0,60 à 0,62 durant cette période. En 2010, les 20 % des plus riches s'approprièrent 67 % des revenus alors que 2,5 % des revenus étaient attribués aux 20 % des plus pauvres. De plus, le revenu moyen des populations extrêmement pauvres a diminué, passant de 46,6 à 36,6 R\$ par mois (PNUD, 2013).

L'amélioration de la scolarisation et des niveaux de formation, la hausse des revenus du travail, le meilleur accès des femmes aux emplois formels ou encore les politiques de transfert de revenu ont alors permis à une plus grande partie de la population des favelas d'améliorer ses conditions de vie (consolidation des habitations avec des matériaux plus résistants, investissement dans un container d'eau, dans un compteur d'électricité, généralisation de l'équipement en biens domestiques : réfrigérateur, télévision, machine à laver, téléphone, etc.).

ans et au moins 75 % pour les jeunes à partir de seize ans, la vaccination des enfants de moins de six ans et les examens prénataux des femmes enceintes.

4. Une intégration limitée des favelas à la ville ?

L'amélioration des conditions de vie des habitants des favelas a été progressive depuis près d'un siècle et l'action publique a été inconstante. Si au départ la volonté d'éradication était manifeste, même si certaines favelas ont été tolérées et quelques aménagements internes réalisés, on est passé, plus systématiquement depuis le retour à la démocratie à la fin des années 1970, à une volonté de reconnaissance des favelas visant leur intégration à la ville. Les évictions qui menaçaient les favelas, principalement celles de la Zone Sud, n'ont pas pour autant empêché leur consolidation et leur densification. Certaines sont devenues si vastes, les constructions en dur si nombreuses sur leur territoire, comme c'est le cas à Rocinha, que leur démolition était presque impossible à imaginer. D'autres ont été victimes de menaces à répétition, comme Vidigal, mais la résistance de leurs habitants et la médiatisation de leurs luttes leur ont permis d'assurer leur place dans le paysage *carioca*. Ainsi, ne cherchant plus à se débarrasser des favelas, les politiques publiques ont changé de cap en mettant en place des programmes d'aménagement interne : la présence des pouvoirs publics s'est alors renforcée dans certaines favelas. Toutefois, si les pouvoirs publics s'orientent vers l'inclusion des favelas dans la ville, ils ne tolèrent pas leur expansion territoriale. Comme le souligne Luís Antonio Machado da Silva, le contrôle de l'État reste fort, mais il est désormais négocié alors qu'auparavant il était imposé (Machado da Silva, 2002, p. 231). À travers l'imposition de normes urbanistiques et environnementales, l'urbanisation permet un meilleur contrôle de l'occupation de l'espace dans la ville. Les notions de risque et de protection de l'environnement sont alors mobilisées comme outil autoritaire de contrôle. Les pouvoirs publics ont eu ainsi un rôle primordial dans l'organisation de l'espace urbain et la spatialisation des inégalités sociales, puisque traditionnellement l'action publique s'exerce en priorité au service des classes plus aisées, les aménagements dans les lieux plus précaires venant au second plan, après de longues négociations avec leurs habitants.

Les conditions de vie se sont finalement améliorées pour les populations de certaines zones précaires, surtout celles qui se situent dans les zones valorisées de la ville, avec les aménagements réalisés dans un contexte de réduction de la pauvreté et d'augmentation des revenus. Toutefois, l'intégration des favelas à la ville reste limitée : la reconnaissance politico-juridique ne s'est pas encore manifestée sous forme de régularisation (ou très peu) ; les efforts d'aménagement sont inégalement répartis sur le territoire *carioca*, les favelas situées dans les zones aisées étant plus souvent ciblées par les programmes que les plus périphériques ; les pouvoirs publics sont encore loin d'être présents de façon suffisamment efficace dans les favelas (que ce soit par la quantité ou la qualité des infrastructures, équipements et services) ; enfin, la sécurité des habitants des favelas a jusque-là été très peu prise en compte dans les programmes urbains, alors que depuis les années 1980 les favelas sont la cible des violences des groupes criminels qui les contrôlent.

Par ailleurs, les effets pervers des politiques dites d'urbanisation des favelas se font sentir depuis plusieurs années : l'amélioration des infrastructures et des services accentue la valorisation foncière et immobilière des quartiers et engendre un processus « d'urbanisation expulsante » (Valla, 1986) qui contraint les populations les plus vulnérables à partir. Enfin, les représentations sociales des favelas ont du mal à évoluer, et cette lente évolution des mentalités limite l'intégration symbolique, au-delà de l'intégration physique des favelas dans

la ville. Elles portent encore des stigmates de la marginalité. Les cultures, habitudes de vie, normes ou règles de ces lieux et de leur population ont du mal à être reconnues comme une source de richesse et de diversité urbaine. Dans l'imaginaire collectif, l'institutionnalisation des favelas passe par l'adoption par leurs habitants des codes, normes et règles de la ville formelle. Il s'agirait selon Camille Goirand d'une « assimilation par abandon des caractères spécifiques au mode de vie irrégulier des favelas, destinées à disparaître en se fondant dans les quartiers et en adoptant leurs normes sociales (Goirand, 2000, p. 100). La favela reste dans les mentalités un lieu à civiliser et à policer.

Chapitre 3

Habiter les favelas : structures sociales et configurations spatiales à Rocinha et Vidigal

Parler de structure socio-spatiale des favelas revient à définir leur ossature et leurs modes d'organisations, comprenant tout à la fois la trame et les relations sociales. Analyser la structure des favelas consiste donc à déterminer les composantes de l'espace, qu'elles soient physiques ou sociales, leur articulation d'ensemble, le sens de leurs transformations et les étapes de leur construction. Dans le chapitre précédent, en dressant la généalogie de ces territoires, nous avons décrit les processus de formation, de consolidation et de densification des favelas. Comment se structurent-elles aujourd'hui ? En fonction de leurs caractéristiques spatiales et sociales, les favelas de Rio de Janeiro se différencient et on constate également des processus locaux de hiérarchisation sociale interne.

Les sciences sociales se sont attachées depuis longtemps à montrer combien l'espace fait partie intégrante de la structure sociale. Les habitants s'inscrivent dans une multitude de territorialités articulant pratiques spatiales et pratiques sociales. Comment les individus vivent-ils, perçoivent-ils et pratiquent-ils leurs espaces ? Comment les rapports sociaux se spatialisent-ils ? Pour répondre à ces questions, il convient de présenter tout d'abord la configuration spatiale des favelas (localisation, topographie, voies de circulation, hauteur du bâti, caractéristiques des logements, densité, assainissement de base, équipement en biens domestiques, etc.) ainsi que les caractéristiques de leur population (âges, origines, niveaux de scolarisation, insertion dans le monde du travail et dans les circuits économiques), autant de caractéristiques qui s'articulent les unes aux autres, pour définir des modes d'habiter propres à chaque favela et à chaque individu.

Habiter ne renvoie pas simplement au fait de vivre dans un habitat et l'habitat lui-même ne se limite pas au logement, il comprend à la fois des lieux, des formes architecturales, des relations humaines. Cela fait interagir l'abri, l'intime et les relations avec d'autres, comme le voisinage et l'usage des espaces publics. L'habiter, comme le soulignent Thierry Paquot, Michel Lussault et Chris Younes (2007), c'est la manière dont les individus et les groupes occupent l'espace et se l'approprient et l'habitat renvoie tout autant à des notions matérielles qu'idéelles et construites socialement :

« La géographie universitaire classique, qui se constitue à la fin du XIX^e siècle, a fait de l'habitat le descripteur du « milieu » propice à la vie des collectivités humaines et parallèlement celui des conditions d'organisation matérielle du peuplement humain. De ce sens dérive une signification restreinte, qui est souvent celle retenue, à tort, où l'habitat dénote les conditions de logement [...] Or le concept d'habitat doit plutôt être entendu d'une manière qui retrouve l'idée première, celle d'une appréhension globale du mode d'occupation de l'espace par les individus et les groupes, tout en y injectant impérativement une prise en compte de ce que les sciences de l'homme et de la société apportent désormais à notre compréhension du fonctionnement social. Et ce afin de ne point « naturaliser » l'habitat et l'habiter, ce qui est un travers courant : l'homme est certes un animal,

mais un animal politique et culturel, et son habitat n'est pas réductible à un « territoire » éthologique. [...] L'habitat est un objet protéiforme et complexe : le cadre spatial (matériel et idéal, puisque l'habitat est une réalité qui excède la matérialité) socialement construit de l'existence humaine — généralement centrée sur le logis. L'habitat n'est pas un simple contenant (de la vie sociale), un support fonctionnel statique de la pratique. [...] L'habitat est une organisation spatiale qui *offre du répondant* à la pratique. » (Paquot, Lussault, & Younes, Habiter, du lieu au monde. Réflexions géographiques sur l'habitat humain, 2007, p. 37).

Aussi, l'espace habité est un espace interprété dont la signification est liée à l'usage et aux actions de ses occupants. L'espace est investi de pratiques pas toujours consensuelles qui contribuent pourtant à le façonner : par exemple les bals funk organisés dans la rue sont critiqués par de nombreux habitants, mais font toutefois partie de la culture populaire *carioca*, et ce type de loisirs s'est même étendu aux classes moyennes supérieures. Comme le soulignent Annabelle Morel-Brochet et Nathalie Ortar (2012), la fabrique des modes d'habiter correspond à la construction du rapport des individus à l'espace, espace où ils vivent, où ils travaillent, où ils se rencontrent, où ils circulent. Comment les habitants des favelas fabriquent-ils leurs propres modes d'habiter en fonction des caractéristiques de ces espaces et des individus qui y vivent ?

Mieux connaître les habitants et leurs pratiques socio-spatiales vise avant tout à écarter les a priori qui tendent à accorder à une population donnée, vivant sur un espace donné, des singularités préétablies : par exemple, l'idée que tous les habitants des favelas, puisqu'ils habitent d'espaces « informels », seraient pauvres, marginaux, à l'écart de la ville, auraient une culture particulière, etc. Étudier les conditions de vie des habitants, leurs pratiques territoriales, économiques, culturelles et sociales permet de remettre en cause l'idée que les favelas seraient des enclaves marginales dans la ville, refermées sur elles-mêmes avec des frontières imperméables. La théorie de la marginalité a longtemps fait de la favela uniquement l'habitat des pauvres, et la pauvreté a longtemps été vue comme un vice et les « *favelados* » comme des individus vivant « hors de la société formelle et sur son dos » (Goirand, 2000, p. 89). L'homogénéité des favelas est ainsi présumée, occultant la diversité, la pluralité des formes et des relations sociales. Or les favelas ne sont pas une formation sociale homogène porteuse d'une identité culturelle unitaire. Il n'y a « ni homogénéité, ni spécificité, ni unité entre elles, ni même en leur sein pour les grandes » (Valladares, 2006, p. 161).

« C'est au singulier que l'on pense la favela, que ce soit dans les écrits, dans les fictions, et surtout dans l'action. Bien que tous reconnaissent se trouver devant une réalité diverse, tous se laissent porter par l'habitude de réduire un univers pluriel à une catégorie unique. Les données officielles et les études des chercheurs distinguent, certes, les favelas d'occupation ancienne ou récente, petites, moyennes ou grandes, consolidées ou précaires, implantées sur un terrain accidenté ou plat, dans le Centre, la Zone Sud, la Zone Nord, la Zone ouest ou la périphérie de la ville. On reconnaît donc qu'il s'agit d'un univers très varié géographiquement et démographiquement, mais paradoxalement, on en nie les différences de nature sociologique. » (Valladares, 2000, p. 9).

Comme le soulignent Alba Zaluar (1985, 1998) et Luís Antonio Machado (1967), les favelas sont non seulement des espaces hétérogènes, mais aussi des espaces de conflits entre différents pouvoirs implantés localement (politiciens, leaders communautaires, associations de résidents, entrepreneurs, criminels, Églises, etc.), des conflits qui contribuent à façonner l'espace et son usage par les habitants.

Bien que le regard ait évolué, abandonnant peu à peu cette théorie de la marginalité, la favela reste dans les mentalités et les représentations le territoire de la pauvreté urbaine et une traduction urbaine de l'exclusion sociale (Ventura, 1994). Si les favelas sont, en moyenne, des espaces relativement pauvres, elles ne le sont pas uniformément, et ne sont pas les seuls lieux de « pauvreté » à Rio de Janeiro. L'ascension sociale est possible sans pour autant sortir de la favela.

Après avoir présenté les caractéristiques des configurations spatiales, des logements et de la population dans les favelas, nous nous intéresserons à leur intégration dans la ville à travers leur insertion économique et leurs pratiques de mobilité. Enfin, nous identifierons des différenciations internes aux favelas et la superposition des hiérarchies sociales et spatiales.

I LES HABITATS DANS LES FAVELAS ET LEURS CONFIGURATIONS SPATIALES

Rocinha et Vidigal sont deux favelas situées sur des pentes modérées ou accentuées, la topographie constituant l'un des éléments déterminants de leur configuration spatiale, bien différente de celle des favelas situées sur des zones planes. En effet, la topographie a un impact à la fois sur la régularité des lots, sur la structure de la trame viaire et sur l'architecture des logements, qui doivent s'adapter au dénivelé. Ces deux favelas, bien que voisines, sont difficilement comparables puisque leur superficie, le nombre de leurs habitants et leur densité sont différents. Nous soulignerons leurs traits communs et les spécificités de chacune en variant les échelles, en les comparant aussi aux autres *aglomerados subnormais* de Rio de Janeiro. Pour cela, nous présenterons leurs caractéristiques spatiales et topographiques ainsi que la disposition, la composition et les équipements des logements.

Les données statistiques dont nous disposons sont issues du recensement effectué par l'IBGE en 2010 qui renseigne sur les logements et la population. Un recensement a également été réalisé en 2010 par la municipalité dans trois favelas de la ville : Manguinhos, le complexe do Alemão et Rocinha. Il faut toutefois utiliser ces statistiques avec précaution, car la population des favelas est parfois mal évaluée. À Rocinha par exemple, l'IBGE a dénombré environ 70 000 habitants alors que les organismes locaux (associations de résidents, centre de santé, ONG, etc.) parlent de plus de 100 000 habitants.

Tableau 9 : Statistiques démographiques sur Rocinha et Vidigal en 2010

Démographie	Rocinha	Vidigal	Rio de Janeiro
surface (ha)	86	29	570 917
population	69 156	9 677	6 320 446
Densité (Hab./ha)	800	328	111
Nombre de logements	23 347	3 234	2 146 340
Nombre hab./logement	2,96	2,99	2,94

Source : IBGE, 2010

1. Localisation, caractéristiques topographiques et forme des lots dans les favelas

La topographie est une composante spatiale importante de ces *aglomerados subnormais* puisqu'elle influence souvent directement le niveau d'accessibilité et les configurations des constructions et leur densité. L'IBGE distingue différents contextes topographiques : les zones planes, les pentes modérées (entre 5 % et 30 % d'inclinaison) et les pentes accentuées (supérieures ou égales à 30 % d'inclinaison). Au Brésil, selon la Loi de Parcellement du Sol Urbain²⁶, les constructions situées sur un terrain possédant une inclinaison égale ou supérieure à 30 % (pente accentuée) ne sont autorisées que lorsqu'elles répondent à des exigences urbanistiques spécifiques des autorités municipales. À Rio de Janeiro, la moitié des favelas se situe sur des zones planes (50 %), 22 % d'entre elles se localisent sur des pentes modérées et 16 % sur des pentes fortes.

²⁶ Loi n° 6.766, 19/12/1979. Journal Officiel de la République Fédérale du Brésil, Brasília.

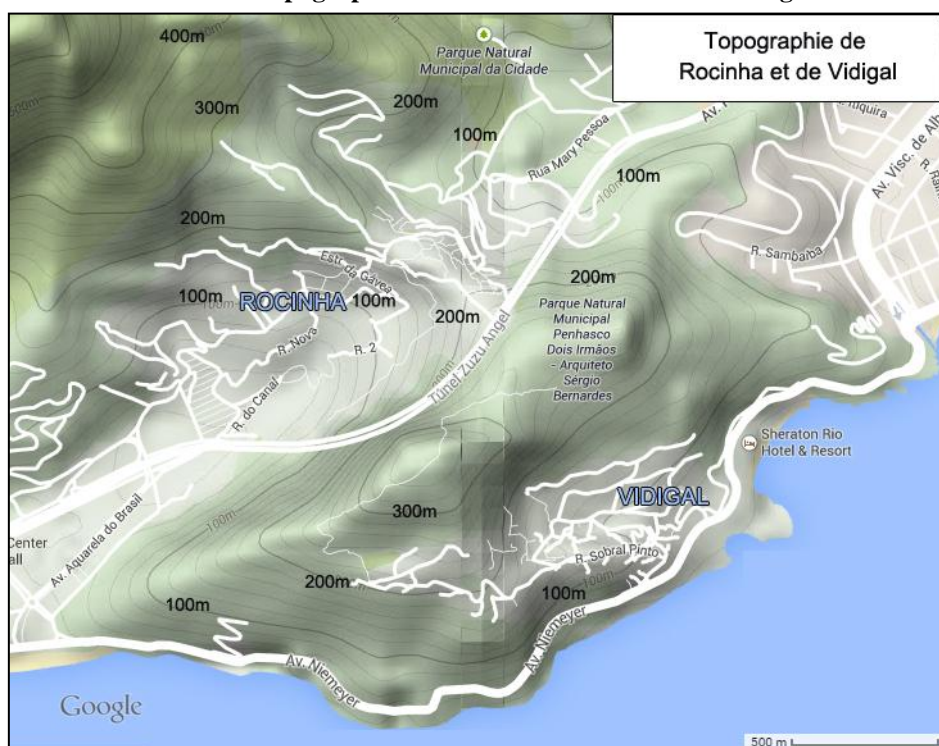
Tableau 10 : Type de localisation des secteurs de recensement en *aglomerados subnormais* à Rio de Janeiro

Localisation	Nombre de secteurs censitaires	%
Autour de cours d'eau, rivières ou lacs	97	4,4%
Plage/dunes	1	-
Mangroves	1	-
Zones de protection environnementale ²⁷	2	-
Emprise routière ²⁸	53	2,4%
Emprise ferroviaire	34	1,5%
Emprise de compagnies énergétiques	10	0,4%
Pente accentuée	363	16,3%
Pente modérée	493	22,1%
Zone plane	1 115	50,1%
Autre	58	2,6%
Total	2 227	100%

Source: IBGE 2010

La localisation des favelas influence parfois directement les conditions de sécurité, de santé ou d'accessibilité locale. L'occupation d'emprises dévolues aux accès routiers, aux entreprises ferroviaires ou énergétiques (lignes électriques à haute tension, oléoducs ou gazoducs) engendre, par exemple, de nombreux risques pour les habitants. De plus, cela pose problème lorsque des travaux d'extension sont prévus.

Carte 8 : Topographie des favelas de Rocinha et de Vidigal



Source : Google Maps

²⁷ Au Brésil les zones de protection environnementale sont intitulées « Unités de conservation » et regroupent différentes catégories : station écologique, réserve biologique, parc, monument naturel, refuge de la vie forestière, zone d'intérêt écologique, forêt, réserve de faune, réserve de développement durable, réserve privée du patrimoine naturel, etc.

²⁸ L'IBGE entend par emprises ferroviaires, routières ou des compagnies d'énergie, les espaces sur lesquels sont inscrits une autoroute, une voie de chemin de fer, un métro, des lignes à haute tension, incluant les infrastructures et équipements et les espaces ouverts de sécurité qui les entourent.

À Rocinha, l'espace construit se situe entre 20 et 300 m d'altitude : les pentes les plus accentuées se trouvent à la périphérie de la favela qui forme une sorte de cuvette dont le centre et la partie basse sont moins pentus (entre 20 et 100 m d'altitude). À Vidigal, les constructions situées le plus haut sont à 300 m d'altitude, la majorité des logements se localisent entre 100 et 200 m. Les caractéristiques topographiques des favelas peuvent être mises en relation avec d'autres caractéristiques telles que le nombre d'étages des bâtiments, le type de voies de circulation, etc. Ainsi, l'IBGE observe que dans les aires planes, on trouve une prédominance significative d'immeubles d'habitation comportant plusieurs étages et un quadrillage territorial plus régulier avec des voies de circulation permettant le passage de voitures et de camions. Lorsque la pente est modérée ou accentuée, il y a à la fois moins d'immeubles à étages et un moins bon aménagement des rues, avec un réseau viaire composé plutôt de ruelles où la circulation se fait principalement à pied (IBGE, 2010). Les photographies aériennes ci-dessous attestent des différences en termes de quadrillage territorial : alors que dans le complexe de favelas de Maré situé sur une zone plane, on observe des lots plutôt réguliers et une trame viaire repérable, à Rocinha et à Vidigal le quadrillage territorial apparaît beaucoup plus irrégulier et les rues sont presque invisibles sur les photographies aériennes.

Photographies 18 : Différence de quadrillage territorial entre les favelas situées sur des zones planes et celles situées sur des mornes

Vue aérienne du complexe de favela de Maré, Zone Nord de Rio de Janeiro, topographie plane



Vue aérienne de Rocinha, Zone Sud de Rio de Janeiro, topographie de pente modérée/accrue



Vue aérienne de Vidigal, Zone Sud de Rio de Janeiro, topographie de pente modérée/accrue



Source : Google Earth

À Rio de Janeiro, dans la majorité des favelas les lots de forme et de taille régulières sont présents sur moins de la moitié du territoire. À Rocinha et Vidigal, qui sont toutes deux localisées sur des pentes modérées et accrues, les lots sont majoritairement irréguliers, comme le montrent les photographies aériennes ci-dessus.

Tableau 11 : Répartition des secteurs censitaires des agglomérations subnormales à Rio de Janeiro en fonction de la régularité des lots

Présence de lots de taille et forme régulière	Nombre de secteurs censitaires	%
Dans tout le secteur (95 % ou plus)	141	6%
Dans une grande partie du secteur (entre 60 % et 95 %)	520	23%
Dans la moitié du secteur (entre 40 % et 60 %)	472	21%
Dans une petite partie du secteur (entre 5 % et 40 %)	627	28%
Dans aucune partie du secteur (5 % ou moins)	467	21%

Source : IBGE, 2010

2. Circuler dans les favelas

Les conditions locales d'accessibilité reflètent souvent celles des infrastructures et des services des favelas. On distingue plusieurs types de voies de circulation : les avenues, les rues (mesurant au minimum 4 m de largeur), les ruelles (*becos/travessas*) (de moins de 4 m), les escaliers, les rampes (ruelles très pentues), les passerelles (surtout dans les zones aménagées sur pilotis) ou encore les sentiers (sans revêtement et très étroits). On retrouve souvent dans les favelas une rue principale bien marquée située dans le prolongement de l'entrée du quartier. Cette rue est plus large et regroupe souvent les principaux commerces, services et équipements. Le type de voie de circulation est directement lié aux types de transports qui peuvent y circuler : alors que dans les rues peuvent circuler voitures et camions, les ruelles et les rampes ne peuvent accueillir que les vélos, les piétons et parfois les motos. Certaines voies sont uniquement piétonnes. À Rio de Janeiro, les ruelles sont prédominantes dans les favelas, on s'y déplace principalement à pied, à moto ou en vélo, l'accès en voiture n'étant possible que dans 17 % des cas. Dans 4 favelas sur 10, les rues revêtues n'existent que dans moins de la moitié du territoire.

Tableau 12 : Répartition des secteurs censitaires des agglomérés subnormaux à Rio de Janeiro en fonction du type de voie de circulation

Type de voies de circulation prédominant	Nombre de secteurs censitaires	%
Ruelles	1 369	61,5%
Rues	728	32,7%
Escalier	78	3,5%
Sentier	34	1,5%
Pas de voie	12	0,5%
Rampe	6	0,3%
Total	2 227	100%

Tableau 13 : Répartition des secteurs censitaires des agglomérés subnormaux à Rio de Janeiro en fonction du mode d'accès

Moyen d'accès	Nombre de secteurs censitaires	%
Moto	822	36,9%
Vélo	661	29,7%
Uniquement à pied	369	16,5%
Voiture	375	16,8%
Total	2 227	100 %

Source : IBGE, 2010

Rocinha et Vidigal comportent toutes deux une rue principale où les véhicules, camions, voitures, motos, minibus et même les bus dans le cas de Rocinha, peuvent circuler. À Vidigal, la rue principale João Goulart est de plus en plus étroite au fur et à mesure que l'on s'élève et la circulation y est souvent difficile : lorsqu'un camion y circule, le passage y est presque totalement bloqué. À Rocinha, la rue principale, l'Estrada da Gávea est souvent embouteillée de camions et de bus ; c'est une voie également très empruntée puisqu'elle relie São Conrado à Gávea. Des ruelles, rampes et escaliers viennent s'articuler à ces rues principales qui fonctionnent en quelque sorte comme l'épine dorsale de ces favelas. Certaines ramifications sont suffisamment larges pour permettre la circulation de voitures.

Photographie 19 : Exemples de rues permettant la circulation de voitures, de camions et de motos à Vidigal et Rocinha



Avenue João Goulart à Vidigal, Photo de Justine Ninnin, 2013



Via Apia à Rocinha, Photo de Justine Ninnin, 2014

Photographie 20 : Circulation sur l'Estrada da Gávea à Rocinha

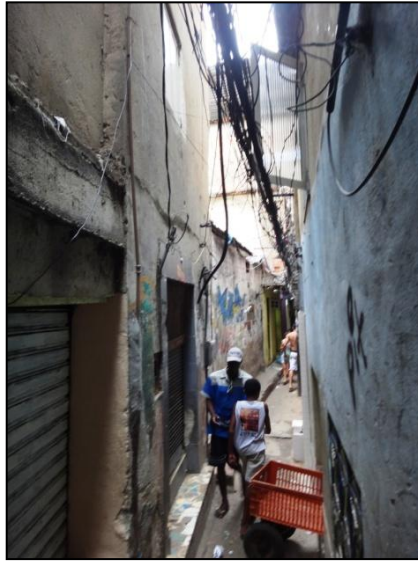


Source : www.vivafavela.com.br, 30/05/2003, photos de Nando Dias

Photographie 21 : Exemples de ruelles et escaliers à Rocinha et Vidigal permettant uniquement une circulation piétonne



Rocinha, photo de Justine Ninnin, 2013



Rocinha, photo de Justine Ninnin, 2013



Vidigal, photo de Justine Ninnin, 2013

Photographie 22 : Exemples de sentiers avec une circulation uniquement pédestre



Rocinha, photos de Justine Ninnin, 2014



Les voies de circulation dépendent aussi bien de la topographie que de la densité puisque la densification du bâti réduit de plus en plus l'espace dévolu au passage.

3. Structure et densité des habitations des favelas

Les maisons des favelas présentent des configurations différentes en termes de verticalisation des habitations et d'espacement entre les constructions. L'IBGE constate une tendance à la densification des *aglomerados subnormais* situés dans les zones offrant plus d'emplois et de services publics. Les immeubles d'habitation ont alors plusieurs étages. Dans les favelas de Rocinha et de Vidigal, la topographie n'a pas empêché la verticalisation : on y observe de nombreux immeubles comportant plusieurs étages ; toutefois, ils sont rarement situés sur les pentes accentuées.

Photographie 23 : Immeubles dans la partie basse de Rocinha



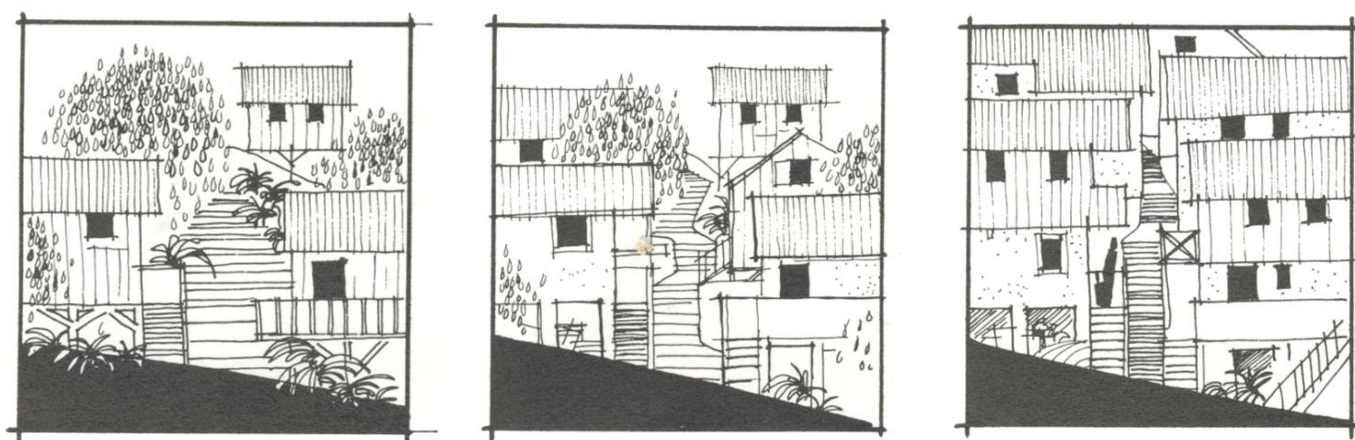
Photo Justine Ninnin, 2013

La densité est un facteur déterminant de l'organisation socio-spatiale de ces quartiers et elle induit des règles de vie collective. Selon l'IBGE, 72,6 % des domiciles des *aglomerados subnormais* de Rio de Janeiro ne présentent aucun espacement entre les habitations. Dans ces zones où la densité est importante, la notion de voisinage prend un sens différent du reste de la ville, tout comme l'utilisation des espaces extérieurs, qui du fait d'un espace habitable restreint sont souvent utilisés en prolongation de l'espace privé-domestique. La promiscuité et la densité rendent plus difficiles l'anonymat et l'intimité. Le nouvel arrivant doit s'adapter aux règles de voisinage concernant plus spécifiquement l'usage des espaces collectifs. Pour le migrant d'origine rurale, l'espace extérieur compte tout autant que l'espace intérieur dans l'habitat, puisqu'il est utilisé comme espace de cuisine, de travaux ménagers ou encore de réception des invités. La frontière entre espace public et espace privé est floue et peu matérialisée physiquement. Selon Marion Segaud, « on observe des « formes d'occupation (définitive ou éphémère) de l'espace public [...] qui sont autant de marques d'appropriation non programmée, formes de résistances donc de privatisation de l'espace » (Segaud, 2007, p. 94). Par exemple, les ruelles sont utilisées comme annexe de la maison. Elles sont à la fois un lieu à usage domestique, le seuil d'entrée des maisons, un espace de circulation et de desserte, et parfois une aire de jeux pour les enfants. L'utilisation des espaces extérieurs nécessite un minimum de respect des règles de voisinage et de vie collective. Les habitants s'organisent collectivement pour entretenir les espaces publics. Ce sont notamment ces espaces qui sont au centre de conflits entre voisins, mais aussi entre groupes de pouvoir (politiciens, trafiquants, miliciens, etc.), qui cherchent à contrôler ces lieux, ce qui peut conduire à des conflits juridiques, voire à des violences physiques.

Au fur et à mesure du processus de consolidation et de densification du bâti, les relations entre espace public et espace privé évoluent : d'une part, parce que les espaces ouverts sont de plus en plus réduits, voire disparaissent complètement avec l'apparition de

nouveaux immeubles ; d'autre part, en raison d'un désir d'intimité dans l'habitat de plus en plus important, reproduisant les comportements des zones urbaines plus aisées. L'espace extérieur prévu pour les travaux domestiques est désormais directement inclus dans les logements. Toutefois, la sur-densification, la promiscuité et l'exiguïté qui l'accompagnent impliquent également une densification des relations sociales (rencontres liées au passage sur le pas-de-porte, discussions à travers les fenêtres, etc.). Le processus de densification et de ramification des voies d'accès génère un dédale de ruelles formant un labyrinthe dont seuls les habitants connaissent les issues. Ainsi, l'arrivée d'un intrus est vite repérée et annoncée au voisinage, qu'il s'agisse d'un individu lambda, d'un policier ou d'un bandit. La promiscuité joue un rôle de contrôle des allers et venues, et plus généralement, elle détermine les modes de vie.

Schéma 9 : Impact de la densification sur les relations entre espaces publics et espaces privés



Source : Drummond, 1981, pp. 67-69-70

Photographie 24 : La densité du bâti à Rocinha



Photographie 25 : La densité du bâti à Vidigal



Photos de Justine Ninnin 2013

Rocinha compte aujourd'hui 800 habitants à l'hectare, pour seulement 328 à Vidigal. La densité est bien plus importante à Rocinha, et dans une moindre mesure à Vidigal, que dans le reste de la ville qui compte en moyenne 111 habitants à l'hectare. Toutefois, la densité n'est pas toujours un facteur de distinction entre les favelas et les quartiers formels : par comparaison le quartier de Copacabana a la densité la plus élevée de la ville, avec

3,4 habitants par m² en 2010 selon l'IBGE. Alors qu'à Rocinha le nombre moyen d'habitants par logement est globalement le même que dans les autres quartiers (environ 3), la forte densité peut s'expliquer en partie par la taille des logements, plus petits, et par une verticalisation plus importante. Dans les années 1980, la surface moyenne des logements à Copacabana était environ dix fois supérieure à celle de Rocinha pour un nombre équivalent d'habitants (Drummond, 1981, p. 62). De plus, contrairement à Vidigal où les maisons dépassent rarement 3 étages, Rocinha compte beaucoup plus d'immeubles et les rues sont bien plus étroites. Seulement 7,4 % des domiciles y sont situés sur une rue accessible aux voitures, 34 % sur des *becos* (ruelles) et 33 % ont un accès par des escaliers, ce qui souligne l'étréitesse particulière des voies de circulation dans cette favela. Par ailleurs, 37 % des habitants de Rocinha vivent dans des appartements, 36 % dans des maisons partagées, 20 % dans des maisons particulières et 1 % dans une pièce unique (237 habitations). En moyenne, les logements à Rocinha possèdent 3,8 pièces et 207 logements n'ont ni cuisine ni cuisinière (EGP-Rio, 2010), l'extension des logements pour créer une pièce supplémentaire nécessitant alors soit la démolition de logements voisins, soit la construction d'un autre étage lorsque cela est possible.

Densité, espacement des logements et verticalisation ont des effets sur les conditions sanitaires. D'une part, le ramassage des ordures y est plus compliqué, ce qui génère une accumulation dans certains lieux et sur le sol ; d'autre part, ces espaces sont moins bien ventilés, ces deux facteurs – ordures et mauvaise aération – augmentant les risques d'infections. Rocinha, quartier extrêmement dense dont certaines parties sont très mal aérées, est par exemple un foyer important de tuberculose.

4. Les réseaux techniques urbains dans les favelas

L'assainissement de base correspond à un ensemble d'infrastructures et de mesures adoptées pour offrir des conditions de vie décente à la population. Au Brésil, la loi n°11445/07 définit l'ensemble des services pour l'approvisionnement en eau, les égouts, la gestion des déchets, le ramassage des ordures et le drainage des eaux pluviales. Selon les Objectifs du Millénaire de l'ONU pour le Développement, les États membres prévoient de réduire de moitié d'ici 2015 la proportion de personnes sans accès à l'eau et à l'assainissement ainsi que d'améliorer sensiblement les conditions de vie des 100 millions de personnes vivant dans les bidonvilles d'ici 2020. Les favelas de Rio de Janeiro ne semblent pas être en retard face à l'objectif fixé, puisque 96 % des logements des *aglomerados subnormais* y sont reliés au réseau général de distribution d'eau, toutefois 1,2 % des ménages s'approvisionnent encore à des sources et fontaines extérieures. À Rocinha et Vidigal, environ 99 % des logements sont reliés au réseau général de distribution d'eau.

Tableau 14 : Accès des domiciles à l'eau à Rocinha, Vidigal et Rio de Janeiro

Accès à l'eau	Rocinha	Vidigal	Rio de Janeiro
Logements ayant accès à l'eau	23 040 98,7%	3 189 98,6%	98,5%
Logements n'ayant pas accès à l'eau	307 1,3%	45 1,4%	1,5%

Source : IBGE 2010

Toutefois, ces données quantitatives issues du recensement de 2010 de l'IBGE ne permettent pas de mettre en évidence des insuffisances qualitatives : si les domiciles sont effectivement reliés au système de distribution d'eau, l'équipement fonctionne mal, les coupures sont fréquentes et certains logements restent plusieurs mois sans eau. La mauvaise qualité du service de distribution est l'un des problèmes le plus importants rencontrés par les habitants de Rocinha. Lorsque les foyers font remonter ces problèmes à la CEDAE, la compagnie met parfois plusieurs mois avant d'intervenir sur le réseau. Cette lenteur d'intervention dans les favelas est parfois source de gâchis, car lors d'une rupture de canalisation, l'eau se déverse dans les rues en continu parfois durant plusieurs jours.

« Concernant l'eau, l'État est présent, il y a la CEDAE ici ; après on ne peut pas dire que 100 % reçoit correctement de l'eau, mais ça s'est énormément amélioré. Il y a encore des coupures d'eau, le système est comme ça : Rocinha n'est pas un quartier plat, c'est un *morro*, c'est une vallée où il y a des difficultés pour acheminer l'eau. Avec plus de difficultés, il faut plus de manutention de la part de la CEDAE. Cette manutention est encore insuffisante donc la population a quelques problèmes. » (Entretien avec Maria Helena, médecin au poste de santé Albert Sabin et habitante de Rocinha, 09/06/2014).

« Il y plusieurs quartiers où il manque de l'eau régulièrement à Rocinha : Vila verde, Cachopa, Roupa Suja, Vila Vermelha, Terrerão ; en vrai il manque de l'eau dans presque toutes les parties de Rocinha sauf dans le quartier de Barcelos, Boadeiros, Campo de Esperança, Rua 4 et Vila União » (entretien avec José Martins de Oliveira, leader communautaire et habitant de Rocinha, le 14/04/2014).

Concernant le système d'égouts, 85 % des domiciles en *aglomerados subnormais* à Rio de Janeiro sont reliés au système général de canalisations ; toutefois, plus de 6 % déversent encore leurs eaux usagées dans des rigoles à ciel ouvert (*valas*) et 4 % dans des rivières, des lacs ou dans la mer. À Rocinha, 86 % des logements sont reliés au réseau général de canalisations et à Vidigal, c'est le cas de 98 % des logements.

Tableau 15 : Modes d'assainissement des logements des *aglomerados subnormais* à Rio de Janeiro

Système d'égout dans <i>aglomerados subnormais</i> à Rio de Janeiro	Nombre de logements	%
Nombre total de logements	426 479	
Branchement au réseau général	362 551	85,0%
Fosse septique	11 248	2,6%
Fosse rudimentaire	5 971	1,4%
Tranchées de canalisations (<i>valas</i>)	26 418	6,2%
Évacuation vers rivière, lac ou mer	16 874	3,9%
Autre	2 584	0,6%

Source : IBGE 2010

Tableau 16 : Équipement sanitaire des logements à Rocinha, Vidigal et à Rio de Janeiro

Nombre de logements		Rocinha	Vidigal	Rio de Janeiro
Avec toilettes et Salle de bain	Reliés au réseau général de canalisation	20 078 86,0%	3 169 98,0%	94,9%
	Non reliés	3 241 13,9%	64 2,0%	5,0%
Sans toilettes ni salle de bain		28 0,1%	1 -	0,1%

Source : IBGE 2010

Concernant la fourniture d'électricité, 99 % des domiciles des *aglomerados subnormais* à Rio de Janeiro sont reliés au réseau, 67 % possèdent un compteur personnel, près de 10 % partagent leur compteur avec des domiciles voisins et 18 % n'ont pas de compteur et sont

reliés de façon clandestine. À Rocinha, 90 % des logements sont reliés à un compteur (personnel ou partagé) et 9 % n'ont pas de compteur, et sont donc reliés clandestinement au réseau électrique. À Vidigal, ces pourcentages s'élèvent respectivement à 92 % et 6 %. La qualité du réseau électrique dans les favelas est souvent médiocre : les coupures sont régulières en raison de la précarité des câblages et parce que les délais d'intervention de la compagnie Light sont souvent importants.

Tableau 17 : Systèmes de distribution d'électricité des domiciles en agglomérés subnormaux à Rio de Janeiro

Système de distribution d'électricité	Nombre de logements	%
Nombre total de domiciles	426 479	
Compteur privé	286 432	67,2 %
Compteur commun avec d'autres domiciles	40 718	9,6%
Sans compteur, liaison clandestine	77 940	18,3%
Autre source	21 136	4,9%
Sans électricité	253	-

Source : IBGE, 2010

Tableau 18 : Accès des domiciles à l'électricité à Rocinha, Vidigal et Rio de Janeiro

électricité		Rocinha	Vidigal	Rio de Janeiro
électricité fournie par une compagnie électrique	avec compteur	20 924 89,6%	2 968 91,8%	92,6%
	sans compteur	2 062 8,8%	203 6,3%	6,0%
autre forme de fourniture en électricité		349 1,5%	61 1,9%	1,4%
sans électricité		12 0,1%	2 0,1%	0,0%

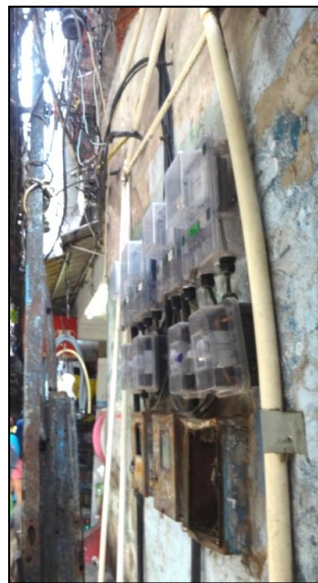
Source : IBGE 2010

Photographies 26 : Exemples de compteurs et raccords électriques à Vidigal



Photos de Martine Berger, 2014

Photographies 27 : Exemples de câblages et de compteurs électriques à Rocinha



Photos de Justine Ninnin, 2013

Quant au système de ramassage des ordures, elles sont collectées dans 97 % des domiciles des *aglomerados subnormais* à Rio de Janeiro, que ce soit directement devant leur porte ou en les déposant dans les bennes prévues à cet effet, mais pour encore près de 4 % des domiciles, les ordures sont jetées dehors. À Rocinha, 98 % des domiciles ont accès au système de ramassage et à Vidigal ce pourcentage s'élève à 100 %. Bien que ramassage des ordures semble couvrir la presque totalité des favelas, la gestion des ordures reste pourtant un problème central pour beaucoup d'entre elles. Les ruelles étroites et escarpées sont souvent jonchées de déchets, les systèmes de ramassage de la Mairie ne pouvant y accéder. Les points de dépôts fixes débordent vite. Poubelles et ordures sont régulièrement jetées dans les égouts à ciel ouvert, qui inévitablement se bouchent et débordent, principalement lors des fortes pluies. Pour la collecte des déchets, une grande partie des habitants doit déposer elle-même ses ordures ménagères dans des bennes prévues à cet effet souvent le long de la route principale, des points décidés collectivement comme zones de dépôt de poubelles, ou bien des

décharges pour brûler les ordures. Parfois, la distance entre le domicile et la benne n'est pas négligeable, notamment pour ceux qui habitent en haut de favelas situées sur des mornes. À Rocinha, seulement 6,8 % des domiciles ont un accès direct à la collecte des ordures de la municipalité, la grande majorité (81,2 %) doit les déposer dans les bennes de la Mairie (EGP-Rio, 2010). Bien que les habitants essayent de s'organiser pour maintenir une certaine discipline, les poubelles s'accumulent dans de nombreux endroits, et notamment dans les espaces verts et les égouts à ciel ouvert. Le problème des ordures relève également d'un manque de prévention et d'éducation environnementale de la part de certains habitants. La question des ordures revient très régulièrement lors des entretiens, comme le souligne par exemple le responsable de la Région Administrative de Rocinha :

« Le plus grand problème à Rocinha s'appelle « poubelle ». Avant de venir travailler ici, en 2009, je connaissais bien Rocinha ; je suis arrivé en 1973, j'étais commerçant, j'avais un commerce jusqu'en 2005, depuis je travaille à l'État et à la Mairie. Depuis que je connais Rocinha, les ordures sont un problème. En regardant bien, Rocinha c'est un entonnoir, une vallée, toutes les ordures convergent vers l'Estrada da Gávea. Rocinha produit par jour 100 tonnes d'ordures. Les ordures à Rocinha coûtent beaucoup plus cher que pour l'ensemble de Leblon et Ipanema, parce qu'à Leblon et Ipanema, les habitants payent des impôts pour le ramassage des ordures, pas ici ; là-bas les collectes se font 3 fois par semaine, ici à Rocinha c'est tous les jours. Il y a ici beaucoup plus de personnel et de camions qui travaillent qu'à Ipanema et Leblon, et ici c'est plus compliqué. Les habitants doivent prendre conscience, ils doivent apprendre à mettre les ordures dans les poubelles, à Rocinha le problème des poubelles relève beaucoup d'un problème d'éducation. On a acheté des poubelles qui compactent les ordures de 3 m³, elles pèsent 400 kilos ; alors on ne peut pas les voler celles-là, parce que le problème c'est que quand on met des nouvelles poubelles, parfois les gens les volent pour chez eux ! Mais le problème c'est qu'il n'y a pas assez d'espace sur l'Estrada da Gávea pour mettre ces grandes poubelles ». (Entretien avec Jorge Collaro Responsable de la Région Administrative de Rocinha, 05/05/2014).

Tout comme Jorge Collaro, les leaders communautaires et les habitants de Rocinha soulignent que ce problème est en partie lié à un manque d'éducation :

« C'est une question d'éducation, les personnes doivent prendre conscience qu'il faut jeter les ordures à un endroit déterminé et même ces lieux sont difficiles d'accès. Ça a été un grand problème jusqu'à aujourd'hui. Il faut qu'il y ait un projet d'éducation très fort pour que les personnes aient une prise de conscience. » (Entretien avec Paulo Cesar Martins Vieira, leader communautaire et habitant de Rocinha, le 11/06/2013).

Lors d'une réunion des centres de santé de Rocinha, le problème des ordures a été évoqué sous l'angle de la santé, mais une habitante de la favela, Cléonice, observait cependant des améliorations :

« Le problème, c'est qu'il y a des endroits plus bas où, quand il pleut beaucoup, ça devient une rivière de poubelles. Mais il faut tout de même dire que Rocinha a beaucoup évolué ; quand j'étais petite, il y avait des planches de bois au sol, car en dessous c'était vraiment sale, les égouts s'écoulaient en dessous. Aujourd'hui, les ruelles sont bitumées donc il y a quand même eu des améliorations, mais c'est sûr qu'il y a encore beaucoup d'efforts à faire pour l'assainissement. Moi ce qui m'embête beaucoup, c'est que tout le monde sait que toutes ces eaux sales vont vers la plage » (Cleonice, habitante de Rocinha, réunion *Clinica da Familia*, 08/04/2014).

Photographies 28 : Accumulations de poubelles et d'ordures à Vidigal et à Rocinha



Les tas d'ordures à Vidigal débordent sur la route et rendent la circulation difficile. Cependant, du fait de l'étroitesse des rues et de la dimension des camions poubelles, le ramassage des ordures pose également un problème important pour la circulation.

Photos Justine Ninnin 2014



Benne à ordures et accumulation de poubelles à l'extérieur de la benne à Rocinha



Les amas de déchets restent plusieurs jours, voire plusieurs mois (déchets ménagers, poubelles ordinaires, etc.) et les enfants jouent dans ces ordures.

Photos de Justine Ninnin, 2013

Photographie 29 : valão, égout à ciel ouvert à Rocinha



Ancien canal transformé en égout, qui a donné son nom à la rue : rue du valão. Les poubelles sont souvent directement jetées dans ces égouts à ciel ouvert.

Photographie 30 : Rue inondée à Rocinha



Mélange d'eau de pluie et d'eau des égouts qui déborde. L'insuffisance de l'assainissement de base provoque régulièrement ce type d'inondation à Rocinha.

Photos de Justine Ninnin, 2013

Finalement, au-delà des nuisances visuelles et des odeurs nauséabondes qui se dégagent de certaines rues, les ordures sont un réel problème sanitaire. Pour Maria Helena, médecin au centre de santé Albert Sabin à Rocinha, le manque d'assainissement de base, les égouts à ciel ouvert et les poubelles sont le plus grand problème de santé à Rocinha (entretien du 09/06/2014). Aux déchets qui s'accumulent s'ajoute le problème de l'étroitesse des rues et de leur mauvaise aération. Rocinha est encore un foyer de tuberculose.

Photographie 31 : Affiche de prévention de la tuberculose à Rocinha

(Une toux depuis plus de trois semaines est un signe d'alerte. Rendez-vous à une unité de santé)



Photo de Justine Ninnin, 2013

Puisque la municipalité ne semble pas avoir la capacité de le résoudre, le problème des ordures doit donc être pris en main par les habitants eux-mêmes et les organisations locales. Dans certaines favelas, les associations de résidents mettent en place des « éboueurs communautaires », comme à Rocinha où ils récoltent les ordures de 5,5 % des domiciles (EGP-Rio, 2010). Par ailleurs, des habitants organisent de temps en temps des travaux collectifs pour poser des canalisations ou nettoyer les espaces publics, lors de *mutirão*. Souvent, ils organisent des fêtes, des barbecues, pour collecter les fonds nécessaires à l'achat de matériel.

Photographie 32 : Organisation d'un *mutirão* de nettoyage du quartier de Laboriaux à Rocinha le 15/03/2014



Source : vivafavela.com.br

À Vidigal, l'effort de nettoyage d'une partie de la forêt a donné lieu à la création d'un parc écologique : le Sitiê. Ce projet a démarré en 2005. Autrefois, cette partie de la forêt était une décharge où les habitants entreposaient une quantité impressionnante de déchets, y compris électroménagers : télévisions, fours et réfrigérateurs, par exemple. Les habitants à l'initiative de ce projet ont souhaité nettoyer cet espace et réutiliser certains objets dans la construction et l'aménagement d'un parc (pneus de voitures, bouteilles en plastique, ventilateurs, planches, etc.). La phase de nettoyage a pris plus de 4 ans. Ce projet tente d'apprendre aux habitants comment recycler les objets jetés. Il y a toutefois une certaine conscience environnementale à Vidigal, car la nature y est encore particulièrement présente.

Photographie 33 : Parc écologique de Vidigal : Sitiê



Photos de Justine Ninnin, 2013

5. Les logements des favelas et leur équipement

Les logements ont souvent une architecture adaptée à la topographie et au fur et à mesure de leur consolidation, les habitants ajoutent de plus en plus d'attributs pour les faire ressembler aux logements formels de la ville : types de fenêtres et de portes, revêtement des murs – souvent plus colorés toutefois que dans les quartiers formels. Près de 80 % des logements dans les favelas ont des murs revêtus, contre 95 % dans les quartiers formels. Seulement 0,2 % des logements dans les *aglomerados subnormais* sont encore constitués de planches de bois.

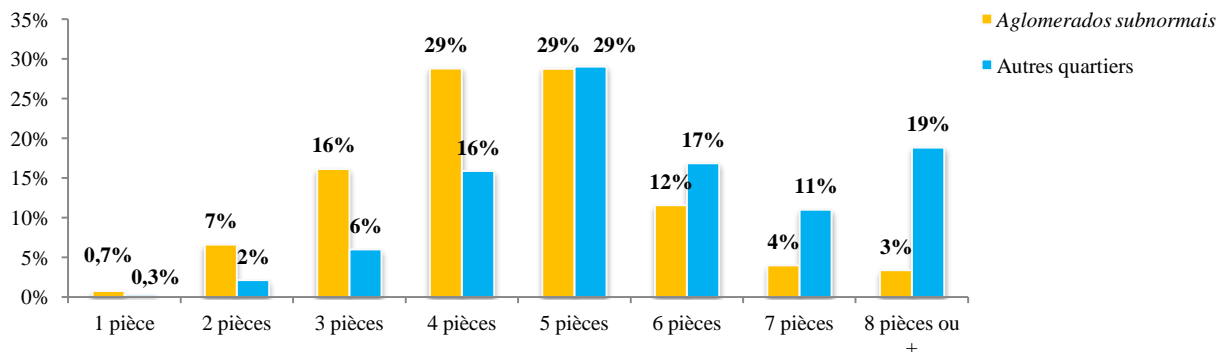
Photographie 34 : Maison à Rocinha surnommée « le château »



Photo Justine Ninnin, 2013

Les logements sont souvent de plus petite taille que dans les quartiers formels et comportent moins de pièces : seulement 1 logement sur 5 dans les favelas a plus de 5 pièces, contre près de la moitié dans les autres quartiers.

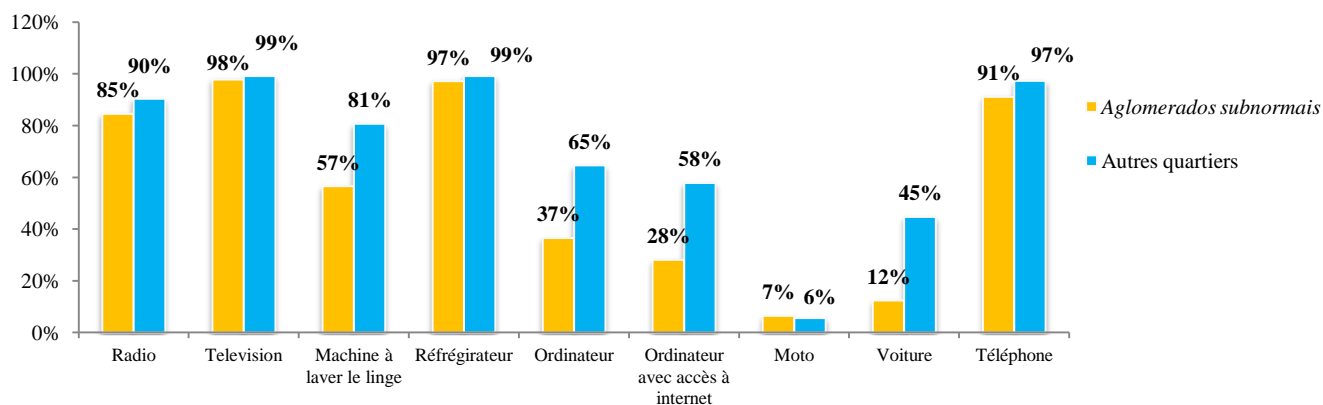
Graphique 13 : Répartition des logements selon le nombre de pièces dans les *aglomerados subnormais* et les quartiers formels à Rio de Janeiro



Source : IBGE, 2010

Par ailleurs, les niveaux d'équipement en biens domestiques et en véhicules sont sensiblement similaires entre les favelas et les autres quartiers, hormis pour les voitures (étant donné que bien souvent le domicile n'est pas accessible en voiture) et les machines à laver. L'investissement dans le logement et les équipements dépend de la situation économique des habitants.

Graphique 14 : Équipements des domiciles en biens électroménagers et en véhicules dans les agglomérados subnormaux et les quartiers formels de Rio de Janeiro



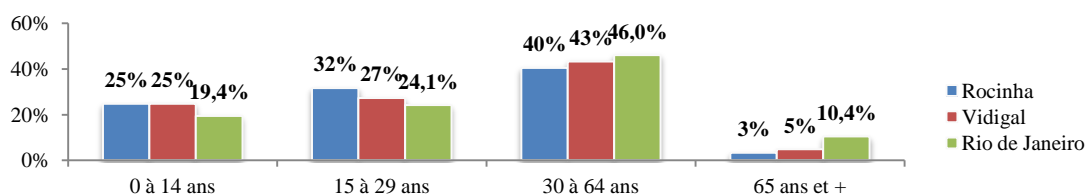
Source : IBGE, 2010

II LES HABITANTS DES FAVELAS

Les favelas ont des caractéristiques spécifiques qui les différencient souvent du reste de la ville, que ce soit concernant la structure des populations (âge, sexe), leurs niveaux de formation, leurs revenus, leur statut ou leurs secteurs d'activité professionnelle. Toutefois, les statistiques nous mettent aussi en évidence leur hétérogénéité interne.

1. Âge et répartition par sexe²⁹

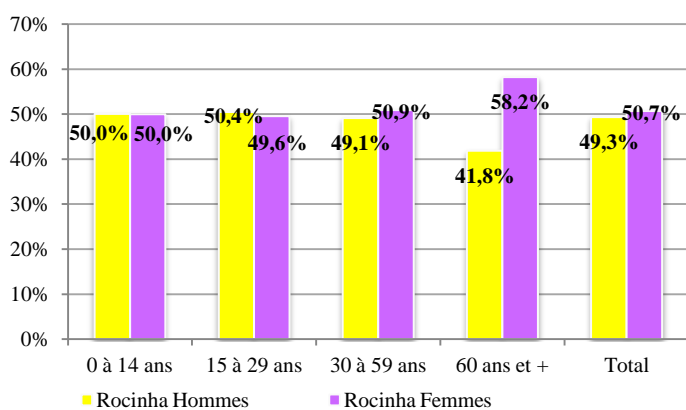
Graphique 15 : Répartition de la population par classes d'âge



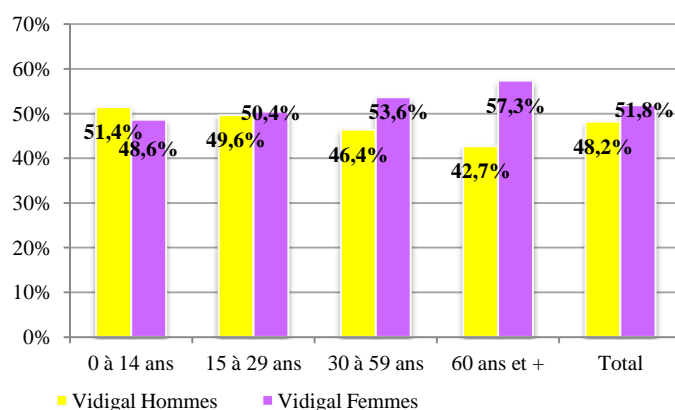
Source : IBGE 2010

La population de Rocinha et de Vidigal est plus jeune que celle de l'ensemble de la municipalité, avec une part plus importante d'enfants, d'adolescents et de jeunes adultes et moins de personnes âgées de plus de 65 ans, plus particulièrement à Rocinha. Le taux de mortalité infantile est néanmoins supérieur dans la région administrative de Rocinha à celui de la région administrative de Lagoa (quartiers de Gávea, Ipanema, Jardim Botânico, Lagoa, Leblon, São Conrado, Vidigal) avec en 2013 un taux de 19,83 enfants décédés avant leur 5 ans sur 1 000 naissance à Rocinha contre 5,63 à Lagoa (Secrétariat Municipal à la Santé et à la Défense Civile (SMSDC), <http://riocomovamos.org.br/indicadores-regionalizados/>).

Graphique 16 : Répartition de la population de Rocinha par sexe et par classes d'âge



Graphique 17 : Répartition de la population de Vidigal par sexe et par classes d'âge



Source : IBGE 2010

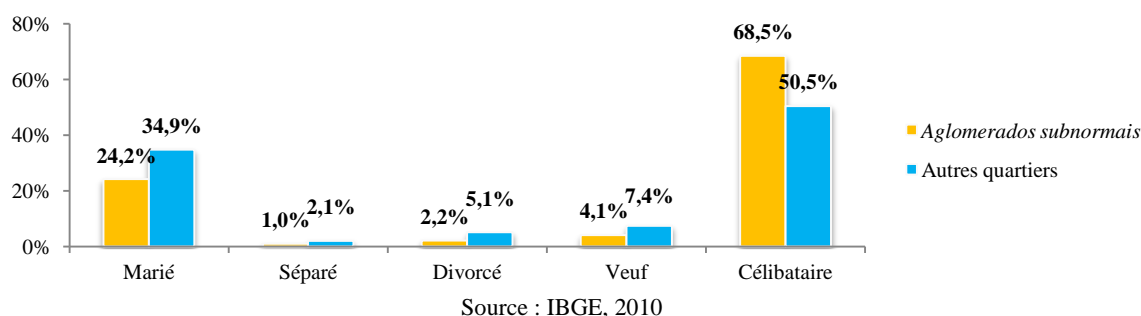
On observe globalement une part presque équivalente d'hommes et de femmes selon les classes d'âge, avec toutefois une sur-féminité à Vidigal pour les adultes de 30 à 59 ans (46,4 % d'hommes contre 53,6 % de femmes), alors qu'à Rocinha les proportions sont plus proches pour cette classe d'âge (49 % d'hommes contre 50,9 % de femmes) : cette sur-

²⁹ Les statistiques concernant les *aglomerados subnormais* et les quartiers formels ne sont pas disponibles pour ces variables.

féminité est en général caractéristique d'un niveau d'urbanisation plus élevé³⁰. On constate également une différence sensible au-delà de 60 ans, avec une part plus importante de femmes, ceci n'étant pas spécifique des favelas, puisque comme partout l'espérance de vie des femmes y est supérieure.

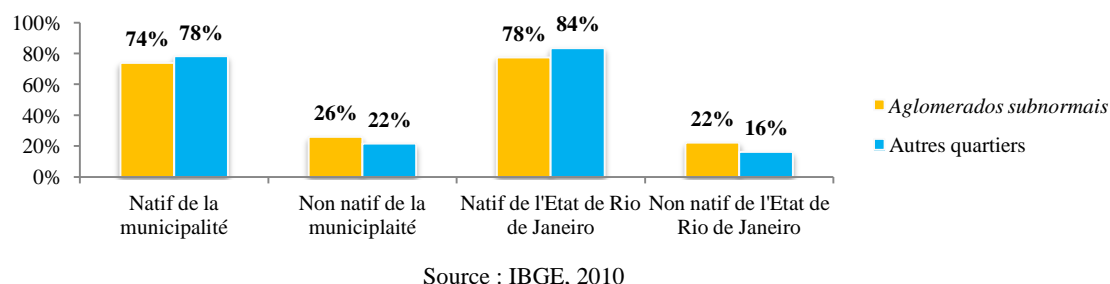
2. État civil et origines

Graphique 18 : Répartition de la population de 10 ans et plus à Rio de Janeiro selon l'état civil dans les agglomérations subnormales et les quartiers formels



La répartition de la population en fonction de son état civil est à mettre en parallèle avec la proportion plus importante d'adolescents et de jeunes adultes dans les favelas qui induit donc un plus grand nombre de célibataires.

Graphique 19 : Origines de la population de Rio de Janeiro dans les agglomérations subnormales et dans les autres quartiers



Dans les favelas, une part plus importante de la population n'est pas native de la ville de Rio de Janeiro : 22 % des habitants sont nés hors de l'État de Rio de Janeiro, contre 16 % dans les quartiers formels. Toutefois, 74 % de la population des favelas est *carioca*, ceci invalidant certains préjugés selon lesquels la population des favelas serait majoritairement composée d'immigrés. Ces préjugés naissent notamment du fait qu'elle compte une part plus importante de noirs que celle des quartiers formels : 12,9 % dans les favelas contre 8 % dans les autres quartiers, selon le recensement de l'IBGE de 2010 ; 55,5 % de la population des favelas est métis contre 38,7 % dans les quartiers formels, et les blancs représentent 30,6 % des habitants des favelas, mais plus de la moitié de la population (51,9 %) dans les autres quartiers. Cette présence plus importante de la population noire laisserait penser qu'il s'agit de Nordestins, or ils sont pour une grande partie *cariocas*. En effet, les noirs *cariocas* ont été

³⁰ On aurait également pu faire l'hypothèse d'une proportion plus importante de morts violentes chez les hommes liées au trafic de drogue, or, les statistiques sont trop faibles pour avoir un impact sur les classes d'âge (avec maximum 3 homicides annuel à Vidigal et 6 à Rocinha entre 2007 et 2013 (ISP).

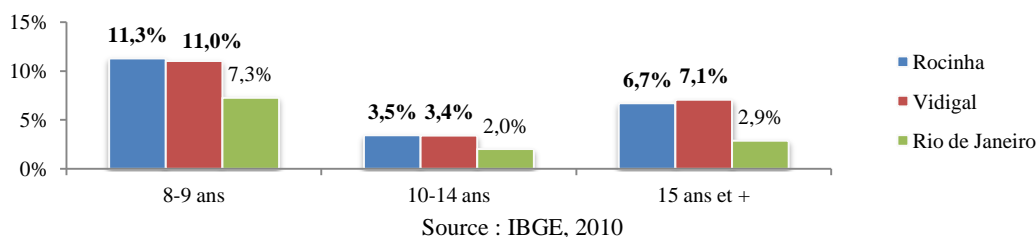
les premiers à s'installer dans les favelas, alors que les migrants du Nordeste sont arrivés plus tardivement, particulièrement à partir de la deuxième moitié du XX^{ème} siècle.

« Historiquement Rocinha est née avec le processus d'esclavage. Avant il s'agissait d'une plantation où travaillaient des esclaves, plantation de canne à sucre, de café. Cette ferme a fait faillite. Une banque a acheté cette fazenda et a divisé le terrain en lots. Beaucoup de ces anciens esclaves avaient une famille dans la région. Avec ce processus de division en lots, quelques-uns ont pu acheter un terrain, tout comme quelques immigrants portugais, espagnols, italiens. [...] Et puis petit à petit de plus en plus de monde est venu s'installer. [...] Il y a eu pas mal de gens qui sont venus de l'intérieur de l'État de Rio, du Sudeste et aussi des gens du Minas entre les années 1930 et 1970. [...] Après sont arrivés beaucoup de Nordestins. [...] Quand on parle des Nordestins du départ, on parle des noirs bahianais. Après sont arrivés les *Cearenses*, *Pernambucanos* et *Paraibanos* qui aujourd'hui sont plus de 90 % de cette communauté du Nordeste à Rocinha. [...] Donc oui, la croissance de Rocinha s'est faite avec l'arrivée de migrants du nord, mais il y avait déjà une histoire avant. » (Entretien avec Antonio Carlos, leader communautaire et habitant de Rocinha, le 14/05/2014).

Aussi, nos enquêtes de terrain nous laissent supposer qu'à Rocinha, la part des non-natifs de l'État de Rio de Janeiro serait plus importante que la moyenne des *aglomerados subnormais*, car la population venant des États du Nordeste y est particulièrement représentée, tandis qu'à Vidigal la population *carioca* et celle provenant des États limitrophes serait plus importante qu'à Rocinha.

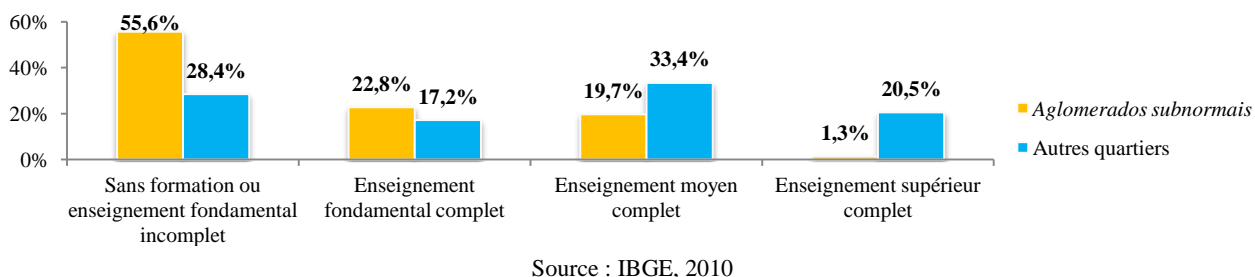
3. Scolarisation et niveau de formation

Graphique 20 : Pourcentage de non alphabétisés par classe d'âge à Rocinha, Vidigal et Rio de Janeiro



Graphique 21 : Niveau de formation de la population

des *aglomerados subnormais* et dans les autres quartiers de Rio de Janeiro³¹



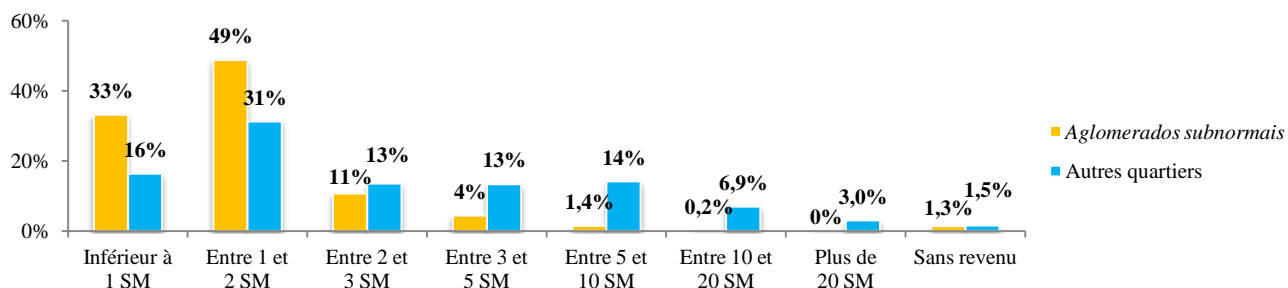
La proportion de la population qui ne sait ni lire ni écrire est sensiblement plus importante à Rocinha et à Vidigal que dans l'ensemble de la municipalité, avec un écart d'environ 4 points pour les 15 ans ou plus. Cette différence se retrouve également dans les niveaux de formation : la part de la population n'ayant pas de formation ou une formation incomplète est deux fois plus importante dans les favelas que dans les quartiers formels de

³¹ L'enseignement fondamental correspond à l'école primaire et l'enseignement moyen au collège et au lycée.

Rio de Janeiro (55,6 % contre 28,4 %). On observe également un écart concernant l'enseignement supérieur qui n'a été fréquenté que par 1,3 % de la population des favelas.

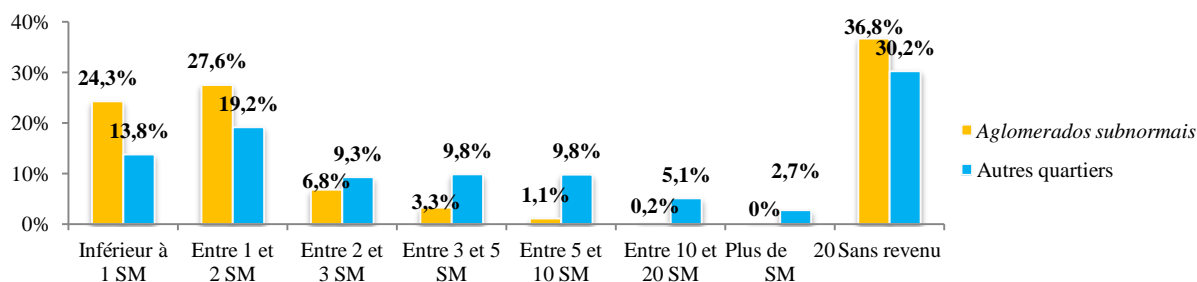
4. Activités professionnelles et revenus de la population

Graphique 22 : Répartition de la population de 10 ans ou plus, occupée la semaine de référence selon les classes de revenus exprimées en salaire minimum (SM)³²



Source : IBGE, 2010

Graphique 23 : Répartition de la population de 10 ans ou plus selon les classes de revenus exprimées en salaire minimum (SM)



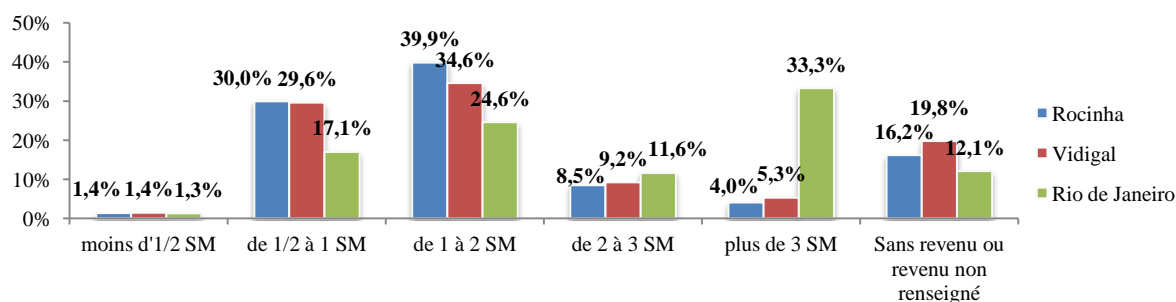
Source : IBGE, 2010

Tableau 19 : Revenus par ménage à Rio de Janeiro dans les agglomérations subnormales et les quartiers formels

Revenu par domicile	Agglomérations subnormales	Autres quartiers
Nombre de ménages	389 347	1 634 094
Revenu nominal moyen mensuel (R\$)	1 544	5 083
Revenu nominal médian mensuel (R\$)	1 200	2 510

Source : IBGE, 2010

Graphique 24 : Part des chefs de ménage selon les classes de revenu à Rocinha, Vidigal et Rio de Janeiro exprimées en salaire minimum (SM)



Source : IBGE, 2010

³²Le salaire minimum était en 2010 de 510 R\$ (100 R\$ ≈ 40 €)

S'il n'y a pas que des pauvres dans les favelas, il y en a tout de même beaucoup plus que dans les quartiers formels, comme le montrent les inégalités de revenu, mais inversement les pauvres n'habitent pas seulement dans les favelas. Dans les favelas, 36 % de la population de plus de 10 ans ne perçoit aucun revenu, contre 30 % seulement dans les quartiers formels, ce qui s'expliquerait en partie par le fait que la population des favelas comporte plus d'enfants et d'adolescents que celle des quartiers formels. Dans les favelas, 82 % de la population de plus de 10 ans qui travaille gagne moins de 2 fois le salaire minimum par mois (soit moins de 1020 R\$), alors que dans les quartiers formels, la majorité de la population gagne plus de 2 salaires minimum, et 24 % plus de 5 salaires minimum (soit plus de 5 100 R\$), contre seulement 2,6 % dans les favelas. Le revenu moyen dans les favelas correspond à moins d'un tiers du revenu moyen des habitants des quartiers formels. Quant au revenu médian, il est inférieur de moitié à celui des quartiers formels. Si la majorité des habitants des favelas ont des revenus faibles, certains gagnent toutefois suffisamment pour pouvoir en sortir : habiter la favela peut être un choix, et non une contrainte.

À Rocinha et à Vidigal, environ 30 % des chefs de ménage perçoivent moins d'un salaire minimum. La majorité des personnes de référence des ménages gagnent moins de deux salaires minimum : 71 % à Rocinha et 66 % à Vidigal. À Vidigal, les chefs de ménage gagnent légèrement plus qu'à Rocinha, mais leurs revenus restent largement inférieurs à ce qu'on observe dans l'ensemble de la ville. Globalement le nombre d'habitants par logement est le même à Rocinha et Vidigal et dans l'ensemble de la municipalité (environ 3 personnes), le revenu du responsable du ménage est donc divisé entre le même nombre de personnes. Les habitants de favelas n'ont pas toujours plus d'enfants que ceux des autres quartiers : en moyenne, à Rio de Janeiro, on compte 2,7 enfants par femme dans les favelas et 2,3 dans les quartiers formels. Parfois, plusieurs familles partagent le même logement : à Rocinha par exemple, si dans 89 % des cas il n'y a qu'une seule famille par domicile, dans 5 % des cas il y en a deux et dans 3 % des cas 3, ceci étant souvent lié au fait que lorsque que les enfants ont eux-mêmes des enfants très jeunes, ils restent vivre chez leurs parents, car à l'adolescence, beaucoup de jeunes mères élèvent seules leurs enfants.

Si le nombre d'enfants est relativement équivalent entre les favelas et les quartiers formels, nos observations nous conduisent à penser que les femmes sont plus souvent responsables de ménage dans les favelas : à Rocinha, par exemple, sur les 34 125 femmes recensées par l'IBGE, dont 24 235 entre 15 et 59 ans, 7 500 sont chefs de ménage. Selon l'IBGE, environ 16 000 femmes à Rocinha ont un revenu inférieur à 2 salaires minimum. À Rio de Janeiro en 2010, 31,6 % des mères chefs de famille ayant au moins un enfant de moins de 15 ans à charge n'ont pas suivi l'enseignement fondamental (PNUD, 2013). Dans les favelas, les femmes sont plus souvent en situation de précarité avec plus de difficultés pour s'insérer dans le milieu du travail et des revenus plus faibles que les hommes, et se retrouvent seules, dans de nombreux cas, pour élever leurs enfants. De plus, par rapport aux quartiers formels, on observe dans les favelas une présence plus importante de très jeunes femmes enceintes³³. En 2013, dans la Région Administrative de Rocinha près d'un quart des naissances sont de mères de moins de 20 ans (22,6 %) contre 6,25 % dans la Région

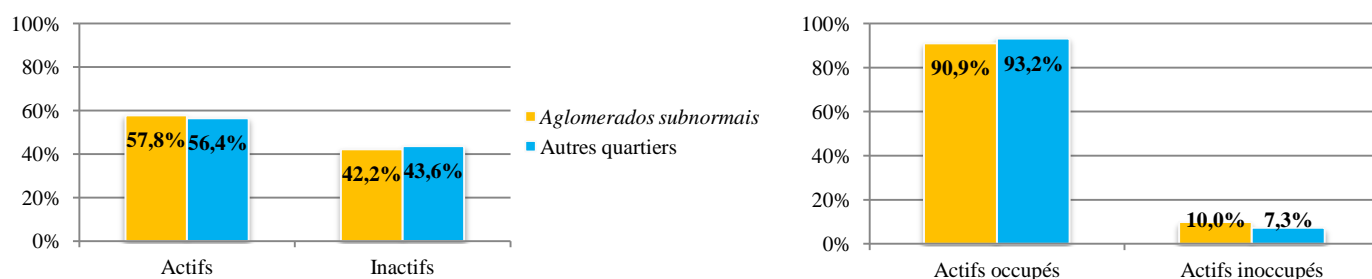
³³ À Rio de Janeiro, la part des femmes âgées de 10 à 17 ans ayant des enfants a augmenté entre 1991 et 2010 passant de 1,85 % à 2,60 % (PNUD, 2013).

Administrative de Lagoa (SMSDC), <http://riocomovamos.org.br/indicadores-regionalizados/>). Ces jeunes femmes ont parfois recours à l'avortement illégal et dans certains cas l'enfant ou la mère meurent à la naissance. Ces avortements clandestins génèrent souvent de lourdes complications pour les jeunes filles (stérilité, douleurs, hémorragies, etc.) allant parfois jusqu'au décès. Lors de mes enquêtes de terrain à Rocinha, j'ai recueilli des témoignages de jeunes filles ayant eu recours à ces pratiques, qui m'expliquaient que certaines pharmacies de la favela vendaient illégalement des pilules pour avorter dans les premières semaines, et qu'au-delà d'un certain stade il fallait se rendre dans les cliniques où les opérations illégales coûtaient cher. Selon Maria Helena, médecin à Rocinha, la situation à Rocinha n'est pas nettement plus préoccupante que dans le reste de la ville, bien que le nombre de filles enceintes jeunes soit tout de même plus important :

« De toutes façons, on ne peut pas comparer avec d'autres quartiers qui ne font pas la même taille et qui ne sont pas des « quartiers *favelados* ». [...] Mais ce n'est pas comme si la favela était une poche de concentration de filles enceintes. La plus forte concentration de femmes enceintes ici, c'est dans la tranche des jeunes adultes, entre 20 et 24 ans, ce ne sont pas des filles de 14 ou 15 ans. » (Entretien avec Maria Helena, médecin au poste de santé Albert Sabin et habitante de Rocinha, 09/06/2014).

Les statistiques disponibles par sexe dans les favelas sont relativement limitées et ne nous permettent pas d'approfondir notre recherche sur la précarité féminine, notamment concernant les activités professionnelles. Concernant Rocinha et Vidigal, nous ne disposons pas non plus de données et les activités des habitants des favelas seront donc décrites à l'échelle de l'ensemble de la ville, en comparant les chiffres des *aglomerados subnormais* à ceux des quartiers formels.

Graphique 25 : Répartition selon l'activité de la population de plus de 10 ans des *aglomerados subnormais* et des quartiers formels de Rio de Janeiro



Source : IBGE, 2010

Tableau 20 : Répartition de la population de plus de 10 ans des *aglomerados subnormais* et des quartiers formels de Rio de Janeiro selon le nombre d'heures travaillées par semaine

Nombre d'heures travaillées par semaine	Part de la population de plus de 10 ans occupée durant la semaine de référence	
	Aglomerados subnormais	Autres quartiers
Moins de 14 h	11%	10%
15 à 39 h	12%	17%
40 à 44 h	43%	47%
45 à 48 h	16%	10%
49 h ou plus	18%	15%

Source : IBGE, 2010

Dans les favelas, la part de la population active est plus élevée que dans les quartiers formels (57,8 % contre 56,4), mais le taux chômage y est plus important (10 % contre 7,3 %). À Rio de Janeiro, 23,5 % des actifs ne possèdent pas de carte de travail officielle et travaillent donc de façon informelle, mais dans les quartiers formels, ce taux n'est que de 17,5 %. Dans les favelas, 34 % de la population occupée (durant la semaine de référence) travaille plus de 45 heures par semaine, contre 25 % dans les quartiers formels. Ainsi, globalement, les actifs des favelas travaillent plus, mais gagnent moins que ceux des quartiers formels, ceci étant en partie lié aux niveaux différents de qualification.

Tableau 21 : Répartition de la population de plus de 10 ans occupée selon l'activité professionnelle dans les *aglomerados subnormais* et les quartiers formels de Rio de Janeiro

Grands groupes d'activité professionnelle	Part de la population de plus de 10 ans occupée durant la semaine de référence	
	<i>Agglomerados subnormais</i>	Autres quartiers
Directeurs et gérants	1,6%	5,9%
Cadres et professions intellectuelles	2,6%	20,6%
Professions intermédiaires	4,0%	10,0%
Employés administratifs	7,3%	10,2%
Employés des services et du commerce	28,7%	19,2%
Ouvriers qualifiés	21,6%	12,8%
Occupation élémentaire (vendeurs de rue, employés domestiques, portiers, coursiers, vigiles, ouvriers non qualifiés, etc.)	27,0%	9,9%
Membres des forces de l'ordre, policiers et pompiers militaires	0,8%	2,4%
Occupation mal ou non renseignée	6,4%	8,9%

Source : IBGE, 2010

Tableau 22 : Répartition des habitants de Rocinha selon leur situation professionnelle

Situation professionnelle	Part de la population totale
Salarié avec une carte de travail officielle	30,9%
Travailleur autonome (<i>bicos</i> : bricolage, petits services, etc.)	7,8%
Travailleur indépendant informel	4,3%
Travailleur indépendant formel	1,8%
Invalide	0,4%
Fonctionnaire	0,2%
Chef d'entreprise / employeur	0,1%
Mère ou père au foyer	7,1%
Chômeur	7,7%
Retraité	6,0%
Autre	0,5%
Élève ou étudiant	23,5%
Enfant de 0 à ans	8,2%
Non renseigné	1,0%

Source : EGP-Rio, Censo das favelas, Complexo da Rocinha, Censo domiciliar, 2010

Tableau 23 : Lieux de travail de la population des *aglomerados subnormais* et des quartiers formels à Rio de Janeiro

Lieu de travail	Part de la population de 10 ans et plus occupée la semaine de référence	
	<i>Agglomerados subnormais</i>	Autres quartiers
Dans la municipalité de résidence	97%	99%
Dont sur le lieu de résidence	26%	23%
Dont hors du lieu de résidence	74%	77%
Autre municipalité	3%	1%

Source : IBGE, 2010

Dans les favelas, on trouve une plus grande quantité d'actifs ayant des emplois dans les services et le commerce (28,7 %), suivis de près par ceux qui ont une « occupation élémentaire » correspondant aux vendeurs de rues, employés domestiques, portiers, coursiers, vigiles, ouvriers non qualifiés de l'agriculture, etc. (27 %), puis viennent les ouvriers qualifiés (21,6 %). À Rocinha, la majorité des actifs ont une carte de travail officielle (31 % de la population totale) et 8 % de la population vit de petits boulots informels (*bicos*). Bien qu'une grande partie de la population des favelas ait une formation minimale, la ville de Rio de Janeiro offre de nombreuses opportunités d'emplois, principalement dans les quartiers aisés. La majorité de la population travaille en dehors de son quartier de résidence (74 %), ce qui permet de supposer que les habitants des favelas vont principalement travailler dans les quartiers plus aisés dans le domaine de la construction, des services ou du commerce. La majorité des habitants des favelas est donc amenée à fréquenter tous les jours les quartiers formels de la ville, ce qui atteste de son intégration dans la société urbaine.

III L'INTÉGRATION À LA VILLE DES HABITANTS DES FAVELAS

Le quartier habité se situe à l'interaction d'enjeux qui mobilisent d'autres lieux et d'autres temporalités. Il ne s'agit donc pas d'opposer les favelas et la ville, mais de les articuler, de les mettre en relation, puisque l'interaction entre un quartier et son environnement participe de son fonctionnement. Les habitants des favelas sont avant tout des « urbains » et non des « parias urbains » pour reprendre l'expression de Loïc Wacquant (2006), et si leurs pratiques sont souvent accompagnées d'une forme de bricolage mêlant l'informel au formel, ils interagissent bel et bien avec le reste de la ville et avec d'autres espaces plus larges et plus distants. Les favelas et leurs habitants sont ainsi au cœur des processus de globalisation.

Michaël Chétry (2013) s'est intéressé aux formes d'articulation et de participation à la ville des habitants des favelas en relativisant leur repli sur l'espace de résidence. Il souligne notamment qu'au regard des trajectoires résidentielles, une grande partie d'entre eux ne sont ni des marginaux – certains ont déjà habité des quartiers formels de la ville –, ni des exclus puisque le fait de résider dans une favela peut être un choix stratégique, notamment pour vivre à moindre coût à proximité des emplois, certains préférant y rester plutôt que de déménager dans des quartiers formels. « L'itinéraire résidentiel des habitants s'inscrit dans un éventail de choix qui, bien que restreint, n'est pas nul, offrant ainsi des opportunités qu'ils peuvent saisir pour atteindre un équilibre entre leurs aspirations et leurs possibilités » (Chétry, 2013, p. 129). Par ailleurs, en observant les pratiques spatiales des habitants, on constate qu'ils sortent souvent des favelas, que ce soit pour le travail, les courses, les études, la santé ou les loisirs, même dans celles qui offrent plus d'emplois, d'équipements et de services. À Rio de Janeiro, le réseau de transport relie une grande partie des favelas aux quartiers formels (qu'il s'agisse des bus, minibus, du métro ou encore des mototaxis), même s'il dessert inégalement le territoire. Si la population des favelas n'est pas captive de son lieu de résidence, à l'inverse, les favelas sont assez peu fréquentées par les populations extérieures. Toutefois, cela ne signifie pas pour autant que les habitants des quartiers formels n'y viennent jamais : en effet, les favelas sont des lieux d'effervescence culturelle, l'exemple le plus parlant étant celui des écoles de samba qui accueillent depuis près d'un siècle aussi bien les habitants des favelas que ceux des quartiers formels voisins. Par ailleurs, le tourisme local s'y développe de plus en plus, notamment depuis les nouvelles mesures de sécurité, et de plus en plus de touristes viennent visiter les favelas, leurs bars, leurs restaurants et leurs points de vue exceptionnels.

1. Les pratiques économiques des habitants et leur intégration au(x) marché(s)

Les habitants ne sont pas à l'écart des circuits économiques, ils dépendent du reste de la ville tout autant que la ville dépend d'eux. Le fait que Rocinha et Vidigal soient situées dans une zone résidentielle aisée a une incidence non négligeable sur les activités professionnelles de leurs habitants, puisque ces quartiers riches offrent des emplois à proximité. Les hommes y forment principalement une masse de travailleurs non qualifiés et certains travaillent régulièrement sur les chantiers de construction, dans les services techniques de la municipalité (éboueurs, conducteurs de transport en commun, etc.), mais la majorité occupe des emplois

dans le secteur tertiaire (services d'hôtellerie et de restauration, portiers d'immeuble, chauffeurs, gardiens, etc.). Dans ces deux favelas, il y a peu d'ouvriers, car les usines se situent principalement dans les Zones Nord et Ouest. Face à la difficulté de trouver un travail stable, notamment en raison de l'image stigmatisante attachée aux favelas, les habitants cumulent souvent les emplois précaires et saisonniers (vendeurs ambulants, laveurs de voitures, vendeurs de rafraichissements sur les plages et lors d'événements, etc.) et ils complètent leurs revenus par de petits services (*bicos* : bricolage, réparation, maçonnerie, plomberie, électricité, etc.). Quant aux femmes, elles travaillent principalement dans le secteur tertiaire, comme cuisinières, femmes de ménage, nourrices, employées dans les salons de coiffure, manucures, etc. Véritable institution au Brésil, les employés domestiques ont connu depuis la fin du XX^e siècle une évolution de leurs conditions de travail – comme le décrit Dominique Vidal dans son ouvrage *Les bonnes de Rio* (2007), avec l'acquisition de droits sociaux spécifiques à cette catégorie de travailleurs. Au Brésil, les classes moyennes et aisées emploient ordinairement un ou plusieurs employés domestiques, qui, souvent, travaillent à temps plein et dorment dans les appartements des employeurs (beaucoup comportent une pièce destinée aux travaux domestiques et une chambre de bonne).

« J'ai quitté le Pernambouco, car la vie y était trop dure. Ici, j'ai trouvé un travail de cuisinière et je gagne environ 1 500 R\$ par mois ; je travaille dans deux familles, une à Barra da Tijuca et l'autre à Ipanema, ce n'est pas trop loin d'ici, c'est bien. Mon mari est décédé il y a quelques années d'une maladie ; depuis, je me suis remariée, mon mari vient du Ceara, il est arrivé à Rio de Janeiro il y a quatre ans et il a trouvé un travail de portier d'immeuble à Copacabana. La vie est facile ici, une fois qu'on est installé et qu'on a trouvé du travail. Là d'où je viens, au Pernambouco, je gagnais 200 R\$ par mois et n'avais pas de vacances. Je n'avais même pas de quoi manger correctement. Ici, à Rio, j'ai une belle vie, je peux même voyager pendant les vacances. Je n'ai pas étudié, j'ai seulement fait la première année de l'enseignement fondamental [qui correspond au CP]. Pour les gens analphabètes, comme moi, Rio c'est plein d'opportunités, tu te rends compte, j'ai un super salaire et je sais à peine lire et écrire. Je n'avais pas le courage d'étudier, alors que mon père voulait que j'étudie, même si je trouve que c'est important, ne serait-ce que pour lire les noms des rues ! » (Entretien avec Ana, habitante de Rocinha, 24/03/2014).

Les habitants accordent une grande importance à ce statut de travailleur qui leur permet de contrer les préjugés (marginaux, fainéants, criminels,...). La catégorie « travailleur » est un idéal type particulièrement ancré dans la société brésilienne qui, depuis les mythes fondateurs des origines, tend à distinguer le travailleur honnête citoyen du bandit, vagabond, marginal. En effet, dans l'ouvrage *Raizes do Brasil* (1936) déjà, l'auteur, Sergio Buarque de Holanda, reprend à son compte le concept d'« idéal type » de Max Weber pour interpréter la formation du Brésil et construit notamment le modèle du « travailleur » à qui l'on attribue un sens moral et une bonne éthique. Avec son concept de citoyenneté régulée, Wanderley Guilherme dos Santos souligne également la place primordiale accordée aux travailleurs à partir des années 1930, la citoyenneté laissant de côté ceux qui ne sont pas des travailleurs formels (Santos W. G., 1979). Bien que la citoyenneté se soit élargie avec la consolidation démocratique, dans les mentalités actuelles, le statut de citoyen est souvent rattaché à celui de travailleur. On remarque notamment que la carte de travail est fréquemment utilisée comme justificatif d'honnêteté, comme si un criminel ne pouvait pas être également un travailleur. Le témoignage de cet habitant souligne l'importance de cette carte de travail :

« Je ne sors jamais sans ma carte de travailleur. C'est comme si, parce que je suis noir et habitant d'une communauté, j'avais toujours besoin de me justifier. Un jour, les policiers m'ont arrêté la nuit alors que j'allais

au travail ; je travaillais de nuit à Ipanema, et dans la rue, c'était en dehors de la favela, ils m'ont contrôlé. J'avais oublié ma carte et ils ne voulaient pas croire que j'allais travailler. Ils me disaient que je n'avais rien à faire dans ces quartiers la nuit, et ont continué à me questionner de manière suspecte. C'est fou, ici on est d'abord considéré comme coupable et il faut apporter la preuve qu'on ne l'est pas ! » (Entretien avec William, habitant de Parque da Cidade, favela voisine de Rocinha, 19/03/2014).

Si la majorité des habitants de Rocinha travaillent en dehors de la favela, principalement dans la Zone Sud, le marché du travail interne est également particulièrement développé. Rocinha est connue pour son dynamisme économique. Lorsqu'on y entre, on aperçoit de nombreux commerces et de grandes enseignes : McDonald, Subway, Bob's, Casas Bahia, sans compter la présence de banques. L'ACIBRO (Association Commerciale et Industrielle du Quartier de Rocinha) a été créée dans les années 1990 pour coordonner les intérêts commerciaux locaux. En 1999, le Secrétariat municipal du travail recensait déjà plus de 1 200 entreprises possédant toutefois une structure économique fragile. Le recensement des entreprises à Rocinha réalisé par la municipalité en 2010 a décompté 6 145 entreprises, dont la grande majorité est informelle (90 % des entreprises sont déclarées comme telles par leur patron). Elles sont principalement dans le domaine des services (70 %) et dans celui du commerce (28 %). On trouve donc une multitude d'activités économiques, et le secteur médical privé, par exemple, se développe également : cliniques privées, centres médicaux d'examen, laboratoires d'analyses biologiques, dentistes, médecins spécialistes (gynécologues, etc.). L'existence de ces services spécialisés montre la croissance de la demande des patients. Si la majorité des patrons d'entreprises sont des hommes, on compte toutefois 43 % de femmes (EGP-Rio, 2010). Il n'existe pas de statistiques concernant le lieu de résidence de ces patrons, mais il semble que la majorité réside à Rocinha, certains habitant toutefois à l'extérieur. Ces entreprises attirent un grand nombre de clients vivant à l'extérieur de la favela (24 %). L'entrepreneuriat est donc très dynamique, si bien que l'on trouve à Rocinha un programme de services d'appui aux micros et petites entreprises (Sebrae).

La majorité des commerces se localisent dans le bas de la favela, principalement dans le quartier de Barcelos qui regroupe 17 % des entreprises, ou le long de l'Estrada da Gávea et des rues perpendiculaires – Rua Um, Rua Dois, Rua Três, Rua Quatro, qui à elles seules regroupent 30 % des entreprises (EGP-Rio, 2010). À Vidigal, les commerces sont répartis de façon plutôt homogène dans la favela, mais principalement situés toutefois sur l'avenue João Goulart.

Photographies 35 : Commerces à Rocinha

Bob's (le Macdonald brésilien) situé sur l'Estrada da Gávea, entre une église et une pharmacie



Source : fotos.noticias.bol.uol.com.br

Casa Bahia : chaine de magasins d'électroménager, située sur l'Estrada da Gávea



Source : noticias.r7.com

Allée commerçante dans le bas de Rocinha



Source : g1.globo.com

Banque dans la rue du Boiadeiro, dans le bas de Rocinha



Source : Justine Ninnin, 2013

Photographies 36 : Magasins de vêtements et de matériaux de construction à Vidigal



Photos de Martine Berger, 2014

Par ailleurs, les transports représentent aussi une activité fructueuse dans les favelas, notamment les minibus, les motos-taxis, et les services de bus scolaires.

Photographie 37 : Différents systèmes de transport à Rocinha

Mototaxis et bus scolaire dans une rue de Rocinha



Source : Michel Silva, <http://vivarocinha.org>

Station de minibus à l'entrée en bas de Rocinha



Source : Rodrigo Vianna, <http://g1.globo.com>

Le marché informel de l'immobilier est également une source importante de revenus. À Rocinha, 37 % de la population est locataire et 21 % le sont à Vidigal. De nombreux habitants sont propriétaires³⁴ de plusieurs logements qu'ils mettent en location, vivant en partie de cette rente. Ce marché immobilier suit le même schéma économique que dans les autres quartiers, n'échappant pas au processus spéculatif. Ainsi, les familles les plus pauvres n'ont parfois pas la possibilité de se maintenir sur place, comme c'est le cas à Rocinha où l'on constate une forte rotation des habitants.

Tableau 24 : Répartition de la population de Rocinha selon la période d'arrivée dans la favela

Période d'arrivée à Rocinha	Part des habitants
avant les années 1960	2,5%
années 1960	2,6%
années 1970	4,9%
années 1980	8,9%
années 1990	11,4%
après 2000	35,8%
Non renseigné	33,9%

Source : EGP-Rio, Censo das favelas, Complexo da Rocinha, Censo domiciliar, 2010

Par ailleurs, le tourisme dans les favelas se développe avec la dynamique économique de mondialisation, en vendant aux touristes un mélange d'aventure et d'exotisme, soulevant sans cesse des questions éthiques. Des « favelas tours » sont organisés aussi bien par des agences extérieures que par des agences locales, permettant aux touristes de se promener dans la favela, parfois en 4x4 avec un guide parlant anglais, français, espagnol ou portugais. Pour certains touristes, la visite d'une favela est aussi attractive que d'autres points touristiques de la ville comme le Pain de Sucre, la statue du Christ Rédempteur ou le stade du Maracanã. Au

³⁴ Propriétaire dans le sens où ils ont acheté leur maison (avec ou sans preuve de propriété, avec ou sans propriété du sol). 35,1 % des maisons ne possèdent aucun document attestant de la propriété (EGP-Rio, Censo das favelas, Complexo da Rocinha, Censo domiciliar, 2010).

Complexo de Alemão, groupement de favelas de la Zone Nord, depuis la construction d'un téléphérique, les touristes affluent pour visiter et observer les favelas d'en haut. À Vidigal, on croise de plus en plus de touristes sur le chemin de randonnée menant au sommet de la montagne des Dois Irmões. Bien que ce soit une source de revenus pour certains habitants, ce type de tourisme n'est pas sans poser problème, certains dénonçant l'exploitation de la misère, alors qu'à l'inverse, d'autres en profitent pour faire payer les photos des maisons ou des enfants. Plus récemment, des agences « communautaires » se développent pour mettre en place un tourisme plus respectueux en formant des guides locaux, pour que les revenus du tourisme reviennent aux habitants et non à des agences extérieures. Des habitants apprennent l'anglais et l'histoire de leur favela, pour mieux montrer aux touristes le quartier où ils vivent et tenter, d'une certaine manière, de restituer à la favela sa réalité authentique, loin des clichés d'insécurité permanente et de marginalité. Au-delà de ces tours, on constate de plus en plus l'ouverture de commerces vendant de l'artisanat local, d'hôtels et de chambres d'hôte localisés dans les favelas.

Photographie 38 : Jeep tour dans Rocinha



Source : www.scomx.com.br

Photographie 39 : Auberge Alto Vidigal



Photo de Martine Berger, 2014

Cette intégration dans les réseaux de mondialisation se traduit aussi par la présence de nombreuses ONG locales et internationales, surtout à Rocinha qui en accueille plus d'une centaine. Des bénévoles du monde entier payent pour être volontaires dans ces ONG (frais administratifs, etc.) et souvent ils vivent directement dans la favela, ce phénomène prenant alors la forme en quelque sorte d'une « économie de l'humanitaire » ou de « tourisme humanitaire ». On voit donc combien les initiatives locales se multiplient, les favelas présentant une capacité propre à produire des richesses contribuant à inclure cet espace dans les circuits économiques et commerciaux de la ville, du pays et du monde.

Les favelas ne restent donc pas en dehors du processus de mondialisation, celui-ci a entraîné des transformations sociales et économiques internes et agit comme facteur d'intégration de ces populations au marché. Cette participation au processus de mondialisation s'observe notamment dans l'utilisation croissante des divers moyens de communication. À Rocinha et Vidigal, les médias locaux sont particulièrement développés avec la présence de chaînes de télévision (TV ROC, VDG TV), de radios communautaires (radio Rocinha), de sites web (www.rocinha.org, www.vidiga.com), de journaux locaux ainsi qu'une forte

participation aux réseaux sociaux. Les ménages s'équipent pour utiliser à domicile tous ces outils de communication : abonnements téléphoniques (mobiles et fixes), ordinateurs avec accès à internet, abonnements mensuels au câble, les antennes paraboliques qui jalonnent le paysage attestant de l'équipement en télévision et câble des domiciles. L'accès aux marchés de la communication demande une part de créativité, d'innovation et parfois d'abus (par exemple les *gatonets*³⁵) témoignant du bricolage fréquent des frontières du formel et de l'informel, du légal et de l'illégal. Souvent, l'équipement en télévision, câble, ordinateur et internet prime sur l'investissement dans l'aspect extérieur de l'habitat, comme le montre la photo ci-dessous où on observe de nombreuses antennes satellites alors que l'extérieur des logements est peu soigné.

Photographie 40 : Équipement en antennes satellites à Vidigal



Photos de Martine Berger, 2014

2. Les mobilités spatiales des habitants des favelas

Dans ses travaux, Michaël Chétry s'est intéressé aux pratiques spatiales des habitants des favelas pour mieux mettre en évidence les interactions entre les favelas et le reste de la ville (Chétry, 2011). Il se demande si les habitants ont des pratiques spatiales tournées vers leurs lieux de résidence ou s'ils profitent au contraire des ressources offertes par la ville pour être plus mobiles sur des espaces plus larges. Ces pratiques dépendent de l'offre locale de commerces, de services et de loisirs. À Rocinha par exemple, du fait de la diversité de cette offre, les habitants n'ont pas nécessairement besoin de sortir pour faire leurs courses (alimentation, vêtements, matériaux de construction, équipements électroménagers, etc.), ni pour consulter des médecins. Vidigal, étant plus petite, n'offre pas la même diversité et ses habitants se rendent régulièrement à l'extérieur pour faire leurs courses. Toutefois, les personnes qui ont des difficultés de mobilité trouvent le nécessaire dans la favela avec cependant moins de choix. Ces deux favelas bénéficient à proximité d'une offre commerciale diversifiée en raison de leur position centrale dans la ville, près de grands supermarchés et de grands centres commerciaux dans la Zone Sud ou à Barra da Tijuca. De plus, les habitants

³⁵ *Gatonet* est un terme utilisé au Brésil pour se référer aux branchements clandestins aux réseaux de télévision et internet.

travaillant principalement à l'extérieur font parfois leurs achats dans les quartiers où ils ont leur emploi.

Les pratiques de mobilité spatiale dépendent aussi des niveaux de revenus. Certains voisins s'organisent par exemple collectivement pour faire leurs courses en dehors de la favela : ainsi, la mère de famille chez qui j'habitais à Rocinha se rendait une fois par semaine, le samedi généralement, avec sa voisine qui est également sa sœur, dans un supermarché situé un peu plus loin à São Conrado et son beau-frère venait les récupérer en voiture. Alors que les habitants de Rocinha disposent de services bancaires (distributeurs, agences) dans la favela, ceux de Vidigal doivent se rendre à Leblon, Ipanema ou plus loin encore. À Vidigal on trouve seulement un « distributeur 24 h »³⁶.

Quant aux mobilités liées aux loisirs, Michael Chétry souligne que dans la majorité des cas, les loisirs se déroulent dans la favela, voire au domicile (Chétry, 2011). Ces pratiques de loisirs dépendent du temps libre et des revenus des habitants. C'est principalement à leur domicile que les habitants passent leur temps libre en regardant par exemple la télévision (*telenovelas* et autres émissions quotidiennes ou hebdomadaires). Les weekends sont l'occasion de recevoir des invités : fêtes ou barbecue sur les terrasses ou dans la rue (ce qui atteste du débordement de l'espace privé domestique sur l'espace public de la rue). L'utilisation de la rue comme espace semi-privé par les habitants dépend toutefois du degré de sécurité dans la favela concernée (périodes de confrontations entre trafiquants, entre policiers et trafiquants, rues fréquentées, voire appropriées par les bandits, etc.).

À Rocinha et Vidigal, l'offre de loisirs est plutôt diversifiée, avec la présence de nombreux restaurants, bars et clubs musicaux où chacun peut trouver ce qu'il cherche (*forro*, *samba*, *funk*, etc.). Depuis peu, la question des loisirs pose toutefois problème avec l'interdiction des bals funk et, dans le cas de Vidigal, la multiplication des soirées à destination des classes aisées extérieures à la favela et des étrangers avec des prix d'entrée tellement élevés qu'ils restreignent d'office le public concerné. Pour les activités sportives, les habitants n'ont également pas toujours besoin de sortir de la favela. Tant Rocinha que Vidigal proposent différentes activités sportives (des salles de sport, des terrains de football, de la boxe, de la capoeira...). Les ONG proposent également de nombreuses activités aux enfants.

Par ailleurs, lorsqu'ils ont du temps libre, certains habitants le consacrent à la pratique religieuse. Les favelas offrent une quantité impressionnante de lieux de culte, avec ces dernières années une explosion des églises évangéliques. Les pratiques religieuses influent directement sur les autres types d'activités. Par exemple, l'engagement évangéliste étant particulièrement strict, les fidèles de ces églises ne se rendent pas dans les bars (la consommation d'alcool étant interdite) et ne pratiquent pas certaines activités (la capoeira par exemple est interdite par certaines Églises). Finalement, les habitants profitent des loisirs majoritairement sur place, hormis peut-être pour se rendre à la plage, qui reste cependant à proximité dans le cas de Rocinha et de Vidigal.

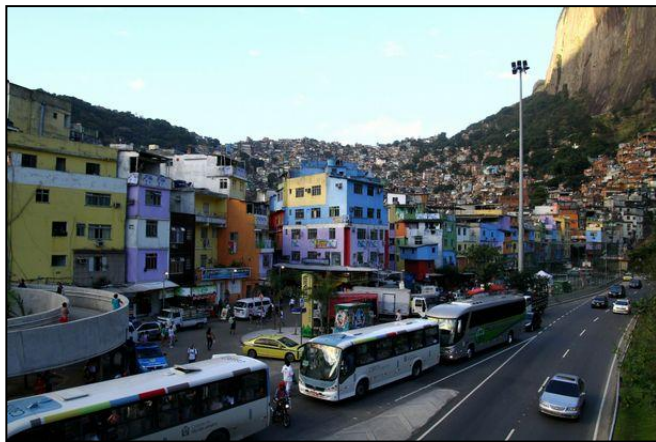
³⁶ À Rio de Janeiro les distributeurs se situent à l'intérieur des agences et sont disponibles aux horaires d'ouverture de ces agences. En dehors, il existe les distributeurs 24h qui appliquent des frais supplémentaires de retrait.

3. Les réseaux de transport qui assurent la connexion entre les favelas et les quartiers formels

L'un des éléments essentiels d'intégration des favelas à la ville se trouve dans l'accessibilité au réseau de transport. Les bus sont actuellement le type de transports en commun le plus emprunté par les *Cariocas* puisque le réseau de métro est encore très limité (2 lignes, qui toutefois vont de la Zone Sud à la Zone Nord). Les favelas de Rocinha et de Vidigal sont toutes les deux desservies par des lignes de bus qui permettent de se rendre dans les différentes zones de Rio avec ou sans correspondance. À Rocinha, 3 bus circulent directement dans la favela et desservent presque toute la Zone Sud. De plus, de nombreux bus sont accessibles depuis les arrêts situés au niveau de la route Lagoa-Barra à l'entrée en bas de Rocinha, et il y a aussi des arrêts du côté de Gávea.

Photographie 41 : Transport en commun reliant Rocinha aux autres quartiers de la ville

Arrêts de bus situés à l'entrée du bas de Rocinha sur la route Lagoa-Barra



Source : Journal do Brasil, 09/08/2012

Bus circulant dans Rocinha



Source : extra.globo.com

À Vidigal, les bus ne circulent pas à l'intérieur de la favela, car la rue principale est trop étroite, et les arrêts sont situés à l'entrée sur l'avenue Niemeyer. Les passages des bus y sont beaucoup moins fréquents qu'à Rocinha. Dans ces favelas, deux systèmes de transports locaux viennent relayer les bus : les minibus (*vans* ou *kombis*) et les mototaxis (entre 2 et 3 R\$ par course).

Photographie 42 : Mototaxis à l'entrée de Rocinha



Source : <http://vivarocinha.org/>, 14/05/2014

Le réseau de transport offre donc de relativement bonnes conditions de mobilité aux habitants de ces deux favelas, mais on observe toutefois une différence entre les habitants du haut et ceux du bas de ces favelas, puisque pour monter les temps de transports sont considérablement allongés, du fait du temps d'attente en bas et des embouteillages dans les rues principales. Les problèmes de circulation et de bus surchargés sont souvent dénoncés par les habitants et les fonctionnaires de Rocinha et de Vidigal :

« Il y a encore de gros problèmes ici, ne serait-ce que pour le transport public. L'un des obstacles pour les jeunes pour aller à l'école et qui fait qu'ils se lassent d'y aller, c'est le transport. Les enfants sortent à 4 h du matin et ils arrivent à 6 h le soir à la maison. » (Entretien avec Antonio Carlos, leader communautaire et habitant de Rocinha, le 14/05/2014).

« Le transport, c'est aussi un problème, l'Estrada da Gávea est toujours bouchée, les voitures sont stationnées n'importe comment. Le problème, c'est que quand les voitures reçoivent une amende, il n'y a pas de document déposé sur la voiture ; du coup les gens reçoivent parfois l'amende plus d'un mois après et tout ce temps ils continuent à mal garer leur voiture. Et puis je ne comprends pas les gens : si j'habite dans un endroit qui n'a pas de parking pourquoi les gens achètent des voitures ? Imagine si 50 000 personnes achètent des voitures, où est-ce qu'on les met ? » (Entretien avec Jorge Collaro, responsable de la région administrative de Rocinha, 05/05/2014).

Le problème des embouteillages est général à Rio de Janeiro, et aux heures de pointe il faut parfois plus de 2 heures pour rejoindre le centre-ville depuis Rocinha ou Vidigal. Depuis 2011, la municipalité a mis en place un nouveau système de bus nommé BRS (Service Rapide de Bus) qui en réorganisant le système global vise à désencombrer les routes. Certaines voies uniquement réservées aux bus ont été créées avec le système BRT (*Bus Rapid Transit*), qui permet notamment aux habitants de Rocinha et de Vidigal de se rendre plus rapidement à Barra da Tijuca. Toutefois, les travaux du BRT concernent essentiellement Barra da Tijuca, alors qu'à une échelle plus large certaines zones ont également de réels besoins en transport, notamment la Zone Nord du fait de l'offre insuffisante de transports en commun et de l'état de dégradation de la ligne de train. Les conditions de transport de la population de cette zone sont alors longues et pénibles puisque plus éloignées des centralités principales.

Ce quartier est situé entre deux rues très dynamiques de Rocinha : la Via Apia et le Caminho do Boiadeiro ; il est également le point départ d'un grand nombre de petites voies de circulation, ce qui en fait un lieu de passage. Le Bairro Barcelos est décrit par Didier Drummond comme un « espace de transition entre la ville et la favela » (Drummond, 1981, p. 76). C'est d'ailleurs dans ce quartier que les commerces et services se développent le plus, constituant pour les habitants une offre de proximité de première nécessité (pharmacies, supermarchés, banques, etc.), mais aussi toute une variété de magasins de vêtements, de chaussures, d'ameublement, des restaurants, des bars ainsi que plusieurs lieux de culte et de loisirs. Cette zone est considérée comme un sous-quartier « riche » de la favela, offrant de nombreuses commodités ; le marché immobilier s'y développe particulièrement, de nombreux propriétaires construisent un étage supplémentaire pour le mettre en location.

Photographie 44 : La Via Apia et ses commerces bordant le sous-quartier de Barcelos à Rocinha



Source : fotos.noticias.bol.uol.com.br

La partie haute de la favela est plus difficile d'accès en raison de la dénivellation et elle présente plus de difficultés pour l'approvisionnement en eau. C'est souvent dans ces hauteurs et dans les zones plus éloignées de la route principale, où les habitants récemment arrivés se sont installés sur les derniers terrains disponibles, que l'on trouve les habitations les plus précaires, parfois encore à l'état d'abris ou de baraques en bois. Cette accessibilité inégale a des effets sur les budgets et les temps de transport : les habitants du haut doivent utiliser un bus, un minibus ou un mototaxi pour monter. À cela s'ajoute le temps d'attente : à certaines heures de la journée par exemple, ou lorsqu'il pleut abondamment, il est fréquent d'attendre un moyen de transport plus d'une heure pour monter au sommet de Vidigal. Ce temps d'attente s'accroît considérablement avec l'augmentation de l'offre de loisirs accueillant de plus en plus les habitants des quartiers voisins et les touristes. En effet, de nombreuses soirées sont organisées à Vidigal en fin de semaine, notamment au sommet de la favela, à l'auberge *Alto Vidigal*. L'insuffisance des moyens de transport (mototaxis, *kombis*, taxis) allonge les temps d'attente, d'où des conflits entre les habitants, les personnes qui viennent à ces soirées et les conducteurs des transports locaux. Par exemple, ces derniers privilégient les étrangers, car ils parviennent à leur imposer un tarif plus élevé qu'aux habitants de la favela (ils leur demandent parfois 10 R\$ au lieu de 3 R\$ pour la course). À Rocinha, certains conducteurs de

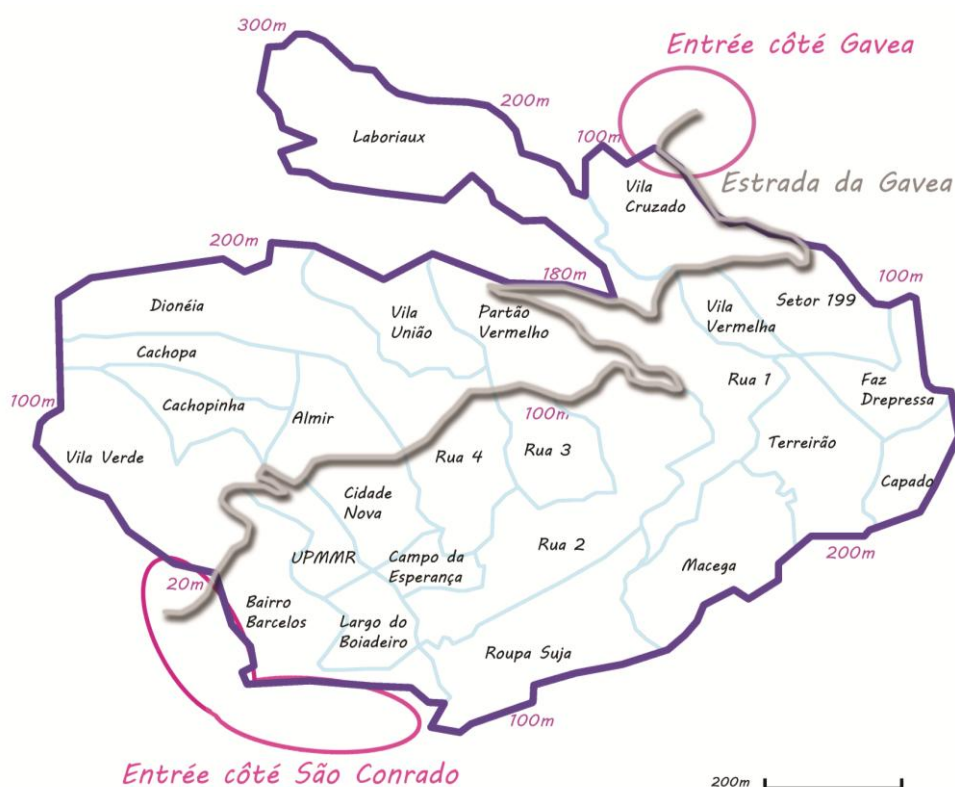
mototaxis refusent même de charger les passagers qui habitent les quartiers situés en hauteur, du fait de la distance et de l'inclinaison extrême de la dernière pente.

La difficulté d'accès, la présence de *becos* (petites ruelles), de chemins exigus dont seuls les initiés connaissent les issues et la proximité de la forêt semblent également être un critère d'installation des trafiquants, apportant à la fois plus de discrétion, de protection, et rendant les opérations policières plus compliquées, bien que les *bocas de fumo* (points de vente de drogue) se situent dans des lieux de passage, souvent à l'entrée des favelas. À Vidigal, la distinction entre le haut et le bas est d'autant plus importante que la partie basse du quartier est une zone d'habitation formelle, où les habitants possèdent des titres de propriété et payent l'IPTU (impôt foncier). Dans cette zone, les rues sont bien mieux entretenues et les coupures d'électricité et d'eau moins fréquentes. En effet, Vidigal est composée à la fois d'un *aglomerado subnormal* ou favela et d'un « agglomérat normal », la partie formelle. Les différences en matière d'habitat et d'urbanisme sont bien visibles entre ces deux parties : alors que les rues sont plus larges dans la partie formelle, les ruelles et escaliers s'entremêlent dans la favela qui apparaît plus irrégulière et plus dense. Si la quasi-totalité des maisons de la partie formelle sont revêtues, les briques sont plus visibles le long des ruelles dans la favela. Concernant l'accès aux services urbains, la différence est également sensible entre les deux parties de Vidigal.

2. La hiérarchisation entre les sous-quartiers

Outre les distinctions entre le bas et le haut des favelas, on observe la formation de sous-quartiers. Ces subdivisions territoriales se composent souvent de groupements de maisons formés au gré des vagues de peuplement et naissent en partie de l'absence de dénominations officielles des rues et ruelles. Généralement, les noms donnés renvoient à des caractéristiques géographiques, environnementales, physiques, urbanistiques ou se réfèrent à la présence d'un équipement collectif spécifique (place, terrain de jeu, ...), ou encore à un commerce (bar, magasins...). Les habitants s'y réfèrent alors pour se repérer. Rocinha est composée de 26 sous-quartiers et à Vidigal, on en compte une quinzaine dont les limites sont plus floues qu'à Rocinha. Malgré les noms de rues officiels, nombreux sont ceux qui les ignorent encore aujourd'hui et qui continuent à utiliser les références officieuses.

Carte 9 : Sous-quartiers de Rocinha

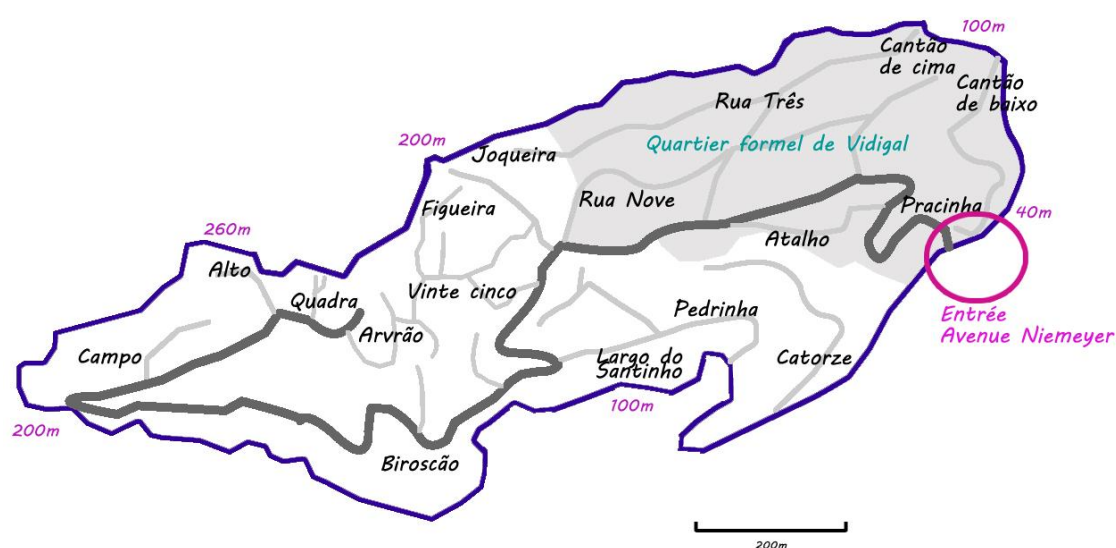


Auteur : Justine Ninnin, 2014

Tableau 25 : Dénomination des sous-quartiers à Rocinha

Noms du sous-quartier	Signification (si elle existe)
<i>Bairro Barcelos</i>	
<i>Largo do Boiadeiro</i>	Le quartier du bouvier, ancienne ferme d'élevage de bœufs
<i>Vila Verde</i>	Vila verte
<i>Curva do S</i>	Courbe du S (du fait de la forme de la route sinueuse)
<i>Cachopa</i>	Une personne avec une grande tête
<i>Cachopinha</i>	
<i>Dioneia</i>	Nom d'une plante carnivore
<i>Almir</i>	
<i>Vila União</i>	Villa union
<i>Cidade Nova</i>	Ville nouvelle
<i>Rua Um</i>	Nom donné à la rue qui le traverse : rue un
<i>Rua Dois</i>	Nom donné à la rue qui le traverse : rue deux
<i>Rua Três</i>	Nom donné à la rue qui le traverse : rue trois
<i>Rua Quatro</i>	Nom donné à la rue qui le traverse : rue quatre
<i>Portão Vermelho</i>	La grande porte rouge, qui aujourd'hui a disparu
<i>Vila Laboriaux</i>	Selon la légende, un français serait venu vivre dans ce sous-quartier, et l'inclinaison importante de la pente qui y mène lui aurait peut-être suggéré de nommer cette partie le quartier « laborieux ».
<i>Vila Cruzado</i>	Villa croisée
<i>199</i>	Situé au niveau du numéro 199 de la rue principale, Estrada da Gávea
<i>Faz Depressa</i>	Vite fait : quartier apparu plus tardivement, les habitations ont peut-être été réalisées très rapidement pour échapper à la destruction.
<i>Vila Vermelha</i>	Villa rouge
<i>Capado</i>	Castré
<i>Terreirão</i>	Lieu de culte des religions afro-brésiliennes
<i>Macega</i>	Sous-bois
<i>Roupa Sujas</i>	Vêtement sale : ce sous-quartier est le plus pauvre de Rocinha
<i>UPMMR</i>	Nom de l'association des habitants : Union Pour l'Amélioration des conditions de Vie à Rocinha, qui a son siège dans ce sous-quartier
<i>Campo da esperança</i>	Champ de l'espoir

Carte 10 : Sous quartiers de Vidigal



Auteur : Justine Ninnin, 2014

Tableau 26 : Dénomination des sous-quartiers à Vidigal

Noms du sous-quartier	Signification (si elle existe)
<i>Alto</i>	le haut
<i>Cantão</i>	le coin
<i>Arvorão</i>	le grand arbre
<i>Figueira</i>	le figuier
<i>Jaqueira</i>	le jaquier
<i>Pedrinha</i>	la pierre
<i>Vinte e Cinco</i>	la Vingt-cinq
<i>Quatorze</i>	le Quatorze
<i>Rua Três</i>	la rue « Trois » : officiellement, rue Major Toja Martinez Filho
<i>Rua Nova</i>	la Rue Neuve : officiellement, rue Dr Olinto de Magalhães
<i>Campo</i>	le stade aujourd'hui dénommé <i>Vila Olímpica</i> , du nom de l'équipement sportif
<i>Quadra</i>	le terrain de foot
<i>Praça</i>	la place
<i>Atalho</i>	le raccourci
<i>Largo do Santinho</i>	la Place de Santinho, du nom d'un des premiers épiciers à s'y installer
<i>Biroscão</i>	épicerie-bar

Si l'on observe des différenciations internes, on peut s'interroger sur la présence d'éventuelles frontières physiques ou symboliques entre les sous-quartiers et plus spécialement à Vidigal, entre la partie formelle et la favela. Il apparaît toutefois difficile d'identifier une limite nette entre ces deux parties. En effet, bien qu'il y ait des différences observables, le passage est progressif et il est difficile de déterminer où commence le quartier formel. Souvent, les personnes extérieures ne perçoivent pas cette distinction, si bien que nombreux sont ceux qui parlent uniquement de la favela de Vidigal en ignorant l'existence du quartier formel. L'avenue principale, loin d'être une frontière, joue le rôle de centralité avec la présence de nombreux équipements et commerces, notamment le siège de l'association des habitants, la poste et deux supermarchés. À Rocinha, la transition est souvent plus nette, notamment à partir du moment où l'on quitte la rue principale pour s'enfoncer dans les petites ruelles qui finissent parfois en chemins de terre bordés de logements extrêmement précaires.

Par ailleurs, certains sous-quartiers possèdent un statut foncier particulier puisque certains logements y ont obtenu des titres de propriété, comme à Laboriaux à Rocinha ou au Quatorze à Vidigal :

« La zone du « quatorze » est une zone confuse parce que certains ont reçu un titre de propriété, mais le gouverneur avait seulement permis l'occupation d'une partie, mais les habitants ont tout occupé. Il y a aussi ce que l'on appelle les concessions : l'habitant peut occuper le terrain durant un certain temps puis le propriétaire peut venir récupérer ses terres. Pour cette zone, on ne sait pas tellement si c'est un titre de propriété ou un titre de concession. C'est d'autant plus confus parce qu'il y a aussi la loi usucapion : tu occupes un terrain durant 5 ans et tu dois installer l'eau, l'électricité, les égouts pour que la zone puisse être la tienne après ces 5 ans. Donc, il y a ces différents titres : propriété, concession et usucapion. Et sur cette zone, il y a aussi des gens qui n'ont rien, qui ont envahi un terrain. Ce qui est intéressant, c'est que dans cette zone, aujourd'hui, il y a une forte valorisation immobilière, alors qu'à l'époque personne ne voulait aller là-bas, ma mère avait reçu une proposition pour s'installer là-bas, elle n'avait pas voulu. Il n'y avait rien, pas d'eau, pas d'électricité, pas de rues, rien de bien. Elle n'a pas voulu, elle a préféré acheter ici [dans le quartier formel]. » (Entretien avec Antony Carlos de Alleluia, ex-habitant de Vidigal et membre d'une ONG locale, le 19/06/2013).

La hiérarchisation spatiale interne des favelas s'appuie sur le quadrillage territorial et sur la localisation des équipements collectifs, des services et des commerces. Souvent, ceux-ci sont particulièrement présents dans les sous-quartiers où les populations sont plus anciennement installées et plus aisées, ainsi que le long des rues principales. Rocinha a trois associations de résidents (UPMMR : union pour l'amélioration des conditions de vie à Rocinha ; AMABB : association de résidents amis du quartier de Barcelos ; et l'association des résidents de Laboriaux et de Vila cruzado) ; une unité d'assistance sociale (Centro Rinaldo de Lamare), une unité de premiers secours (UPA 24 h), trois centres de santé (*Clinica da Família*) : le centre Maria do Socorro, le centre Rinaldo de Lamare et le centre Alber Sabin ; trois crèches municipales (la crèche Castelinho, la crèche Docteur Pedro Bloch et la crèche Lacyra Frazão), trois écoles municipales (l'école Abelardo Chacrinha Barbosa, l'école Paula Brito et l'école Rinaldo de Lamare) ; plusieurs écoles privées et deux centres de formation (le CIEP Doutor Bento Rubião et le gymnase expérimental technologique : école municipale André Urani) une bibliothèque, un complexe sportif, etc. À Rocinha, les équipements collectifs sont assez bien répartis sur l'ensemble de la favela (cf. carte 11), bien que majoritairement situés le long de l'avenue principale ou à l'entrée en bas de la favela : avec par exemple de nombreuses écoles privées non conventionnées dans le quartier de Barcelos. Toutefois, certains sous-quartiers ne possèdent aucun équipement collectif : Macega, Cachopinha, Cachopa ou Dionéia, et ce sont les plus pauvres de la favela.

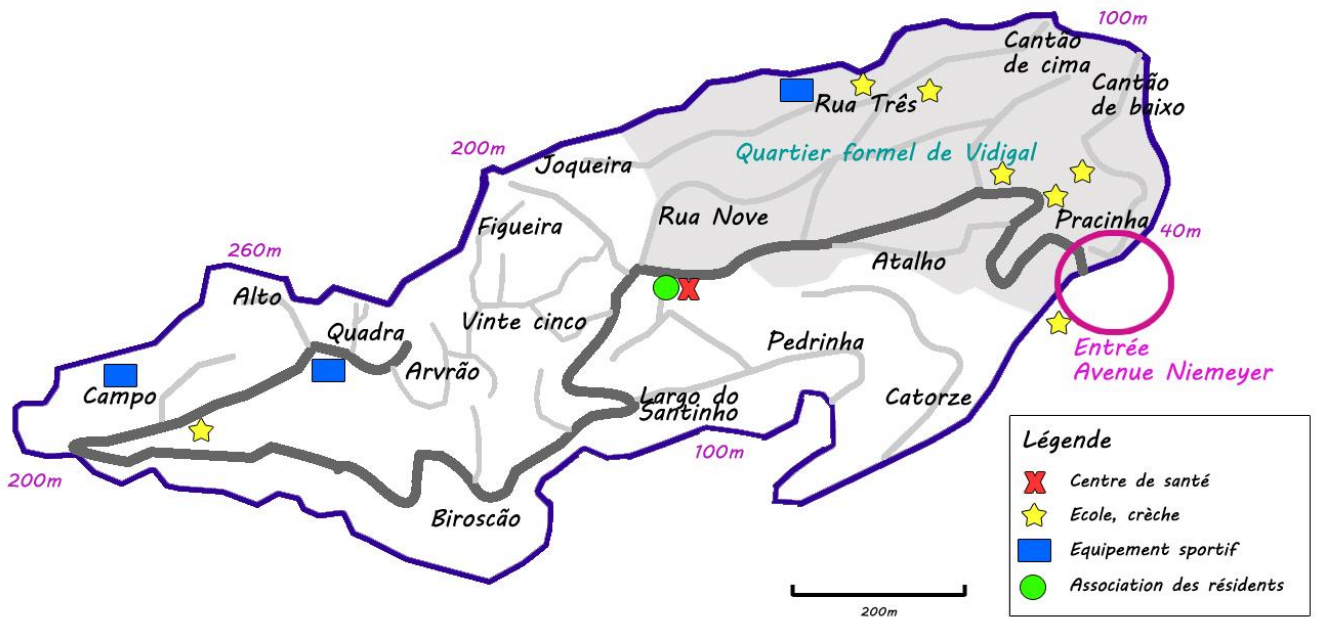
À Vidigal, la plupart des équipements collectifs se situent dans le bas de la favela (cf. carte 12), notamment les trois écoles, dont deux sont dans la partie formelle (l'école municipale Almirante Tamandaré et l'école privée Stella Maris), la troisième école se localisant en face de l'entrée (école municipale Prefeito Djalma Maranhão). Trois des quatre crèches sont aussi situées dans le bas, dans la partie formelle. L'association des résidents et le centre de santé Rodolpho Perisse se localisent tous deux sur l'avenue principale au milieu de la favela. Le siège de l'association des résidents et le bureau de poste sont à la limite entre la partie formelle et la favela, sur l'avenue principale. Ainsi, la majorité des équipements collectifs ne dépassent pas la mi-hauteur de la favela, et les quartiers situés en haut sont particulièrement démunis à l'exception de terrains de sport, notamment la Vila Olímpica, et d'une petite crèche publique. La répartition inégale des équipements collectifs est donc plus visible à Vidigal qu'à Rocinha, la partie haute étant particulièrement démunie.

Carte 11 : Localisation des équipements collectifs à Rocinha



Auteur : Justine Ninnin

Carte 12 : Localisation des équipements collectifs à Vidigal



Auteur : Justine Ninnin

3. La sociabilité des sous-quartiers

Le rapport des habitants à leur espace de vie, c'est-à-dire la façon dont ils vivent et perçoivent leur espace, induit différentes formes de sociabilités locales. Les sous-quartiers et le voisinage fonctionnent comme des « espaces intermédiaires » entre l'espace privé-domestique et l'espace public et il s'y développe des formes de sociabilités entre leurs usagers (habitants, commerçants, passants, etc.). Les sous-quartiers que Marcos Alvito nomme des « micro-zones de voisinage » servent souvent de support aux différences internes des favelas (Alvito & Zaluar, 1998, p. 191). Selon lui, « les liens identitaires et de solidarité se dispersent en cercles concentriques chaque fois plus amples, mais perdent de la force à mesure qu'ils englobent des zones plus larges » (Alvito & Zaluar, 1998, p. 192). Ces micro-zones servent de support à une série d'activités (économiques, culturelles, religieuses), enfants et adultes se retrouvant généralement avec des amis de la même zone de voisinage, des relations qui parfois débouchent sur des relations amoureuses, voire des mariages.

Ces subdivisions sont donc le support à la fois de relations de parenté, de voisinage ou d'amitié, qui tiennent notamment à la façon dont s'est constitué le peuplement de la favela. Comme nous l'avons vu, dans le processus de densification d'une favela, les nouveaux arrivants viennent souvent habiter à côté de personnes originaires de la même région (amis ou parents).

« Si tu observes depuis l'entrée de Vidigal, en prenant la João Goulart, jusqu'au supermarché, tous les propriétaires sont d'origine portugaise. Ce qu'il s'est passé, c'est qu'ils avaient de l'argent, donc ils ont pris des plus grands espaces : ils avaient des camions, etc. Ils se sont renfermés sur eux-mêmes. Dans la rue Olinto de Magalhães [Rua Nove] c'était aussi les plus grands terrains, et ils appartenaient aux Portugais. Et dans notre rue [Rua três] ils étaient tous brésiliens, c'était une rue plus pauvre. Il y a peu de gens qui savent ça. Ça a créé une différence, les Portugais, les mieux lotis, et les plus pauvres ici. Les gens ne se sont pas intégrés, ils ne discutaient pas. Cette génération, c'est déjà fini. Eux ils étaient riches, mais les enfants n'ont pas réussi à suivre cette ligne, ils ont moins travaillé et voulaient une vie plus tranquille, alors ils ont perdu de l'argent et ont retrouvé notre niveau. » (Entretien avec Antony Carlos de Alleluia, fondateur d'une ONG à Vidigal, ex-habitant de Vidigal, 19/06/2013).

Souvent, les enfants construisent leur logement à proximité de celui de leurs parents ou même directement en ajoutant un étage supplémentaire à la maison de base. Même sans connaître des personnes originaires de la même région, le voisinage est un lieu de production de lien social, en raison du partage d'un espace commun et d'espaces publics, d'autant plus que leur aménagement demande un effort collectif. Ainsi, l'espace partagé de ces micro-zones de voisinage n'est ni vraiment privé, ni tout à fait public, il est d'une nature intermédiaire avec un principe de solidarité basé sur la proximité spatiale des personnes. Les liens entre les voisins ne sont ni strictement familiaux, même s'il peut y avoir quelques liens de parenté, ni anonymes, ce sont des liens personnels ou amicaux. Il ne s'agit toutefois pas pour autant d'un univers non conflictuel (Zaluar & Ribeiro, 2009). Cette sociabilité est basée sur des relations de dépendance suivant, entre autres, une logique de don contre don (convier ses voisins à une fête, un barbecue, rendre un service, etc.). Les relations sont alors principalement horizontales.

En définitive, on observe des dynamiques propres à chaque quartier en matière de modes d'habiter qui dépendent à la fois des caractéristiques morphologiques, socio-économiques et de l'histoire des habitants qui font varier les degrés d'attachement, le

sentiment d'appartenance ou d'isolement, de participation à la vie collective ou encore l'usage des espaces publics ou le repli sur l'intime. Chaque habitant développe un affect propre par rapport à son quartier qui conditionne la manière dont il l'investit. Pour certains, le quartier peut être synonyme d'ascension sociale et pour d'autres de régression. C'est ainsi que l'on distingue notamment des modes d'habiter propres aux migrants, par exemple du Nordeste, qui ont quitté des conditions de vie extrêmement précaires pour tenter leur chance à Rio de Janeiro. Ceux-ci ont un rapport à leur lieu de vie bien différent des « *Cariocas da gema* » (expression utilisée pour décrire les personnes nées à Rio de Janeiro de parents *cariocas*). Si certains Nordestins rêvent de pouvoir retourner vivre dans leur région natale lorsqu'ils auront mis suffisamment d'argent de côté, d'autres au contraire ne quitteraient Rio de Janeiro pour rien au monde, ni même les favelas. Le récit d'Ana, arrivée du Nordeste il y a vingt ans et qui s'est installée à Rocinha et celui de Denise, qui est *carioca* et qui a grandi à Rocinha, illustrent bien ces différences d'appropriation territoriale :

« Je ne cesse de remercier le ciel d'avoir cette maison et cette vie, je ne suis pas riche, mais je suis heureuse, j'ai un toit, un travail, un mari, des enfants, la santé, du riz, des haricots et de la viande. Je ne retournerai pas vivre dans ma région natale, car pour moi Rio est la meilleure ville du monde. Je pense que je sortirai de Rocinha seulement quand je serai morte. Mon fils ne veut pas quitter Rocinha, le plus âgé est parti travailler dans le Minas Gerais, mais le deuxième, il travaille à São Conrado, et il veut rester vivre ici. Peut-être qu'il va bâtir sa maison sur le toit » (Entretien avec Ana, habitante de Rocinha, 24/03/2014).

« Je suis arrivée à Rocinha à 13 ans et je veux quitter Rocinha depuis que je me suis mariée, mais mon mari ne veut pas, et aujourd'hui j'ai 51 ans. Je travaille à Rocinha, je suis fonctionnaire. Beaucoup de mes amis ont quitté Rocinha pour aller s'installer à Jacarepaguá. C'est plus calme et bien situé, entre Barra et la zone sud. Bon, le problème c'est que ce n'est pas non plus très près de la zone sud, cela rajoute du transport par rapport à Rocinha. J'ai une amie qui vit là-bas et elle commence à travailler à 8 h, elle doit partir à 5 h30 de chez elle. Mais moi je n'aime pas Rocinha, il y a trop de bruit, trop de monde, il manque trop souvent de l'eau et c'est sale avec les ordures partout. Je rêve d'un endroit calme. Je voudrais vendre ma maison, j'ai déjà eu quelques propositions d'achat, d'ailleurs. Ma maison est dans le bas de Rocinha. Mais je comprends aussi les gens qui aiment Rocinha, car c'est très bien placé » (Denise, habitante de Rocinha, 30/04/2014).

Il semble que lorsque les habitants sont nés à Rio de Janeiro et sont donc de « *vrais Cariocas* », ils aspirent plus souvent à quitter la favela pour aller vivre ailleurs. Dans le cas de Rocinha, cet « ailleurs » est souvent le quartier de Jacarepaguá, situé dans la Zone Ouest, en plein développement et qui bénéficie d'un fort dynamisme immobilier et économique (boutiques, supermarchés, grandes surfaces, centres commerciaux modernes, etc.). Ce quartier dispose également de nombreuses écoles, collèges, restaurants, banques, clubs de loisirs et piscines publiques. Par exemple, Denise, qui est *carioca* et qui habite Rocinha depuis près de 40 ans, rêve d'en sortir. On peut supposer qu'il y a une volonté plus forte de déménager de la part des *Cariocas* que des Nordestins, car, pour ces derniers, Rocinha a été une terre d'accueil à Rio de Janeiro, le lieu qui leur a donné de l'espoir pour bâtir une vie supportable, même si elle est difficile, et qui leur offre souvent plus d'opportunités que l'endroit d'où ils viennent. Pour certains, la vie à Rio de Janeiro reste toutefois une étape qui leur donne la possibilité de faire des économies, par exemple pour bâtir une maison dans leur ville d'origine pour y retourner plus tard. Lorsque les habitants vivent dans la favela de façon temporaire, leur appropriation du territoire est différente, ils s'investissent moins pour améliorer les conditions de vie commune.

« Je dirai qu'il y a une partie des gens ici qui n'habitent pas, mais qui vivent. J'habite ici, eux ils vivent ici, ils ont un travail, ils gagnent beaucoup plus d'argent que sur leur terre d'origine, et avec cet argent ils font vivre leur famille là-bas. En termes de lutte et de revendication, ils ne sont pas venus ici pour défendre notre terre, mais pour gagner leur pain et l'emporter là-bas. Alors, ils ne sont pas préoccupés à lutter et à aller dans la rue, comme nous à l'époque de la dictature, nous du Minas, les *cariocas* et les campagnards, on luttait à l'époque. Eux, ils n'ont pas cette conscience de lutte. » (Entretien avec Paulo Cesar Martins Vieira, leader communautaire et habitant de Rocinha, le 11/06/2013).

4. Des hiérarchies spatiales et sociales qui se superposent

Du fait du dynamisme socio-économique interne des favelas, un petit nombre d'habitants s'empare de diverses formes de pouvoir (économique, politique...) et reproduit dans les favelas les schémas de domination de la ville. Luiz Antonio Machado da Silva parle de « *bourgeoisie favelada* » (Machado da Silva, 1967). La hiérarchie sociale se superpose souvent à la hiérarchie spatiale : c'est dans les parties les plus consolidées, les plus dynamiques économiquement et culturellement, que l'on retrouve une grande partie de cette *bourgeoisie favelada*.

Ce terme est utilisé par Machado da Silva comme métaphore d'une « élite locale », pour souligner la présence, dans les favelas, d'habitants ayant des ressources supérieures à la majorité de la population locale (en capital social, culturel, politique et économique). Cette catégorie d'habitants est plus aisée, généralement plus qualifiée et détient une forme de pouvoir local, dans la mesure où elle possède une capacité à contrôler les ressources collectives : distribution de l'eau, de l'électricité, d'internet, du gaz, etc. aux familles qui n'ont pas accès aux réseaux formels. Parfois ces services sont vendus plus cher qu'ils ne le seraient par les compagnies formelles, puisque les propriétaires sont souvent en situation de monopole. C'est par exemple le cas pour certaines compagnies locales de transport. On peut prendre l'exemple de la compagnie des bus scolaires de Rocinha qui, en assurant, en situation de monopole, un service indispensable à la population, manipule parfois l'information pour garantir ses intérêts et bénéfices personnels.

« On a des difficultés avec les bus scolaires, ils sont très vieux et ils ont beaucoup de difficulté à circuler dans la favela. À l'heure des sorties d'écoles, cela crée des embouteillages énormes. À l'époque, on a demandé au Secrétariat au transport de faire un décret pour les remplacer par des minibus, mais les propriétaires des bus ont commencé à dire aux habitants que le gouvernement voulait supprimer les bus. On a eu une réunion, il y avait 4 000 habitants. Finalement, on est resté avec ces grands bus qui ont simplement été repeints à l'extérieur, mais beaucoup n'ont pas la sécurité nécessaire. Si les propriétaires ont fait passer une fausse information, c'est parce qu'ils savaient qu'ils allaient perdre un peu d'argent. C'est une entreprise, les parents payant mensuellement. En effet, dans un bus, le propriétaire met 70 enfants, un conducteur et une personne qui s'occupe des enfants, alors que dans un minibus il peut seulement mettre 30 enfants, il va donc devoir prendre plusieurs minibus et donc employer plusieurs conducteurs et plusieurs personnes pour gérer les enfants. Donc, cette entreprise a été la première à faire des réclamations, alors que ce décret aurait permis l'amélioration de la circulation pour qu'elle soit plus fluide. Ici c'est la mentalité du peuple, ils ne pensent pas collectivement. Et certains groupes manipulent la population pour arriver à leurs propres fins. Ils déforment l'information et manipulent. Il y a 40 bus scolaires, les élèves payent, imagine combien ils gagnent ! » (Entretien avec Jorge Collaro, responsable de la région administrative de Rocinha, 05/05/2014).

Cet exemple des bus scolaires de Rocinha montre que certains groupes prétendent représenter l'intérêt collectif pour défendre en fait des intérêts personnels. Ils vont parfois jusqu'au lobbying, cherchant à influencer directement ou indirectement les mesures ou

décisions des pouvoirs publics. On peut également mentionner les acteurs du marché immobilier informel qui implique de nombreux constructeurs, entrepreneurs, propriétaires de magasins de matériaux de construction, et les associations de résidents qui fournissent les documents et les preuves de titres de propriété des logements et qui reçoivent une taxe pour toute transaction immobilière.

Parmi cette *bourgeoisie favelada*, certains auraient les moyens financiers de vivre en dehors de la favela, mais préfèrent y rester, jouissant d'un statut privilégié. Parfois, la hiérarchie sociale et la hiérarchie spatiale se superposent : cette partie de la population se regroupe dans les quartiers les plus privilégiés (plutôt dans le bas de la favela, dans les zones disposant de plus d'équipements collectifs, de services et de commerces). À Rocinha, cela concerne notamment le quartier de Barcelos, évoqué précédemment, qui accueille un grand nombre de commerçants, de promoteurs immobiliers, etc. À Vidigal, dans la partie plus riche, par exemple dans la Rua Três vivent des professeurs, des avocats, et même de riches étrangers et ce quartier abrite incontestablement une diversité plus importante de services, d'équipements et de commerces. En effet, les sous-quartiers ne sont pas seulement des subdivisions territoriales, mais recouvrent des différences sociales.

C'est au sein de cette *bourgeoisie favelada*, généralement plus engagée politiquement, que l'on rencontre également une partie des leaders de l'organisation politique de la favela. Ils se constituent en entité représentant l'intérêt du quartier, cachant parfois leur intérêt personnel qu'ils font passer pour général. La *bourgeoisie favelada* impose parfois son pouvoir par l'intermédiaire d'associations de résidents qui font le lien entre habitants et pouvoirs publics et sont souvent des lieux de conflits politiques. Dans certains cas, l'autorité est maintenue par le biais d'une logique clientéliste, les habitants échangeant leur appui politique à un candidat contre son aide ou des faveurs prenant de multiples formes. Héritage de la société patriarcale, exacerbé par les dictatures, le clientélisme se retrouve au niveau local dans les favelas où il prend le nom de politique « *da bica de agua* » (du robinet d'eau) : des promesses d'amélioration des conditions de vie (infrastructures, équipements, etc.) portées par les politiciens et relayées par une partie de la *bourgeoisie favelada* apparaissent très souvent lors des périodes électorales. Ce système clientéliste s'appuie ainsi sur les hiérarchies internes et les renforce. Aussi, la hiérarchisation socio-spatiale dans les favelas joue un rôle de relais local des relations de domination.

Ces caractéristiques spatiales et sociales permettent de mieux comprendre le fonctionnement socio-spatial des favelas et leur degré d'intégration à la ville. Toutefois, si les habitants sortent des favelas pour diverses raisons (travail, courses, loisirs, etc.) à l'inverse, peu de personnes extérieures aux favelas y entrent. Or, pour que l'intégration soit entière, il faut que des flux de mobilité existent dans les deux sens. Tout au long de leur consolidation, les favelas aspirent de plus en plus à ressembler à la ville formelle, mais n'en possèdent cependant pas encore toutes les aménités. En effet, la présence des équipements et services des pouvoirs publics y est encore insuffisante : mauvaise qualité des réseaux de distribution d'eau et d'électricité ainsi que du système de canalisations, mauvaise gestion des ordures, nombre insuffisant de places dans les écoles et crèches, manque de formations professionnelles, manque de présence des forces de l'ordre, etc. Finalement, les risques sur ces territoires sont exacerbés : risques environnementaux (glissements de terrain,

éboulements, inondations, etc.), risques sanitaires (épidémies, infections, etc.), risques socio-économiques (échec scolaire, précarité des emplois, sous-emploi, etc.) mais aussi tous les risques liés à la présence de groupes criminels armés, ce qui met une partie de la population en situation de vulnérabilité. Face à cette vulnérabilité, les habitants font preuve de créativité, d'innovation, de bricolage, ils sont aussi prêts à tolérer des groupes de pouvoirs (politiciens, élites locales ou bourgeoisie *favelada*...) s'ils promettent une amélioration de leurs conditions de vie.

Chapitre 4

Conflits pour le contrôle du territoire et imposition d'un ordre socio-spatial violent

En 2013, le groupe de recherche sur les violences de l'Université d'État de Rio de Janeiro (NUPEVI) a réalisé sous la direction d'Alba Zaluar une étude sur l'emprise des groupes criminels dans les favelas. Sur les 997 favelas recensées, 166 étaient sous le contrôle de l'État avec la présence d'Unités de Police de Pacification, 455 étaient dominées par des milices et 362 par les trafiquants. Comment ces groupes criminels ont-ils pris le contrôle de ces favelas ? Un processus progressif a débuté dès la deuxième moitié du XX^e siècle : la présence de criminels n'a pas toujours été aussi importante et violente. Cette prise de contrôle des territoires et l'imposition d'un ordre social violent est le résultat de plusieurs processus : une crise de l'institution policière et du monopole de la violence légitime, le développement de marchés illégaux principalement celui de la drogue, le quasi-vide institutionnel dans les favelas et la vulnérabilité de leur population.

L'augmentation des violences au Brésil s'est accélérée depuis la fin de la dictature : le taux d'homicides pour 100 000 habitants à Rio de Janeiro est passé de 10 dans les années 1950, à 25 dans les années 1970 puis à 50 dans les années 1980. Durant les dernières décennies du XX^e siècle, en même temps que le Brésil connaissait un processus de consolidation des institutions démocratiques et des droits civiques, l'État a fait preuve en revanche d'une incapacité à contrôler la violence et ses causes. On observe en effet une corrélation entre le retour à la démocratie et la hausse des niveaux de violence : la faiblesse des institutions n'aurait pas permis l'arbitrage des conflits, la police aurait alors perdu progressivement son monopole de violence et certains groupes de pouvoirs en auraient profité pour prendre le contrôle de territoires par la force. Comment la fin de la dictature et la montée des violences civiles sont-elles corrélées ? Comment les groupes criminels ont-ils émergé ?

Si les criminels sont présents dans toute la ville, ils sont d'autant plus visibles dans les favelas qu'ils y imposent par la force un ordre violent. En effet, la présence insuffisante des pouvoirs publics dans ces espaces et la vulnérabilité d'une grande partie de leur population auraient facilité leur prise de contrôle. Alors que les actes de violence augmentent de façon globale dans toute la ville, un ordre violent s'installe plus spécifiquement dans les favelas.

La notion de violence est un terme polysémique et recouvre des réalités multiples, avec à la fois une dimension sociale et une dimension légale (définie juridiquement par les délits et crimes). La définition de la violence sociale dépend du seuil de tolérance des individus à la violence et varie d'une société à l'autre, d'un espace à l'autre. La violence dans la ville de Rio de Janeiro n'est pas un phénomène récent, même s'il est devenu plus visible ces dernières décennies. En effet, Rio de Janeiro est une ville portuaire et donc un lieu propice aux trafics. Ces trafics nourrissent les groupes de pouvoirs locaux, les bandes organisées, les criminels et chacun lutte pour garder le monopole d'une filière de trafic. Ces luttes alimentent les

violences urbaines aussi bien dans les favelas que dans les quartiers formels. Par ailleurs, l'État est lui-même à l'origine de violences avec un nombre important de morts lié aux interventions policières. Comment la violence se manifeste-t-elle dans les favelas ? Comment les groupes criminels imposent-ils leur contrôle dans ces espaces ? Comment la police y agit-elle ?

Nous présenterons dans ce chapitre la montée et l'engrenage de la violence dans la société brésilienne et plus spécifiquement dans les favelas de Rio de Janeiro. Dans une première partie, nous étudierons le lien entre la fin de la dictature et la prise de contrôle des favelas par différents groupes de pouvoirs. Puis nous nous intéresserons à l'ordre socio-spatial violent instauré dans les favelas à la fois par la police et par les narcotrafiquants.

I LA FIN DE LA DICTATURE ET LA TERRITORIALISATION DES GROUPES CRIMINELS

La hausse des violences et la territorialisation des groupes criminels dans les favelas coïncident avec la période de la fin de la dictature et le retour de la démocratie. Il semble alors que l'État n'ait pas réussi à construire des institutions démocratiques suffisamment solides pour faire face au développement des activités criminelles qui sont devenues de plus en plus violentes. Si ces activités sont présentes sous forme de réseau dans toute la société brésilienne, les groupes criminels ont pris plus spécifiquement le contrôle des favelas par la force, en y imposant un ordre violent, du fait d'une présence incomplète, inégale et inefficace de l'État. Bien avant l'implantation du trafic, il existait déjà des activités illégales dans les favelas qui étaient l'occasion de conflits entre les organisations criminelles pour tenter de s'assurer le monopole et une plus grande emprise territoriale. Vidigal, et plus particulièrement Rocinha, sont rapidement devenus des lieux centraux et prisés dans ce type d'activités illégales. En effet, ces favelas offraient aux organisations criminelles une localisation idéale : à la fois implantées dans la Zone Sud et suffisamment « enclavées » sur des mornes proches de la forêt pour offrir une forme de protection à ces activités. Tantôt amis tantôt ennemis, ces territoires et les groupes criminels qui les dominaient ont alterné périodes de coopération et périodes de conflits. Ainsi, les logiques territoriales des pouvoirs criminels à Rocinha et à Vidigal reflètent assez bien celles observées dans l'ensemble de la ville.

1. Le retour à la démocratie et la hausse des violences : une délégitimation du monopole de la violence de l'État

L'augmentation des violences et la multiplication des conflits armés entre les groupes de criminels à Rio de Janeiro et plus spécifiquement dans les favelas, semblent coïncider avec le passage de la dictature à la démocratie. Avec l'augmentation des violences et du sentiment d'insécurité, le Brésil paraît loin du processus de pacification des mœurs censé accompagner la genèse de l'État moderne, comme l'évoquent les travaux de Norbert Elias (1978). La monopolisation progressive par l'État de la violence légitime semblait selon lui devoir pacifier les relations entre les individus, cette pacification passant par l'autocontrôle, le développement de la courtoisie et la pénalisation. Selon Roger Mucchielli, « si un processus de pacification des mœurs tend à réduire le recours à la violence, c'est parce qu'il a pour conséquence première de la stigmatiser, de la délégitimer » (Mucchielli, 2008). Les sociétés acceptent de moins en moins la violence, perçue de plus en plus comme illégitime, et certains actes qui auparavant étaient considérés comme des affaires privées deviennent une affaire publique où la justice doit être saisie. À Rio de Janeiro, il y aurait donc une tendance opposée au processus décrit par Norbert Elias, puisque les conflits et les actes de violence augmentent avec le développement de la démocratie (Machado da Silva, 2008 ; Zaluar, 2004). Comme le souligne Alba Zaluar (2004), le processus de retour à la démocratie dans les années 1980, est survenu dans un contexte de crise économique et d'hyperinflation qui a affecté la confiance des individus envers l'État, envers les marchés et entre eux. L'inflation stimule par exemple les vols, les braquages et les cambriolages (Zaluar, 1983), ainsi que les trafics et la corruption, ce qui contribue à augmenter la violence dans la société (Zaluar, 2004). De plus, à Rio de

Janeiro, l'accélération de la croissance urbaine ne s'est pas accompagnée d'une création d'emplois suffisante face à l'arrivée massive de migrants, et les générations postérieures ne possédaient pas toujours une formation scolaire suffisante pour sortir du cercle vicieux du chômage et de la pauvreté (Zaluar, 1998) et cela « n'a pas permis que les pratiques sociales urbaines de tolérance et de civilité soient assimilées par les nouveaux habitants de la ville » (Zaluar & Barcellos, 2013, p. 20). Selon Norbert Elias, à la suite d'un changement dans la société, l'exaspération du sentiment d'insécurité et des dangers peuvent fragiliser les conduites civilisées :

« L'armure des conduites civilisées pourrait s'effondrer très rapidement si, à la suite d'un changement dans la société, le degré d'insécurité qui prévalait auparavant s'interrompait encore, et si le danger redevenait aussi incalculable que naguère. Les peurs correspondantes feraient reculer les limites qui leur sont actuellement imparties » (Elias, 1978, p. 201).

Ce changement dans la société, c'est ici la fin de la dictature qui ne s'est pas accompagnée d'une réforme de l'institution policière. En effet, il n'y a pas eu de réelle rupture entre le régime militaire et la démocratie, car les militaires ont accompagné ce processus de démocratisation en organisant des élections libres et en maintenant leur contrôle sur les institutions de sécurité nationale. Selon Angelina Peralva, « la normalisation politique a eu lieu malgré eux, et avec eux » (2001, p. 245). En dépit d'un affaiblissement politique du régime militaire, ce processus a été progressif et contrôlé par les forces armées, qui ont maintenu leur emprise sur la police. Selon Angelina Peralva, la faiblesse institutionnelle au Brésil découle de cette absence de réforme et de la fragilisation du système judiciaire qui aurait conduit à une explosion des violences et à une multiplication des comportements de corruption :

« La faiblesse des institutions constitue souvent un élément qui exacerbe la corruption et inversement la corruption affaiblit les institutions et donc amoindrit la lutte contre la violence. La corruption contribue à attiser les risques de violence en alimentant les revendications et en sapant l'efficacité des institutions nationales et des normes sociales » (Banque Mondiale, 2011, p. 16).

Ainsi, comme le souligne Jean Daudelin, l'ordre socio-politique est encore largement autoritaire et « coexiste avec un ordre légal fondé sur les principes libéraux et démocratiques » (Daudelin, 1996, p. 95). Cette relation paradoxale entre autorité et démocratie a laissé la place au Brésil à des violences illégitimes, aussi bien de la part de la police que de groupes de pouvoirs puissants qui, à travers l'usage de la violence, gardent leurs privilèges (Goirand, 2000). L'absence de réformes des institutions policières et judiciaires a permis à ces violences illégitimes de perdurer au sein même de la démocratie.

La faiblesse des institutions au lendemain de la dictature a contribué à l'effritement de l'ordre public et social, et l'État ne semble pas avoir la capacité d'arbitrer les conflits et d'assurer la paix civile. Selon Alba Zaluar : « le crime violent fait, sans équivoque, de plus en plus partie de processus globaux économiques et socioculturels, sans que cela n'entraîne de changement dans les politiques publiques de sécurité et de prévention et de traitement dans les pratiques sociales plus associées à la violence » (Zaluar, 1998, p. 212). Pour elle, le renforcement de la peur est l'une des conséquences du manque de connaissances sur la violence et du manque de politiques stratégiques de sécurité. Le retour de la démocratie s'est accompagné d'une augmentation des violences réelles, mais aussi d'une hausse du sentiment

d'insécurité et du besoin de protection. Les pouvoirs publics ont été accusés d'avoir laissé la criminalité s'installer et d'avoir nourri cette criminalité à travers la corruption de fonctionnaires et de politiciens. Le manque de confiance envers l'État a ainsi fait augmenter la peur dans toutes les classes sociales. L'accroissement des violences dans la société brésilienne va donc de pair avec la délégitimation de la violence de l'État. Les actions de la police sont vivement critiquées puisqu'elles débordent régulièrement du cadre de la légalité et qu'elles apparaissent inefficaces, les crimes et délits ne cessant d'augmenter. L'État ne semble plus capable d'assurer pleinement la sécurité : la légitimité du monopole de la violence est remise en cause par la population qui critique vivement les actions de la police, ce qui permet aux systèmes de sécurité privés de se développer en parallèle. La fonction de maintien de l'ordre est alors détournée par des groupes de pouvoirs (milices, trafiquants, etc.) et par ailleurs les entreprises de sécurité privée se multiplient. Angelina Peralva parle d'une « sorte de démocratisation sauvage de ces services » qui les rend accessibles à toutes les classes sociales, le meurtre devenant une « modalité très fréquente de règlement des conflits inter-individuels » (Peralva, 2001, pp. 549-550).

À la violence institutionnelle s'ajoute l'aggravation des violences privées. Selon Paulo Sérgio Pinheiro (2000). E, l'autoritarisme serait « socialement implanté » au Brésil avec la prégnance de la violence dans les rapports sociaux, le manque de respect des droits civils et les « micro-despotismes » de la vie quotidienne (violences conjugales et domestiques, justice privée, agressions sexuelles...). En effet, le rapport à la violence est ambigu et cache toujours des relations de pouvoir : l'autoritarisme, les rapports de hiérarchie, les relations clientélistes, la suprématie d'intérêts privés, l'appropriation du pouvoir par les élites, ou encore l'exclusion sociale, sont des rapports de force encore largement présents dans la société brésilienne. Néanmoins, la population sait également tirer profit de ces systèmes de pouvoirs en obtenant par exemple des faveurs personnelles ou collectives en l'échange de soutien. En effet, certains types de pouvoir s'affirment sur un territoire et sa population par le biais du paternalisme et des pratiques d'assistance, ceci ne signifie pas que la population tolère ces systèmes de pouvoir, mais elle s'y adapte pour survivre.

Ainsi, la violence n'est pas le monopole de l'État, comme le montre Foucault (1994), qui dénonce cette opposition irréductible entre autorité politique et violence : la violence ne se réduit pas à l'État et l'État n'est pas seul détenteur de pouvoir. Camille Goirand remarque que « loin de constituer un « retour d'archaïsme », cette violence représente sans doute la marque d'une modernité et d'une individualisation poussées à l'extrême » (Goirand, 2000, p. 216). La violence, comme le souligne Alba Zaluar, peut être rationnelle et apparaître comme un moyen pour atteindre des fins matérielles, politiques ou symboliques (Zaluar, 1999 ; Zaluar & Ribeiro, 2009). Comme le soulignait Foucault, rationalité et violence ne sont pas incompatibles (Foucault, 1994). De son côté, Camille Goirand évoque une « rationalité de la violence » propre aux favelas (Goirand, 2000, p. 241) : « ainsi, l'organisation du pouvoir par les trafiquants de drogue dans les favelas de Rio de Janeiro se fonde-t-elle sur des stratégies individuelles, qui s'appuie sur une violence non étatique privée » (Goirand, 2000, p. 242). C'est ainsi que la violence se transforme, dans ces espaces, en une forme d'interaction qui serait issue d'un processus d'individualisation (Machado da Silva, 2008). L'individu s'affirme en dehors du groupe et affirme des désirs individuels, la violence est alors utilisée pour la

satisfaction de ses intérêts. Cette individualisation ne signifie pas qu'auparavant, le collectivisme prédominait dans les favelas, mais qu'il y a eu une perte de confiance mutuelle entre les habitants et un repli sur soi lié à l'augmentation des violences et à la présence de groupes criminels armés imposant leurs règles à la communauté, particulièrement depuis la fin des années 1970, avec l'extension du trafic international de drogue et la multiplication des mesures répressives à son encontre (Zaluar, 1998, 1999, 2004).

La violence dans les favelas est le signe d'une perte de monopole par les pouvoirs publics et d'un usage illégitime par des groupes de pouvoirs pour répondre à des intérêts personnels. À partir des années 1970, la criminalité est devenue de plus en plus violente et organisée. À Rio de Janeiro, le crime commence alors progressivement à avoir un visage, une structure et des responsables et on observe une politisation du problème de la criminalité à partir des années 1980, comme le montre le travail pionnier d'Alba Zaluar sur la favela de Cidade de Deus (1985). Le crime devient un sujet central, présenté comme un problème national et social (Zaluar, 1999). À Rio de Janeiro, on peut identifier trois formes principales de violence liées à des activités ou organisations criminelles : le « *Jogo de Bicho* » (les loteries clandestines), le « *Movimento* » (les narcotrafiquants) et les milices. Ces différents groupes ont trouvé dans les favelas des territoires propices au déploiement de leurs activités, ceci ne signifiant pas que les criminels sont présents uniquement dans les favelas : ces différentes organisations, qui forment des réseaux, articulent des espaces aussi bien formels qu'informels, à différentes échelles (locale, nationale et internationale) :

« On peut se demander pourquoi on dit que le trafic a surgi uniquement de l'intérieur de la favela ? C'est de la stigmatisation et c'est aussi une autre forme pour contenir les habitants des favelas, en les criminalisant. C'est une autre forme de répression en dehors de la dictature. Est-ce seulement le *favelado* qui fait marcher le business de la drogue ? Qui va acheter les armes ? » (Entretien avec Antonio Carlos, leader communautaire et habitant de Rocinha, le 14/05/2014).

Les activités criminelles, comme la production et la distribution de drogues sont des sources considérables de revenus qui permettent à certains individus ou groupes de s'enrichir, et cela implique aussi bien des populations marginalisées économiquement, des organisations criminelles, des entreprises ou mêmes des institutions de l'État (Geffray, Fabre, Salama, Schiray, & Zaluar, 2002).

« Les effets de la pauvreté et de l'urbanisation accélérée sur l'accroissement spectaculaire de la violence durant ces dernières années ne peuvent être compris indépendamment de l'analyse des mécanismes institutionnels, des réseaux et des flux plus ou moins organisés du crime. Ce dernier traverse toutes les classes sociales, possède une organisation de marché et ne survivrait pas sans la corruption des agences étatiques chargées de le combattre. » (Zaluar, 2001, p. 477)

Si les activités criminelles concernent la ville dans son ensemble, les favelas ont été des territoires propices à la prise de contrôle des groupes criminels devant la présence insuffisante des pouvoirs légaux et face à une population vulnérable, occupée à survivre et à lutter pour son maintien sur place, qui se tourne parfois vers ce type d'activités pour s'assurer des revenus. Par ailleurs, pour obtenir la tolérance de ces populations et contrôler ces territoires, les groupes de pouvoir ont développé différentes actions philanthropiques.

2. « Os banqueiros » : une institution informelle de loteries clandestines

Le *Jogo de Bicho* (le jeu de l'animal)³⁷ est une sorte de loterie très populaire. Après son interdiction en 1946, cette activité a pourtant continué à se développer, mais de façon illégale. Michel Misse parle à son propos d'une réelle institution au Brésil, car cette loterie rencontre une très forte adhésion de la population et bien qu'illégale, entretient des liens forts avec les pouvoirs publics, et notamment la police. Jusque dans les années 1980, les *banqueiros*, les propriétaires du *Jogo de Bicho*, forment, selon lui, « l'activité criminelle la plus proche d'une organisation de type mafieuse au Brésil » (Misse M. , 2011, p. 15). L'espace est divisé en territoires de jeux délimités (une rue, un quartier, une zone, etc.) où les *banqueiros* (banquiers) également appelés les *bicheiros* établissent leur loterie et installent des machines à sous (dans des bars, dans la rue, etc.), ils qui font souvent figure d'autorité au sens où ils n'hésitaient pas à tuer ceux qui compromettaient leur activité lucrative.. À leurs côtés on trouve des gardes du corps, des comptables et des avocats. La majorité des *banqueiros* ont une activité professionnelle légale à côté du *Jogo de Bicho*. En seconde position se situent les gérants des points de vente de jeu, parfois protégés par des agents de sécurité, et enfin, en bas de la hiérarchie, on trouve les *apontadores* (pointeurs), présents sur les points de vente des jeux et les *apostadores* (parieurs). Le *Jogo de Bicho* se structure en un véritable marché qui, dès les années 1950, se territorialise en divisant la ville en « zones » constituant autant d'oligopoles sous l'autorité d'un *banqueiro* (Misse M. , 2008). Par exemple, la zone ouest était sous la responsabilité de Castor de Andrade et le quartier de Tijuca sous celui d'Haroldo da Tijuca. Le *Jogo do Bicho* se développe à un niveau national, l'État de Bahia étant par exemple sous l'influence de la famille de Castor de Andrade. Le *Jogo do Bicho* était principalement présent dans les quartiers formels, mais aussi dans certaines favelas, comme à Rocinha par exemple, en particulier dans le quartier de Barcellos.

Cette relation entre le *Jogo do Bicho* et les favelas est récente, l'influence des *banqueiros* dans les favelas s'est accrue dans les années 1970, lorsqu'ils ont commencé à investir dans des écoles de sambas pour acquérir du prestige social, après avoir été emprisonnés lors du régime militaire. Les *bicheiros* sont donc entrés tardivement dans le monde de la samba, la majorité des écoles de samba qui ont commencé à surgir dès les années 1920 ont été formées par des travailleurs noirs ou métis, sans lien avec le *Jogo do Bicho* (Zaluar, 1998). C'est à partir des années 1970 que les *bicheiros* ont commencé à présider des écoles de samba ou étaient représentés dans ces écoles dans lesquelles ils investissaient beaucoup pour le carnaval (Chinelli & Machado da Silva, 1993). Par exemple, l'école de samba de Rocinha « *GRES Acadêmicos da Rocinha* » a été fondée en 1988 par Luis Carlos Batista, le chef des points de vente du *Jogo do Bicho* à Rocinha et à Vidigal.

Cette organisation criminelle a également infiltré les institutions politiques. Ainsi, plus généralement, elle a une influence sur presque tous les pouvoirs y compris le pouvoir judiciaire. Tant sa structure entrepreneuriale que son insertion politique suivent une logique familiale traditionnelle de formation de clientèle (Machado da Silva, 1999). Le *Jogo do Bicho* se développe sur la base d'une culture organisationnelle paternaliste et d'assistance, avec des hiérarchies fondées sur des liens personnels de loyauté et une capacité à négocier dans le jeu

³⁷ Dans ce loto, des animaux sont associés aux numéros afin d'aider à la mémorisation.

politique. Les *banqueiros* multiplient les responsabilités et les pouvoirs dans leur territoire : ils offrent par exemple des crédits aux habitants, ils président les écoles de samba, ils dirigent des clubs de foot. Le pouvoir des *banqueiros* sur leurs territoires est fortement ancré et reconnu et certains politiciens recherchent leur appui. Face à l'ampleur du développement de cette activité lucrative, la concurrence s'intensifie tout comme les conflits pour le contrôle des « territoires de jeu ».

En 1980, de nouvelles loteries légales contrôlées par une banque officielle, la *Caixa Economica Federal*, apparaissent, ce qui pousse les *Banqueiros* à s'allier afin de mieux affronter cette perte de monopole et la baisse de leurs profits. Aussi, tandis qu'une partie des *Banqueiros* continue à se disputer le marché des machines à sous dans les bars de la ville, d'autres diversifient leurs activités et investissent par exemple dans des entreprises légales : des casinos légaux dans d'autres pays d'Amérique du Sud, des hôtels, etc. Les années 1980 marquent le début d'une alliance stable entre les principaux *Banqueiros* de la ville : cette alliance prend le nom de « *coupole du Jogo de Bicho* ». Elle s'organise légalement à travers la création de la Ligue des écoles de sambas, ceci soulignant le lien fort entre le *Jogo de Bicho* et le monde de la samba. En effet, lors du carnaval, la présence de cette organisation criminelle est bien visible : cette ligue dirige les grands défilés des écoles au Sambodrôme ainsi que la remise des prix au vainqueur du concours (Misse M. , 2007). Certaines écoles ont toutefois résisté au pouvoir des *Banqueiros*, comme Mangueira ou São Clemente. Les écoles de samba à Rio de Janeiro sont au cœur de l'industrie du tourisme et génèrent chaque année plusieurs millions de réais de bénéfices. Les organisations criminelles se servent en partie de ces écoles pour blanchir l'argent du crime. Il n'y a donc rien de surprenant au fait que les *Bicheiros* financent l'ouverture d'écoles de samba et qu'une grande partie d'entre elles se trouve dans les favelas, plus éloignée ainsi du contrôle des pouvoirs légaux. Par exemple, l'école de samba de Rocinha « *GRES Acadêmicos da Rocinha* » a été fondée en 1988 par Luis Carlos Batista, le chef des points de vente du *Jogo do Bicho* à Rocinha et à Vidigal.

Cette organisation criminelle atteste de la grande porosité des frontières entre le légal et l'illégal, le formel et l'informel. Le lien entre ce marché illicite et les pouvoirs publics est, selon Michel Misse (2007), à cette période, le principal responsable de la croissance de la corruption de la police, du système judiciaire et des politiciens, ceux-ci acceptant de fermer les yeux sur ces pratiques illégales en échange de votes.

Dans les années 1990, avec l'arrestation de Castor de Andrade et la découverte de sa liste de comptes, les activités du *Jogo do bicho* se sont faites de plus en plus discrètes. En parallèle à cette activité criminelle, une autre se développe, cette fois autour du commerce de la drogue, qui prend finalement une place beaucoup plus importante à Rio de Janeiro.

3. Le contrôle des favelas par les factions de narcotrafiquants

Jusque dans les années 1970, le trafic de drogue au Brésil s'organisait essentiellement autour de réseaux de vente de cannabis, puis le profil du trafic a évolué avec l'introduction de la cocaïne (Zaluar, 2007). Le cannabis était fumé depuis longtemps dans les favelas, les zones de prostitution, les quais du port, et par les bandes organisées de braqueurs ainsi que « toute une pègre socialement représentée par des *malandros* (voyous, vauriens, combinards) et des

« marginaux » (Misse M. , 2008, p. 498). Cette consommation a également commencé à toucher les artistes, intellectuels et universitaires de classe moyenne à partir des années 1960. Jusque dans les années 1970, la cocaïne demeurait extrêmement coûteuse et était principalement consommée par les élites et occasionnellement dans les favelas. C'est surtout dans les années 1980 que la consommation de cocaïne s'est étendue aux quartiers pauvres de Rio de Janeiro, avec la baisse significative de son prix du fait de la simplification du processus de production, ce qui a permis un développement de ce marché au Brésil et dans le monde (Geffray, Fabre, Salama, Schiray, & Zaluar, 2002). Au Brésil, les voies de circulation du trafic international se sont développées, reliant la Bolivie, la Colombie, le Pérou aux États-Unis, à l'Europe et à l'Afrique. Si l'on trouve quelques plantations de cannabis au nord du Brésil, la drogue arrive dans le pays majoritairement sous forme de produit fini, mais certains ingrédients chimiques pour la production de la cocaïne sont fabriqués sur place dans de petits laboratoires. L'arrivée de la drogue se fait principalement par la triple frontière avec le Paraguay et l'Argentine ainsi que par l'Amazonie et le Mato Grosso do Sul, et la drogue est acheminée jusque dans les grandes métropoles, principalement celles possédant des aéroports internationaux et des ports. Les principaux aéroports faisant transiter la drogue vers l'Europe et les États-Unis se situent au Paraná, à São Paulo et à Rio de Janeiro. Ainsi, le Brésil et particulièrement Rio de Janeiro sont des plaques tournantes du trafic de drogue.

La cocaïne a pénétré dans les favelas avec le développement des factions de narcotrafiquants s'appuyant sur les réseaux de vente au détail du cannabis (Zaluar, 1983, 1985, 2001 ; Misse, 2008). Après avoir compris que le commerce de cocaïne était très lucratif, les factions de narcotrafiquants se sont organisées, notamment depuis les prisons, où certains braqueurs se sont convertis au trafic de drogue. Par exemple, la faction du *Comando Vermelho* (CV) s'est formée dans les années 1960 dans la prison Candido Mendes située sur l'Ilha Grande. À cette époque, les cellules étaient en partie occupées par des prisonniers politiques et des braqueurs de banques, avec ou sans motif politique. Durant la dictature militaire, les résistants politiques des partis de gauche organisaient la lutte armée et pillaient les banques à la fois pour déstabiliser le pouvoir, lutter contre le capitalisme, mais aussi pour financer leur résistance. C'est à cette période que les mouvements de sécurisation se sont renforcés dans les quartiers aisés de la ville du fait de la multiplication des activités criminelles (braquages de banques, de voitures, de résidences, etc.) (Misse M. , 2007, p. 147). Les prisonniers politiques et les « braqueurs ordinaires » qui volaient sans aucun motif politique étaient considérés comme une menace à la sécurité nationale. Dans l'État de Rio de Janeiro, ces deux types de criminels étaient regroupés dans la même section pénitentiaire à Candido Mendes (Coelho, 1988). C'est dans cette prison que la *Phalange Vermelha*, un groupe de prisonniers, a surgi afin de combattre la *Phalange Jacaré* qui dominait les prisons en utilisant l'exploitation et la violence. La *Phalange Vermelha* se serait inspirée de l'organisation des prisonniers politiques qui importaient dans le milieu carcéral leur « idéologie collective » et élaboraient leur résistance directement depuis les prisons (Coelho, 1988 ; Leeds, 1998 ; Misse, 2008). La *Phalange Vermelha*, qui au départ était une organisation destinée à protéger les prisonniers, est devenue par la suite le *Comando Vermelho* (Lima, 1991). Lors des entretiens menés par William da Silva Lima pour ses

recherches sur le *Comando Vermelho (CV)*, un ancien prisonnier lui confie que dans son souvenir :

« Le CV n'était pas une organisation, mais principalement un type de conduite, un mode de survie pendant des temps difficiles. Ce qui nous maintenait vivants et unis, ça n'était pas une hiérarchie ou une structure matérielle, mais plus une sympathie que nous développions les uns pour les autres dans une époque difficile de notre vie » (Lima, 1991, pp. 83-84).

C'est à partir de la fin des années 1980 que le *Comando Vermelho* s'est orienté vers le trafic de drogue en s'implantant dans les favelas, le trafic de cocaïne étant plus lucratif que les braquages de banques. Les factions vendant la drogue au détail se sont connectées au fur et à mesure au *Comando Vermelho* qui leur offrait une protection au sein des prisons (Misse, 2011 ; Zaluar, 1994, 2004). Selon Alba Zaluar et Christovam Barcellos, le crime organisé est apparu et s'est étendu dans un contexte de grandes transformations économiques et sociales au Brésil et dans le monde, caractérisé par une réduction du développement économique et la désindustrialisation des grandes villes brésiliennes, qui ont contribué au fait que de plus de plus de personnes étaient attirées par les opportunités financières qu'offre le trafic de drogue. C'est à ce moment-là que les favelas se sont constituées comme des « sanctuaires » du crime :

« Le manque de contrôle juridique sur de tels commerces, la difficulté d'accès des habitants au système judiciaire, ainsi que les obstacles urbains créés par la construction dense de ces agglomérats ont fait des favelas les cibles du crime organisé ou des «sanctuaires», dont certains imprenables, pour des trafiquants de drogue armés » (Zaluar & Barcellos, 2013, p. 20).

C'est à partir de cette domination territoriale que les trafiquants ont commencé à s'armer de plus en plus afin de défendre leur territoire. De plus, pour se développer, le trafic de drogue s'est appuyé sur la corruption d'agents de la loi facilitant l'acheminement des armes et de la drogue jusque dans les favelas (Zaluar, 1994). Comme le montrent Alba Zaluar et Christovam Barcellos, l'organisation des factions s'appuie sur « des dispositifs d'un réseau géographique défini, comprenant des points centraux ou de diffusion, et sur d'autres qui s'établissent sur la base d'une réciprocité horizontale, selon laquelle une favela qui reste sans drogue ou sans armes peut l'obtenir d'une favela « amie », sous la domination de la même faction » (Zaluar & Barcellos, 2013, p. 20). Aussi, les factions fonctionnent comme des collectifs dirigés par un chef, également appelé « *homem de frente* » (l'homme de l'avant) (Zaluar, 2004).

Au sein de cette nouvelle génération de criminels spécialisés dans le trafic de drogue, on distinguait par exemple Carlos dos Reis Encina, plus connu sous le nom d'Escadinha, qui dirigeait le trafic au Morro do Juramento situé dans la Zone Nord de Rio de Janeiro ; Paulo Roberto de Moura Lima alias « Meio-Quilo », chef du trafic dans la favela de Jacarezinho également dans la Zone Nord ; Antônio José Pereira, le « Tom Zé » à Pavão-Pavãozinho dans la Zone Sud ; ou encore Denis Leandro da Silva, surnommé « Dênis da Rocinha ». C'est à cette époque que Rocinha est devenue un lieu privilégié du trafic de drogue à Rio de Janeiro. Son chef, Dênis da Rocinha, a adopté un modèle de gestion « entrepreneuriale » de cette activité illicite. Bien qu'emprisonné en 1987, il a continué à gérer le trafic de Rocinha depuis la prison jusqu'à son assassinat en 2001. La territorialisation des trafiquants dans les favelas de Rocinha et de Vidigal a coïncidé paradoxalement avec la période (les années 1980) où les

pouvoirs publics se sont étendus dans ces favelas, avec la création de la Région Administrative de Rocinha, le déploiement des réseaux de distribution en eau et en électricité ou encore l'organisation de *mutirões*.

« À l'époque, la situation était déjà compliquée, les projets commençaient pourtant à se multiplier dans la favela. Mais l'arrivée des trafiquants de drogue dans les années 1980 va compliquer la situation. À Rocinha il va y avoir l'explosion de ce qu'on appelle des « guerres » et cette expression va faire les unes de la presse brésilienne, surtout à Rocinha, avec les quelques personnages qui vont commencer à se disputer le territoire et à contrôler tout le territoire. La logique du trafic de drogue a fait rentrer des armes, de la cocaïne et va avoir un impact direct sur les territoires des favelas, et à Rocinha il y a une très forte expression de cette logique de pouvoir. » (Entretien avec Itamar Silva, membre de la Pastorale des favelas et de l'Institut Brésilien des Analyses Sociales et Economiques (IBASE), le 05/06/2014).

Les *bicheiros* continuaient, par ailleurs, à exercer leur activité de façon indépendante, dans leurs propres points de vente de jeux ; ils se mélangeaient rarement aux trafiquants et si les *apontadores* (pointeurs) vendaient de la drogue, ceci pouvait être perçu comme une trahison du *bicheiro* susceptible d'être lourdement sanctionné. À Rocinha, les conflits entre les *bicheiros* et les trafiquants se sont multipliés dans les années 1980. La création de l'école de samba de Rocinha en 1988, financée en partie par le chef du *Jogo do Bicho*, mais aussi par les trafiquants Dênis et Bolado, a constitué un moyen d'apaiser ces tensions.

Dans les années 1980, une faction rivale du CV s'est organisée sous le nom de *Terceiro Comando* (Troisième Commando, TC). Plus tard, dans les années 1990, des subdivisions internes aux factions sont nées : *Comando Vermelho Jovem* (CVJ), les *Amigos dos Amigos* (ADA), le *Terceiro comando Puro* (TCP). Souvent, pour nommer ces factions, les Brésiliens emploient directement les abréviations : CV, ADA, TCP, CVJ, qui sont également utilisées pour marquer sous forme de tags leur territoire de domination de ces factions.

Photographie 45 : Tag de la faction ADA à Rocinha (LL correspond aux initiales du chef de trafic Lulu)



Source : <http://whotalking.com/>

Avec l'apparition de ces factions ennemies, les conflits pour le contrôle des territoires où se situaient les points de vente de drogues se sont multipliés, les trafiquants défendant les favelas des invasions extérieures comme les seigneurs défendaient leur « royaume » (Goirand, 1999). En effet, ils surveillent jour et nuit leur territoire et sont au courant de toutes les allées et venues, prêts à riposter à tout moment à une attaque ennemie. Pour contrôler leurs territoires et les protéger des invasions extérieures afin de ne pas perdre leurs points de vente de drogue, les factions doivent à la fois avoir des capacités financières et matérielles. Cette compétition a donc entraîné une course à l'armement, avec l'usage d'armes de plus en plus

lourdes (armes de guerre, fusils automatiques, grenades, bazookas, etc.), d'où le développement en parallèle du trafic d'armes. Selon Alba Zaluar, l'apparition des armes à feu s'explique en partie par la croissance de l'industrie de l'armement au Brésil, qui multiplie les bénéfices et les innovations technologiques (Zaluar, 1985, p. 151). L'expansion impressionnante du commerce de la drogue à Rio de Janeiro a ainsi provoqué une escalade de la violence : « En moins de cinq ans, entre 1983 et 1987, le taux d'homicides dans la ville a doublé, atteignant près de 50 meurtres pour 100 000 habitants, mettant Rio sur un pied d'égalité avec les villes les plus violentes au monde » (Misse M. , 2008, p. 496). Alba Zaluar souligne qu'en 1991, 57 % des homicides commis étaient associés au trafic de drogue (Zaluar, 2007, p. 43). « Au cours des années quatre-vingt, les différents groupes de trafiquants se sont livré de véritables guerres ayant les favelas pour champs de bataille » (Goirand, 1999, p. 160).

Ainsi, le territoire est le support de ces conflits d'intérêts, d'appropriation et de pouvoir. Si, la plupart du temps, Rocinha et Vidigal ont fonctionné en territoires « amis », ces favelas n'ont toutefois pas été épargnées par ces « guerres ». En 1986, une guerre a éclaté au cours de laquelle le chef du trafic de Vidigal, « William de Paris », a été assassiné par celui de Rocinha, en raison de tensions internes à la faction CV. Puis, avec l'assassinat de Dênis en 2001, sur ordre de la faction CVJ, les conflits liés à la succession du commandement du trafic à Rocinha ont conduit à une scission entre le haut et le bas de la favela : le chef de la partie haute, Bem-te-vi, s'est rapproché de la faction ADA, tandis que la partie basse est restée sous contrôle du CV. En 2004, la ADA a pris le contrôle de toute la favela et a attaqué Vidigal pour s'y imposer. Finalement, en 2005, le trafiquant Antônio Francisco Bonfim Lope, surnommé « Nem », de la ADA, a pris la tête du trafic dans ces deux favelas.

L'organisation des factions est hiérarchisée et les fonctions sont réparties entre ses membres, hommes comme femmes, qui se partagent le travail. Le trafic de drogue trouve une partie de sa main d'œuvre directement dans les favelas, où certains habitants deviennent dépendants de ce type d'activité pour avoir des revenus. Le chef du trafic, le *dono*, possède le capital suffisant pour acheter de grandes quantités de drogue aux producteurs ou aux grands distributeurs, et forme des *quadrilhas* (bandes) afin de défendre son territoire de vente. L'organisation de ces bandes comporte en deuxième position les gérants : gérants du *preto* (noir) pour le cannabis, gérants du *branco* (blanc) pour la cocaïne et gérants des soldats pour la sécurité. En dessous, on trouve des petites mains qui se répartissent les rôles : les soldats qui affrontent les envahisseurs des factions ennemies, surnommés les « Allemands » (*os alemães*) et la police, les vendeurs des *bocas de fumo* (points de vente de drogue, littéralement les bouches de fumée) : *os vapores* (les vapeurs) et les *aviões* (avions), les vendeurs mobiles qui font des transactions en dehors des *bocas de fumo*. Femmes et enfants sont également présents dans le système : les femmes confectionnent le plus souvent les papillotes (*endoladoras*) ou font des livraisons, elles sont alors surnommées *mulas* (mules) et les enfants font les vigiles (*olheiros*) (Zaluar, 1985, 1998, 2003 ; Misse, 2008 ; Leeds, 1998). Le trafic implique un grand nombre de « travailleurs » et demande la mise en place de relations de confiance :

« La structure des groupes locaux, quand ceux-ci ne résultent pas d'une invasion extérieure, est la plupart du temps fondée sur des relations de parenté, de protection mutuelle ou d'une longue amitié. La nécessité de constituer des rapports de confiance entre les participants d'un marché non régulé et illégal a rencontré dans

la proche parenté et dans les relations de communauté sa forme sociale la plus adéquate. » (Misse M. , 2008, p. 499).

Cette confiance est toutefois très précaire et n'est pas établie, à l'inverse du *Jogo do Bicho* qui s'organise autour de relations familiales et symboliques suivant les principes de la mafia italienne : par exemple, les fils des *donos* n'héritent pas des *bocas de fumo*. Dans le trafic de drogue, la confiance est maintenue par la peur, les employés n'ayant aucun intérêt à trahir le chef : « le revolver est garant final des comptes, utilisé sans limites sur les traîtres » (Zaluar, 1985, p. 151). La coercition par la force des armes est considérée comme nécessaire pour maintenir cette hiérarchie. Bien qu'il y ait une hiérarchie des pouvoirs et une division du travail, le narcotraffic à Rio de Janeiro adopte-t-il pour autant une forme de « crime organisé », et quelles en sont les conséquences sur les systèmes de pouvoir dans les favelas ? Les factions ne sont subordonnées ni à d'importants grossistes, ni à des organisations verticales de type familial ou patrimonial, contrairement aux mafias. Ces groupes sont fragmentés et vulnérables, il s'agit plus de collectifs ou de réseaux d'organisation coordonnée, et la méfiance entre les factions est très importante (Zaluar, 1994, 2004 ; Misse, 2008). Le degré d'organisation reste limité et ne se base pas sur les principes de l'honneur et de la fidélité à l'instar des mafias (Machado da Silva, 2008). Il ne s'agit donc pas d'un pouvoir parallèle qui pourrait se substituer à l'État dans les espaces où celui-ci est moins présent, les factions n'ayant pas de projet politique alternatif pour améliorer à terme les conditions de vie des habitants des favelas.

Dans les favelas, la position des *bocas de fumo* est stratégique : elles doivent à la fois être accessibles pour permettre d'assurer un maximum de ventes, mais aussi être suffisamment cachées et proches de chemins de fuite au cas où il y aurait une opération de police. Rocinha avait entre 5 et 10 *bocas de fumo* : les principales *bocas* se trouvaient dans le sous-quartier de la Rua um, le « quartier général » des trafiquants situé au milieu de la favela et dans les sous-quartiers du Valão, de la Via Apia, Cachopa et Vila Verde, dans la partie basse de la favela. La *boca de fumo* de la Via Apia était située directement à l'entrée du côté de São Conrado, ce qui permettait à des clients extérieurs de venir s'y fournir. À Vidigal, il y avait moins de points de vente, l'emplacement principal des trafiquants était le Largo de Santinho également situé au milieu de la favela, et il y avait aussi un point de vente de drogue dans la Rua Nova, donc dans la partie formelle de Vidigal. Ceci montre que les trafiquants ne faisaient pas vraiment de distinction entre le quartier formel et la favela. Une des principales *bocas de fumo* se trouvait également dans le bas de Vidigal au niveau de la rue qui mène à la favela voisine, Chacara do Ceu.

« À l'époque, dans la *boca* du bas, à côté de Chacara do Ceu, on voyait tous types de personnes venir acheter de la drogue, on voyait tout autant des marginaux que des hommes en costumes qui sortaient de leur bureau à Leblon ! » (Entretien avec Rodrigo, habitant de Vidigal, le 25/03/2013).

Au-delà de ces points de vente fixes et connus de tous, il y a aussi des *bocas* mobiles qui se localisent un peu partout dans les favelas. Par ailleurs, les trafiquants ont également des lieux où ils se réunissent, pas toujours destinés à la vente : ces lieux se situent plus haut dans les sous-quartiers d'Avrão à Vidigal et de Laboriaux et Rua Um à Rocinha. En cas d'intervention policière, ces localisations permettent d'avoir le temps d'être prévenu et de fuir

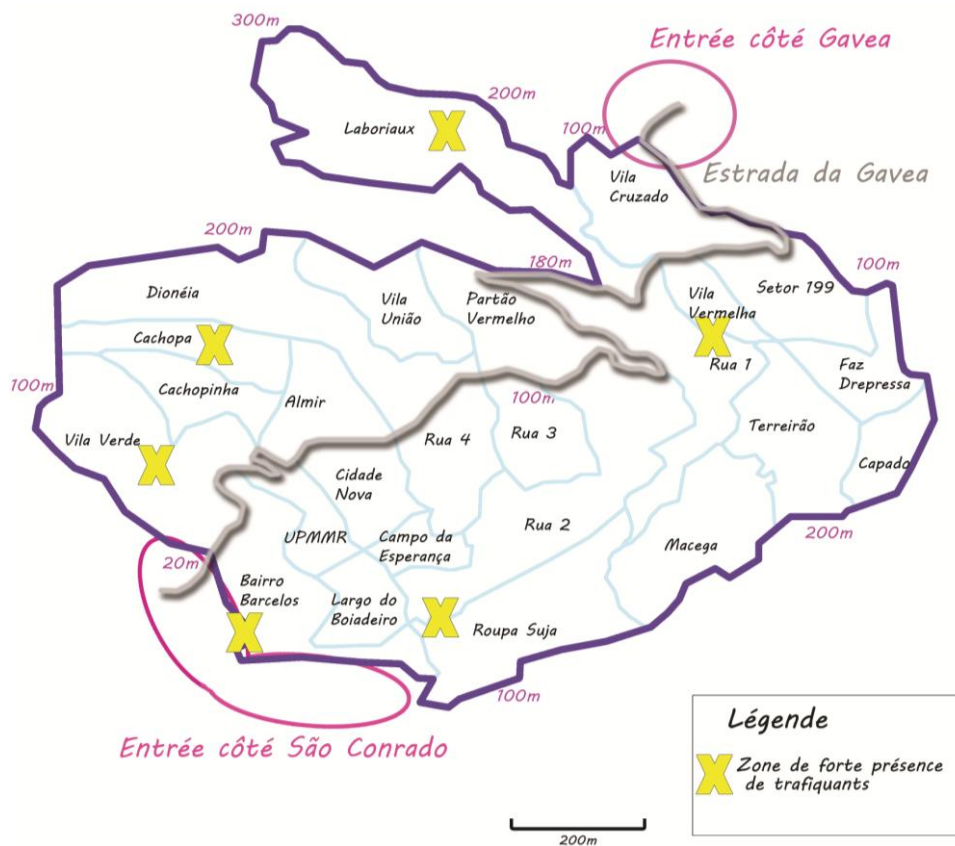
directement par la forêt. Par exemple, de nombreux habitants parlent d'un chemin de fuite pour les trafiquants reliant Rocinha et Vidigal.

Photographie 46 : Chemin de fuite des trafiquants entre Rocinha et Vidigal par le sommet du morne



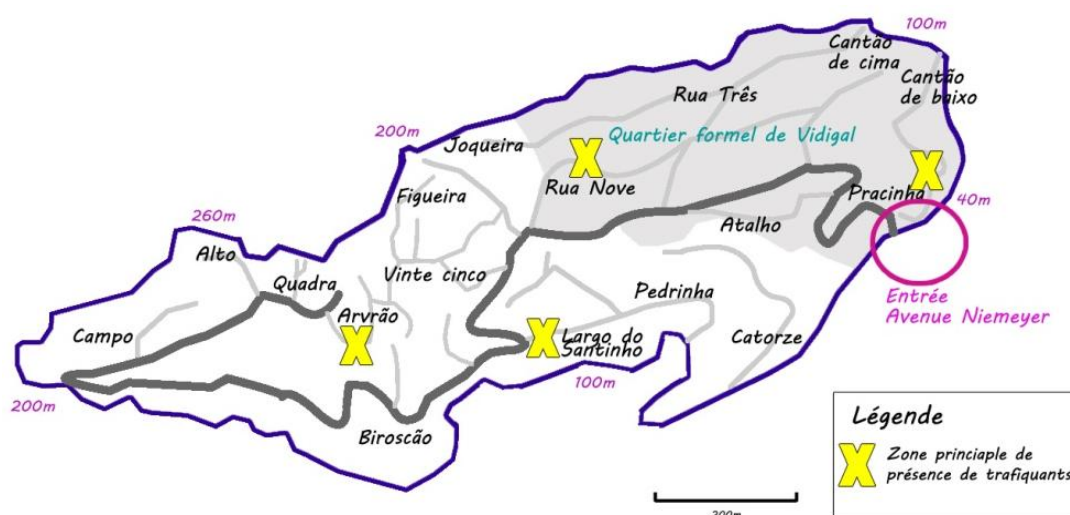
Photo de Justine Ninnin, 2013

Carte 13 : Principales localisation des trafiquants à Rocinha (avant la pacification)



Auteur : Justine Ninnin, 2015, selon les journaux et les témoignages d'habitants

Carte 14 : Principales localisations des trafiquants à Vidigal (avant la pacification)



Auteur : Justine Ninnin, 2015, selon les journaux et les témoignages d'habitants

À Rio de Janeiro, selon Michel Misse, 10 à 15 % de la population de la ville vivraient à l'heure actuelle dans des zones contrôlées par les trafiquants (Misse M. , 2011, p. 18). Cette domination n'a pas été imposée seulement par la force et la terreur, des relations complexes se sont développées dans ces territoires mêlant le silence, les omissions, les connivences et la peur. Les trafiquants de drogue ont également maintenu leur emprise à travers des actions stratégiques et communautaires : prise de contrôle des associations de résidents, financement d'installations collectives (terrains de foot, revêtement des rues, places publiques, etc.), organisation de bals (samba, forro, funk), aide financière aux plus nécessiteux. Le manque d'investissements significatifs des pouvoirs publics dans les infrastructures, les équipements et les services a permis aux trafiquants de gagner en légitimité en les finançant. Les trafiquants cherchent à s'attirer les faveurs des habitants tout en les maintenant sous contrôle, selon le même modèle paternaliste que dans le clientélisme et le coronélisme.

« Les quartiers pauvres à la périphérie des métropoles brésiliennes présentent des conditions particulièrement propices au déploiement de ces « stratégies de la bienfaisance ». Dans ces espaces urbains marginalisés se regroupent de larges contingents de populations pauvres : principales victimes du creusement des inégalités depuis la crise économique des années quatre-vingt, ne bénéficiant pas de l'aide de l'État, car elles occupent illégalement les terrains où elles ont construit leurs maisons, ces populations éprouvent un besoin urgent de reconnaissance et d'aide. [...] La « bienfaisance » associée à la peur, tel est le moyen, pour les trafiquants, de forcer l'acceptation de la population et donc de s'assurer le contrôle d'un territoire tout en se protégeant des dénonciations. » (Goirand, 1999, p. 156/160).

Les trafiquants multiplient également les activités économiques dans les favelas, en vendant à la population certains services : la vente de bouteilles de gaz, le contrôle des réseaux clandestins d'internet et de la télévision par câble, la gestion de coopératives de transport. À Rocinha par exemple, il existait une coopérative de vans, circulant dans la favela et dans la Zone Sud de Rio ; les conducteurs devaient payer chaque semaine une taxe pour pouvoir travailler. Les mototaxis de Rocinha et de Vidigal fonctionnaient sur le même principe :

« Avant, les arrêts de motos-taxis étaient tenus par le trafic, chaque mototaxi payait 12 R\$ par jour, 10 R\$ pour le propriétaire de l'arrêt et 2 R\$ pour la coopérative. 2 R\$ multipliés par 1 000 motos, ça fait 2 000 R\$ par jour, 60 000 R\$ par mois ; puis ils ont augmenté à 4R \$, ce qui fait 120 000 R\$ par mois, c'était un argent qui

allait au trafic. » (Entretien avec Jorge Collaro, responsable de la Région Administrative de Rocinha, le 05/05/2014).

Les factions tirent ainsi profit de l'insuffisance des équipements et services dans ces territoires pour imposer leur monopole dans différents secteurs : économique, politique et social.

« Le trafic, il gérait beaucoup d'argent, il y avait au moins 1 500 personnes qui travaillaient dans le trafic, c'est un système de production. Ici circulait beaucoup d'argent. » (Entretien avec Jorge Collaro, responsable de la Région Administrative de Rocinha, le 05/05/2014).

De plus, les trafiquants offrent également une forme de protection aux habitants contre une deuxième source de violence : les policiers, grâce à des systèmes de corruption touchant aussi bien les hauts fonctionnaires de la sécurité publique que les agents de police. Michel Misse parle de « marchandises politiques » (Misse M. , 2007, p. 142) pour qualifier ces activités négociées avec les agents de l'État : le paiement de « pots-de-vin » à la police militaire pour qu'elle ne pénètre pas dans les favelas, à la police civile pour qu'elle n'enquête pas, à la police fédérale pour qu'elle ferme les yeux sur la circulation d'armes et de drogue aux frontières et sur le territoire national.

Le rapport du chef du trafic avec les habitats dépend entre autres s'il est natif ou non de la favela, il peut s'agir tantôt d'autoritarisme, tantôt de tyrannie, parfois les chefs s'imposent uniquement par la force des armes et par la peur alors que d'autres développent à côté certains projets communautaires (aide financière aux démunis, organisation d'événements, etc.) et vont même jusqu'à s'immiscer dans les organisations locales (associations, ONG, etc.). Sur un même territoire, différents types de domination peuvent se relayer, mais il s'agit toujours d'un contrôle illégitime. Selon Michel Misse, la domination des trafiquants tendrait de plus en plus vers la tyrannie et les trafiquants seraient de plus en plus jeunes (auparavant 25-35 ans puis 18-25 ans) (Misse M. , 2008). Le trafic de drogue offre aux jeunes en difficulté sur le marché du travail une opportunité de gagner de l'argent, et une possibilité d'ascension dans la hiérarchie du trafic de drogue (Zaluar, 1985). Les jeunes ont une certaine admiration pour les trafiquants qui représentent un « référentiel symbolique d'une identité locale » (Misse M. , 2011, p. 19). À partir des années 1980, la violence liée au trafic devient la principale cause de mort parmi les 15 - 24 ans, le port d'armes s'étant pratiquement « banalisé ».

« S'il y avait des écoles décentes, suffisantes pour tout le monde, s'il y avait l'assainissement de base, de l'eau potable dans chaque maison, si les gens étaient bien préparés et aptes à entrer sur le marché du travail, s'il n'y a pas tout ça, c'est clair que les jeunes vont prendre ce qu'il y a d'immédiat pour résoudre leur problème, le trafic, ça n'est pas quelque chose qui naît et grandit dans les individus. Le gouvernement ne fait rien et les jeunes vont s'enrôler dans le trafic sans savoir le danger que ça comporte, sans savoir ce qui peut leur arriver demain. Mon fils aurait pu être trafiquant, mais heureusement nous sommes dans la religion et il est allé à l'école. » (Entretien avec Ana, habitante de Rocinha, 24/03/2014).

Rocinha et Vidigal ont également connu une transformation dans les types de domination des factions, avec au départ des trafiquants plus respectueux des habitants et plus âgés. Après l'arrestation en 1987 de Dênis, chef du trafic à Rocinha, une nouvelle génération de criminels s'est mise en place, plus jeune et plus violente, et les conflits se sont multipliés :

« Ces dernières années, l'Association de résidents a dû affronter la présence intrusive et toujours plus forte des trafiquants. Les années précédentes, le gang de trafiquants jouissait d'une relation relativement bonne avec la population de Vidigal dans la mesure où il restait le plus souvent en dehors des affaires courantes de la

favela. Pendant les quatre ou cinq dernières années, le gang de trafiquants est cependant devenu de plus en plus violent dans ses relations avec les autres trafiquants, avec la police locale et avec les habitants de la favela eux-mêmes » (Gay, 1994, p. 97).

Depuis les années 2000, la structure du narcotrafic se transforme : Michel Misse parle d'un début de déclin des commandos lié au renforcement de la répression policière (multiplication des incarcérations, des exécutions extra-judiciaires, etc.). Bien que les chefs de factions continuent à gérer le trafic depuis les prisons, ils perdent des territoires et leurs bénéficiaires diminuent : la clientèle issue des classes moyennes commence de plus en plus à se tourner vers d'autres types de drogues, comme l'ecstasy, et la concurrence des factions de São Paulo est de plus en plus forte, notamment avec l'introduction du crack à Rio de Janeiro. En effet, lors de mes enquêtes, certains habitants m'ont expliqué que le crack était arrivé plus tardivement dans les favelas de Rio de Janeiro qu'à São Paulo. Certaines factions, comme la ADA, interdisent la vente de crack et sa consommation dans les favelas qu'ils contrôlent, dont Rocinha et Vidigal. Selon ces témoignages, le crack entraîne une très forte dépendance et des troubles mentaux chez les usagers, ce qui développe les actes de délinquance. Les comportements des usagers entraînent de nombreux problèmes dans le voisinage, et les plaintes des habitants envers les trafiquants se multiplient. De plus, les pouvoirs publics ont mis en place des programmes de santé spécifiques pour combattre ce que certains appellent « l'épidémie du crack » : les services sociaux pénètrent dans les favelas où ce type de consommation est répandu, accompagnés de policiers pour assurer leur sécurité. Ainsi, l'interdiction de vente et de consommation par certains chefs a deux raisons : d'une part, empêcher ce type d'intervention sociale et donc la présence de policiers ; et d'autre part, éviter les comportements déviants des consommateurs pour maintenir l'ordre local. Si cette drogue est consommée par les trafiquants eux-mêmes, cela risque d'affecter leur efficacité dans le trafic : par exemple, pour acheter leur dose de crack, certains trafiquants vont jusqu'à vendre les armes de la faction. Par ailleurs, l'influence des commandos sur les territoires *cariocas* recule avec la prise de pouvoir croissante des milices.

4. La prise de pouvoir des milices

Selon Alba Zaluar et Isabel Siqueira Conceição (2007, p. 90), « le terme milice est communément utilisé pour désigner une force paramilitaire composée par des citoyens ou des civils qui prennent les armes pour garantir leur défense, l'application de la loi et le service paramilitaire en situation d'urgence, sans que les membres reçoivent un salaire ou accomplissent une fonction spécifiée dans les règles institutionnelles ». Au Brésil, le terme de milices fait référence aux policiers, pompiers, militaires, gardes pénitenciers et autres fonctionnaires actifs ou retraités, qui s'érigent en protecteurs du voisinage et s'imposent souvent sur un territoire à travers le recours à l'extorsion et la violence (Belchior Mesquita, 2008 ; Siqueira Conceição & Zaluar, 2007 ; Misse, 2008). En effet, les milices ou paramilitaires garantissent la sécurité des habitants en échange d'une taxe (souvent imposée ou extorquée aux habitants et commerçants).

À Rio de Janeiro, différents types de milices se sont mises en place dans la ville et si elles sont plus visibles depuis le tournant du siècle, ce phénomène est plus ancien. Michel Misse constate leur émergence parallèlement au changement de profil des violences dans les

années 1950 à Rio de Janeiro. Jusque-là, les violences prenaient principalement la forme de délits et de crimes de moindre gravité (bagarres, coups et blessures, vols, etc.). Selon lui, depuis cette période, le profil des violences a changé dans les grandes villes brésiliennes où les crimes violents se sont multipliés, avec par exemple l'augmentation des braquages à main armée. Le sentiment d'insécurité s'est intensifié et le développement des unes médiatiques autour de ces violences a alimenté les peurs (Misse M. , 2008). C'est dans ce contexte et durant la dictature, qu'une police spécifique a été créée : les Groupes de Diligence Spéciale (*grupos de Diligências Especiais*). Certains de ces groupes qui existaient au sein des forces de police ont été surnommés les « Escadrons de la Mort », c'est notamment le cas de la « Scuderie Lecocq » qui s'est formée dans le but de tuer les bandits et les voleurs, avec pour slogan : « un bon bandit est un bandit mort » (Misse M. , 2008, p. 377). Les premières milices sont apparues dans les années 1970 avec plus ou moins les mêmes objectifs que ces groupes policiers d'extermination, c'est-à-dire se débarrasser des bandits et protéger la population, mais ces groupes n'avaient pas d'existence officielle, il s'agissait d'ex-policiers. La première milice a surgi sous le nom de « *polícia mineira* » dans la favela de Rio das Pedras dans la Zone Ouest de la ville, pour apporter une protection aux habitants et commerçants, empêcher les narcotrafiquants d'entrer dans le quartier et pour expulser ou tuer les voleurs et autres délinquants. Selon Alba Zaluar et Isabel Siqueira Conceição (2007), le développement de ces milices s'inscrit dans un processus historique de compensation des fragilités des politiques de sécurité publique : si l'État n'a pas la capacité d'assurer la sécurité des individus, certains groupes se forment pour protéger le voisinage et la sécurité se privatise. Toutefois, dans certains cas, ces groupes utilisent ce désir de protection pour prendre le contrôle de l'espace par la force et faire des bénéfices sur une « marchandisation de la sécurité ».

Au-delà de la vente de protection, les milices prennent le contrôle de divers services économiques informels : des commerces, la vente de gaz, de connexion internet, de services de télévision par câble. Ils investissent même dans l'immobilier, dans les entreprises locales de transport en commun et dans des activités de loisir (Siqueira Conceição & Zaluar, 2007 ; Belchior Mesquita, 2008), si bien que Wania Amélia Belchior Mesquita parle d'un caractère « multi-facettes et tentaculaire » des milices (Belchior Mesquita, 2008, p. 235). Pour Michel Misse, les milices actuelles ressemblent à une « organisation de type mafieux » en assumant la protection de la population locale, des activités économiques et en ayant parfois une implication politique. Par exemple, dans la favela de Rio das Pedras, la protection vendue aux commerçants et aux habitants s'organise par le biais de l'association des résidents (relations et postes) ainsi que par des liens avec les politiques. Cette organisation de type mafieux se diffuse dans d'autres favelas et secteurs pauvres de la Zone Ouest sous le nom de « *Liga da Justiça* » (la ligue de la justice) (Cano I. , 2008).

On peut s'interroger sur les rapports entre les pouvoirs publics et ces milices, qui, bien qu'illégales, semblent être au départ tolérées par le gouvernement et une partie de l'opinion publique qui préfère les milices aux factions de trafiquants. La sécurité publique se transforme alors en arrangements de protection entre particuliers. Si au départ elles pouvaient être tolérées également par les résidents, les milices ont rapidement perdu leur crédibilité du fait des violences qu'elles exercent sur les habitants ou commerçants qui refusent de contribuer financièrement à ce type de protection. Leur perte de légitimité répond en partie à la

multiplication des démonstrations de pouvoir, avec notamment des recours à des punitions publiques violentes et humiliantes. Finalement, tout comme les trafiquants, ces milices instaurent un ordre violent et profitent de toute une partie des activités économiques de ces territoires, et elles finissent par s'organiser comme des entreprises, « typiques du capitalisme » (Machado da Silva, 2008).

Contrairement aux objectifs affichés, elles ne garantissent pas à la population locale une meilleure sécurité, et le pouvoir se militarise : les agents des milices dominent les territoires par les armes (Siqueira Conceição & Zaluar, 2007 ; Cano, 2008 ; Machado da Silva, 2008 ; Misse, 2011). Comme pour les trafiquants, on observe une modification du profil des miliciens : de plus en plus souvent, ils prennent le contrôle de favelas dont ils ne sont pas natifs ou n'ont pas de lien personnel avec la communauté. Aussi, les habitants ont du mal à y voir de la solidarité ou une lutte pour la sécurité commune, puisque les miliciens ne font même pas partie de leur quartier (Siqueira Conceição & Zaluar, 2007). Quant à l'effet sur la sécurité, Alba Zaluar et Isabel Siqueira Conceição soulignent que la perception de la violence diffère selon que la favela est sous la domination de trafiquants ou celle de milices, avec des usages différents de la force³⁸. Dans les favelas tenues par les trafiquants, il y aurait, selon les habitants, plus d'échanges de tirs et de crimes que dans celles contrôlées par des milices. Inversement, les habitants sont plus souvent agressés dans les favelas contrôlées par les milices (Siqueira Conceição & Zaluar, 2007).

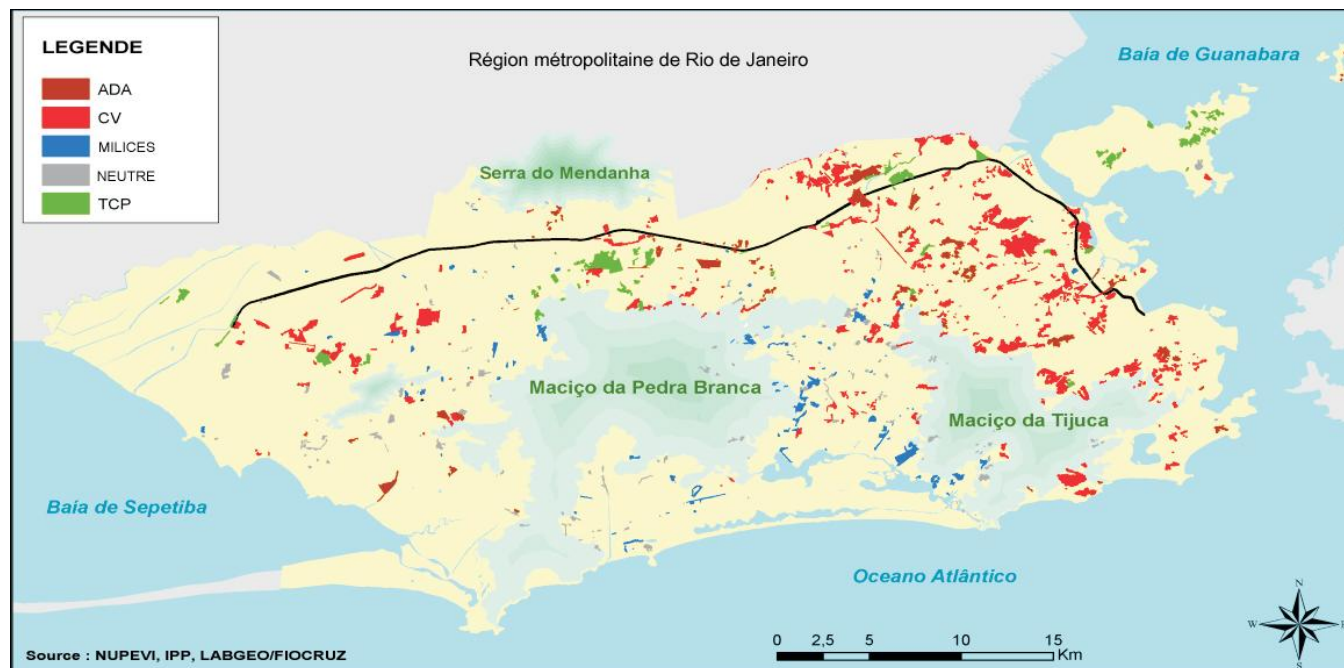
5. La distribution spatiale des groupes criminels à Rio de Janeiro

Les recherches sur la victimisation et les homicides à Rio de Janeiro menées par le NUPEVI entre 2005 et 2011 permettent de retracer l'organisation territoriale des groupes criminels dans la ville, en prenant en compte les trois principales factions de narcotrafic : CV, ADA, TCP, ainsi que les milices et les espaces « neutres » échappant à la fois au contrôle des trafiquants et à celui des milices (Zaluar, 2012). Les milices contrôlent un territoire plus vaste en 2011 qu'en 2005 : elles étaient présentes en 2005 dans 11 % des 965 favelas de Rio de Janeiro et en 2011 elles en occupent 45 %, cette implantation s'effectuant au détriment des factions de narcotrafiquants ainsi que des favelas « neutres ». Le CV, qui jusque-là était le groupe criminel le plus présent dans les favelas, s'est fait détrôner par les milices, et ne contrôle plus que 30 % des favelas, la faction ADA 10 % et la faction TCP 7 %. Le nombre de favelas « neutres » a également fortement diminué, passant de 165 favelas en 2005 à 27 en 2008.

Les cartes ci-dessous mettent en évidence l'avancée des milices dans la Zone Ouest de Rio de Janeiro ainsi que dans une partie de la Zone Nord et des secteurs périphériques. En 2010, on observe que très peu de favelas de la Zone Ouest sont dominées par des factions de narcotrafiquants et qu'inversement dans la Zone Sud, aucune favela n'est contrôlée par les milices.

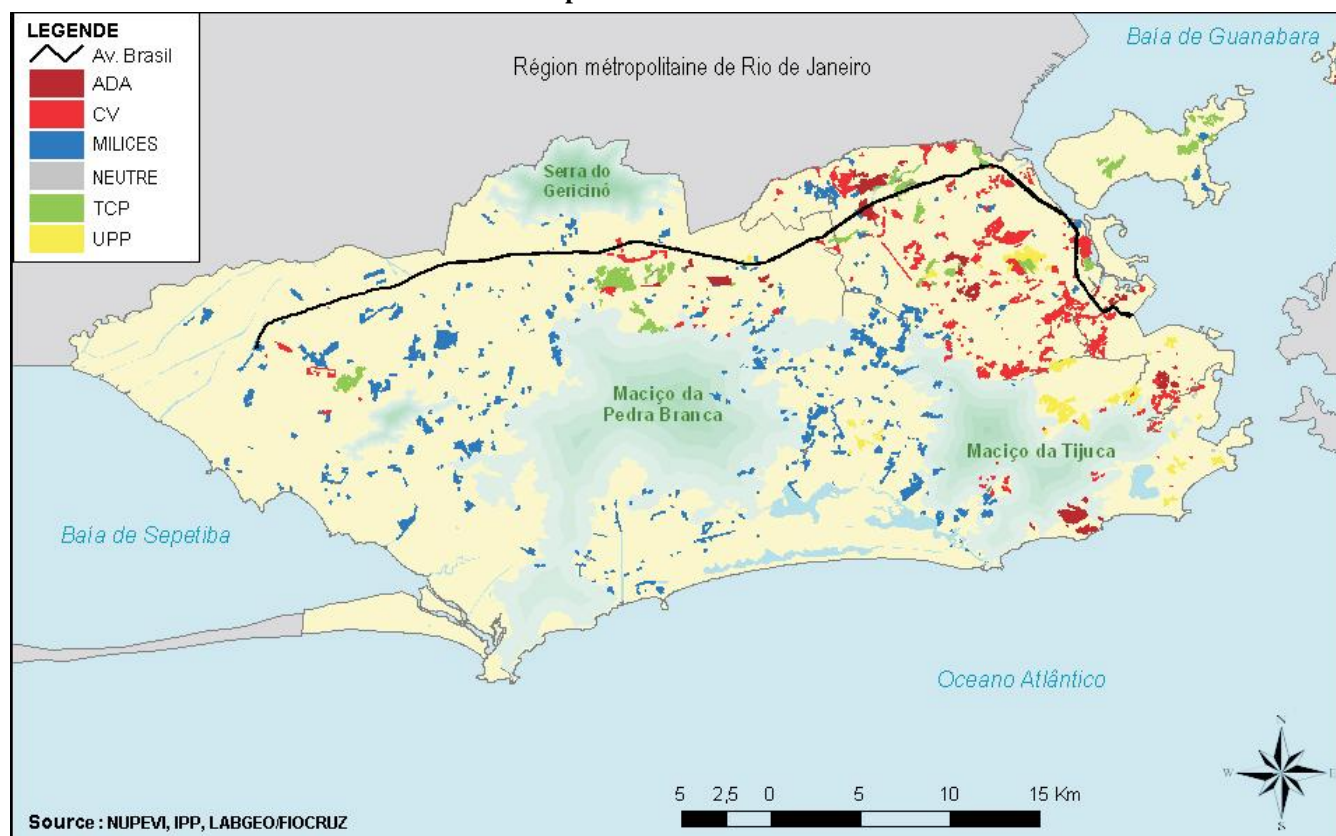
³⁸ Recherche du NUPEVI sur la victimisation dans les favelas cariocas (2007).

Carte 15 : Contrôle des favelas par les factions du narcotrafic et les milices en 2005



Source : NUPEVI/UERJ, (Zaluar, 2012)

Carte 16 : Contrôle des favelas par les factions du narcotrafic et les milices en 2011



Source : NUPEVI/UERJ, (Zaluar, 2012)

Finalement, les rivalités de pouvoirs et les rapports de force pour le contrôle des territoires par les groupes criminels, que ce soit autrefois par les *bicheiros* du *Jogo do Bicho*, puis par les trafiquants et les milices, alimentent la fragmentation de la ville de Rio de Janeiro. En effet, cela maintient les favelas dans un état d'exception en minimisant les processus

d'intégration à la ville engagés par les mouvements collectifs d'habitants (principalement autour des associations de résidents) et par les pouvoirs publics. En effet, les pouvoirs publics ont plus de difficultés à s'implanter dans les favelas avec la présence de trafiquants et de miliciens lourdement armés. Ceci a notamment été observé avec le programme municipal *Favela-Bairro* où les trafiquants ont constitué un obstacle à la réalisation de certains travaux dans les favelas.

La présence de ces groupes criminels fragilise le lien qui s'était établi entre les favelas et la municipalité, les frontières se durcissent : les entrées des favelas sont notamment fortement contrôlées par des criminels armés, et par ailleurs les quartiers aisés ultra-protégés se multiplient. La population des favelas est alors sous la pression d'un ordre social violent imposé tout autant par les criminels que par la police.

II L'INSTAURATION D'UN ORDRE SOCIO-SPATIAL VIOLENT : VIOLENCE POLICIÈRE ET VIOLENCE DES NARCOTRAFIQUANTS

Les opérations policières extrêmement violentes, les liens de corruption avec le trafic et la domination par la force des trafiquants de drogue sont autant de facteurs qui contribuent à imposer un ordre socio-spatial violent dans les favelas, ce qui alimente une forme de culture de la peur où méfiance, incertitude, soupçons, intimidation, silence, peur des représailles et de la dénonciation sont omniprésents.

1. La police militaire : violence et héritage de la dictature

Au Brésil, la violence est en partie institutionnelle puisqu'elle passe par un « usage illégal, illégitime et indu de la force par l'appareil répressif d'un État » (Daudelin, 1996, p. 97). La police, plutôt que de contribuer à l'ordre public, participe à l'émergence de conflits. Les forces de l'ordre brésiliennes sont composées de l'armée, de la police fédérale, de la police militaire et de la police civile. L'armée et la police fédérale sont sous la responsabilité du gouvernement fédéral et les polices militaires et civiles sous celle des États fédérés. La police fédérale est principalement une police d'investigation des crimes qui relèvent de l'administration nationale (commerce illicite de drogue et d'armes, terrorisme) et elle contrôle les frontières. Les missions de renforcement de la sécurité nationale sont déléguées aux États fédérés. Ces États ont donc deux polices : la police civile, qui est en charge des investigations et des missions judiciaires, et la police militaire qui est chargée de maintenir l'ordre public et de faire respecter la loi. Ceci signifiant que si l'ordre public est menacé, les forces de l'ordre peuvent outrepasser la loi (Goirand, 2000). Ces deux polices sont indépendantes et communiquent peu, parfois leur travail se chevauche voire se concurrence. La composition complexe des forces de l'ordre et l'absence d'une réforme constitutionnelle sont à l'origine de l'inefficacité de l'institution et de dérives. L'organisation de la police militaire est un héritage de la dictature. À l'époque, sa première mission était la répression des activités politiques illégales : avec la doctrine de Sécurité Nationale, les forces répressives de l'État étaient vouées à la lutte antisubversive.

« Les militaires, pendant vingt ans, contrôlèrent l'ensemble de la sphère policière au Brésil [...]. Durant cette période [...] les académies et écoles policières de tout le pays ont privilégié l'enseignement de matières telles que : sécurité nationale, espionnage et contre-espionnage, contre-guérilla, contrôle des troubles et des manifestations » (Silva, 1996, p. 502).

La police est donc imprégnée de la mentalité du régime militaire et fonde ses interventions sur l'idée d'un ennemi intérieur à éliminer. Avec le retour à la démocratie, la lutte contre la criminalité est venue se substituer à l'ancienne idéologie antisubversive (Peralva, 2001) ; le trafiquant devenant le nouvel ennemi intérieur, les opérations violentes se sont multipliées avec la mise en scène d'une guerre contre le crime.

Le monopole de la violence de l'État a progressivement perdu sa légitimité, puisque l'institution policière héritée de la dictature entraine en contradiction avec la démocratie, et parce que les policiers ont continué à multiplier les actes de violence au lendemain de la dictature. Avec le gouvernement Brizola au début des années 1980, on observe toutefois une volonté de changement dans le comportement de la police. Ce gouverneur a fondé sa politique

de sécurité sur la fin des opérations violentes dans les favelas et l'amélioration des relations entre les policiers et la population. C'est principalement à cette époque que les pouvoirs publics ont commencé à entrer dans les favelas pour améliorer les conditions de vie, avec toutefois une forme de clientélisme. L'expérience de police communautaire menée pendant le deuxième mandat de Brizola a été un échec : en 1995, pendant presque un an, de jeunes policiers ont conduit à Copacabana un projet pilote afin de rapprocher la police de la population. L'échec vient en partie de la résistance des personnels affectés à cette police communautaire qui considéraient que ce n'était pas le travail de la police et que cela portait atteinte à leur « virilité » : les policiers, du fait de l'héritage du régime militaire, avaient une conception guerrière de leur mission (Goirand, 2000). Finalement, c'est à cette période que les violences explosent et que des trafiquants de drogue prennent le contrôle des favelas par la force des armes.

Après le mandat de Brizola, le nouveau gouverneur Marcelo Alencar a mis en place une politique d'intervention plus offensive en donnant la priorité à la lutte contre le crime. Une politique de sécurisation militaire des favelas est inaugurée et la police mène alors des actions ponctuelles extrêmement violentes (comme le programme *Operação Rio* en 1994-1995) dans le but de rétablir « la loi et l'ordre ». Une guerre contre le crime est ainsi mise en scène et elle s'apparente à un combat des forces étatiques contre une « guérilla urbaine », multipliant les références à la matrice discursive de la guerre, relayée par la presse et la télévision (Deluchey J.-F. , 2003). Par exemple, les journalistes et les policiers utilisent régulièrement le terme de « *blitz* » (éclair en allemand) qui fait référence au « *blitzkrieg* » (la guerre éclair), bataille menée par l'armée hitlérienne en 1939-1940. Ce mot désigne pour les Brésiliens une opération éclair qui vise à surprendre et à encercler un groupe d'individus afin d'appréhender un criminel. Par ailleurs, Jean-François Deluchey évoque également la « stratégie de grignotage progressif du territoire » avec l'implantation de postes de police militaire, notamment dans les favelas (Deluchey J.-F. , 2003, p. 175). Jorge da Silva, ancien colonel de la police militaire de l'État de Rio de Janeiro, parle d'une « militarisation idéologique de la sécurité publique » où :

« La transposition, au domaine de la sécurité publique, des conceptions, valeurs et croyances de la doctrine militaire, entraîne au sein de la société la cristallisation d'une conception centrée sur l'idée de guerre (lorsqu'on a un ennemi déclaré ou potentiel à détruire au moyen de la force ou à neutraliser au moyen de l'intelligence militaire) » (Silva, 1996, p. 501).

Le témoignage de Patricia, qui était très jeune à l'époque de l'explosion de la violence à Rocinha, montre combien les opérations policières ont été traumatisantes :

« Les confrontations arrivaient peut-être deux fois par an, mais quand ça arrivait, ce n'était pas une blague. C'était énorme, ça tirait de partout, parce que quand les policiers entraient ils mettaient les grands moyens, ça pouvait durer quelques jours puis les choses redevenaient normales. Il m'est arrivé de devoir dormir à l'école, car c'était impossible de rentrer à la maison à cause des échanges de tirs. Alors, les professeurs s'arrangeaient pour qu'on dorme à l'école, ils essayaient de trouver de quoi nous donner à manger, c'était exceptionnel, mais c'est arrivé ». (Entretien avec Patricia, habitante de Rocinha, 27/04/2014).

Ce témoignage montre à la fois comment les violences et confrontations entre trafiquants et policiers avaient un impact sur la vie de toute la population, y compris les enfants, et comment elles limitaient les trajets des habitants. En effet, à Rocinha et à Vidigal, beaucoup d'enfants sont scolarisés en dehors des favelas, à Gávea ou plus loin dans la Zone

Sud, et lors de ces confrontations extrêmement violentes, les enfants ne pouvaient pas rentrer chez eux, ou inversement ils ne pouvaient pas sortir pour se rendre à l'école.

Selon Patricia Birman, la « métaphore de la guerre » permettrait de justifier l'état d'exception des favelas (Birman & Souty, 2013). En effet, du fait de l'amalgame fréquent à Rio de Janeiro entre criminalité et pauvreté, cette guerre contre la criminalité peut parfois revêtir des aspects de guerre sociale, dans la mesure où l'on attribue souvent à toute une partie de la population appartenant aux classes les plus défavorisées le qualificatif stigmatisant de classes dangereuses, où l'habitant honnête est confondu avec le délinquant du simple fait de partager un même territoire. Selon Deluchey :

« Si une guerre sociale s'exprimait au travers de la « guerre contre la criminalité », celle-ci pourrait peut-être dépasser le simple affrontement entre délinquants et policiers, pour opposer les populations défavorisées du Brésil – dont les « marginaux » ou délinquants représenteraient les éléments les plus belliqueux – aux populations plus aisées, dont les polices seraient les bras armés. [...] Gardiennes fidèles d'un ordre social discriminatoire, les polices brésiliennes seraient ainsi instrumentalisées (ou même privatisées) au profit des élites socio-économiques » (Deluchey J.-F. , 2003, pp. 177-179).

Ainsi, dans les favelas, les policiers adoptent des conduites spécifiques et plus violentes. Ces actions différenciées partent souvent du postulat erroné selon lequel la déviance découlerait de la pauvreté (Zaluar, 2004).

« Nous voulions à l'époque que la police soit présente d'une autre manière dans la favela. Elle entrerait, mais soit c'était pour prendre de l'argent, soit pour frapper 3 ou 4 personnes, et après elle allait dire qu'elle ne voulait plus travailler dans les favelas parce que les habitants ne voulaient pas d'elle. Mais si elle était entrée de façon décente et citoyenne, peut-être que les relations auraient été différentes. Peut-être que la police aurait retrouvé de la crédibilité » (entretien avec José Martins de Oliveira, leader communautaire et habitant de Rocinha, le 14/04/2014).

Au-delà de la criminalisation de la pauvreté, il y a également une criminalisation des populations noires de la part des policiers :

Tu sais, ici quand tu es noir, c'est sûr que tu vas te faire contrôler et puis ce ne sont pas des contrôles gentils comme ils font avec les blancs d'Ipanema ou Copacabana. Non, les policiers nous prennent tout le temps pour des suspects ! (Entretien avec William, habitant de Parque da Cidade, favela voisine de Rocinha, 19/03/2014).

Élisabeth Leeds parle alors d'une « présence et absence sélective de l'État qui contribue à la violence structurelle » (Leeds, 1998, p. 235). Sélective, car l'État intervient bel et bien dans ces lieux, et ces interventions se matérialisent parfois par des actions violentes et létales de la police militaire.

2. Sous-citoyen et *homo sacer*

« On est traité comme des citoyens de deuxième ou troisième catégorie, on a nous-mêmes du mal à se considérer comme des citoyens de droit » (Entretien avec Antonio Carlos, leader communautaire et habitant de Rocinha, le 14/05/2014).

Dans les favelas, les abus d'autorité et le non-respect des droits sont des attitudes fréquentes de la part des policiers qui souvent ne font pas de différence entre l'habitant « honnête » et le bandit (contrôles d'identité et fouilles violentes, arrestations arbitraires, moyens mis en œuvre disproportionnés, usage d'armes, recours à des pratiques vexatoires). La lutte contre la criminalité recourt à des actions ponctuelles particulièrement violentes afin

de réprimer le narcotrafic par l'arrestation des chefs présumés. Ce mode d'intervention implique une confrontation directe avec les trafiquants et engendre par conséquent de nombreux morts, notamment en raison des balles perdues lors des échanges de tirs. Par ailleurs, les favelas sont considérées comme des « espaces autres » par les policiers, c'est-à-dire des espaces où la norme appliquée est différente de celle qui prévaut dans les espaces formels. Ce rapport spécifique au territoire se confirme notamment par le non-respect de l'intimité des habitants : les policiers pénètrent sans mandat dans les domiciles aussi bien pour fouiller que pour se planquer.

La police militaire jouit d'une grande liberté, elle est peu contrôlée par la justice et arrive ainsi parfois à échapper à l'obligation de respect de la loi. Les statistiques des morts causées par la police montrent une forte augmentation à partir des années 1980. Par ailleurs, les exécutions extrajudiciaires sont perçues par une partie de l'opinion publique comme un moyen efficace de se débarrasser des criminels, face à un système judiciaire considéré comme défectueux. Ces « crimes » sont tolérés par certains habitants des quartiers aisés, mais aussi par une partie de ceux des favelas, qui, s'ils critiquent fortement les opérations violentes des policiers, font la distinction entre la mort d'un habitant innocent et celle d'un bandit. Cette dernière est parfois considérée comme une mort tolérable, comme s'il existait une hiérarchisation officieuse sur l'échelle des homicides. Le bandit apparaît régulièrement comme une catégorie « à part » d'être humain, comme le soulignent ces échanges sur un réseau social (*Rocinha em foco* sur Facebook) à la suite d'une opération policière à Rocinha en mai 2014:

- R.F. : « Échanges de tirs et un mort dans le quartier 99 à Rocinha. Ce n'était pas un habitant. Ne sortez pas de vos maisons, c'est très tendu ! »
- T.C. : « Mais un bandit aussi est un habitant ! »
- J.S. : « Tu veux qu'il y ait un problème de compréhension maintenant ? À bon entendre, il paraît qu'il ne vivait plus dans la favela depuis longtemps... UN BON BANDIT EST UN BANDIT MORT. »
- J.M. : « Quand on dit qu'il n'est pas un habitant, c'est parce qu'il n'était pas innocent.
- A.V. : « D'une certaine manière un bandit est un habitant. Habitant = qui habite, réside, est domicilié »

Ces pratiques policières créent ce que Giorgio Agamben nomme *homo sacer*, soit l'être déchu de ses droits, qui peut être tué sans que cela soit considéré comme un meurtre (Agamben, 1998). Toutefois, l'*homo sacer* est destitué de ses droits d'un point de vue juridique, alors que le bandit l'est d'un point de vue moral. Le trafiquant, ou le bandit en général, serait perçu comme n'étant pas un être humain. Ceci induit une sorte de « permission morale de tuer », tuer n'apparaissant pas toujours comme un délit inacceptable (Machado da Silva, 2008). Il s'agit d'une construction d'un « ennemi tuable », un être qui se situerait en dehors du contrat social selon les termes d'Hobbes : en n'acceptant pas les règles du jeu (respect des droits) le bandit ne ferait pas partie du contrat, et par conséquent l'État n'aurait pas pour obligation d'assurer sa protection. La violence devient criminelle lorsqu'elle est considérée comme intolérable vis-à-vis de la loi ; mais parfois, même si dans la loi il s'agit d'un crime, l'opinion publique ne le considère pas toujours ainsi. Les actes de violence commis par les policiers (que l'on peut considérer comme des homicides), sont qualifiés par la loi d'« actes de résistance », l'intervention policière entraînant la mort de l'opposant, et sont souvent jugés comme de la légitime défense. De plus, la vengeance est visiblement présente chez les policiers : si un policier est tué lors d'une opération, on tue un trafiquant lors

d'une intervention. Cette impunité des homicides commis par des policiers renforce l'état d'exception des favelas où le droit ne s'applique que partiellement (Agamben, 2003). Cette différence entre le droit formel et son application se retrouve également dans le système judiciaire, lors des procès où, comme le souligne Alba Zaluar, « le décalage entre les droits formels et les droits réels, entre la lettre de la loi et les pratiques judiciaires, relève de considérations extra-légales, étrangères au fonctionnement formel du système de justice » (Zaluar, 2001, p. 483).

« Le trafiquant avait des marques de projectiles dans le dos, et après on parle d'acte de résistance ? Je ne vois pas où se situe la résistance lorsque le trafiquant fuit la police. Il a reçu une balle dans le dos alors qu'il était en fuite, en quoi est-ce de la légitime défense ? » (Entretien avec Patricia, habitante de Rocinha, 27/04/2014).

« C'est fou, ici on est d'abord considéré comme coupable et il faut apporter la preuve qu'on ne l'est pas ! C'est le cas des habitants qui se font tuer par les policiers dans les favelas. Les policiers se justifient toujours en disant « on pensait qu'il était trafiquant ». Le pire, c'est qu'ils n'ont aucune preuve, même pas de quoi soupçonner, souvent l'habitant tué n'avait ni arme ni drogue sur lui. Et même s'il avait de la drogue, c'est une bonne raison pour tuer ? En plus, il y a des habitants qui sont tués d'une balle dans le dos ! Dans le dos, ça veut dire qu'il ne s'agissait même pas d'une situation où le policier se faisait attaquer ! » (Entretien avec William, habitant de Parque da Cidade, favela voisine de Rocinha, 19/03/2014).

Dans les favelas, le point de vue des habitants est divisé face à ces actes de résistance : soit, ils sont banalisés et tolérés, soit ils sont dénoncés. Cette divergence d'opinions ne semble pas correspondre à des différences sociales, mais renvoie plus, d'une part, à la culture religieuse – les fidèles des églises condamnant toutes les morts, et d'autre part, à la connaissance des droits humains : par exemple, les leaders communautaires dénoncent plus facilement les actes de violence des policiers, même ceux commis sur les trafiquants. Toutefois, lorsqu'ils sont liés aux trafiquants, ces leaders dénoncent les crimes commis par la police et non ceux commis par les trafiquants. Or ces derniers tuent de nombreux policiers et sont responsables de nombreuses morts par balles perdues lors de confrontations entre trafiquants.

Au Brésil, les cas graves de violation des droits humains³⁹ ne sont pas isolés et ont imposé la mise à l'agenda politique d'un débat sur les droits de l'homme. En 1996, le gouvernement fédéral a lancé le Plan National pour les Droits de l'Homme (PNDH) qui encourage l'application des droits garantis par la Constitution et s'appuie sur un partenariat entre l'État et les ONG, l'État reconnaissant officiellement le rôle essentiel de la société civile en matière de protection des droits de l'homme. Ce plan a pour objectif une réforme de la législation, des organes de sécurité et de la justice ainsi que la lutte contre l'impunité, en attribuant par exemple à la justice le jugement des crimes commis par les policiers militaires, qui relevaient jusque-là de la justice militaire (Goirand, 2000). Toutefois, la mobilisation pour le respect des droits de l'homme ne peut se substituer à une réforme globale de la politique nationale de sécurité publique.

Dans les favelas, la population se retrouve donc opprimée par deux systèmes de répression : d'un côté la police, de l'autre les trafiquants ou les milices. La violence y est

³⁹ Par exemple, en 1992, les forces de l'ordre ont fait 111 morts en lançant l'assaut sur les prisonniers révoltés de la prison de Carandirú à São Paulo (cette prison qui accueillait 7 000 prisonniers avait une capacité de 3 300 places). À Rio de Janeiro, en 1993, 7 enfants des rues sont tués dans leur sommeil sur le parvis de la Cathédrale, de même que 21 habitants de la favela de Vigário Geral dans la Zone Nord.

présente au quotidien, que ce soit à travers des actes de violence ou la peur, les risques et le sentiment d'insécurité y sont exacerbés.

3. Ethos guerrier et culture de la peur

Les favelas présentent des conditions particulièrement propices au déploiement de stratégies d'oppression : il s'agit d'espaces informels moins bien intégrés au reste de la ville, regroupant une forte part de la population pauvre bénéficiant peu de l'aide de l'État, avec une situation de précarité des emplois et de sous-emploi, un manque de formation scolaire et une insuffisance des équipements et services locaux. L'insuffisance de la présence des pouvoirs publics dans ces espaces permet aux trafiquants de s'imposer par la peur et aussi par des stratégies plus subtiles évoquées précédemment (pouvoir politique, économique et social). Ces populations se retrouvent en quelque sorte captives sous la pression des trafiquants, Machado da Silva (2008) parlant à ce propos de « vie assiégée » (*vida sob cerco*).

En cherchant à comprendre les pratiques sociales violentes, belliqueuses et cruelles dans le monde du crime, Alba Zaluar accorde une importance spécifique à la construction d'une « identité masculine guerrière » (Zaluar, 2009, p. 560). Selon elle, « les pratiques du monde du crime sont liées à un *ethos* de masculinité exacerbé, exagéré, centré sur l'idée d'un chef despotique dont les ordres ne pourraient pas être désobéis » (Zaluar, 2009, p. 575). Dans ce milieu, les symboles de la masculinité sont ainsi particulièrement mis en avant : par exemple, les montres et bijoux en or, les armes à feu, des sommes importantes d'argent liquide ou encore la mise en avant des conquêtes féminines. Suivant les théories sur la formation subjective de l'*ethos* guerrier de Norbert Elias, Alba Zaluar parle d'« *ethos* de la masculinité dominante, insoumise et provocatrice » (Zaluar, 2009, p. 15). L'*ethos* correspond aux manières d'être sociales d'un individu, envisagées dans sa relation avec sa classe sociale et donc comme indice d'appartenance à cette classe. Pierre Bourdieu définit l'*ethos* comme « un ensemble objectivement systématique de dispositions à dimension éthique, de principes pratiques (l'éthique étant un système intentionnellement cohérent de principes explicites) » (Bourdieu, 1980, p. 133). Les pratiques de l'*ethos* guerrier établissent ainsi un lien symbolique entre l'orgueil masculin et la domination d'un territoire. Alba Zaluar note que cette hyper-masculinité contribue à exacerber la violence, notamment envers les femmes qui apparaît alors comme une tentative de « domination et menace du pouvoir viril » (Zaluar, 2009, p. 21).

Alba Zaluar parle, par ailleurs, d'un « capital social négatif » qui serait en quelque sorte un capital destructeur de civilité pesant sur l'organisation sociale de la favela et détruisant de façon violente les réseaux horizontaux locaux (Zaluar & Ribeiro, 2009). Ces réseaux se fondent principalement sur les sous-quartiers, mais se diffusent aussi plus largement en « cercles concentriques » plus amples, mais de moins en moins forts (Alvito & Zaluar, 1998). Ainsi, au fur et à mesure que la peur s'imisce dans les relations sociales, les réseaux se rétrécissent, les habitants réduisent de plus en plus leurs déplacements dans la favela et restreignent leurs activités à l'espace proche de leur domicile. Le terme de « capital social négatif » peut, néanmoins, apparaître contradictoire selon que l'on se place du point de vue des trafiquants ou de celui des habitants. Inévitablement, cet ordre violent fragilise le lien social en générant un manque de confiance envers le voisinage ainsi que la peur des

dénonciations et des représailles, ce qui rend difficile la constitution d'une base pour l'action collective. Les relations sociales sont ainsi structurées par l'usage d'une force privatisée qui nourrit la violence urbaine et la culture de la peur, « une culture de la peur fluide, facilement contagieuse et instable qui a eu d'importantes conséquences politiques et sociales » (Zaluar, 1998, p. 211). Les habitants expriment alors l'omniprésence de cette violence et d'une peur sournoise et quotidienne :

« Tous ceux qui vivent dans les favelas ont déjà eu un cousin, un ami ou un parent qui a été tué. Du coup on parle de la mort assez normalement. C'est comme si ça faisait presque partie du quotidien. Déjà que dans notre société les médias en parlent beaucoup, d'ailleurs tu vois, ici quand il y a une personne qui a été tuée, la famille arrive facilement à en parler aux médias, parfois même sans pleurer. La sœur, la femme, le frère, le jour même ils vont en parler. [...] Dans les quartiers riches, ils sont moins confrontés, et quand il y a des morts, c'est plus lié à des maladies, à la vieillesse, et beaucoup moins lié à des homicides. Tu veux que je te donne une anecdote que je trouve assez parlante ? Quand le mari d'une femme meurt assassiné par la police, car il est suspecté d'être trafiquant, alors qu'il ne l'était pas, la femme doit quand même aller travailler le lendemain, pour ne pas se faire virer. Lorsque la copine du fils de Cabral est morte dans un accident d'hélicoptère, lui il se retire une semaine de son travail, pour faire son deuil, ça n'était même pas sa femme, mais la copine de son fils ! Ça veut tout dire concernant les différences, ce n'est même pas une question de rapports, c'est une question de droit ! C'est comme si on n'avait pas tous le même droit de souffrance par rapport à la mort. » (Entretien avec William, habitant de Parque da Cidade, favela voisine de Rocinha, 19/03/2014).

« Il ne faut pas croire non plus que les trafiquants tuaient pour tout et n'importe quoi, la mort c'était le dernier recours. Mais j'ai vu des gens avec des mains coupées tellement nettement que ça ne peut pas être un accident ou une malformation, on voit bien que la main a été tranchée. Et puis combien de filles j'ai croisées avec les cheveux rasés, c'est le sort des filles qui se bagarrent. Cette culture de la peur faisait que lorsque les représailles arrivaient à une personne de ton entourage, ça permettait tout de suite de se rappeler combien il était préférable de se tenir tranquille. Depuis toute petite, j'avais très bien assimilé que je n'avais pas intérêt à commettre une erreur, voler la balle de mon voisin, car ce n'était pas une fessée de mon père que je risquais, non c'était bien plus. Alors, les gens se tenaient plus tranquilles. Et puis la mort était un dernier recours, car les trafiquants, leur priorité est de ne pas attirer les regards sur la favela pour pouvoir continuer leur trafic sans encombre, car chaque intervention de la police, des médias, etc., leur fait perdre de l'argent. (Entretien avec Patricia, habitante de Rocinha, 27/04/2014).

La violence et la mort font partie du quotidien des habitants de Rocinha, si bien qu'elle est parfois considérée comme naturelle et n'est donc pas contestée. Cette culture de la peur contribue au maintien de l'ordre. Cette violence et la peur de la mort ont un impact direct sur les pratiques spatiales des habitants : pour ne pas prendre de risque, ils limitent leurs déplacements et restent le plus possible chez eux. La liberté d'aller et venir est alors limitée, ainsi que l'usage des espaces collectifs :

« Pour moi, habitante, pour être confrontée le moins possible à ces violences, je ne traîne pas dans les rues à Rocinha, c'est école - travail - maison directement, je ne perds pas mon temps à traîner. » (Entretien avec Patricia, habitante de Rocinha, 27/04/2014).

Cette culture de la peur est en partie nourrie par la « théâtralisation de la violence », dans le sens où, à travers l'*ethos* guerrier, la violence est une démonstration de pouvoir et peut ainsi être mise en scène. Cette mise en scène concerne tout autant les trafiquants que les opérations policières qui, d'une certaine manière sont prévisibles, voire ritualisées. Par exemple, les habitants sont régulièrement mis au courant la veille des interventions, les trafiquants ont donc le temps de se cacher. Selon les témoignages d'habitants de Rocinha, la plupart du temps, la police entre dans la favela le matin à l'aube (à 5 h ou 6 h), un hélicoptère

survole la zone (les trafiquants étant ainsi alertés de la présence policière par le bruit des hélices), les magasins restent fermés. Les policiers interviennent dans un lieu spécifique (un bar, une maison, une rue) et repartent à midi, puis ils attendent deux ou trois mois pour revenir. Les trafiquants aussi pratiquent ce type de théâtralisation de la violence par l'exhibition de symboles de virilité (armes, chaînes en or, liasses de billets, etc.) et l'usage de signes d'appartenance (couleurs, chansons, etc.). Cette théâtralisation s'appuie sur des espaces spécifiques où ils rendent leur force plus visible : entrée de la favela, points de vente de drogue, « quartier général ». Que ce soit dans la Rua Um à Rocinha ou au Largo de Santinho à Vidigal, les trafiquants exhibaient leurs armes, n'hésitaient pas à tirer en l'air, et comptaient leurs liasses de billets à la vue de tous. Certaines maisons étaient également connues en tant que « maison de la torture », les mythes et rumeurs contribuant largement à diffuser cette culture de la peur : par exemple à Rocinha, on racontait qu'un des chefs du trafic possédait un lion pour dévorer les traîtres.

Dans un tel climat de peur, l'incertitude concernant les règles qui régissent l'ordre maintenu par les groupes criminels conduit les habitants à mettre eux-mêmes en place des règles à la fois imposées par le trafic, mais aussi sous forme d'autocontrainte. Ces règles se fondent tout autant sur des réalités que sur des rumeurs : concernant par exemple la tenue vestimentaire, il existe une rumeur selon laquelle les habitants d'une favela sous contrôle de la faction ADA ne peuvent pas s'habiller en rouge, couleur de la faction ennemie, le CV. Comme si, gouvernés par la peur, les habitants s'infligeaient des règles encore plus strictes que celles imposées par les trafiquants pour ne pas subir de représailles. Ces normes, implicites ou explicites, contribuent à maintenir un ordre socio-spatial violent. Le groupe s'organise autour de règles afin d'éviter cette violence, formant ce que Machado da Silva nomme la « sociabilité violente » : soit l'ensemble des pratiques d'autocontrôle découlant du climat de violence.

4. Interaction violente et reconfiguration de l'autocontrôle dans un climat violent

Selon Luís Antonio Machado da Silva (2008), la « sociabilité violente » est caractérisée par une relation de pouvoir asymétrique et autoritaire. Elle constitue un schéma spécifique de reproduction de la violence urbaine. Il ne s'agit pas de l'agrégation de comportements violents individuels, mais d'une violence collective : d'un ordre social violent, où la force et la violence sont les principes qui structurent les relations sociales. Ces caractéristiques conduisent à s'interroger sur l'usage du terme de sociabilité. Comme le font remarquer Alba Zaluar et Ana Paula Alves Ribeiro (2009) la sociabilité est, au regard de la définition de Simmel (1981), « la forme d'existence sociale libérée de tout contenu social, affranchie de toute motivation individuelle pour n'apparaître que comme impulsion, valeur en soi », elle ne peut être violente, car la violence est un moyen pour atteindre des fins matérielles, politiques ou symboliques. En effet, selon Simmel, la violence peut être considérée comme une forme sociale qui se reproduit sur un territoire donné, et possède donc une capacité structurante, en devenant une modalité d'expression. Ainsi, il serait donc plus juste de parler d'interaction violente plutôt que de sociabilité violente, l'interaction étant plus largement définie comme l'ensemble des relations qu'un individu entretient concrètement avec les autres (que ces

relations soient spontanées ou intéressées). De plus, l'usage du concept de sociabilité associé à la notion de collectif laisse penser qu'il s'agit d'une culture violente consensuelle qui concernerait tous les habitants des favelas, or les habitants sont les premiers à lutter contre cette violence. Si on ne peut parler de sociabilité violente, on peut toutefois effectivement parler d'un ordre social violent, qui reste néanmoins instable (Zaluar & Ribeiro, 2009). Cet ordre social violent affecte les relations sociales, la peur et le manque de confiance fragilisant les liens sociaux et la communication, ce qui rend difficile la constitution d'une base pour l'action collective et le silence est mobilisé comme dispositif de défense.

La violence, même si elle est considérée comme illégitime, contribue à instaurer des règles de vie et un autocontrôle chez les habitants. Cet apprentissage de règles pour vivre dans la favela devient presque automatique : par exemple le fait de ne pas regarder n'importe qui dans les yeux, de se faire discret dans la rue, de ne pas parler à n'importe qui (que ce soit des policiers ou des trafiquants), de ne pas trainer pour ne pas se faire remarquer, de ne pas sortir lorsqu'il y a des coupures d'électricité et d'être attentif à son environnement ainsi qu'aux sons (coups de feu). Je suis moi-même passée par cet apprentissage de règles lors de mes enquêtes, pour éviter de me retrouver dans une situation qui pourrait potentiellement générer de la violence. Si, au départ, ces règles me demandaient un effort quotidien, elles ont rapidement été intériorisées au point de devenir presque naturelles. D'ailleurs à Rio de Janeiro en général, on perçoit des réflexes d'autocontrôle dans la population : par exemple, lorsque quelqu'un vous bouscule, il s'excuse de façon insistante pour bien montrer qu'il s'agissait d'un acte involontaire, comme si les représailles pouvaient être dangereuses. Il semblerait que la population soit tellement habituée aux risques de violences extrêmes, dont l'usage d'armes, qu'elle préfère vraisemblablement s'excuser trop que d'en faire les frais. L'interaction violente n'est donc pas spécifique aux favelas.

Tout en intégrant ces règles d'autocontrôle, les habitants ne tolèrent pas pour autant cette violence illégitime, ce qui montre qu'il ne s'agit pas d'une culture qu'ils ont intégrée. Ils vivent avec, car ils n'ont pas le choix. Ainsi, ils tentent continuellement d'avoir une conduite qui les distingue moralement des trafiquants (ne pas fumer, ne pas snifer, ne pas se lier à des réseaux, ne pas accepter les faveurs des trafiquants, adhérer à l'ordre institutionnel). Toutefois, mes enquêtes m'ont amenée à prendre du recul par rapport à ces soi-disant comportements des habitants pour se distinguer des bandits. Par exemple, concernant la consommation de drogue, avant d'habiter dans la favela, je pensais que très peu d'habitants consommaient de la cocaïne, qu'il s'agissait d'une drogue trop coûteuse et qu'ils rejetaient de façon systématique tout ce qui pouvait les rapprocher des trafiquants. Je pensais que pour ne pas être mêlés au trafic et prendre de la distance, ils n'avaient pas intérêt à consommer de la drogue. Or, j'ai observé une forte consommation de drogue chez certains habitants et il existe dans certains cas des liens avec les trafiquants pour résoudre des conflits, pour obtenir de l'aide, etc. La difficulté est de savoir dans quelle mesure ces liens relèvent de la soumission à l'ordre social violent imposé par les trafiquants, soit une sorte de connivence forcée, ou s'il s'agit de relations intéressées. Le comportement des habitants, le degré d'autocontrôle et leurs relations avec les trafiquants dépendent du type de domination mis en place par les criminels, de leur âge et de leur lien avec la communauté (natifs ou non natifs). Plus les trafiquants sont tyranniques, plus les habitants prennent leur distance. Bien qu'ils les critiquent, certains

habitants font la distinction entre le « bandit social » et le « méchant bandit ». Alba Zaluar (1985, p. 138) parle d'un « mariage malheureux, mais nécessaire » entre les habitants honnêtes (les travailleurs) et les bandits : les « bons bandits », ou plus justement les « bandits éduqués » (*bandidos formados*), offrent une certaine protection aux habitants contre les invasions extérieures, les vols et les viols :

« Un bandit éduqué, c'est celui qui connaît les règles du jeu et qui ne dépasse pas les limites de son action, garantissant le respect et la protection entre les habitants et les autres bandits. Un bandit éduqué ne se mêle pas aux travailleurs de sa zone mais les défend dans ce vide laissé par une action policière et judiciaire inefficace et perverse. C'est précisément cela qui crée la symbiose entre eux, ce mariage malheureux, mais nécessaire » (Zaluar, 1985, p. 138).

Licia Valladares souligne que dans certains cas, les habitants des favelas craignent plus la police que les trafiquants et attribuent une morale particulière aux bandits : celle de l'honneur (Valladares, 2006, p. 173) et les trafiquants deviennent pour certains jeunes un référentiel d'identité locale. Nos enquêtes de terrains ont montré que les habitants n'avaient pas de préférence entre les trafiquants et les policiers et que la grande majorité d'entre eux ne leur reconnaissent aucun honneur, même si effectivement les trafiquants pouvaient offrir une forme de protection : ils ne sont « ni des héros ni des leaders » (Zaluar, 1994). Toutefois, il est vrai que certains adolescents valorisent les chefs du trafic, dans lesquels ils trouvent les symboles de ce qu'Alba Zaluar nomme l'« hypermasculinité ». Selon elle, la difficulté de se construire une image positive pousse certains adolescents à rechercher l'admiration ou le respect à travers l'usage de la violence.

La notion de bandit social est également utilisée par la police pour affirmer que la population se range du côté des trafiquants plutôt que de celui des policiers, et justifier ainsi la répression et la violation de leurs droits.

« Dans la favela de Rocinha, l'ancien chef des trafiquants de la faction ADA était reconnu pour ses actions philanthropiques auprès d'une partie de la communauté. Nem pratiquait le banditisme social. À Noël, il braquait un camion de Sadia [une entreprise de production alimentaire] et distribuait la marchandise à tout le monde. C'est comme ça que Nem faisait. Nem parlait de lutte de classes, il parlait de division du travail [...] ; il ne voulait pas de conflit avec la police. Selon les informations, une bonne partie de son argent était pour payer la corruption, parce qu'il ne voulait pas de conflit avec la police. [...] Il était très intelligent. Il réfléchissait sur la question du banditisme social. Tout le monde l'adore. On l'appelait le maître de la communauté » (Lieutenant de l'UPP de Rocinha).

L'usage de la bienfaisance et la valorisation de l'image du chef du trafic servent avant tout les intérêts des trafiquants, c'est-à-dire leur objectif de contrôle du territoire et de sa population, pour donner libre cours aux trafics et éviter les rebellions :

« Les trafiquants faisaient semblant de vouloir nous aider pour garder le contrôle. Ils m'ont souvent proposé de l'argent, de me donner des ordinateurs, etc. Moi, je n'accepte pas » (Leader d'une ONG et habitant de Rocinha).

« Les trafiquants ne se préoccupent pas des projets sociaux, évidemment, ils jouaient le rôle de la police parce qu'elle n'était pas présente ! [...] Si tu allais voir un trafiquant pour demander de l'aide, oui, il pouvait t'aider, mais il n'y avait rien d'organisé, c'était vraiment des actions ponctuelles. Ils n'ont jamais eu de projets, les seuls projets ici, c'est le gouvernement, les ONG ou les églises » (Ancien leader de l'association des habitants à Rocinha et habitant de la favela).

Si le partage d'un même territoire induit des rapprochements, il ne s'agit pas pour autant de connivence ou de préférence pour la « loi du trafic », mais plutôt d'une complicité forcée et non désirée (Machado da Silva, 2008). La relation des habitants avec les groupes criminels armés n'est pas une disposition rationnellement choisie, mais la recherche d'un minimum de sécurité.

Ce besoin de sécurité est commun aux habitants des favelas et de la ville en général. L'insécurité et la peur qu'elle inspire ont eu de nombreuses conséquences sur la configuration socio-spatiale de la ville, renforçant les phénomènes de fragmentation, d'enfermement, de séparation et de recul de l'espace public, ces phénomènes n'étant évidemment pas limités à la ville de Rio de Janeiro. Cette insécurité a un rôle important dans le maintien des frontières entre les favelas et le reste de la ville, que ce soit les frontières physiques, avec des territoires visiblement contrôlés par des groupes criminels, ou des murs invisibles en partie liés aux représentations qui stigmatisent la population des favelas et qui influencent directement l'usage de l'espace public et les pratiques spatiales des habitants. Si la liberté de déplacement de la population est limitée, ce n'est pas tant l'accès à certains lieux qui est interdit aux habitants, mais la population elle-même qui s'en interdit l'accès ou l'usage pour éviter de prendre des risques. Cette « interdiction » n'est pas toujours vécue comme telle puisque certaines stratégies se trouvent totalement intégrées dans les pratiques quotidiennes et deviennent presque naturelles. Cette insécurité n'a pas les mêmes effets sur tous les habitants des favelas du fait de leur hétérogénéité. Les élites qui possèdent un capital économique, culturel et social plus important, vivent de façon moins forte ces phénomènes de repli. Ceux qui travaillent dans d'autres quartiers de la ville ont également la possibilité de sortir régulièrement de la favela et d'échapper à la pression qui s'y exerce. Ainsi, ces frontières sont plus ou moins franchissables. Par ailleurs, la population des quartiers plus favorisés fréquente rarement ces favelas, ce qui consolide ces frontières. Ces limites sont également renforcées par la médiatisation internationale de la violence et les recommandations faites aux touristes : par exemple, le site du ministère des affaires étrangères français (<http://www.diplomatie.gouv.fr/>) recommande d'« éviter les favelas ou limiter les visites aux quelques rares favelas sécurisées, accompagné d'un guide », ceci participant à la territorialisation de l'insécurité.

Finalement, cette insécurité, réelle et fantasmée, émane tout autant des stigmatisations et de la violence exercée par les groupes criminels ou les policiers que des situations précaires dans lesquelles les habitants se trouvent. Ils doivent faire face quotidiennement à cette insécurité et cherchent à travers des ressources variées à en diminuer les effets. Il s'agit de sécuriser leur espace de vie par des initiatives personnelles, de voisinage ou par l'intermédiaire d'organisations locales (églises, ONG, associations de résidents). Mais c'est également du ressort de l'État de sécuriser ces espaces en réaffirmant sa présence à travers des équipements, des services et des politiques publiques. Dans le contexte des méga-événements, ces actions publiques en direction des favelas sont déterminantes pour prouver la capacité de l'État à agir en termes de sécurité et de planification urbaine.

Deuxième Partie

Sécurité et droit à la ville : de nouveaux modes d'action dans les favelas

L'action publique vis-à-vis des favelas a été marquée par un siècle d'inconstance variant entre volonté d'éradication, tolérance et aménagement, entre la criminalisation de la pauvreté et sa victimisation. Les favelas sont considérées comme un problème d'ordre public voire même comme une menace politique, puisqu'elles ont contribué à la délégitimation de l'État qui n'a pas su mettre en place des actions efficaces pour endiguer le problème. Elles représentent alors le moyen pour l'État de faire la preuve de sa capacité à apporter des solutions. Il s'agit de cibler les principaux problèmes afin d'apporter les réponses adaptées : la question de la sécurité publique, et celle du logement et des conditions d'habitat. Ces espaces et leurs populations sont, en effet, affectés par un état d'insécurité sociale témoignant d'une carence de l'action publique qui contribue à la relégation des populations défavorisées et limite leur émancipation.

« C'est plus généralement la perpétuation d'un état d'insécurité sociale permanente qui affecte la plupart des catégories populaires. J'allais dire 'qui infecte'. L'insécurité sociale n'entretient pas seulement la pauvreté. Elle agit comme un principe de démoralisation, de dissociation sociale à la manière d'un virus qui imprègne la vie quotidienne, dissout les liens sociaux et mine les structures psychiques des individus. [...] Être dans l'insécurité permanente, c'est ne pouvoir ni maîtriser le présent, ni anticiper positivement l'avenir » (Castel, 2003, p. 29).

L'insécurité physique et sociale est une réalité quotidienne des habitants des favelas où les risques sont exacerbés. Comme l'a montré Robert Castel, la notion d'insécurité sociale est un objet dynamique évoluant dans le temps. Sécurité et protection sont interdépendantes au sens où la recherche de protection crée également l'insécurité : « être protégé c'est aussi être menacé » (Castel, 2003, p. 7). Les types de protections assurés par la société évoluent, et avec le passage à l'État moderne, l'ordre social basé sur des appartenances collectives est déstabilisé et la capacité de protection par le groupe diminue. On passe de dépendances et de protections communautaires à un État de droit garant de la sécurité des individus. Or, au Brésil, avec la fin de la dictature et la faiblesse des institutions, l'État n'a pas démontré sa capacité à maintenir l'ordre et à assurer la sécurité, et la violence a alors été monopolisée de façon illégitime par différents groupes de pouvoirs notamment dans les espaces où il était peu présent : les favelas.

Dans l'État libéral moderne, la question de la sécurité est pensée à travers la propriété qui assure les individus contre les risques de l'existence (Castel, 2003) : « la fin essentielle que poursuivent les hommes qui s'unissent pour former la République et se soumettent à un gouvernement, c'est la préservation de leur propriété » (Locke, 1994, p. 124). Le pacte social laisse ainsi en dehors toute une frange de la population : les non-propriétaires qui seraient alors des sujets de non-droits et n'auraient pas accès à la sécurité sociale et civile. L'insécurité touche donc plus largement les habitants des favelas, dont la propriété n'est, la plupart du temps, pas reconnue, puisque les terrains sont occupés illégalement. Selon Robert Castel, pour assurer la sécurité de ces non-propriétaires, l'État doit passer d'un État de droit à un État social qui protège les travailleurs afin de créer des « équivalents sociaux des protections qui étaient auparavant seulement données par la propriété privée » (Castel, 2003, p. 31) : « les droits sociaux donnent une contrepartie concrète, virtuellement universelle, aux droits civils et aux droits politiques » (Castel, 2003, p. 34). Les droits sociaux passent par le travail formel, laissant, à nouveau de côté une partie de la population. La sécurité ne peut donc être assurée à l'ensemble des individus. Rassemblant une partie de la population des non-propriétaires et des

non-travailleurs (formels), les favelas sont en quelque sorte des lieux de regroupement d'une population à la marge du droit à la sécurité. On ne peut toutefois pas occulter l'existence de politiques sociales universelles comme la *Bolsa Família* qui couvrent les familles indépendamment de la propriété et du travail, mais dont l'aide versée ne permet pas de sortir des conditions de vie vulnérable. À Rocinha, par exemple, moins d'1 % des ménages déclarent percevoir la *Bolsa Família* (EGP-Rio, 2010). Face à l'insuffisance de l'action publique, les habitants des favelas, depuis plus d'un siècle, s'organisent localement pour faire face aux risques pour permettre le développement local et assurer un minimum de sécurité. Comment les habitants se protègent-ils face aux multiples risques ? Quels acteurs leur offrent ces protections ?

L'insécurité ne touche pas seulement les habitants des favelas, mais l'ensemble de la société. Avec l'individualisation, la demande de sécurité est de plus en plus forte : Robert Castel parle « d'obsession sécuritaire ». Or, l'État démocratique ne peut assurer la sécurité totale : « Un État démocratique ne peut être protecteur à tout prix, parce que ce prix serait celui que Hobbes a chiffré : l'absolutisme du pouvoir d'État (Castel, 2003, p. 21). Frustré, le souci sécuritaire s'exacerbe, renforçant le sentiment d'insécurité et donc le besoin de protection qui passe alors par le développement de moyens privés (agents de sécurité privés, caméras de surveillance, *condominios* fermés, etc.), voire illégaux et illégitimes comme les milices. Selon Robert Castel, « la recherche de la sécurité absolue risque d'entrer en contradiction avec les principes de l'État de droit et bascule facilement en pulsion sécuritaire qui tourne à la chasse aux suspects et s'assouvit à travers la condamnation de boucs émissaires » (Castel, 2003, p. 89).

Au Brésil, la politique de sécurité se fonde souvent sur l'existence d'un ennemi intérieur à combattre, présent au sein de la société civile, dont la forme principale est le narcotrafic (Zaluar, 2007). Ainsi, dans la guerre contre le crime, le bouc émissaire est le trafiquant et les suspects sont les habitants des favelas. C'est cette recherche de sécurité totale qui pourrait en partie expliquer l'impunité des actions violentes et illégales des forces de police envers ces habitants. Si cette lutte contre le crime s'est progressivement renforcée, principalement contre le narcotrafic, l'État affiche toutefois sa volonté d'améliorer les relations entre les policiers et les habitants des favelas. Ce tournant de la politique de sécurité publique s'est matérialisé en 2008 par l'implantation d'Unités de Police de Pacification dans les favelas de Rio de Janeiro. Dans quelle mesure cette nouvelle politique de sécurité publique transforme-t-elle les relations entre les policiers et les habitants de favelas ? Les actions policières dans ces espaces se modifient-elles ? Apportent-elles plus de sécurité à leurs habitants et à la ville en général ?

Les nouveaux modes d'action reposent notamment sur le passage de politiques de sécurité publique à des politiques publiques de sécurité qui articulent différentes actions : la sécurisation, l'urbanisation et d'autres projets de développement socio-économique des favelas. Ainsi, l'action publique comporte plusieurs volets : traiter l'illégalité des groupes criminels par une action répressive, mais aussi traiter l'informalité et les carences par des actions de régularisation, d'urbanisation et de développement économique et social négociées avec la population. Ces différents programmes permettent-ils une meilleure intégration des favelas au reste de la ville et comment parviennent-ils à limiter l'insécurité et les risques dans ces quartiers ?

Dans un premier chapitre, nous verrons comment la société civile s'organise pour permettre à la population des favelas d'accéder à plus de sécurité, de mieux affronter les différents risques auxquels elle est confrontée et de parvenir à un développement social et économique local. Nous verrons comment cette société civile s'unit autour de mouvements et d'organisations afin de négocier l'action publique. Dans un deuxième chapitre, nous présenterons la nouvelle politique de sécurité publique et ses impacts en termes de sécurité. Puis nous aborderons plus généralement les différentes formes de l'action publique qui viennent compléter cette politique de sécurité dans les favelas et nous chercherons à comprendre comment les différents programmes mis en place s'articulent et font participer les habitants pour garantir leur droit à la ville et leur intégration dans celle-ci.

Chapitre 5

Le rôle de la société civile dans la sécurisation et la réduction de la vulnérabilité des habitants

Dans ces territoires où se sont relayés différents systèmes de répression, l'espace public a été affecté par un ordre socio-spatial autoritaire et la société civile locale a dû s'adapter pour s'assurer un minimum de sécurité. Du fait des multiples formes de stigmatisations, de contrôle et de répression, les possibilités d'action collective sont toutefois limitées.

Avant de pouvoir s'organiser collectivement, les individus doivent pouvoir constituer une base d'action collective. La société civile puise notamment ses ressources sociales et symboliques dans la sphère intermédiaire⁴⁰, c'est-à-dire des espaces de médiation, de chevauchement entre le public et le privé-domestique, qui peuvent permettre d'assurer une forme de sécurité ontologique et faire émerger des initiatives collectives. Il peut s'agir aussi bien de réseaux religieux ou de voisinage, que d'ONG ou d'associations de résidents. Par sécurité ontologique, Anthony Giddens désigne la forme la plus importante du sentiment de sécurité en général. Selon lui, elle correspond « à la confiance de la plupart des êtres humains dans la continuité de leur propre identité et dans la constance des environnements d'action sociaux et matériels » (Giddens, 1994, p. 98). Pour lui, cette sécurité prend ses racines dès l'enfance, au cours de laquelle la majorité des individus reçoivent une confiance de base pour développer une identité de soi (*self-identity*) durable. Il s'agit à la fois de renforcer sa confiance envers les autres et de développer en parallèle les mécanismes d'auto-confiance. Cette sécurité ontologique se construit par le lien social et par l'inscription d'un individu dans des groupes de confiance. Une fois assurée, la sécurité ontologique peut permettre aux individus de s'organiser pour aller au-delà de la protection du groupe et revendiquer des droits. En effet, sans base solide de confiance, la mobilisation collective reste limitée. Cette confiance est nécessaire au dialogue horizontal et donne la possibilité de transformer les besoins en revendications collectives.

Dans un premier temps, nous nous intéresserons à la sécurisation procurée par l'entourage des individus : la communauté et les différents réseaux de proximité (voisins, amis, famille, paroisse), puis nous analyserons l'évolution de l'action collective et le rôle des leaders communautaires. Enfin, nous observerons comment les luttes et les lieux de revendication se sont transformés avec le retour à la démocratie et la prise de contrôle des favelas par les groupes criminels. On analysera alors le rôle des ONG et la démobilisation des habitants.

⁴⁰ Projet de recherche coordonné par Alba Zaluar : "Sociabilidade, civilidade e cidadania em três cidades brasileiras", IESP/UERJ.

I COMMUNAUTÉ ET RÉSEAUX : EFFICACITÉ COLLECTIVE ET PROTECTION

Si l'État ne garantit pas pleinement la sécurité des individus, ceux-ci s'assurent une forme de sécurité ontologique à travers les liens sociaux. L'efficacité collective, c'est-à-dire la capacité des individus à réaliser des valeurs communes et à maintenir un contrôle social effectif sur le groupe (Zaluar & Ribeiro, 2009), émanerait notamment des relations de voisinage et de l'inscription dans une communauté. Cette notion de communauté met en avant des liens de solidarité et d'entre-aide, différents de ceux qui existent dans le reste de la ville, considéré comme plus individualiste. Ces représentations, si elles se fondent sur une part de réalité, sont souvent mobilisées symboliquement afin de réagir contre la stigmatisation des favelas.

1. La favela : une communauté ?

Favela ou communauté ? Le choix d'utiliser un terme plutôt qu'un autre n'est pas anodin, et il est essentiel d'analyser le poids des mots en fonction des discours et des acteurs qui les emploient. Ces mots ne sont effectivement pas neutres politiquement. Dans *Les Mots et les Choses, Une archéologie des sciences humaines* (1966) Michel Foucault montre qu'autour du sens des mots on retrouve généralement des malentendus, des désaccords ou même des conflits de reconnaissance. Selon lui, la production du discours est contrôlée, sélectionnée et organisée en fonction d'une norme valable à un moment donné. Si au début du XX^e siècle, le terme favela apparaît avec la volonté de décrire et nommer un phénomène urbain récent, il est, par la suite, souvent utilisé dans des discours stigmatisants et dégradants. Selon Patricia Birman (2008), le terme de communauté pour parler des favelas serait apparu comme un contre-discours en faveur des habitants. Son utilisation, mobilisée tout d'abord par les habitants eux-mêmes, s'est étendue aux autorités publiques et aux médias, surtout lorsque le discours politique concernant les favelas a changé, passant de la volonté d'éradication au projet d'urbanisation. Le terme « communauté » réduit-il pour autant la stigmatisation ? L'utilisation d'un terme plutôt qu'un autre dépend des éléments en jeu dans les interactions entre acteurs : tantôt utilisé pour obtenir des bénéfices sociaux, pour être considérés comme des ayants droit, pour se singulariser, se valoriser ou pour se protéger. Les discours sont manipulés en fonction des objectifs à atteindre :

« Ici ça a toujours été un *morro*, je suis ici depuis 1973 et ça a toujours été appelé *morro*, puis les nomenclatures ont changé, pourquoi ? Pour des questions d'argent, la catégorie de « favela » est apparue pour avoir droit à des aides et quand le terme favela a pris une connotation négative, on a appelé le *morro* « communauté », nous verrons bien quelle sera la nouvelle nomenclature ! (Entretien avec Elma, présidente d'une ONG à Vidigal, 20/04/2013).

De plus, si l'utilisation du terme communauté assure un sentiment de protection (à travers la prétendue réalisation de valeurs traditionnelles : famille, solidarité, etc.), elle n'exclut pas la marginalisation : la communauté peut également être une « prison ». Derrière le concept de communauté ne cherche-t-on pas à masquer les inégalités en mettant en évidence les ressemblances internes dites « culturelles » ? Michel Agier décrit la ville comme une « machine à fabriquer les identités » et dénonce « une tendance dangereuse et de plus en plus répandue [qui] consiste à créer et réitérer des stigmatisations identitaires à partir de

différences sociales, voire conjoncturelles, aboutissant même à une naturalisation idéologique de ces différences » (Agier, 1999, p. 58). Pour lui, la communauté se crée au travers du regard extérieur et l'affirmation d'appartenances dites communautaires se fonde sur la différence. La communauté se définirait alors par la relation dualiste ville *versus* favela et pourrait contribuer à la consolidation de la fragmentation urbaine et du statut « d'outsiders » des habitants de ces « communautés » : les traits distinctifs du groupe sont renforcés et inversement, les caractéristiques communes partagées avec les autres groupes de la société sont amoindries (Costa Gomes, 2002).

Le terme de communauté est-il adapté aux favelas de Rio de Janeiro ? On peut s'interroger sur les critères qui permettent de définir une communauté : s'agit-il de critères territoriaux, sociaux, culturels ? Globalement, la communauté serait le fait de vivre ensemble, de posséder des biens communs, d'avoir des intérêts et des objectifs communs. Selon Tönnies (1944), dans la communauté (*Gemeinschaft*), les individus sont liés de façon organique dans l'espace et dans le temps à travers des liens familiaux. Puis, des liens familiaux on passe à des liens d'attachement et de solidarité plus larges avec le voisinage (liens d'amitié), d'une communauté de sang à une communauté d'esprit. Le terme de *Gesellschaft* (société ou association) désigne un ensemble plus artificiel découlant d'une volonté réfléchie et non-naturelle. Chaque individu développe sa propre manière de pensée et entre en concurrence sociale et économique avec les autres. Dans cette définition, la communauté est directement liée à la notion de territoire et aux relations sociales qui s'y nouent (familiales et amicales). Dans les favelas, il est difficile de parler de communauté au sens de Tönnies puisqu'il ne s'agit pas uniquement de liens familiaux ou de voisinage. Ce terme serait alors peut-être plus adapté aux sous-quartiers. D'ailleurs, certains habitants, plutôt que de parler de sous-quartiers, emploient le terme de « sous-communauté » (*subcomunidades*).

Pour les auteurs des *Mots de la géographie : dictionnaire critique*, la communauté semble avoir pour seule prérogative indispensable le partage d'intérêts communs : « groupe social ou institution unis par des intérêts de même nature, avec quelquefois des origines communes et souvent un territoire commun » (Brunet, Ferras, & Théry, 1992). S'il s'agit d'une communauté, quels sont les valeurs et intérêts communs des habitants des favelas ? Le risque de définir les favelas comme des communautés est de renforcer les stigmatisations de pauvreté et de marginalité, renvoyant leurs habitants au partage d'une même culture : « la culture de la pauvreté » analysée notamment par Oscar Lewis (1963), et définie par lui comme une réaction d'auto-défense se transmettant entre les générations. Cette culture rassemblerait les individus autour de traits communs : une forte méfiance vis-à-vis des institutions étatiques, une organisation sociale faible, mais un fort sentiment d'appartenance et d'identification territoriale favorisant l'émergence d'une solidarité défensive. Selon l'auteur, cette culture constituerait une forme d'opposition passive, prémices d'une action collective potentielle : à travers cette notion, il cherche à réhabiliter les pauvres comme acteurs sociaux. Elle ne peut s'appliquer aux favelas et cloisonne le groupe de façon déterministe sans prendre en compte son hétérogénéité (économique, sociale, culturelle, etc.).

Dans un grand nombre de travaux, on retrouve l'idée d'une « culture des favelas » ou d'une « culture populaire » voire d'une « culture de la violence ». En définitive, si les habitants de favelas partagent un territoire commun et bien que ces espaces puissent

rassembler les membres d'une même famille, il ne s'agit ni d'une communauté de sang, ni d'une communauté d'esprit puisque les individus ne partagent pas tous des valeurs et des objectifs communs. Le lien social n'est pas basé sur des relations organiques et les individus entrent en concurrence sociale et économique, tout autant que dans le reste de la ville. La notion de communauté, rarement reconnue comme un concept opératoire en géographie sociale, ne semble donc pas pouvoir s'appliquer aux favelas et a une dimension plus symbolique que concrète. En effet, considérer les favelas comme des communautés peut parfois renforcer les frontières entre les quartiers d'habitat précaire et les quartiers formels, sans considérer les habitants des favelas comme participant à l'expérience urbaine à Rio de Janeiro.

« Moi je n'aime pas ce mot, une favela est une favela, dans le dictionnaire, une favela n'est pas une communauté. Une communauté c'est vivre en commun, je vis en commun dans le quartier de Rocinha, de Leblon, dans la Cruzada São Sebastião. Dans ce cas, Rocinha est une communauté comme n'importe quel autre quartier : Leblon, Ipanema, c'est seulement vivre en commun. Pourquoi utilise-t-on ce mot ? Parce que le mot est joli ? Non, on habite dans le quartier favela de Rocinha ». (Entretien avec Maria Helena, médecin au le centre de santé Albert Sabin de Rocinha et habitante de Rocinha, 09/06/2014).

La notion de communauté tend ainsi à masquer l'hétérogénéité de ces lieux :

« Je pense que ce concept de communauté est un concept qui n'aide pas les gens à regarder la favela comme elle est, dans les faits ; cela amène les gens à chercher une uniformité dans la favela, une homogénéité, mais les favelas ont des différences, non seulement entre elles, mais en elles-mêmes. Si on prend Rocinha par exemple qui est énorme, c'est évident, mais dans une petite favela on voit aussi des différences internes, elles ne sont pas homogènes, il y a des expressions et constructions différenciées. Ce concept communautaire finit par donner un certain regard envers la favela comme un idéal, comme quelque chose d'intouchable, de pur, la favela ça n'est pas ça, la favela est un territoire complexe. [...] En vérité, ce mot est devenu un mot commun, donc même moi, avec mon positionnement, je l'utilise parfois, je pense qu'il ne faut pas l'utiliser comme un concept, comme une affirmation de ce lieu idéal ; moi je défends le mot favela, car ce mot a besoin de reprendre un sens symbolique, elle doit reprendre son sens original comme un lieu, comme n'importe quel autre qui a ses luttes, ses résistances, ses trajectoires, on peut pas laisser de côté le mot favela. Il y a un conflit très fort dans notre société, car aujourd'hui dans le sens commun quand on parle des favelas, on fait référence aux trafiquants, aux marginaux, analphabètes, tout ce qui est négatif. Donc il faut valoriser le mot favela. » (Entretien avec Itamar Silva, membre de la Pastorale des favelas et de l'IBASE, 05/06/2014).

Si les favelas sont des lieux complexes et différenciés, leurs habitants partagent toutefois un sentiment commun d'une « condition déshéritée » : il s'agirait selon Camille Goirand d'une « communauté de destin dans l'exclusion » (Goirand, 2003, p. 107). Lutter contre cette exclusion, contre ce que Zuenir Ventura (1994) nomme « l'apartheid socio-spatial » entre les favelas et le reste de la ville, serait alors un objectif commun dans lequel les habitants des favelas puiseraient leur sentiment communautaire. Toutefois, les notions d'exclusion, d'apartheid ou de ségrégation n'apparaissent pas pertinentes pour parler des favelas, car les liens entre ces espaces et les quartiers formels restent forts. L'objectif commun des habitants n'est donc pas de sortir d'une situation d'exclusion, mais plutôt d'une situation d'exception et de faire valoir leur droit d'avoir des conditions de vie dignes. Existe-t-il pour autant une conscience collective voire une conscience de classe ? Selon Marx, pour passer d'une classe en soi (observable sur des critères économiques) à une classe pour soi, il faut que les individus prennent conscience du rapport d'exploitation afin de s'organiser collectivement. Selon Émile Durkheim, cette conscience collective est à la fois extérieure et transcendante aux individus, se caractérisant par des représentations collectives, des idéaux, des valeurs et

des sentiments communs à tous les individus d'un groupe. Or, le sentiment collectif dans les favelas ne se définit pas à travers une origine sociale commune, ni même par le partage d'un ensemble de valeurs, mais par les carences dans lesquelles se rejoignent leurs habitants. Le sens communautaire se construit donc à travers une lutte pour les biens communs :

« J'entends la communauté dans une perspective de ce qui est commun à tous : l'exercice de la citoyenneté pour la lutte pour notre espace » (Entretien avec Antonio Carlos, leader communautaire et habitant de Rocinha, 14/05/2014).

Si la notion de communauté est mobilisée symboliquement par les habitants des favelas, il reste difficile de concevoir une sociabilité qui s'étende à l'ensemble du quartier, surtout dans les favelas de grande taille comme Rocinha, mais à Vidigal également qui abrite près de 10 000 habitants. De plus, la diversité interne et les hiérarchisations socio-spatiales compliquent l'émergence d'un consensus autour d'intérêts communs. La communauté est un objet dynamique qui se renforce au gré des luttes, le sentiment communautaire étant particulièrement vif lors des mouvements de résistance contre les déplacements forcés comme ce fut le cas à Rocinha et à Vidigal, ou lors des revendications pour obtenir l'assainissement de base. En dehors de ces mouvements fédérateurs, tous ne partagent pas la volonté de s'unir pour contester, et on rencontre fréquemment des situations de repli individualiste, de dépolitisation avec une certaine apathie face à la question sociale (Ferreira dos Santos, 1981). Finalement, plus qu'à travers l'existence d'une communauté, le lien social et la confiance entre les habitants se formeraient dans des réseaux familiaux, de voisinage ou bien religieux qui assurent une forme de protection.

2. Les réseaux comme ressource sociale et symbolique

Nous avons vu précédemment qu'une sociabilité se forme à partir des « micro-zones de voisinage » qui fonctionnent comme des espaces intermédiaires entre le privé-domestique et le public (Alvito & Zaluar, 1998). Les liens identitaires et de solidarité se concentrent à la fois dans ces sous-quartiers et s'étendent sous forme de réseaux. Selon Márcia Pereira Leite, « les habitants usent des répertoires possibles, ainsi, ils développent différentes formes d'action recherchant abri et appui dans les familles, les amis, les groupes religieux, pour construire une esquisse de ce que Giddens appelle « sécurité ontologique » et affronter la violence et l'insécurité présentes quotidiennement sur leur lieu d'habitation » (Leite, 2008, p. 135). En s'intéressant aux organisations de voisinage (églises, écoles, clubs de foot, écoles de samba, etc.) comme productrices d'ordre et de contrôle social, Alba Zaluar et Ana Paula Alves Ribeiro (2009) s'interrogent sur l'efficacité collective, c'est-à-dire la capacité des habitants et du voisinage à réaliser leurs valeurs communes et à maintenir un contrôle social réel. Les auteurs supposent que les individus appartiennent tous à un réseau de voisinage établi en relation avec l'espace physique, social et symbolique. Les voisins construisent mutuellement « un lieu chargé de symboles d'appartenance, de problèmes communs, de mémoire de dons qui créent des obligations de rétribution dans le futur, de conflits résolus par le dialogue entre les différentes parties, créant la confiance dans l'entourage » (Zaluar & Ribeiro, 2009, p. 176). L'efficacité collective dépend alors du degré d'interaction sociale avec les voisins (fréquence des conversations, échanges de services, relation de confiance...) et c'est à partir de cette sociabilité que se construit le capital social des individus :

« Les communautés où il y a un capital social plus important, c'est-à-dire où il existe plus de confiance, plus de réciprocité, plus de sociabilité, plus de solidarité et plus d'associations de voisinage, ont des taux de criminalité plus bas et des écoles plus efficaces. Les enfants de ces communautés subiraient alors moins de risques de tomber enceinte durant l'adolescence, d'abus sexuel et de délinquance juvénile, en plus de grandir en meilleure santé, mieux éduqués et plus en sécurité, tout comme les personnes qui vivent plus longtemps et sont plus heureuses dans les pays dans lesquels la démocratie et l'économie fonctionnent mieux » (Zaluar & Ribeiro, 2009, p. 179).

Or, dans les favelas, les interactions violentes et la « culture de la peur » ont fortement restreint ce capital social puisque les habitants se sont progressivement repliés sur eux-mêmes, dans leur espace privé. Dans un ordre social violent, le voisinage peut-il jouer un rôle de protection et de contrôle social pour préserver les individus des comportements déviants ? Dans quelle mesure ces réseaux peuvent-ils empêcher les jeunes d'entrer dans le trafic de drogue ? Quelles sont les figures d'autorité dans les favelas ?

Une étude de Robert Sampson, Stephen Raudenbush et Felton Earls (1997) a tenté d'estimer statistiquement l'impact des caractéristiques sociales et organisationnelles du voisinage et de l'efficacité collective sur les taux de criminalité. Selon eux, le degré d'efficacité collective explique les variations de la violence. Plus l'efficacité collective est importante, en exerçant un contrôle social sur les individus, plus la tolérance envers les activités déviantes est faible et plus la capacité des adultes à intervenir sur les comportements juvéniles est élevée. Il s'agit d'un « contrôle social informel exercé par les voisins qui ne se restreint pas seulement aux parents ou à la famille, ni à ceux qui ont la responsabilité dans la socialisation des jeunes, dans les projets pour la jeunesse ou dans les écoles du quartier » (Zaluar & Ribeiro, 2009, p. 181). Outre le contrôle social sur les plus jeunes, l'efficacité collective se perçoit également dans la capacité à trouver les ressources nécessaires pour combler les lacunes des services publics (sécurité, assainissement de base, eau, électricité, ramassage des ordures...). Selon Alba Zaluar et Ana Paula Alves Ribeiro (2009), la notion d'efficacité collective doit être comprise dans une dimension plus large, intégrant notamment le contexte politique d'un pays et ses systèmes de sécurité publique, puisque c'est notamment la capacité des politiques à s'appuyer sur les réseaux de voisinage qui peut avoir un impact sur la violence. Par exemple, le clientélisme électoral contribue à fragiliser l'efficacité collective en réduisant la confiance des habitants envers les leaders communautaires qui les manipulent. La présence de criminels et/ou de policiers commettant des abus renforce la peur et réduit la capacité de participation du réseau de voisinage dans la socialisation informelle des jeunes. Ainsi, l'efficacité collective dans les favelas dépend du contexte politique, elle a été fragilisée d'une part par l'augmentation spectaculaire des taux de criminalité et des pratiques violentes liées en partie à la territorialisation des groupes criminels et à l'extension des marchés illégaux des drogues et des armes, et d'autre part par l'affaiblissement de l'autorité des leaders communautaires et des associations (Zaluar & Ribeiro, 2009, p. 185).

À Rocinha et Vidigal, l'efficacité collective s'appuie sur certains acteurs sociaux emblématiques. Les femmes, et plus particulièrement les mères de famille, ainsi que les « hommes d'Église » jouent un rôle primordial, au travers d'un pouvoir intrinsèquement légitime de contrôle et de mobilisation.

« Les religieux et les mères de famille ont plus de facilité à discuter avec les bandits, ils ont plus de pouvoir également dans l'action collective [...]. À l'époque des *mutirões* pour nettoyer et agrandir les canaux

des eaux usées, je me suis interrogé sur le fait que les femmes étaient systématiquement plus nombreuses que les hommes, mais c'est parce que ce sont elles, dans les tâches quotidiennes, qui subissent le plus les désagréments du manque d'assainissement ». (Entretien avec José Martins de Oliveira, leader communautaire et habitant de Rocinha, le 14/04/2014).

Les femmes ont donc un rôle central dans ces favelas puisqu'elles sont, par leur pouvoir de discussion, des intermédiaires importants entre les trafiquants et le reste de la communauté, mais aussi parce qu'elles participent pleinement à l'amélioration des conditions de vie.

Les églises ont également un rôle important dans le contrôle social de la violence dans les favelas. Si, au départ, ce sont les églises catholiques qui exercent une forte influence dans ces espaces comme dans le pays en général, à partir des années 1990, les églises évangélistes se sont multipliées. Elles intensifient les démarches pour attirer les fidèles et pour « délivrer » les individus du monde du crime en leur « offrant le salut ». Elles parviennent à créer des réseaux d'entraide et des liens de confiance s'établissent entre leurs membres. À Vidigal, l'un de mes voisins, ancien trafiquant du *Comando Vermelho*, a décidé, il y a quelques années, de changer radicalement de vie en devenant pasteur. Il a fondé son église dans la favela et depuis, il œuvre dans la communauté pour, dit-il, « ramener les âmes vers Dieu et tirer les gens de la drogue et du vice ». Plusieurs fois par semaine, avec un groupe de fidèles de son église, il arpente les rues de Vidigal et cherche à aider les personnes qui sont tombées dans la drogue, il se rend dans les *bocas de fumo* pour convaincre les trafiquants de sortir du trafic de drogue. Ce type d'activité préventive est assez répandu dans les favelas et les pasteurs incarnent souvent une figure d'autorité et de légitimité qui renforce l'efficacité collective.

Ces différents réseaux ne sont pas, toutefois, hermétiques aux forces autoritaires, et les liens sociaux sont fragilisés par leur présence violente dans ces territoires. En effet, la construction d'une véritable culture civique de participation dans la résolution des problèmes locaux est très affaiblie par la présence d'armes, de violence et de répression, de la part de la police ou des criminels (Bautès & Soares Gonçalves, 2011). L'efficacité collective s'est fragilisée au gré de la transformation du monde du narcotrafic (de plus en plus jeune, de plus en plus armé, de plus en plus violent). L'intervention des voisins dans la socialisation informelle des jeunes dépend des conditions de sécurité dans leur espace de vie : le sentiment d'insécurité limite la capacité de contrôle informel et d'organisation du groupe. D'une part, les trafiquants sont de plus en plus jeunes, ce qui limite le contrôle social informel sur les jeunes : les adultes ont de plus en plus peur de ces jeunes trafiquants. D'autre part, les trafiquants sont de plus en plus souvent armés, ce qui rend l'intervention des voisins plus risquée. L'insécurité est également exacerbée par l'augmentation des conflits pour le contrôle des points de vente de drogue et par l'accroissement de la répression policière. La mobilisation contre la violence dans les favelas est donc délicate : dénoncer la violence des trafiquants crée des risques de représailles. Si la dénonciation des violences policières semble moins dangereuse, elle n'est pas sans obstacle. Selon Márcia Pereira Leite, dans cet état de guerre, tout se passe comme si les habitants des favelas devaient choisir leur camp : les trafiquants ou les policiers. Si un habitant n'appuie pas la police, il est directement soupçonné de connivence avec les trafiquants, et si inversement il soutient la police, il est considéré comme un traître vis-à-vis des trafiquants (Leite, 2007). Ainsi, les habitants sont contraints au silence face aux violences exercées dans les favelas. Le degré de sécurité, de confiance et

d'efficacité collective dépend donc du contexte politique et sécuritaire et du contrôle exercé par les groupes de pression (trafiquants, milices, policiers, politiciens, etc.).

3. Les trafiquants : une source paradoxale de sécurité ?

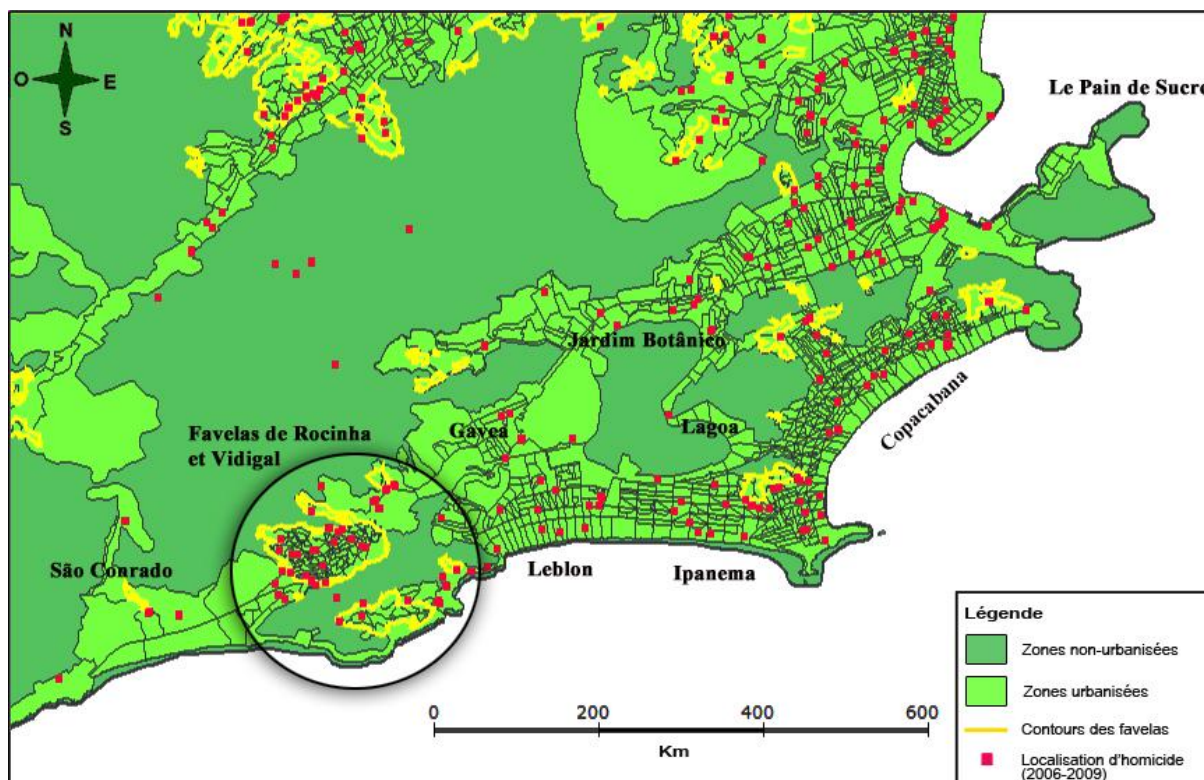
Nous avons vu que certains trafiquants tentent de légitimer leur pouvoir en participant à des actions « caritatives », telles que l'amélioration des équipements, l'aide aux plus démunis ou bien par l'offre de loisirs (bals de samba, funk,...) (Goirand, 2000). À travers l'exercice d'un banditisme social, les trafiquants tentent d'accroître leur popularité auprès des habitants. Ils sont donc paradoxalement à la fois ceux qui terrorisent et ceux qui sécurisent : il existait par exemple des « tribunaux des trafiquants ». Selon Nicolas Bautès et Rafael Soares Gonzalves, « les narcotrafiquants sont ainsi en mesure d'occuper une place qui incomberait logiquement à l'État, en imposant un ordre, voire une forme de « justice » locale. » (Bautès & Soares Gonçalves, 2011, p. 5). Les trafiquants auraient tout intérêt à maintenir l'ordre interne pour éviter les intrusions policières.

« Les trafiquants jouaient le rôle de la police parce qu'elle n'était pas présente ! [...] Mais c'était vraiment des actions ponctuelles. » (A., ancien président de l'association de résidents et habitant Rocinha).

On peut alors souligner un deuxième paradoxe : bien qu'il se soit établi un ordre social violent dans les favelas, elles ne sont pas pour autant des lieux d'insécurité totale. En effet, leurs habitants associent souvent à leur communauté l'image d'une sécurité intrinsèque. La frontière de la favela marquerait un périmètre de protection au sein duquel ils atteignent une forme de « sécurité communautaire » où les vols, agressions, viols, cambriolages se feraient plus rares (ou beaucoup plus discrets) du fait des risques de représailles encourus s'ils étaient découverts. Il n'est pas rare d'entendre les habitants dire qu'ils laissent leurs portes ouvertes jour et nuit et qu'ils n'ont pas peur de rentrer à n'importe quelle heure chez eux, ce qui est loin d'être le cas dans les quartiers plus aisés de la ville, qui ont tendance à multiplier les dispositifs de sécurité.

Les homicides, si on exclut les confrontations entre factions ennemies ou entre policiers et trafiquants, semblent se localiser plus souvent hors des limites des favelas ou tout du moins à l'écart des regards des habitants (dans les bois, et parfois les corps ne sont jamais retrouvés), comme le montre la carte ci-dessous qui localise les homicides survenus entre 2006 et 2009 dans la Zone Sud de Rio de Janeiro.

Carte 17 : Localisation des homicides dans la Zone Sud de Rio de Janeiro entre 2006 et 2009



Auteur : Justine Ninnin, Sources : Fiocruz, Secretaria Municipal de Saúde (SMS)

Tableau 27 : Homicides dans les favelas de Rocinha et de Vidigal entre 2006 et 2009

Nombre d'homicides	2006	2007	2008	2009
Rocinha	14	12	14	2
Vidigal	13	2	3	0
Total	27	14	17	2

Source : Fiocruz, SMS

On observe qu'un grand nombre d'homicides ont lieu hors des favelas. Et quand ils se produisent dans les favelas, cela correspond souvent à des conflits ponctuels (invasion de trafiquants, opération policière). L'année 2006 a été la plus meurtrière, avec 27 morts à Rocinha et Vidigal, liés en partie à d'importantes confrontations entre factions ennemies. Il faut cependant relativiser cette localisation des actes criminels : par méconnaissance des structures spatiales de la favela, notamment des noms de rues, certains crimes peuvent avoir été recensés en dehors ou à l'entrée des favelas, alors qu'ils ont eu lieu à l'intérieur. Selon les données de l'Institut de Sécurité Publique, sur 38 homicides ayant eu lieu entre 2008 et 2012 dans les quartiers d'Ipanema, Leblon, Gávea, Jardim Botânico, Lagoa, Rocinha, São Conrado et Vidigal, 21 (soit 55 % des homicides) sont localisés à Rocinha et Vidigal. Les favelas sont alors désignées comme des « zones à risque » du fait de la concentration de violence létale dans ces espaces (Souza M. L., 2008). Ainsi, comme le souligne Ignacio Cano, « ce sont les habitants des zones pauvres, ayant des services urbains précaires qui sont les plus exposés à une mort violente et, vice-versa, ce sont les classes sociales les plus privilégiées et qui vivent dans les meilleurs lieux de la ville qui sont les plus protégées de ce type de violence » (Cano I., 1997, p. 38), ce qui accentue la fragmentation de la ville. L'exposition à la violence et le risque de mort lié à cette violence ne se limitent toutefois pas au fait de résider dans un quartier pauvre, mais varient également selon la localisation de ce quartier dans la ville. Les

recherches du NUPEVI sur la localisation des homicides entre 2006 et 2009 à Rio de Janeiro ont permis de mettre en évidence leur concentration dans les zones de conflit pour le contrôle de sites stratégiques dans le trafic de drogue et d'armes (Zaluar & Barcellos, 2013).

Finalement, si les trafiquants peuvent parfois assurer une forme de sécurité, celle-ci reste très limitée et ils font figure d'obstacles à l'efficacité collective, leur présence armée provoquant incertitude, méfiance et peur. La sécurité ontologique dépend en partie de l'intensité du contrôle social exercé sur la violence, et ce contrôle peut aussi bien émaner de l'ordre privé (la famille), de l'ordre paroissial (les espaces intermédiaires) ou de l'ordre public (les institutions, et notamment les institutions disciplinaires pour reprendre les termes de Foucault : école, police, prisons...). En définitive, les espaces intermédiaires entre le privé-domestique et le public sont les lieux privilégiés de l'efficacité collective et c'est au cœur de ces réseaux que les individus trouvent la capacité à faire émerger des « leaders communautaires »⁴¹ et à faire entendre leur parole et leurs revendications auprès des pouvoirs publics. Cette disposition et cette capacité d'intervention dépendent des conditions de confiance mutuelle entre les membres du groupe et de l'existence de valeurs communes (Sampson, Raudenbush, & Earls, 1997).

⁴¹ Nous employons l'expression de leader communautaire, car elle est couramment utilisée dans les favelas. Toutefois, à l'image de la difficulté de parler de communauté dans une favela, ce terme fait souvent polémique, le qualificatif « communautaire » et la représentativité des leaders étant parfois contestés.

II LEADERS COMMUNAUTAIRES ET ACTION COLLECTIVE

Si les habitants possèdent une base de confiance suffisante à l'organisation collective, ils peuvent passer de l'indignation à l'action. Selon Erving Goffman (1991), la libération cognitive correspond alors au passage de la résignation fataliste à une volonté de changement. Pour passer au stade de l'action collective, il faut effectuer une activité de « cadrage » où les individus perçoivent l'injustice, s'indignent, puis passent du mécontentement à l'action (Goffman, 1991). Selon Charles Tilly « un mouvement social consiste dans une opposition durable aux détenteurs du pouvoir (...) et incarne une interaction de contestation » (Tilly, 1993, p. 7).

Au Brésil, la dictature n'a pas empêché les mouvements sociaux de se développer, principalement au sein de l'Église catholique progressiste et de ses Communautés Ecclésiales de Base (CEB). Les mouvements populaires sont nés de la volonté de changer les manières d'agir, en allant au-delà des œuvres philanthropiques et de la charité, et ne se contentent pas « d'aider les plus pauvres » mais souhaitent changer les structures inégalitaires de la société. Selon Camille Goirand, les mouvements populaires de base désignent « les mobilisations principalement menées par des citoyens pauvres, parfois des paysans, dont les revendications très hétérogènes se sont organisées autour de la question des conditions de vie, des services publics et des droits sociaux » (Goirand, 2010, p. 448). À Rocinha et Vidigal, comme dans un certain nombre de favelas à Rio de Janeiro, l'époque de la dictature est paradoxalement la période où les mouvements populaires ont été le plus fédérateurs, comme le souligne Maria Helena qui vit à Rocinha depuis 57 ans et Antonio Carlos qui est un leader communautaire dans la favela :

« Les années 1970-1980, ça n'était pas seulement les *mutirões*, mais le pays entier, ça a été la décennie la plus importante, je crois dans le monde entier, les décennies des luttes, pour la santé, pour l'éducation, notre lutte c'était rompre avec la dictature ». (Entretien avec Maria Helena, médecin au centre de santé Albert Sabin de Rocinha et habitante de Rocinha, 09/06/2014).

« Comment était la dictature dans les favelas ? On n'en parle presque pas, comme si la dictature n'avait pas été présente dans les favelas. La population des favelas c'est tout de même 1,5 million d'habitants. Pourquoi elle n'apparaît pas dans cette partie de l'histoire ? À cette période, le mouvement communautaire était pourtant très fort : les *mutirões*, les mouvements pour nettoyer les égouts, pour la création de postes de santé, pour l'éducation, pour les crèches communautaires, le transport, etc. On arrivait à s'organiser malgré la situation, ce mouvement n'a pas pris les armes, il n'a pas été vers une confrontation directe, mais il a souffert de répressions incalculables [...] Ça n'a pas été facile. Tu imagines pendant la période de la dictature, les gens ne pouvaient pas parler. Qui allait protester dans la rue, à l'époque de la dictature, était molesté ou ignoré. C'est à cette période pourtant, selon moi, que Rocinha a été la plus productive. [...] Dans cette période, les leaders de gauche étaient déjà présents dans les favelas. Il y avait beaucoup d'habitants de favelas qui étaient intellectuels, éduqués, qui avaient les capacités de s'organiser et de se mobiliser. Il faut avoir les capacités. Or, quand on parle de dictature n'apparaissent que les classes moyennes et on parle peu des luttes des habitants de favelas » (Entretien avec Antonio Carlos, leader communautaire et habitant de Rocinha, le 14/05/2014).

L'Église catholique et les associations de résidents se sont trouvées au centre des mobilisations durant cette période. Les luttes et les résistances dans les favelas ont fait émerger de nombreux « leaders communautaires » qui aujourd'hui encore prennent part à l'action collective de leur communauté : associations de résidents, églises, agences non gouvernementales. L'action des associations de résidents comme celle de l'Église ont permis

d'accroître la présence de l'État dans les favelas. Avec la fin de la dictature et l'ouverture démocratique, la montée en puissance du trafic de drogue et les changements de revendications, les mouvements populaires se sont progressivement transformés.

1. Le rôle de l'Église dans les mobilisations collectives

L'idéologie communautaire a fortement été influencée par l'Église catholique, car la Théologie de la Libération a apporté, dans les années 1960, un nouveau regard sur les pauvres, qui ne sont plus envisagés dans une perspective caritative d'assistance, mais comme des sujets sociaux autonomes et porteurs de droits. L'Église dénonce les injustices engendrées par les mécanismes d'oppression et l'action collective commence à s'organiser au sein des Communautés Ecclésiales de Base (CEB). Sous la dictature, les CEB sont presque les seuls lieux où les regroupements populaires étaient autorisés, et se sont constitués en structures d'opposition au régime militaire (Goirand, 2010 ; Lesbaupin, 1997). À Rocinha et Vidigal, l'Église Catholique a été particulièrement active dans les luttes pour l'amélioration de la vie quotidienne des habitants.

« L'Église catholique a eu un rôle très important à Rocinha. Il y a la paroisse de *Boa Viagem* et la Chapelle *Nossa Senhora da Paz* où sont arrivés les Jésuites. Quand les Jésuites sont arrivés, dans les années 1970, il y a eu une sorte de révolution. Les jésuites ont eu un rôle très important dans les organisations communautaires, dans les actions collectives. Ils ont aidé à l'organisation de *mutirões*.[...] Donc le rôle de l'Église a été important, mais en même temps, elle ne pouvait pas résoudre définitivement les problèmes. Les pouvoirs publics doivent assumer ce rôle. » (Entretien avec José Martins de Oliveira, leader communautaire et habitant de Rocinha, le 14/04/2014).

Les CEB ont particulièrement agi dans le domaine de l'éducation, perçue comme un vecteur de développement d'une conscience sociale et collective poussant à l'action politique. Le Mouvement d'Éducation de Base (MEB) est créé en 1961 à l'initiative de la Confédération Nationale des Évêques du Brésil (CNBB), avec l'idée que l'éducation populaire permettrait une prise de conscience parmi les populations pauvres et dominées. Paulo Freire a constitué une grande figure de l'éducation populaire au Brésil, à travers la création d'une nouvelle pédagogie qui tout en apprenant aux individus à lire, écrire et compter, visait à leur permettre de prendre conscience de leur situation d'exclusion, d'injustice et d'oppression. Pour lui, l'éducation doit devenir une action pour la démocratie, c'est-à-dire former des citoyens capables de prendre des décisions, de participer et de devenir responsables socialement et politiquement. Le mouvement général de la Théologie de la Libération se fonde sur ce principe de mise en capacité des individus, définie comme « un processus de conscientisation et de mobilisation politique venant de la base et visant une transformation radicale des structures de pouvoirs inégalitaires » (Calvès, 2009, p. 735).

À Rio de Janeiro, ces mouvements de « mise en capacité » dans le cadre de l'action de l'Église catholique sont particulièrement présents dans la Pastorale des Favelas (Pastoral das Favelas) créée en 1976 par l'archevêque de Rio de Janeiro, dom Eugenio Salles.

« La Pastorale s'est constituée dans une période où l'Église catholique avait une certaine orientation, notamment avec les conférences de Puebla, de Medellín et avec la Théologie de la Libération, des changements ont été perceptibles dans l'Église avec l'apparition des communautés ecclésiales de base » (Entretien avec Itamar Silva, membre de la Pastorale des favelas et de l'Institut Brésilien des Analyses Sociales et Économiques (IBASE), le 05/06/2014).

Ses actions font la promotion de la dignité humaine et de la citoyenneté des habitants des favelas. Dans les années 1980, la Pastorale a appuyé la création d'associations de résidents, puis dans les années 1990, celle d'ONG. La lutte contre les déplacements forcés de population à Vidigal en 1977 lui a donné une visibilité particulière et elle a joué alors le rôle de porte-parole des habitants.

« J'ai accompagné la Pastorale des favelas presque depuis le début, depuis 1976. En 1977, il y a eu l'histoire à Vidigal qui a donné une grande visibilité à notre mouvement. Les assemblées de la Pastorale ont proposé d'accompagner les problématiques rencontrées par les habitants des favelas. On avait des préparations, des réunions avec les habitants pour traiter des thèmes qui étaient importants dans les favelas. Les assemblées avaient des dynamiques participatives très fortes, notamment autour du thème des déplacements forcés. [...] La Pastorale a été fondamentale pour créer un espace d'organisation. » (Entretien avec Itamar Silva, membre de la Pastorale des favelas et de l'IBASE, 05/06/2014).

La Pastorale des Favelas a donc permis la consolidation d'espaces de revendication en appuyant la création d'associations de résidents et a permis de créer le dialogue entre les pouvoirs publics et les habitants des favelas, contribuant peu à peu à leur intégration dans la ville.

« Je pense que la Pastorale des favelas a eu un rôle fondamental dans le processus de démocratisation à Rio de Janeiro ; elle a été fondamentale pour mettre en avant le thème de la favela au sommet de l'État : quand elle a résisté avec Vidigal et quand elle a organisé des assemblées dans les favelas. C'est un espace de réunion et d'opposition. Il n'y avait pas d'autres espaces pour ça. La Pastorale des favelas était un « espace autre » pour faire de la politique. » (Entretien avec Itamar Silva, membre de la Pastorale des favelas et de l'IBASE, 05/06/2014).

Avec les changements politiques, l'ouverture du dialogue entre les pouvoirs publics et les habitants, la consolidation des organisations de base et l'apparition de nouveaux espaces de revendications, la Pastorale des Favelas s'est transformée :

« À l'époque, il y avait encore un bipartisme au Brésil, deux partis : le Movimento Democrático Brasileiro (MDB) et l'Aliança Renovadora Nacional (ARENA). Tout le monde était sous le même parapluie : les partis clandestins, les partis de gauche, de centre-gauche étaient réunis sous le MDB et la droite sous l'ARENA. En 1978 le MDB gagne les élections. Au début des années 1980, des nouveaux partis vont avoir le droit de se constituer, près de 15 partis vont apparaître à cette période [...] Avec la démocratisation et l'élection de Brizola, une nouvelle dynamique s'installe et on voit une ouverture du dialogue avec les leaders locaux et les pouvoirs publics. La Pastorale des Favelas s'est donc transformée et a commencé à jouer un rôle différent. Cette période coïncide aussi avec les changements dans l'Église catholique. [...] La Pastorale a eu moins de place dans l'Église, elle a réduit ses actions et la politique s'organisait sous une autre forme à Rio. [...] Avec la reconnaissance des partis, le pluripartisme crée de nouveaux espaces politiques. La Pastorale a continué à faire des actions sociales, à appuyer les organisations des favelas, mais, avec l'ouverture politique, ces espaces publics d'affrontement avec les pouvoirs publics vont directement se mettre en place à partir des partis et des nouveaux espaces créés avec la démocratisation. » (Entretien avec Itamar Silva, membre de la Pastorale des favelas et de l'IBASE, 05/06/2014).

Dans les années 1980, la Théologie de la Libération est critiquée par le Vatican en raison de ses revendications politiques. Si l'Église catholique a eu un rôle important durant la dictature militaire, elle a toutefois perdu progressivement son influence politique et de nouveaux acteurs sont apparus, les actions de l'Église retrouvant alors leur caractère plus caritatif d'antan. Ces nouveaux acteurs sont notamment les Églises évangélistes, dont le nombre augmente de façon impressionnante à partir des années 1980. Elles participent à la lutte contre la pauvreté et agissent en faveur du développement des droits des plus

vulnérables. Le mouvement néo-pentecôtiste a également une influence grandissante dans les médias et la politique brésilienne. Les témoignages ci-dessous d'Itamar Silva, membre de la Pastorale et de Paulo Cesar, un leader communautaire habitant de Rocinha, soulignent la présence croissante de ces Églises dans les favelas, dans la vie religieuse comme dans les actions sociales et la vie politique :

« Ce qui arrive à la fin des années 1980, c'est le phénomène des Églises évangéliques, chacun fait son travail pastoral, son travail interne. Le phénomène nouveau, dans les années 1990, ce sont les Églises néo-pentecôtistes, qui vont se disputer le territoire et les espaces politiques. Elles entrent dans les territoires de pauvreté, elles discutent le sujet de la pauvreté et vont faire de la politique à partir de ces territoires. Ça, c'est une innovation, une nouveauté, déjà parce que très rapidement ces mouvements religieux arrivent à mobiliser des personnes des favelas qui vont commencer à participer aux espaces de culte et puis à faire de la politique et à défendre des candidats sous l'égide de ses Églises. Ce mélange entre Église et politique est une caractéristique des années 1990. » (Entretien avec Itamar Silva, membre de la Pastorale des favelas et de l'IBASE, 05/06/2014).

« Les Églises évangélistes ont leur propre travail social, en fait c'est un jeu, chacun cherche à ramener la sardine de son côté. L'Église Universelle est aussi préoccupée par le fait de fidéliser les jeunes. Et pour avoir des fidèles, elles offrent des services sociaux. À l'association, on recevait beaucoup d'aide et de donations des Églises. Toutes les Églises collaboraient avec l'Association, notamment lors des catastrophes naturelles, comme les inondations et les éboulements de terrain en 2009. » (Entretien avec Paulo Cesar Martins Vieira, ancien président de l'Association des Résidents de Bairro Barcelos et habitant de Rocinha, 11/06/2013).

Toutefois, la multiplication de courants religieux différents, l'ouverture de nombreux lieux de culte dans les favelas et la concurrence entre ces différentes Églises contribuent à fragiliser le mouvement collectif de lutte : les fidèles se sont progressivement repliés autour de leur paroisse.

« Les églises et la religion ont toujours eu un rôle important à Rocinha : un rôle d'orientation des églises catholiques aux églises évangéliques. Aujourd'hui ce rôle est moins global, les églises ont un rôle plus limité autour de leur groupe de fidèles. Je pense que l'Église catholique a toujours eu un rôle important ici à Rocinha, notamment la Paroisse Nossa Senhora da Boa Viagem, la plus ancienne ici. Aujourd'hui elle est moins active. Les églises évangéliques ont des actions directement auprès de leurs fidèles, mais une action plus générale de la forme de celle qu'a eu l'Église catholique, il n'y en pas dans les Églises évangélistes. Ces Églises ont de beaux discours, mais elles sont très fermées sur elles-mêmes. » (Entretien avec Maria Helena, médecin au centre de santé Albert Sabin de Rocinha et habitante de Rocinha, 09/06/2014).

2. Les associations de résidents

Depuis les années 1940, les associations de résidents jouent un rôle important dans le champ des mouvements populaires et dans les débats publics sur les questions urbaines, tantôt pour lutter contre les évictions forcées de population, tantôt pour agir en faveur du processus d'urbanisation des favelas. Toutefois, ces structures ont rencontré des difficultés pour mener leurs actions de façon autonome, face aux pressions à la fois des politiciens à travers la cooptation et le clientélisme, mais aussi à celles des narcotrafiquants ou des miliciens. La fragilisation de ces associations a fini par réduire leur champ d'action.

Dans les années 1950, l'Union des Travailleurs des Favelas (UTF) a été la première tentative de réunion de l'ensemble des organisations associatives des favelas. Elle a, par la suite, influencé la formation de la Fédération des associations des résidents de l'État de Guanabara (FAFEG) en 1963, qui devient en 1974, la Fédération des associations de résidents de l'État de Rio de Janeiro (FAFERJ). Durant la dictature militaire, l'autonomie des

associations de résidents a toutefois été limitée : si elles ont été maintenues, ce n'était pas tant pour prendre en compte les intérêts de la population, mais pour jouer un rôle de relais à l'intérieur des favelas afin de les contrôler et les contenir. Les associations étaient à ce moment-là des « agences de l'État dans les favelas afin d'aider le gouvernement dans l'implantation des services de base et dans le maintien de l'ordre interne » (Mattos Rochas, 2013, p. 122). Les pouvoirs publics contrôlaient les statuts des associations, leurs élections et leur fonctionnement. Puis, ces structures ont commencé à être perçues comme des espaces potentiels d'influence clientéliste et la cooptation a fait alors son apparition.

« Le président à la tête de la FAFERJ, Jorge Rodrigues, était lié à Chargas Freitas, gouverneur de Rio de Janeiro, qui a marqué fortement le *chargisme* ; c'est une politique de « physiologisme » [personnalisation à outrance], une politique de la *bica de agua* [fontaine d'eau], qui maintenait le corps électoral et la population sous sa domination. Le président Rodrigues de la FAFERJ était lié à cette dynamique ». (Entretien avec Itamar Silva, membre de la Pastorale des Favelas et de l'IBASE, le 05/06/2014).

Avec le retour progressif à la démocratie à la fin des années 1970, les partis politiques, principalement de gauche, ont commencé à rivaliser pour le contrôle des associations. Ainsi, au cœur des conflits politiques, ces structures ont perdu leur force de revendication des intérêts des habitants et se sont de plus en plus focalisées sur la gestion des ressources et des services publics. Par ailleurs, les processus de clientélisme et de cooptation, en s'appuyant sur l'élite locale, ont renforcé la hiérarchisation sociale interne et ont participé à la dé-communautarisation, dans le sens où les relations de pouvoir ont divisé et amoindri les actions collectives pour le bien commun (Zaluar, 1998).

« Je dirais que la favela de Rocinha a déjà été une communauté. Communauté dans le sens de lutte pour un espace commun, je dirais qu'elle l'a été durant les années 1970, 1980, quand la communauté n'avait pas le minimum de droits fondamentaux, quand la communauté n'avait pas d'eau, pas d'électricité, pas de santé, pas d'éducation. Les habitants luttait pour cette communauté, ces nécessités étaient communes à tous. Quand la communauté a arrêté de lutter pour ces biens communs à tous, elle a arrêté d'être une communauté. Elle était en même temps communauté et favela, aujourd'hui elle est seulement favela. J'entends la communauté dans une perspective de ce qui est commun à tous : l'exercice de la citoyenneté pour la lutte pour notre espace. » (Antonio Carlos, leader communautaire et habitant de Rocinha, 14/05/2014).

Les habitants ont commencé alors à prendre leurs distances vis-à-vis de ces associations et à dénoncer l'absence de défense des intérêts de la population au profit d'intérêts personnels, car certaines associations n'étaient même plus présidées par des habitants du quartier :

« Je suis resté 4 ans dans l'association au début des années 2000. Mais toutes ces associations, c'est de la mafia. Je ne suis pas resté parce que je suis honnête. Dedans, ils sont tous malhonnêtes, ils sont capables de tromper les habitants de Rocinha. D'ailleurs, certains ne sont même pas des habitants de Rocinha. [...] Si les associations font des projets, ce sont des projets personnels pour eux-mêmes. Je n'admire aucun politicien de Rocinha. Pour moi l'association c'est un cabinet de bandits ! [...] Ce n'est pas forcément une mafia liée au trafic, c'est une autre forme de mafia dans la communauté, je déteste l'association des habitants. Ils pensent seulement à gagner de l'argent. Ils sont complètement liés aux politiciens et aux réseaux clientélistes » (Entretien avec T., ancien membre de l'association des résidents et habitant de Rocinha).

Par ailleurs, les associations ont connu, à partir des années 1980, un autre processus de fragilisation : l'ingérence du crime. En effet, les groupes criminels (trafiquants et milices) ont commencé également à s'intéresser aux élections. D'une part, ils cherchaient à gagner de la légitimité, du respect et de la popularité en prouvant leur capacité d'action dans les favelas, puisqu'en occupant ces positions stratégiques, ils pouvaient plus facilement mettre en place

des projets pour la communauté. D'autre part, ils cherchaient à asseoir leur pouvoir et à garantir la soumission de la population en dirigeant par la force les instances représentatives.

« Les associations de résidents ont toujours eu un rôle très important, mais elles ont perdu de la force, en raison du pouvoir que le trafic a commencé à prendre dans les favelas, politiquement, socialement et économiquement. » (Entretien avec Antonio Carlos, leader communautaire et habitant de Rocinha, 14/05/2014).

Ces associations ont alors subi une double oppression : la perte d'autonomie politique et la pression exercée par les trafiquants (Zaluar, 1998 ; Soares Gonçalves, 2007 ; Goirand, 2000 ; Goirand, 2010). Par conséquent, leur poids dans les revendications locales s'est affaibli et elles ont perdu de la crédibilité du fait des accusations de connivence avec le trafic de drogue. L'ingérence du crime dans les associations d'habitants a principalement pris deux formes : l'appui d'un candidat proche du trafic durant les élections et les dons.

Le 4 août 2008, un article du journal *Epoca* s'intitulait : « Celui qui décide du vote c'est le crime. Trafiquants et miliciens de Rio se sont résolus à entrer en politique. Leurs méthodes sont la violence, l'intimidation et la création de *currais* (circonscriptions)⁴² électorales ». Cet article relate un scandale qui concerne les élections à l'association de résidents de Rocinha, l'UPMMR (Union pour l'amélioration des conditions de vie à Rocinha). Nem, le chef du trafic à Rocinha à cette période, est accusé d'avoir imposé un candidat unique à l'élection : Luiz Cláudio de Oliveira, surnommé Claudinho da Academia, qui a obtenu 71,5 % des votes. L'article parle des favelas comme d'espaces de « néo-coronélisme urbain », il fait le parallèle entre les *coroneis* et les trafiquants qui souhaitent renforcer leur pouvoir dans les favelas à travers la domination par la force des instances locales et des logiques de don/contre-don (financement de projets, d'équipements, de loisirs...). Dans un article du journal *O Dia* du 14 décembre 2014, William da Rocinha, ancien président de l'UPMMR de 2004 à 2007, témoigne des pressions qu'il a subies de la part des trafiquants :

« J'ai été élu par les habitants de Rocinha, pas par les trafiquants. Aujourd'hui, les présidents d'association sont élus par les trafiquants. Moi ça n'a pas été le cas. [...] Les trafiquants doivent comprendre que quand je fais le bien pour la communauté, c'est aussi pour eux puisqu'ils habitent à Rocinha. Mais tout cela est une question politique. Si le candidat du trafic a perdu et que j'ai gagné, je suis vu comme une menace pour eux, comme un X-9 [un traître]. Pour ça j'ai été persécuté. Mais j'ai toujours été un adversaire politique pour eux, et non un ennemi. Le trafic affronte les adversaires politiques ; les ennemis, il les élimine. [...] En 2008, Claudinho da Rocinha était le seul candidat de Rocinha. Durant la campagne de 2010, les gens qui travaillaient avec moi ont été sortis un par un. J'ai donc compris ce qui se passait et quels étaient les candidats qui avaient l'appui de Nem [le chef du trafic de Rocinha]. [...] Mais en réalité, même Nem a été utilisé par ces personnes. Elles ont d'ailleurs apporté à Nem un article que j'avais écrit pour le journal *O Globo* où j'écrivais que l'association des résidents devait être indépendante : ni contrôlée par le trafic, ni contrôlée par la police. Cela l'a énervé et il a

42 Le terme *currais* était utilisé à l'époque de la Vieille République dans les régions où un politicien possédait une grande influence sur la population. L'origine du terme vient de l'époque où le vote avait lieu au vu de tous. Les *coroneis* envoyaient des groupes d'intimidation pour influencer les votes des électeurs et gagner des voix. Les régions contrôlées politiquement par les *coroneis*, principalement dans le Nordeste du Brésil, étaient connues sous le nom de « *currais* » électorales. Dans ces régions, le *coronel*, qui souvent était un grand propriétaire foncier, offrait du travail et un logement à la population qu'il contrôlait alors plus facilement. Les *coroneis* avaient donc un pouvoir privé important et pouvaient influencer les votes en faveur des grands propriétaires fonciers. Ce système a été l'un des combats principaux de la révolution de Getúlio Vargas en 1930 et a fini par disparaître. L'expression *currais* s'utilise actuellement pour définir une forte intimidation et pression sur les électeurs.

commencé à me persécuter. Je ne pouvais plus faire campagne à Rocinha. Le dernier jour de la campagne 2010, j'ai donc fait ma distribution de tracts à Vidigal, je ne pouvais pas le faire à Rocinha. [...] Quand je suis rentré, ils m'ont envoyé parler à Nem, en me disant que si je n'y allais pas, ils viendraient me chercher à la maison. J'ai dit que je ne voulais pas, mais ma femme m'a demandé d'y aller, par peur que quelque chose se passe. Et j'ai fini par y aller. Il était environ 20 h et je suis resté jusqu'à 1 h du matin. Il y avait une table pleine de boissons alcoolisées pour eux et de l'eau pour moi, je suis évangélique. Nous parlons de politique, de football, de religion, jusqu'à ce que Nem me dise « je voudrais aider l'élection ». Je l'ai remercié, et j'ai dit que je n'avais pas besoin. Il a insisté, « l'argent de la bourgeoisie, tu l'acceptes et pas le nôtre ? » La situation était étrange et j'ai pensé que je ferais mieux de prendre l'argent et de m'en aller, parce que je trouvais étrange qu'il prenne tout le temps son téléphone. J'ai pensé que quelque chose clochait. Le climat était étrange. Quand je suis rentré chez moi, j'ai commencé à pleurer parce que je savais que j'étais allé contre mes principes, contre les gens de toutes les églises évangéliques de Rocinha qui me soutenaient et pour qui je ne pouvais pas faire ça. Seulement, j'aimerais bien voir quel est le héros dans la favela qui va recevoir un ordre du trafic et qui ne va pas l'exécuter. C'est très facile de dire qu'il ne va pas l'exécuter s'il n'a jamais reçu ce type d'ordre. Quand il le reçoit, je voudrais voir s'il va l'exécuter ou non. Les huissiers de justice envoient des intimidations, les trafiquants donnent des ordres. [...] Quelqu'un est allé dire à Nem que j'avais donné des informations au journal *O Dia*. Cette information mettait ma vie en danger. Nem m'a à nouveau convoqué et m'a montré une vidéo dans laquelle il y avait notre dernière rencontre où il me donnait l'argent. [...] Il voulait me paralyser politiquement. [...] Son intention était de m'embarrasser et de m'intimider puisque je leur avais causé quelques problèmes. Je ne pouvais pas le dénoncer, car j'avais peur de ce qui pouvait m'arriver. [...] S'il sort un article dans le journal d'un leader de communauté dénonçant le trafic de drogue, je ne pourrais plus jamais entrer dans aucune favela, pas seulement dans Rocinha. Je serais devenu celui qui a dénoncé Nem et ma vie aurait alors été terminée. Où est-ce que je serais allé vivre ? Avec quel argent ? Je ne peux pas être l'ennemi des trafiquants ! [...] Quand Nem a été emprisonné, la vidéo a été livrée aux policiers. [...] j'ai été emprisonné. » (Barbosa, 2014).

Ce témoignage souligne combien les trafiquants exercent une pression permanente sur les associations dans les favelas, s'imposant dans le processus politique afin de garder le contrôle sur les diverses organisations locales et sur cette interface entre la favela et les pouvoirs publics. William da Rocinha montre la difficulté de dire non : on ne peut désobéir à un ordre donné par les trafiquants au risque de perdre la vie. Aussi, le don joue un rôle primordial dans les rapports de domination, puisqu'il met les individus dans une situation de dépendance (de don/contre-don) et est ainsi un moyen de maintenir une relation de pouvoir. Dans une situation autoritaire d'une telle nature, le refus du don n'est souvent pas envisageable. Dans le témoignage suivant, si l'articulation du trafic et de l'association reste assez floue, un ancien président d'une association de résidents à Rocinha parle toutefois d'une collaboration « minime » :

« Les associations étaient beaucoup plus actives auparavant. [...] Tu sais, dans la communauté il y a de la pauvreté. On a toujours besoin de dons, de matériels, etc. Avant c'était le rôle de l'association, l'État fait le minimum, alors aujourd'hui il y a des entreprises privées qui offrent ces services à la place de l'État. Elles font ce que l'État doit faire. Alors, si le gouvernement n'est pas très présent, on va vers les autres personnes qui aident et qui donnent. Notamment les entreprises privées. Alors même avec les trafiquants, la collaboration est minime » (Entretien avec A., ancien président d'une association de résidents à Rocinha).

La collaboration avec les « donateurs », les « entreprises privées », est selon lui comme une conséquence du déficit de présence de l'État, et les personnes qui aident peuvent très bien être des trafiquants. Les marges de manœuvre des organisations sont ainsi fortement limitées. Si, dans certaines associations, il s'agit explicitement de connivence, dans d'autres cas, l'acceptation des pressions des trafiquants est tacite pour éviter les conflits, il s'agit d'une soumission forcée. Il n'y a pas possibilité d'éviter complètement d'avoir des relations avec les trafiquants puisque leur présence sur le territoire est un fait. « Tout se passe comme si les

trafiquants étaient des acteurs politiques qu'on doit obligatoirement consulter avant d'organiser des activités. Il est nécessaire d'avoir leur permission, sous peine de souffrir de représailles qui empêcheraient leur organisation » (Zaluar, 2004, p. 362). Les pouvoirs publics eux-mêmes utilisent parfois les associations de résidents comme interface entre la mairie et les trafiquants. Par exemple, lorsque la municipalité veut réaliser des travaux dans une favela, il arrive qu'elle demande à l'association des habitants d'obtenir « l'autorisation » des trafiquants pour réaliser ces aménagements (Mattos Rochas, 2013). Les leaders des associations ne peuvent pas reconnaître officiellement cette soumission au trafic au risque de perdre leur légitimité et de souffrir de représailles. C'est notamment pour cette raison que lors des entretiens enregistrés, mes interlocuteurs évoquaient rarement les pressions du trafic, certains me demandaient d'éteindre mon dictaphone pour en parler. Le trafic apparaît alors comme un système de répression tout aussi autoritaire que la dictature : « les embarras que ces pouvoirs parallèles imposent aux organisations politiques locales, incluant l'assassinat de nombreux leaders, ressemblent progressivement à la terreur de la police imposée auparavant par l'État [durant le régime militaire]. Cela inhibe l'adhésion des exclus aux institutions démocratiques, ce qui représente un défi à la démocratie ». (Burgos, 1998, p. 144)

« Le pauvre, habitant la favela ou en périphérie, a souffert sous de nombreuses formes, mais pour qu'il parle de ses souffrances, c'est compliqué pour lui, car il n'est jamais sorti des formes de répression. Quand la dictature s'est arrêtée, du jour au lendemain c'était le trafic qui s'installait comme une autre forme de répression. [...] On est sorti de la dictature militaire et a surgi une autre forme de répression, qui est aussi une forme de dictature en quelque sorte, parce que l'habitant de la favela, où est-ce qu'il peut revendiquer ses droits ?[...] C'est devenu plus difficile pour les habitants de s'organiser, car c'était difficile pour les habitants de se maintenir dans ces processus d'organisation et de revendiquer leurs droits même après la dictature, notamment avec la présence d'autres « acteurs armés » dans la favela qui se disputent le même espace politique et social, c'est compliqué. Ceux qui l'ont fait, ils sont morts » (Entretien avec Antonio Carlos, leader communautaire et habitant de Rocinha, le 14/05/2014).

Ces différentes pressions sur les organisations collectives internes aux favelas – pressions des politiciens, des trafiquants, stigmatisation par les médias et l'opinion publique – fragilisent la participation politique locale. Parfois, la pression est tellement forte que les associations préfèrent mettre leurs activités en sommeil. Ainsi, la perte d'autonomie et la culture de la peur s'insèrent de plus en plus dans les espaces de revendication, limitant les possibilités d'action. Le mouvement général de lutte pour les droits et l'amélioration des conditions de vie se fragilise au profit de mouvements centrés sur des revendications plus locales : chaque association agit pour son territoire. Cette évolution dans l'organisation de l'action collective coïncide également avec la perte d'influence de la Pastorale des favelas. Ainsi, selon Machado da Silva, les associations prennent plus une dimension « administrative et technico-financière en tant que petits lobbies » (Machado da Silva, 2002, p. 232). Finalement, elles agissent comme des « partenaires » de l'État, comme des exécutants des politiques publiques (Mattos Rochas, 2013). « Les associations se sont transformées en employeurs locaux, en relais de la municipalité pour l'application des programmes sociaux, en interlocuteurs des autorités publiques, en administrateurs des services publics locaux » (Goirand, 2000, p. 146). C'est ainsi que les mouvements sociaux de Rio de Janeiro sont passés de la contestation à la conciliation.

« Les trois associations des habitants devraient avoir un rôle revendicatif. Logiquement, les associations n'ont pas de pouvoir, dans le sens où elles ne sont ni du gouvernement, ni de la police, ni de l'école, ils doivent

normalement avoir simplement comme rôle celui de revendication des intérêts de la population. Ils disent qu'ils revendiquent, mais bon... les grands mouvements d'association sont devenus aujourd'hui des tremplins pour le gouvernement, le Parlement. Les groupes qui pourraient avoir une plus grande fonction collective sont fragiles aujourd'hui. [...] Auparavant, on savait avec qui on parlait. Aujourd'hui on ne sait plus. Quand tu as un objectif commun, on y arrive, mais aujourd'hui il n'y a pas d'objectif commun. Les associations sont divisées. [...] L'association du quartier Barcelos a été créée pour revendiquer les besoins de la population de ce quartier spécifiquement. Il s'est créé le quartier de Barcelos qui est une élite de Rocinha, la zone la plus organisée, aujourd'hui il n'y a plus de propriétaires qui habitent là, tous louent leur habitation. Ils ont fait une association pour revendiquer leurs propres besoins. Laboriaux, c'est aussi ça. Jusque dans les années 1990, on arrivait encore à faire émerger des choses communes. Maintenant il y a des groupes : le groupe d'Antonio, le groupe de Manuel, le groupe de Rocinha Sem Fronteira... mais il n'y a pas d'objectif commun » (Entretien avec Maria Helena, médecin au centre de santé Albert Sabin de Rocinha et habitante de Rocinha, 09/06/2014).

Ce témoignage de Maria Helena atteste d'une forme de repli de l'action des associations vers des intérêts plus personnels, s'appuyant sur les hiérarchisations socio-spatiales au sein de la favela et les renforçant. Toutefois, la troisième association de résidents existant à Rocinha, celle de Laboriaux semble quelque peu différente :

« J'ai été président de l'Association AMAB pendant plus de 10 ans, à partir de 1982 quand nous avons créé l'association. Il y a aussi l'UPMMR, c'est la plus ancienne. Sauf que cette première association ne se préoccupe pas beaucoup des habitants. Ils sont plus liés à l'État. L'AMAB est aussi plus ou moins à l'abandon. C'est celle de Laboriaux qui est actuellement la plus active. » (Entretien avec José Martins de Oliveira, leader communautaire et habitant de Rocinha, le 14/04/2014).

La capacité de revendication des associations de résidents s'est donc fragilisée au fil du temps et des ingérences à la fois de politiciens clientélistes et de criminels. Ces organisations sont aujourd'hui pointées du doigt comme simples administrateurs locaux favorisant les jeux de pouvoirs internes. Néanmoins, en 2013, une troisième association de résidents tente de se réactiver à Rocinha : l'association de Vila Laboriaux et Vila Cruzado (AMVLC) en mettant en avant sa différence et son militantisme.

3. Vila Laboriaux et Vila Cruzado : une association de résidents différente ?

En 2010, la Vila Laboriaux, située au sommet de Rocinha, a été menacée de démolition en raison de risques d'éboulements de terrain. Les habitants se sont organisés sous la forme de commission afin de se mobiliser contre ces délogements, puis l'association s'est réactivée en 2013. Depuis 2010, elle avait été mise en sommeil et subissait les pressions des deux autres associations de résidents de Rocinha, l'UPMMR et l'AMAB, qui cherchaient à la contraindre à s'allier avec elles. Belo, un habitant de Laboriaux militant contre les expulsions, témoigne de cette période de résistance et de la volonté de créer une association différente, qui serait basée sur une histoire de luttes pour le droit de rester sur leur territoire. Il souligne d'abord, lors d'un entretien, que le déplacement de ces populations entraînerait un risque de perdre leur travail puisqu'ils seraient relogés plus loin en périphérie. Laboriaux avait pourtant été dans les années 1980 un lieu de relogement pour une partie des habitants déplacés lors de la canalisation du *valão*, et certains d'entre eux avaient reçu des titres de propriété.

« Le gouvernement a voulu nous expulser d'ici. Il faut savoir qu'à Rocinha, la majorité des gens sortent tous les jours, à 5 h, parfois 4 h du matin pour aller travailler. Et le problème c'est que si les gens doivent quitter leur maison, ils sont obligés d'aller super loin dans la périphérie. Moi je ne veux pas sortir d'ici. Aujourd'hui je suis engagé dans l'association des habitants ici, je veux me battre pas seulement pour moi, mais pour tous, je veux voir demain tous mes voisins en paix, tous les habitants de la communauté tranquilles, sans vivre sous la

menace du risque ou d'un déplacement forcé. Ici à Laboriaux en 1982, ça a été une zone choisie pour reloger des habitants de Rocinha. On ne doit pas oublier cela. Le gouverneur de l'État, Brizola, a libéré plusieurs terrains ici, certains habitants ont même reçu des titres de propriété. Personne ne peut nous virer d'ici ! » (Entretien avec Belo, membre de l'association de résidents de Laboriaux, le 07/04/2014).

Cet habitant de Laboriaux montre également la difficulté de mettre en place une association face à certaines pressions politiques : l'Église, et plus particulièrement la Pastorale des Favelas, a de nouveau joué un rôle de soutien pour la création de cette association :

« On est donc passé par des moments de résistance, nous avons cherché des solutions, j'ai donc aidé à la mise en place d'une possibilité de réactiver l'association des habitants de Laboriaux. J'ai été beaucoup aidé par le Père Luiz Antonio qui est de l'archidiocèse de la Pastorale des favelas. S'il n'avait pas été là, je n'aurais jamais réussi. Moi, au début, je ne pensais pas rentrer dans ces questions de leader communautaire, mais en 2010, quand j'ai vu que le gouvernement venait identifier toutes les maisons pour les détruire, je me suis engagé. Et on s'est battu. Mais c'est très dur de rentrer en contact avec le gouvernement, même si aujourd'hui ils font des efforts. [...] Claudinho da Rocinha, l'ancien conseiller municipal et président de l'UPMMR, a voulu former une commission des habitants à Laboriaux, mais moi je n'ai pas accepté. Je pensais qu'il fallait faire une commission différente et je ne voulais pas que des personnes qui n'avaient rien à voir avec nos luttes, des personnes qui ont soif de pouvoir puissent s'emparer de cette commission. Comment est-ce qu'il peut y avoir une commission des habitants avec des gens qui ne connaissent même pas l'histoire du quartier, des gens qui n'ont pas de considération pour ce quartier ? Du coup on a recréé l'association des habitants et finalement, on a gagné. La majorité des habitants a pu rester. On a même réussi à faire venir le maire Eduardo Paes ici, il y a moins d'un an, en août 2013. Je le remercie beaucoup, je trouve que c'est un grand homme du fait d'être venu ici et d'avoir permis le début des travaux de consolidation des pentes. Il a changé des choses ici, pour beaucoup de gens. Donc je ne veux pas le critiquer. » (Entretien avec Belo, membre de l'association de résidents de Laboriaux, le 07/04/2014).

Une nouvelle fois, cet exemple de constitution d'une organisation collective de lutte pour le bien commun montre que le combat contre les expulsions est un facteur fortement mobilisateur et l'on peut alors s'interroger sur la possibilité de maintenir la force d'action dans la durée. Pour le moment, l'association de Vila Laboriaux et de Vila Cruzado est particulièrement active et revendique son autonomie et sa différence face aux deux autres associations de résidents de Rocinha. Elle cherche à sauvegarder l'esprit communautaire du voisinage en organisant par exemple des *mutirões* pour nettoyer le quartier des déchets, à travers un projet intitulé : « Préserve Laboriaux ». Ce projet articule différentes structures locales au-delà de l'association des habitants : la Région Administrative de Rocinha, l'École Municipale Abelardo Chacrinha Barbosa et le centre de santé Albert Sabin. L'articulation avec d'autres projets permet à l'association de gagner de la visibilité et de la force.

L'association de résidents de Laboriaux et Vila Cruzado est un bon exemple d'action collective de lutte pour le bien commun. On a vu que les mobilisations étaient particulièrement actives lors des risques d'éviction et que face aux pressions, la population trouvait la capacité de revendiquer et de s'organiser, en garantissant ainsi un minimum de sécurité aux habitants, notamment le fait de ne pas être délogé de leur lieu de vie. Les comportements hérités du passé servent de référence et guident l'action collective puisqu'il existe en quelque sorte une confiance dans le savoir-faire des acteurs. Toutefois, nous avons vu que, plus généralement, les espaces « traditionnels » de revendication et les mouvements populaires se sont fragilisés, et plus que d'une fragilisation, il s'agirait d'un changement de fond et de forme des revendications. L'action sociale se disperse et se modifie, notamment

avec l'arrivée d' ONG qui proposent un autre modèle d'action, sous forme de partenariat avec les pouvoirs publics et les organisations internationales pour l'implantation de projets sociaux.

III TRANSFORMATION DES MOUVEMENTS POPULAIRES ET DÉMOBILISATION

La transformation des mouvements sociaux passe à la fois par leur institutionnalisation et par un processus de décentralisation de l'exécution des politiques publiques, s'appuyant sur la société civile et plus particulièrement sur les ONG. Ce processus entre dans un contexte global de mise en avant de l'aide au développement et de mise en place de politiques publiques basées sur une participation accrue de la société civile.

1. L'institutionnalisation des mouvements populaires et la montée en puissance des ONG au Brésil

Avec l'ouverture démocratique, la multiplication des politiques sociales et la valorisation de l'aide au développement, certaines revendications des mouvements sociaux, notamment autour de la question des conditions de vie des habitants des favelas, sont portées à l'agenda public. En s'institutionnalisant, ces mouvements perdent leur caractère contestataire. En parallèle, on constate un phénomène de démobilitation de la population : il est de plus en plus difficile de définir des intérêts communs de lutte.

« On observe un déclin des mouvements populaires, pas des mouvements sociaux, la majorité de ces mouvements ont terminé avec la dictature. C'étaient des mouvements de gauche. » (Entretien avec Mauricio França Fabião, Coordinateur de la Campagne Nationale pour le Droit à l'Éducation à Rio de Janeiro et leader de l'association Mais Cidadanã, le 07/04/2011).

Cette démobilitation peut être mise en relation à la prise en compte avec l'ouverture démocratique d'une partie des revendications sociales au sein même des programmes politiques. La création du Parti des Travailleurs (PT) en 1979 attire des intellectuels catholiques progressistes et un grand nombre de membres des CEB. L'Église perd alors son monopole sur les mouvements populaires qui entrent en politique. Le militantisme politique est à l'origine de scissions au sein des CEB. Alors qu'ils avaient l'habitude de défendre des positions communes et consensuelles, tous ne vont pas choisir de soutenir le même parti, l'engagement politique n'est pas forcément compris de tous et la perte d'autonomie des revendications est critiquée (Lesbaupin, 1997). « Les mouvements de base peuvent disparaître – et c'est souvent le cas – de la scène en tant qu'acteurs autonomes une fois qu'ils accordent leur soutien, qu'ils s'allient de façon formelle, ou que, d'une façon ou d'une autre, ils remettent leur sort entre les mains des partis politiques » (Hellman, 1992, p. 59). L'autonomie des mouvements sociaux était liée au contexte politique transitoire du changement de régime. Les mouvements s'étaient d'abord organisés dans l'opposition aux pouvoirs publics comme porteurs des demandes sociales, alors que les partis politiques en place ne pouvaient pas offrir de médiation. Les deux premières décennies du PT sont marquées par une difficulté à unifier les stratégies et les discours, tout en voulant donner de la visibilité aux mouvements populaires sur la scène politique. Cela permet d'intensifier les mouvements en leur apportant un soutien et d'élargir les champs d'action grâce à l'accès à des institutions représentatives.

C'est surtout à la fin du XX^e siècle, que la démobilitation des mouvements s'accroît. Camille Goirand (2010) propose différents facteurs explicatifs dans le cas de Rio de Janeiro : la satisfaction d'une partie des demandes matérielles, un repli sur des questions plus

individuelles, ainsi qu'un désenchantement et une désillusion qui font percevoir l'institutionnalisation des mobilisations populaires comme un échec. Cependant, il faut nuancer cette constatation car cette institutionnalisation a permis de grandes avancées dans le domaine des droits fondamentaux et un renouvellement du personnel politique et administratif, ce qu'illustre notamment l'entrée en politique de Lula. De plus, une partie des revendications, en étant mises au cœur de l'agenda politique, font l'objet de politiques publiques qui cherchent à s'appuyer sur la société civile, dans une logique de « bonne gouvernance ».

À partir des années 1990, les ONG apparaissent comme de nouveaux acteurs dans les mouvements sociaux. Avec leur développement, on peut parler d'un processus d'« ongisation » : « les comités de quartier se transformèrent en ONG du soir au matin, des entreprises privées se mirent à constituer des fondations sociales, des fonctionnaires s'employèrent à leur tour à créer leurs propres ONG, bientôt imités par des églises, des associations professionnelles et des universitaires. » (Baierle, 2006, p. 126). L'appellation ONG permet à certains mouvements de se différencier des institutions philanthropiques ou politiques. Au Brésil, les ONG sont des entités du tiers secteur constitué par des organisations sans but lucratif développant des activités d'intérêt public (Haus Martin, 2004, p. 21). En 2010, l'IBGE recense près de 300 000 fondations privées et associations sans but lucratif (FASFIL) au Brésil, avec la répartition suivante :

Tableau 28 : Types d'organisations non-gouvernementales

Type d'organisation	%
organisations religieuses	28,5 %
organisations patronales et professionnelles	15,5 %
organisations d'assistance et de défense des droits de l'homme (actions communautaires, associations de résidents, associations de défense des minorités)	14,6 %
organisations de santé, éducation, recherche et assistance sociale	18,6 %

Source : (IBGE, 2012)

Entre 2002 et 2005, le nombre d'organisations du tiers secteur augmente de 22,6 % et de 8,8 % entre 2006 et 2010. Les actions sociales se professionnalisent : il existe dorénavant une réelle nécessité de compétences, de savoirs et savoir-faire spécifiques ainsi qu'une obligation de résultat, il ne s'agit plus seulement de militantisme caritatif (don de soi, amour de son prochain, etc.), le domaine de l'aide au développement s'installe. Selon Evelina Dagnino et Luciana Tatagiba (2010), cette professionnalisation intervient dans un contexte de décentralisation des fonctions de l'État, voire de déresponsabilisation de l'État. Certaines tâches sont déléguées à la société civile, ce qui implique un professionnalisme des ONG dans la gestion de ces tâches, et la sphère publique non-étatique se renforce à travers la légitimation du tiers secteur (Dagnino & Tatagiba, 2010). Selon l'IBGE, 18,6 % des entités du tiers secteur sont consacrées à la mise en œuvre de politiques publiques (santé, éducation, recherche et assistance sociale). Par ailleurs, près de 30 % d'entre elles emploient des salariés (IBGE, 2012). Cependant, selon Paulo Haus Martin, l'explosion du tiers secteur n'aurait pas réellement de lien avec la décentralisation de l'État :

« En fait, ce serait plus une coïncidence avec la décentralisation. [...] La décentralisation des appareils administratifs de l'État date de la décennie 1960 au Brésil, où l'État commence à s'appuyer sur des institutions privées. La décentralisation s'appuie également sur des fondations qui ne seront reconnues de droit public

qu'avec la nouvelle constitution de 1988. Finalement, c'est vers 1995 que l'on s'aperçoit que les organisations de la société civile ont un rôle beaucoup plus actif et efficace dans la décentralisation que les fondations. Ces organisations vont donc être de plus en plus utilisées par le gouvernement pour promouvoir des politiques publiques. [...] Le problème au Brésil, c'est que le gouvernement finance principalement les projets qui sont en rapport avec le gouvernement et non en rapport avec la société en général. Il y a une relation d'utilitarisme de l'État envers la société civile. On donne des ressources à qui résout les problèmes du gouvernement. Toutes les ressources sont données aux organisations qui sont très proches de l'État. Ce qui n'est finalement pas exactement une décentralisation, l'État garde en effet un pouvoir central, il n'y a pas décentralisation du pouvoir de décision, seulement décentralisation de l'exécution des charges » (entretien avec Paulo Haus Martin, avocat spécialisé dans les ONG, professeur à l'UFRJ et spécialiste du tiers secteur 10/05/2011).

Si les ONG sont considérées comme des défenseurs de causes « nobles » telles que l'environnement, l'éducation et la santé, certaines se retrouvent toutefois au cœur de scandales de fraude, de corruption ou de détournement de l'argent public à des fins privées, si bien que le Congrès National a créé en 2007 une commission parlementaire pour enquêter sur les plaintes contre l'utilisation des ONG dans le détournement de l'argent public. Toutefois, la plus grande partie des fonds des ONG ne provient pas du gouvernement : selon une étude de l'Université Johns Hopkins, seulement 14 % des ressources des ONG brésiliennes provient de subventions du gouvernement. La plus grande part, 69 %, vient de la vente de produits et services, et 17 % des dons du secteur privé (Salamon & Helmut, 1999). La quantité d'ONG est telle au Brésil que la Bourse de São Paulo (Bovespa) a décidé en 2003 de créer un mécanisme similaire aux systèmes des actions, nommé « Bourse de Valeurs Socio-Environnementales » (BVSA) sous la forme de donations via internet, projet appuyé par l'UNESCO⁴³.

2. Les ONG dans les favelas : un facteur de réduction des risques ?

Les années 1980-1990 correspondent à une période de transformation des mouvements populaires dans les favelas. Avec l'ouverture démocratique, certaines revendications se sont institutionnalisées à mesure que les leaders eux-mêmes se politisaient. L'action collective s'est transformée après la dictature et une partie des habitants se sont démobilisés face à la fragmentation du mouvement en de multiples entités. Les associations d'habitants et les mouvements animés par l'Église catholique qui constituaient des organisations fédératrices autour d'une lutte pour le bien commun ont été fragilisés pour diverses raisons évoquées précédemment. Les ONG participent à cette fragmentation, tout autant que la dilution des mouvements populaires participe à l'accroissement des ONG en laissant un espace libre pour de nouveaux acteurs et de nouvelles formes d'actions. De plus, il semblerait que la multiplication des organisations ait permis de prendre des distances vis-à-vis de celles qui subissaient des pressions de la part des politiciens et des trafiquants, chacun tentant de créer une organisation autonome.

Dans les favelas, les ONG jouent un rôle particulièrement important notamment dans l'intégration entre la favela et le reste de la ville. Ces structures peuvent aussi bien être locales (gérées par des habitants de la favela, des leaders communautaires locaux) que nationales ou internationales. Centrées sur des thématiques de lutte contre la pauvreté et la vulnérabilité

⁴³ Depuis sa création en 2003, la BVSA a récolté 13,4 millions de R\$ de dons au profit de 117 projets (<https://www.bvsa.org.br>).

sociale, elles offrent de nombreux services et activités aux habitants et contribuent ainsi à créer des espaces intermédiaires de sociabilité et de confiance, leur apportant une forme de sécurité.

Le thème de la jeunesse est récurrent dans les ONG présentes dans les favelas et ces structures ont parfois un effet de réduction du « risque social », notamment celui d'adhésion au trafic de drogue. Les projets cherchent à contrer ce risque en proposant aux jeunes des activités leur permettant de contacter d'autres réalités, les projets visant à leur ouvrir un avenir offrant de meilleures opportunités et d'autres perspectives.

« À Vidigal, il y a beaucoup d'élèves de l'école municipale Almirente da Maré qui étaient de bons élèves, mais ils n'avaient pas l'appui des familles, le père pensait qu'il fallait être conducteur de taxi, mécanicien ou travailler dans un commerce. Du coup les enfants terminaient les cours primaires et allaient directement travailler. Moi, ma mère a perçu que moi et ma sœur nous pouvions étudier, alors on travaillait le matin et on étudiait l'après-midi. Alors mon motif pour créer une ONG, c'était de donner l'opportunité aux jeunes de 10 à 15 ans de poursuivre leur éducation avec différentes activités. Le Brésil, c'est un pays que j'aime, mais c'est un pays cruel dans l'éducation, parce que les enfants issus de familles ayant les moyens reçoivent une bonne éducation dans les écoles privées, alors que les plus pauvres sont obligés de fréquenter les écoles publiques de moins bonne qualité, puis ils se retrouvent en compétition pour rentrer dans les bonnes universités qui inversement sont publiques. Évidemment que ce sont les plus riches qui vont gagner. Notre ONG est tournée vers l'éducation et le sport et tout est gratuit, parce que souvent un père va payer de quoi faire un barbecue, mais il ne va pas payer un livre à son enfant. Pour moi c'est une manière de rendre ce que l'État m'a donné : je n'ai jamais payé l'école, je n'ai jamais payé un uniforme. » (Entretien avec Antony Carlos de Alleluia, fondateur d'une ONG à Vidigal, ex-habitant de Vidigal, 19/06/2013).

À travers des activités pédagogiques et artistiques, les projets suivent souvent les traces de l'éducation populaire utilisant une méthodologie dite « conscientisante » : les jeunes prennent conscience de leurs capacités et des différentes opportunités qui peuvent s'offrir à eux, afin d'éviter de faire de mauvais choix, notamment celui du monde du crime. En occupant les jeunes en dehors de l'école, ces activités évitent notamment qu'ils traînent dans les rues et qu'ils puissent commettre des actes de délinquance. Cette thématique se retrouve dans deux des ONG dans lesquelles j'étais volontaire, l'une en 2011 dans la favela de Tabajaras : le projet CalleRJ et l'autre en 2013-2014 à Rocinha : O Mundo da Arte (Le monde de l'art).

« En général c'était pour faire en sorte de tirer les enfants de la rue pendant leur temps libre. L'objectif principal, c'était de les occuper durant ces deux heures de cette partie de la soirée où ils restaient habituellement dans la rue à jouer, pendant lesquelles ils faisaient aussi les bandits. » (Entretien avec Valter, habitant de Tabajaras et leader de CalleRJ, 06/04/2011).

L'art est régulièrement utilisé pour valoriser les savoir-faire des enfants, grâce au développement de leur créativité, en leur donnant un cadre d'expression. Il est alors enseigné comme une possibilité d'exprimer des idées, des sentiments et de transmettre des messages et des revendications. À Rocinha, Tio Lino, un habitant de 62 ans, artiste plasticien, a mis en place il y a quelques années un projet intitulé « *troque uma arma por um pincel* » (change une arme pour un pinceau) dans son ONG O Mundo da Arte (le monde de l'art).

« L'objectif de ce projet est de former les enfants pour le futur. Ce projet « change une arme pour un pinceau » fait un peu de tout, nous avons des cours d'anglais, de français, d'espagnol, de capoeira, d'arts plastiques et plein d'autres activités proposées par des volontaires. D'ailleurs, c'est assez marrant, parce que les volontaires sont principalement des personnes extérieures, ce ne sont pas des personnes de Rocinha. [...] Je

pense qu'il devrait y avoir dans les favelas beaucoup plus d'activités culturelles. À travers la culture on peut « récupérer » beaucoup de jeunes du vice de la drogue. Depuis que j'ai ouvert ce projet, j'ai déjà sorti 47 jeunes du trafic et de la rue en utilisant l'art et la psychologie. Aujourd'hui certains d'entre eux sont devenus entrepreneurs. Mais tout ça sans l'appui du gouvernement. Le gouvernement n'est jamais arrivé ici. [...] Les enfants et les parents me voient comme le père de tous, ils viennent souvent me voir pour me demander si j'ai tel ou tel projet, parfois il y en a qui demandent si j'ai de l'argent. Ce qu'il faut donner aux enfants, c'est de l'amour, de l'affection, de l'attention. Ce que les parents ne font pas à la maison, je le fais ici. On discute, on échange des idées. Il y a un sentiment de respect envers l'autre. Il y a des enfants qui n'ont aucun dialogue avec leurs parents, qui sont tout le temps dans la rue. Ici on leur apprend la vie. » (Entretien avec Tio Lino, président d'une ONG à Rocinha et habitant de Rocinha, 17/06/2013).

Photographie 47 : Activités artistiques avec des jeunes de Rocinha dans l'ONG O Mundo da Arte



Photos de Justine Ninnin, 2013

Photographie 48 : Réalisation d'une fresque sur une place de Vidigal avec les enfants du voisinage réalisation de Miguel, Alberto et Justine le 01/06/2013



Photos de Justine Ninnin, 2013

L'expression artistique est également pour les habitants et principalement les enfants, un moyen d'appropriation de leur quartier et des espaces publics. La réalisation de fresques murales en extérieur permet, par exemple, de créer une mobilisation collective où chacun cherche à apporter son aide pour embellir le quartier (les enfants peignent, les mères apportent de quoi boire et manger, etc.).

Souvent proposé aux jeunes par les ONG dans les favelas, l'apprentissage du graffiti est une activité utilisée comme symbole d'expression, d'appropriation et de valorisation territoriale, en cherchant à aller au-delà d'une simple « marque » sur le territoire (puisque cette simple marque, c'est ce que font notamment les trafiquants en apposant les initiales de leur faction comme symbole d'appropriation et de domination du territoire). Le « graffiti » est aujourd'hui relativement bien intégré dans la vie urbaine à Rio de Janeiro, il fait partie en quelque sorte de l'identité de la ville et ouvre un riche dialogue entre habitants et passants dans l'espace public.

« Graffer, pour moi ce n'est pas seulement s'approprier une partie du territoire en y inscrivant sa trace, c'est développer son sens artistique et sa réflexion sur la place de l'art dans la rue. C'est ce que j'essaie d'apprendre aux enfants [...]. Finalement avec le graffiti on peut aussi très bien faire de la politique, c'est-à-dire qu'on transmet un message qui pousse à la réflexion citoyenne et qui sait, qui peut pousser à l'action » (entretien avec Leandro, habitant de Tabajaras et leader du projet CalleRJ, 06/05/2011).

Photographie 49 : Exemples de graffitis dans les favelas de Rocinha et de Vidigal



Rocinha, 2014, photo de Justine Ninnin



Vidigal, 2013, photo de Justine Ninnin



Vidigal, 2013, photo de Justine Ninnin



Vidigal, 2013, photo de Justine Ninnin

De nombreuses activités sont donc proposées aux habitants des favelas à travers des ONG ou des projets autonomes qui permettent à une partie des jeunes d’avoir des occupations en dehors de l’école, leur évitant ainsi de traîner dans les rues et leur apportant un soutien éducatif. À Rocinha et à Vidigal, certains sous-quartiers sont toutefois totalement dépourvus de projets, ce qui exclut certains habitants, mais augmente aussi les déplacements dans la favela pour se rendre dans ces organisations. Certains habitants vont donc fréquenter un sous-quartier qu’ils ne connaissaient pas, ceci participant à l’augmentation des interactions entre habitants de différentes micro-zones de voisinage. Toutefois, les personnes ayant des difficultés de mobilité et les jeunes enfants ne peuvent pas profiter de ces projets qui leur demeurent inaccessibles. À Rocinha, toute une zone située à l’est de la favela ne bénéficie pas de la présence de projets sociaux. C’est pourtant là que se situent les sous-quartiers les plus pauvres (Macega, Ropa Suja, Capado, Terreirão, Faz Depressa). Toutefois, il est difficile de localiser tous les projets sociaux existant à Rocinha, il y en aurait une centaine, et il est parfois malaisé de distinguer ceux qui sont réellement actifs de ceux qui ne le sont pas.

Carte 18 : Localisation des principaux projets sociaux à Rocinha

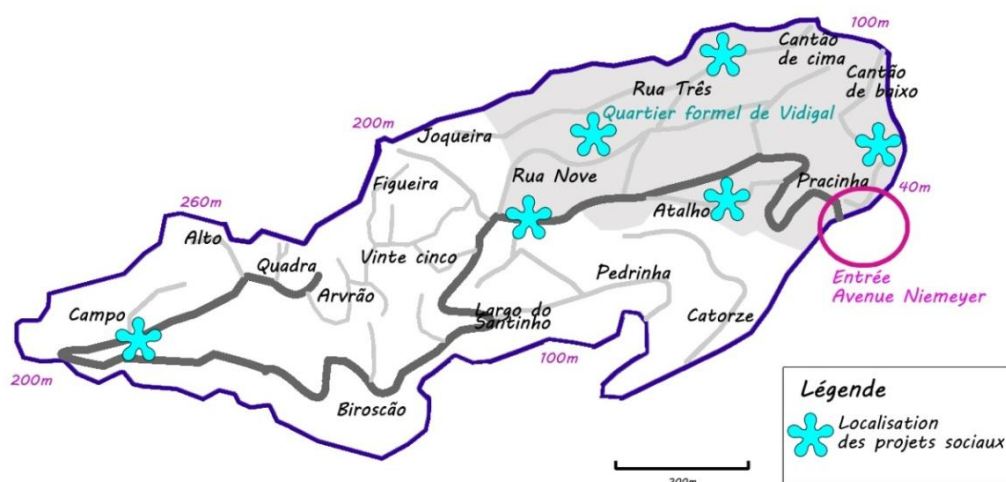


Auteur : Justine Ninnin

À Vidigal, la majorité de ces projets se localisent dans le quartier formel, avec seulement une ONG et la Vila Olímpica dans la partie haute.

« C’est difficile de pouvoir répondre aux demandes des gens. Et puis il y a un gros problème de concentration des projets : il y en a seulement dans quelques points de Vidigal. Du coup, les projets bénéficient seulement à une partie de la population de Vidigal. Si tu vas en haut, tu ne verras pas tellement de choses. C’est surtout à partir du largo do Santinho jusqu’en bas qu’il y a des projets. Et puis les gens d’en haut ne descendent pas pour faire des activités en bas et inversement les gens d’en bas ne montent pas. [Les habitants d’en bas montent-ils à la Vila Olímpica ?] La Vila Olímpica est utilisée, les gens montent, mais pas pour faire les différentes activités proposées : ils y vont parce qu’ils savent qu’il y a un terrain de foot et qu’ils vont pouvoir jouer. Il y a pas mal de projets dans la Vila Olímpica, mais ça atteint principalement les habitants d’en haut. » (Entretien avec Messias, professeur de capoeira et habitant de Vidigal, le 12/06/2013).

Carte19 : Localisation des principaux projets sociaux à Vidigal



Auteur : Justine Ninnin

3. Le manque d'articulation des actions sociales et l'affaiblissement du sens communautaire

La plupart des témoignages récoltés sur le terrain évoquent régulièrement le manque de coordination entre les différents projets existants : chacun semble agir dans un cercle restreint autour de son propre projet, en reproduisant souvent ce qui a déjà été fait ailleurs sans chercher à s'articuler aux actions déjà mises en place. Les responsables d'actions sociales mettent peu leurs efforts en commun, comme le souligne Itamar Silva dans le cas général des favelas à Rio de Janeiro et Maria Helena dans le cas spécifique de Rocinha :

« Dans les années 1990, on a une nouvelle génération d'organisations locales qui sont plus organisées autour de thèmes internes et personnels et moins sur une question politique plus ample et cela crée une certaine difficulté à avoir un projet collectif pour la favela. Chacun cherche à prendre soin de son projet, il ne s'agit pas de discuter de la favela comme un tout ». (Entretien avec Itamar Silva, membre de la Pastorale des favelas et de l'IBASE, le 05/06/2014)

« Aujourd'hui, il y a des actions localisées et pas d'action générale de la population. La population ne cherche pas à intervenir dans le cours de l'histoire, les actions sont ponctuelles. Il y a plein d'actions et on ne sait même pas ce qu'ils font. » (Entretien avec Maria Helena, médecin au centre de santé Albert Sabin de Rocinha et habitante de Rocinha, 09/06/2014).

L'arrivée des ONG à Rocinha a marqué une fragmentation de l'action collective, notamment parce que leurs leaders n'avaient pas toujours un lien avec la favela, et selon Antonio Carlos, le sens communautaire s'est affaibli :

« Le mouvement communautaire des habitants des favelas luttant pour les droits fondamentaux a été interrompu après la dictature, parce que l'ère des ONG est arrivée. Le nombre d'ONG s'est accru, certaines dialoguaient avec les communautés, mais dans l'ensemble beaucoup ont pris de la distance avec ces communautés. De nombreux exilés de l'époque de la dictature qui sont partis se réfugier en Europe avec l'appui des Églises sont revenus et ont monté des ONG. Finalement, c'était des espaces d'exilés de classe moyenne, ayant des ressources, néanmoins ils faisaient des actions importantes et intéressantes, mais cela ne correspondait pas à un mouvement de base. Le mouvement communautaire, il luttait pour les droits de base, pour la citoyenneté. Puis, les ONG ont commencé à entrer dans les communautés avec des projets sociaux, mais souvent elles ne dialoguaient pas avec les habitants. Elles se limitaient à prendre la place des Églises. Cela a miné le travail communautaire. [...] On est passé à une autre époque, on est sorti de l'époque de la dictature où les communautés, d'une certaine manière, s'organisaient pour lutter pour leurs droits et on est rentré dans une autre

époque. [...] Il y a eu un nouveau scénario : les ONG sont entrées dans ce processus de développement de projets sociaux, de projets humanitaires, et ont rompu le dialogue qu'il y avait dans le mouvement communautaire. [...] Finalement, je dirai que les gens ont été un peu usés. Aujourd'hui il y a beaucoup d'actions organisées par les habitants dans les communautés, mais les financements manquent. Maintenant si on prend l'ensemble des ONG, la grande majorité ne discute pas de politiques publiques comme c'était le cas des associations des habitants avant, et des habitants eux-mêmes dans le mouvement communautaire. Les associations allaient revendiquer et proposer. Aujourd'hui, il y en a peu qui produisent, qui publient, qui proposent de nouvelles politiques publiques » (Antonio Carlos, leader communautaire et habitant de Rocinha, 14/05/2014).

Cette autre époque évoquée par Antonio Carlos dans le témoignage ci-dessus, c'est non seulement celle des ONG, mais aussi celle du trafic de drogue, où le pouvoir violent s'exerçant localement a eu un impact direct sur l'organisation communautaire, comme nous l'avons vu notamment dans le cas des associations de résidents. Toutefois, les ONG ont réussi à se développer et se maintenir dans un ordre social violent, ce qui atteste de la capacité d'adaptation et de créativité dans ces lieux. Si elles apportent une partie de l'aide dont la population a besoin, elles sont toutefois également le lieu d'exercice de pouvoirs autoritaires. Les ONG ne reçoivent pas systématiquement l'appui de la communauté. En effet, les habitants évoquent régulièrement leur méfiance à l'égard de ce type d'organisations soupçonnées tantôt de nouer des liens avec les criminels, tantôt de chercher à profiter de la communauté, et cette méfiance est encore plus forte lorsque les membres des ONG ne sont pas résidents de la favela où la structure est implantée. C'est ce que soulignent Maria Helena et Tio Lino, tous deux habitants de Rocinha et ce dernier ayant lui-même créé une ONG dans cette favela :

« Avant, on arrivait à distinguer les organisations qui participaient réellement à l'amélioration du quartier et celles qui gagnaient de l'argent et disaient qu'elles participaient. Aujourd'hui, on ne sait pas. Si effectivement elles améliorent quelque chose, ce sont des ONG qui arrivent à durer dans le temps, elles perdurent 30 ou 40 ans. Maintenant il y a de plus en plus de projets qui apparaissent, mais on ne connaît même pas leur nom, ni leurs intentions. » (Entretien avec Maria Helena, médecin au centre de santé Albert Sabin de Rocinha et habitante de Rocinha, 09/06/2014).

« Il y a peu de personnes de Rocinha qui font des projets à Rocinha. Selon moi, 95 % des projets à Rocinha sont pour gagner de l'argent. Je ne pense pas comme ça, je veux faire un travail social à Rocinha pour améliorer le bien-être. » (Entretien avec Tio Lino, président d'une ONG à Rocinha et habitant de Rocinha, 17/06/2013).

Régulièrement, les membres d'ONG apparaissent mal à l'aise lorsque l'on aborde, en entretien, le sujet des trafiquants. Tous nient généralement avoir accepté l'aide d'un membre du trafic sous quelque forme que ce soit (argent liquide, ordinateur, etc.) et dénoncent souvent la participation du trafic à d'autres projets sociaux locaux. Le fondateur d'une ONG de Vidigal m'a raconté lors d'un entretien que dans le cas de son association, les trafiquants ne l'ont jamais empêché de réaliser son projet ni aidé, en raison, selon lui, du fait qu'il a toujours vécu dans la favela et qu'il a toujours été respecté. Il compare le trafic à Vidigal à la mafia italienne : selon lui, les trafiquants avaient un contrôle social évident sur la communauté, à la fois dans la restriction avec l'imposition de règles, mais aussi par l'aide apportée. Pour monter un projet, il fallait souvent avoir officieusement l'accord des trafiquants et certains proposaient alors de verser une aide. Selon lui, les trafiquants n'ont jamais conçu de projets sociaux et l'aide qu'ils pouvaient donner dans la communauté était

plutôt ponctuelle et individuelle envers certaines familles, sous la forme de nourriture par exemple. Il évoque, à Vidigal le cas d'une ONG qui aurait reçu de l'argent douteux : le président ne voulait pas dire d'où provenait l'argent et il s'est enfui du jour au lendemain. Cet habitant de Vidigal m'explique qu'à Rocinha, le trafic est beaucoup plus important qu'à Vidigal, plus impliqué dans la vie locale et notamment dans les projets sociaux et les diverses structures associatives. Selon lui, les rapports des trafiquants et de la société civile y sont plus imbriqués, parce que ceux qui veulent monter leur projet social n'ont pas le choix, le trafic et les trafiquants sont des réalités dont on ne peut nier l'existence et qu'il faut prendre en compte. Ils ont notamment eu un impact important sur la vie associative locale en fragilisant la participation de la population aux différents projets et mouvements. Les habitants « ne parlent pas, ne voient pas et n'entendent pas, voire, ne pensent plus ». Ainsi, bien que de nombreuses organisations tentent d'apporter un minimum de protection, l'insécurité sociale dans les favelas participe à la dissolution des liens sociaux, à la fragilisation de la société civile, à la fragmentation de l'action sociale et à la démobilisation des habitants.

Actuellement, si les habitants fréquentent beaucoup les structures associatives existantes, principalement les enfants (cours d'anglais, d'espagnol, de français, d'informatique, de coiffure, de dessin et autres activités de loisir et de formation), ils sont peu à être bénévoles et à aider les organisations.

« Quand on prévoit une réunion ou un effort collectif, par exemple pour le *mutirão* de Laboriaux, on informe les gens de maison en maison, on va même les informer dans les églises pour être sûr qu'il y ait du monde, et finalement il y avait seulement 3 ou 4 personnes, le reste, c'était les éboueurs et les gens qui organisent ce projet. » (Entretien avec Jorge Collaro, responsable de la Région Administrative de Rocinha, le 05/05/2014).

L'un des constats que l'on peut faire, que ce soit à Vidigal ou à Rocinha, c'est que seule une poignée d'habitants se mobilisent et qu'on les retrouve généralement sur tous les fronts. En effet, les habitants qui ont le statut de leaders communautaires font souvent partie de plusieurs organisations : des ONG, une paroisse, des mouvements autonomes (groupe de parole, organisation de réunions avec les habitants, etc.). Ces leaders forment un réseau en étoile et se trouvent souvent au centre d'un faisceau de médiations à diverses échelles, ils mettent en relation les sous-quartiers, donnent de la visibilité à leurs problèmes et tentent de trouver des solutions. Cependant, rapportés à la population et au nombre de projets existants, ils sont peu nombreux : le capital politique est concentré dans les mains d'un petit nombre de personnes, ce qui rend difficile la connexion entre les différents projets. Cela témoigne de la difficulté des relations sociales dans ces espaces sous pression, où l'on trouve régulièrement des situations de repli sur l'entourage proche.

Dans les ONG, une partie des volontaires sont étrangers, et depuis quelques années se développe de plus en plus ce que l'on pourrait nommer le « tourisme humanitaire ». En effet, si le volontariat séduit beaucoup d'étrangers, qui cherchent à apporter de l'aide aux populations dans le besoin, mais sont également en quête d'aventure, des entrepreneurs en ont profité pour créer de véritables entreprises intermédiaires entre les ONG locales et les volontaires étrangers. Ces volontaires, par l'intermédiaire d'internet, entrent en contact avec une structure qui leur vend une sorte de « pack humanitaire » : logement dans la favela, pick-up à l'aéroport, place de bénévole au sein d'une ONG de la favela et frais administratifs, le

tout pour une somme qui parfois semble excessive. Si effectivement ces bénévoles apportent une aide significative dans les structures et font la joie des enfants, qui ont par exemple grâce à eux l'opportunité d'apprendre une langue étrangère, les activités des ONG se transforment en offre de services et sont moins des projets pédagogiques de « mise en capacité ». En effet, souvent, les volontaires ne parlent pas la langue, restent trop peu de temps pour monter un projet pédagogique réel et les enfants sont habitués à voir défiler les bénévoles.

« Ceux qui aident sont peu, ceux qui participent sont beaucoup. La majorité des volontaires est étrangère, on a seulement deux Brésiliens. » (Entretien avec Elma, présidente d'une ONG à Vidigal, le 20/04/2013).

Finalement, dans un contexte de pressions autoritaires sur les instances traditionnelles de revendication de la part des trafiquants, des politiciens ou parfois d'élites et d'entrepreneurs locaux puissants, pour défendre des intérêts particuliers, les actions collectives se sont fragmentées. Elles s'organisent au sein d'entités diverses, de réseaux de voisinage, de paroisses et les différents projets ont du mal à s'articuler entre eux et avec les pouvoirs publics. Les projets sociaux locaux, rarement coordonnés, s'ils offrent de nombreuses opportunités aux habitants, semblent, pour beaucoup, avoir perdu leur caractère contestataire en prenant plus la forme d'assistance.

« Oui, les projets sont fragmentés et désarticulés, mais quand on parle d'articulation entre les projets, je pense qu'il y a une certaine idéalisation de dehors vers dedans, comme s'il fallait absolument que les personnes soient articulées. Mais Rocinha c'est une ville » (Entretien avec Itamar Silva, membre de la Pastorale des favelas et de l'IBASE, le 05/06/2014).

Les ONG ne sont toutefois pas le seul type d'espace intermédiaire d'action sociale, et certaines actions n'entrent pas, volontairement, dans des organisations structurées et hiérarchisées. L'autonomie est souvent présentée non seulement comme une stratégie, mais aussi comme une valeur en soi. « À la recherche d'une voie alternative entre autoritarisme, populisme et révolution, beaucoup d'analystes ont vu dans les mouvements autonomes des sociétés civiles une source possible d'innovation sociale » (Goirand, 2010, p. 455).

4. Une citoyenneté fragile : un facteur de vulnérabilité

Les possibilités de revendication des droits des habitants des favelas et de leur citoyenneté sont limitées par différents systèmes de pression. Si le nouveau régime démocratique a reconnu l'égalité des droits politiques et élargi les droits sociaux, une partie de la population, et notamment des habitants des favelas, est encore à la marge. Et c'est à force d'être exclus dans les faits de la citoyenneté que les habitants se sont lassés de l'engagement dans les luttes :

« Les plus pauvres n'ont pas vécu le passage à la démocratie comme une intégration, car leur appartenance à la communauté des citoyens reste fragile, comme l'indique d'ailleurs la chute de l'engagement dans les mouvements sociaux, le rejet du monde politique, la dépolitisation de l'action associative et l'inscription territoriale excluante du politique » (Goirand, 2000, p. 336).

Les habitants sont maintenus dans un état d'exception, notamment parce que les pouvoirs publics sont encore dans une logique d'assistance plus que d'émancipation :

« On est traité comme des citoyens de deuxième ou troisième catégorie. Nous-mêmes, on a du mal à se considérer comme des citoyens de droit. L'État depuis très longtemps traite les habitants des favelas avec des projets d'assistance. On va assister les pauvres. Et en même temps, aider les pauvres permettait à celui qui

apportait les bénéfices à la communauté d'être élu. Depuis, ça n'a pas beaucoup changé, on est resté dans cette réalité. [...] Du coup, pour un enfant qui est né ici, et qui ne sait pas quels sont ses droits en tant que citoyen, il va grandir en pensant que quelqu'un doit résoudre ses problèmes, car il ne sait pas qu'il a des droits. Dans ce contexte où les habitants de favelas et de périphéries sont traités comme des citoyens de deuxième ou troisième catégorie, c'est très difficile de réussir à faire en sorte que les habitants prennent part à la production de politiques publiques, aux réunions, parce que pour eux, c'est ennuyeux. Et les gens pensent que si on organise ce genre de réunion, si on commence à avoir un discours de défense du collectif, c'est parce qu'on veut forcément devenir candidat. Parce que ce type de comportement est souvent lié à ceux qui veulent devenir candidats. Cette conception qui fait qu'on s'auto-dévalorise, car on pense ne pas avoir les capacités, fait que les gens, des personnes extérieures, se mobilisent à notre place, ils se dressent pour notre défense en arrivant avec des projets sociaux » (Entretien avec Antonio Carlos, leader communautaire et habitant de Rocinha, le 14/05/2014).

Le manque de reconnaissance des droits des habitants des favelas et le détournement de leurs votes dans les systèmes clientélistes participent à leur maintien dans une situation de vulnérabilité. Ils semblent donc être perçus non pas comme des sujets de droit, mais comme des sujets auxquels on accorde des faveurs. Dans ces espaces, la citoyenneté des habitants semble être incomplète ; Camille Goirand parle de citoyens par « procuration » dans le sens où ils se trouvent dans une relation « affective » avec les dirigeants et forment une masse utile, propice au développement des rapports clientélistes (Goirand, 2000). Ils connaissent mal leurs droits et les institutions auxquelles ils peuvent avoir recours et ils n'ont pas confiance envers ces institutions (Oliveira F. L., 2012). Ce manque de confiance existe aussi vis-à-vis d'une partie des organisations non étatiques présentes dans les favelas (associations de résidents, ONG, etc.) qui sont également le lieu de conflits de pouvoirs, ce qui finit par démobiliser les habitants.

« Ici, les habitants ne luttent plus, ne participent plus, maintenant c'est seulement une lutte de pouvoir, dans toutes les favelas, c'est une question de lutte de pouvoir. Les personnes qui font semblant d'arriver avec des projets, c'est parce qu'ils veulent du pouvoir. Ils n'ont pas besoin d'armes à feu, ils ont seulement à ouvrir la bouche pour tuer n'importe qui. » (Entretien avec Tio Lino, président d'une ONG à Rocinha et habitant de Rocinha, 17/06/2013).

Les différents systèmes de pression – les hommes politiques, la police, les trafiquants, les responsables d'organisations communautaires–, exercent chacun à leur manière un pouvoir qui place les habitants en situation de dépendance, qu'elle soit consciente ou non, volontaire ou subie, et qui joue un rôle paradoxal de sécurisation/insécurisation.

« Dans ces conditions, la construction de la citoyenneté ne peut pas reposer sur l'allégeance à un système politique qui ne parvient pas à assurer la sécurité, tant physique que sociale. [...] L'absence de légitimité du système politique brésilien se traduit par l'émergence d'une sociabilité anti-citoyenne, fortement influencée par l'omniprésence de la violence dans les rapports sociaux » (Goirand, 2000, p. 352).

Pour que les habitants des favelas puissent s'émanciper de ces systèmes de pression et faire valoir leurs droits, ils doivent se sentir plus en sécurité dans leur espace de vie et retrouver leur confiance envers les institutions de l'État. Nous avons vu que différentes formes d'espaces intermédiaires (les réseaux de voisinage, religieux, les associations de résidents, les ONG, etc.) tentent de combler les lacunes des pouvoirs publics, mais c'est bien à l'État d'assurer cette sécurité, et pour cela il doit faire évoluer sa politique en matière de sécurité.

Chapitre 6

La pacification : une nouvelle stratégie de sécurité publique

L'action des forces de sécurité publique dans les favelas *cariocas* tout au long de la deuxième moitié du XX^e siècle a généralement été marquée par une logique croissante de guerre. Dans ce contexte, les actes de violence policière envers leurs habitants se sont multipliés, l'usage d'armes de plus en plus guerrières s'est intensifié et en parallèle, les groupes criminels ont affirmé leur contrôle sur ces espaces par la force armée. Le sentiment d'insécurité s'aggravant dans toute la ville, les actions guerrières de la police et la multiplication des moyens sécuritaires ont été perçues par une partie de la population comme inévitables. En effet, si d'un côté cette violence policière était critiquée, il s'agissait d'autre part d'une demande sociale émanant d'une grande partie de la population qui adhérait en quelque sorte à cette culture institutionnelle de l'affrontement armé comme principe d'intervention. Face au nombre croissant de décès liés au trafic de drogue, la guerre contre le crime et contre la drogue a fini par gagner en légitimité dans la société. Cette guerre s'est alors territorialisée dans les favelas, perçues comme responsables de tous les maux urbains. Pourtant, trafic, corruption et consommation sont largement présents en dehors de ces espaces. En effet, le crime ne se territorialise pas uniquement dans les favelas puisque le trafic de drogue est un système économique transnational basé sur des entreprises de blanchiment d'argent et sur des relations de corruption avec des fonctionnaires et politiciens. La géographie de la violence ne se réduit donc pas aux seuls territoires des favelas, bien qu'elles soient des points d'ancrage territorial des groupes criminels.

Constatant l'échec des interventions policières menées jusque-là et face à la multiplication des groupes de défense des droits humains, la redéfinition de la politique de sécurité était devenue indispensable. Avec la création du Programme National des Droits de l'Homme (PNDH) en 1996, le gouvernement fédéral a insisté sur la nécessité de limiter la violence institutionnelle. Puis, l'élaboration du Plan National de Sécurité Publique (PNDP) en 2000 a eu pour objectif de réformer le système public de sécurité en créant un Système Unique de Sécurité Publique (SUSP). Il s'agissait d'organiser l'articulation des politiques de sécurité, des politiques sociales et des actions communautaires afin de réduire la criminalité ainsi que l'impunité des violences policières (Carvalho & Fátima e Silva, 2011). Le Fonds National de Sécurité Publique (FNSP) a alors été créé pour rééquiper les polices et dégager des moyens financiers pour leur formation et leur entraînement. À cette époque, le gouvernement fédéral a également prévu la mise en place d'un comité d'accompagnement et d'intégration des programmes sociaux, ayant pour objectif de « coordonner la mise en œuvre de politiques sociales susceptibles de s'apparenter, en amont des politiques de sécurité publique, à des politiques de prévention de la délinquance par la recherche d'une plus grande intégration sociale. » (Deluchey J. F., 2003, p. 288). Selon Jean François Deluchey, cette nouvelle affirmation de l'État prouve sa volonté de reconsidérer sa responsabilité à l'égard de

la sécurité publique, qui était principalement jusque-là à la charge des États fédéraux. Sous la présidence de Lula a été élaboré un projet intitulé « Sécurité publique pour le Brésil » avec pour slogan : « il y aura de la sécurité pour tous, ou personne ne sera en sécurité au Brésil » (Deluchey J. F., 2003, p. 292). L'harmonisation des politiques de sécurité publique et une meilleure définition des compétences de chaque acteur ont alors été identifiées comme des enjeux centraux. La mise à l'agenda politique des questions de sécurité publique a par ailleurs impliqué, dans la dernière décennie, une plus grande participation du milieu académique, avec entre autres, la création du Forum Brésilien de Sécurité Publique (FBSP) en 2006, permettant la diffusion de connaissances dans le domaine de la sécurité, de la violence et de la criminalité.

En 2007, cette politique a été complétée par le Programme National de Sécurité Publique avec Citoyenneté (Pronasci) en partenariat avec les États fédéraux. Le Pronasci apporte un regard multidisciplinaire sur la question de la sécurité publique en combinant des politiques sociales et la réforme du système judiciaire et pénitentiaire. La sécurité est alors réaffirmée comme un droit des citoyens et la promotion de la citoyenneté est perçue comme le moyen de garantir cette sécurité. On peut identifier deux volets principaux dans cette politique : la réforme des institutions policières, judiciaires et pénitentiaires et le développement de politiques sociales ciblées envers les populations défavorisées.

Concernant l'institution policière, le Pronasci prévoit l'amélioration des conditions de vie des policiers (logement, rémunération, etc.) et de leur formation afin d'éviter la corruption et la violence. Ce programme préconise également la mise en place de polices communautaires pour rapprocher les policiers de la population : « les policiers communautaires devront accompagner toujours la même zone et recevront une formation sur les thèmes des droits de l'homme, sur l'éthique et la citoyenneté, afin de construire une relation de confiance avec la population » (Pronasci - Ministério da Justiça, 2007, p. 16). Ces polices communautaires s'inspirent d'expériences déjà mises en place dans d'autres pays comme à Medellín en Colombie ou à Chicago aux États-Unis. Au Brésil, et plus particulièrement à Rio de Janeiro, les polices communautaires ne sont pas une modalité nouvelle d'action des policiers. En effet, différentes expériences avaient déjà été menées : en 1983 sous le gouvernement de Brizola, avec la création du Centre Intégré de Police Communautaire (CIPOC), en 1999 sous le gouvernement de Garotinho avec le projet *Mutirão Pela Paz* (*Mutirão* pour la paix), ou encore en 2000 avec les Groupes de Police dans les Zones Spéciales (GPAE). En 2007, le Programme Espaces Urbains Sécurisés (PEUS) était mis en place à l'occasion de l'organisation des Jeux Panaméricains, et il a notamment permis la réhabilitation d'espaces de loisir sur des terrains situés entre les favelas et la ville formelle, mais ce projet n'a pas été maintenu après les Jeux. Ainsi, les interventions dans le domaine de la sécurité à destination des favelas n'ont pas toujours été basées sur des modalités guerrières et il y a déjà eu des tentatives de rapprochement entre la population et la police. Toutefois, le manque de moyens et la réticence des policiers n'ont pas permis à ce type d'expérience de s'étendre et de se maintenir sur le long terme. Pour que cette nouvelle politique soit efficace, elle doit disposer de moyens financiers conséquents, du soutien des policiers et des habitants des quartiers ciblés et s'étendre à des programmes plus larges de prévention et de développement.

Afin de s'affirmer dans les favelas comme acteur clé de la réduction des risques et de l'insécurité ainsi que de l'émancipation de leurs populations, l'État doit avant tout y réaffirmer son monopole de la violence légitime. Ainsi, avant de pouvoir développer des programmes de prévention et d'action sociale, le Pronasci recommande l'occupation par les forces de police des zones urbaines ayant des taux élevés de violence. Il s'agit de dresser une géographie prioritaire d'intervention des pouvoirs publics sur des territoires ciblés. La territorialisation des actions publiques vise non seulement la sécurisation, mais aussi la réduction des inégalités et des écarts de développement entre les territoires, qui implique des formes d'intervention publique adaptées aux quartiers. Le Pronasci prétend aller au-delà d'une politique de sécurité publique en intégrant des programmes sociaux : on passe progressivement de politiques de sécurité publique à des politiques publiques de sécurité. L'innovation des politiques publiques actuelles ne réside pas tant dans l'intervention publique dans les favelas, puisque l'État y était déjà présent, bien que de façon incomplète et inefficace ; elle se trouve dans les nouveaux modes d'action qui articulent politique de sécurité et politiques sociales, économiques et urbaines.

À Rio de Janeiro, plusieurs éléments ont accéléré cette réforme de la politique de sécurité publique. En effet, en 2007, la municipalité a appris qu'elle accueillerait la Coupe du Monde de Football en 2014, et elle souhaitait également être la ville-hôte des Jeux Olympiques de 2016. Le processus de révision de la stratégie de sécurité publique inscrite dans le cadre du Pronasci se concrétise alors en 2008 par la politique dite de « pacification » menée par l'État de Rio de Janeiro avec l'implantation de la première Unité de Police de Pacification (UPP) dans la favela de Santa Marta située dans la Zone Sud, initiée par le gouverneur de l'État, Sergio Cabral et son secrétaire à la sécurité intérieure, José Mariano Beltrame. L'action des UPP se fonde sur le concept de police communautaire, avec la création d'un bataillon à caractère communautaire à l'intérieur de la favela, puis sur l'implantation de services publics et la mise en place d'activités socioculturelles. Il ne s'agit toutefois pas d'une rupture avec les mesures prises précédemment : en effet, cette politique s'inscrit dans la continuité du projet mis en place par Cesar Maia lors de son deuxième mandat (2001-2008) intitulé « tolérance zéro » contre la drogue, mais aussi toutes les formes d'incivilités et d'illégalités (Bautès & Soares Gonçalves, 2011).

À partir de cette première expérience, d'autres UPP ont ensuite été implantées dans d'autres favelas de la Zone Sud : Chapéu Mangueira, Babilônia, Cantagalo, Pavão Pavãozinho, puis dans deux favelas de la Zone Ouest : la favela de Batan (contrôlée jusque-là par une milice qui avait torturé à mort deux reporters du journal *O Dia* en 2008, ce qui à l'époque avait fait la une des médias), et à Cidade de Deus⁴⁴ située à Jacarepaguá, internationalement connue depuis la sortie du film du même nom. En 2010, de nouvelles UPP sont installées dans les favelas de la Zone Nord : Borel, Formiga, Turano, Salgueiro et Andaraí, ainsi qu'au Complexe do Alemão. En 2012, les favelas de Rocinha et de Vidigal sont également pourvues d'UPP. Depuis 2008, ce sont au total plus de 190 favelas sur près de

⁴⁴ Si, comme le souligne Alba Zaluar (1985) Cidade de Deus n'est pas techniquement une favela, mais un ensemble d'habitations où la majorité des habitants ont obtenu un titre de propriété, ce quartier a toutefois fait l'objet d'un contrôle par les trafiquants.

1 000 dans l'ensemble de la ville qui ont été pacifiées avec l'installation de 38 UPP⁴⁵. Comment les nouvelles modalités d'intervention des pouvoirs publics dans le champ de la sécurité se matérialisent-elles dans les favelas pacifiées ? Quel est leur impact sur l'ordre socio-spatial établi ? Comment l'espace de vie et les pratiques des habitants se transforment-ils ?

Dans ce chapitre, nous présenterons le processus de sécurisation des favelas de Rocinha et de Vidigal avec la phase d'occupation des territoires puis l'implantation des UPP. Nous verrons alors comment les habitants perçoivent la présence policière et comment ils s'adaptent aux nouvelles règles mises en place. Puis, à partir des statistiques de l'Institut de Sécurité Publique, nous analyserons l'évolution des actes de violence et l'impact des UPP sur la sécurité des habitants.

⁴⁵Une UPP couvre parfois plusieurs favelas : par exemple, l'UPP de Vidigal contrôle également la favela voisine, Chacarra do Céu.

I LES UNITÉS DE POLICE DE PACIFICATION

La pacification d'une favela est un processus progressif qui comporte plusieurs étapes. En premier lieu, elle prend la forme d'une intervention tactique où le territoire est occupé par les forces armées nationales et/ou le BOPE (Bataillon des opérations spéciales de police) et les bataillons de Police de Choc (BPChq). Le BOPE – groupe d'intervention d'élite de la police militaire de l'État de Rio de Janeiro, est une force spécialisée dans les situations risquées et les policiers qui en font partie reçoivent une formation technique, tactique et psychologique. Le Bataillon de Police de Choc est quant à lui l'unité d'intervention spécialisée dans les troubles à l'ordre civil (manifestations, émeutes, etc.). Avec les policiers du BOPE, ils sont présents lors des premières phases de la pacification avec l'intervention tactique d'occupation du territoire et la phase de stabilisation avant l'implantation de l'UPP. Une fois l'UPP installée, la consolidation de cette politique de sécurité publique passe par la collaboration avec des organismes locaux et la mise en place de programmes de développement. Cette politique marque une volonté de révision de la stratégie de sécurité publique à travers l'affirmation du contrôle de l'espace par l'État.

1. La première phase d'occupation : l'affirmation physique et symbolique de l'emprise de l'État sur ces territoires

Pacifier une favela, c'est tout d'abord envoyer des policiers et des chars blindés afin de saisir les armes et la drogue et d'appréhender les personnes pour lesquelles existent des mandats d'arrestation. À Rocinha et Vidigal, l'opération *Choque de Paz* (Choc de paix) a débuté dans la nuit du dimanche 13 novembre 2011, après la fermeture quelques heures auparavant les différentes rues d'accès à ces favelas depuis São Conrado, Leblon et Gávea. Près de 1 500 hommes (des policiers militaires, dont le BOPE et le Bataillon de Police de Choc, des marines, des soldats de l'armée, des policiers fédéraux et civils) et une dizaine de blindés ont pénétré dans ces favelas, survolées par des hélicoptères. Avant d'envoyer les forces de l'ordre, la municipalité avait prévenu les habitants de l'opération. En effet, les pouvoirs publics annoncent en amont la date de pacification pour éviter le plus possible les affrontements avec les trafiquants et donc le risque de blesser des habitants. Par exemple, lors de l'invasion du complexe de favelas Vila Cruzeiro et du complexe do Alemão situés dans la Zone Nord en 2010, une quantité impressionnante de trafiquants ont réussi à fuir et à se réfugier dans d'autres quartiers de la ville (comme à Rocinha par exemple).

Photographies 50 : Pacification des favelas de Rocinha et de Vidigal le 11 novembre 2011

Char blindé de la BOPE à l'entrée de Rocinha



Source : noticias.uol.com.br, 13/11/2011

Chars blindés et troupes de choc à l'entrée de Vidigal



Source : photo de Sergio Morães / Reuters, *Jornal de Noticias*
<http://www.jn.pt/>, 13/11/2011

Char blindé à Rocinha



Source : *Jornal do Brasil*, 21/11/2011

Chars blindés dans les rues de Rocinha



Source : photo de Felipe Dana / AP <http://noticiariomilitar.blogspot.fr/>,
13/11/2011

Rocinha survolée par un hélicoptère de la police militaire



Source : photo de Sergio Morães / Reuters, *Jornal de Noticias*
<http://www.jn.pt/>, 13/11/2011

Troupes de la BOPE dans Rocinha



Source : photo de Sergio Morães / Reuters, *Jornal de Noticias*
<http://www.jn.pt/>, 13/11/2011

En une demi-journée, les forces de l'ordre ont occupé ces territoires, achevant leur intervention par une cérémonie au cours de laquelle des drapeaux du Brésil et de l'État de Rio de Janeiro ont été hissés. Cette première étape symbolise la reprise de contrôle de l'espace par l'État.

Photographie 51 : Cérémonie de déploiement des drapeaux à Rocinha

Les policiers chantent l'hymne national et les habitants derrière eux accompagnent la cérémonie.



Source : *Jornal do Brasil*, 21/11/2011

Dans cette première phase de pacification, rien ne semble indiquer un changement d'orientation de la politique de sécurité. En effet, des moyens militaires conséquents sont employés pour cette intervention de type guerrier. Ces opérations s'entourent d'une matrice visuelle et discursive de guerre : usage de tanks, d'hélicoptères, bataillons armés, cérémonies des drapeaux. En effet, on parle de « choc de l'ordre », et les troupes engagées parlent de conquête du territoire : on a pu lire par exemple dans le journal *O Globo* du 11 novembre 2011 : « peu avant 6 heures du matin, le BOPE a confirmé que Rocinha et Vidigal avaient été conquises ». Dans le cas plus récent du Complexe da Maré dans la Zone Nord, les militaires sont venus renforcer les forces de police lors de l'occupation.

Photographie 52 : Intervention militaire lors de la pacification du Complexe de Maré en avril 2014



Source : Photos de Mélanie Ferreira

Les habitants sont confrontés durant la phase d'occupation à la présence d'une police et de soldats lourdement armés surveillant leurs faits et gestes, certaines scènes ressemblant parfois à celles de pays en guerre, comme l'illustrent les photographies ci-dessus, notamment celle où l'on voit une mère et son enfant marcher dans une rue surveillée par des militaires armés dans le complexe de favelas de Maré. On retrouve dans cette phase d'occupation des favelas le recours aux symboles de l'hyper-masculinité ou de l'excès de virilité décrit par Alba Zaluar sous le terme d'éthos guerrier, pour affirmer la domination sur un territoire. Ces symboles sont particulièrement présents sur le logo du BOPE, représentant une tête de mort traversée par un couteau avec deux pistolets à l'arrière du crâne. Le couteau symbolise la force, le courage et la confidentialité des missions, le crâne évoque l'intelligence, la connaissance et la mort, les pistolets sont les insignes de la police militaire (<http://www.bopeoficial.com/>).

Photographie 53 : Logo du BOPE, policiers du BOPE lors de la pacification de Rocinha



Source : Marino Azevedo, <http://exame.abril.com.br/>, 14/11/2011

Face à cette occupation guerrière, l'usage du terme de pacification semble toutefois paradoxal. D'un côté, il s'agit bien d'un processus de pacification visant à terme à apporter la paix aux habitants qui vivent depuis de nombreuses années dans un climat d'insécurité lié à la présence de trafiquants.

« Cette reconquête était évidemment nécessaire, et devra se poursuivre dans d'autres favelas de Rio, elle était attendue depuis au moins vingt ans par des habitants, otages du trafic de drogue, qui avait progressivement accaparé la distribution du gaz, de l'eau, et de l'électricité et l'accès – piraté – à internet et à la télévision numérique. Mais une fois cette réoccupation acquise, il faudrait faire un travail de police approfondi pour arrêter les trafiquants, ce qui n'a pas été fait jusqu'à présent dans les treize bidonvilles pacifiés lors des opérations précédentes, moins médiatisées » (Théry, 2013).

D'un autre côté, il s'agit également d'une policierisation de l'espace mobilisant à la fois des équipements sécuritaires et un langage guerrier, et c'est sûrement la raison pour laquelle cette nouvelle politique a reçu un important soutien des médias. Depuis les années 1980, c'est ce même langage guerrier que l'on retrouve dans les médias pour décrire les interventions de la police, avec la guerre contre le crime. Nous utilisons le terme de policierisation des favelas dans le sens d'une prise de contrôle permanente du territoire par les forces armées de l'État avec la multiplication des mesures sécuritaires, des mesures que l'on retrouve également hors

des favelas, accompagnant le processus d'ultra-sécurisation de la société. Stephen Graham (2012) parle de l'usage de stratégies guerrières pour livrer bataille en milieu urbain : l'espace de la ville est perçu par les forces de sécurité comme zone de conflit nécessitant une surveillance permanente. Au-delà des équipements militaires, on constate que les policiers adoptent dans les favelas un comportement différent de leur attitude dans les quartiers plus aisés, et souvent plus proche de celui de militaires : éthos guerrier, hyper-masculinité, postures, exhibition d'armes, façon de marcher, manière d'aborder les habitants, etc. En même temps, le comportement de la police s'adapte à une situation dangereuse face à des trafiquants lourdement armés, ce qui peut expliquer cet aspect militaire plus prononcé que dans des quartiers plus « calmes ». Cette policarisation de l'espace traduit par ailleurs une réappropriation par l'État de sa souveraineté et de l'usage légitime de la force dans les favelas. Toutefois, cet usage n'est pas toujours légitime et on observe de nombreux abus lors de la pacification, car lors de ces occupations, les policiers, notamment de la BOPE, ne respectent pas toujours les habitants et leurs biens, par exemple en pénétrant sans mandat dans les domiciles.

« Lors de la pacification, ils sont entrés dans mon atelier pour chercher des armes ou de la drogue. Ils ont tout cassé, ils ont cassé des projets d'art que j'avais mis un temps fou à réaliser. Ils ont donné des coups de pied dans mes maquettes. » (Entretien avec Tio Lino, président d'une ONG à Rocinha et habitant de Rocinha, 17/06/2013).

Cela témoigne à nouveau d'un état d'exception dans les favelas, où les interventions policières peuvent déroger aux règles du droit, comme si la nécessité de maintenir l'ordre et de pacifier ces quartiers pouvait justifier ces entorses. Une habitante de Rocinha s'interrogeait lors d'un entretien sur ce terme de « pacification » qui selon elle désigne la favela comme un lieu à part, hors des logiques de la ville :

« Je n'aime pas ce terme de pacification, je ne veux pas utiliser ce mot, car je ne vis pas dans un pays en guerre, je ne vis pas dans un quartier en guerre. Dans ce cas, la guerre qu'il y a ici, c'est une guerre qu'il y a dans n'importe quel quartier. » (Entretien avec Maria Helena, médecin au poste de santé Albert Sabin et habitante de Rocinha, 09/06/2014).

Cette politique a pourtant proclamé sa volonté de rompre avec les interventions passées, en mettant en avant un plus grand respect de la population et la limitation de la violence. Lors de la première phase de pacification, les pouvoirs publics cherchent en effet à limiter les confrontations armées, notamment en prévenant les habitants et en multipliant les contrôles en amont. Ce ne sont pas seulement les favelas qui doivent être pacifiées, mais également le comportement des policiers « qui ont toujours pratiqué des intrusions armées tuant des criminels et des passants » (Zaluar, 2013). À Rocinha et à Vidigal, si ces opérations se sont déroulées sans affrontements armés, des tas d'ordures et des motos avaient toutefois été installés dans certaines rues et de l'huile avait été jetée au sol par les trafiquants pour faire barrière au passage des policiers et des tanks. Certains trafiquants ont été arrêtés les jours précédents, notamment le chef du trafic de Rocinha, Nem, et d'autres ont fui. Face à l'ampleur des moyens dont disposent ces missions, la pénétration et la couverture rapides du terrain permettent difficilement la résistance, et les actions de la police consistent donc principalement en saisies de drogue, d'armes, d'argent ou d'équipements illégaux (réseaux clandestins de télévision par câble, machines à sous, etc.)

Selon Neyfson Borges, lieutenant de l'UPP de Rocinha, différents facteurs entrent en jeu pour expliquer la résistance et les conflits que peuvent provoquer la pacification, et lors d'un entretien il livre une lecture très culturaliste de cette résistance. Selon lui, le déroulement relativement pacifique de l'occupation du territoire à Rocinha serait lié d'une part à la culture des habitants et à leurs origines nordestines, et d'autre part par au fait que l'ancien chef du trafic, Nem, cherchait souvent à éviter les confrontations.

« Si à Rocinha on a rencontré de la résistance ? Oui c'est logique, comme dans n'importe quelle communauté, mais beaucoup moins que dans les autres et beaucoup moins que je ne pensais. [...] C'est culturel et régional, cela dépend de l'origine de la communauté, des habitants, du type de personnes, de quelle faction commandait la communauté. Par exemple, à Rocinha la majorité des habitants sont du Nordeste, ils n'ont pas cette habitude du trafic de drogue ; bon ça existe, mais c'est un peuple très travailleur. Il y a aussi la question de la faction qui commandait la favela ; à l'époque c'était la ADA et Nem pratiquait le banditisme social. [...] Il ne voulait pas de conflits avec la police. Selon des informations, une bonne partie de son argent était utilisé pour payer la corruption parce qu'il ne voulait pas de conflits avec la police. Il existait un poste de police là, au milieu de la favela. Comment les policiers faisaient pour rentrer dans la favela ? Il les protégeait. Il ne voulait pas de confrontation. Donc c'était une communauté qui n'avait pas trop cette question de conflit avec la police. Il y avait beaucoup de Nordestins. C'est pour cela qu'il n'y a pas eu beaucoup de résistance, comme ce fut le cas dans d'autres communautés où il y a le Comando Vermelho et qui n'ont pas cette population du Nordeste comme il y a ici : le complexe d'Alemão par exemple. » (Entretien avec le lieutenant Neyfson Borges de l'UPP de Rocinha, le 27/06/2013).

L'interprétation du lieutenant reste limitée et très discutable : on ne peut justifier une moindre résistance à Rocinha par le fait que la majorité de la population y est originaire du Nordeste. En effet les Nordestins sont notamment connus pour leur participation à des guerres familiales et au *Cangaço* (révolte menée par les paysans au début du XX^e siècle utilisant le banditisme dans les villes du Nordeste pour se venger du manque de travail, de nourriture et de citoyenneté) dans le contexte du système oligarchique du coronélisme. De plus, dire qu'il s'agit d'un peuple travailleur est à la limite du racisme car cela sous-entend que les *cariocas* seraient vagabonds et paresseux. De plus, la corruption des policiers par les trafiquants pour éviter les confrontations n'est pas spécifique au chef du trafic de Rocinha, ni à la ADA, toutes les factions utilisant cette stratégie. Les deux arguments qu'il avance ne permettent donc pas d'expliquer les différences de résistance entre les favelas, et de nombreux autres facteurs entrent en jeu. Si ces interprétations sont discutables, il n'en ressort pas moins que chaque processus de pacification est différent, nécessitant de s'adapter aux spécificités du territoire, ce qui explique en partie pourquoi les phases d'occupation et de stabilisation n'ont pas la même durée en fonction des favelas.

Après cette première phase de (re)conquête du territoire vient une phase de stabilisation, où les policiers du BOPE et du bataillon de police de choc sont présents, multipliant les contrôles et les fouilles. C'est l'implantation d'Unités de Police de Pacification qui, en venant prendre le relais du BOPE et du bataillon de choc quelques mois plus tard, différencie ces opérations des expériences d'occupation passées. La pacification n'est donc pas une opération de police, mais une nouvelle politique de sécurité puisqu'elle a un objectif à long terme. La phase de stabilisation a une durée variable, en fonction de la complexité géographique des espaces et de la résistance des criminels. C'est pourquoi l'UPP de Rocinha a été installée plus tardivement que celle de Vidigal : en effet, du fait de sa taille, de sa densité, et de la complexité de son territoire composé de nombreux sous-quartiers aux caractéristiques

diverses et surtout du réseau labyrinthique de ruelles et d'escaliers qui le composent, la phase de stabilisation à Rocinha a demandé plus de temps. De plus, la présence de trafiquants y était beaucoup plus importante qu'à Vidigal, tout comme les bénéfices générés par le trafic de drogue.

« Le trafic, il gérait beaucoup d'argent, il y avait au moins 1 500 personnes qui travaillaient dans le trafic, c'est un système de production ». (Entretien avec Jorge Collaro, responsable de la Région Administrative à Rocinha, le 05/052014).

La stratégie de pacification vis-à-vis du trafic de drogue ne se limite pas à l'arrestation de trafiquants : elle a pour objectif d'affaiblir économiquement ce trafic par une présence quotidienne de la police et un contrôle de l'État sur ces territoires. Par exemple, avec la pacification du Complexe do Alemão, le *Comando Vermelho* a été fragilisé puisqu'une grande partie de la drogue et des armes de la faction y était stockée. La conquête du territoire est donc un acte essentiel dans le processus de lutte contre le crime puisque le territoire est le support de ces actions criminelles, surtout là où les pouvoirs publics étaient insuffisamment présents. Ainsi, dans cette lutte contre le crime, il ne s'agit plus seulement d'attaquer les criminels et le trafic de drogue, l'emprise spatiale des pouvoirs publics est au cœur des stratégies de rétablissement de l'ordre (Théry, 2013).

2. L'implantation des Unités de Police de Pacification

Les UPP ont été installées en janvier 2012 à Vidigal et en septembre 2012 à Rocinha, avec un effectif de 246 policiers dans la première et 310 dans la deuxième. Une présence policière quotidienne est établie afin d'affirmer le rôle de l'État dans le maintien de l'ordre et d'empêcher, ou tout du moins de rendre plus difficiles, le trafic de drogue et le système de pressions que les trafiquants imposaient. En principe, ces unités doivent par ailleurs assumer la responsabilité d'activités socio-culturelles pour améliorer les relations entre habitants et policiers. Les postes des UPP sont installés à des endroits stratégiques dans ces favelas, et plus ou moins uniformément répartis sur le territoire. Souvent, les UPP viennent occuper des lieux symboliques contrôlés auparavant par les trafiquants. En plus des sièges administratifs et des bases secondaires, les policiers ont certains postes fixes de surveillance, avec, dans des lieux précis, une unité fixe de policiers opérant 24 h sur 24, et des patrouilles mobiles. À Rocinha, le siège de l'UPP est installé en haut de la favela, dans le sous-quartier de Portão Vermelho, à proximité de l'ancien « tribunal des trafiquants » situé dans une partie boisée de la favela. Quatre bases ont également été implantées : deux sur la Rua Dois, où se situait l'ancien poste de police, une dans le sous-quartier de Laboriaux, au sommet, et la dernière dans le sous-quartier de Cachopa, dans l'ancienne maison du chef du trafic à Rocinha, Nem, ceci affirmant symboliquement la reprise de contrôle de l'État.

Photographie 54 : Siège de l'UPP à Rocinha dans le sous-quartier Portão Vermelho



Photo de Justine Ninnin, 2013

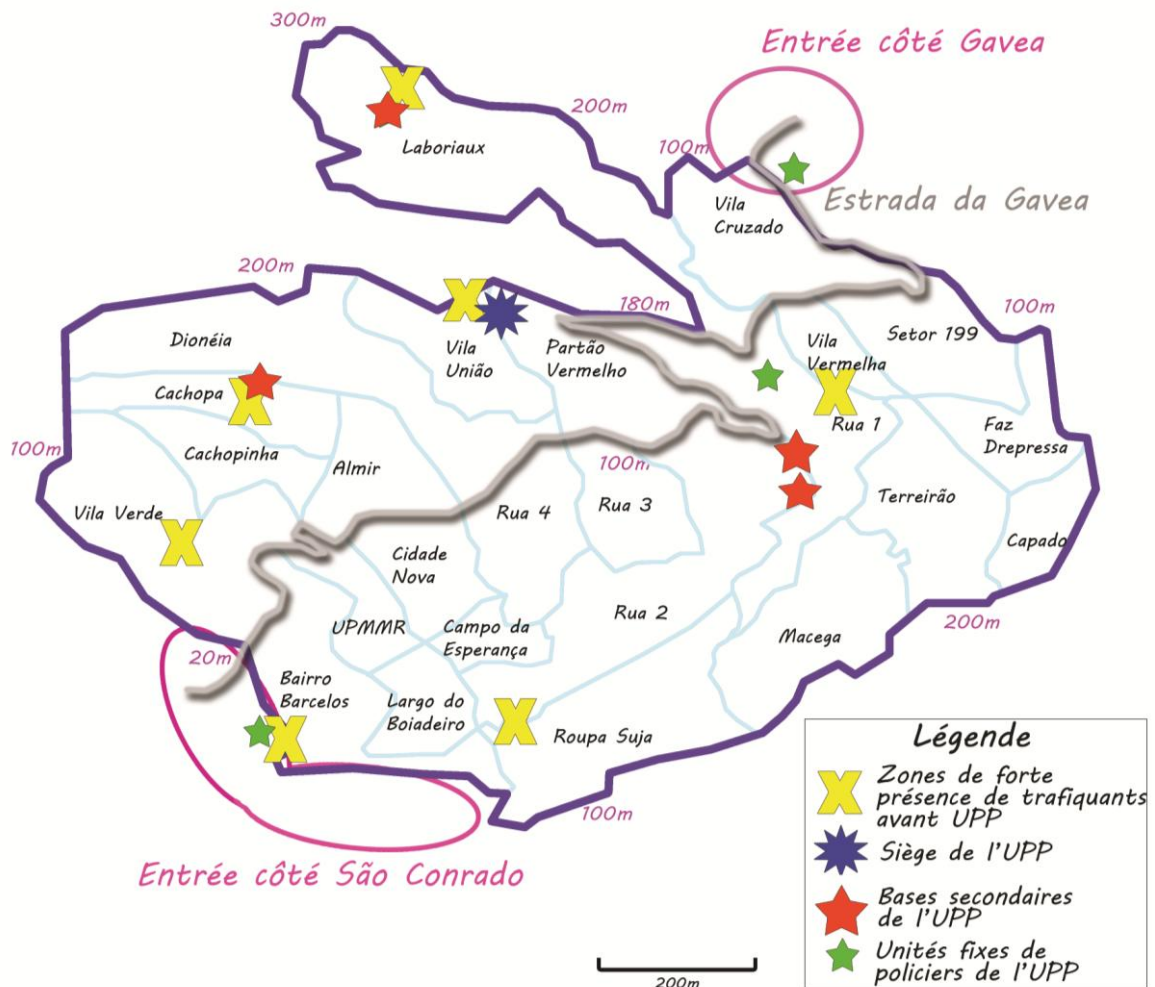
Photographie 55 : unité fixe de policiers de l'UPP à l'entrée de Rocinha



Source : Journal *O Dia*, 16/02/2014, <http://odia.ig.com.br/>

En comparant la localisation des UPP et les zones où se concentraient les trafiquants de drogue, on observe que les UPP se sont installées à des endroits stratégiques à Rocinha :

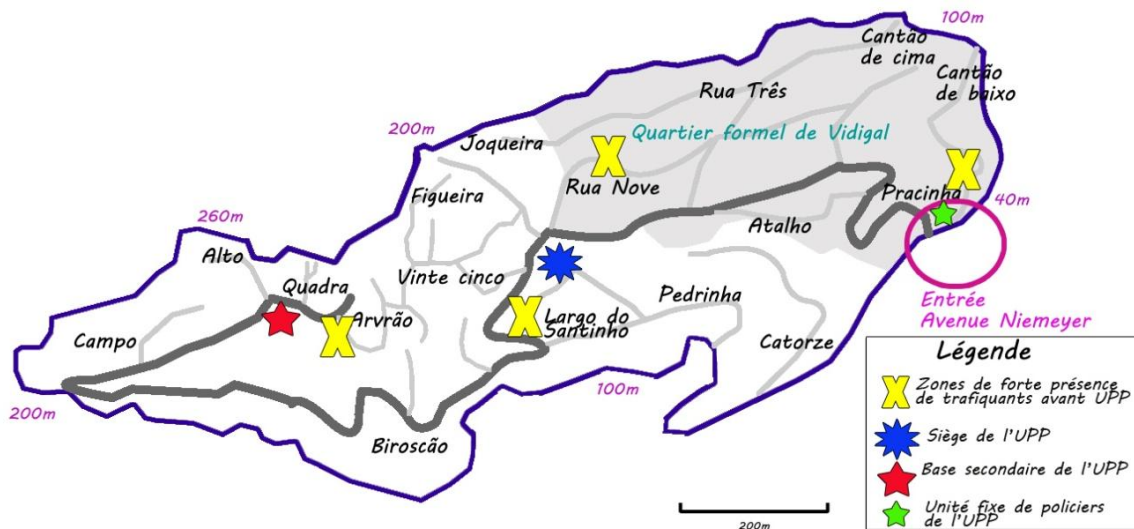
Carte 20 : Localisation des postes fixes de l'UPP et des anciennes zones de forte présence de trafiquants à Rocinha



Auteur : Justine Ninnin

À Vidigal, le siège de l'UPP se trouve au centre de la favela, au Largo de Santinho et une base secondaire a été implantée en haut dans le sous-quartier d'Avirão, là encore dans des lieux où les trafiquants étaient particulièrement présents.

Carte 21 : Localisation des postes fixes de l'UPP et des anciennes zones de forte présence de trafiquants à Vidigal



Auteur : Justine Ninnin

Photographie 56 : Siège de l'UPP à Vidigal sur la rue João Goulart



Source : <http://extra.globo.com/>, 01/08/2012

Photographie 57 : Unité fixe de policiers de l'UPP à l'entrée de Vidigal



Photo de Justine Ninnin 2013

Photographie 58 : Base secondaire de l'UPP à Vidigal à Avirão

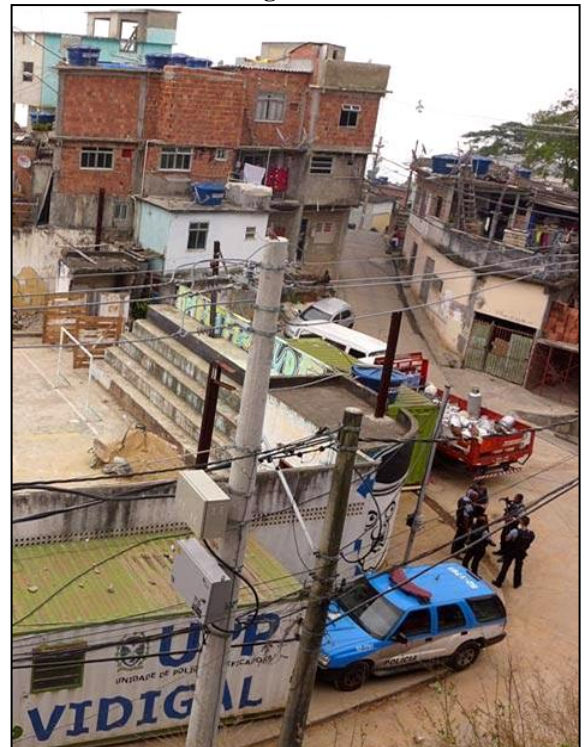


Photo de Justine Ninnin, 2013

Les UPP mobilisent de jeunes policiers récemment sortis de l'Académie de police, et afin d'éviter les pratiques anciennes de corruption et de violence policière, ils reçoivent une prime mensuelle de 500 R\$ ainsi qu'une formation spécifique sur les principes de la police communautaire. Par rapport aux anciennes expériences de police communautaire, la différence se trouve dans des moyens financiers engagés plus importants, dans une formation plus approfondie, et un nombre plus important de policiers mobilisés. Auparavant, les policiers étaient envoyés sur le terrain dans des situations dangereuses sans suivi psychologique et sans avoir reçu une formation adéquate sur la conduite à tenir face à des populations souvent victimes de stéréotypes. Lors des expériences passées, les policiers manifestaient une certaine résistance à intégrer les équipes de police communautaire, notamment parce que pour une grande partie d'entre eux, leur motivation première était de « faire la chasse aux bandits ». La formation apportée aux policiers permet-elle une meilleure appréhension des populations de ces quartiers et une valorisation du travail de proximité ? L'approche en termes de droits humains et de police communautaire modifie-t-elle les relations entre policiers et habitants ? Voici comment, en 2013, un des lieutenants de l'UPP de Rocinha décrivait la police communautaire :

« La police communautaire est une police différente de celle que nous les *Cariocas* de Rio de Janeiro nous sommes habitués à voir. Nous avons connu une police de guerre, une police tournée vers le combat, vers la répression. Et aujourd'hui on essaie de changer cette police : une police plus tournée vers les droits de l'homme, plus formée pour répondre aux besoins basiques de la population. Il y a aujourd'hui une police plus qualifiée, alors tout cela influence directement le principe de la pacification. [...] C'est une police beaucoup plus transparente, qui cherche à apporter des réponses aux besoins de la communauté. Avant, il n'y avait pas cette proximité avec la police. La police était là dans son bataillon et venait de temps en temps et sortait directement. Il n'y avait pas de proximité et aujourd'hui il existe cette proximité. » (Entretien avec le lieutenant Neyfson Borges de l'UPP de Rocinha, le 27/06/2013).

La mise en œuvre d'une police communautaire nécessite de nombreux changements à la fois dans le recrutement, la formation et les modalités d'affectation, mais aussi dans le suivi des policiers (mobilité, carrière, évaluation...). L'efficacité de la police communautaire dépend en partie de changements dans la culture professionnelle et les priorités des policiers. Le modèle de police communautaire cherche à s'ajuster aux réalités locales en adaptant ses actions aux préoccupations et besoins de la population.

Qui sont les policiers travaillant dans ces UPP ? Une recherche menée en 2010 par le Centre d'Études de Sécurité et de Citoyenneté (CESec) de l'Université Candido Mendes auprès de policiers des UPP permet de dresser brièvement leur profil⁴⁶ (Barret-Kriegel, 1989) : sur les 359 policiers ayant répondu au questionnaire, 3 seulement sont des femmes, 85 % ont entre 25 et 33 ans, 63,5 % ont terminé l'enseignement moyen (lycée), 27 % ont commencé des études supérieures et 8,5 % sont diplômés de l'enseignement supérieur. 49,6 % se considèrent comme métis, 31,1 % comme blancs et 17,1 % comme noirs. 45,9 % déclarent avoir un revenu par ménage compris entre 5 et 10 salaires minimum (entre 2 550 R\$ et 5 100 R\$) et 31,5 % entre 3 et 5 salaires minimum (entre 1 530 R\$ et 2 550 R\$). Cette étude relève que les policiers ne semblent pas satisfaits d'une partie de leurs conditions de travail concernant notamment les dortoirs, les sanitaires et leurs salaires. Par exemple, à Rocinha,

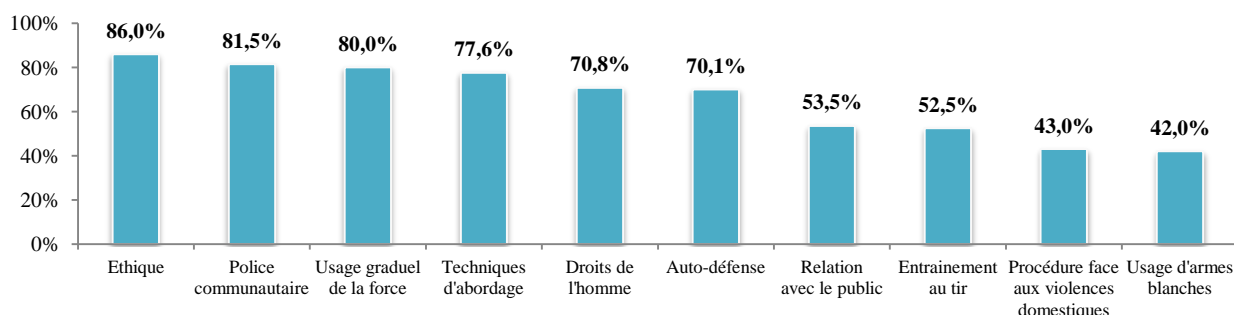
⁴⁶ L'étude a été réalisée à partir d'entretiens en groupes de discussion (29 policiers) et de questionnaires (359 policiers).

tout comme dans de nombreuses autres favelas pacifiées, le siège de l'UPP est situé dans des conteneurs.

« À Rocinha, on a besoin d'améliorer les conditions des policiers, ils méritent du respect et qu'on leur donne un immeuble décent, qu'ils sortent de leur container, de leur boîte de sardines. Pourquoi les policiers sont traités différemment à Rocinha ? » (Entretien avec Maria Helena, Médecin au poste de santé Albert Sabin et habitante de Rocinha, 09/06/2014).

34 % des policiers se disent insatisfaits de leur travail dans une UPP et 70 % déclarent qu'ils préféreraient travailler dans un bataillon hors UPP. Ainsi, les résistances à rejoindre la police communautaire restent vives et un grand nombre de policiers semblent encore considérer que participer à ces unités n'est pas un « vrai travail » de policiers. On peut donc s'interroger sur la possibilité de changer leur mentalité si la majorité ne souhaite pas travailler dans ce type de police communautaire, et sur la manière dont les comportements de ces policiers peuvent se transformer sur un terrain qu'ils n'ont pas choisi. Néanmoins, 63 % des policiers considèrent avoir reçu une formation adéquate pour travailler dans une UPP, ceux qui ne se considèrent pas bien formés critiquant notamment le manque d'enseignements pratiques.

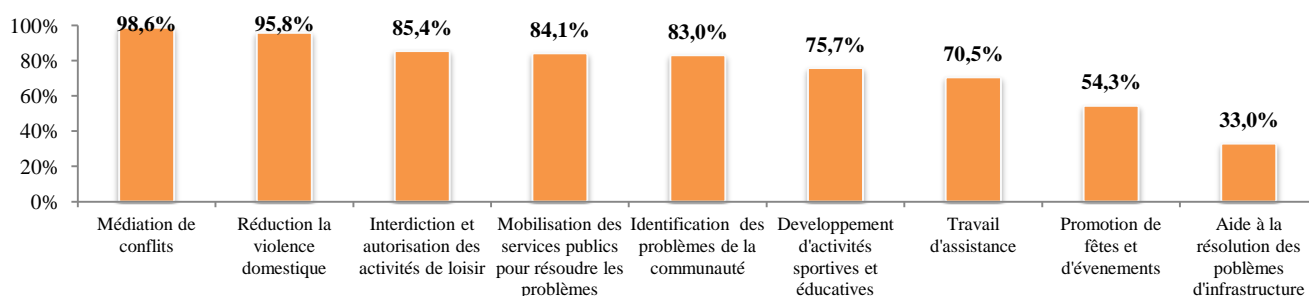
Graphique 26 : Évaluation des formations reçues par les policiers
(% de policiers considérant la formation comme appropriée)



Source : Lemgruber, Musumeci Soares, Musumeci & Ramos, 2010

En grande majorité, les policiers considèrent avoir reçu une formation appropriée sur les questions éthiques, de police communautaire, d'usage progressif de la force, de droits de l'homme, d'auto-défense, de relations avec le public et enfin d'entraînement au tir.

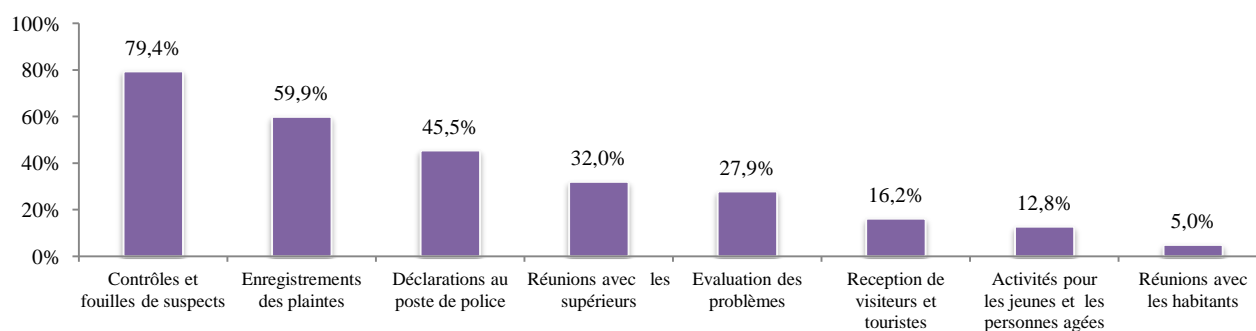
Graphique 27 : les fonctions considérées comme étant du devoir des policiers



Source : Lemgruber, Musumeci Soares, Musumeci, & Ramos, 2010

On observe que les policiers acceptent d'exercer un nombre important de fonctions en dehors du seul maintien de l'ordre, par exemple la mobilisation des services publics pour résoudre les problèmes de la favela, le développement d'activités sportives ou encore la promotion de fêtes et d'événements.

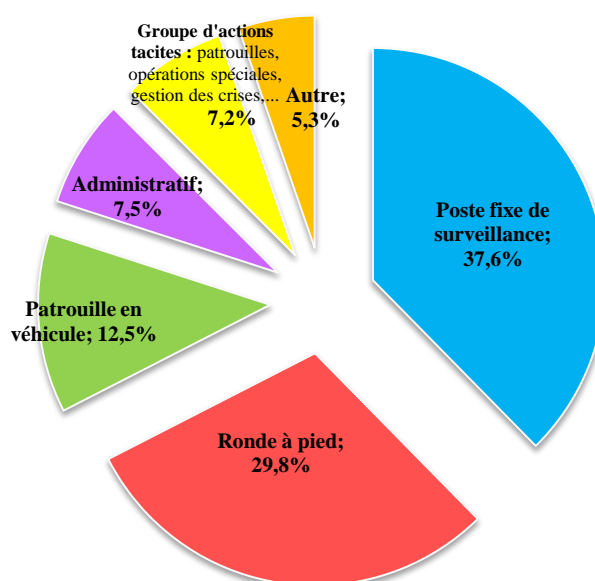
Graphique 28 : Activités fréquemment réalisées par les policiers



Source : Lemgruber, Musumeci Soares, Musumeci, & Ramos, 2010

Le graphique ci-dessus montre qu'une partie des activités des policiers dépassent le champ du maintien de l'ordre, comme par exemple la réception de visiteurs et de touristes ou la mise en place d'activités pour les jeunes et les personnes âgées. Dans le cadre de l'amélioration des relations entre habitants et policiers, ils participent à des réunions avec les résidents des favelas. Par ailleurs, ils prennent contact avec les organisations collectives locales : associations, crèches, écoles, ONG, etc. Toutefois, si on examine la répartition des différentes tâches, peu de temps est réservé aux fonctions autres que le maintien de l'ordre : 37,6 % des activités des policiers des UPP sont consacrées à la présence sur des points fixes de surveillance, 29,8 % à des rondes à pied, 12,5 % aux patrouilles en véhicule et 7,5 % à de l'administration :

Graphique 29 : type de travail effectué par les policiers la plupart du temps



Source : Lemgruber, Musumeci Soares, Musumeci, & Ramos, 2010

Selon les policiers, la majorité des problèmes pour lesquels ils doivent intervenir concernent généralement la petite violence (perturbations de l'ordre public, disputes de voisinage, coups) et la violence domestique, et ils sont plus rarement confrontés à des problèmes de vols, de violences sexuelles ou de port d'armes illégal. Pourtant, 94 % des policiers interrogés pensent qu'il est nécessaire de porter une arme, que ce soit pour se protéger des attaques possibles des trafiquants ou pour la prévention, la dissuasion et l'intimidation. Toutefois, dans certaines favelas, on rencontre de plus en plus souvent les

policiers de l'UPP moins lourdement armés, qui portent par exemple un pistolet à la ceinture plutôt qu'un fusil dans les mains.

Ces changements dans la pratique policière ne peuvent faire leurs preuves du jour au lendemain. Il s'agit effectivement d'un processus de long terme, à la fois parce que les policiers doivent s'adapter à leurs nouvelles fonctions et apprendre à avoir un comportement différent vis-à-vis des habitants des favelas, et parce que les habitants doivent de leur côté s'habituer à faire confiance à la police, ce qu'ils faisaient rarement jusque-là, en raison d'un usage abusif du monopole de la violence. Or, cet apprentissage demande du temps et des adaptations. La présence policière dans les favelas n'est pas nouvelle, comme le souligne l'interview du chef de la police civile Allan Turnowski dans le journal *Veja* : « entrer dans le Complexo do Alemão, ou dans la favela de Rocinha, n'a jamais été un problème pour la police. Nous avons toujours su comment entrer. Le problème était d'avoir les effectifs pour rester » (Erthal, 2010). Cette présence était la plupart du temps ponctuelle ou peu visible : à Rocinha par exemple, il y avait un seul poste de police au milieu de la favela, et ces policiers trop peu nombreux étaient très peu actifs et corrompus. En dehors de ce poste de police, les interventions étaient ponctuelles.

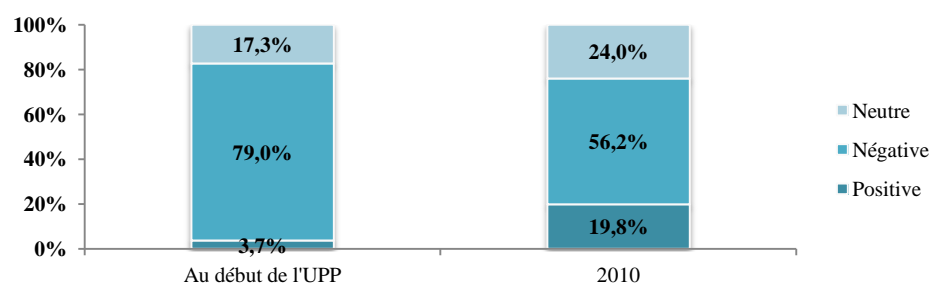
« La présence de la police, ce n'est pas nouveau, il y a avait déjà la police dans la communauté avant l'UPP. Mais nous, on ne veut pas d'une police qui vient, qui fait une action et qui s'en va ! La police doit venir pour collaborer, empêcher les disputes, les guerres de voisinages, etc. » (Entretien avec Paulo César Martins Vieira, leader communautaire et habitant de Rocinha, le 11/06/2013).

La pacification est donc un processus de restauration de la légitimité de la police et un changement dans la culture guerrière des policiers.

« La pacification est un processus, il n'existe pas de communautés pacifiées aujourd'hui à Rio de Janeiro, il existe des communautés en processus de pacification, quelques-unes plus avancées, d'autres moins. C'est un processus par lequel on passe pour inverser les valeurs, casser les paradigmes, on doit vivre avec une nouvelle culture. Ça va de la collecte d'ordures au fait de pouvoir rentrer en contact avec un policier concernant des conflits de voisinage. [...] La communauté a passé beaucoup de temps sans policiers, le policier était auparavant celui qui venait pour tuer, pour tirer des coups de feu ; quand les policiers arrivaient il fallait fermer les portes et les fenêtres et rester à la maison. Aujourd'hui, ça n'est plus ça, ils peuvent compter sur les policiers. Nous sommes ici depuis un peu plus d'un an. Rocinha a été sous le pouvoir du trafic durant 30 ans, alors on ne peut pas résoudre tous les problèmes en un an : c'est un processus. » (Entretien avec le lieutenant Neyfson Borges de l'UPP de Rocinha, le 27/06/2013).

L'enquête réalisée par le CESeC montre que selon les policiers, les habitants les percevaient plus positivement depuis l'implantation des UPP :

Graphique 30 : perception qu'ont les policiers de l'opinion de la population à leur égard



Source : Lemgruber, Musumeci Soares, Musumeci, & Ramos, 2010

Selon eux, le public qui leur était le plus hostile était constitué par les jeunes. Le lieutenant Neyfson Borges explique lors d'un entretien que les jeunes ont grandi dans cette culture du trafic, c'est pourquoi certains sont très hostiles aux policiers, bien qu'ils constituent une minorité :

« Pour ce que je perçois avec mon regard de policier, le trafic était une sorte de culture pour eux. Les jeunes ont vu tout ce qui s'est passé avant et voient ce qui se passe aujourd'hui. Une bonne partie d'entre eux accepte ce qui se passe, est d'accord avec ce qui se passe. Une autre partie n'est pas d'accord, mais l'accepte parce que de toute façon c'est inévitable, ils ne vont pas être d'accord, mais aussi ils ne vont pas manquer de respect. Et il y a ceux, mais c'est une minorité, qui résistent encore, passent devant les policiers de façon ironique, provocatrice, mais c'est une minorité. [...] Tu vois des enfants aujourd'hui faire ce signe [il forme deux L avec ses doigts] c'est le symbole de Lulu qui était le chef du trafic avant Nem. Pourquoi un enfant de 12 ans fait ça ? » (Entretien avec le lieutenant Neyfson Borges de l'UPP de Rocinha, le 27/06/2013).

Avec l'arrivée de l'UPP, on passerait ainsi progressivement de l'ordre imposé par le trafic à celui imposé par la police. Les trafiquants n'ont pas seulement perdu le contrôle des favelas pacifiées, mais également le pouvoir symbolique qu'ils avaient sur leurs habitants (Zaluar, 2013). Comment les habitants ont-ils vécu l'arrivée des policiers dans leur quartier et l'instauration de nouvelles règles ?

3. De nouvelles règles pour la population : méfiance face à une présence policière imposée

La présence quotidienne de policiers armés dans les rues des favelas pacifiées contraint les habitants à s'adapter à de nouvelles règles et pratiques (respect des espaces publics, limitation du bruit, autorisations pour l'organisation d'événements, respect du code de la route en matière de stationnement ou de port du casque sur les motos, régularisation des commerces, etc.). Les forces de police contribuent ainsi à la production d'un espace social « policé » (Vigier & Faure, 1987). Il s'agit d'une redéfinition des normes et d'une adaptation de la population à ces nouvelles normes, ceci pouvant susciter au départ une certaine résistance. Les habitants doivent passer par un apprentissage progressif d'autocontrôle par rapport à de nouvelles normes sociales. La police s'affirme comme l'instance légitime dans la gestion des conflits et le maintien de l'ordre : ce qui était résolu auparavant par les groupes criminels l'est aujourd'hui par la police.

« Les gens ont été habitués à ne pas avoir de règles et à ne pas pouvoir faire de réclamations à la police. À l'époque par exemple, il y avait un bal funk et le voisinage n'arrivait pas à dormir, et par ailleurs, quand il y avait du son très fort, ça causait des préjudices aux appareils du poste de santé qui était situé juste derrière. Lorsqu'on limite les bals funk, il ne s'agit pas d'interdire cette forme de culture, mais de donner des horaires et des règles. [...] L'UPP donne ce genre de règles de vie commune. » (Entretien avec Jorge Collaro, responsable de la région administrative de Rocinha, 05/05/2014).

Les habitants doivent s'habituer aux contrôles et aux fouilles de la part des UPP :

« Même si maintenant ils peuvent aller et venir plus librement, dans ces favelas où les trafiquants étaient fortement implantés, il y a un sentiment de perte de liberté, principalement parce qu'ils ne considèrent pas les rues des favelas comme un espace public impersonnel, mais comme une extension de leur logement où tout le monde se connaît. Beaucoup d'entre eux disent que c'est pire qu'avant ou que la police frappe n'importe qui dans la favela » (Zaluar, 2013, p. 379).

Comme les habitants n'avaient pas confiance dans la police, cela provoque parfois des résistances qui poussent les policiers à faire usage de la force. Normalement, ces policiers ont reçu une formation afin de savoir répondre de manière adaptée au comportement des personnes qu'ils ont face à eux.

« Les habitants ne sont pas habitués à être contrôlés, donc certains ils résistent et ne comprennent pas le processus de contrôle. Ils pensent par exemple qu'on n'a pas le droit de regarder dans leur sac - si j'ai le droit ; ou bien qu'on n'a pas le droit de relever leur pantalon - si j'ai le droit, je peux voir, fouiller et tâter le corps de la personne pour voir si elle cache quelque chose. Tout comme les contrôles de femmes par un homme policier, c'est permis. Ce qu'on recommande, c'est qu'il y ait une policière à côté, s'il n'y a pas de policière à côté, on peut demander à une autre femme de faire la fouille, et s'il n'y a pas de femme, le policier peut faire la fouille. Par exemple, si on est au courant qu'une femme transporte tous les jours de la drogue et qu'elle a apparemment une arme dans son chemisier, on ouvre le sac et on voit la drogue : dans ce cas je ne fouille pas la femme ? Comment je fais ? J'ai besoin de savoir si elle a une arme. Je ne vais pas la fouiller ? Si, je vais la fouiller ! Même si je suis de sexe masculin. Ils ne sont pas habitués au processus de contrôle et de fouille. Après, s'il y a des excès ? Oui, il y en a. L'excès est une contre-réponse à la résistance des habitants lors du contrôle. Certains attaquent la police, alors on doit utiliser l'usage progressif de la force. Donc oui, la force peut faire partie des contrôles. On a besoin de ces contrôles. » (Entretien avec le lieutenant Neyfson Borges de l'UPP de Rocinha, le 27/06/2013).

Pour certains habitants, la présence de policiers armés dans l'espace public, de jour comme de nuit, garantit une plus grande sécurité. Toutefois, lors d'entretiens, beaucoup d'entre eux ont évoqué leurs doutes quant à la durée dans le temps de cette politique. Ainsi, certains habitants, s'ils ne sont pas en désaccord avec l'implantation des UPP, ne cherchent pas pour autant à les intégrer dans leur communauté et semblent sans illusions à la lumière des expériences passées, comme le soulignent les témoignages d'habitants et de leaders communautaires :

« Je ne pense pas que l'UPP soit de trop, elle est même fondamentale, elle doit tenir son rôle. Mais on sait que c'est un projet de l'État, ils peuvent très bien l'arrêter. On a les JO, la Coupe du Monde, et il reste cette question : et après ? Parce que j'ai déjà vécu tout ça ; pendant l'époque de la dictature, la police était présente, et puis ils sont complètement partis pour seulement faire des actions ponctuelles ; alors, d'autres sont arrivés : les gangs, les trafiquants, etc., c'était fou. J'espère qu'on ne va plus passer par là. » (Entretien avec Paulo César Martins Vieira, leader communautaire et habitant de Rocinha, le 11/06/2013).

« Je pense que Rio a été livré à la négligence, au hasard et à la chance depuis des décennies ; maintenant le problème de l'État c'est d'arriver à revenir à l'état normal des choses. Pour cela on a besoin de l'aide de l'État fédéral. Mais quand Cabral demande l'aide fédérale, il me semble que c'est plus dans l'idée de cacher une pauvreté criante dans la ville. Moi, tout ce que j'espère, c'est qu'à l'avenir un gouvernement efficace, usant d'une police moins abusive et bien plus attachée à la ville, va réussir à transformer les UPP en quelque chose d'incontestablement bon pour tout le monde. » (Entretien avec Marcelo, habitant de Rocinha, le 31/03/2014).

Pour beaucoup, si l'arrivée des UPP apporte quelques changements avec la mise en place de programmes sociaux et d'activités culturelles, les UPP sont encore des façades de la politique de sécurité publique : elles donnent l'illusion d'une sécurité, mais, selon eux, ces UPP ne dureront pas après les méga-événements. Cet avis est partagé aussi bien par les habitants, les leaders communautaires que les policiers eux-mêmes : 70 % des policiers interrogés pensent que les UPP ont été créées uniquement pour garantir la sécurité durant la Coupe du Monde et les Jeux olympiques (Lemgruber, Musumeci Soares, Musumeci, & Ramos, 2010).

« Je pense que tous ces trucs d'UPP, c'est plus des questions politiques, d'image pour les étrangers. Forcément les étrangers pensent que Rio fait beaucoup d'efforts, mais en réalité ça ne change pas grand-chose. Ça change un peu, car par exemple il y a des programmes culturels, de musique et de sport (en bas de Rocinha) qui sont arrivés conjointement à la pacification. Mais au niveau du sentiment de sécurité, ça ne change pas trop. » (Entretien avec Marcelo, habitant de Rocinha, le 31/03/2014).

« Pour moi l'UPP, c'est une façade jusqu'à ce que la Coupe du Monde se termine, dans toutes les favelas, Rocinha, Vidigal, Cantagalo, Borel, Morro de Alemão ; toutes ces favelas n'ont pas avancé avec les UPP, ce sont des façades pour que notre gouvernement arrive à emprunter des fonds. Donc pour moi, ça n'a rien amélioré, ça a empiré. » (Entretien avec Tio Lino, président d'une ONG à Rocinha et habitant de Rocinha, 17/06/2013).

Plus que les méga-événements, c'est le jeu politique qui va décider de la durabilité de cette politique de sécurité publique. Cette méfiance vis-à-vis de la constance des politiques publiques s'inscrit dans un processus historique d'instrumentalisation des favelas à des fins politiques et électorales permettant de légitimer un gouvernement, et inversement d'instrumentalisation des politiciens par les habitants des favelas (Ferreira dos Santos, 1981). Ces derniers ont intégré cette présence sélective de l'État qui entre dans les favelas quand il y trouve un intérêt politique : gagner des voix aux élections, faire de la ville une vitrine durant les méga-événements, etc. Ils se méfient donc de l'effet d'annonce laissant croire que des mesures vont être prises pour améliorer leur condition de vie, alors que ces actions ne verront finalement pas le jour, ou bien s'arrêteront avant d'atteindre leurs objectifs.

Face à ce manque de confiance envers les institutions, la présence policière de l'UPP apparaît pour beaucoup comme une intrusion policière dans leur quotidien, dans leur vie privée. Par exemple, les responsables du centre de santé situé dans le bas de Rocinha se sont battus pour que les policiers de l'UPP ne stationnent pas devant la clinique, car ils avaient peur que les habitants cessent de venir en voyant des policiers à l'entrée : dans ce type de lieu, la présence policière reste donc illégitime. Certains habitants vivent cette présence comme un nouveau système de répression :

« Pour moi la situation est pire à Rocinha : si c'est pour supprimer les armes du trafic pour les remplacer par celles de la police, ça ne change rien. Comment peut-on faire avancer les choses en désarmant les trafiquants pour que finalement la police prenne le contrôle de la favela et soit pire que les trafiquants ? Ils ne respectent pas les habitants, ils les frappent. » (Entretien avec Tio Lino, président d'une ONG à Rocinha et habitant de Rocinha, 17/06/2013).

Les règles imposées par l'UPP sont parfois considérées comme injustes et autoritaires : interdiction des bals funk, obligation de demander une autorisation pour organiser des événements dans les espaces publics (voire privés) ainsi que contrôles et fouilles à répétition sans mandat. Marcia Leite (2012, p. 384) parle de nombreux « dispositifs de disciplinarisation » : discours, règlements, mesures administratives. Selon elle, les activités policières répriment ce qui est considéré comme « non civilisé » (comme les bals funk, la musique à fort volume sonore, les fêtes dans les rues, etc.). L'auteure va même jusqu'à comparer le processus de pacification au projet des parcs prolétaires de « civiliser » les habitants de favelas, ceci se rapprochant alors de la description que donne Michel Foucault (1975) des mécanismes disciplinaires destinés à rendre les corps dociles. Néanmoins, les habitants réclament aussi cette « disciplinarisation », la mise en place de règles pour améliorer les conditions de vie et les relations de voisinage, concernant le bruit, le respect de la propreté des rues, etc. Par exemple, les bals funk étaient fortement critiqués par une partie de la

population, le bruit les empêchant de dormir, mais les habitants ne pouvaient pas se plaindre à l'époque des trafiquants (Abreu Oliveira, Monteiro, & Zaluar, 2013).

Par ailleurs, plusieurs habitants soulignent le manque de respect des policiers, notamment dans leur comportement à l'égard des femmes, comportements que j'ai moi-même ressentis lors de mes enquêtes à travers certains regards ou expressions inadmissibles de la part de policiers armés en service. Face à ces policiers, les femmes ont dû adopter le même type de comportement de distance, d'évitement du regard qu'elles ont face aux trafiquants. Mais, par ailleurs, une partie des jeunes femmes ont commencé à admirer les policiers tout comme elles admiraient les trafiquants, comme le soulignent ces jeunes habitants de Rocinha :

« Je pense que les policiers sont assez tranquilles ici. Mais bon, bien sûr, ils n'ont pas une super image, ça a toujours été comme ça, et puis ils ont des comportements machistes, mais comme un peu tous les *Cariocas*. Ils flirtent beaucoup avec les filles, mais c'est aussi parce que les filles le veulent. C'est un peu devenu un phénomène de mode de sortir avec un policier. » (Entretien avec Marcelo, habitant de Rocinha, le 31/03/2014).

« C'est la mode de sortir avec des policiers, tu as entendu parler de Patty ? Elle fait le tour des UPP pour avoir des relations sexuelles avec les policiers, dans les postes, alors qu'ils sont en service. Son surnom, c'est Pattyfication ! Et il y en a plusieurs comme elle à Rocinha qui rêvent de pouvoir coucher avec des policiers. » (Entretien avec Patricia, habitante de Rocinha, le 27/04/2014).

Ainsi, pour certains habitants, le comportement des policiers contribue au maintien d'un ordre socio-spatial répressif auquel s'ajoute une multiplication de moyens sécuritaires. Par exemple, des caméras ont été installées dans les favelas pacifiées et l'usage de la vidéosurveillance remet en cause les libertés individuelles des habitants. Ces caméras sont régulièrement dégradées, même si pour certains habitants leur présence est un gage de sécurité et si certains commerçants ont même proposé à l'UPP de Rocinha d'acheter des caméras, de les installer et de les relier au centre de contrôle des policiers.

Photographie 59 : installation de caméras à Rocinha avec l'arrivée de l'UPP



Source : <http://www.rj.gov.br/>, 08/01/2013

Le contrôle de l'État dans les favelas est passé de l'imposition à la négociation avec le développement d'équipements et de services publics, principalement depuis la fin des années 1970 ; or, la présence quotidienne de la police militaire est à nouveau une forme de contrôle imposée par les pouvoirs publics. L'UPP constitue un effort d'adaptation des

institutions de sécurité publique, mais plus que d'une coopération entre les citoyens et la police, il s'agit d'une politique de sécurité élaborée par le haut.

4. Le paradoxe des multiples casquettes des policiers de l'UPP

Avec l'implantation des UPP, les policiers commencent à devenir pour les habitants une forme de recours dans les conflits au sein de la communauté : conflits de voisinage, conflits commerciaux, conflits conjugaux, etc. Par ailleurs, les habitants entrent de plus en plus en contact avec les policiers pour obtenir par exemple des informations sur leurs droits. L'UPP occupe donc progressivement un espace administratif dans les favelas pacifiées, mais aussi un rôle qui autrefois était plus à la charge des ONG et des associations de résidents pour l'orientation et l'information des habitants concernant leurs droits (Oliveira F. L., 2012).

« Il y a beaucoup de conflits entre les voisins qui parfois peuvent mener jusqu'à des morts et aujourd'hui, les habitants viennent nous chercher. Nous avons ici une médiation de conflits qui est homologuée par le Ministère public, nos policiers sont formés en droit. Les habitants viennent chercher les policiers pour résoudre ces conflits. Ce qui était fait avant par le trafic, est aujourd'hui fait par la police et nous résolvons les problèmes de manière légitime. » (Entretien avec le lieutenant Neyfson Borges de l'UPP de Rocinha, le 27/06/2013).

La complexité de cette nouvelle police de pacification tient à l'association de deux types de polices : d'une part, une police militaire, qui continue d'avoir pour prérogative le respect de la loi et le maintien de l'ordre à travers l'usage de la violence légitime, les contrôles, les fouilles, le port d'armes, etc. ; et d'autre part, une police de proximité qui a différentes responsabilités auprès de la communauté : médiation des conflits, orientation et information sur les droits, relais des requêtes des habitants auprès des pouvoirs publics, mise en place d'activités sportives et culturelles. Dans ce contexte, les policiers non seulement occupent le territoire, mais font en plus la promotion d'activités d'interaction avec la communauté comme des réunions, des tournois sportifs et différents événements. Aussi, on peut s'interroger sur la compatibilité entre police militaire et police communautaire. Cette double responsabilité se retrouve, dans le cas de Rocinha, dans le système d'attribution de primes aux policiers, avec d'une part l'incitation à des activités de répression du crime (saisies de drogue, d'armes, arrestations de personnes sous mandat d'arrêt, etc.) et d'autre part un encouragement à assister la population :

« Le major a mis en place un « système de congés au mérite » : quand le policier fait une action [*ocorrença*] le major lui donne un jour de repos. C'est une forme de récompense. L'action, c'est par exemple quand il a trouvé des armes, de la drogue ou qu'il a arrêté un suspect. Ou aussi si un habitant a fait l'éloge d'un policier si le policier a fait une action d'assistance. Par exemple, s'il amène une femme qui se sentait mal à l'hôpital, ou un enfant qui était perdu qu'il ramène chez lui. Dès qu'un policier fait trois actions de ce type, le major lui donne un jour de repos pour l'inciter justement à ne pas travailler seulement en réprimant, mais aussi avec cette question de la proximité avec la population. On préfère travailler avec 100 policiers motivés plutôt que 150 démotivés. C'est une politique de récompense. » (Entretien avec le lieutenant Neyfson Borges de l'UPP de Rocinha, le 27/06/2013).

Afin de limiter les comportements violents des policiers, un « service client » a été mis en place à Rocinha début 2013 sous la forme d'un centre d'appel pour connaître l'avis des habitants sur le comportement des policiers (les agents de l'UPP appellent les habitants pour poser leur des questions sur la qualité du service, le comportement du policier et leur satisfaction lors de l'intervention).

L'élargissement des fonctions dévolues à la police désoriente une partie des habitants quant au comportement à adopter face à des policiers qui sont à la fois détenteurs de la violence légitime, médiateurs et parfois même éducateurs. Il y aurait un transfert de responsabilités de gouvernance aux UPP, comme si leurs policiers devenaient les uniques représentants des pouvoirs publics dans les favelas. Foucault (2004) parlait de la police comme d'un « nouvel art de gouverner » avec le déploiement d'un pouvoir de nouveau type, de nature disciplinaire, qui ne repose plus sur l'injonction et la sanction, mais sur le gouvernement des conduites au travers d'actions préventives afin d'orienter les comportements des individus. Or, dans le cas des UPP, le pouvoir de la police associe à la fois des rémanences du passé (sanction, injonction, violence) et le gouvernement des conduites. Les habitants sollicitent de plus en plus souvent les policiers pour des requêtes allant au-delà de leurs fonctions ordinaires, pour des demandes sociales, culturelles ou même des demandes d'emploi. Avec l'affaiblissement des associations de résidents qui historiquement relayaient les demandes des habitants auprès des institutions publiques, les UPP commencent à exercer ce rôle. En se faisant les relais de la population auprès des pouvoirs publics, ils acquièrent une plus grande légitimité et bénéficient d'une plus grande confiance de la part des habitants. Au-delà des rôles dévolus autrefois aux associations de résidents, ils commencent également à occuper celui des ONG, en proposant par exemple des activités sportives ou la promotion de fêtes et d'événements. Selon Luís Antonio Machado da Silva « ce serait un net recul dans la démocratisation des relations sociales à Rio de Janeiro de transformer les UPP en acteurs politiques des communautés » (Machado da Silva, 2010, p. 37). Les UPP s'occupent non seulement des actions policières mais aussi de la gestion des ONG, de la médiation des conflits et de l'intermédiation entre les favelas et les services publics ; selon Ana Christina de Abreu Oliveira, Rodrigo Monteiro et Alba Zaluar ces dernières tâches devraient être laissées à la charge des habitants et cette concentration des pouvoirs par les policiers des UPP ne favorisent pas le renforcement des communautés (Abreu Oliveira, Monteiro, & Zaluar, 2013, p. 41)

Ceci nous conduit à nous interroger sur la compatibilité entre les fonctions de police militaire et celles de police communautaire. Dans quelle mesure un policier armé de manière « agressive » peut-il jouer le rôle de policier de proximité ? Ce paradoxe se retrouve par exemple dans le cas des activités sportives ou culturelles.

« À l'association des habitants, il y a un policier qui donne des cours de judo, je ne pense pas qu'il soit armé durant le cours, mais en tout cas, il y a deux policiers armés dans la salle pour surveiller » (Entretien avec Messias, professeur de capoeira à Vidigal et habitant de Vidigal, le 12/06/2013).

« Les policiers de l'UPP donnent des cours de sport au complexe sportif de Rocinha, mais je ne trouve pas ça bien ; enfin, l'idée de donner des cours est bien, mais qu'ils le fassent armés, je ne trouve vraiment pas ça bien. » (Entretien avec Paulo César Martins Vieira, leader communautaire et habitant de Rocinha, le 11/06/2013).

Comment un policier peut-il être à la fois professeur de sport ou médiateur de conflits et celui qui contrôle et fouille la population ? Deux problématiques différentes sont alors traitées par un moyen unique qui est la police militaire : d'une part, le besoin de réaffirmer le monopole de la violence de l'État, et d'autre part l'amélioration des rapports entre les habitants

et les policiers qui passe par des activités variées destinées à rassurer la population. Selon les analyses de Foucault, comme le note Blandine Barret-Kriegel :

« la police étend son domaine bien plus loin que la surveillance et le maintien de l'ordre. Elle a à veiller à l'abondance de la population [...] à l'activité des individus [...] à la circulation des choses et des gens [...] La police, on le voit, c'est toute une gestion du corps social. Ce terme de « corps », il ne faut pas l'entendre de façon simplement métaphorique, car il s'agit d'une matérialité complexe et multiple [...] la police, comme ensemble institutionnel et comme modalité d'intervention, a en charge l'élément physique du corps social : la matérialité, en quelque sorte, de cette société civile dont on cherchait à la même époque à penser par ailleurs le statut juridique » (Barret-Kriegel, 1989, p. 224).

Ainsi, selon Foucault, la police fait partie d'un ensemble de mécanismes qui assurent non seulement la sécurité publique et le maintien de l'ordre, mais aussi le « bien public ». Toutefois, on peut s'interroger sur la manière d'éviter les amalgames entre ce qui relève de la responsabilité de la police et de celle d'autres acteurs. Les fonctions dites communautaires attribuées à la police semblent d'autant plus poser problème qu'elles s'appuient sur un système policier hérité de la dictature, et plus spécifiquement sur des policiers militaires qui ont une position guerrière reçue lors de leur formation. Quand bien même il serait créé au Brésil une nouvelle police qui aurait uniquement le rôle de police communautaire, cela n'empêchera pas nécessairement les conflits et les ambivalences, car si ce rôle communautaire reste mal défini, cela peut être vécu comme une ingérence de la police dans les relations sociales locales, dans la vie du quartier et de ses organisations. Le terme communautaire ne signifie pas obligatoirement que la police doive multiplier ses fonctions, mais plutôt que les habitants participent à la définition de leurs besoins en matière de sécurité et à la planification, à la mise en œuvre et au suivi des mesures définies pour faire face à leurs problèmes. Cette participation pourrait alors être synonyme de confiance et d'une meilleure efficacité aussi bien dans la prévention que dans l'intervention.

II DE PREMIERS RÉSULTATS CONTRASTÉS : ENTRE APAISEMENT ET REGAIN DES TENSIONS

Dans le champ de la sécurité publique, la pacification va dans le sens d'un rétablissement de certains droits fondamentaux qui étaient auparavant limités dans les favelas : le droit à la vie, le droit d'aller et venir, le droit de propriété, l'accès à la justice, à la santé, aux équipements et services collectifs (Zaluar, 2011). L'un des changements les plus visibles avec la pacification concerne la forte diminution de l'exhibition ostensible d'armes de la part des trafiquants qui intimidait les passants et inhibait les critiques (Abreu Oliveira, Monteiro, & Zaluar, 2013). Entre 2012 et 2013, l'Institut de Sécurité Publique (ISP) a noté une diminution de 26,5 % des homicides dans les zones ayant des UPP, alors que dans le reste de la ville, ils ont augmenté de 9,7 %. Cette diminution des homicides peut être mise en parallèle avec la réduction sensible du port d'armes dans ces favelas. Globalement, dans les favelas pacifiées, les chiffres indiquent une diminution des violences entraînant la mort et une hausse des actes de délinquance et des violences non létales (Cano I. , 2012). Que nous indique l'évolution des violences à Rocinha et à Vidigal quant à l'impact des UPP ?

1. Le point de vue des habitants sur l'évolution des violences depuis l'implantation des UPP

Selon les entretiens réalisés à Rocinha et à Vidigal, les habitants constatent rarement une évolution favorable en termes de violence. Les violences et le sentiment d'insécurité semblaient avoir diminué depuis la fin des conflits entre factions qui se sont déroulés entre 2004 et 2006. Depuis cette période, le contrôle par la faction ADA n'avait pas été contesté, ce qui avait progressivement permis au climat de s'apaiser.

« Avant l'implantation de l'UPP, Vidigal avait déjà beaucoup évolué en termes de violence, mais aussi en termes de trafic. Les trafiquants sont devenus plus pacifiques avec le changement de faction et ils faisaient même une partie du travail de l'État ; donc finalement je pense que ça n'a pas changé grand-chose l'UPP, pour les habitants. Sauf que les gens de l'extérieur viennent beaucoup plus visiter notre communauté, ils ont un autre regard. Avant, pour les gens de l'extérieur, le *morro* était souvent connoté avec le banditisme et le trafic. Mais de mon point de vue, ici ça n'a pas changé grand-chose, que ce soit le trafic ou l'UPP. » (Entretien avec Rodrigo, habitant de Vidigal, le 25/03/2013).

Comme le souligne Rodrigo, en termes de violence, l'impact de l'UPP ne semble pas si net à Vidigal, puisque les violences avaient déjà diminué auparavant. Ce qui finalement aurait le plus changé serait le sentiment d'insécurité des personnes extérieures : avec la présence d'UPP, elles auraient moins peur de se rendre dans cette favela. Toutefois, Vidigal était déjà fréquentée par les touristes avant la pacification et plusieurs auberges avaient ouvert. À Rocinha, l'UPP n'apporte pas beaucoup de changements au sens où elle prolonge un développement amorcé il y a plusieurs années déjà :

« Je dirais que c'est pire depuis la pacification. Bon j'exagère, mais c'est vrai que les journaux ont voulu montrer que la pacification apportait beaucoup de changements. Mais il faut savoir que les changements sont survenus avant la pacification, par exemple les banques à Rocinha sont là depuis 1983, ce n'est pas la pacification qui a apporté les banques. Ça date de l'époque de Brizola. Moi je n'ai rien vu de nouveau depuis la pacification. » (Entretien avec José Martins de Oliveira, leader communautaire et habitant de Rocinha, le 14/04/2014)

En termes de sécurité, la situation est plus complexe à Rocinha qu'à Vidigal, du fait de sa taille importante, car tous les sous-quartiers n'ont pas encore été pacifiés : dans certains lieux, les policiers entrent rarement ou pas du tout et les trafiquants sont encore présents, et parfois visiblement armés. C'est notamment le cas dans la Rua Um qui est encore un fief du trafic de drogue à Rocinha, et où il n'est pas rare de croiser des individus armés, même si à l'entrée de cette ruelle, une voiture de patrouille et plusieurs policiers armés sont présents quotidiennement. La complexité de cette partie de la favela réside notamment dans la multitude de ruelles, d'escaliers avec une grande densité de la population et du bâti, ce qui offre aux trafiquants plus de possibilités pour fuir et se cacher.

« C'est l'unique endroit où il y a encore du trafic, c'est un foyer de résistance du trafic de drogue. Car c'est une zone qui est difficile d'accès. Ce ne sont que des petites ruelles et des *becos*. C'est une zone proche des bois, donc où il y a des chemins de fuite pour eux et c'est une zone où il n'y a pas nos équipements. Ici nous avons 85 caméras installées dans la favela. Mais pas dans ce quartier, justement en raison de sa structure. Il n'y a pas de possibilités ; si on installe des caméras là-bas, demain elles seront cassées. À Rocinha, les caméras se suivent : si quelqu'un en casse une, une autre filme pour voir qui l'a cassée. Là-bas, il faudrait installer 1 million de caméras. Alors aujourd'hui nous savons que les trafiquants sont là-bas. Et puis il y a le système de SMS ou de *whatsapp* [système de communication entre Smartphones via internet] quand on rentre dans une petite rue, ils vont en haut, ils savent qu'on arrive, ils n'ont pas de radio, mais ils utilisent les messages et quand on arrive là, il n'y a plus personne et ils cachent les armes. [...] On se divise en plusieurs groupes pour entrer. On veut en terminer avec ce dernier foyer de trafic et on veut affirmer notre présence là-bas. Pourquoi est-ce qu'il y a tant de problèmes là-bas ? Pourquoi ils ne sortent pas pour faire le trafic ici ? Parce que s'ils viennent ici, il y a les caméras et on pourra les reconnaître, on les verra passer avec leurs armes, on verra par où ils vont. Ils ne peuvent pas passer devant la caméra avec des fusils ou alors il faudrait qu'ils soient 10 ou 15 pour faire face aux policiers ! Donc ils ne peuvent pas venir ! » (Entretien avec le lieutenant Neyfson Borges de l'UPP de Rocinha, le 27/06/2013).

Dans cette zone, les habitants semblent beaucoup moins coopératifs avec la police comme le souligne le lieutenant de l'UPP. C'est une zone où se mêlent méfiance, silence, omertà et peur des représailles :

« Dans cette partie au fond sous les bois, c'est la partie la plus compliquée de Rocinha, les habitants parlent avec les policiers bonjour, bonsoir, mais ne parlent pas aux policiers de ce qu'ils voient. « -est-ce que tu as vu quelqu'un armé - non je n'ai rien vu, non je ne sais pas, j'étais au travail, j'étais à la maison » ou « où est-ce qu'on a tiré sur le touriste ? - Je ne sais pas, j'habite ici depuis pas longtemps ». [...] Dans cette zone de la favela, à Ropa Suja notamment, c'est là que c'est le plus problématique. Les habitants nous saluent, ils acceptent d'être contrôlés, mais ne nous disent pas ce qui se passe. » (Entretien avec le lieutenant Neyfson Borges de l'UPP de Rocinha, le 27/06/2013).

La fin 2013 et l'année 2014 ont été marquées, à Rocinha et plus généralement dans les favelas pacifiées, par une recrudescence des confrontations entre trafiquants et policiers, ainsi que par la répression violente de mobilisations collectives d'habitants ou encore d'attaques contre les UPP. Cette crise semble naître d'une accumulation de tensions, d'un malaise social et spatial dont les grandes manifestations de juin 2013 ont notamment été le reflet. Les trafiquants profitent de ces tensions pour réaffirmer leur pouvoir sur ces territoires. Le trafic n'avait pourtant pas disparu, la pacification avait entraîné une redéfinition des rapports entre policiers et trafiquants qui partagent à présent quotidiennement un même territoire. Les stratégies des trafiquants changent, ils sont plus mobiles, moins visiblement armés, les points de vente sont plus discrets et ils s'accordent parfois tacitement avec les policiers pour conserver le statu quo. La police, au-delà de son pouvoir coercitif, participe à l'économie

informelle et illégale locale, en fermant les yeux sur certaines activités et en négociant une contrepartie, le plus souvent financière. Ceci ne concerne pas seulement les trafiquants, mais plus généralement les élites locales : par exemple, certains versent des pots-de-vin aux policiers en échange de l'autorisation d'organiser une fête. Pour certains habitants, les UPP sont un autre pouvoir répressif et violent qui vient s'ajouter aux narcotrafiquants :

« Le pauvre n'est jamais sorti de la répression. Quand la dictature s'est arrêtée, c'était au tour du trafic de s'installer, puis aujourd'hui il y a les UPP, qui sont également une autre forme de répression. Sauf que maintenant, on vit dans la favela avec deux formes de répression, d'une part le trafic continue et d'autre part, la police. Si on regarde la télévision, on n'arrête pas d'entendre parler de confrontations, d'échanges de tirs, de morts d'innocents. Il y a donc deux formes de répression au sein d'un même territoire, ce sont en quelque sorte des formes de dictature » (Entretien avec Antonio Carlos, leader communautaire et habitant de Rocinha, 14/05/2014).

À Rocinha, les confrontations se sont multipliées, ce qui a finalement contribué à augmenter le sentiment d'insécurité des habitants. Au cours de mon séjour dans cette favela, elles sont devenues de plus en plus intenses, survenant à n'importe quelle heure du jour et de la nuit et paralysant la favela durant plusieurs heures. Lors de ces confrontations, l'électricité était régulièrement coupée : selon les témoignages, les trafiquants couperaient l'électricité afin de pouvoir s'enfuir à travers les ruelles sans être vus par les policiers. Les habitants, qui au départ semblaient en quelque sorte « habitués » à ces confrontations, ont commencé à être de plus en plus inquiets. En effet, si auparavant les confrontations étaient tout aussi violentes, elles ne semblaient pas aussi fréquentes : « c'est la guerre en bas ! » affirmait une habitante de la partie haute de Rocinha. Je l'ai interrogée sur la manière dont elle vivait ces confrontations et sur le ressenti des habitants en général :

« Ça dépend où ont lieu les tirs, si les tirs sont loin, lorsqu'on entend des tirs, on va s'arrêter une seconde, un sursaut, on est surpris par le bruit, et puis tout le monde reprend ce qu'il était en train de faire. Si les tirs ont lieu tout près, on va se dépêcher de rentrer, on essaie de désertier la rue. Parfois quand c'est vraiment juste à côté, on se cache sous les tables pour ne pas prendre une balle perdue, parfois les balles traversent les fenêtres. Le problème ici, c'est que c'est tellement grand, il y a tellement de rues, et puis avec la forme de la favela, ça fait un peu caisse de résonance, on a du mal à savoir d'où viennent les tirs, de quel côté. Mais finalement, la vie ne s'arrête pas, même quand il y a des confrontations, la vie ne peut pas s'arrêter de toute façon, on n'a pas ce luxe ! » (Entretien avec Éliane, habitante de Rocinha, le 22/04/2014).

Cette recrudescence des confrontations est notamment liée à une perte de crédibilité de l'UPP de Rocinha qui a fait la une des médias en 2013 avec la séquestration et la torture suivie de mort d'un habitant de Rocinha, Amarildo.

« La pacification a connu un premier moment avant la mort d'Amarildo, où elle était très bien vue, il y avait plus de 70 % de la population qui appuyait l'UPP. Aujourd'hui les gens n'y croient plus, la police se fait très discrète, on ne voit même plus de policiers dans les rues. Ils ont perdu leur crédibilité et le trafic est plus grand. Amarildo était un habitant de Rocinha qui a été tué par la police. On ne sait pas tellement s'il était dans le trafic. Il a été attrapé, il a été torturé. Après cette histoire, la police a perdu sa crédibilité. On en est même arrivé à penser que ça pouvait être un complot, qu'il y avait des politiciens liés au trafic qui avaient du pouvoir dans le gouvernement et qui voulaient chasser le commandant de l'UPP de Rocinha. Ce n'est pas qu'il était corrompu, mais il était très autoritaire, alors ces policiers corrompus ont voulu son départ. On a commencé à penser que c'était un complot. Peut-être qu'ils ne voulaient pas le tuer et seulement qu'il confesse tout ce qu'il savait du trafic, mais ils ont été trop durs et ils l'ont tué, rien ne justifie la mort. Du coup la police a perdu sa crédibilité. La nouvelle commandante de l'UPP est alors arrivée. Mais je ne la vois nulle part. J'ai parlé avec elle une fois, elle semble intéressante, mais on ne la voit pas. Il n'y a plus de police, même devant les banques, il n'y a pas de

policiers. » (Entretien avec José Martins de Oliveira, leader communautaire et habitant de Rocinha, le 14/04/2014)

Le cas de la disparition et de la mort du maçon Amarildo est devenu emblématique. Cet habitant de Rocinha a disparu après avoir été détenu par les policiers de l'UPP. Certains parlent d'un complot, comme c'est le cas dans le témoignage ci-dessus. L'implantation des UPP aurait redéfini le système de corruption et d'échanges de « marchandises politiques » dans lequel des personnes haut placées dans les institutions politiques (policière, judiciaire, etc.) auraient perdu une partie de leurs bénéfices liés à la corruption dans le trafic de drogue. Auparavant, le système de corruption formait un réseau reliant les policiers aux institutions, mais depuis, les commandants et policiers de l'UPP accapareraient ces pots-de-vin (*propinas*), et certains hauts fonctionnaires et politiciens auraient ainsi intérêt à les déstabiliser et provoquer leur déroute, en soutenant les discours anti-UPP. Cet événement à Rocinha est à l'origine d'une grande mobilisation des habitants qui a été relayée par les réseaux sociaux prenant la forme d'une campagne intitulée « Où est Amarildo ? » (*Onde está o Amarildo ?*), qui réclamait par ailleurs la démilitarisation⁴⁷ de la police et la fin des UPP.

Photographie 60 : Manifestation : « Où est Amarildo ? » le 01/08/2013



La manifestation a barré la route Lagoa-Barra dans les deux sens de circulation pour se rendre de Rocinha jusqu'à la maison du secrétaire à la sécurité José Mariano Beltrame, créant des embouteillages dans toute la zone sud.

Source : Pedro Kirilos / *O Globo*



Fim da PM já! (Pour la fin de la police militaire)
Major Edson cadê o Amarildo? (Major Edson, où est Amarildo ?)
O mundo quer saber: onde está o Amarildo (Le monde veut savoir où est Amarildo ?)

Source : Pedro Kirilos / *O Globo*

Ce fait confirme la persistance de pratiques violentes et d'abus de la part des policiers ainsi que la confusion encore trop systématique entre habitant de favela et bandit. On constate une renaissance de l'action collective avec une mobilisation des habitants qui font entendre leur voix en outrepassant la « loi du silence ». Si, avant la pacification, les cas semblables n'étaient pas rares, le débat était alors rarement porté dans l'espace public. Avec les promesses de sécurisation faites par le gouverneur de l'État de Rio de Janeiro Sergio Cabral et le maire Edouardo Paes, les classes moyennes, les intellectuels et les médias se sont fait le relais des revendications des classes populaires. Dans tout le Brésil, les méthodes répressives

⁴⁷ La militarisation de la police date de la dictature, lorsque la police militaire a repris les fonctions de la garde civile.

de la police militaire ont été fortement mises en cause lors des manifestations qui ont eu lieu en juin 2013, le thème de la violence policière sortant alors du contexte des favelas.

Du fait de l'ampleur prise par cette campagne, l'enquête sur la mort d'Amarildo s'est accélérée et la justice a décidé d'emprisonner le commandant de l'UPP de Rocinha Edson Santos et son second, le lieutenant Luiz Felipe de Medeiros, ainsi que trois autres policiers, accusés eux aussi de corruption, de faux témoignages et d'entraves à l'enquête. Au total, ce sont 25 policiers de l'UPP de Rocinha qui sont soupçonnés d'avoir participé à ce crime. Les tortures subies par certains habitants des favelas et la corruption de plusieurs membres de l'UPP, reconnues par les tribunaux brésiliens, ne sont donc pas allées dans le sens de la légitimation du monopole de la violence de l'État et ont contribué au maintien de la méfiance des habitants envers les UPP. Du fait de ces excès, la police est perçue comme une menace, plutôt que comme une force pacificatrice.

Par ailleurs, la perte du contrôle autoritaire des trafiquants sur ces favelas semble avoir bouleversé l'ordre social imposé autrefois, laissant place à une augmentation des actes de violence commis par les habitants :

« En dehors des confrontations, il y a aussi le fait que les gens ont de plus en plus des comportements abusifs, ils transgressent les règles et la loi. Avant, les gens avaient peur, c'est vrai il y avait vraiment une culture de la peur, je ne dis pas que c'est bien, mais au moins les gens se tenaient tranquilles, parce qu'ils savaient ce qui pouvait les attendre. » (Entretien avec Patricia, habitante de Rocinha, le 27/04/2014).

Certains habitants semblent aussi « regretter » l'époque du trafic :

« J'en viens à me demander si je ne regrette pas l'époque du trafic, je me sens moins en sécurité aujourd'hui. Alors effectivement, je ne dis absolument pas que le trafic est quelque chose de positif, mais je préférerais la situation quotidienne avant. Maintenant on n'est jamais sûr de rien, on peut tomber n'importe quand dans une confrontation, la situation est très instable, que ce soit entre les policiers et les trafiquants ou entre les trafiquants entre eux. Je ne dis pas que les confrontations n'arrivaient pas avant, c'est sûr ça arrivait, mais c'était moins souvent, peut être deux fois par an, mais quand ça arrivait, ce n'était pas une blague. C'était énorme, ça tirait de partout, parce que quand les policiers entraient, ils mettaient les grands moyens, ça pouvait durer quelques jours puis les choses redevenaient normales. Maintenant, les confrontations ne paralysent plus entièrement la favela, mais elles sont plus fréquentes et c'est un peu partout dans la favela. » (Entretien avec Patricia, habitante de Rocinha, le 27/04/2014)

En mai 2014, le groupe *Rocinha em Foco* présent sur les réseaux sociaux a posé la question suivante : « Vous préférez Rocinha avant ou après l'UPP ? Et pourquoi ? Donnez votre opinion ». Voici quelques-uns des commentaires écrits par les habitants :

« Je préférerais avant. Parce qu'avant, le trafic traitait seulement avec les gens qui y étaient impliqués. Nous pouvions marcher à n'importe quelle heure sans avoir peur des viols, des balles perdues, etc. Je pouvais oublier mes sandales à la porte, pendre ma serviette de bain sur la corde à linge dehors sans me préoccuper de savoir si elle serait là quand je rentrerais. Il y avait des fêtes pour les enfants sans se préoccuper d'où venait l'argent de celui qui finançait la fête, il y avait plus de respect entre les habitants. Malheureusement, l'UPP n'a apporté aucun type d'amélioration dans notre communauté. »

« Aujourd'hui, j'aimerais dire que c'est mieux qu'avant, car on ne voit plus les personnes droguées qui fument, qui sniffent et qui boivent devant nos portes et il n'y a plus non plus le bruit insupportable qui ne nous laissait pas dormir ; et avec l'arrivée des UPP et aussi de l'Unité de Soins et du complexe sportif, on voit des améliorations pour tous. On sait très bien que la police agit avec cruauté. [...] pour la violence continue de la même manière, et pour ceux qui disent qu'il n'y avait pas de viols, ils mentent parce que si, il y en avait, seulement on ne le savait pas puisqu'ils étaient tués après par les trafiquants ; et il y avait beaucoup de petits

délinquants qui aimaient importuner les habitants. En étant sincère, je pense que ce serait mieux s'il n'y avait ni policiers ni trafiquants et seulement d'honnêtes travailleurs ».

« Je ne ressens pas le manque des bandits qui défilaient jour et nuit avec leurs armes, des chaînes en or et des bouteilles de whisky, cohabiter avec des bandits qui se mélangent à nous comme des habitants... aujourd'hui on ne sait plus qui sont les bandits, il y en a beaucoup qui viennent de l'extérieur, qui ne respectent personne, ni même la propre hiérarchie de banditisme. Concernant l'UPP, malheureusement ils envoient de jeunes policiers récemment sortis de l'école de police, pour accomplir les ordres d'un policier plus âgé, et si celui-ci agit mal, eh bien, le jeune fera de même. En envoyant des troupes de jeunes policiers dans ces grandes favelas sans aucune préparation, cela fait que la peur entraîne leurs actions. On commence à voir s'additionner les problèmes de l'asphalte (braquages, vols, viols...) à nos problèmes. Nous vivons un moment où n'importe laquelle de ces deux options n'apporte pas la tranquillité que l'on mérite. »

« Sans hypocrisie, l'époque de Lulu était une belle époque, il avait un don de leader, tous le respectaient et il respectait tout le monde. Rien n'arrivait sans passer par lui. »

« Je préfère avant, car aujourd'hui j'ai une fille et je ne peux pas l'emmener jouer dehors en sécurité puisqu'à n'importe quel moment il peut y avoir des tirs. Avant je pouvais jouer dehors et ma mère ne se souciait pas de moi, aujourd'hui je ne peux pas faire de même avec ma fille. Même à l'heure de la sortie de l'école, je ne sais pas si je vais pouvoir sortir de chez moi pour aller la chercher, car les tirs sont constants. Nos enfants ont besoin de grandir dans une ambiance de paix et de tranquillité. »

Ces quelques commentaires nous permettent de voir à quel point l'arrivée des UPP a bouleversé l'ordre anciennement établi dans la favela. Cette période de transition, c'est-à-dire le passage du contrôle exercé par les trafiquants à celui des forces de l'ordre, accompagné de la multiplication des confrontations, perturbe le sentiment de sécurité que les habitants avaient fini par se construire. Nous parlons d'une « construction » du sentiment de sécurité, car le seuil de tolérance de la violence et le sentiment de sécurité s'adaptent aux pouvoirs locaux de domination et aux règles qu'ils instaurent. Avec le changement de règles, ce sentiment se transforme, c'est ce que souligne notamment un habitant de Rocinha qui parle du passage d'une « fausse sécurité » à de « l'insécurité » : « Malheureusement, avant c'était une fausse sécurité et aujourd'hui, c'est la triste réalité de l'insécurité ». Dans ce contexte, les habitants ont alors souvent tendance à embellir le passé : à travers l'illusion du « c'était mieux avant », les mauvais souvenirs s'estompent au profit des meilleurs. Les actes de violence étaient bien présents au temps où les trafiquants dominaient la favela. Toutefois, la différence qu'apporte l'implantation de l'UPP, c'est que chaque habitant, qu'il soit « bandit » ou « travailleur » peut être confronté à cette violence. À nouveau, on constate que les discours mobilisent la catégorie « travailleur » pour les distinguer des bandits (Zaluar, 1985) : or cette catégorisation fonctionne peu aux yeux des policiers. En effet, différents témoignages soulignent qu'auparavant, étaient confrontés à la violence principalement ceux qui participaient au trafic de quelque manière que ce soit. Ceux qui n'y prenaient pas part vivaient cette violence avec plus de distance, même si effectivement elle avait des retombées sur toute la communauté (occupation de l'espace public par des trafiquants armés, manque de respect de la part de jeunes trafiquants, etc.). Mais, du fait de l'autorité du chef du trafic, un ordre relatif était finalement maintenu. Avec l'installation des UPP, le monde du trafic lui-même est bouleversé, la hiérarchie semble moins respectée, ce qui conduit à une multiplication des actes de petite délinquance.

Certains habitants soulignent par ailleurs des dysfonctionnements au sein de l'UPP et les risques de manipulation exercés par des policiers expérimentés sur des plus novices. Le

choix du commandant semble alors primordial pour assurer la « bonne conduite » des policiers. De plus, le manque d'expérience des jeunes policiers et cette période d'instabilité ont favorisé leur sentiment de peur. Ils sont alors plus agressifs et sur la défensive, et s'éloignent de l'image de la police communautaire. Depuis le cas « Amarildo », le comportement des policiers a visiblement changé à Rocinha : ils ont, durant un moment, été très peu visibles (il m'arrivait de traverser l'Estrada da Gávea de bas en haut sans en croiser un seul) et ils communiquaient moins avec la population et restaient groupés. Cette différence est encore plus perceptible si on la compare à la situation de Vidigal, où les policiers sont beaucoup mieux intégrés et où les relations avec la population sont la plupart du temps cordiales. À Vidigal, les policiers semblent bien plus détendus et souhaitent visiblement légitimer leur présence par un travail de proximité, notamment à travers la médiation dans les conflits de voisinage.

Finalement, la reprise de contrôle de ces territoires par les pouvoirs publics s'accompagne d'une période d'instabilité. Ce bouleversement de l'ordre socio-spatial interne à la favela est alors renforcé par son ouverture sur le reste de la ville, avec ses problèmes (vols, viols, braquages, etc.). Cette augmentation des actes de délinquance est toutefois difficile à quantifier : dans quelle mesure s'agit-il d'un accroissement réel ou d'une augmentation des dépôts de plaintes liée à un meilleur accès à la justice et à l'affaiblissement de la « loi du silence » ? Les données disponibles sur le site de l'Institut de Sécurité Publique (ISP) permettent de mieux saisir l'évolution des violences dans les quartiers où se sont installées des UPP.

2. L'approche statistique des crimes et délits avec l'implantation des UPP

Le rapport du Laboratoire d'Analyse de la Violence de l'Université d'État de Rio de Janeiro coordonné par Ignacio Cano et réalisé en 2012 dans 13 favelas pacifiées⁴⁸ entre 2006 et 2011 montre qu'il y a en général une forte augmentation du nombre de procès-verbaux (*ocorrências*) après l'implantation des UPP. Le nombre moyen mensuel de victimes de morts violentes (homicides volontaires : *homicídio doloso*, lésions corporelles suivies de mort : *lesão corporal seguida de morte* et vols suivis de mort : *latrocínio*) a diminué de 75 % par rapport à la période précédant l'implantation de l'UPP. :les homicides volontaires ont diminué de 50 % et les actes de résistance ont été divisés par deux. Presque toutes les autres catégories de violence ont augmenté : le nombre moyen mensuel de disparitions a été multiplié par 2,2, celui des lésions corporelles volontaires par 3,5, celui des violences domestiques par 3,9, celui des menaces par 3,5, celui des viols par 2,6, celui des vols par 1,5 et les saisies de drogue par 3. Le nombre de vols aggravés (avec menaces ou violences) a quant à lui été divisé par 2,2. Ces chiffres indiquent donc globalement une diminution des violences létales et une hausse des délits (Cano I. , 2012). Ces tendances s'observent de manière générale dans toute la ville de Rio de Janeiro. La politique de sécurité publique a eu pour objectif principal la réduction des morts violentes et des vols aggravés. Pour cela, le Secrétariat d'État à la Sécurité (SESEG) a créé en 2009, avec le SIM (Système Intégré d'Objectifs) qui fixe des objectifs de réduction des indicateurs de criminalité. Des primes sont versées en fonction des

48 Andaraí, Batam, Borel, Chapéu-Mangueira/Babilônia, Cidade de Deus, Santa Marta, Formiga, Macacos, Pavão/Pavãozinho/Cantagalo, Providência, Salgueiro, Tabajaras e Turano.

résultats obtenus. Ainsi, selon Daniel Ganem Misse, ce système d'évaluation et de gratification en fonction des résultats aurait un impact direct sur l'évolution des statistiques (Misse D. G., 2012).

Afin de voir si l'on observe ces mêmes tendances que celles décrites par Ignacio Cano dans les favelas récemment pacifiées de Rocinha et de Vidigal, nous pouvons analyser l'évolution des statistiques de la violence grâce aux données de l'ISP représentées dans les tableaux et graphiques ci-dessous. Les catégories de violence qui augmentent le plus dans ces favelas ont été surlignées :

Tableau 29 : Évolution des délits et crimes à Vidigal entre 2007 et 2013

Vidigal	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Crimes violents								
Homicide volontaire	1	1	0	3	0	1	1	1
Agression physique suivie de mort	0	0	0	0	0	0	0	0
Vol suivi de mort	0	0	0	0	0	0	0	0
Tentative d'homicide	2	0	1	0	3	4	6	1
Agression physique	14	14	21	15	45	122	95	36
Viol	0	2	3	4	1	6	6	1
Accidents de la circulation								
Homicide involontaire	0	2	0	0	0	0	0	0
Lésion corporelle involontaire	3	3	3	1	3	7	3	3
Homicides avec classification en cours								
Découverte de cadavre	0	0	0	0	0	0	0	0
Découverte d'ossements/squelette	0	0	0	0	2	0	0	0
Crimes contre la propriété								
Vol aggravé dans un centre commercial	0	0	0	0	0	0	1	1
Vol aggravé au domicile	1	0	0	1	0	0	2	1
Vol aggravé de véhicule	0	0	0	0	1	1	1	0
Vol aggravé de chargement	1	0	0	0	0	0	0	0
Vol aggravé de passant	0	0	0	0	0	0	1	0
Vol collectif aggravé	0	0	0	0	1	0	0	0
Braquage de banque	0	0	0	0	0	0	0	0
Braquage de distributeur bancaire	0	0	0	0	0	0	0	0
Vol de téléphone	0	0	0	0	0	0	0	0
Vol avec conduite de la victime au distributeur bancaire	0	0	0	0	0	0	0	0
Vol de véhicule	0	1	3	2	3	1	0	1
Extorsion et séquestration	0	0	0	0	0	0	0	0
Extorsion	0	1	0	0	1	1	2	1
Stationnement illicite	4	1	1	2	4	11	4	3
Actions policières								
Saisie de drogue	4	3	10	5	14	23	32	15
Saisie d'armes	8	4	0	1	11	4	0	4
Retrait de véhicule	3	4	2	2	4	0	1	0
Arrestation d'un individu avec mandat d'emprisonnement	0	0	1	0	0	4	1	4
Flagrant délit	4	1	3	1	5	41	24	12
Autres								0
Menaces	12	5	11	16	22	64	73	30
Disparition	6	3	0	1	1	1	3	3
Acte de résistance	0	4	0	0	0	0	0	0
Policier militaire mort en service	0	0	1	0	0	0	0	0
Policier civil mort en service	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des vols								
Vol aggravé (avec menaces ou violences)	2	1	1	3	2	1	6	2
Vol	8	9	17	21	17	36	44	21
Total des procès-verbaux	65	66	77	102	145	313	311	145

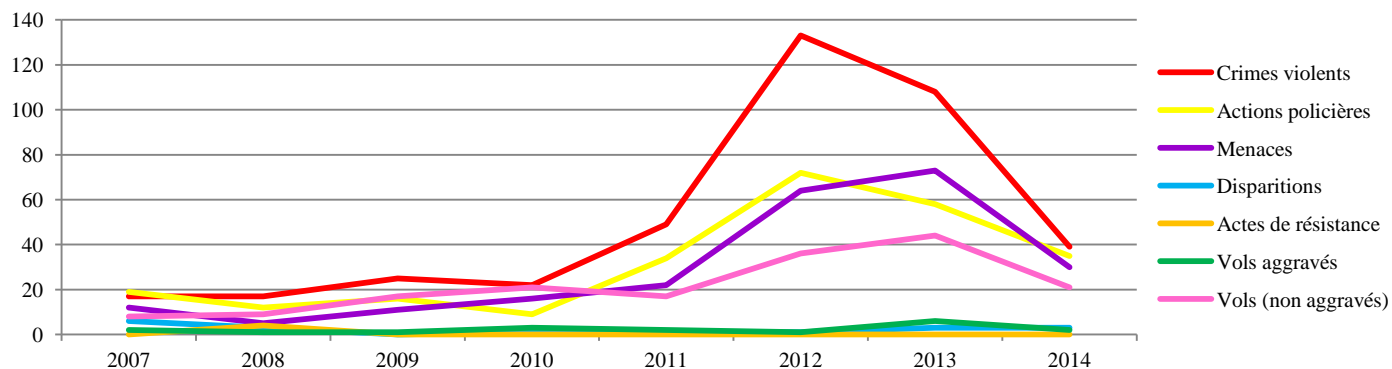
Source : ISP, <http://www.isp.rj.gov.br/Conteudo.asp?ident=61>

Tableau 30 : Évolution des crimes et délits à Rocinha entre 2007 et 2013

Rocinha	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Crimes violents								
Homicide volontaire	5	2	0	3	2	6	5	2
Agression physique suivie de mort	0	0	0	0	0	0	0	0
Vol suivi de mort	0	0	0	0	0	0	0	0
Tentative d'homicide	2	3	1	1	6	22	32	44
Agression physique	29	27	39	51	82	329	254	182
Viol	3	4	7	7	9	13	6	4
Accidents de la circulation								
Homicide involontaire	0	0	0	0	0	0	0	0
Lésion corporelle involontaire	0	1	2	1	2	4	7	1
Homicides avec classification en cours								
Découverte de cadavre	0	0	2	0	0	1	1	1
Découverte d'ossements/squelette	0	0	0	0	0	0	0	0
Crimes contre la propriété								
Vol aggravé dans un centre commercial	0	0	0	0	3	2	6	1
Vol aggravé au domicile	0	0	0	1	0	1	2	1
Vol aggravé de véhicule	1	0	0	0	0	0	0	1
Vol aggravé de chargement	1	0	0	0	2	0	0	1
Vol aggravé de passant	0	0	0	0	0	9	2	3
Vol collectif aggravé	0	1	2	0	0	0	0	1
Braquage de banque	0	0	0	0	0	0	0	0
Braquage de distributeur bancaire	0	0	0	0	0	0	0	0
Vol aggravé de téléphone	0	0	0	0	0	0	0	0
Vol aggravé avec conduite de la victime au distributeur bancaire	0	0	0	0	0	0	0	0
Vol de véhicule	3	5	7	2	4	14	10	3
Extorsion et séquestration	0	0	0	0	0	0	0	0
Extorsion	0	0	0	1	0	1	3	1
Stationnement illicite	7	10	12	10	17	27	26	13
Actions policières								
Saisie de drogue	7	6	9	7	19	154	112	41
Saisie d'armes	19	40	7	0	62	18	18	5
Retrait de véhicule	3	6	4	3	22	2	3	3
Arrestation d'un individu avec mandat d'emprisonnement	6	1	4	1	1	15	6	15
Flagrant délit	5	4	5	1	19	77	53	29
Autres								
Menaces	33	22	17	14	33	155	147	129
Disparition	4	2	3	4	7	12	11	7
Acte de résistance	0	1	0	6	0	5	1	2
Policier militaire mort en service	0	1	0	0	0	2	0	0
Policier civil mort en service	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des vols								
Vol aggravé (avec menace ou violence)	3	2	3	1	6	16	12	8
Vol	24	33	34	46	55	138	120	99
Total des procès-verbaux	172	154	177	168	325	1028	930	673

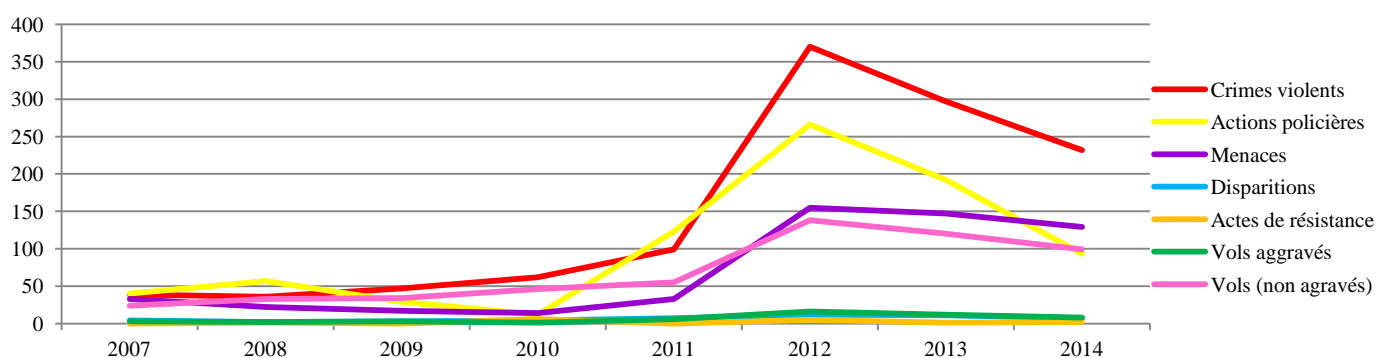
Source : ISP, <http://www.isp.rj.gov.br/Conteudo.asp?ident=61>

Graphique 31 : Évolution des crimes et délits à Vidigal entre 2007 et 2014



Source : ISP

Graphique 32 : Évolution des crimes et délits à Rocinha entre 2007 et 2014



Source : ISP

Tableau 31 : Évolution des types de violences à Vidigal avant et après l'installation de l'UPP

Type de crimes ou délits à Vidigal	Nombre moyen annuel de cas		Taux de variation annuel moyen (2007-2014)	Taux de variation entre le nombre moyen annuel de cas avant et après UPP
	Avant les UPP (2007-2010)	Après les UPP (2011-2014)		
Crimes violents	20	82	10,9 %	306 %
Actions policières	14	50	7,9 %	255 %
Menaces	11	47	12,1 %	330 %
Disparitions	3	2	-8,3 %	-20 %
Vols aggravés (avec violence)	2	3	-	57 %
Vols	14	30	12,8 %	115 %
Total des procès-verbaux	78	229	10,5 %	195 %

Source : ISP

Tableau 32 : Évolution des types de violences à Rocinha avant et après l'installation de l'UPP

Type de crimes ou délits à Rocinha	Nombre moyen annuel de cas		Taux de variation annuel moyen (2007-2014)	Taux de variation entre le nombre moyen annuel de cas avant et après UPP
	Avant les UPP (2007-2010)	Après les UPP (2011-2014)		
Crimes violents	46	250	25,0 %	442 %
Actions policières	35	169	11,1 %	388 %
Menaces	22	116	18,6 %	440 %
Disparitions	3	9	7,2 %	185 %
Vols aggravés (avec violence)	2	11	13,0 %	367 %
Vols	34	103	19,4 %	201 %
Total des procès-verbaux	168	739	18,6 %	341 %

Source : ISP

À Rocinha et Vidigal, on constate une augmentation globale du nombre de procès-verbaux enregistrés entre 2007 et 2013, avec respectivement une hausse de 18,6 % et de 11,9 % (cf. tableaux n°31 et 32). Les types de crimes et délits qui augmentent le plus significativement sont les tentatives d'homicide, les agressions physiques, les menaces, les vols, les viols et les saisies de drogues (cf. tableau n°29 et 30). On constate généralement une très forte augmentation en 2012 de ces différentes catégories, ce qui correspond à l'année d'implantation des UPP, puis elles tendent à diminuer à partir de 2013 (cf. graphiques n°31 et 32). Afin de mieux mesurer l'impact de l'implantation des UPP dans ces deux favelas, nous avons comparé la période antérieure à l'UPP (de 2007 à 2010) à celle post-UPP (de 2011 à 2014) (cf. tableaux n°31 et 32). On constate qu'entre ces deux périodes, le nombre de procès-verbaux a été multiplié par 3 à Vidigal et par plus de 4 à Rocinha. Les types de crimes ou délits qui augmentent le plus entre la période précédant les UPP et celle qui suit sont les crimes violents, les menaces et les actions policières. L'augmentation des actions policières est logique puisque les policiers sont plus présents, mais concernant les victimes de crimes violents, ces chiffres semblent aller dans le sens inverse des conclusions tirées dans le rapport cité précédemment, qui concluait à une diminution de ce type de crimes dans les favelas pacifiées. De plus, contrairement aux résultats de ce rapport, les vols aggravés augmentent également à Vidigal et plus nettement à Rocinha.

Pour expliquer l'augmentation générale de la criminalité, deux hypothèses peuvent être avancées :

(1) Avant la pacification, la présence de trafiquants limitait la possibilité de recours à la justice et donc les dépôts de plaintes à la police. La pacification, si elle n'a pas fait disparaître le trafic, a tout de même fortement limité le contrôle social qu'imposaient les trafiquants sur ces territoires, ceux-ci préférant régler les conflits en interne plutôt que de voir les habitants faire appel à la police. Il existait une sorte de « tribunal des trafiquants » qui imposait des sanctions à ceux qui enfreignaient les règles. La limitation de l'accès à la justice conduisait à une sous-estimation des actes de violence et des infractions à la loi. Ainsi, l'augmentation du nombre de procès-verbaux est en partie liée à la pacification qui entraîne la disparition, ou tout du moins la diminution, des règlements extrajudiciaires des conflits et qui permet un meilleur accès des habitants à la justice.

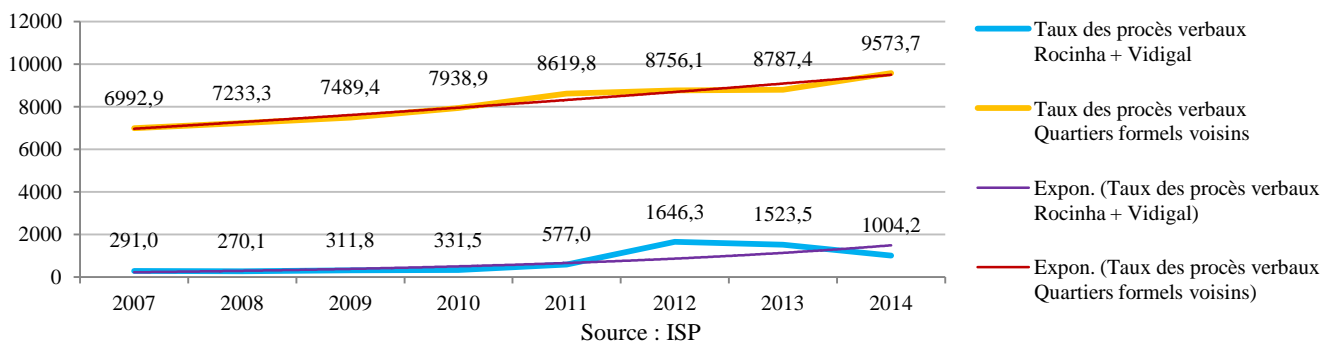
(2) La fin du contrôle social exercé par les trafiquants serait à l'origine d'une augmentation de certains types de crimes ou de délits, alors qu'auparavant le risque de représailles les limitait. Selon Daniel Ganem Misse, « les trafiquants participaient à la médiation d'une bonne partie des conflits sociaux et la tolérance envers certains crimes était faible » (Misse D. G., 2012, p. 12). Avec la disparition de ce contrôle social autoritaire et extra-légal, on verrait se multiplier les délits au sein des favelas.

Ainsi, on peut donc observer à la fois une diminution du sous-enregistrement et une augmentation effective des actes de violence et des infractions. Toutefois, avant de pouvoir conclure sur l'impact des UPP, il est important d'observer l'évolution des statistiques de sécurité dans les autres quartiers formels voisins de ces deux favelas afin de distinguer ce qui tient à l'installation des UPP et ce qui relève d'un contexte plus général. Nous prenons en compte les données statistiques de l'Institut de Sécurité dans l'AISP 23 (*Área Integrada de*

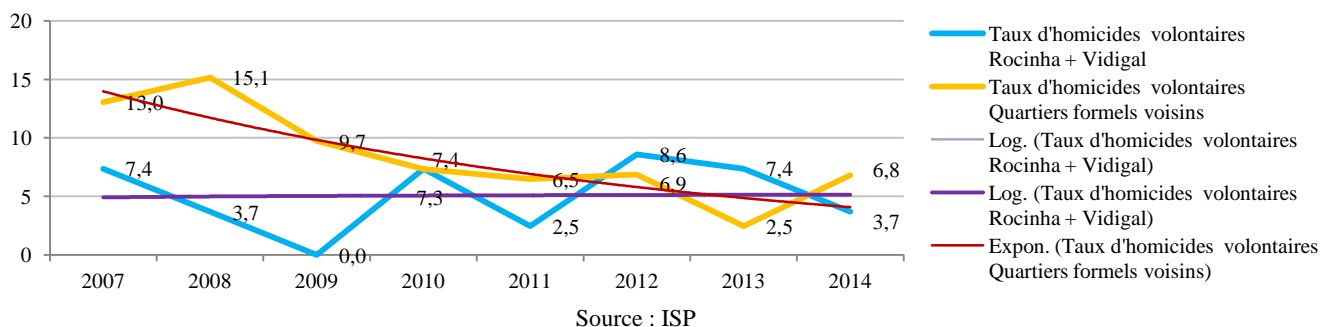
Segurança Pública : Zone Intégrée de Sécurité Publique⁴⁹) correspondant aux quartiers d'Ipanema, Leblon, Gávea, Jardim Botânico, Lagoa, Rocinha, São Conrado et Vidigal, dont nous avons soustrait les données concernant Rocinha et Vidigal⁵⁰ (cf. carte annexe 5).

Graphiques 33 : Évolution des taux de crimes et délits rapportés à la population à Rocinha et Vidigal et - dans les quartiers formels voisins (pour 100 000 habitants)⁵¹

Graphique 33.a : Évolution du taux de procès-verbaux



Graphique 33.b : Évolution du taux d'homicides volontaires



⁴⁹ Les AISP ont été créées en 1999 en fonction des zones géographiques d'activité des polices civile et militaire, c'est-à-dire en fonction de la répartition des bataillons de la police militaire et des délégations de la police civile. Rio de Janeiro compte 39 AISP.

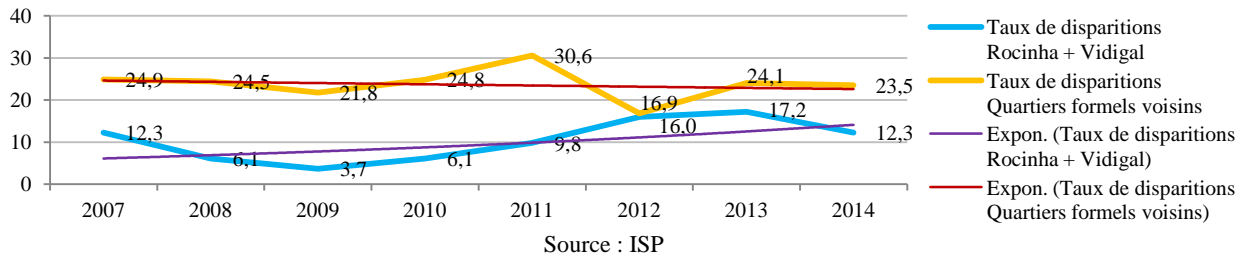
⁵⁰ Les favelas de l'AISP 23 sont : Rocinha, Vidigal, Parque da Cidade, Chácara do Céu et les favelas do Horto situées dans le quartier Jardim Botânico. Les données de la favela Parque da Cidade sont rattachées à celles de Rocinha et celles de Chácara do Céu à celles de Vidigal, les données des favelas do Horto ne sont pas disponibles puisqu'elles n'ont pas d'UPP. En effet, le site de l'ISP ne diffuse les statistiques de sécurité que pour les favelas avec UPP.

⁵¹ Pour calculer l'évolution des taux d'homicides pour 100 000 habitants, nous avons utilisé les estimations de population de l'AISP 23 obtenues sur le site de l'ISP dont nous avons soustrait la population de Rocinha, Vidigal, Parque da Cidade et Chácara do Céu. Pour la population de ces favelas, mis à part le recensement de 2010, il n'existe pas d'estimation pour les autres années. Voici les chiffres utilisés :

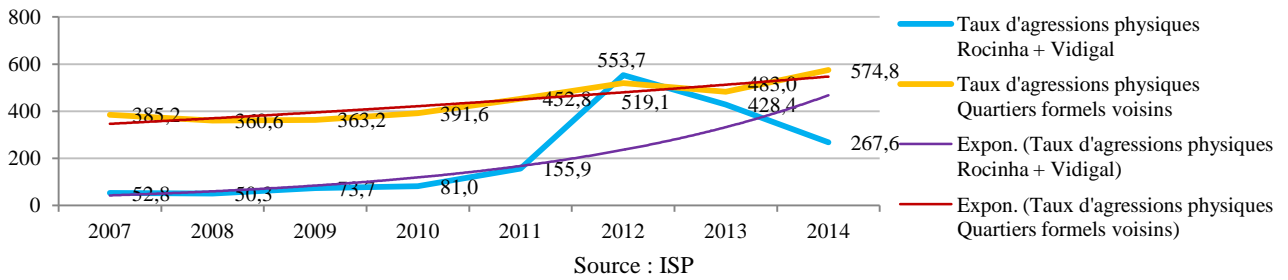
	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Population AISP 23 hors favelas	168 758	171 636	174 541	177 229	169 829	160 071	161 914	161 442
Population des favelas de l'AISP 23				81 457				

La fiabilité de ces données appelle quelques précautions dans l'interprétation : absence d'estimation de la population des favelas hormis le recensement de 2010, fiabilité même de ce recensement puisque les organismes locaux parlent de plus de 100 000 habitants à Rocinha contre 70 000 selon l'IBGE, enfin pour certaines catégories de violence, les effectifs sont trop faibles pour calculer des taux fiables. Aussi, les graphiques présentés ici permettent seulement d'observer une tendance globale.

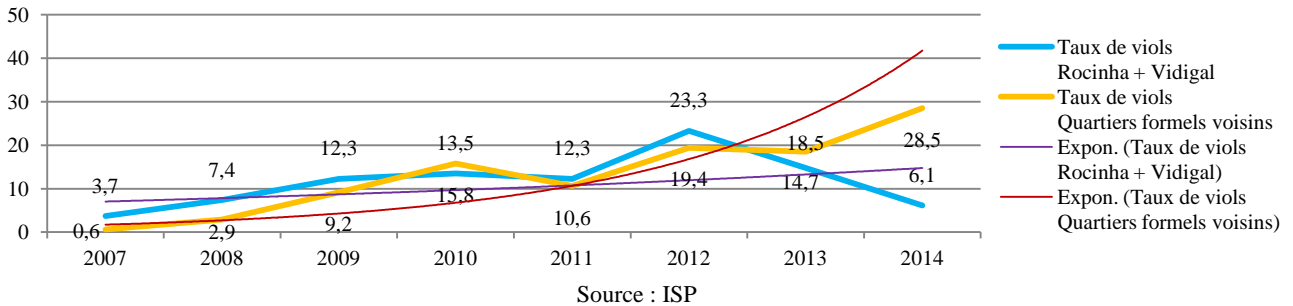
Graphique 33.c : Évolution du taux de disparitions



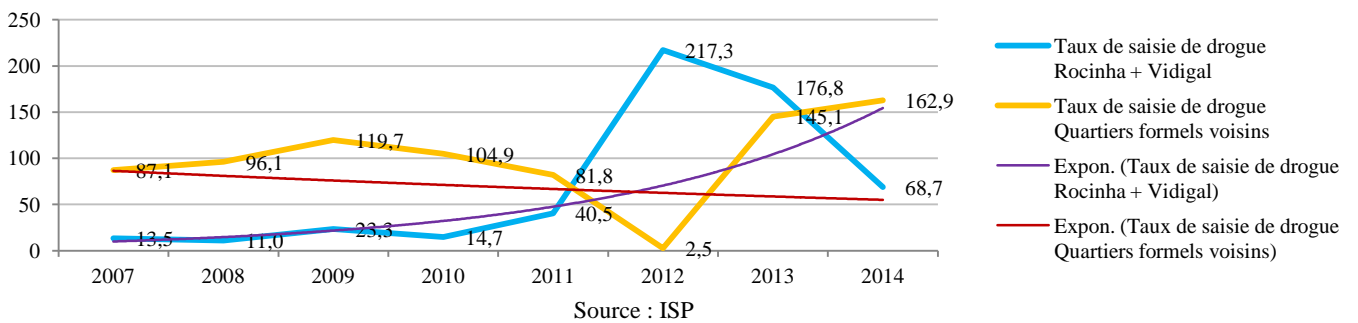
Graphique 33.d : Évolution du taux d'agressions physiques



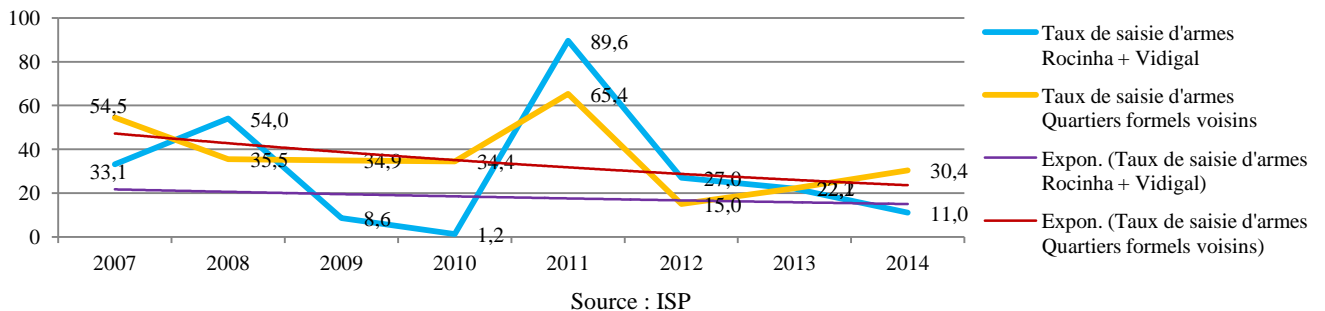
Graphique 33.e : Évolution du taux de viols



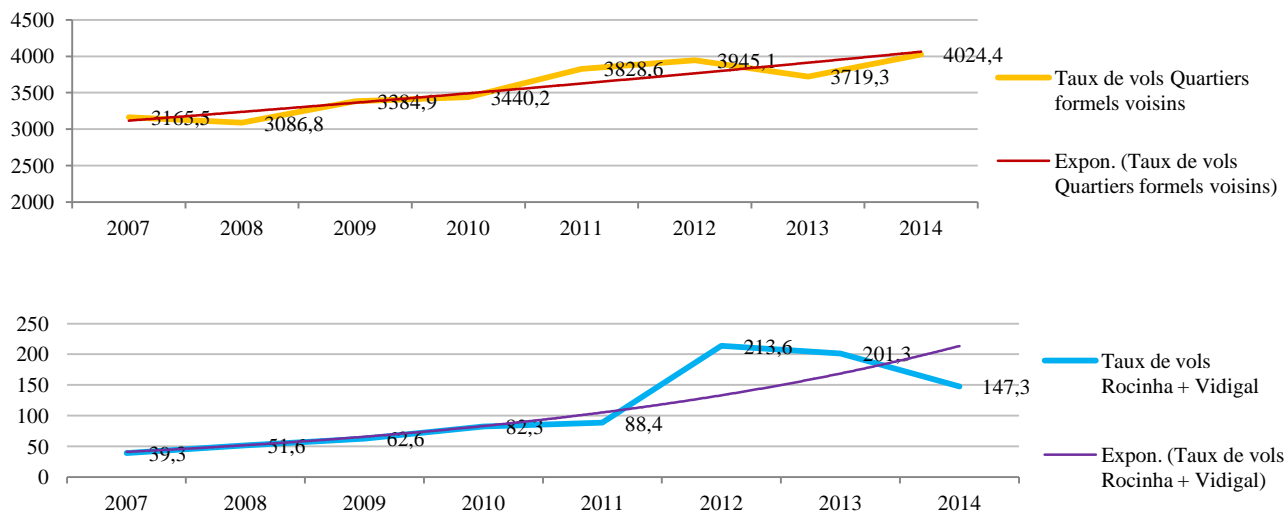
Graphique 33.f : Évolution du taux de saisies de drogue



Graphique 33.g : Évolution du taux de saisies d'armes

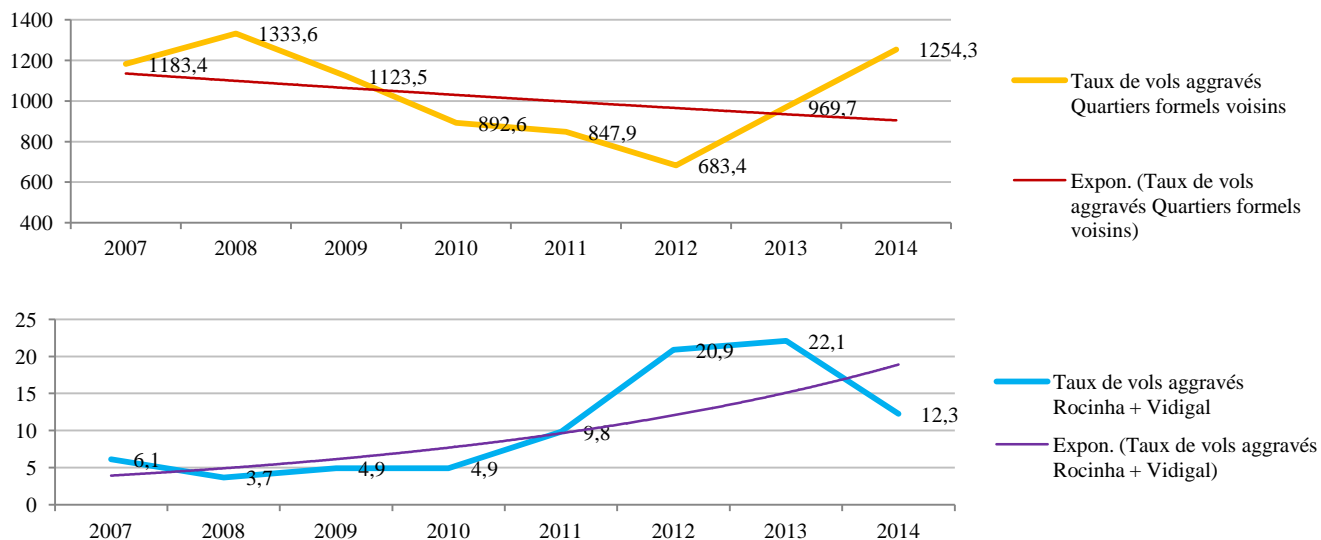


Graphiques 33.h : Évolution du taux de vols (*furtos*)



Source : ISP

Graphiques 33.i : Évolution du taux de vols aggravés (*roubo*)



Source : ISP

La lecture des graphiques ci-dessus nous montre que le taux de procès-verbaux est beaucoup plus important dans les quartiers formels voisins qu'à Rocinha et Vidigal, en raison de la sous-déclaration et que dans ces deux favelas il a fortement augmenté avec la pacification puis a tendance à diminuer depuis 2012 (cf. graphique n°33.a). L'année 2012 marque une évolution plus significative dans ces deux favelas pour la plupart des taux qui atteignent alors leur niveau le plus élevé (vols, saisies de drogue, viols, agressions physiques, homicides et total des procès-verbaux enregistrés). Ces chiffres témoignent de l'impact direct de la pacification sur ces taux, la présence et les actions policières étant particulièrement intensives lors de la première phase de pacification.

Alors que le taux d'homicides stagne à Rocinha et Vidigal, il diminue dans les quartiers formels voisins. Entre 2012 et 2013, il est supérieur dans ces favelas à celui des quartiers voisins (cf. graphique n°33.b). Nous pouvons nous demander dans quelle mesure la

diminution des homicides dans les quartiers formels voisins peut être mise en rapport avec la pacification. En effet, selon Christovam Barcellos et Alba Zaluar, ce sont les alentours des favelas qui constituent des zones de concentration des homicides, plus que l'intérieur même de ces quartiers. Selon eux, les taux de mortalité par homicide dans les favelas sont équivalents ou inférieurs à ceux du reste de la ville, mais considérablement plus élevés aux alentours des favelas. Ces auteurs font l'hypothèse que les cadavres sont déplacés en dehors de la favela ou que les confrontations armées ont lieu entre les favelas et non pas à l'intérieur (Barcellos & Zaluar, 2014). Si l'on suit leurs observations, la pacification pourrait donc expliquer la diminution des conflits et donc du taux d'homicides dans les quartiers formels situés aux alentours des favelas.

Par ailleurs, on observe à Rocinha et Vidigal une tendance à l'augmentation du nombre de personnes disparues, et inversement une diminution dans les quartiers formels voisins (cf. graphique n°33.c). Dans cette catégorie sont regroupés différents profils de disparitions : les fugues, les enlèvements, les personnes expulsées de la favela par les trafiquants, les personnes souhaitant disparaître délibérément (par exemple des individus fichés par les trafiquants, les milices ou par la police), et dans certains cas, il pourrait s'agir d'homicides dont les corps n'auraient pas été retrouvés. Selon une recherche portant sur les disparitions publiée en 2010 par l'ISP, on constate une concentration des disparitions chez les jeunes de 12 à 17 ans, touchant dans près de 60 % des cas les hommes, et on observe que dans 71,3 % des cas, les personnes retournent chez elles ou sont retrouvées. Dans 15 % des cas, elles ne sont pas retrouvées et dans 5 % des cas, il s'agit d'homicides (ISP, 2011). Or nous avons vu qu'à Rocinha et à Vidigal le nombre d'homicides avait tendance à stagner, et plus généralement, dans les favelas pacifiées, il diminue alors que les disparitions augmentent (Cano, 2012). L'augmentation du nombre de disparitions traduirait-elle une hausse des homicides non élucidés ? Dans ce cas, la présence des UPP conduirait-elle plus souvent à cacher ou à faire disparaître les corps ? Si la disparition d'Amarildo à Rocinha n'avait pas été aussi médiatisée, son meurtre aurait-il été élucidé ou classé dans les disparitions ? Toutes ces questions ont été soulevées par de nombreuses organisations de lutte pour les droits de l'homme, soulignant la nécessité d'amplifier les recherches dans ce domaine.

Par ailleurs, si le taux d'agressions physiques déclarées est plus élevé dans les quartiers formels, leur augmentation est plus forte dans les favelas que dans les quartiers voisins (cf. graphique n°33.d). Dans ces quartiers, le taux de viols augmente de manière continue alors qu'à Rocinha et Vidigal, après avoir augmenté jusqu'en 2012, il diminue depuis (cf. graphique n°33.e). Concernant les saisies de drogue, le taux augmente dans les favelas avec un pic en 2012 et 2013 correspondant à la période de pacification, alors que dans les quartiers formels il tend à diminuer, mais en 2014 les saisies sont plus nombreuses dans les quartiers formels que dans les favelas (cf. graphique n°33.f). Les saisies d'armes diminuent dans ces deux secteurs après une forte augmentation en 2011 à Rocinha et Vidigal (cf. graphique n°33.g). Concernant les vols, on observe une augmentation générale, mais les taux de vols et de vols aggravés déclarés sont beaucoup plus importants dans les quartiers formels. Enfin, alors que les vols aggravés ont tendance à diminuer jusqu'en 2012 dans les quartiers formels voisins, ils augmentent dans les favelas, puis après 2012, ces tendances s'inversent avec une diminution dans les favelas et une augmentation dans les quartiers voisins (cf.

graphiques n°33.h et 33.i). Cette diminution des vols avec usage de la violence dans les quartiers formels, principalement depuis 2012 peut être mise en parallèle avec l'augmentation des dispositifs policiers mis en place dans ces quartiers très touristiques (dans les rues, mais aussi sur les plages où les postes de police civile se sont multipliés) notamment avec l'accueil des méga-événements, ce qui obligerait les voleurs à être plus discrets. Inversement, la forte augmentation des vols sans violence laisse penser que d'une part les comportements des voleurs changent et que d'autre part l'afflux de touristes peut être un facteur d'augmentation.

L'augmentation de ces différentes catégories de crimes et de délits relève très probablement pour partie d'une meilleure comptabilisation à travers l'amélioration de l'accès des habitants à la justice qui facilite les signalements et diminue la sous-évaluation. Mais cela peut aussi renforcer l'hypothèse selon laquelle la fin du contrôle social autoritaire par les trafiquants aurait entraîné une multiplication des délits. Les statistiques de l'ISP confirment donc les observations des habitants sur l'augmentation du sentiment d'insécurité après la pacification. Par ailleurs, les variations des incidences criminelles relèvent également de tendances plus globales que l'on constate depuis plusieurs années et à différentes échelles, et qui résultent des interactions entre des facteurs à la fois individuels, sociétaux, culturels, environnementaux ou encore locaux.

3. Tendances globales et locales dans l'évolution des violences

Nous pouvons distinguer d'une part les facteurs sociétaux, qui pourraient expliquer les tendances générales d'évolution des événements criminels et délictueux, et d'autre part des facteurs que l'on nomme « communautaires », en nous intéressant plus particulièrement à cette évolution dans les favelas face aux transformations entraînées par la pacification. Dans de nombreux pays, on observe une évolution identique des violences : diminution des violences létales et augmentations des violences de basse intensité, des incivilités et des actes de petite délinquance (agressions, menaces, vols, violences sexuelles, etc.). On peut alors faire la distinction entre l'évolution des comportements violents et l'évolution de leur dénonciation, de leur pénalisation et de leur traitement policier et juridique.

Laurent Mucchielli met en évidence différents facteurs qui dans le cas français influent sur la violence : la transformation des sensibilités, l'avènement de l'individu et de l'individualisme, l'amélioration du confort de vie, la hausse de l'espérance de vie, la dénonciation croissante de toutes les formes de risque, l'intervention croissante de l'État dans la médiation des conflits interpersonnels, une meilleure maîtrise de la violence utilisée par les forces de police dans les opérations de maintien de l'ordre, une répression policière et judiciaire plus importante de toutes les formes de comportements agressifs et violents, l'action de mouvements sociaux dénonçant la violence, le renforcement de la surveillance morale exercée par les médias, etc. (Mucchielli, 2008). La violence en tant que catégorie juridique n'a de sens que dans un contexte et une société donnés au regard de ses institutions, de ses usages et de ses normes socioculturelles. Ainsi, de multiples facteurs entrent en ligne de compte : l'évolution des taux de criminalité s'explique tout autant par la transformation de la nature des comportements délinquants que par l'élargissement de la définition de la délinquance, l'évolution du travail des policiers, ainsi que des attitudes des habitants face au dépôt de plainte. « Dès lors, comment raisonner sur l'évolution d'un phénomène dont la

définition ne cesse d'évoluer et, en l'occurrence, de s'élargir ? [...] Comment savoir si des comportements sont nouveaux ou si c'est seulement leur dénonciation qui l'est? » (Mucchielli, 2008, p. 116). Laurent Mucchielli fait le parallèle entre le processus de pacification des mœurs décrit par Norbert Elias et la dénonciation et la pénalisation croissantes de la violence qui modifient le « seuil de tolérance » des individus. Le recours à la justice pour régler les conflits de la vie sociale s'intensifie, les policiers sont mobilisés de plus en plus souvent pour régler des contentieux entre particuliers : des conflits de voisinage, conjugaux ou familiaux. Robert Castel (2003) parle d'un légalisme exacerbé avec le recours au droit dans toutes les sphères de l'existence qui contribue à alimenter l'obsession sécuritaire et le sentiment d'insécurité.

L'amplification du recours à la justice s'observe aussi dans les favelas pacifiées, grâce à une meilleure accessibilité et avec une diminution du seuil de tolérance à la violence du fait des attentes en termes de sécurité générées par les UPP. La pacification n'est pas seulement la reprise de contrôle de l'espace par l'État, elle s'accompagne de représentations symboliques de l'intégration des favelas dans le reste de la ville et donc du délitement progressif de l'état d'exception dans lequel elles se trouvent. En effet, il existait un écart entre le droit formel et la pratique du droit, lié en partie, selon Alba Zaluar (2007), à l'inertie institutionnelle et à l'inefficacité du système judiciaire qui expliquaient la persistance des violations des droits civils. Sortir de cet état d'exception modifie donc le rapport à la violence et aux institutions censées contrôler et réprimer cette violence.

Une recherche coordonnée par Fabiana Luci de Oliveira dans les favelas de Cantagalo et de Vidigal (2012) a mis en évidence l'évolution des représentations, des comportements et des connaissances autour des questions de justice avec la pacification. Elle montre que dans les favelas, les habitants ont construit leur propre droit interne, constituant une situation de « pluralisme juridique » qui mélange des formes de droit officiel et non officiel (Oliveira F. L., 2012, p. 14). On constate qu'en général les habitants ont une mauvaise connaissance de leurs droits : 50 % des habitants de Vidigal déclarent ne connaître aucun droit garanti aux personnes par la loi brésilienne (Oliveira F. L., 2012, p. 67). L'implantation de l'UPP apparaît comme une étape importante dans l'amélioration de l'accès aux droits et à une citoyenneté complète. Cette recherche souligne qu'avant la pacification, la majorité des habitants n'utilisait pas directement le système judiciaire, mais cherchait d'abord à résoudre les conflits entre eux, et certains faisaient intervenir les trafiquants. Lors des enquêtes réalisées, une partie des habitants déclare avoir peur d'être perçue comme des espions ou des délateurs en ayant recours à la justice. De plus, ils ont peu de confiance envers les institutions étatiques et dénoncent la tendance des pouvoirs publics à associer de façon naturelle les habitants des favelas aux bandits. Les associations de résidents sont alors souvent utilisées comme espace de légalité alternatif et lieux de résolution des conflits. Depuis la pacification, les habitants sont de mieux en mieux informés de leurs droits et ont de plus en plus recours aux policiers dans la médiation des conflits de voisinage. Les comportements violents, les délits et crimes sont plus souvent dénoncés, les habitants ayant moins peur des représailles des trafiquants. Toutefois, le contrôle social exercé par ces derniers n'a pas totalement disparu. Certains habitants sont encore punis ou expulsés pour des conduites contraires aux règles du trafic.

On observe donc différents facteurs de bouleversement de l'ordre socio-spatial dans les favelas : l'augmentation des vols et actes de violence, la perte du contrôle territorial par les trafiquants, la présence policière quotidienne, la hausse de la conflictualité, l'amélioration progressive de l'accès à la justice et aux informations, etc. Les changements de repères peuvent alors être à l'origine d'une plus grande méfiance : par exemple, les entrées des favelas ne sont plus strictement surveillées par les trafiquants, des personnes extérieures (voire des ennemis) peuvent y pénétrer plus facilement. Ces phénomènes s'accompagnent d'une évolution des pratiques socio-spatiales : les habitants ferment leur porte à clé, laissent moins d'affaires dehors et sont plus vigilants dans l'espace public. Ce contexte de montée de l'insécurité souligne donc une sorte de dilution de la « protection communautaire » implicite ou de la « fausse sécurité » pour reprendre les termes d'un habitant de Rocinha, ceci pouvant attester d'une forme de convergence entre les favelas et le reste de la ville, puisque ces dernières perdent en quelque sorte une de leurs spécificités.

Finalement, la politique de pacification ne peut à elle seule garantir l'accès des habitants à la sécurité et leur émancipation : l'inclusion des favelas passe par le renforcement de l'action publique à la fois dans le domaine urbanistique, social, culturel et économique, en prenant en compte les spécificités de chacun de ces territoires.

Chapitre 7

Intégrer les favelas au reste de la ville : la territorialisation des actions publiques

Au-delà de la présence policière continue, la pacification permet par ailleurs un travail de réhabilitation des favelas pacifiées et de développement socio-économique de ces quartiers. En effet, l'occupation policière de ces territoires a été présentée comme une condition pour donner aux habitants des favelas un meilleur accès aux services, aux équipements et aux institutions. Après la phase d'occupation par les forces de l'ordre des secteurs urbains ayant des taux élevés de violence, le Pronasci recommande le développement de services sociaux et culturels ainsi que des travaux d'urbanisation accompagnant les programmes de sécurité publique. La municipalité a longtemps été l'acteur privilégié des politiques urbaines à Rio de Janeiro, rôle qui a été renforcé par la Constitution de 1988 et la création du Secrétariat Municipal au Logement (SMH) au début des années 1990. L'État fédéral a quant à lui un rôle dans le financement et l'élaboration de directives pour impulser les actions qui sont alors relayées par les États fédéraux ou les municipalités.

Récemment, l'intérêt particulier porté aux favelas dans les politiques publiques a généré une diversification des acteurs et des actions publiques. Différents programmes sont élaborés de manière territorialisée, s'appuyant sur différents échelons du gouvernement : le gouvernement fédéral avec le Pronasci ou le Programme d'Accélération de la Croissance (PAC), l'État de Rio de Janeiro avec la politique de pacification et de multiples programmes municipaux (Morar Carioca, Rio mais social...). La superposition de ces politiques publiques témoigne d'un objectif explicite de (re)conquête des responsabilités et de l'autorité des différents niveaux de l'État sur ces territoires, en application de la Constitution de 1988 :

« Il est du ressort commun de l'Union, des États, du District Fédéral et des municipalités de promouvoir des programmes de construction de logements et d'améliorer les conditions d'habitation et d'assainissement de base, de combattre les causes de la pauvreté et les facteurs de la marginalisation, en faisant la promotion de l'intégration sociale des secteurs défavorisés » (Article 23 de la Constitution de 1988).

La mise en œuvre de programmes d'urbanisation ciblés vers les favelas n'est pas un phénomène récent, différents projets se sont succédé depuis plusieurs décennies. Dans les années 1980, l'une des propositions du gouverneur de l'État de Rio de Janeiro de Leonel Brizola était de transformer les favelas en « quartiers populaires », en prévoyant notamment des travaux d'amélioration des infrastructures, d'accessibilité et de transport, l'attribution de titres de propriété, ainsi que la construction de logements pour les familles déplacées en raison de ces travaux. Les interventions des pouvoirs publics dans les favelas se sont amplifiées avec le Plan Directeur de la Ville de Rio de Janeiro (1992), qui confirmait l'élaboration d'un programme global d'intégration des favelas à la ville. Ce plan recommandait l'inclusion des favelas dans les cartes et les cadastres ainsi que la participation des habitants au processus d'urbanisation, tout en préservant leur caractère typique. En reconnaissant la difficulté d'appliquer aux favelas les normes urbanistiques de la « ville formelle », la municipalité avait

privilegié une adaptation de ces règles au cas par cas, dans les Zones d'Intérêt Social Spécifique (AEIS). En 1994, la mairie mettait en place le programme *Favela-Bairro* afin de promouvoir l'intégration et la transformation des favelas en quartiers à travers des améliorations urbanistiques et la régularisation foncière.

Ainsi, les démarches de territorialisation des actions publiques mettent en évidence une recherche d'efficacité et la volonté de s'adapter aux réalités sociales, économiques et spatiales. Du fait de l'hétérogénéité des favelas, la territorialisation semble une approche intéressante, car il est impossible d'y mener des politiques systématiques sans prendre en compte les spécificités de chacune. Les actions publiques ciblent à la fois les territoires, les domaines d'intervention et les groupes sociaux. La territorialisation vise la proximité entre des institutions et des usagers pour faciliter la réactivité aux demandes des habitants et l'adaptation des différentes politiques sectorielles aux territoires. Par exemple, le zonage, comme celui des AEIS, permet de rapprocher les politiques publiques des besoins spécifiques de certains quartiers. Il s'agit en quelque sorte de dresser une géographie prioritaire, de définir des zones prioritaires d'intervention. Le changement de gouvernement municipal en 2009 a créé de nouvelles attentes de la part des citoyens et des fonctionnaires réclamant une plus grande efficacité des programmes. Avec la pacification, la géographie de l'action publique s'est particulièrement tournée vers les favelas pacifiées en multipliant les programmes territorialisés. Ces nouvelles politiques publiques témoignent de la volonté et de la capacité de l'État à introduire des régulations et à agir sur ces territoires. L'État oscille entre une présence imposée et une présence négociée et multiplie les partenariats pour mener à bien ces actions. Quelles sont-elles ? Qui en sont les acteurs ? Y a-t-il superposition ou complémentarité entre les différents programmes ? Dans quelle mesure ces actions publiques territorialisées améliorent-elles la cohérence entre les politiques s'exerçant sur un même espace ?

Ces nouveaux modes d'action induisent une approche en termes de droit à la ville : leur objectif est d'intégrer ces quartiers défavorisés, hors-normes, informels, au reste de la ville. Selon Henri Lefebvre (1974), la ville constituerait l'espace et l'échelle privilégiés pour produire une société plus juste. Cet auteur incarne une sociologie marxiste militante où le marché dirige la vie quotidienne et où la ville est le support de stratégies et de luttes politiques et idéologiques. Il montre dans ses travaux comment les classes populaires sont progressivement délogées des quartiers centraux, et comment les citoyens sont privés de leur capacité à produire la ville. Aujourd'hui, cette notion de droit à la ville dépasse la lecture qu'en faisait Henri Lefebvre et est mobilisée de manière plus générale dans toutes les sciences sociales, dans les pays développés comme dans les pays en développement (Morange & Spire, 2014). Le droit à la ville est alors pensé comme le droit à être en ville et à avoir accès aux ressources urbaines (logements, équipements et services collectifs publics et privés : éducation, santé, énergie, télécommunications, transports, développement culturel, commerces...). Il ne s'agit pas seulement du droit à ne pas être exclu de la ville, mais à y vivre dans des conditions dignes et sécurisées. Il est également question du droit des citoyens à participer aux décisions d'aménagement et d'urbanisme. L'ONU-Habitat a notamment consacré le Forum Urbain de Rio en 2010 au thème du droit à la ville et a lancé à cette occasion la campagne mondiale de « comblement du fossé urbain » (*campaign to bridge the urban divide*) qui met l'accent sur l'accès aux services essentiels pour tous. Au cours de ce

forum, Dilma Rousseff affirmait que le défi le plus important était de réduire la fracture urbaine et d'investir dans les logements pour les populations pauvres et l'assainissement de base. À Rio de Janeiro, le Forum National, qui est une institution de recherche et de débat entre les pouvoirs publics, les universitaires, la société civile et les acteurs privés, lançait en 2009 la campagne « *Favela é cidade* » (la favela est la ville) attestant de la capacité de la thématique du droit à la ville à fédérer des collectifs d'acteurs émancipateurs. Comment les différents programmes et politiques publiques envisagent-ils la participation des citoyens aux processus de décision ?

Nous présenterons dans un premier temps les programmes et politiques territorialisés qui visent à renforcer la sécurité et le caractère urbain des favelas et à les intégrer au reste de la ville. Puis nous nous intéresserons à l'articulation entre ces différents projets et à la participation de la société civile aux débats et aux prises de décisions.

I LES POLITIQUES D'URBANISATION DANS LES FAVELAS PACIFIÉES

Après le « choc de l'ordre » ou le « choc de paix » de la pacification, le maire de Rio de Janeiro, Eduardo Paes, parle d'un « choc de services » : les pouvoirs publics multiplient les services et les équipements dans les favelas pacifiées et mettent en place des politiques dites d'urbanisation des favelas. Il s'agit de les aménager pour satisfaire les besoins de la population en mettant en place des infrastructures, des équipements et des services à l'image du milieu urbain, pour faire entrer en quelque sorte la ville dans la favela (assainissements de base, eau, électricité, ramassage des ordures, logements, élargissement des rues, constructions d'équipements collectifs, de places publiques, etc.).

1. Un « choc d'équipements et de services » pour une ville inclusive

La pacification ne correspond pas à l'entrée des pouvoirs publics dans les favelas, car ceux-ci étaient présents auparavant, bien qu'insuffisamment et inégalement selon les territoires, mais elle stimule l'extension des différents services et équipements collectifs. La CEDAE et l'entreprise Light (les compagnies d'eau et d'électricité) n'avaient pas attendu la pacification pour s'installer dans ces espaces. Toutefois, la pacification facilite l'universalisation de ces services et leur offre de nouvelles opportunités : les activités économiques accaparées auparavant par les groupes criminels (approvisionnement en eau, distribution d'électricité, réseaux de télévision par câble,...) sont reprises et développées par des entreprises d'équipements et de services liées aux pouvoirs publics. De plus, la municipalité et le gouvernement fédéral réalisent des travaux d'assainissement de base et d'aménagement interne concernant notamment l'accessibilité (élargissements de rues, plans inclinés, régularisation des systèmes internes de transport...), des noms sont attribués aux rues, les services d'acheminement du courrier et le système de ramassage des ordures sont améliorés.

D'importants investissements ont donc été réalisés dans les zones pacifiées, évalués à 1,8 milliard entre 2009 et 2014. Dans le domaine de l'éducation, 48 espaces d'éducation infantile (EDIs, crèches et maternelles) ont été créés dans les quartiers pacifiés, ce qui permet de scolariser 8 700 élèves en plus. Par ailleurs, le programme *Escola do Amanhã* (l'école de demain) initié en 2009 par le Secrétariat Municipal à l'Éducation vise à améliorer la qualité de l'enseignement dans les quartiers défavorisés. Il concerne 151 écoles dont trois à Rocinha (le centre intégré d'éducation publique Doutor Bento Rubião, les écoles municipales Abelardo Chacrinha Barbosa et Francisco de Paula Brito) et deux à Vidigal (les écoles municipales Prefeito Djalma Maranhão et Almirante Tamandaré). Ce programme prend en considération la question de la violence et du risque d'abandon scolaire des élèves dans ces quartiers et instaure un système d'éducation intégrale où des activités culturelles et sportives sont mises en place en dehors des heures de classe. Le projet *Mães e avós comunitárias* (mères et grands-mères communautaires) l'accompagne en mobilisant les familles pour valoriser l'école et réduire l'absentéisme. Ceci montre comment ces nouveaux programmes territorialisés s'appuient sur les figures locales d'autorité et de protection.

Dans le domaine de la santé, 73 % de la population des zones pacifiées bénéficie du programme *Saúde da Família* (Santé de la famille) et 11 favelas pacifiées, dont Rocinha et Vidigal, sont couvertes à 100 %. Concernant l’habitat, 950,5 millions de R\$ ont été investis dans la création de 45 000 logements. Avec un investissement de 143 millions de R\$ dans l’élimination des zones à risques, 6 971 logements dans 22 favelas pacifiées ont pu sortir d’une situation dite à risque géotechnique. Dans le domaine des services, 19,3 millions de R\$ ont été investis par la RioLuz (compagnie municipale d’énergie et d’éclairage public) dans l’implantation de 5 000 nouveaux éclairages publics et 1 500 ont été rénovés. Par ailleurs, 12,1 millions de R\$ ont été consacrés à l’achat d’équipements et de véhicules pour le ramassage des ordures par la Comlurb (compagnie municipale de collecte des ordures). Il faut toutefois souligner que de nombreux programmes ont été initiés avant la pacification, comme c’est le cas du Programme d’Accélération de la Croissance (PAC), mais celle-ci facilite les travaux en réduisant l’obstacle que représentait le contrôle des trafiquants. La pacification joue alors le rôle de « facilitateur de l’exécution des travaux d’infrastructure et d’action sociale » (Batista Carvalho, 2013, p. 295).

Si on recense les principaux programmes concernant les favelas, principalement les favelas pacifiées, on observe l’intervention et la collaboration de différentes institutions et de différents niveaux de gouvernement (fédéral, étatique, municipal).

Tableau 33 : Principaux programmes territorialisés dans les favelas pacifiées de Rio de Janeiro

Programme	Institution responsable	Description
Aménagements urbains et environnementaux		
Banho de Luz (Bain de lumière) Vamos Iluminar (Allons illuminer)	Rio Luz (compagnie municipale d’énergie et d’éclairage public) Secrétariat Municipal à la Conservation et aux Services Publics	Réhabilitation, entretien et implantation d’équipements d’éclairage public
Mutirão de Reflorestamento (Mutirão de reforestation)	Secrétariat Municipal de l’Environnement	Recrutement de jardiniers dans la communauté pour faire des plantations dans les zones dégradées
Vamos Combinar uma cidade mais limpa (Organisons une ville plus propre)	Comlurb (compagnie municipale de collecte des ordures) – Secrétariat Municipal à la Conservation et aux Services Publics	Amélioration du service de ramassage des ordures Équipements spécifiques adaptés aux spécificités et à la topographie des territoires (par exemple le microtracteur compacteur avec une taille adaptée aux ruelles) Embauche de nouveaux éboueurs communautaires et du Comlurb
Réduction des risques		
Sistema Alerta Rio (Système Alerte Rio)	Geo-Rio Secrétariat Municipal des Travaux	Système d’alerte : prévention des désastres naturels et actions en cas d’urgence. Un signal sonore retentit lorsque la pluviométrie dans une zone atteint 40 mm en une heure. La population doit alors se diriger vers les points d’appui.
Prevenção em área de risco (Prévention dans les zones à risque) Contenção de Encostas (Travaux de soutènement)	<i>Geo-Rio</i> Secrétariat Municipal des Travaux	Réalisation de la cartographie des zones à risque d’éboulement de terrain dans les favelas pacifiées et programmation de travaux de renfort des pentes.

Logement et urbanisation		
Minha Casa Minha Vida (Ma Maison Ma Vie)	Gouvernement fédéral <i>Caixa Econômica Federal</i> (banque publique pour le développement économique et social national) Secrétariat Municipal au Logement	Production de logements sociaux en accession à la propriété
Morar Carioca (Vivre Carioca)	Secrétariat Municipal au Logement	Projet d'urbanisation : infrastructures et logements
Programme d'accélération de la croissance et d'urbanisation des favelas (PAC-Favelas)	Gouvernement fédéral Gouvernement de l'État de Rio Municipalité	Le PAC est un programme fédéral visant la modernisation des infrastructures et l'expansion des investissements privés. Le PAC-favela prévoit l'urbanisation de favelas
Culture, sports et loisirs		
Vila Olímpica (Vila Olympique)	Secrétariat Municipal au Sport et aux Loisirs	Réhabilitation et programmation d'espaces et d'installations sportives (pistes d'athlétisme, piscines, terrains de sport et terrains de football, activités gratuites)
Rio em forma Olímpico (Rio en forme Olympique)	Secrétariat Municipal au Sport et aux Loisirs	Activités sportives, culturelles et sociales pour les enfants et les personnes âgées
Microprojetos Cultura (Microprojets culturels)	Secrétariat Municipal à la Culture Ministère de la Culture Ministère de la Justice (Pronasci)	Appui à des projets culturels pour les jeunes de 15 à 29 ans en collaboration avec l'économie locale et faisant la promotion d'artistes et de groupes artistiques locaux
Éducation et accès à l'information		
Escola do amanhã (École de demain)	Secrétariat Municipal à l'Éducation	Coordination d'actions dans les domaines de l'éducation, la santé, l'assistance sociale, sport, art et culture pour les écoles d'enseignement fondamental (école primaire) des zones vulnérables de Rio de Janeiro (151 écoles)
Santé et réduction de la pauvreté		
Cartão Família Carioca (Carte Famille Carioca)	Secrétariat Municipal à l'Assistance Sociale	Programme de complément de revenu pour les familles bénéficiaires du programme <i>Bolsa Família</i> en situation d'extrême pauvreté et avec un revenu par tête mensuel inférieur à 108 R\$
Família Carioca em Casa (Famille Carioca à la maison)	Secrétariat Municipal à l'Assistance Sociale	Accompagnement des familles en situation d'extrême pauvreté bénéficiaire du <i>Cartão Família Carioca</i>
Saúde da Família / Clínica da Família (Clinique de la famille)	Secrétariat Municipal à la Santé - Ministère de la Santé	Programme et centres de santé : prévention, premiers soins et réalisation de diagnostics médicaux
Unidade de Pronto Atendimento (Unité de premier secour UPA)	Secrétariat Municipal à la Santé - Ministère de la Santé	Construction d'UPA offrant les soins d'urgence 24h/24h
Emploi et formation professionnelle		
Empresa Bacana (Super entreprise)	Institut Pereira Passos (IPP) Secrétariat Municipal au Travail et à l'Emploi Secrétariat Municipal à l'Ordre Public Sebrae (service brésilien d'appui aux micros et petites entreprises) Sescon (syndicat des entreprises de services de comptabilité)	Cours de qualification professionnelle des entrepreneurs en situation d'informalité
Centre Public de l'emploi, du travail et des revenus	Secrétariat Municipal au Travail et à l'Emploi	Répondre aux demandes des employés et employeurs, organisation de recrutements et publication d'offres de travail

Source : mairie de Rio de Janeiro

Bien que les services se soient renforcés dans les favelas pacifiées, les habitants sont encore confrontés à de nombreux problèmes et les délais d'intervention sont très longs.

« Quand l'UPP est entrée, lors du premier mois, tout le monde se battait presque pour venir, par exemple la Light, la CEDAE, mais finalement il ne se passe rien, les problèmes sont toujours les mêmes et les entreprises et services publics ne viennent pas les résoudre. Ça m'est arrivé de rester sans téléphone durant 3 ou 4 mois. Il y a des coupures d'électricité tous les jours dans au moins une partie de Rocinha. Il y a plusieurs endroits où il manque de l'eau. C'est comme avant, alors que la promesse était de tout changer. » (Entretien avec José Martins de Oliveira, leader communautaire et habitant de Rocinha, 14/04/2014).

« On parle de territoires qui sont des territoires résiduels dans le sens où les pouvoirs publics interviennent de façon résiduelle, c'est-à-dire que ça n'est pas leur priorité. La priorité pour les pouvoirs publics et privés, ce n'est pas les favelas, c'est la ville formelle. Donc c'est assez difficile si on a identifié un problème d'électricité, on va essayer d'établir un contact avec la Light, entreprise privée. Ils vont dire : ok, mais on doit d'abord s'occuper d'un quartier de la ville formelle où l'électricité a été coupée ; la favela, ça n'est pas leur priorité. » (Entretien avec Anthony Taïeb, employé du programme Rio Mais Social, le 28/03/2014).

2. Les programmes d'urbanisation et de production de logements

Dans le contexte d'accueil des méga-événements, la visibilité renforcée de la ville sur la scène internationale a stimulé l'attention des pouvoirs publics concernant la planification urbaine qui comprend à la fois des travaux de réhabilitation, d'assainissement de base, et de création de logements. La production de logements a toujours été inadaptée aux besoins, son rythme de croissance étant nettement plus lent que celui de la population. Plus récemment, la production de logements a été intégrée dans des politiques d'urbanisation et de réhabilitation de quartiers, comme c'est le cas avec le programme municipal Morar Carioca (Vivre Carioca) ainsi que dans des programmes fédéraux : Programme d'Accélération de la Croissance (PAC) et Minha Casa Minha Vida (Ma Maison Ma Vie). Ce dernier est un grand programme national inauguré en 2009, destiné aux ménages touchant moins de 10 salaires minimums auxquels il offre des conditions avantageuses pour accéder à la propriété. La création de nouveaux logements répond en partie aux besoins de relogement des familles, principalement des habitants des favelas dont les maisons sont détruites dans le cadre de la planification et de l'aménagement urbains. Ces programmes mettent en place un dispositif de financement de la production par le marché de logements à bas coûts en accession à la propriété pour les familles issues des catégories défavorisées. Plus que de logements sociaux il s'agit « d'habitations sociales de marché » (Chétry & Legroux, 2014). La question du logement s'inscrit dans une vision plus large d'accès aux aménités de la ville : infrastructures, équipements et services.

Dans ces programmes d'urbanisation, la participation de la société civile est recherchée pour définir les besoins prioritaires de la population. Par exemple, l'architecte Toledo a réalisé entre 2004 et 2007 le plan directeur de Rocinha avec la participation des habitants. Les plans directeurs sont prévus par le Statut de la Ville qui régit la politique urbaine depuis 2001 et qui se base sur les principes de la planification participative. Le plan directeur de Rocinha a été élaboré en s'appuyant sur des rencontres, des réunions et des discussions avec les habitants pour définir les priorités. Les sous-quartiers ont été regroupés en huit zones d'intervention, chacune représentée par une « commission de planification » formée de représentants des habitants, de commerçants, de leaders communautaires locaux, d'ONG et des pouvoirs

publics. Ces huit commissions se sont réunies dans un forum afin de discuter des différentes propositions d'aménagement. Le plan directeur devait permettre aux différents programmes de l'État fédéral, de l'État de Rio ou de la municipalité de disposer d'un document d'appui pour déterminer des travaux en accord avec les besoins de la population locale, par exemple servir de support au PAC. Deux programmes d'urbanisation des favelas, le PAC-Favela et Morar Carioca, ont particulièrement contribué aux transformations de ces quartiers.

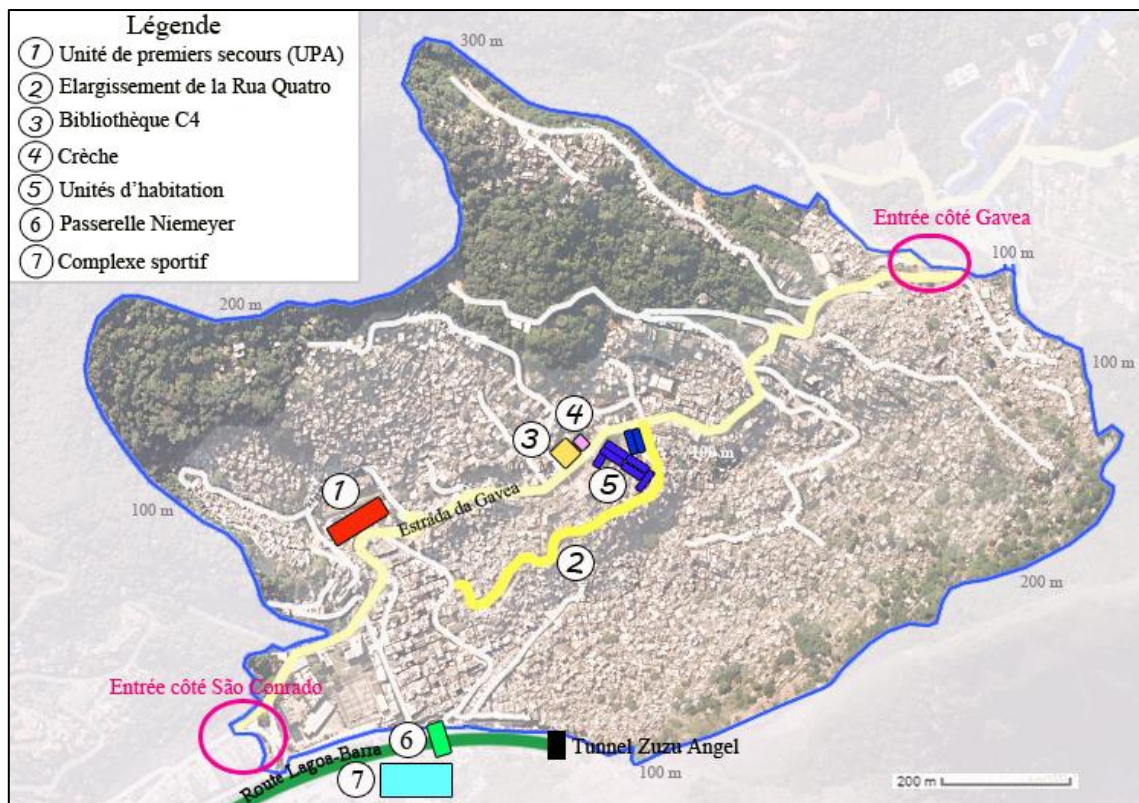
Le programme Morar Carioca créé en 2010 par le Secrétariat au Logement (SMH), est un « plan d'intégration de l'habitat précaire » en continuité avec le programme *Favela-Bairro*, mettant l'accent sur la nécessaire reconnaissance de ce qu'il y a de commun et de particulier dans chaque favela de la ville. Il propose d'aborder sous un nouvel angle les interventions concernant les favelas en y intégrant les concepts écologiques de développement durable (baisse de la consommation d'énergie, récupération des eaux de pluie, logements écologiques) et en fixant un objectif dans le temps, qui est d'urbaniser toutes les favelas de Rio de Janeiro d'ici 2020 avec un financement de 8,5 milliards de R\$ pour des infrastructures, des logements et l'aménagement d'espaces publics. Le programme concerne 55 favelas et cible 295 000 personnes. Au regard des territoires ciblés, on observe la volonté de la ville de répartir les interventions de manière équilibrée sur l'ensemble de l'espace municipal, au sein des différentes zones. À côté des différents services de la municipalité, il s'appuie sur des agents du secteur privé, en plus des acteurs locaux représentant les favelas. Concrètement, les projets prennent par exemple la forme d'immeubles collectifs d'habitations multifamiliales afin de dégager des terrains pour les espaces verts et les loisirs, ou également la construction de plans inclinés pour faciliter l'accessibilité et la montée de charges. 950,5 millions de R\$ ont été investis dans la création de 45 000 logements et 150 000 habitants ont bénéficié du programme dans 18 favelas pacifiées (<http://www.riomaissocial.org/>).

Par ailleurs, l'un des programmes les plus importants d'urbanisation des favelas à Rio de Janeiro est mis œuvre dans le cadre du PAC initié en 2007 par le Ministère des Villes pour dynamiser l'économie nationale, moderniser les infrastructures et attirer les investissements privés. Le PAC concerne plus largement les systèmes de transport (gares routières, voies ferrées, aéroports, ports, etc.), l'énergie (électricité, pétrole, gaz naturel, énergies renouvelables, etc.), le social et l'urbain (assainissements de base, logements, transports urbains etc.). Dans la première phase (2007-2010) les investissements s'élevaient à 504 milliards de R\$ cofinancés par le gouvernement fédéral, les États fédérés, les municipalités, les banques publiques (comme la Caixa Econômica Federal : banque publique pour le développement économique et social national) et le secteur privé. Ce programme cible certaines favelas de Rio de Janeiro, ce qui lui vaut l'appellation officielle de PAC-Favelas. Le caractère innovant de ce projet se trouve notamment dans l'articulation entre les différentes sphères administratives (municipale, étatique et fédérale) dans la planification, l'exécution et le financement des travaux. L'objectif du PAC-Favelas vise à mettre en place une politique du logement s'appuyant sur l'urbanisation des zones d'habitat précaire. À Rio de Janeiro, il touche trois grandes favelas : le Complexe de Alemão dans la Zone Nord qui compte 95 000 habitants (investissements de 601 millions de R\$ pour la construction d'un téléphérique reliant la partie basse et les différentes collines du complexe, de logements, d'un centre médical et de postes de santé, de lycées, de crèches, d'une bibliothèque) ; Mangueiras,

également dans la Zone Nord, avec 45 000 habitants (investissements de 358,7 millions de R\$ pour la surélévation de la voie ferrée qui traverse la favela, l'asphaltage de rues et le drainage des eaux de pluie, la construction d'égouts, d'un parc, de postes de santé, d'un complexe sportif, de lycées et d'une bibliothèque) et enfin, la favela de Rocinha.

Dans cette dernière, l'investissement a été de 180,2 millions de R\$ pour la construction d'un complexe sportif avec piscine olympique, de terrains de sport, d'une passerelle imaginée par Oscar Niemeyer, d'un funiculaire (plan incliné) reliant la partie basse à la partie haute de la favela, ainsi que de 5 km de voies de circulation, de 5 km de canalisations de drainage des eaux de pluie et de 3 km d'égouts, de 144 logements, d'une Unité de premier secours (UPA), d'une bibliothèque et d'une crèche. Alors que les travaux du PAC devaient être terminés en 2010, on constate des retards importants et certains projets n'ont même pas débuté, comme le funiculaire. La carte et les photographies ci-dessous présentent les différents travaux déjà réalisés :

Carte 22 : Principaux travaux dans le cadre du PAC à Rocinha



Auteur : Justine Ninnin, source : Google Earth

Parmi les équipements réalisés, l'UPA, qui fonctionne 24 h sur 24, est un établissement de santé intermédiaire entre les soins de base et le réseau hospitalier. Les UPA entrent dans le cadre du Système de Santé Unique qui a pour principe le droit universel à la santé et l'accès gratuit aux soins, inscrits dans la Constitution de 1988. Cet établissement possède également un centre d'Assistance Psychosociale (CAPs) pour les personnes ayant des troubles mentaux et un dispensaire (Clínica da Família Maria do Socorro Silva e Souza). Rocinha compte au total trois dispensaires regroupant des médecins, des infirmiers et des agents communautaires.

Photographie 61 : Unité de premiers secours (UPA) à Rocinha

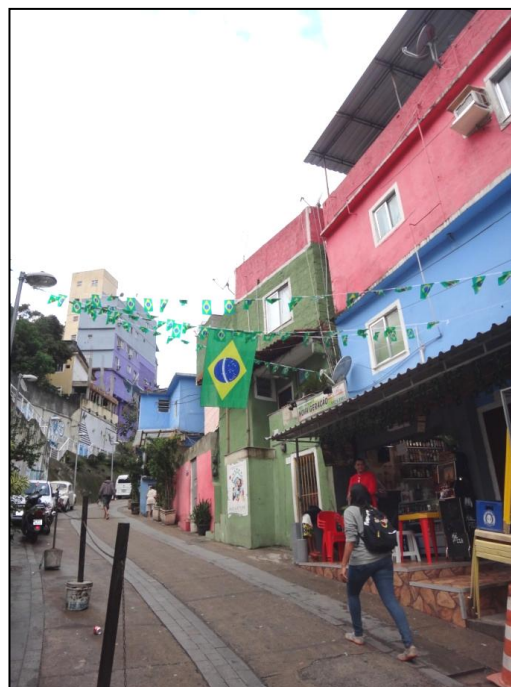


Source : extra.globo.com, 09/11/11

« Dans chaque poste de santé, il y a un agent communautaire, on a presque couvert 100 % de Rocinha en termes de santé. Ces agents communautaires, ils vont dans les maisons des habitants pour faire un accompagnement et le médecin y va également quand les personnes ne peuvent pas se déplacer jusqu'aux postes. Les agents se déplacent, observent les problèmes qu'il peut y avoir et orientent les personnes vers des consultations adaptées. Il y a donc eu une grande amélioration dans le domaine de la santé. » (Entretien avec Jorge Collaro, responsable de la région administrative de Rocinha, le 05/05/2014)

« Le système de santé a évolué afin d'être au plus près des habitants. Aujourd'hui Rocinha est l'un des quartiers les mieux couverts, on a 100 % de couverture en santé. Toutefois, la santé, ça n'est pas seulement les postes de santé, et si on pense la santé en relation à l'eau, aux égouts, à l'assainissement de base, aux poubelles, Rocinha continue à être extrêmement vulnérable. » (Entretien avec Maria Helena, Médecin au poste de santé Albert Sabin et habitante de Rocinha, le 09/06/2014).

Photographie 62: Élargissement de la Rua Quatro à Rocinha



Source : photo de Justine Ninnin, 2014

Après les travaux, la *Rua Quatro* mesure 3 m de largeur et les logements situés le long de la rue ont reçu un revêtement coloré. Les travaux d'élargissement des ruelles ont à la fois un impact en termes d'accessibilité (passage des pompiers, des ambulances, etc.), de santé (meilleure aération, diminution des risques de tuberculose, etc.), d'assainissement (possibilité de collecte des ordures) et de sécurité. Les travaux ont nécessité le déplacement de plusieurs centaines de familles qui ont reçu une aide de l'État pour se reloger en attendant de pouvoir occuper les logements sociaux des nouvelles unités d'habitation créées dans le même quartier.

Photographie 63 : Centre de Convivialité, de Communication et de Culture (C4) de Rocinha



Source : cultura.rj.gov.br

Le bâtiment C4 inauguré en 2012 se situe sur l'Estrada da Gávea au centre de Rocinha. Il comporte une bibliothèque, une médiathèque, un ciné-théâtre, une salle de cours, des studios d'enregistrement et de réalisation audiovisuelle, une zone de lecture et une salle d'informatique, une cuisine et un café littéraire.

Photographie 64 : Unités d'habitation à Rocinha



Les 144 logements construits dans le cadre du PAC sont regroupés en 9 blocs. Chacun est composé de deux chambres, d'un salon, d'une cuisine et d'une salle de bain. Une partie des appartements a permis de reloger les habitants déplacés par les travaux de la Rua Quatro.



Photos de Justine Ninnin, 2014

Photographie 65 : Complexe sportif de Rocinha



Source : Leandro Lima - FavelaDaRocinha.com

Le complexe sportif de Rocinha s'étend sur 15 000 m² et se situe à l'entrée de la favela du côté de São Conrado sur la route Lagoa-Barra. Il comporte un terrain de football, deux piscines, des terrains de sport, une piste de skate, des écoles de surf, de judo, de capoeira, des espaces de loisirs, etc.

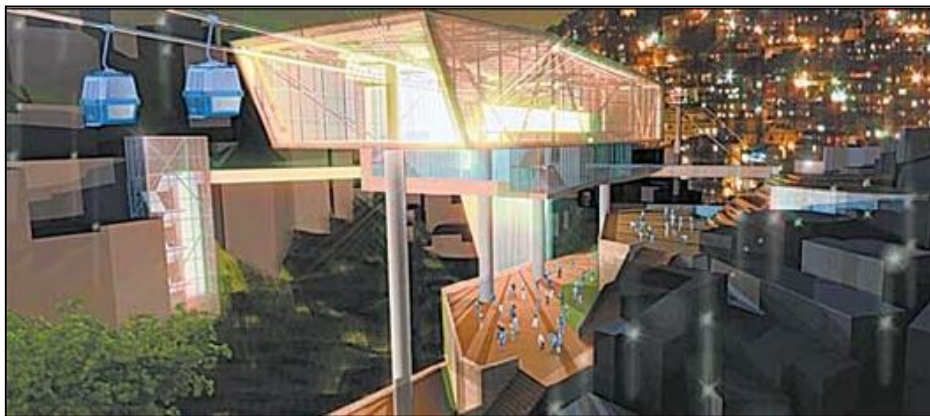
Photographie 66 : Passerelle Niemeyer traversant la route Lagoa-Barra et reliant le complexe sportif à la favela



Source : photo de Justine Ninnin, 2013

Alors que les travaux prévus n'ont pas tous été achevés, le gouvernement annonce en 2013 une deuxième phase, le PAC 2 qui prévoit, entre autres, la construction d'un téléphérique comme celui du Complexo de Alemão.

Photographie 67 : Projet de téléphérique à Rocinha



Source : GovRJ/Reprodução

Ce projet est évalué à 700 millions de R\$ et représente plus de 40 % du budget total du PAC 2 (Chétry & Legroux, 2014). Pour une grande partie des habitants de Rocinha, ce projet est loin d'être une priorité et ne correspond pas aux demandes qu'ils avaient exprimées ; de plus, la construction des bases de l'infrastructure va nécessiter le déplacement de milliers de familles. Selon eux, comme le soulignent les extraits d'entretiens ci-dessous, ils considèrent que les travaux d'assainissement de base sont prioritaires et demandent que les projets prévus par le PAC 1 soient achevés au préalable.

« Pour moi, les travaux prioritaires sont l'assainissement minimum, des murs de soutènement ; ces travaux prioritaires n'ont malheureusement pas encore tous été réalisés. Le PAC 1 s'est simplement arrêté, et ils ont commencé le PAC 2 avant même d'avoir terminé le PAC 1. Il y a tout de même eu des travaux réalisés par le PAC 1. Le problème du PAC 2, c'est qu'ils ont prévu de mettre en place un projet que nous, habitants, n'acceptons pas. Ce projet de téléphérique est extrêmement polémique dans notre communauté. On ne veut accepter aucun projet tant que les projets prévus au PAC 1 n'ont pas été réalisés. » (Entretien avec Belo, leader communautaire et habitant de Rocinha, le 07/04/2014)

« Avec le PAC 2, les travaux nécessaires d'assainissement de base doivent être réalisés : la canalisation des égouts ouverts, ici ce sont 28 égouts ouverts qui convergent vers le grand égout de la rua do Valão. Le PAC 2 va donc améliorer beaucoup la santé. Pour la mobilité, le projet est un téléphérique. Il y a beaucoup d'habitants qui sont contre le projet, car ils disent que l'assainissement de base doit être la priorité. Je préfère ne pas prendre parti, car je pense que beaucoup de ces personnes qui sont contre habitent en bas de la favela et ceux qui habitent ici à Laboriaux, je pense qu'ils aimeraient bien avoir un téléphérique. » (Entretien avec Jorge Collaro, responsable de la région administrative de Rocinha, le 05/05/2014)

Les habitants dénoncent le manque de dialogue entre le gouvernement et la société civile alors que le Plan Directeur de Rocinha avait fait émerger des besoins et demandes prioritaires pour la population locale.

« Le problème du PAC, c'est que seulement 50 % des travaux prévus en concertation avec les habitants ont été réalisés. Ce qui a été pensé et discuté avec la communauté n'a pas été fait dans la totalité ». (Entretien avec Antonio Carlos, leader communautaire et habitant de Rocinha, le 14/05/2014).

Certains accords entre l'élite locale ou la bourgeoisie *favelada* et les représentants des associations de résidents auraient tendance à ne pas prendre en compte l'opinion majoritaire, afin de faire valoir des intérêts et réseaux personnels.

« L'architecte Tonelo, qui a réalisé le plan directeur de Rocinha, a passé un concours pour proposer des projets d'urbanisation pour le PAC et il a gagné, cela a permis la réalisation de nombreux travaux. Ils ont fait ce qui était visible, mais pour les canalisations, les égouts, ils n'ont rien fait. Les travaux au Valão n'ont pas été faits. Et maintenant, ils viennent avec le PAC 2 avec 1,7 milliard de R\$, avec de nouveaux travaux alors que les projets d'avant n'ont pas tous été réalisés : ils n'ont même pas commencé les fondations du plan incliné. On a eu beaucoup de réunions entre habitants pour choisir les travaux qu'il y avait à faire, et jamais on n'a parlé de téléphérique et le gouvernement est venu avec un projet tout prêt de téléphérique. Mais personne n'a demandé ça. Nous, ce qu'on veut avant tout, c'est l'assainissement total. Le problème, c'est que l'association des habitants appuie le gouvernement et défend le projet. » (Entretien avec José Martins de Oliveira, leader communautaire et habitant de Rocinha, 14/04/2014).

Le téléphérique du complexe de Alemão inauguré en 2011 a déjà fait l'objet de polémiques : le nombre d'usagers est nettement inférieur à ce qui était prévu (moins de 10 000 passagers par jour au lieu de 30 000) et il s'avère finalement être peu utilisé par la population locale, surtout celle qui vit en bas des mornes (Abreu Oliveira, Monteiro, & Zaluar, 2013). Selon Michael Chétry et Jean Legroux, seulement 10 % de la population locale utiliserait le téléphérique, et 60 % des passagers seraient des touristes durant les week-ends, et 30 % durant la semaine (Chétry & Legroux, 2014). Pour certains, les 210 millions investis dans cette infrastructure auraient dû être consacrés à la construction de logements, d'équipements et de services de base. Les travaux réalisés dans le cadre du PAC-Favelas montrent que la question de l'urbanisation des favelas est devenue un enjeu central qui dépasse les actions municipales, puisqu'il s'agit d'une coopération entre les différents niveaux de gouvernement. Toutefois, on constate que bien souvent la visibilité prime sur les réels besoins des communautés concernées, visibilité d'autant plus grande que ces travaux concernent les plus grandes favelas de la ville. Ceci montre que ces quartiers deviennent effectivement un moyen pour l'État de faire la preuve de sa capacité à agir en faveur des populations longtemps marginalisées.

3. Des mesures de protection de l'environnement et de réduction des risques naturels

Au-delà des travaux d'urbanisation, l'aménagement des favelas prend aussi en compte la réduction des risques liés à l'environnement, principalement pour les favelas situées sur des *morros*. Les risques, et principalement les fortes pluies, ont suscité de grands débats publics, en particulier concernant les favelas, et ont eu un impact sur la manière d'agir des pouvoirs publics face à ces risques, passant de la destruction à la consolidation. Certaines habitations ont en effet été construites sur des zones à risque et les nouveaux arrivants s'installent de plus en plus souvent sur des terrains accidentés. Les pouvoirs publics doivent trouver les solutions pour éviter la démolition de ces logements. Il s'agit à la fois de délimiter le périmètre des favelas et, dans la mesure du possible, de consolider les zones à risque. En 2009, les pouvoirs publics ont décidé de construire un mur délimitant Rocinha pour éviter l'expansion des habitations dans la forêt Atlantique. Les représentants de la favela et la municipalité sont finalement parvenus à un accord remplaçant le mur par des sentiers écologiques, des parcs de loisirs, des pistes pour les vélos alternant avec des murets, qui fonctionnent comme des écolimites. Le projet a été conçu par l'architecte Toledo qui avait élaboré le Plan Directeur de Rocinha. Dans le sous-quartier du Portão Vermelho, un parc écologique est encore en construction, il comporte un parc de jeux pour enfants, un terrain de tennis, des équipements sportifs d'extérieur, un amphithéâtre et des espaces pour faire des barbecues.

Photographies 68 : Parc écologique de Rocinha



Photos de Justine Ninnin, 2013

Par ailleurs, des murs de soutènement sont édifiés dans les zones à risques. C'est notamment le cas dans le sous-quartier de Laboriaux qui avait été menacé d'éviction en 2010, les habitants et leurs représentants ayant finalement réussi à négocier avec le gouvernement la réalisation de travaux, bien que quelques logements ne puissent échapper à la démolition pour des questions de sécurité. Certaines familles ont dû quitter leur logement et ont reçu une indemnisation financière de la part de la municipalité, ou un « loyer social » le temps d'être relogés dans des logements sociaux.

Photographie 69 : travaux de construction de murs de soutènement à Laboriaux à Rocinha



Photographie 70 : logements situés sur des zones à risques devant être démolis à Laboriaux à Rocinha



Photos de Justine Ninnin, 2014

La pacification et les politiques publiques territorialisées mises en place dans les quartiers pacifiés marquent la volonté de créer une ville inclusive, c'est-à-dire de faire face au défi de l'équipement de base des quartiers pauvres, d'assurer à leurs habitants l'égalité d'accès aux services, de les protéger des risques liés à l'occupation de terrains impropres à la construction d'habitations et aussi de rapprocher les normes entre quartiers informels et quartiers formels à travers des processus de régularisation des logements, des terrains et des entreprises locales.

4. Régulariser pour rapprocher les favelas des quartiers formels

L'intégration des favelas au reste de la ville et le processus de formalisation de ces espaces passent aussi bien par l'officialisation du quadrillage territorial (cartographie des favelas, dénominations officielles des rues, numérotation des logements...), que par l'attribution de titres de propriété ou encore la régularisation des entreprises.

○ La cartographie des favelas

La reconnaissance du quadrillage territorial commence par la cartographie des territoires, qui jusque-là n'étaient représentés que partiellement sur les cartes existantes. En effet, jusqu'en 2013 lorsque l'on cherchait Rocinha sur Google Map, seule l'Estrada da Gávea apparaissait, alors qu'il existe des centaines de rues dans cette favela, et à Vidigal, seule la partie formelle figurait sur la carte. Il est très difficile de cartographier les rues et ruelles des favelas à partir des images satellites, car certaines d'entre elles sont rendues invisibles par la densité du bâti. La réalisation de la cartographie des favelas doit utiliser des méthodes innovantes où la participation des habitants est primordiale, car bien souvent ce sont les seuls qui arrivent à s'y repérer. Différents acteurs ont entrepris ce travail, il s'agit aussi bien d'entreprises privées que d'associations ou des services de la municipalité. Par exemple l'entreprise *Carteiro Amigo* (Ami Facteur), créée en 2000 et basée à Rocinha, a réalisé la cartographie de la favela pour pouvoir acheminer à domicile le courrier des habitants ayant signé un contrat pour un montant de 16 R\$ par mois (Mier, 2014).

Par ailleurs, Google Map a commencé en 2013 à cartographier trois favelas de Rio de Janeiro : Rocinha, Vidigal et Caju. En plus de la géo-localisation des voies de circulation, l'objectif est de faire figurer sur les cartes les commerces et services. Ce travail fait appel à un système de cartographie participative, MapMaker, qui permet à la population d'y ajouter les lieux qu'elle souhaite voir apparaître.

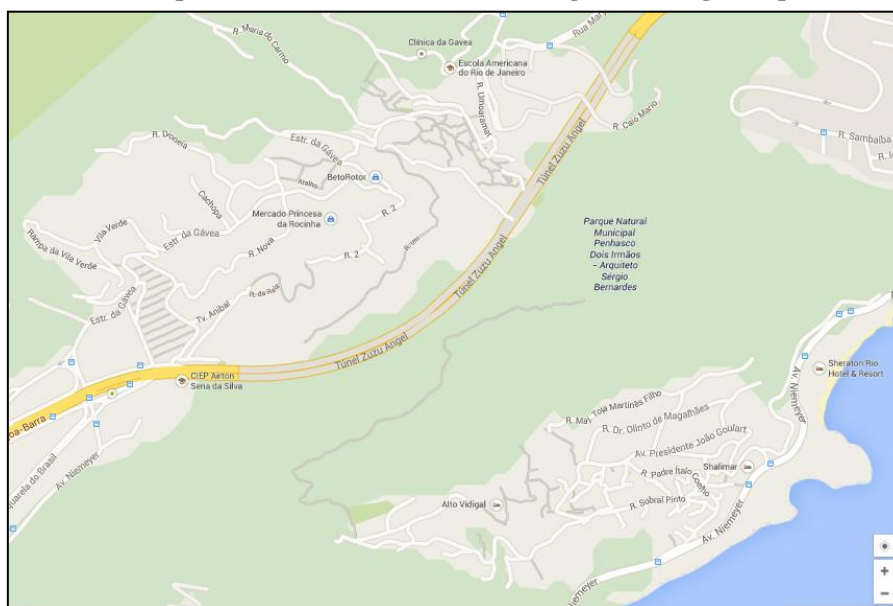
Carte 23 : Représentation de Rocinha et de Vidigal sur Google Map en 2012



Source : Google Map, 2012

Depuis 2014, à Rocinha et à Vidigal, une partie des rues, des ruelles et des escaliers sont désormais cartographiés, avec leurs noms. En zoomant, on peut également visualiser certains commerces et services.

Carte 24 : Représentation de Rocinha et de Vidigal sur Google Map en 2015

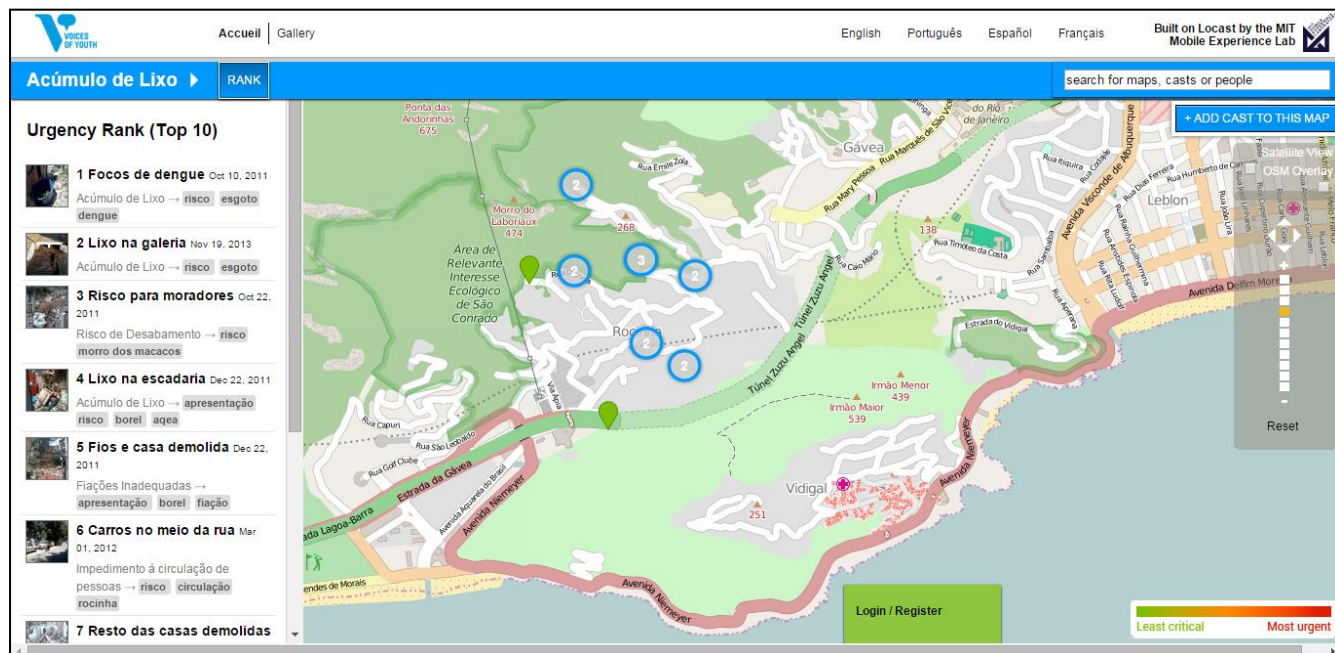


Source : Google Map, 2015

L'entreprise Microsoft Bing réalise également ce travail cartographique à travers une initiative – en partenariat avec la mairie de Rio de Janeiro et l'Institut Pereira Passos (IPP) – intitulée « *Na Área* » (Dans la zone) identifiant avec la participation des habitants les points d'intérêts dans les favelas *cariocas* pacifiées. Il peut s'agir de places, de bars, de restaurants, d'auberges, d'hôtels, de commerces, d'écoles, de crèches ou de tout autre type d'équipements et de services.

Ces différentes initiatives visent à intégrer les favelas dans le monde des représentations numériques afin de leur offrir une meilleure reconnaissance et de plus vastes opportunités. Les cartes numériques sont alors utilisées comme des objets interactifs et sont au centre de nombreux projets participatifs. Par exemple, le programme « *La voix des jeunes – Cartes* » (*voices of youth Maps*) est issu d'une collaboration entre l'UNICEF, les pouvoirs publics locaux et les jeunes. Ces derniers utilisent la cartographie numérique pour représenter virtuellement leurs réalités quotidiennes, leurs difficultés et leurs opportunités. Ils représentent leurs quartiers à travers une application mobile et une plateforme en ligne, ils prennent des photographies de leur environnement et les partagent en ligne. La question des risques (environnementaux, sanitaires, de sécurité, etc.) est un thème central de réflexion dans cette initiative de cartographie participative. La carte apparaît alors comme un outil de connaissance et de transformation des territoires.

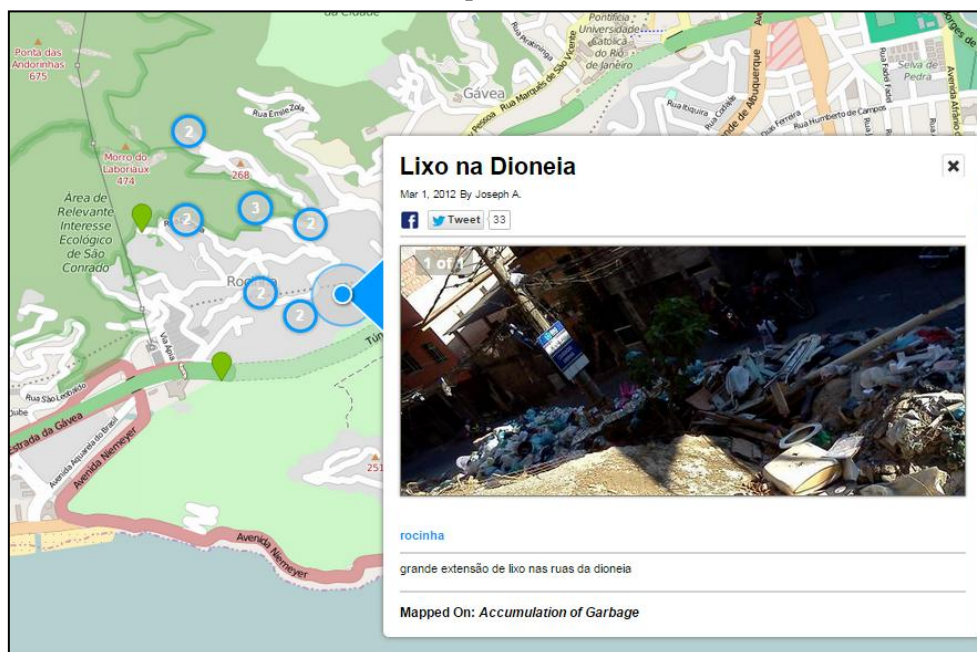
Carte 25 : Carte participative du programme « La voie des jeunes – Cartes »



Source : <http://rio.unicef-gis.org/#!itinerary/17/>

Cette carte sur le thème de l'accumulation des ordures représente les lieux qui posent problème, les jeunes localisant ces endroits et postant des photos. Le nombre de photos postées apparaît dans les cercles bleus. En cliquant sur ces cercles, on obtient un agrandissement de la photo, la localisation et quelques informations sur le problème recensé.

Carte 26 : Photographie et localisation d'un problème lié à l'accumulation d'ordures à Rocinha, dans le sous-quartier de Dioneia



Source : <http://rio.unicef-gis.org/#!itinerary/17/>

Au-delà de son rôle dans la reconnaissance d'un territoire, la cartographie est donc un outil porteur de changements et d'émancipation qui permet de mettre en évidence des problèmes locaux qui, une fois localisés, peuvent faire l'objet d'une intervention adéquate.

○ Les régularisations foncières

La pacification facilite et accélère la régularisation foncière des favelas, l'accès à la propriété permettant de garantir aux familles une forme de sécurité. Depuis 2009, plus de 25 000 logements ont été régularisés par l'Institut de la Terre et de Cartographie (ITERJ) du SMH à travers le programme de Régularisation Foncière d'Intérêt Social. Les associations de résidents, qui disposent des registres des logements dans les favelas, relaient les demandes de titres de propriété auprès des organismes publics concernés. Ce processus de régularisation comporte plusieurs phases : la première est une étude des terrains afin d'identifier leur situation juridique (terrain public ou privé) et d'en définir les limites. La deuxième phase correspond à la réalisation du plan d'occupation des sols, au cours de laquelle des techniciens de l'ITERJ se rendent dans les favelas pour recenser les logements éligibles à la régularisation : les logements dans les zones à risques ne peuvent par exemple pas être régularisés, hormis certains cas où la réalisation de travaux est obligatoire pour obtenir un titre de propriété⁵². La troisième phase concerne le recensement des caractéristiques socio-économiques de la population : durée d'occupation du logement, statut d'occupation (propriétaire ou locataire), revenus des familles, nombre d'enfants, etc. Ces trois premières phases permettent d'enclencher les démarches administratives. Par la suite, le plan cadastral de la zone occupée par la favela est réalisé, recensant les voies de circulation, les équipements publics, les zones de protection environnementale et les lots. Ceci permet également l'officialisation des rues (noms, numéros, etc.) afin d'attribuer des adresses aux logements. La dernière phase correspond à l'émission du titre de propriété par l'ITERJ. Dans le cas d'occupation d'un terrain public, il s'agit d'un titre de concession d'usage avec un droit résoluble (qui peut être résilié par l'État dans le cas où les clauses du contrat ne seraient pas respectées) pour une durée de 99 ans renouvelable. Dans le cas d'occupation de terrains privés, il s'agit de titres d'usucapion délivrés après jugement.

Toutefois, l'obtention d'un titre de propriété est loin d'être une action simple, et de nombreux habitants rencontrent des difficultés face aux processus longs et bureaucratiques, ce qui alimente les procédures parallèles de détournement des règles, souvent surnommées le *jeitinho* brésilien (dextérité) (corruption, piston, réseau, etc.), témoignant du décalage entre le droit et la réalité des pratiques. Certaines organisations non gouvernementales s'occupent de faciliter ces processus de régularisation, c'est notamment le cas de la fondation Bento Rubião à Rocinha.

« Nous avons un contrat avec la mairie pour accompagner le processus de régularisation des terrains des habitants. On a fait un peu plus de 400 actions en justice. C'est compliqué, car la mairie n'a pas encore réalisé le plan d'occupation des sols. Sur les 400 actions, 10 jugements ont eu lieu, mais les titularisations n'ont pas pu être appliquées, car il n'y avait pas de plan d'occupation des sols. Finalement, en 2012, il y a eu un décret du gouvernement fédéral qui permet de passer directement par la mairie plutôt que par le système judiciaire qui est plus long. La différence, c'est qu'en passant par le système judiciaire, les habitants qui possèdent plusieurs logements depuis plus de 15 ans peuvent avoir plusieurs titres de propriété, alors que la mairie n'octroie qu'un

⁵² Par exemple, à Vidigal, la maison dans laquelle j'ai séjourné était située sur une zone à risque au sommet de la favela. Après la pacification, la maison avait été classée par la municipalité comme devant être démolie. Après négociation avec la Géo-Rio, le propriétaire devait réaliser des travaux pour pouvoir lancer la procédure de régularisation (murs de soutènement à l'arrière de la maison, drainage des eaux de pluie, dalle de béton à l'avant afin d'éviter l'érosion du sol, etc.).

seul titre de propriété. La mairie donne alors un premier document provisoire puis 5 ans après, elle donne le document définitif. Ces processus sont donc très longs ; pour te donner un exemple dans le cas de l'usucapion, le seul processus qu'on a réussi à achever a duré 19 ans et 6 mois. Aujourd'hui, on a un partenariat avec la mairie, on a notre propre bureau et on reçoit aussi l'appui de l'Église. » (Entretien avec José Martins de Oliveira, leader communautaire, membre de la fondation Bento Rubião et habitant de Rocinha, 14/04/2014).

○ **La régularisation des entreprises et la dynamisation de l'économie locale**

Par ailleurs, la régularisation concerne également les commerces. Dans les favelas, une grande partie des commerces sont informels comme à Rocinha qui compte 90 % d'entreprises informelles (EGP-Rio, 2010). La pacification entraîne deux effets inverses sur l'économie locale. D'une part, en facilitant l'accès des favelas aux personnes extérieures au quartier, l'économie locale est dynamisée. À Vidigal, les commerces connaissent par exemple un développement important et une grande partie d'entre eux sont aujourd'hui formels : après la pacification, les petites baraques de commerces informels situées à l'entrée de la favela – cordonnier, serrurier, vendeurs de fruits et légumes, snack, etc. – ont été déplacées dans le centre commercial situé à quelques mètres et régularisées. D'autre part, avec la présence des UPP, le trafic de drogue s'il n'a pas disparu, a sensiblement diminué, tout comme les ressources qu'il créait et qui étaient réinvesties dans la consommation locale, ce qui a donc constitué une perte pour les commerces locaux.

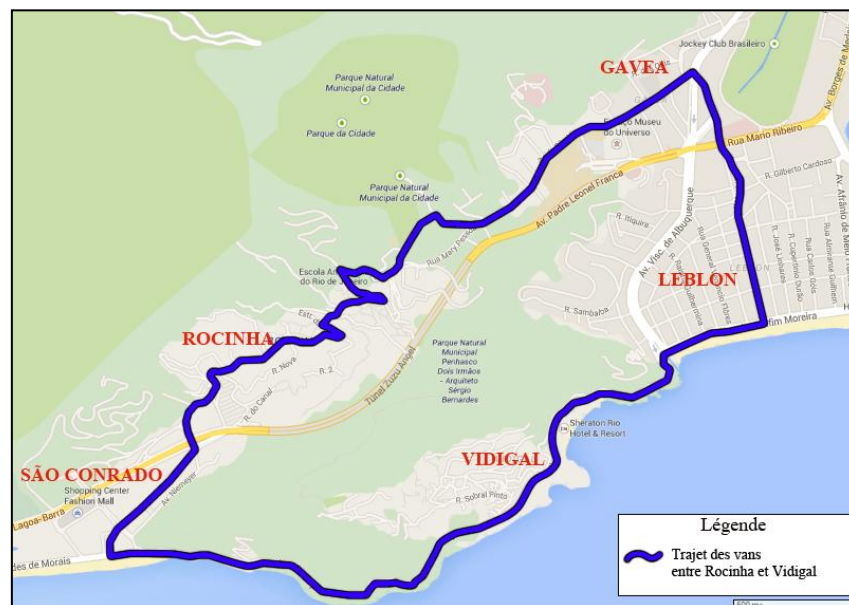
« Le trafic générait beaucoup d'argent, il y avait au moins 1 500 personnes qui travaillaient dans le trafic, c'est un système de production. Ici circulait beaucoup d'argent, donc quand la favela a été pacifiée, les commerces d'ici ont senti le manque parce que cet argent était en partie dépensé ici. Beaucoup de jeunes n'ont pas de perspectives, le gouvernement devrait venir avec des écoles techniques et prendre une série de mesures sociales pour donner des possibilités aux personnes qui sont sorties du trafic. Beaucoup vont dans le trafic, car il y a un manque d'opportunités dans la vie réelle. L'État doit venir avec cette partie sociale, il se préoccupe beaucoup de la sécurité, mais l'État doit se manifester dans le domaine social, mais aussi culturel. On ne doit pas seulement interdire, même si bien sûr c'est important de fixer des règles. » (Entretien avec Jorge Collaro, responsable de la région administrative de Rocinha, le 05/05/2014)

Les entreprises locales doivent donc être dynamisées afin de garantir leur stabilité dans ces lieux et de nouvelles opportunités doivent leur être données en termes de formation et d'emploi. Le SEBRAE (Service brésilien d'appui aux micros et petites entreprises) intervient depuis plusieurs années dans les favelas *cariocas* pour développer l'économie locale. Il mène des actions d'information et d'orientation en direction des entrepreneurs pour la formalisation de leur entreprise et leur propose par ailleurs des formations, mais les moyens du SEBRAE devraient d'être augmentés pour plus d'efficacité. Pour aller dans ce sens, l'Agence de réseaux pour la jeunesse (*Agência de Redes para a Juventude*) a été créée en 2011 en partenariat avec Petrobras et la SEBRAE, et intervient dans 6 favelas pacifiées (Batan, Borel, Babilônia/Chapéu Mangueira, Cantagalo/Pavão Pavãozinho, Cidade de Deus et Providência) pour dynamiser la création d'entreprises par les jeunes de 15 à 29 ans. Ils sont considérés comme des acteurs porteurs de changement, de créativité et d'innovation pour ces territoires.

Les pouvoirs publics s'engagent par ailleurs dans la régularisation des systèmes de transport locaux. La question des transports est devenue un axe primordial dans la politique d'inclusion urbaine, car ils permettent de réduire l'isolement des habitants des quartiers pauvres et de faciliter leur accès au centre. Si des initiatives privées pallient l'insuffisance de l'offre publique, elles ouvrent par ailleurs la porte à diverses pratiques illicites (corruption,

liens avec les trafiquants ou les milices, etc.). Les transports populaires représentent un secteur dynamique et pourvoyeur d'emplois (mototaxis, bus scolaires, minibus : *kombis*, ...) qui a permis l'amélioration de la mobilité des habitants. Toutefois les conducteurs pouvaient refuser des courses ou faire varier les prix puisqu'il ne s'agissait pas d'un service public. Avec la pacification, les systèmes de transport locaux ont été réorganisés et régularisés, limitant ainsi les activités criminelles qui y étaient liées. En avril 2013, le système de minibus (*vans*) qui circulaient dans la Zone Sud et dans le centre de Rio de Janeiro, ainsi que dans certaines favelas comme à Rocinha, a été réorganisé par la municipalité avec la mise en place du Système de transport public local et de la Coordination spéciale de transport complémentaire. Seuls les minibus faisant la liaison entre Rocinha et Vidigal sont désormais autorisés. Ce système alternatif permet de subvenir aux besoins de mobilité de la population des zones moins bien desservies et la taille des minibus réduit l'encombrement des rues, notamment sur l'Estrada da Gávea où la circulation de bus pose déjà de nombreux problèmes (embouteillages, difficulté des manœuvres, etc.). Ce nouveau système compte 3 500 véhicules et 10 500 employés, ce qui a diminué de près de 50 % le nombre de vans informels qui circulait auparavant. Il s'intègre directement au réseau global de transport de la ville (bus, trains, métros) permettant l'usage des titres de transport électroniques.

Carte 27 : Trajet des vans entre Rocinha et Vidigal depuis 2013



Auteur : Justine Ninnin, source : Google Map

Par ailleurs, le système de transport par mototaxis a également été réformé dans les favelas pacifiées : le port du casque est devenu obligatoire (il l'était déjà auparavant, mais cela ne faisait pas l'objet de contrôles et d'amendes dans les favelas, et ni les conducteurs ni les passagers ne portaient de casques) ; le nombre de motos a été réduit, la vitesse est maintenant contrôlée et les conducteurs ont été régularisés. Toutefois, la forme que prend cette régularisation dépend de chaque favela pacifiée : à Rocinha, cette tâche incombe au commandant de l'UPP, ceci n'étant pas le premier exemple d'une accumulation des fonctions assurées par l'UPP. Les conducteurs ne payent plus la taxe journalière aux trafiquants et doivent respecter les prix, obtenir une autorisation de l'UPP et fournir les documents officiels de leur moto. À Rocinha, on compte près de 1 000 mototaxis. Le responsable de la Région

Administrative déplore le fait que la municipalité ne prenne pas ses responsabilités dans l'organisation de ce système de transport local :

« Le major a enregistré chaque mototaxi. Chacun travaille à son compte et possède un badge. Mais en même temps, le maire ne veut pas les régulariser parce qu'il faut faire un décret... aujourd'hui il y a 1 000 mototaxis, c'est trop, il faudrait 500 motos qui tournent : un titulaire et un auxiliaire par moto pour rouler de jour comme de nuit. C'est dangereux ces motos, il y a beaucoup d'accidents, mais la Région Administrative ne peut rien faire, car le maire ne veut pas se manifester. » (Entretien avec Jorge Collaro, responsable de la région administrative de Rocinha, le 05/05/2014)

○ **Des favelas aux « communautés urbanisées »**

La régularisation des quartiers informels et leur institutionnalisation se matérialisent finalement par un changement de dénomination : le terme « communauté urbanisée » est désormais utilisé lorsque les quartiers ont fait l'objet de programmes d'urbanisation et qu'ils ont un nombre d'infrastructures, d'équipements et de services urbains disponibles similaire à celui des quartiers formels. Selon l'IPP et le SMH, les « communautés urbanisées », au fur et à mesure des efforts fournis par leurs habitants et par des actions publiques variées, ont réussi à obtenir une « situation d'urbanisation satisfaisante » : revêtement des rues, éclairage public, drainage des eaux de pluie, réseau d'égouts, équipements collectifs d'éducation, de santé, d'assistance sociale, de sport et de loisir (IPP, Cavallieri, & Via, 2012, p. 4). Par exemple, Vidigal est aujourd'hui considérée comme une communauté urbanisée.

Tableau 34 : Répartition de la population des communautés urbanisées par zones à Rio de Janeiro

Zone de planification (AP)	Population vivant dans des favelas	Population des communautés urbanisées	Part de la population des communautés urbanisées dans la population des favelas
Zone Centrale (AP1)	103 296	28 060	27 %
Zone Sud (AP2)	174 149	58 305	33 %
Zone Nord (AP3)	654 755	149 014	23 %
Zone Barra da Tijuca / Jacarepaguá	236 834	13 310	6 %
Zone Ouest	274 739	34 369	13 %
<i>Total</i>	<i>1 443 773</i>	<i>283 058</i>	<i>20 %</i>

Source : Cavallieri, Via, & IPP, 2012

Au total, un cinquième de la population des favelas de Rio de Janeiro vit aujourd'hui dans des communautés urbanisées. La proportion est plus élevée dans la Zone Sud (33 %) et dans la Zone Centrale (27 %), ce qui souligne que les efforts d'urbanisation dans les favelas y ont été plus importants, mais aussi qu'une grande partie des favelas de ces zones a été démolie, seules les plus urbanisées ayant réussi à résister. Cette dénomination de communauté urbanisée reste une étape intermédiaire avant l'intégration effective des favelas à la ville, puisque le terme de « communauté » continue à marquer leur différence avec les quartiers formels.

On observe donc une multitude de projets et de politiques concernant les favelas, et plus spécifiquement des favelas pacifiées, impliquant différents organismes du gouvernement à différentes échelles. Comment fonctionne l'articulation entre ces différents programmes et les multiples acteurs qui interviennent : fédéraux, étatiques, municipaux, membres de la société civile, des UPP ou des entreprises privées ?

II L'ARTICULATION DES PROGRAMMES, DES POLITIQUES ET DES ACTEURS

Dans un contexte d'intérêt croissant des pouvoirs publics pour les favelas, les trois niveaux de gouvernement (fédéral, étatique, municipal) impliqués mettent en place de multiples politiques publiques et des projets qui ne sont pas toujours coordonnés. Les favelas ont toujours constitué un objet de l'action publique, qu'il s'agisse de se débarrasser d'un problème urbain, ou de les urbaniser, l'inconstance du traitement politique ne favorisant pas l'implication et le soutien de la population de ces quartiers. Par ailleurs, l'interaction entre les pouvoirs publics et les acteurs privés locaux (entreprises, élites locales, lobbies, etc.) forme des « réseaux d'action publique » ce qui conduit parfois à des politiques non articulées voire paradoxales. Nous entendons par action publique l'ensemble des relations, des pratiques et des représentations qui contribuent à la production politique des modes de régulation sociale (Thoenig, 1998). L'action publique n'est donc pas sous la seule influence des pouvoirs publics, puisque différents groupes d'intérêts pèsent sur sa définition (milieux universitaires, journalistes, société civile, entreprises privées, organisations internationales, etc.). Si elle n'est pas nouvelle, l'action publique en direction des favelas cherche à innover, notamment face à la multiplication des acteurs qui interviennent dans sa production. On observe la recherche d'une plus grande cohérence des interventions et une volonté de coordination, en particulier à travers le programme fédéral *Território da Paz* (Territoire de Paix) et le programme municipal Rio Mais Social (Rio Plus Social).

1. Les programmes d'articulation entre société civile et pouvoirs publics : *Território da Paz* et Rio Mais Social

Lancé en 2009, le programme fédéral *Território da Paz* s'inscrit dans le cadre du Pronasci (Programme National de Sécurité Publique avec Citoyenneté) et a pour objectif de renforcer les réseaux locaux d'action sociale (leaders communautaires, société civile, etc.) ainsi que le dialogue entre ces réseaux et les pouvoirs publics, dont la police. Dans les villes, ce programme est porté par les Cabinets Municipaux de Gestion Intégrée (GGIM) qui ont pour tâche d'articuler les interventions des différentes forces de sécurité (polices civile et militaire), des acteurs sociaux (assistantes sociales, éducateurs, psychologues, etc.) et de la société civile avec la mise en place de programmes participatifs variés (Bautès & Soares Gonçalves, 2011). Par exemple, les conseils communautaires de sécurité publique organisent des réunions entre les habitants et les policiers et le Canal Communauté développe des actions de sensibilisation des habitants à leurs droits. Des programmes d'intégration des jeunes et des familles sont également mis en place comme le programme *Mães de Paz* (les mères de paix), qui emploie des mères des quartiers défavorisés ayant des indices de violence élevés pour jouer un rôle de médiation et d'orientation des jeunes afin de les détourner du monde du crime. Les mères sont là encore des acteurs essentiels dans ces quartiers comme relais des pouvoirs publics. Dans le programme *Saude da Família*, des jeunes sont employés en tant qu'agents communautaires dans les postes de santé locaux. Enfin, le programme *Território da Paz* s'appuie également sur des programmes d'urbanisation (comme le PAC), d'éducation et d'activités culturelles (Pronasci - Ministério da Justiça, 2007).

Le programme Rio Mais Social semble avoir les mêmes objectifs que le programme Territorio da Paz, à ceci près qu'il s'agit d'une action municipale menée par l'Institut Perreira Passos (IPP) en partenariat avec ONU-Habitat. Pourtant, à la base, cette action devait relever de la compétence de l'État de Rio de Janeiro pour accompagner les UPP, et ce programme se nommait d'ailleurs UPP social jusqu'en 2014.

« Peu de temps après la politique de pacification mise en place dans les favelas en 2008, il a été très vite question de développer un programme en parallèle qui serait le volet social de cette politique de pacification. À l'époque, l'organe qui était le plus à même de mener cette politique, c'était le Secrétariat de l'État d'Assistance Sociale et des Droits Humains (SEASDH) ; le programme d'UPP Social est né là-bas, dans ce Secrétariat de l'État. Et pour diverses raisons, politiques principalement, le programme a été transféré à l'IPP en 2011. » (Entretien avec Anthony Taïeb, employé du programme Rio Mais Social, le 28/03/2014)

Ce programme a pour objectif de consolider le processus de pacification et de stimuler le développement urbain, social et économique, afin de permettre une intégration effective des favelas au reste de la ville. Son action comporte trois volets principaux : le développement des connaissances et des informations concernant ces territoires, la prestation de services publics et le développement culturel, social et économique de ces quartiers. Dans chacun de ces territoires, une équipe est responsable de la collecte d'informations concernant les services, équipements et structures existantes afin de réaliser un diagnostic territorial. Les équipes cherchent à établir un dialogue entre les habitants, les leaders communautaires, les pouvoirs publics et les entreprises privées pour mettre en évidence les besoins.

« On est en charge d'identifier ce qui se passe sur le territoire et les problèmes qu'il peut y avoir. On est aussi en charge de réaliser l'interface entre le pouvoir public et le territoire. Une fois qu'on a identifié certaines demandes – par exemple : telle partie du territoire à un problème d'eau, d'égouts –, on transmet ce problème au siège qui recherche le contact des organes publics responsables de ces questions, et on tente de leur faire faire leur travail. Par exemple, pour l'eau, on va essayer de développer un contact avec la CEDAE. On va leur dire que dans tel endroit, il y a un problème. Il y a des secteurs institutionnels qui sont plus ou moins réactifs, dans la plupart des cas ils ne le sont pas. [...] Les attributions de l'UPP social c'est donc identifier les demandes du territoire, principalement les nécessités d'un point de vue urbanistique et tenter d'apporter les réponses des pouvoirs publics ou des organisations privées. Par exemple, un projet culturel qui n'a pas encore formalisé son statut et donc qui éprouve des difficultés à obtenir des ressources, on va essayer de l'orienter vers une autre ONG qui offre un service de conseil en formalisation de projet. L'idée, c'est d'être un articulateur de développement local. » (Entretien avec Anthony Taïeb, employé du programme Rio Mais Social, le 28/03/2014).

Il s'agit donc à la fois d'articuler les structures locales entre elles et avec la municipalité. Ce programme est né du constat d'un manque d'intégration et d'articulation des actions en faveur des favelas pacifiées. Il joue le rôle de coordinateur entre les différents organes publics de la municipalité qui interviennent dans ces quartiers en faisant remonter les demandes locales. Si les pouvoirs publics affichent leur volonté de mieux prendre en compte les favelas et de mieux articuler les actions qui les concernent, dans la pratique de nombreux problèmes et des incohérences subsistent : superposition de programmes ayant les mêmes attributs, manque de visibilité de ces programmes et faible participation de la société civile (habitants, associations, ONG, etc.).

2. Complémentarité ou concurrence entre les institutions ?

Alors que l'action publique semble vouloir s'orienter vers l'articulation des différentes politiques publiques sectorielles en coordonnant à la fois les questions sécuritaire, urbanistique, économique et sociale, dans la pratique les interactions entre ces différents domaines et entre les différents niveaux de l'administration (fédérale, étatique, municipal) demeurent limitées. Pourtant, l'harmonisation des politiques et une meilleure définition des compétences de chaque acteur ont été identifiées comme des enjeux centraux (Deluchey J. F., 2003). Mais la répartition des compétences entre les sphères de gouvernement est encore floue : elles sont à la fois réparties et partagées, ce qui crée régulièrement des obstacles à l'efficacité de l'action publique. Il semble qu'il y ait une difficulté de coopération intergouvernementale pour trouver la bonne combinaison entre autonomie et interdépendance des sphères de l'État (Abrucio, 2002).

En effet, les acteurs impliqués dans la production de politiques publiques et privées en direction des favelas sont multiples. De nombreuses politiques publiques sont menées de manière autonome, principalement lorsqu'elles ne sont pas portées par le même niveau administratif : les programmes se superposent sans interagir, comme c'est notamment le cas des programmes *Território da Paz* et *Rio Mais Social*. Ils concernent tous deux Rocinha, mais leurs responsables ne travaillent pas ensemble. Selon Anthony Taïeb, il y aurait une logique de compétition entre l'État de Rio de Janeiro et la municipalité en matière d'action publique. Une coprésence entre État et Ville est possible, mais dans le cas où les compétences sont différenciées (sécurité pour l'un, urbanisation pour l'autre) (Taïeb, 2011). L'articulation entre les programmes municipaux semble plus efficace.

« L'un des gros problèmes des politiques publiques au Brésil, c'est le manque d'intégration, le manque d'articulation, entre la ville et l'État, entre le niveau fédéral et l'État, l'État fédéral et la ville, alors qu'il y a des transferts de ressources. À l'intérieur même de la mairie, il y a un grand nombre d'articulations entre les Secrétariats, notamment le SMH et les autres Secrétariats de la Culture, du Sport, etc. À l'intérieur même de la SMH, il y a aussi une grande articulation entre les différents secteurs. » (Entretien avec Anthony Taïeb, employé du programme *Rio Mais Social*, le 28/03/2014)

Par ailleurs, plutôt que de renforcer les structures locales existantes chargées du relais entre la société civile et les pouvoirs publics, ces programmes apparaissent comme des acteurs supplémentaires qui viennent se superposer à d'autres acteurs déjà présents qui exercent les mêmes rôles : par exemple, alors que la Région Administrative, les associations de résidents et plus récemment les UPP sont chargées de faire remonter les besoins et demandes de la population auprès des pouvoirs publics, les programmes *Território da Paz* et *Rio Mais Social* apparaissent comme les énièmes acteurs cherchant à exercer ce rôle. Devenue un objet important de l'action publique, la favela semble donc se retrouver au cœur de conflits de gouvernance.

« On a déjà le Secrétariat au Logement, le Secrétariat à l'Éducation, à la Santé, à l'Environnement, la CEDAE, il y a une administration régionale depuis des années. Il faut déjà renforcer ce qu'il y a, donner un espace correct à la Région Administrative, renforcer les projets déjà existants. On a besoin d'investissements, pour que l'équipe de la région Administrative soit renforcée, pour qu'elle ait des bureaux convenables, pour qu'ils puissent effectivement agir. Qu'est-ce que l'UPP social veut apporter en plus ? Je veux comprendre. » (Entretien avec Maria Helena, médecin au poste de santé Albert Sabin et habitante de Rocinha, le 09/06/2014).

De plus, dans la pratique, ces programmes restent peu visibles et l'action sociale est encore insuffisante. Cette invisibilité a souvent été évoquée lors des entretiens, les habitants soulignant régulièrement le manque d'interventions dans le domaine social.

« L'UPP social n'a rien à voir avec la police, je les trouve très distants, ils apportent ce qui est écrit. Comme le *Território da Paz*. Qu'est-ce qu'ils viennent exécuter, je ne sais pas ! On ne sait pas ce qui vient ! » (Entretien avec Maria Helena, médecin au poste de santé Albert Sabin et habitante de Rocinha, le 09/06/2014).

Ce manque d'investissement social à Rocinha peut en partie expliquer la résistance des trafiquants et les nombreuses confrontations qui ont eu lieu depuis le début de la pacification, puisque le manque à gagner du trafic de drogue ne serait comblé ni en termes de formation, ni en termes d'opportunités d'emploi. Ceci met en évidence le manque d'intégration entre la politique de sécurité et les politiques sociales, économiques et urbanistiques. Par exemple, le programme Rio Mais Social tente de se distinguer au maximum de l'UPP, en répétant souvent qu'ils n'ont rien à voir avec les UPP. Ce manque de connexion ne contribue pas à valoriser l'intervention policière. Toutefois, il s'agit tout de même d'approches différenciées qui ne se situent pas dans le même type de relations avec les habitants des favelas, puisque l'action sociale, économique et urbanistique est négociée, alors que l'action de sécurité sous forme d'UPP est imposée. Bien que les programmes sociaux et urbanistiques aient commencé à être mis en place avant la pacification, les objectifs poursuivis ne sont pas pour autant contradictoires ou incompatibles, puisque l'intervention dans le domaine des équipements et des services est facilitée par la pacification.

3. Une participation populaire illusoire ?

La question des services urbains, selon la Constitution de 1988 et le Statut de la ville de 2001, doit être pensée avec les usagers des quartiers pauvres afin d'adapter au mieux les réponses apportées à leurs problèmes et à leurs besoins. La population doit être informée et participer à la formulation, à l'exécution et à l'accompagnement des plans, programmes et projets de développement urbain, à travers des audiences publiques ou des débats. L'inscription de la participation dans la loi marque une volonté de démocratiser le pouvoir de décision, qui historiquement a été monopolisé par les représentants d'une élite économique restreinte. Cette démocratisation doit donc passer par une rupture dans la perception des droits comme privilèges : en effet, au Brésil, une partie des élites ne souhaite pas des droits, mais des privilèges, ce qui maintient tout une frange de la population dans un état d'exception, comme c'est le cas dans les favelas. Participer à l'élaboration, à l'exécution et à l'accompagnement des politiques publiques, c'est donc faire valoir ses droits, sa citoyenneté et sortir progressivement de l'état d'exception.

Toutefois, les différents programmes publics combinent souvent dans la pratique un manque de transparence, d'articulation et de participation de la société civile dans les prises de décisions. Si effectivement des instances de participation sont mises en place (réunions, débats, conseils communautaires,...), les habitants ont la possibilité de donner leur avis, mais celui-ci reste consultatif et n'est pas toujours pris en compte, comme nous l'avons par exemple observé avec le projet du téléphérique à Rocinha dans le cadre du PAC 2, qui est loin d'être le fruit d'un consensus communautaire. Le modèle *bottom up* de « bonne gouvernance » c'est-à-dire des modes d'échanges et d'agrégation entre acteurs individuels et

collectifs, peine à se mettre en place. Si les habitants s'organisent depuis de nombreuses années, les mouvements communautaires ont encore des difficultés à se faire entendre par les pouvoirs publics. Le témoignage d'un ancien habitant de Vidigal qui a fondé une ONG dans ce quartier montre que les personnes travaillant dans le domaine de l'action sociale locale sont elles aussi très peu au courant des différents programmes mis en place. De nombreux leaders communautaires ont expliqué par exemple lors d'entretiens qu'ils n'avaient de contact ni avec le programme *Território da Paz*, ni avec celui de Rio Mais Social et ne savaient même pas ce qu'ils faisaient. Or ces programmes sont censés justement garantir une forme de participation.

« On ne nous tient pas au courant des programmes mis en place dans nos propres quartiers, on ne sait même pas ce genre de choses, c'est pour ça qu'on voudrait faire des réunions, peut être que l'UPP Social (Rio Mais Social) fait des choses bien, mais on ne nous tient pas au courant. On se sent un peu isolé, on aimerait bien être plus intégré aux projets municipaux. Nous on offre des services à la communauté, mais on ne participe pas aux activités de la communauté. On voudrait plus se rencontrer pour débattre, parler. On veut aussi faire une réunion sur la question des droits des habitants pour qu'ils soient plus avisés. » (Entretien avec Antony Carlos de Alleluia, fondateur d'une ONG à Vidigal, ex-habitant de Vidigal, 19/06/2013).

Ce manque de consultation s'observe encore plus dans la période actuelle de planification d'urgence liée à l'accueil des méga-événements, qui rend plus difficile la réalisation d'un travail participatif approfondi. Par ailleurs, comme nous l'avons vu précédemment, les instances de représentation des favelas comme les associations de résidents sont des espaces de lutte entre différents groupes d'intérêt et se sont peu à peu vidées de la participation des habitants, ce qui nécessite de créer de nouveaux espaces de représentation des intérêts de la population. Ceci est d'autant plus compliqué que les mouvements populaires sont éclatés et que la lutte pour le bien commun s'est elle-même affaiblie.

« Ici, il y a beaucoup de compétition, une association qui tire d'un côté et une autre de l'autre : Laboriaux, AMABB, UPMMR, chacune fonctionne pour sa propre amélioration et non pas pour le peuple en général. Le peuple est découragé par la politique et ne participe pas. » (Entretien avec Jorge Collaro, responsable de la région administrative de Rocinha, le 05/05/2014).

Avec une faible participation, il est donc difficile de faire émerger un consensus représentatif de la majorité. Or c'est justement la question de la représentativité de cette majorité qui pose problème, car elle est souvent minorée au profit de petits groupes d'intérêts. Comme le souligne le témoignage ci-dessous, les pouvoirs publics profiteraient alors de ces conflits internes de représentation pour s'appuyer sur certains de ces groupes sans chercher à créer de nouveaux espaces de discussion :

« Il faut regarder la favela avec moins d'idéalisation, parce que Rocinha, c'est une ville en conflit : il y a des intérêts contraires et divergents, des projets différents ; par exemple, il y a des groupes qui défendent l'assainissement et disent non au téléphérique, et d'autres qui disent oui. Il y a des discussions avec les pouvoirs publics, les conflits avec le gouvernement sont une forme de discussion, il y a des pressions et chacun campe sur ses positions. Il n'y a pas une position commune dans la communauté, mais des positions variées. Les habitants défendent des projets différents. Il faut approfondir le débat, identifier les espaces de discussion. Mais ce gouvernement est pervers, parce qu'il utilise la force de l'État pour affaiblir le débat interne, il divise et profite des sentiments différenciés internes pour renforcer sa propre position. Par exemple, quand le gouvernement dit qu'il a fait une étude et que la majorité des habitants veut un téléphérique, c'est de la manipulation, parce qu'en réalité la majorité est silencieuse, elle ne se réunit pas et n'a pas de position collective. Dans ce sens, l'État est pervers, car il crée la désagrégation et la division interne, et ne permet pas la création d'espaces publics de délibération pour que les positions internes divergentes arrivent à s'entendre autour de consensus. Soit on est

pour le gouvernement, soit on est contre, mais il n'y a pas d'espace de critique. Or la critique est importante. » (Entretien avec Itamar Silva, membre de la Pastorale des favelas et de l'IBASE, le 05/06/2014).

Il ne faut toutefois pas noircir le tableau, car le débat sur la démocratie participative s'intensifie de plus en plus, et les pouvoirs publics essayent de mettre en place de nouvelles mesures pour faire évoluer la participation, comme le proposent divers programmes du Pronasci (les conseils communautaires de sécurité publique, canal de communauté, etc.). Dans les favelas, les débats entre la population et les pouvoirs publics semblent se multiplier, sous différentes formes : dans le cadre d'ONG, d'associations de résidents ou d'organisations autonomes. Par exemple à Rocinha, le groupe Rocinha Sem Fronteira (Rocinha sans frontière) et à Vidigal, les débats Fala Vidigal organisés mensuellement par les organisations locales :

Photographie 71 : Réunion organisée par le groupe Rocinha Sem Fronteira le 12/04/2014 sur le thème des transports à Rocinha



Photo de Justine Ninnin

Le groupe Rocinha Sem Fronteira organise régulièrement des réunions avec les habitants de Rocinha, dans une salle adjacente à l'Église Nossa Senhora da Boa Viagem, située au milieu de la favela sur l'Estrada da Gávea, pour discuter de problématiques importantes concernant le quartier. Il tente de faire venir à chaque réunion des responsables des pouvoirs publics. Lors de cette réunion sur le thème du transport, un représentant du Secrétariat Municipal du Transport avait été convié, mais il ne s'est pas présenté.

design: Flávio Carvalho

Rocinha Sem Fronteiras

convida para a reunião

tema: Transporte na Rocinha
continuação

dia: 12/04/2014, sábado
horário: 17h

convidado: representante da Secretaria Municipal de Transporte

Local: Igreja Nossa Senhora da Boa Viagem, na Estrada da Gávea, 445 - Rocinha

responsáveis:
José Martins de Oliveira
tel: 99171-7072 (claro)
Simone Rodrigues
tel: 99854-5212 (vivo)

O Rocinha Sem Fronteiras é um grupo de moradores que desde 2006 se reúne uma vez por mês para discutir temas relacionados a comunidade.

Tract distribué aux habitants de Rocinha

Photographie 72 : Affiche du débat mensuel Fala Vidigal du 3/06/2014



Parle Vidigal : Cycle de Débats

Quatrième débat :

Le pouvoir public a la parole :

Qu'est-ce que les pouvoirs publics prétendent faire pour Vidigal ?

Ce débat est organisé par différents organismes locaux : l'association des résidents de Vidigal, le Forum Intersectoriel de Vidigal (FIV), l'ONG Comunidades Catalisadoras (ComCat), l'ONG Horizonte et le Vidblog Vidigal. Lors de ce débat, des représentants des pouvoirs publics ont été conviés : la police civile, l'UPP, le Poste d'Orientation Urbanistique et Sociale (POUSO), le programme Território da Paz, Rio Mais Social (UPP social), la compagnie d'électricité Light et l'Institut des Territoires et de la Cartographie (ITERJ)

Ce type de débat faisant appel à la participation de différents secteurs des pouvoirs publics, notamment de la police, mais aussi des fournisseurs de services (eau, électricité, etc.) est une réelle innovation sociale dans la mise en place des programmes d'action publique en direction des favelas. Toutefois, malgré ces tentatives de création d'espaces de débats, les habitants ne participent pas plus pour autant : ce sont souvent les mêmes personnes qui se sont présentes, ceux qu'on nomme « leaders communautaires ». Par exemple, lors des débats organisés à Vidigal, on comptait un grand nombre de personnes n'habitant pas la favela (universitaires, membres du milieu associatif, etc.) et également d'étrangers installés depuis peu. Si les habitants ne participent pas, c'est notamment parce que, comme nous l'avons vu, le mouvement communautaire s'est dilué, les habitants se sont lassés, ils n'ont pas toujours le temps de participer et ont d'autres priorités (travail, famille, etc.).

« Le peuple n'est pas très participatif, mais ils réclament beaucoup. Pourtant, il y a des initiatives pour organiser des débats, par exemple Rocinha Sem Fronteira, mais la majeure partie du temps, il n'y a pas grand monde, le secrétaire au transport dit qu'il vient et finalement il ne vient pas. » (Entretien avec Jorge Collaro, responsable de la région administrative de Rocinha, le 05/05/2014)

« Dans les favelas, c'est difficile, il y a quelques groupes qui essayent d'apporter les informations, faire des réunions. Mais dans la réalité, les habitants ont 4 h de transport par jour, alors ils se réunissent en cas de force majeure, pour survivre, par exemple pour les questions d'eau. À Rocinha, on a deux groupes principaux : Rocinha Sem Fronteira et le Forum da Cultura. Il y a d'autres groupes intéressants à Rocinha qui font un travail fantastique, mais ça ne va pas plus loin que les projets sociaux. Qu'est-ce que ça apporte comme changement général ? Puis il y a aussi le cas de gens qui au départ luttent et qui en gagnant du pouvoir et de l'argent perdent leur conscience critique. » (Entretien avec Antonio Carlos, leader communautaire et habitant de Rocinha, le 14/05/2014).

Nous retrouvons donc dans la question de la participation ce paradoxe entre une forte demande de la part des habitants, une création d'espaces de participation encouragée par les leaders communautaires, mais dans la pratique une participation plus faible du fait du manque de mobilisation des habitants et d'intégration des exigences de la population dans les décisions finales des actions publiques.

Face à un manque de participation et d'intégration des classes plus défavorisées dans les prises de décisions, la planification urbaine semble traditionnellement privilégier les classes aisées. Ceci n'est pas spécifique à Rio de Janeiro, car comme le souligne David Harvey, l'urbanisation a régulièrement produit de l'exclusion : « dès leur origine, les villes se sont bâties grâce aux concentrations géographiques et sociales de surproduit. L'urbanisation a donc toujours été, en un sens, un phénomène de classe. » (Harvey, 2011, pp. 9-10). Les populations pauvres sont peu présentes dans le débat global sur le modèle de ville que l'on cherche à construire, leur mobilisation étant d'autant plus difficile qu'on observe un essoufflement de l'action collective de lutte pour le bien commun. Dans ce contexte, le droit à la ville est donc loin d'être acquis, si on entend par droit à la ville, le droit à être en ville et à y vivre dans des conditions de vie dignes en ayant accès aux ressources urbaines (infrastructures, équipements, services) et en participant à la définition de la ville.

Globalement, l'insertion des favelas dans le tissu urbain formel est extrêmement disparate selon les quartiers, car les niveaux de sécurité et d'urbanisation sont très variés au sein même des favelas ciblées par les politiques territorialisées. Si Vidigal, du point de vue de la sécurité et de l'urbanisation, possède actuellement des caractéristiques très proches du reste de la ville, ce qui lui vaut notamment la dénomination de communauté urbanisée, Rocinha, qui a été pacifiée en même temps et qui est la cible d'importants projets d'urbanisation, est au contraire encore loin de posséder les mêmes attributs de l'urbanité que les quartiers formels. La situation à Rocinha est particulièrement tendue depuis la pacification et le sentiment d'insécurité s'est même renforcé avec la multiplication des confrontations armées, ce qui souligne combien les conditions de sécurité varient selon les espaces. Le processus de légitimation de l'État et de l'action publique dans les favelas est donc toujours en cours. La sécurité au sens large (physique, sociale, économique, etc.) n'est toujours pas garantie à tous les habitants des favelas. En reprenant la définition de Robert Castel selon laquelle « être dans l'insécurité permanente, c'est ne pouvoir ni maîtriser le présent, ni anticiper positivement l'avenir » (Castel, 2003, p. 29), on observe toujours une grande fragilité et une incertitude face à l'avenir des habitants en situation précaire qui subissent les aléas conjoncturels. Dans le contexte des méga-événements qui stimulent une transformation urbaine de grande ampleur, les investissements ont tendance à bénéficier à une partie des habitants des favelas (comme par exemple la construction du métro en bas de Rocinha) alors que certains espaces ne semblent pas directement concernés par ces investissements, ce qui risque de renforcer les inégalités et la fragmentation urbaine.

Troisième Partie

Quelle place pour les favelas dans une ville globale ?

L'action publique ciblant les favelas de Rio de Janeiro témoigne de la volonté de les faire sortir d'une situation d'exception et de les intégrer pleinement à la ville formelle. Toutefois, alors que les pouvoirs publics affirment la mise en place de démarches dites participatives, le poids de la société civile sur les politiques de développement urbain reste limité. Aussi, certains acteurs privés connectés à des réseaux politico-économiques (lobbies, entreprises de la construction civile, promoteurs immobiliers, etc.) exercent d'importantes pressions sur la planification urbaine, ce qui limite l'influence des habitants sur la politique de la ville. De plus, la place des citoyens dans les prises de décisions est d'autant plus restreinte dans le contexte d'urgence lié à l'accueil des méga-événements qui nécessite une transformation rapide de la ville, de ses infrastructures, équipements et services. L'urgence entraîne des situations d'exception où les règles sont parfois contournées et où de nouvelles procédures sont adoptées.

Les aménagements de la ville entrent dans une logique d'attraction des entreprises et des capitaux, et Rio de Janeiro s'affirme de plus en plus comme une ville globale. Saskia Sassen (1991) définit la ville globale comme une métropole concentrant des activités financières et de services avec une forte proportion d'emplois qualifiés, placée au carrefour de migrations transnationales et plus liée aux autres villes globales qu'au reste du pays où elle est située. Cette globalisation des villes les transforme ainsi progressivement en nœuds du capitalisme mondialisé (Prévôt-Schapira & Dureau, 2013). La globalisation se traduit par un « processus par lequel une ville acquiert les fonctions majeures de coordination d'activités économiques complexes, de portée mondiale, ou globale » (Bourdeau-Lepage & Huriot, 2005, p. 40). Au Brésil, Rio de Janeiro et São Paulo ont intégré le classement du GaWC⁵³, ce processus de labellisation leur permettant de gagner une place dans la liste convoitée des villes mondiales. En 2013, São Paulo est classée ville mondiale « Alpha » et Rio de Janeiro ville mondiale « Beta », alors que Brasília est encore considérée comme une ville avec une propension moyenne à devenir de classe mondiale (GaWC, 2013), ces différences de *ranking* attisant la compétition entre ces métropoles.

En s'inscrivant dans une stratégie d'accueil des méga-événements, Rio de Janeiro prend la forme d'une « entreprise en compétition » cherchant à s'intégrer dans un réseau international de villes, en étant plus attractive. Otilia Beatriz Fiori Arantes parle de la métropole *carioca* comme d'une « machine à produire des richesses » (Arantes, 2000, p. 21). Pour cela, elle doit changer son image, souvent assimilée aux clichés de l'insécurité et de la violence, stimuler sa croissance économique et transformer l'espace urbain afin de répondre aux attentes internationales en termes de planification urbaine et de sécurité. Rio de Janeiro change de « personnalité urbaine », en reprenant les termes de David Harvey (2011), pour devenir la ville des méga-événements en accueillant en peu de temps une quantité impressionnante d'événements internationaux : des événements sportifs avec la Coupe des confédérations en 2013, la Coupe du Monde de Football en 2014 et les Jeux olympiques en 2016, religieux, avec les Journées Mondiales de la Jeunesse (JMJ) en 2013, festifs, comme le réveillon et le Carnaval qui accueillent chaque année plus d'un million de touristes et politiques, comme la conférence des Nations Unies « Rio + 20 » en 2012. Ces méga-

⁵³ Globalization and World Cities Research Network, Geography department, Loughborough University (UK). .

événements constituent pour la ville un formidable outil de communication à l'échelle planétaire. Cette nouvelle personnalité urbaine s'est affichée dans un contexte économique favorable : le Brésil est un pays émergent dont le poids dans l'économie globalisée devient de plus en plus important et dans lequel une classe moyenne nombreuse se constitue. Toutefois, son économie stagne, et entre même dans une phase de récession nécessitant des stratégies de dynamisation.

Dans ce contexte, les investissements dans l'aménagement urbain ont une portée symbolique et politique. Pour conquérir une place mondiale reconnue, la ville doit remporter plusieurs défis qui constituent des enjeux aussi bien économiques, politiques, que sociaux et environnementaux, parmi lesquels les questions de sécurité et d'habitat précaire. Les favelas se trouvent au cœur des actions publiques, car elles témoignent d'un certain désordre urbain découlant de l'incapacité des pouvoirs publics à répondre efficacement aux problèmes de logements des populations pauvres. Elles sont un défi pour l'organisation de la ville, du fait de leur précarité, de leur illégalité ou de leur informalité, mais aussi parce qu'une partie d'entre elles empiètent sur des espaces naturels, détériorant certains sites protégés et produisant de réelles menaces pour leurs habitants (inondations, éboulements de terrain, etc.). Si les pouvoirs publics mettent en place des projets d'urbanisation et de sécurisation, ils sont aussi contraints d'organiser le déplacement d'une partie des habitants en les relogant dans des logements sociaux ou en les indemnisant. Cependant, les actions publiques concernent le plus souvent des territoires stratégiques et symboliques de la ville et certains espaces restent à l'écart de ces projets (Bautès & Soares Gonçalves, 2011). En effet, les aménagements urbains ciblent des espaces particuliers : des centralités historiques et d'autres plus récentes, comme Barra da Tijuca. La nature des actions publiques diffère en fonction de la localisation des espaces concernés. De plus, si les aménagements dans les favelas améliorent les conditions de vie des habitants, ils engendrent également parfois certaines externalités négatives, comme la hausse des prix, qui peuvent causer des problèmes à une partie d'entre eux. Qui bénéficie réellement de ces programmes et quels sont leurs impacts sur les catégories de population les plus vulnérables ?

Dans un premier chapitre, nous présenterons l'impact de la planification urbaine sur les favelas et sur les déplacements de population décidés et organisés par la municipalité ou contraints par le marché, dans le contexte d'urgence et de transformation rapide d'une ville ayant choisi d'accueillir des méga-événements. Dans un second chapitre, nous analyserons l'effet des actions publiques territorialisées sur la recomposition socio-spatiale de la ville. Nous questionnerons leur impact en termes de justice socio-spatiale, à un moment où les tensions sociales, souvent corrélées à des inégalités spatiales, s'expriment de plus en plus clairement dans les grandes manifestations qui ont récemment traversé le pays.

Chapitre 8

Transformations urbaines : nouvelles opportunités et déplacements de population

Les grands travaux d'aménagement urbain, influencés en partie par l'accueil des méga-événements, mettent en œuvre de nouvelles modalités d'action intégrant de plus en plus le secteur privé dans la planification urbaine. Il s'agit de stimuler l'activité de la ville avec des projets attractifs et compétitifs. Les méga-événements apparaissent régulièrement comme des outils pour dynamiser le développement urbain, de « véritables catalyseurs des mutations urbaines qu'ils provoquent ou accélèrent » (Holz, 2011, p. 73). Dans ce contexte, on peut s'interroger sur la place qui revient aux favelas, dans une logique de planification urbaine qui peut être qualifiée d'entrepreneuriale. Celles qui sont situées dans les zones Sud et Centrale sont pointées du doigt comme des obstacles à la compétitivité et l'attractivité de la ville, notamment en raison de la présence de groupes criminels armés. Comment remettre sur le marché des terrains longtemps dévalorisés alors qu'ils ont des atouts importants du fait de leur localisation ? D'une part, c'est à travers des actions territorialisées de sécurisation et d'urbanisation que les pouvoirs publics cherchent à intégrer ces espaces dans la ville formelle ; d'autre part, la municipalité organise le déplacement de populations pour récupérer des terrains occupés sans titres de propriété et y installer des équipements et des infrastructures. Les déplacements de population résultent aussi bien de travaux d'urbanisation que de mesures liées aux risques environnementaux (inondations, éboulements, etc.). Au-delà des déplacements planifiés par les pouvoirs publics, le marché agit comme un acteur « autoritaire » sur ces espaces en cours d'intégration à la ville formelle : du fait de la spéculation immobilière, de l'inflation, de la hausse des loyers, des nouveaux coûts liés à la régularisation, certaines familles ne peuvent se maintenir sur place.

Dans un premier temps, nous présenterons les effets des programmes de pacification et d'urbanisation dans les favelas, en montrant aussi bien les nouvelles opportunités produites que les externalités négatives qu'ils engendrent, en nous appuyant sur des recherches menées à Rocinha et à Vidigal. Puis nous nous intéresserons de manière plus globale aux déplacements de population dans la ville et au contexte d'urgence produit par l'accueil des méga-événements.

I REMOÇÃO BRANCA : QUAND LES HABITANTS SONT CHASSÉS PAR LE MARCHÉ

À travers sa politique de transformation urbaine, Rio de Janeiro ambitionne de devenir une ville sûre, innovante et passionnante à visiter. Pour cela, la rénovation et la requalification des zones dynamiques et centrales, y compris des espaces d'habitat précaire qui les composent, est un enjeu primordial. Pacifier, urbaniser et régulariser deviennent des instruments de valorisation qui permettent au marché de jouer pleinement dans ces lieux. En effet, l'informalité des favelas, en les maintenant dans une situation d'exception, participe à la persistance d'une frontière symbolique avec les quartiers formels. L'action publique, en allant vers la reconnaissance de ces espaces, leur donne les moyens d'abattre ces frontières symboliques et matérielles (Souza e Silva, 2012). Mais *a contrario*, tout en créant de nouvelles opportunités économiques, la formalisation des favelas se traduit par une augmentation générale du coût de la vie pour leurs habitants (factures d'électricité, impôts sur la propriété foncière (IPTU), spéculation immobilière, hausse des loyers, hausse des prix des commerces, etc.). Paradoxalement, leur statut informel, la présence de groupes criminels violents et la situation d'exception qui les maintenaient dans une certaine précarité (manque d'infrastructures, d'équipements, de services, de sécurité, etc.) permettaient à leurs habitants de vivre à moindre coût à proximité des zones d'emplois.

Plus les favelas se sécurisent, s'urbanisent et se régularisent, plus elles se valorisent et attirent un nouveau profil de population. Du fait de leurs prix attractifs, ces espaces encore en cours d'urbanisation sont progressivement devenus la cible de nouveaux investisseurs appartenant à des catégories plus aisées. Le fait de concentrer les interventions publiques dans les favelas situées dans la Zone Sud et la Zone Centrale de Rio de Janeiro participe de la stratégie de valorisation de la ville et de ses centralités. La présence insuffisante des pouvoirs publics dans ces espaces et le contrôle de l'ordre social local par des groupes criminels constituaient jusque-là des obstacles au développement du secteur privé, même si les entreprises étaient présentes dans ces territoires, comme nous l'avons vu à propos de Rocinha et Vidigal ; ces espaces restaient valorisés à des prix inférieurs au marché. Ainsi, comme le souligne Jailson de Souza e Silva « sans ces limites, ces territoires s'ouvrent aux logiques du marché, qui ne se caractérisent pas par un engagement du respect de l'habitat, mais par une transformation de l'espace en marché ; et dans le cas des zones nobles, en marchés de distinction sociale » (Souza e Silva, 2012, p. 428).

1. L'effet « UPP et urbanisation » : spéculation immobilière et « gentrification »

On observe à Rio de Janeiro des phénomènes de valorisation foncière et immobilière, et bien souvent, il s'agit de quartiers qui ont fait l'objet d'interventions en matière de sécurisation et d'urbanisation. Dans certains cas, on peut parler de gentrification dans des espaces où la spéculation foncière et la valorisation immobilière s'accompagnent d'un changement du profil socio-économique de la population. Toutefois, si ce processus concerne souvent des espaces qui ont fait l'objet d'interventions publiques, avec des opérations de transformation urbaine contribuant à renforcer leur valorisation, on ne peut pas affirmer pour

autant que les pouvoirs publics organisent cette gentrification, contrairement à ce qu'on observe dans certains quartiers des villes des États-Unis, où un des objectifs recherchés est souvent d'augmenter le produit des taxes sur les biens immobiliers. Peut-on parler de gentrification à propos des favelas ? L'utilisation de ce terme est controversée face au sens parfois trop extensif qu'on lui attribue.

Le terme de gentrification apparaît en 1963 dans une étude de la sociologue britannique Ruth Glass portant sur la ville de Londres. À cette époque, des ménages de classes moyennes commencent à réinvestir des quartiers dévalorisés du centre de Londres, plutôt que d'emménager dans les banlieues résidentielles (Bidou-Zachariassen, 2003). Ce nouveau modèle résidentiel engendre un processus de valorisation d'un habitat « petit-bourgeois dégradé » situé dans les quartiers centraux à proximité des zones d'emplois, des lieux de loisir, de consommation, de culture, etc. Si l'on retient comme condition au processus de gentrification l'existence d'un habitat ayant subi préalablement une dégradation cela ne peut s'appliquer aux favelas, qui connaissent plutôt un processus continu d'amélioration. À Rio de Janeiro, cela s'appliquerait plutôt à la zone portuaire, dont le bâti dégradé possède un intérêt historique et architectural poussant la municipalité et les promoteurs immobiliers à investir dans sa rénovation et sa requalification, notamment dans le cadre de l'opération *Porto Maravilha* qui vise à attirer des populations plus aisées à travers des projets de transformation matérielle et symbolique de l'espace (accessibilité renforcée, équipements culturels, etc.).

Si l'on considère simplement la gentrification comme la valorisation d'un habitat occupé jusque-là par les classes populaires, alors cette définition plus large peut s'appliquer aux favelas. Ainsi, Yankel Fijalkow et Edmond Préteceille désignent la gentrification comme « des processus par lesquels des quartiers centraux, anciennement populaires, se voient transformés profondément par l'arrivée de nouveaux habitants appartenant aux classes moyennes et supérieures » (Fijalkow & Préteceille, 2006, p. 1). La gentrification peut prendre des formes multiples selon les espaces : elle peut concerner un quartier entier ou seulement une partie (certains îlots, certaines rues, certains sous-quartiers, uniquement le haut ou le bas d'une favela, etc.), elle peut être résidentielle, commerciale et/ou touristique (Jacquot, 2007). Les gentrifieurs sont également différents : il peut s'agir de personnes issues des classes aisées extérieures au quartier, d'anciens habitants, d'élites locales ou d'étrangers. La gentrification peut être déclenchée aussi bien par des stratégies individuelles, que par des actions des pouvoirs publics ou celles d'entreprises privées.

Selon Neil Smith, la gentrification s'explique principalement par le processus qu'il qualifie de *rent gap* : la perspective de plus-values sur des terrains à réhabiliter pousse les classes plus aisées à investir. Le *rent gap* correspond à l'écart entre la valeur foncière actuelle et son potentiel de revalorisation (Smith, 1996). Selon lui, c'est, au départ, le bas coût du foncier et son fort potentiel de valorisation qui attirent principalement les classes moyennes, guidées par le profit. La théorie de la gentrification avancée par Neil Smith montre que le processus de rénovation urbaine qui résulte de l'action de forces économiques mondialisées, accompagnée par des politiques publiques, conduit à chasser les couches populaires des quartiers centraux vers la périphérie (Smith, 2003). Toutefois, la limite de sa théorie se trouve dans la réduction de la gentrification à des conditions économiques. Or, la motivation des individus n'est pas seulement économique, puisque les « gentrifieurs » correspondent souvent

à des groupes de personnes issues des classes moyennes aux aspirations particulières en termes socioculturels. En effet, cette gentrification peut être initiée par des individus qui misent spontanément sur le potentiel de développement d'un quartier : ce sont alors des « aventuriers du quotidien » pour reprendre le terme de Catherine Bidou (1984), souvent issus des classes moyennes en ascension sociale dotées en capital social et culturel (artistes, intellectuels, etc.). On trouve entre autres ce profil de « gentrificateurs » dans les favelas de la Zone Sud (Vidigal, Cantagalo, Babilônia, Chapéu Mangueira, etc.), où viennent investir dans un commerce local ou l'achat d'une maison des artistes, des comédiens, des stylistes, des intellectuels, etc. Le choix de cet espace de vie répond à un besoin de différenciation : mode de vie, ambiance, convivialité, authenticité, mixité sociale, etc. (Charmes & Vivant, 2008). Sébastien Jacquot (2007) parle d'une gentrification dans le cadre de nouvelles modalités de consommation.

Francine Dansereau (1985), en étudiant ces phénomènes principalement en Amérique du Nord, décrit une forme de gentrification passant de stratégies individuelles à un phénomène plus large. Il s'agit au départ de quelques personnes audacieuses prêtes à prendre des risques qui rénovent elles-mêmes un logement acheté à bas prix : « ce sont surtout des ménages jeunes, appartenant aux professions intellectuelles et artistiques ; parmi eux, une surreprésentation de personnes seules, de couples sans enfants et de ménages « non conventionnels » (couples biraciaux, homosexuels, etc.). Bref, la bohème ou l'avant-garde armée d'un capital culturel plutôt que financier. » (Dansereau, 1985, p. 194). Puis, une fois la voie ouverte, d'autres personnes plus hésitantes face aux risques commencent à investir dans ces quartiers. L'auteur parle de l'arrivée de classes moyennes en ascension sociale : les « yuppies » ou « *young urban professionals* » amplifiant ainsi le processus et lui donnant de la visibilité.

Ceci s'observe plus spécifiquement à Vidigal qui fait l'objet de convoitises de la part de promoteurs privés. Déjà, à la fin des années 1970, pour permettre la construction d'un complexe hôtelier de luxe, la municipalité avait tenté de déloger une partie des habitants qui en se mobilisant avaient réussi à se maintenir sur place. La valorisation de cet espace n'est donc pas récente, mais il s'agit principalement d'initiatives individuelles résidentielles, commerciales et touristiques. Grâce à sa médiatisation, notamment depuis la visite du pape dans les années 1980, la favela a réussi à être connue internationalement, et attire des étrangers et des célébrités. La présence d'étrangers et de Brésiliens issus des classes plus aisées n'est pas nouvelle à Vidigal, surnommée par certains le « *morro* des artistes ». La création du théâtre *Nos do Morro* en 1987 a permis au quartier de se faire connaître, puisque de nombreux comédiens appartenant à cette troupe de théâtre ont joué dans des films et séries diffusés dans tout le Brésil et à l'étranger, par exemple le film *Cidade de Deus*. Cette favela a fini par consolider son rôle de lieu d'accueil d'étrangers, principalement d'artistes, et l'ouverture récente d'écoles d'art, de stylisme ou encore de studios, montre bien cette effervescence artistique : en 2012, un espace d'exposition artistique « Vidigaleria » y a été inauguré ; en 2013, une Française a ouvert une école de stylisme afin d'offrir une formation aux jeunes de la favela ; en 2014, trois artistes brésiliens ont également ouvert leur studio d'art « Studio Caverna », enfin, le célèbre artiste plasticien Vick Muniz construit une école d'art visuel et technologique dans le haut de la favela.

Photographie 73 : Studio d'art "Studio Caverna"



Source : www.facebook.com/estudiocavernarj/photos

Photographie 74 : Espace d'exposition artistique « Vidigaleria »



Source : www.facebook.com/Vidigaleria/photos

Vidigal possède donc les caractéristiques d'un quartier *off* qui attire ce que Richard Florida (2002) nomme la « classe créative », à la fois opportuniste et spontanée. Les pratiques artistiques *off* mêlent l'informel, l'alternatif, le revendicatif et la marginalité (au sens hors de la culture dominante). Selon Éric Charmes et Elsa Vivant (2008), ce type de gentrificateurs permet ensuite l'arrivée de gentrificateurs plus aisés. Marie-France Prévôt-Schapira (2005) constate le même type de gentrification à Buenos Aires (Palermo Viejo, Palermo Soho et Palermo Hollywood) et à Mexico (La Condesa, La Roma), mais il s'agit toutefois de quartiers dégradés situés au centre-ville et non de « bidonvilles », la gentrification de bidonvilles étant encore peu répandue.

Par ailleurs, avec le développement touristique de Vidigal, plusieurs lieux d'hébergement ont été créés : l'une des auberges les plus connues, « Alto Vidigal », appartient à un Autrichien, et plus récemment, un hôtel de luxe construit par Hélio Peregrino, architecte de renom, a ouvert ses portes. Déjà, dans les années 2000, un entrepreneur allemand, Rolf Glaser, avait entrepris un projet touristique de grande envergure en achetant plus d'une trentaine de maisons dans la favela, projet finalement abandonné face à de nombreux obstacles bureaucratiques. Ceci montre que la bureaucratie, l'informalité et la difficulté de régulariser les ventes et les travaux peuvent aussi bien constituer des obstacles que des vecteurs de gentrification, suivant la manière dont les règles s'appliquent ou se contournent. On observe donc une instrumentalisation de la situation d'exception susceptible d'offrir une certaine liberté, alors même que la loi interdit la construction de nouveaux logements, l'extension – verticale ou horizontale – des logements et autorise seulement sur les habitations existantes des travaux d'amélioration de l'hygiène, de l'habitabilité et de la sécurité (décret municipal n°33648 du 11 avril 2011).

Ces exemples soulignent combien l'arrivée d'entrepreneurs étrangers ou brésiliens appartenant aux classes moyennes supérieures souhaitant investir dans l'immobilier, l'art ou

le tourisme est de plus en plus fréquent depuis une dizaine d'années dans cette favela. Ce thème fait l'objet d'une médiatisation importante : « Rio Favela Development : Brazilian Slums Turn From No-Go To Must-Buy » (*Fox News*) ; « Favelas cariocas viram fonte de 'money' para os gringos » (la favela devient une source de revenus des étrangers) (*O Globo*) ou « The Rio Favela Transformed Into Prime Real Estate » (*The Guardian*) etc. Par ailleurs, Vidigal accueille également beaucoup d'étudiants en échange universitaire attirés à la fois par la beauté du paysage, l'expérience de la vie dans une favela, l'animation du quartier, mais aussi par les prix qui restent abordables pour ceux qui n'ont pas les moyens de vivre dans les quartiers formels de la Zone Sud. Aujourd'hui, les étrangers représenteraient près de 10 % de la population de Vidigal (Ballaco, 2014).

On observe donc à Vidigal un phénomène de généralisation de la gentrification : si au départ il s'agissait de quelques initiatives individuelles qui touchaient une petite partie de la favela, celles-ci se sont multipliées et la gentrification s'étend jusqu'au sommet et est particulièrement visible dans le sous-quartier de Avião qui bénéficie d'une vue splendide sur l'océan. Certains secteurs cependant ne sont pas touchés par la gentrification, il s'agit donc encore d'une gentrification partielle. À Rocinha aussi, sans pour autant pouvoir parler de gentrification, on observe un phénomène de valorisation, des quartiers situés en hauteur, comme c'est le cas à Laboriaux, mais si Rocinha est très touristique, les étrangers qui y habitent sont moins nombreux, principalement du fait de l'insécurité. Face à cette valorisation de certaines favelas de la Zone Sud, la hausse des prix est généralisée et les tensions entre les nouveaux habitants et les anciens se multiplient.

Les processus de gentrification sont souvent accélérés par les interventions des pouvoirs publics et du secteur privé, d'autant plus dans un contexte de transformation urbaine renforcée par l'accueil des méga-événements. On constate par exemple une forte spéculation foncière et une valorisation immobilière importante dans le secteur de Barra da Tijuca : depuis l'annonce des Jeux Olympiques, entre janvier 2009 et janvier 2010, la valeur de l'immobilier y a augmenté de 38,8 % (Fornazin, 2011). Dans les favelas et les quartiers voisins, ce sont les actions publiques de sécurisation et d'urbanisation qui accélèrent cette valorisation. Selon Olivier Borius « les administrateurs de biens immobiliers estiment une valorisation entre 20 % et 50 % du prix des logements dans les quartiers proches des favelas pacifiées. Botafogo, quartier noble où se trouve la favela Dona Marta, Copacabana, Leme, Ipanema, autres quartiers nobles qui ont reçu également des UPP, tous voient leur marché immobilier valorisé » (Borius, 2010, p. 12).

« Quand l'UPP est entrée, cela a signifié que l'État entrainait lui aussi ; alors, la visibilité de Vidigal a augmenté, d'autant que Vidigal est visité aujourd'hui par beaucoup de personnes de l'extérieur. Il y a eu aussi beaucoup de travaux au niveau des infrastructures. Du coup, tout augmente, tout est plus cher. Les locataires sont de plus en plus nombreux, parce que c'est une manière pour d'autres de gagner de l'argent. Alors, il y en a qui ont construit de nouvelles maisons pour les louer, qui ont partagé leur maison en 3 ou 4. » (Entretien avec Messias, professeur de Capoeira et habitant de Vidigal, le 12/06/2013).

La réalisation d'aménagements urbains contribue à cette spéculation à la fois en valorisant l'espace, mais aussi du fait de stratégies individuelles d'habitants qui se saisissent de cette opportunité : lorsque la démolition de logements est annoncée par les pouvoirs

publics dans le cadre de travaux de réhabilitation, comme le PAC à Rocinha, les loyers augmentent afin de percevoir une indemnisation plus importante.

« Rocinha, ça fait déjà 15 ans au moins que ça se valorise, du fait de sa localisation, c'est dans la zone sud, près de la mer, c'est accessible en transport. Avec le PAC, 400 familles ont été déplacées ; comme les gens savaient que le gouvernement allait les indemniser, le prix a augmenté. Rio de Janeiro voyait déjà ses loyers augmenter bien avant que l'on ne commence à parler de Coupe du Monde. Il y a une petite classe moyenne qui est venue courir vers les favelas : parce qu'on ne paye pas d'IPTU, on n'a pas besoin de garant, les gens ont perçu qu'ils pouvaient économiser. Mais maintenant, louer c'est devenu très compliqué ici, on trouve pour acheter, mais pour louer, on ne trouve pas. Et s'il n'y a rien pour louer, les gens vont demander des loyers plus élevés. Le loyer est proportionnellement plus élevé ici qu'à Botafogo, car ici les logements sont beaucoup plus petits. » (Entretien avec José Martins de Oliveira, leader communautaire et habitant de Rocinha, le 14/04/2014).

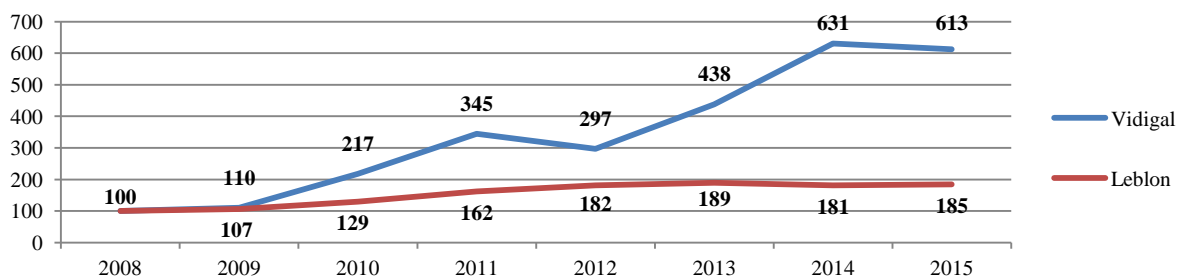
Les actions publiques territorialisées mises en place ces dernières années ont ainsi contribué à renforcer la spéculation. Entre 2008 et 2015, le prix du m² à la vente a été multiplié par 6, alors que dans le quartier voisin de Leblon – le secteur ayant les prix les plus élevés à Rio de Janeiro, ce prix a été multiplié par 1,8 (cf. tableau 35 et le graphique 34)⁵⁴. L'écart de prix entre ces deux quartiers ne cesse de diminuer depuis 2008 : la variation des prix à Vidigal est plus importante que celle observée à Leblon et dans la municipalité de Rio de Janeiro en général. Entre 2011 et 2012, on constate cependant une diminution du prix de l'immobilier qui pourrait correspondre à la période de pacification : l'opération impressionnante mobilisant une grande quantité de policiers aurait peut-être effrayé certains acheteurs.

Tableau 35 : Variation du prix de vente au m² entre 2008 et 2015 à Vidigal et Leblon

Année	Prix de vente au m ² (R\$)	
	Vidigal	Leblon
2008	1 450	7 064
2009	1 595	7 531
2010	3 153	9 090
2011	5 000	11 366
2012	4 312	12 779
2013	6 346	13 305
2014	9 147	12 722
2015	8 883	12 989

Source : Indice FIPE ZAP des prix de l'immobilier (<http://www.zap.com.br/imoveis/fipe-zap-b/>)

Graphique 34 : Évolution du prix de vente au m² entre 2008 et 2015 (base 100 en 2008)



Source : Indice FIPE ZAP des prix de l'immobilier (<http://www.zap.com.br/imoveis/fipe-zap-b/>)

C'est notamment cette augmentation des prix qui nourrit les conflits entre les nouveaux arrivants et les anciens habitants, ces derniers reprochant aux premiers d'être responsables de

⁵⁴ Selon les statistiques FIPE ZAP disponibles sur <http://www.zap.com.br/imoveis/fipe-zap-b/>. Il faut toutefois utiliser ces données avec précaution, car nous supposons qu'une grande partie des ventes à Vidigal ne sont pas comptabilisées puisqu'informelles.

cette inflation. Les transformations rapides dans ces quartiers et l'arrivée de populations nouvelles contribueraient donc à fragiliser le rapport des anciens habitants à leur espace de vie, au sens où l'identité qu'ils associent à leur territoire, construite notamment à travers les luttes et les efforts collectifs, se modifie, la favela n'étant plus seulement le lieu des « *favelados* ». Cela contribuerait à effriter les symboles « communautaires » qui y étaient associés, produisant ainsi un processus de « décommunautarisation ». Or les anciens habitants participent eux aussi à ce processus de valorisation et de spéculation. Francine Dansereau parle d'auto-réhabilitation (1985) : les populations en place améliorent leur cadre de vie. Cela concerne des ménages en ascension sociale qui, bien qu'ayant les moyens d'aller vivre en dehors des favelas, dans des quartiers formels périphériques, décident de demeurer sur place et d'investir dans leur logement. Il peut s'agir des générations plus récentes, des enfants d'immigrés qui ont eu accès à de meilleures formations, emplois et rémunérations.

« Les enfants du « baby boom », issus de familles ouvrières, mais qui ont eux-mêmes accédé à des niveaux de qualification et de revenu supérieurs à ceux de leurs parents - grâce à la hausse généralisée de l'instruction et des salaires, au double salaire des conjoints, à la faible natalité, etc., représentent les acteurs centraux de cette forme de réanimation. C'est sur eux que repose la réactivation de la confiance dans l'avenir d'un quartier. » (Dansereau, 1985, p. 196).

Dans les favelas, l'accès aux études supérieures et à des formations professionnelles notamment offertes par des ONG locales ou la municipalité à travers le SEBRAE (programme de services d'appui aux micros et petites entreprises) ont ainsi permis à certains habitants d'accéder à de meilleurs revenus. L'Université Pontificale Catholique a notamment ouvert ses portes à de nombreux étudiants de Rocinha et de Vidigal en leur offrant des bourses. Le témoignage ci-dessous, de la présidente d'une ONG à Vidigal qui propose des formations professionnelles et des cours de soutien scolaire, montre comment, à travers ce type de projet, les habitants ont eu accès à des opportunités professionnelles :

« L'ONG a été fondée le 18 Mars 2003 avec le motif de qualifier et mettre en capacité les jeunes pour qu'ils intègrent le marché du travail et aussi pour les aider à entrer à l'Université pour permettre à notre manière de réduire les inégalités sociales et l'exclusion sociale de notre communauté. Mon mari est né ici, à Vidigal. Il est né en 1951, il a réussi à aller à l'université, et aujourd'hui il est professeur dans l'université où il a étudié : l'Université Fédérale Fluminense. Nous avons vu que la communauté était en train de passer par des moments très difficiles, principalement les enfants, les jeunes, en raison de la violence, de l'exclusion. Alors, nous avons décidé, dans la maison où il est né, de construire une ONG. Nous avons construit cette organisation avec nos propres ressources et celles de quelques amis. Nous avons jusqu'à maintenant fait beaucoup de projets et aujourd'hui beaucoup des bénéficiaires sont à l'université, sont insérés sur le marché du travail. [...] Pour créer nos projets, on regarde quels sont les besoins de la communauté. Beaucoup viennent prendre des informations et reviennent seulement un an après pour participer au projet. Ils voient leurs voisins qui ont réussi à faire quelque chose grâce à leur formation, alors ils viennent aussi. C'est comme ça que se font la croissance et le développement humain et local. [...] On a commencé avec un cours de coiffure, et les personnes sortaient d'ici et arrivaient à trouver un travail. Il y a des personnes à qui on a trouvé un travail dans un salon et qui jusqu'à aujourd'hui y travaillent encore. On avait des élèves qui n'avaient même pas fini l'enseignement fondamental, on devait les aider à écrire et certains d'entre eux finissent aujourd'hui leur enseignement secondaire. Notre organisation est un centre de formation professionnelle, alors nous donnons un certificat qui est reconnu. Si tu sors d'ici avec ce certificat, tu rentres dans le marché du travail. Par exemple, il y a une femme qui a fait nos cours d'informatique, ça faisait 8 mois qu'elle était au chômage, elle ne voulait plus être vendeuse, car elle n'avait pas de temps pour sa famille et était fatiguée ; elle a trouvé un travail de secrétariat du lundi au vendredi de 9 heures à 18 heures. Quand tu te formes, tu as plus d'options d'emplois. » (Entretien avec Elma, présidente d'une ONG à Vidigal, 20/04/2013).

Toutefois, dans certains cas, les meilleures opportunités scolaires et professionnelles ont permis aux habitants de quitter les favelas pour les quartiers formels : c'est notamment le cas du mari d'Elma qui est né à Vidigal et qui aujourd'hui vit à Copacabana. À l'époque, Vidigal n'offrait pas autant d'opportunités qu'aujourd'hui et le quartier n'était pas encore pacifié.

« Mon mari a étudié, il a travaillé, il a construit notre vie ; nous avons trois enfants, l'un est ingénieur, l'autre médecin, pédiatre et la troisième psychologue, docteur en psychologie. Nous avons une éducation d'un très bon niveau dans notre famille et c'est rare, parce que le point principal de notre vie, c'était d'éduquer nos enfants, et ils ont été éduqués, ils jouent au piano, ils font du sport, ils jouent au tennis. C'est rare pour une famille noire. On habite à Copacabana mais je viens tous les jours ici. » (Entretien avec Elma, présidente d'une ONG à Vidigal, 20/04/2013).

Certains habitants arrivent ainsi à tirer profit de ce processus de « gentrification », ils développent de nouvelles opportunités économiques en offrant des hébergements, en ouvrant des restaurants, des bars ou des clubs. Les habitants ont notamment la possibilité de contracter des microcrédits facilitant les initiatives économiques locales. À Rocinha, on trouvait déjà dans les années 1990 un programme de microcrédit « Vivacred » puis dans les années 2000 celui de « CrediAmigo ». En 2011, le gouvernement a inauguré le Programme National de Microcrédit.

Photographie 75 : Restaurant « Casa da Tapioca » inauguré en 2013 et hôtel « da Lage » situé au sommet de Vidigal

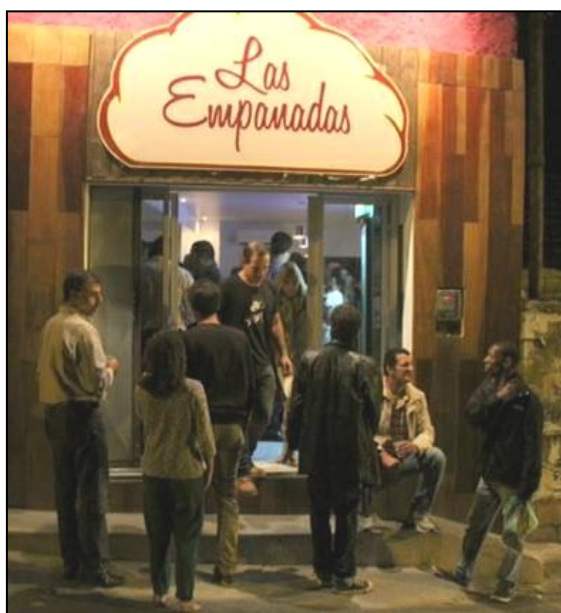


Photographie 76 : Bar inauguré en 2014 par l'association des habitants de Vidigal en face de l'Auberge Alto Vidigal



Photos de Martine Berger, 2014

**Photographie 77 : Restaurant « Las Empanadas » inauguré en 2013
par un Brésilien et un Argentin vivant à Vidigal**



Source : <http://lasempanadas.com.br>

Ainsi, on observe dans ces favelas l'émergence d'une nouvelle classe moyenne, qui a accès à de nouvelles opportunités économiques et à de nouveaux modes de consommation, et à qui la régularisation, la sécurisation et l'accès facilité à la consommation profitent. Le 6 novembre 2012, le journal *O Globo* publiait un article intitulé : « la Classe C s'est accrue dans les favelas », diffusant des données récemment publiées par l'*Instituto Data Popular* concernant l'évolution du profil socio-économique des habitants des favelas *cariocas* entre 2001 et 2011. En 2011, 66 % des habitants des favelas *cariocas* appartenaient à la classe moyenne (classe C, avec un revenu mensuel par foyer compris entre 2 448 et 6 220 R\$), contre 29 % en 2001. De même, la proportion d'habitants appartenant à la classe D (gagnant entre 1 244 et 2 488 R\$) a chuté, passant de 59 % à 20 %, et celle de la classe AB (revenu supérieur à 6 220 R\$) est passée de 1 % à 13 %. La population des favelas a un poids économique de plus en plus important : selon cet Institut, les favelas *cariocas* produisent chaque année 13 milliards de R\$, ce qui représente un peu plus du tiers de toute la circulation de capital dans l'ensemble des favelas brésiliennes (O Globo, 2012). Certains économistes, comme Marcelo Neri, lient directement ce développement économique des favelas à la politique de pacification :

« Les UPP *cariocas* représentent une opportunité de transformer le « choc de l'ordre » en « choc de progrès », principalement pour celles situées dans les zones plus riches qui souffrent de plus grandes pertes de capital en raison de la violence antérieure. [...] Le défi des UPPs est d'allier les vertus de l'État aux vertus des marchés, sans oublier d'éviter les défauts de chacun » (Neri, 2011, p. 40).

La pacification et les politiques d'urbanisation des favelas ont donc eu pour une partie des habitants des effets positifs en leur offrant des opportunités économiques pour augmenter leurs revenus :

« À Vidigal il y a des riches, il y a des gens qui gagnent beaucoup, notamment les commerçants, certains gagnent 30 000 R\$ par mois ! Ou encore ceux qui ont des entreprises de construction, ils peuvent gagner 40 000 par mois ! Et puis il y a aussi ceux qui louent leur maison qui peuvent gagner jusqu'à 10 000 par mois. [...] C'est sûr que depuis l'UPP les salaires ont augmenté : les gens vont de plus en plus dans les commerces et les

restaurants, ils construisent de plus en plus. [...] Les étrangers qui viennent ici, viennent pour se divertir. Vidigal c'est un lieu joyeux et sûr, où il y a de quoi se divertir, mais il y a eu une inflation du prix des immeubles. L'arrivée des *gringos* [terme utilisé pour désigner les étrangers] a fait augmenter le prix des immeubles, parce qu'ils ont les moyens de payer. [...] Avant la pacification les *gringos* ne venaient presque pas. C'est depuis la pacification qu'ils viennent pour profiter de prix moins chers. Et puis également parce qu'on a de beaux logements ici. Ici c'est plus libre. Certains sont venus acheter. En dehors de ça, la présence des étrangers c'est bien, il y a des hôtels qui surgissent là haut. [...] Dans notre immeuble, nous louons seulement pour des volontaires de l'ONG, car c'est notre projet, mais il a aussi des gens qui cherchent à habiter à Vidigal, car ils travaillent pas loin et souvent ils habitent très loin de leur travail (par exemple dans la zone ouest), parfois ça prend plus de 4 h de transport par jour. Alors pour eux, c'est plus intéressant de louer un studio à Vidigal pour vivre la semaine, c'est moins fatigant. Ce type de locataires a beaucoup augmenté. [...] Vidigal, ça reste prisé. Les gens de Copacabana et Botafogo viennent habiter ici. » (Entretien avec Antony Carlos de Alléluia, fondateur d'une ONG à Vidigal, ex-habitant de Vidigal, 19/06/2013).

À travers le marché informel de l'immobilier, offrant de nombreux avantages, certains habitants se sont donc enrichis. De plus, dans ce marché informel, l'association des résidents possède un pouvoir prépondérant, en contrôlant l'acquisition locale de propriété⁵⁵ :

« Quand on achète une maison, l'association des résidents nous donne la preuve de l'achat et du changement de propriétaire. Il faut faire attention parce certains habitants pensent parfois que c'est une preuve de propriété du sol, alors que pas du tout, c'est juste un justificatif de transaction. Ça permet notamment de montrer qu'on a bien payé l'achat de la maison » (Entretien avec Rodrigo, habitant de Vidigal, le 25/03/2013).

Les associations de résidents jouent donc le rôle de notaires et tiennent les registres. Pour cela, lors d'une vente ou d'un achat, le nouveau propriétaire paie une taxe à l'association pour obtenir l'acte de vente (*Termo de Transferência de Benfeitoria*). Selon les témoignages, cette taxe varie entre 3 et 10 % du prix de vente. Ainsi, la spéculation immobilière fournit des ressources significatives aux associations de résidents, surtout à Vidigal où nombre de maisons ou appartements se vendent plusieurs millions de réais. Ainsi, une partie de la population, surtout ceux qui appartiennent aux élites locales et/ou qui sont propriétaires de biens immobiliers, et parfois de plusieurs biens qu'ils mettent en location, profitent pleinement de cet essor économique. Ils bénéficient de cette valorisation pour lancer de nouveaux projets commerciaux, poursuivant ainsi leur ascension sociale. Finalement, c'est en s'approchant de plus en plus des normes formelles urbaines que les favelas s'ouvrent à l'économie de marché, intégrant le jeu économique de la spéculation et de l'inflation. Néanmoins, pour certains habitants, la sécurisation, l'urbanisation, le développement économique ne sont pas toujours synonymes d'opportunités, bien au contraire : certains n'arrivent pas à suivre l'augmentation du coût de la vie et sont contraints à partir. Les groupes criminels armés, en maintenant des frontières autour des favelas, garantissaient implicitement une limite à la marchandisation du territoire. Aujourd'hui, on peut considérer que la « main invisible » prend finalement le relais des régimes politiques autoritaires pour organiser l'éviction des catégories les plus pauvres des favelas valorisées.

⁵⁵ La vente ou l'achat d'un bien immobilier doit se faire par l'intermédiaire de l'association des résidents, cette transaction ne sera reconnue de façon officielle que si elle est réalisée avec l'intervention d'un représentant de l'association Source spécifiée non valide..

2. Vers un processus « de déplacement invisible » ?

Selon Jailson de Souza e Silva la marchandisation des favelas conduit au processus de « déplacement invisible » (*remoção branca*) : « combien d'Allemands (ou d'Argentins, de Français, de Brésiliens) riches faudra-t-il pour en terminer avec la favela de Vidigal ? Et avec les autres ? » (Souza e Silva, 2012, p. 431). En effet, la gentrification se caractérise non seulement par l'arrivée d'un nouveau profil sociologique et économique de population dans les quartiers qui se valorisent, s'embourgeoisent et se transforment, mais aussi par le départ de populations plus vulnérables qui n'ont pas les moyens de se maintenir sur place en raison de l'augmentation du coût de la vie : « ainsi, ce processus est caractérisé de manière essentielle par le déplacement de groupes sociaux dominés au profit d'une (ré)appropriation de l'espace par des groupes occupant des positions sociales dominantes. » (Clerval, Colomb, & Van Criekingen, 2011, p. 152). La marchandisation des favelas n'est toutefois pas nouvelle, un marché immobilier informel s'est rapidement constitué dans les favelas, d'autant plus lorsqu'elles avaient une localisation optimale comme Rocinha et Vidigal, ce marché a notamment permis à un petit nombre d'habitants de s'enrichir formant ainsi la bourgeoisie *favelada*. Ce qui est récent s'est le fait que ces favelas attirent des personnes avec des niveaux de formation et des revenus supérieurs, ceci amplifiant alors le processus de valorisation et de spéculation.

Selon Francine Dansereau, une fois le processus engagé, les mutations sont rapides et paraissent inéluctables :

« Au stade final, le quartier se stabilise comme zone reconquise. La plupart des propriétés ont été rénovées et de nouveaux commerces chics qui reflètent les styles de vie des nouveaux occupants sont apparus. Les nouveaux arrivants comptent maintenant plusieurs cadres supérieurs et hommes d'affaires. Éventuellement les anciens propriétaires et les pionniers sont obligés de céder leur place. Le « filtering » à rebours du quartier est accompli : l'homogénéité règne à nouveau. » (Dansereau, 1985, p. 195).

L'auteur qualifie les déplacements contraints de « mobilité involontaire » soit : « tout déménagement qui échappe complètement au contrôle des ménages et résulte d'actions entreprises par des personnes physiques ou morales ayant un intérêt manifeste dans la propriété ou le quartier concerné » (Dansereau, 1985, p. 200). Les actions publiques d'urbanisation et de sécurisation, en contribuant à l'accélération des phénomènes de valorisation, favorisent également ce type de déplacements involontaires :

« La pacification a des côtés positifs, mais elle a aussi des côtés négatifs qui sont la spéculation, la montée des prix. Et finalement, il y a des gens qui n'ont plus les moyens de vivre à Vidigal. Et puis les gens doivent payer des impôts et l'électricité. [...] l'électricité, c'est environ 50 R\$ par mois pour un studio, plus c'est grand plus c'est cher, il y en a qui payent 200 R\$ par mois. [...] Je connais des gens qui ont dû déménager, surtout ceux qui louaient. » (Entretien avec Messias, professeur de Capoeira et habitant de Vidigal, le 12/06/2013).

Pour permettre aux ménages défavorisés de ne pas être submergés par les nouvelles factures, la CEDAE a mis en place un « tarif social » ciblant plus spécifiquement les favelas pacifiées (9,15 R\$/mois pour 10 m³ d'eau contre 21,22 R\$/mois au tarif normal).

Le plus souvent, ce sont les familles les plus vulnérables qui ont le plus de difficultés à se maintenir sur place, ceux qui ont une durée de résidence faible, des niveaux de formation scolaire bas, de faibles revenus et principalement des locataires dont l'augmentation des

revenus n'a pas suivi celle des loyers. « Avec la pacification, mon loyer est passé de 300 à 600 R\$ d'un mois à l'autre » nous confiait une habitante de Vidigal. En effet, depuis 2010, le prix du loyer au m² a presque quadruplé à Vidigal, alors que dans le quartier voisin de Leblon, il n'a été multiplié que par 1,5.

Tableau 36 : Variation du prix de location au m² entre 2010 et 2015

Année	Prix de location au m ²		Variation du prix de location au m ² (base 100 en 2008)	
	Vidigal	Leblon	Vidigal	Leblon
2010	11 R\$	46 R\$	100	100
2015	42 R\$	68 R\$	382	148

Source : Indice FIPE ZAP des prix de l'immobilier (<http://www.zap.com.br/imoveis/fipe-zap-b/>)

Selon l'étude réalisée par Marcelo Neri en 2011, « pour des logements équivalents (en termes de taille, de matériaux de construction, d'accès aux services publics, etc.) les loyers sont inférieurs de 25 % dans les favelas par rapport au reste de la ville. Ceci est l'effet favela sur la valeur de l'immobilier. Maintenant, en comparant le pré et le post UPP, cette situation commence à changer. Les loyers ont augmenté après les UPP de 6,8 % de plus dans les favelas que dans l'asphalte » (Neri, 2011, p. 5).

Si la propriété est une garantie de sécurité, et dans ce cas de sécurité foncière, la pression du marché peut néanmoins pousser les habitants à choisir de quitter leur quartier.

Photographie 78 : Maison en vente à Vidigal



Photo de Martine Berger, 2014

« Beaucoup n'ont plus les moyens pour continuer à vivre ici, les loyers ont beaucoup trop augmenté et ils doivent se résoudre à quitter la favela et vivre ailleurs. Et puis il y a aussi ceux qui reçoivent des offres tellement intéressantes pour leurs maisons qu'ils n'hésitent pas à la vendre immédiatement. Mais ils ne réalisent pas toujours que ce phénomène d'augmentation des prix touche toute la ville, pas seulement notre favela ; alors, même quand un habitant de la favela vend sa maison pour un bon prix, il n'arrivera pas toujours à retrouver quelque chose dans les environs ; parfois, pour trouver un autre logement, ils sont obligés d'aller dans la périphérie. Et puis le logement, ce n'est pas seulement une question de prix ; il y a beaucoup de gens qui le regrettent après avoir vendu, il faut changer d'adresse, d'habitudes, on change les endroits où on avait l'habitude de sortir le soir, de faire ses courses, les écoles des enfants ; parfois ils ne sont plus à côté de la plage, tout

change. Alors, il y a même des gens qui font des dépressions après avoir déménagé, ils sont loin de leurs amis, parfois de leur famille. Alors vraiment, je pense qu'il faut se poser la question, si on a le choix, est-ce que ça vaut vraiment le coup de vendre sa maison pour aller vivre plus loin ? » (Entretien avec Rodrigo, habitant de Vidigal, le 25/03/2013).

Ce témoignage souligne combien la pression du marché pousse certaines familles à quitter leur quartier et a une influence sensible sur d'autres, sans qu'elles soient dans une situation de contrainte. Ces familles ne mesurent pas toujours les enjeux qui accompagnent un déménagement en termes d'habitudes, de loisirs, de relations sociales, etc. Le processus de spéculation et de « marchandisation » des quartiers peut parfois donner l'impression qu'on est libre de choisir de vendre, mais il s'agit bien souvent de rapports implicites de force. Pour David Harvey, le fait d'accorder des droits de propriété privée aux populations qui occupent illégalement des espaces peut parfois cacher une stratégie de spéculation, pour que les pauvres finissent par vendre leur terrain : « si cette tendance se poursuit, je suis prêt à parier que d'ici quinze ans toutes les collines aujourd'hui occupées par les favelas seront couvertes de gratte-ciel dotés d'une vue imprenable sur la mythique baie de Rio, tandis que leurs habitants actuels seront partis vivre dans quelque lointaine périphérie » (Harvey, 2011, p. 28).

Au sein des favelas se développe un phénomène que les habitants et les chercheurs nomment de *remoção branca* (littéralement : éviction blanche). Ce terme correspond à l'arrivée de classes plus aisées et au départ des plus pauvres : les anciens habitants quittent leur quartier et/ou vendent leur bien, soit par contrainte budgétaire, car ils ne peuvent plus assumer l'inflation, soit par choix, face à la valorisation monétaire subite de leur bien immobilier. L'usage du terme de *remoção branca* peut être polémique. En effet, l'ambiguïté du qualificatif de *branca* (blanche) peut conduire à déplacer la représentation de rapports de domination en termes de classe à un rapport de force en termes de races. Ce qualificatif renvoie-t-il à la couleur blanche ou à l'invisibilité ? S'il fait référence à la couleur, on parlerait de *remoção branca* au sens où on observe au Brésil une superposition entre les appartenances raciales et les niveaux de revenus, les blancs appartenant dans leur majorité à la classe supérieure. Ceci signifierait que la population blanche « riche » vient déloger la population noire « pauvre » des quartiers qui connaissent des processus de valorisation. Cependant, la population des favelas de la Zone Sud n'est pas composée uniquement de noirs, il existe aussi une forte population métisse et blanche, et la hiérarchisation des revenus ne recouvre pas toujours celle des couleurs de peau : au sens « racial », la qualification de *remoção branca* semble inadaptée. Par contre, si ce terme est utilisé pour évoquer une éviction « invisible », « cachée », « implicite » l'usage semble dans ce cas plus adapté :

« Le mot *branca* est utilisé pour parler de quelque chose de presque invisible, car cette éviction c'est quelque chose d'imperceptible. Ça arrive sans qu'on s'en rende vraiment compte. » (Entretien avec Itamar Silva, membre de la Pastorale des favelas et de l'IBASE, le 05/06/2014)

Il s'agirait alors d'une éviction non imposée par les pouvoirs publics, mais liée à des interventions urbaines alliant l'action publique à des intérêts fonciers et immobiliers privés poussant involontairement, voire implicitement, les plus pauvres à partir. Ce processus entre ainsi dans la logique de compétition pour l'espace décrite par Robert Park, les populations en situation de domination s'octroient les sites les plus avantageux et les autres se contentent de se plier à leurs exigences, avec le temps ces sites peuvent s'étendre obligeant alors ces

derniers à se déplacer (Hannerz, 1983). Si cette forme d'éviction est qualifiée d'invisible, c'est notamment parce qu'elle est difficilement mesurable : le manque de recul et d'informations sur le nombre d'habitants quittant les favelas sous la contrainte du marché ne nous permet pas encore à l'heure actuelle de mesurer l'importance de ce phénomène. Bien que difficilement quantifiable, il existe néanmoins, et on voit progressivement se former des mouvements sociaux pour le dénoncer.

Le mouvement « Favela não se cala » (la favela ne se tait pas) est une tentative d'unification des favelas de la Zone Sud pour lutter contre ce processus de *remoção branca*. Les leaders qui sont issus des favelas souhaitent que les habitants prennent conscience de ce processus de déplacement invisible et qu'ils résistent. Par ailleurs, les questions de gentrification et de *remoção branca* ont été discutées à Vidigal dans le cadre des débats mensuels Fala Vidigal organisés par les associations locales avec la participation d'étrangers récemment installés. Lors de ce débat, les habitants ont notamment fortement critiqué l'existence de règles différentes entre les anciens habitants et les nouveaux arrivants, qui ont les moyens de payer pour contourner les règles. Par exemple, la construction d'une école d'art de 3 étages située en haut de la favela a été fortement critiquée, car normalement, la loi refuse la construction d'étages supplémentaires. Les habitants dénoncent une situation d'exception, où la loi s'applique moins à ceux qui ont les moyens financiers pour la contourner. Ceci s'observe également avec les clubs : alors que les bals funk ont été interdits depuis la pacification, notamment en raison du bruit qu'ils génèrent, d'autres types de soirées tout aussi bruyantes ont été autorisées, et attirent le plus souvent des personnes riches extérieures à la favela, puisque le prix à l'entrée est trop élevé pour ses habitants. Ce type de soirées met en jeu de grandes quantités d'argent (et de drogue) sans pour autant qu'il y ait réellement de retombées positives pour la communauté. Bien souvent, l'autorisation est octroyée par les responsables de l'UPP en échange d'une taxe (pot-de-vin).

Ces transformations socio-spatiales dans les favelas de la Zone Sud sont à l'image d'une transformation plus globale de la ville : l'annonce de l'accueil des méga-événements a créé un climat d'effervescence urbanistique à Rio de Janeiro où de nombreux aménagements doivent être réalisés dans des délais courts afin de répondre au mieux aux attentes internationales. Durant la Coupe du Monde de 2014, le Brésil a reçu près un million de touristes, et pour les Jeux Olympiques ce sont 480 000 touristes, plus de 10 000 athlètes, 25 000 professionnels des médias et près de 70 000 volontaires qui sont attendus (Janot, 2015).

II TRANSFORMATIONS URBAINES ET NOUVEAU MODE DE GOUVERNANCE DE LA VILLE : VILLE GLOBALE / VILLE D'EXCEPTION

La stratégie d'accueil des méga-événements et la valorisation de l'image de Rio de Janeiro comme ville attractive et compétitive s'inscrivent dans un modèle de gouvernance des villes où le marché joue un rôle central. David Harvey parle de « marchandisation des villes » pour qualifier la réorientation des modes de gouvernance urbaine (Harvey, 1989). Dans ce contexte, le recours aux méga-événements apparaît comme un outil de marketing du territoire pour développer son potentiel économique et l'insérer dans « l'archipel des villes globales » (Sassen, 1991). Face à l'importance des travaux engagés pour répondre aux attentes internationales pour l'organisation de la Coupe du Monde et les Jeux Olympiques, de multiples mesures législatives ont été adoptées et de nouvelles normes mises en place.

1. Le secteur privé dans la planification urbaine : stimuler l'attractivité de la ville

Le Brésil cherche à s'affirmer comme une grande puissance économique, en renforçant ses grandes métropoles et leur potentiel attractif et compétitif, et pour cela, les entreprises prennent une part croissante dans la gouvernance urbaine et les partenariats public-privés se multiplient. Cela traduit l'application de logiques capitalistes dans la planification urbaine à l'image de nombreuses villes dans le monde. La ville est en partie gérée par les entreprises et comme une entreprise, afin de produire des richesses et de maîtriser l'avenir en réalisant un projet d'ensemble.

Ceci n'empêche pas pour autant la mise en place de démarches participatives. Par exemple, en 1993, le gouvernement municipal de Cesar Maia (1993-1996) signait le Plan Stratégique de la Ville de Rio de Janeiro, en partie piloté par un consortium réunissant des entreprises et associations d'entreprises, avec à ses côtés un conseil de la ville associant des acteurs du secteur privé, des fonctionnaires urbanistes, des leaders communautaires, des journalistes et des universitaires (Vainer, 2000). Ce plan, qui est régulièrement révisé pour s'adapter aux besoins de planification urbaine, traduit la volonté de mieux organiser la ville, et de la considérer comme un tout plutôt que de mettre en place des interventions au cas par cas, souvent sous couvert de clientélisme politique. Si dans certains cas les remarques du conseil sont prises en considération, leurs membres ne sont pas toujours écoutés et le conseil a un rôle de plus en plus symbolique. Selon Carlos Vainer, qui a une vision critique et radicale, la participation du conseil de la ville et le plan stratégique ont pour objectif de « légitimer les orientations et projets chers aux groupes dominants de la ville » (Vainer, 2000, p. 115). La difficulté de mettre en place une réelle participation est en effet due en partie au pouvoir incontestable de l'élite économique qui fait pression sur les gouvernements et donc sur la planification urbaine. Par exemple, la Banque Nationale de Développement Économique et Social (BNDES) accorde des prêts généreux aux entreprises du BTP, qui sont parfois impliquées dans des affaires de corruption avec le gouvernement. Le Parti des Travailleurs (PT) a par exemple été récemment impliqué dans une affaire de corruption : l'entreprise Petrobras est accusée du détournement de près de 4 milliards de US\$ sous forme de contrats

surfacturés à des entreprises privées en échange de pots-de-vin, inculquant près de 60 politiciens du PT.

Les limites de la participation soulignent à nouveau la difficulté de faire émerger un consensus représentatif de la majorité. « D'un point de vue politique, la recherche du consensus tendrait aussi à dépolitiser l'espace social urbain et à dessiner une « pensée unique » dans laquelle les opposants n'ont pas leur mot à dire » (Carrel, Cary, & Wachsberger, 2013, p. 222). Pour qualifier le primat de l'urbanisation « de marché » dans les villes en général, François Ascher (2001) parle d'« urbanisation *ad hoc* » qui soumet la politique urbaine aux intérêts privés du marché. Selon l'auteur, on est passé d'un urbanisme moderne, qui tentait de répondre à l'intérêt général ou à l'intérêt commun, à un urbanisme postmoderne qui répond de moins en moins à l'intérêt collectif face à la multiplication et la fragmentation des acteurs et des intérêts. C'est justement le manque de consensus concernant les besoins d'aménagements qui crée certaines tensions entre la société civile, le secteur privé et les pouvoirs publics.

Pour rendre la ville plus attractive, la planification urbaine s'adosse à un diagnostic des forces et faiblesses du territoire en définissant des secteurs et espaces prioritaires pour les aménagements. Les favelas, principalement celles de la Zone sud et de la Zone Centrale, se situent au cœur de ces réformes urbaines. Les aménagements urbains ciblent également le développement des nouvelles centralités comme Barra da Tijuca. Par ailleurs, les infrastructures de transport sont aussi des volets majeurs de ces aménagements, notamment pour rééquilibrer l'organisation de l'espace urbain *carioca* par une meilleure articulation des zones et une amélioration de la desserte des polarités urbaines (travaux de réhabilitation des aéroports, du port, constructions de nouvelles voies routières, amélioration du système de transports en commun : réorganisation du réseau de bus, construction de nouvelles stations de métro, etc.). Dans ce cadre, il n'est donc pas étonnant que les favelas de Rocinha et de Vidigal attirent l'attention des pouvoirs publics et des entrepreneurs privés, puisqu'elles sont situées entre les deux principales polarités de la ville : le centre-ville historique et Barra da Tijuca. Cette nouvelle planification participe du renforcement de l'attractivité de la ville pour attirer les capitaux financiers et de nouveaux consommateurs.

« Pour être attractif, un territoire doit être compétitif et vice-versa. [...] La mondialisation a naturellement ébranlé ce modèle : la libéralisation des échanges de toute nature fait à présent de l'attractivité et de la répulsivité, selon les cas, la condition ou le résultat d'une certaine compétitivité des territoires. À toutes les échelles géographiques, un territoire qui n'est plus compétitif s'expose à des pertes de populations, à des phénomènes de désinvestissement, à des délocalisations d'entreprises. Au contraire, un territoire compétitif doit, pour le rester, attirer continuellement de nouveaux investisseurs, de nouveaux savoir-faire, le renouvellement local (endogène) des facteurs de production ne pouvant suffire. » (Thiard, 2007, p. 47)

Cette compétitivité des territoires est stimulée par des outils relevant en partie du monde de l'entreprise, avec par exemple le marketing territorial qui vise à développer l'attractivité économique, résidentielle et touristique, en mobilisant des clientèles et des marchés variés. Il s'agit d'attirer les investisseurs par des avantages spécifiques, de multiplier les investissements pour favoriser la consommation en faisant de la ville un espace sécurisé, créatif, innovant et accessible (Harvey, 1989). Les effets recherchés par les aménagements urbains ne sont donc plus seulement internes, allant dans le sens d'une amélioration des

conditions de vie en ville, mais également externes, comme outil de communication internationale :

« Les politiques d'urbanisme et de planification n'ont plus uniquement une vocation interne – aménager la ville –, elles acquièrent également une vocation externe : communiquer vers l'extérieur sur les atouts et qualités de la ville, mais également ses intentions et stratégies. Elles ont pour but de faire exister la ville sur le « marché international » en tant qu'acteur et non plus seulement à l'aménager en tant que surface sans qualité » (Pinson, 2009, p. 16).

Ainsi, la réhabilitation et la valorisation des espaces urbains demandent tout autant des interventions physiques que symboliques. Cette symbolique à Rio de Janeiro s'appuie sur la sécurisation, pour contrer l'image de violence liée à la ville, et sur la mise en avant des atouts naturels, liés à son paysage entre montagne et océan. Il s'agit de fabriquer une image de marque de la ville qui lui permette de surpasser les villes concurrentes. Aussi, le tourisme et les méga-événements occupent une place fondamentale dans cette capacité d'attraction et de concurrence. Le projet d'accueil des Jeux Olympiques à Rio de Janeiro date de 2002, sous le deuxième mandat de Cesar Maia (2000-2004) et la candidature du Brésil à la Coupe du Monde de Football de 2003, sous la présidence de Lula. Ces campagnes relèvent d'une stratégie de marketing politique du Brésil qui s'affirme comme pays émergent sur la scène internationale. On retrouve une logique similaire de valorisation à celle des Jeux Olympiques de Pékin en 2008 ou de la Coupe du Monde de Football en Afrique du Sud en 2010, ces trois pays appartenant aux BRICS.

2. Investissements dans les méga-événements : bénéfices et désavantages

Dans le processus de préparation à l'accueil de ces événements internationaux, la planification urbaine doit permettre de créer une ambiance propice aux investissements dans l'immobilier, l'hôtellerie, les transports ou encore la communication. On peut se demander ce que ces événements sont susceptibles d'offrir à la ville à moyen et long termes. L'accueil de ce type d'événements serait une source d'importants profits économiques, par leur capacité à attirer des capitaux privés et permettrait aussi un renouveau urbain qui pourrait engendrer des retombées électorales favorables au gouvernement en place. Pour cela, les villes-hôtes s'appuient sur deux volets de la planification urbaine : d'une part, en réhabilitant les installations déjà existantes, et d'autre part, en créant de nouveaux équipements et infrastructures, qui une fois les compétitions sportives passées, seront réutilisés en vue d'un développement urbain durable. Les aménagements réalisés doivent correspondre aussi bien aux besoins liés à ces événements qu'à ceux plus globaux de la ville (Holz, 2011). C'est pourquoi les fédérations internationales des sports (Fifa, Comité international olympique) recommandent des équipements facilement modulables pour qu'ils puissent servir après les événements sportifs. L'organisation de ce type d'événements est plus coûteuse dans les pays en développement en raison du manque d'infrastructures de base, que pour les pays développés où il s'agit plutôt de réaménagements et de valoriser des espaces dégradés (Holz, 2011). Ces inégalités de dotation en infrastructures de base expliquent par exemple pourquoi le Mondial organisé en France a coûté 600 millions d'euros, alors qu'en Afrique du Sud, 4,3 milliards de US\$ (environ 3,83 milliards d'euros) ont été mobilisés (Calixte, 2014).

L'accueil de la Coupe du Monde de Football et des Jeux Olympiques au Brésil a demandé des investissements à la fois à l'échelle du pays et à celle de la ville de Rio de Janeiro. Ceci nécessite une articulation des différents niveaux administratifs brésiliens, et les pouvoirs publics souhaitent faire preuve de transparence concernant les investissements. Pour chacun de ces deux événements, on distingue d'une part, les investissements directement liés à la réalisation et à l'organisation de l'événement, présentés dans un document intitulé Matrice de responsabilité (*Matriz de responsabilidade*) et, d'autre part, ceux qui serviront après ces événements, soit l'héritage (*legado*). Ce sont ces derniers travaux qui permettent le mieux de légitimer les dépenses importantes engagées pour ces méga-événements. Selon le maire de Rio de Janeiro, Edouardo Paes :

« Il ne s'agit pas seulement d'un joli stade qui va être démonté après. L'héritage, c'est ce qui va rester pour la population, comme les BRT [voies réservées aux bus], le VLT [tramway] et la revitalisation de la zone portuaire. Plus le budget pour cet héritage est important, mieux c'est pour la ville. Notre focus sera toujours cet héritage. C'est dommage que nous ne puissions pas faire des Jeux Olympiques tous les deux ans, pour le bien de la ville et de la population, principalement vis-à-vis de ces héritages proportionnés aux jeux. » (Prefeitura do Rio de Janeiro, 2014).

Ainsi, l'héritage des méga-événements est tout autant matériel (infrastructures, équipements), qu'économique et social (profits, emplois, salaires, formations, sécurité, tourisme,...). Ils participent de la création de nouvelles conditions de production, de circulation et de consommation qui profitent à de nombreux citoyens, notamment à certains habitants des favelas.

Au Brésil, pour la Coupe du Monde de Football de 2014, les investissements ont atteint 27,12 milliards de R\$ (9,3 milliards de US\$) et les recettes de la FIFA ont été estimées à 4 milliards de US\$. Les principaux investissements réalisés ont concerné les travaux d'infrastructures liés à la mobilité (32 %), à la construction et la réhabilitation de stades (31 %) et des aéroports (23,2 %). La majorité de ces investissements provenaient de fonds publics, seuls 16 % des dépenses ont été financées par le secteur privé.

Tableau 37 : Investissements pour la Coupe du Monde de Football de 2014 au Brésil (en millions de R\$)

Secteur d'investissement	Financement du gouvernement fédéral (Banques Publiques)	Investissements du gouvernement fédéral	Investissements des gouvernements locaux	Investissements privés	Total	% des investissements
Infrastructures de transport	4 383	25	4 319		8 727	32,2 %
Stades	3 816		3 956	612	8 384	30,9 %
Aéroports		2 663		3 618	6 281	23,2 %
Ports		591	6		598	2,2 %
Télécommunications		383			383	1,41 %
Sécurité		1 798			1 798	6,2 %
Tourisme		155	17		172	0,6 %
Installations complémentaires			670	108	778	2,8 %
TOTAL	8 199	5 615	8 969	4 337	27 120	100 %
% des investissements	30,2 %	20,7 %	33,1 %	16 %	100 %	

Source : Matrice de responsabilité de la Coupe du Monde de 2014 (Ministério do Esporte, Décembre 2014)

Selon le rapport d'Ernst & Young Brasil (2010) cet événement sportif devait générer une injection de 112,79 milliards de R\$ (environ 38,75 milliards de US\$) dans l'économie

brésilienne, avec la production d'effets indirects générant 3,63 millions d'emplois et 63,48 milliards de R\$ (environ 21,8 milliards de US\$) de revenus pour la population. L'impact direct sur le PIB brésilien estimé dans ce rapport s'élevait à 64,5 milliards de R\$ (environ 22,15 milliards de US\$) pour la période de 2010 à 2014 (soit 2,17 % du PIB) (Ernst & Young Brasil, 2010).

Pour les Jeux Olympiques, la somme totale des dépenses atteint 37,7 milliards de R\$ (environ 13 milliards de US\$) en 2015. 6,6 milliards de R\$ de dépenses (environ 2,3 milliards de US\$) sont directement liés à l'organisation et la réalisation de l'événement financées à 64 % par le secteur privé (Autoridade Pública Olímpica, 2015). 7 milliards de R\$ (environ 2,4 milliards de US\$) entrent dans le budget du Comitê Rio 2016⁵⁶ (financé par les recettes liées aux Jeux, estimées à 7 milliards de R\$) (www.rio2016.com). Les 24,1 milliards de R\$ restants (environ 8,3 milliards de US\$) correspondent à des investissements considérés comme l'héritage des Jeux Olympiques et financés à 43 % par le secteur privé (Prefeitura do Rio de Janeiro, 2014). Au total, ce sont 56 projets qui sont prévus dans le cadre de la réalisation des Jeux Olympiques, dont 27 sont considérés comme un héritage post-JO. Par ailleurs, la municipalité et l'État de Rio de Janeiro mettent en place d'autres projets qui ne sont pas inclus dans ces budgets, mais participent à l'accueil et au bon déroulement des événements sportifs, comme par exemple les investissements dans la sécurité publique ou des travaux d'aménagement de la ville.

**Tableau 38 : Investissements pour les Jeux Olympiques de Rio de Janeiro en 2016 :
Matrice de responsabilité (en millions de R\$)
Équipements olympiques hors infrastructures de transport et communication**

Localisation	Investissements de la municipalité	Investissements de l'État de Rio de Janeiro	Investissements du gouvernement fédéral	Investissements privés	Total	% des investissements
Barra da Tijuca	632		826	4 119	5 577	84,4 %
Deodoro			846		846	12,8 %
Copacabana			7	60,0	67	1,0 %
Maracanã	57			60,0	117	1,8 %
Total	689		1 679	4 239	6 608	100 %
% des investissements	10,4 %	0 %	25,4 %	64,2 %	100 %	

Source : Matriz de responsabilidades Jogos Olímpicos e Paraolímpicos Rio 2016 (Autoridade Pública Olímpica, 2015)

Tableau 39 : Dépenses du Comité Rio 2016

Secteurs	Répartition des investissements
Services	21 %
Technologie	20 %
Droits de marketing	12 %
Sport et cérémonies	11 %
Hébergements	11 %
Administration et commerces	8 %
Projets d'infrastructures	7 %
Transports	5 %
Recrutements de personnel	5 %
Total	7 milliards de R\$

Source : www.rio2016.com

⁵⁶ Le Comité Rio 2016 est une organisation à but non lucratif, créée spécialement pour organiser les premiers Jeux olympiques et paralympiques d'Amérique du Sud.

Tableau 40 : Travaux d'héritage (*legado*) des Jeux Olympiques de 2016

Niveau administratif	Projets	Coût total (R\$)	Financement (R\$)
Municipalité	<p><u>14 projets :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Mobilité : VLT (<i>veículos leves sobre trilhos</i> : tramway), BRT (Bus Rapid Transit : voies réservées aux bus), surélévation et élargissement de voies de circulation... • Environnement : réhabilitation environnementale, assainissement de base... • Rénovation urbaine : projet <i>Porto Maravilha</i> de réhabilitation de la zone portuaire, contrôle des inondations dans la région de Grande Tijuca, requalification urbaine autour du Stade Olympique João Havelange (Zone Nord) • Développement social : création de 4 écoles de handball (à la place du stade de handball, créé pour les JO) 	14,4 milliards	<ul style="list-style-type: none"> • 9,2 milliards d'investissements privés • 3,9 milliards d'investissements de la municipalité • 1,2 milliard d'investissements du gouvernement fédéral
État fédéré de Rio de Janeiro	<p><u>10 projets :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Mobilité : création de la ligne 4 du métro (Zone Sud – Barra da Tijuca), réhabilitation de gares (<i>São Cristóvão, Engenho de Dentro, Deodoro, Villa Militar, Magalhães Bastos, Ricardo de Albuquerque</i>) • Environnement : programme de dépollution de la baie de Guanabara et des lacs de Barra da Tijuca et de Jacarepaguá, assainissement de Barra da Tijuca 	9,7 milliards	<ul style="list-style-type: none"> • 1,2 milliard d'investissements privés • 8,6 milliards d'investissements de l'État de Rio de Janeiro
Gouvernement fédéral	<p><u>2 projets :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Modernisation du Laboratoire Brésilien du Contrôle des Dopages (LBCD/Ladetec) • Programme de rénovation et d'organisation des infrastructures sportives brésiliennes (réseau national d'entraînement) 	Non chiffré	Non chiffré

Source : Prefeitura do Rio de Janeiro, 2014

L'investissement dans des sites sportifs peut être perçu comme un accélérateur des projets urbains, et une partie des investissements semblent avoir des objectifs de long terme générant des bénéfices sociaux et économiques au-delà des événements eux-mêmes. Par exemple, les travaux d'infrastructures de transport vont faciliter la vie de nombreux habitants, notamment de Rocinha avec la création d'une station de métro au pied de la favela, leur évitant les embouteillages pour rejoindre les autres quartiers de la Zone Sud et du Centre. Le système de voie réservée pour les bus (BRT), déjà fonctionnel, permet également aux habitants de Rocinha et de Vidigal de rejoindre beaucoup plus rapidement Barra da Tijuca et la Zone Ouest.

Toutefois, malgré un discours qui prône le recours au marché pour financer cette rénovation urbaine, on constate que les différents travaux mobilisent d'importants fonds publics. Or une partie de ces travaux n'a pas d'impact direct sur l'amélioration des conditions de vie de la population et certains investissements sont qualifiés « d'éléphants blancs », les dépenses étant supérieures aux bénéfices attendus, en particulier pour certains stades dont la construction et l'entretien sont excessivement coûteux (Moussavi, 2014; Matheson & Baade, 2004). Comme le souligne l'architecte et urbaniste Luiz Fernando Janot dans un article du journal *O Globo* :

« Aujourd'hui, nous ne pouvons pas fermer les yeux sur la culture du profit personnel au prix de concessions avec l'argent public, soit dans les financements douteux, les budgets viciés, dans les travaux sans calendrier exécutif ou dans les arrangements, pour se retrouver avec des travaux de mauvaise qualité. Il y a beaucoup de choses obscures derrière certains partenariats public-privé. L'actualité quotidienne le confirme. L'argent dépensé inutilement sera celui qui manquera à d'autres usages plus pertinents. » (Janot, 2015).

Selon João Sette Whitaker (2014), les acteurs tirant profit de ces méga-événements sportifs sont nombreux : les organisateurs internationaux comme la Fifa et le Comité International Olympique (CIO) (droits de retransmission, d'image et de publicité, vente de billets, contrats de maîtrise d'ouvrage pour les équipements sportifs avec l'indication de cabinets d'ingénieurs, d'architectes et d'entreprises « associées », etc.) ; leurs équivalents locaux : le Comité Olympique Brésilien (COB) et la Confédération Brésilienne de Football (CBF); mais aussi les entreprises du bâtiment et des travaux publics, le secteur immobilier, l'industrie du tourisme et enfin les gouvernements des différents échelons administratifs :

« Dans le cas de la Coupe du Monde, c'est une association d'intérêts politiques, où tout le monde gagne : le gouvernement fédéral [...], mais aussi les gouvernements des États où se trouvent les villes-hôtes, et enfin les municipalités proprement dites. Un ensemble important de politiciens qui pourra, aux différents niveaux, engranger des profits politiques et économiques grâce aux gigantesques chantiers qui se profilent. Lors des années qui ont précédé l'annonce quasi-contemporaine de la Coupe du Monde et des Jeux olympiques, les négociations autour du montage des candidatures, du choix des villes-hôtes, des autorisations pour l'utilisation des fonds publics, etc., ont multiplié les possibilités de clientélisme. Les grands événements sportifs étaient une affaire où il n'y avait pas de perdants. » (Sette Whitaker, 2014, p. 128)

Ces différents acteurs se trouvent notamment au cœur de scandales de corruption : par exemple, Ricardo Teixeira, président de la CBF depuis 1989, a dû démissionner en 2012 suite à des accusations de corruption, et en mai 2015, la justice américaine accusait la FIFA de corruption, inculpant entre autres José Maria Marin, ancien président de la Confédération brésilienne de football (CBF) et ex-responsable du comité d'organisation de la Coupe du monde 2014 au Brésil. Par ailleurs, les grands scandales de corruption des gouvernements du Parti des Travailleurs concernent principalement les entrepreneurs du bâtiment, des travaux publics et de l'immobilier auxquels la BNDES a offert des prêts à taux réduit et dont certains contrats ont été surfacturés.

Face à un état d'urgence lié à la brièveté des délais de réalisation des travaux nécessaires au bon déroulement des événements pour lesquels la ville s'est engagée, de nombreuses procédures ont été mises en place pour faciliter les démarches et la législation devient plus flexible : Carlos Vainer parle de l'instauration d'une « ville d'exception ».

« La réalisation des Jeux Olympiques de 2016 à Rio de Janeiro constitue le résultat d'une trajectoire au cours de laquelle la nouvelle conception de la ville et de l'urbanisme s'est imposée. Les formes de pouvoir dans la ville se redéfinissent, conduisant à l'instauration d'une ville d'exception. » (Vainer, 2011, p. 1).

3. Des événements d'exception justifiant une situation d'exception

Lors des méga-événements, l'urgence est souvent invoquée pour adopter une plus grande flexibilité des règles afin de réduire les délais des travaux, ceci créant en quelque sorte une situation d'exception « flexible » pour la réalisation des politiques urbaines (Vainer, 2011). Le Centre on Housing Rights and Evictions parle d'un « état d'exception mental » qui

accompagne en général l'annonce de la sélection de la candidature d'une ville aux Jeux Olympiques :

« Cette opportunité est considérée comme tellement importante pour la ville qu'elle réclame ou justifie des mesures d'exception pour se concrétiser. Dans ce contexte, la population et ses dirigeants acceptent plus facilement une simplification des procédures, la limitation des droits et d'autres mesures jugées « nécessaires » pour tenir le calendrier et mettre de l'huile dans les rouages. On voit généralement d'abord apparaître des mesures criminalisant les sans-abri qui, en d'autres circonstances, paraîtraient sans doute tout à fait inacceptables. D'autres mesures d'exception peuvent abaisser le niveau de protection des locataires, modifier les règles d'urbanisme et des chantiers et limiter les droits civiques. Ce climat de fébrilité peut biaiser les décisions publiques au bénéfice des élites urbaines, permettre des niveaux d'endettement exceptionnels et mener à l'éradication de bidonvilles pour réduire la visibilité de la pauvreté en ville. Le consensus (même temporaire) qui accompagne les JO permet l'exécution de grands projets de réaménagement urbain sans trop de critiques publiques et absout les mesures destinées à neutraliser les résistances. Si les JO stimulent la fierté nationale et la ferveur de la population, le soutien de celle-ci est aussi indispensable à leur réussite. Dès lors, ceux qui s'inquiètent des conséquences éventuellement négatives peuvent se voir reprocher leur manque de patriotisme ou être accusés d'être hostiles aux JO. » (CESCR, 1997).

L'organisation de tels événements internationaux passe par l'instauration d'exceptions aux niveaux de la Nation, de l'État et de la municipalité : exemptions fiscales, décrets et diverses mesures juridiques provisoires, concessions d'exclusivité, facilitation des prêts de la BNDES aux entreprises du bâtiment et des travaux publics (notamment celles ayant contribué au financement du PT pour les élections), etc. Les privilèges accordés à de nombreux acteurs de l'aménagement urbain, avec l'instauration de mesures d'exception, limitent l'efficacité des démarches participatives prévues dans la loi.

Afin d'organiser les méga-événements, les pouvoirs publics ont promulgué un ensemble de lois spécifiques et exceptionnelles comme le *Host City Agreement* signé par le Président Lula en 2007, la loi n° 12.035/2009 connue sous le nom d'« acte olympique » ou encore la loi n° 12.663/2012 intitulée « Loi générale de la Coupe du monde » (*Lei General da Copa*). Ce régime d'exception bénéficie tout autant aux organisateurs internationaux et locaux qu'aux entreprises du bâtiment, de l'immobilier, des travaux publics et aux pouvoirs publics. On constate notamment que l'essentiel des travaux est confié à un petit nombre d'entreprises (OAS, Odebrecht, Camargo Corrêa et Andrade Gutierrez) qui ont participé au financement des campagnes électorales du PT et sont impliquées dans de récents scandales de corruption. Il semblerait donc que les profits réalisés dans le cadre des méga-événements soient ainsi facilités par des mesures législatives flexibles. Les lois deviennent en quelque sorte des objets manipulables. Selon le décret municipal n° 30.379/2009, la municipalité fera tous les efforts nécessaires pour rendre possible l'utilisation des terrains, des biens immobiliers ou encore des voies dont elle est propriétaire, même s'ils sont occupés par un tiers, en vue de la réalisation des Jeux olympiques :

« Étant donné que les Jeux Olympiques sont le plus grand événement multi-sportif du monde, réunissant environ 15 000 athlètes et entraîneurs de 205 pays dans 28 domaines sportifs, constituant un potentiel indéniable dans la planification et le développement de la ville-hôte ; compte tenu de l'impact effectif des Jeux Olympiques pour la visibilité internationale de la ville et du pays, dans la réhabilitation urbaine, la protection et la restauration de l'environnement, le développement économique et social, les infrastructures sportives, ainsi que dans la diffusion des principes et valeurs de l'Olympisme, comme un héritage bénéfique pour la Ville et à sa population; [...] Art. 2 : le pouvoir exécutif fera tous les efforts nécessaires afin de permettre l'utilisation de

biens appartenant à l'administration publique municipale, même s'ils sont occupés par des tiers, indispensables à la réalisation des Jeux de Rio 2016 » (Prefeitura do Rio de Janeiro, 2009)⁵⁷.

Pourtant, la loi fédérale n°11.124/2005, qui instituait le Système National du Logement d'Intérêt Social (SNHIS) établissait le principe d'une utilisation prioritaire des terrains dont le gouvernement fédéral est propriétaire pour l'implantation de projets de logements sociaux (art.4. II. c) (Brasil, 2005)⁵⁸.

Le nouveau décret pris par la municipalité en 2009 facilite l'utilisation des terrains publics par le secteur privé et le déplacement des habitants qui les occupent illégalement, sans qu'ils soient nécessairement destinés à des projets à priorité sociale. L'accueil des méga-événements a donc été reconnu par les pouvoirs publics comme appartenant au domaine de l'intérêt public. Cette loi établit des conditions exceptionnelles et des privilèges : « obtention

⁵⁷ *Extrait du décret municipal n° 30.379/2009 :*

“O PREFEITO DA CIDADE DO RIO DE JANEIRO no uso de suas atribuições legais, e Considerando que os Jogos Olímpicos constituem o maior evento multiesportivo do mundo, reunindo cerca de 15 000 atletas e técnicos de 205 países em 28 modalidades, constituindo inquestionável potencial no planejamento e desenvolvimento da cidade-sede; Considerando o efetivo impacto dos Jogos Olímpicos na projeção internacional da Cidade e do País, na requalificação urbana, na proteção e recuperação do meio ambiente, no desenvolvimento econômico e social, na infra-estrutura desportiva, assim como na disseminação dos princípios e valores do olimpismo, como legado em benefício da Cidade e da população; [...] Art. 2º o Poder Executivo “envidará todos os esforços necessários no sentido de possibilitar a utilização de bens pertencentes à administração pública municipal, ainda que ocupados por terceiros, indispensáveis à realização dos Jogos Rio 2016”

⁵⁸ *Extrait de la loi fédérale n° 11.124, du 16 juin 2005 :*

Art. 2º Fica instituído o Sistema Nacional de Habitação de Interesse Social – SNHIS, com o objetivo de:

- I – viabilizar para a população de menor renda o acesso à terra urbanizada e à habitação digna e sustentável;
- II – implementar políticas e programas de investimentos e subsídios, promovendo e viabilizando o acesso à habitação voltada à população de menor renda; e
- III – articular, compatibilizar, acompanhar e apoiar a atuação das instituições e órgãos que desempenham funções no setor da habitação.

Art. 3º O SNHIS centralizará todos os programas e projetos destinados à habitação de interesse social, observada a legislação específica.

Art. 4º A estruturação, a organização e a atuação do SNHIS devem observar:

- I – os seguintes princípios:
 - a) compatibilidade e integração das políticas habitacionais federal, estadual, do Distrito Federal e municipal, bem como das demais políticas setoriais de desenvolvimento urbano, ambientais e de inclusão social;
 - b) moradia digna como direito e vetor de inclusão social;
 - c) democratização, descentralização, controle social e transparência dos procedimentos decisórios;
 - d) função social da propriedade urbana visando a garantir atuação direcionada a coibir a especulação imobiliária e permitir o acesso à terra urbana e ao pleno desenvolvimento das funções sociais da cidade e da propriedade;
- II – as seguintes diretrizes:
 - a) prioridade para planos, programas e projetos habitacionais para a população de menor renda, articulados no âmbito federal, estadual, do Distrito Federal e municipal;
 - b) utilização prioritária de incentivo ao aproveitamento de áreas dotadas de infra-estrutura não utilizadas ou subutilizadas, inseridas na malha urbana;
 - c) utilização prioritária de terrenos de propriedade do Poder Público para a implantação de projetos habitacionais de interesse social;
 - d) sustentabilidade econômica, financeira e social dos programas e projetos implementados;
 - e) incentivo à implementação dos diversos institutos jurídicos que regulamentam o acesso à moradia;
 - f) incentivo à pesquisa, incorporação de desenvolvimento tecnológico e de formas alternativas de produção habitacional;
 - g) adoção de mecanismos de acompanhamento e avaliação e de indicadores de impacto social das políticas, planos e programas; e
 - h) estabelecer mecanismos de quotas para idosos, deficientes e famílias chefiadas por mulheres dentre o grupo identificado como o de menor renda da alínea "a" deste inciso.

de visas, cession de patrimoine public immobilier, protection des marques et des symboles liés aux jeux, concession exclusive pour l'usage et la vente d'espaces publicitaires et prestations de services variés » (ANCOP, 2014, p. 9). Avec l'instauration de l'exclusivité du commerce au profit de la Fifa dans un rayon de deux kilomètres autour des stades, la *Lei da Copa* évince une partie des bénéficiaires potentiels des retombées économiques de ce méga-événement comme les vendeurs ambulants (Brasil, 2012)⁵⁹. Certes, il s'agit de travail informel, mais lors des grands événements (carnaval, match de foot, etc.), il permet à toute une partie de la population de s'assurer quelques revenus. Par ailleurs, les nombreuses grèves qui ont accompagné les chantiers des stades attestent du manque de respect de certaines conditions de travail concernant la sécurité, la salubrité, les repas ou les rémunérations (Rousseau, 2014). Toutefois, le contexte d'urgence est propice au succès des revendications des travailleurs, car les travaux ne peuvent être arrêtés trop longtemps, à l'image par exemple de la grève des éboueurs de Rio de Janeiro lors du carnaval de 2014, qui a été un succès.

Une partie des mesures concernent la mise à disponibilité du foncier et donc d'une partie des terrains occupés illégalement. En effet, pour réaliser certains aménagements, la municipalité a besoin d'espaces libres, ce qui nécessite le déplacement de populations. Cependant, les déplacements de population qui ont eu lieu à Rio de Janeiro sont loin d'être uniquement liés aux méga-événements mais répondent aussi à des besoins plus larges de réorganisation de la ville et de protection de l'environnement.

⁵⁹ *Extrait de la loi fédérale n°12.663 du 5 juin 2012 :*

“Das Áreas de Restrição Comercial e Vias de Acesso : Art. 11. A União colaborará com os Estados, o Distrito Federal e os Municípios que sediarão os Eventos e com as demais autoridades competentes para assegurar à FIFA e às pessoas por ela indicadas a autorização para, com exclusividade, divulgar suas marcas, distribuir, vender, dar publicidade ou realizar propaganda de produtos e serviços, bem como outras atividades promocionais ou de comércio de rua, nos Locais Oficiais de Competição, nas suas imediações e principais vias de acesso. § 1º Os limites das áreas de exclusividade relacionadas aos Locais Oficiais de Competição serão tempestivamente estabelecidos pela autoridade competente, considerados os requerimentos da FIFA ou de terceiros por ela indicados, atendidos os requisitos desta Lei e observado o perímetro máximo de 2 km (dois quilômetros) ao redor dos referidos Locais Oficiais de Competição.”

III LES DÉPLACEMENTS DE POPULATION ORGANISÉS PAR LES POUVOIRS PUBLICS

Après la dictature, la politique urbaine s'est saisie plus largement du problème du logement des pauvres et s'est orientée vers la reconnaissance juridique des favelas, en établissant le droit de tous les citoyens à disposer d'un logement. En effet, le Statut de la Ville proclamé en 2001 par la Constitution fédérale établit « les normes de l'ordre public et de l'intérêt social qui régulent l'usage de la propriété urbaine en faveur du bien collectif, de la sécurité et du bien-être des citoyens, tout comme l'équilibre environnemental » (article 1). Par ailleurs, ce texte affirme que « la politique urbaine a pour objectif d'organiser le bon développement des fonctions sociales de la ville et de la propriété urbaine » et proclame le droit au sol urbain et au logement, ainsi que la gestion démocratique et participative de la planification urbaine (article 2) (Brasil, 2001)⁶⁰. De plus, selon la Constitution de l'État de Rio de Janeiro, les terres publiques sont prioritairement destinées à l'installation des populations défavorisées ou à la construction d'équipements collectifs, et l'État et les municipalités doivent assurer « l'urbanisation, la régularisation foncière et immobilière des favelas sans déplacer les habitants, sauf dans le cas où les conditions physiques du terrain engendreraient un risque pour la vie de ces habitants » (Articles 233 et 234) (Estado do Rio de Janeiro, 1989)⁶¹. Dans le cadre de la multiplication des aménagements urbains dans le domaine des infrastructures de transports, des équipements collectifs et dans celui de l'environnement, un certain nombre de familles vivant illégalement sur des terrains parfois dangereux, ont été déplacées ou sont menacées de l'être. Toutefois, selon le maire de Rio de Janeiro, Eduardo Paes, les personnes expropriées sont bien plus nombreuses dans les quartiers formels que dans les quartiers informels (Paiva, 2013).

Le nombre et la taille des favelas ont augmenté très rapidement à partir des années 1980, notamment sous le mandat de Brizola qui a rompu avec les politiques visant à les éradiquer ou à contenir leur extension, considérant ces quartiers comme une solution de logement pour les familles pauvres. Ainsi, les familles ont commencé à occuper des zones de plus en plus dangereuses et des sites protégés, d'où des risques pour ces populations, des problèmes de pollution (déversement des eaux usées dans les rivières et les lagon,

⁶⁰ *Extrait de la Constitution fédérale, qui instaure le Statut de la Ville en 2001 :*

“Art. 1^o Na execução da política urbana, de que tratam os arts. 182 e 183 da Constituição Federal, será aplicado o previsto nesta Lei. Parágrafo único. Para todos os efeitos, esta Lei, denominada Estatuto da Cidade, estabelece normas de ordem pública e interesse social que regulam o uso da propriedade urbana em prol do bem coletivo, da segurança e do bem-estar dos cidadãos, bem como do equilíbrio ambiental. Art. 2^o A política urbana tem por objetivo ordenar o pleno desenvolvimento das funções sociais da cidade e da propriedade urbana, mediante as seguintes diretrizes gerais: I – garantia do direito a cidades sustentáveis, entendido como o direito à terra urbana, à moradia, ao saneamento ambiental, à infra-estrutura urbana, ao transporte e aos serviços públicos, ao trabalho e ao lazer, para as presentes e futuras gerações; II – gestão democrática por meio da participação da população e de associações representativas dos vários segmentos da comunidade na formulação, execução e acompanhamento de planos, programas e projetos de desenvolvimento urbano.”

⁶¹ *Extrait de la Constitution de l'État de Rio de Janeiro de 1989 :*

“Art. 233 - As terras públicas estaduais não utilizadas, subutilizadas e as discriminadas serão prioritariamente destinadas a assentamentos de população de baixa renda e a instalação de equipamentos coletivos, respeitados o plano diretor, ou as diretrizes gerais de ocupação do território. Art. 234 - No estabelecimento de diretrizes e normas relativas ao desenvolvimento urbano, o Estado e os Municípios assegurarão: I - urbanização, regularização fundiária e titulação das áreas faveladas e de baixa renda, sem remoção dos moradores, salvo quando as condições físicas da área imponham risco à vida de seus habitantes.”

accumulation de déchets sur les terrains, etc.) mais aussi des difficultés liées au désordre urbain que ce type d'installation spontanée peut générer (manque d'infrastructures, d'équipements, etc.). Certains déplacements sont alors devenus inévitables, passant par des négociations avec les populations concernées, et dans certains cas, des solutions alternatives sont envisagées. Au Brésil, le terme « *remoção* » est utilisé pour parler de déplacement, mais il désigne l'élimination, l'évacuation, le retrait, la suppression, le transfert, incluant l'idée de quitter un endroit pour un autre. Le terme d'expropriation doit être manié avec précaution puisque la propriété est rarement reconnue lors de ces processus de déplacement.

1. Un accroissement du recours aux déplacements de population ?

Le thème des déplacements organisés par les pouvoirs publics à Rio de Janeiro est polémique et sujet à controverses. En effet, de nombreuses organisations se sont saisies de ce sujet et ont réussi à mobiliser un certain nombre de personnes (leaders communautaires, habitants, universitaires, militants, etc.) afin de dénoncer des déplacements qu'ils considèrent comme forcés et abusifs. Certaines revendications entrent directement dans des jeux politiques, leurs porteurs s'octroyant une représentativité qui n'est pas toujours légitime. De nombreux militants considèrent ces déplacements forcés comme violents, que ce soit par le caractère précipité des procédures, l'usage de la force ou la violence psychologique liée au fait de devoir renoncer à son lieu d'habitation. Mais ils minimisent parfois le fait que, pour nombre d'habitants, les relogements offrent de meilleures conditions de logement. Par ailleurs, les données disponibles sur ces déplacements sont à utiliser avec précaution et avec du recul, sachant qu'il manque un certain nombre d'informations et de statistiques, concernant par exemple les indemnisations ou les relogements.

Le déplacement d'habitants peut être prévu lorsqu'il y a un risque pour les familles (par exemple d'éboulement de terrain ou d'inondation), mais également dans le cadre de travaux d'infrastructures ou de projets d'urbanisation, par exemple pour élargir les rues ou réhabiliter des espaces dans le but d'améliorer les conditions de vie et de logement (Décret n°34522) (Prefeitura do Rio de Janeiro, 2011) :

« Les interventions prévues dans les projets d'urbanisation des espaces populaires ou les projets d'intérêt public signalent souvent la nécessité de démolir des unités résidentielles, commerciales et mixtes situées dans des espaces populaires. Ces démolitions sont nécessaires pour la mise en œuvre du réseau routier, pour la réalisation de travaux d'infrastructures et d'équipements publics, ou parce la construction est située sur un espace inapproprié à l'habitation⁶². » (Prefeitura do Rio de Janeiro, 2011).

Plus récemment, les déplacements concernent également des aménagements pour mettre l'espace urbain en conformité avec les exigences d'accueil des événements sportifs internationaux.

« Qu'il s'agisse de protéger le patrimoine historique, de reconquérir des espaces publics, de minimiser des risques environnementaux ou d'adapter les infrastructures urbaines en vue d'événements sportifs internationaux,

⁶² Extrait du décret municipal N° 34522/2011 :

“ANEXO A : As intervenções urbanísticas previstas em projetos de urbanização de assentamentos populares ou em projetos de interesse público indicam, muitas vezes, a necessidade de demolição de unidades residenciais, comerciais e mistas situadas em assentamentos populares. Tais demolições são necessárias à execução de sistema viário, à implantação de obras de infraestrutura e equipamentos públicos, ou por estarem situadas em áreas inadequadas à habitação.”

les raisons *a priori* valables ne manquent pas pour justifier le déplacement dans les politiques de renouvellement urbain. » (Blot & Spire, 2014).

Néanmoins, à Rio de Janeiro, les pouvoirs publics semblent promouvoir des espaces de négociation dans un contexte démocratique, en proclamant que tout processus d'expulsion doit s'accompagner de discussions avec les familles concernées pour leur expliquer les objectifs, les conditions et les bénéfices du projet. La population doit pouvoir participer aux différentes étapes du processus de déplacement (décret n° 34522/2011)⁶³. Toutefois, dans certains cas, les tentatives de déplacements provoquent des rapports de force parfois violents entre les personnes menacées et les pouvoirs publics (agents de la mairie ou policiers).

Ces derniers s'engagent à proposer aux habitants différentes solutions de relogement ou d'indemnisation. Dans le cas de relogement, la municipalité doit, autant que faire se peut reloger les familles dans le même quartier ou le plus près possible⁶⁴. Dans ce cas, elles peuvent avoir accès aux logements sociaux du programme Minha Casa Minha Vida, en fonction des disponibilités, ou obtenir un nouveau logement à travers un « achat assisté » (*compra assistida*) en fonction de la valeur initiale du bien, l'aide publique pouvant aller de 25 000 à 77 000 R\$. Elles peuvent également être indemnisées, le propriétaire recevant une compensation financière pour son bien : de 130 à 780 R\$ par m² en fonction des matériaux utilisés, des finitions, du raccordement aux égouts, à l'eau et au réseau électrique, etc. Cette somme peut être majorée de 80 % selon la localisation du bien (accessibilité, proximité d'équipements et de services, etc.) ou réduite de 50 % en fonction de son état de conservation. Si le propriétaire n'occupe pas le logement, les locataires reçoivent également une aide au relogement (*ajuda a moradia*) équivalant à 3 mois de loyer (décret n° 34522) (Prefeitura do Rio de Janeiro, 2011). Enfin, le programme *Morar Seguro*⁶⁵ prévoit le versement d'un « loyer social », une aide temporaire aux familles déplacées (400 R\$ par mois) en attendant leur relogement définitif. Le principe d'indemnisation est bien souvent controversé puisqu'il est difficile de définir ce que l'on compense et d'évaluer la perte pour les habitants, face à la diversité des modes d'habiter, des appropriations et des trajectoires résidentielles.

« Raser un bidonville, c'est détruire bien autre chose que des cabanes. C'est briser des groupes, amoindrir une force vitale collective, écraser toute une société basée sur la solidarité primaire, sur la force des liens familiaux. Mais la société urbaine n'a d'égards que pour les individus. À chacun elle impose un habitat normalisé, donc une autre manière d'habiter. » (Pétonnet, 1970, p. 164).

Selon la Coordination nationale des comités populaires de la Coupe du Monde (ANCOP), les déplacements concerneraient 250 000 personnes dans les villes brésiliennes

⁶³ Extrait du décret N° 34522/2011 :

“ANEXO A : A relocação compulsória de uma moradia, mesmo em casos justificados, deve ser precedida de um entendimento e aceitação, por parte das famílias a serem reassentadas, dos objetivos, condições e benefícios do projeto. [...] O processo de reassentamento baseia-se nas seguintes diretrizes : A participação da população beneficiada, em todas as etapas do processo, buscando soluções de consenso e o comprometimento de todos com o sucesso do projeto”.

⁶⁴ Extrait du décret N° 34522/2011 :

“ANEXO A Os projetos de urbanização, elaborados com a orientação de atingir o menor número possível de unidades, indicam soluções diversas, de acordo com as especificidades de cada área e privilegiam a utilização de espaços livres no próprio local, e, na inexistência dessas áreas, a escolha de terrenos o mais próximo possível.

⁶⁵ *Morar Seguro* est un programme de l'État de Rio de Janeiro qui aide les populations situées dans des zones à risque ou des zones subissant des démolitions de logements.

hôtes de cette manifestation. Selon les données du Comitê Popular da Copa e Olimpíadas do Rio de Janeiro⁶⁶ (2014), 4 772 familles auraient été déplacées depuis 2010 à Rio de Janeiro.

2. Les déplacements de population face aux risques et aux mesures de protection de l'environnement

À Rio de Janeiro, l'aménagement se réfère à une conception durable du développement urbain comme le montre le nouveau « plan directeur de développement urbain durable de la municipalité » entré en vigueur en février 2011 qui prévoit une réglementation de l'utilisation et de l'occupation des sols dans un objectif de protection de l'environnement (Prefeitura do Rio de Janeiro, 2011). Les habitations situées dans des zones à risque sont concernées par ces mesures. Pour certains chercheurs comme Rafael Soares Gonçalves et Nelson Lima Felix Neto (2012), la notion de risque environnemental peut contribuer à une représentation négative des favelas, en dénonçant leurs habitants comme uniques responsables de la dégradation environnementale, et participer à la légitimation des discours pro-éradication. Les favelas ne sont pas les seules responsables de la pollution et de la dégradation de l'environnement : par exemple, une grande partie des zones bâties à plus de 100 m d'altitude sont occupées illégalement par des classes moyennes supérieures (Justiça Global & al., 2009). Toutefois, certaines favelas se sont effectivement développées sur des espaces naturels protégés en détruisant la forêt Altântica et empiétant sur des réserves de biodiversité comme le Jardin Botanique, patrimoine historique et l'un des plus grands centres de recherches botaniques au Brésil, ou comme la réserve environnementale située entre Barra da Tijuca et Recreio. Par exemple, la favela Parque da Cidade, voisine de Rocinha, s'est développée sur un parc où les *cariocas* avaient l'habitude de se rendre pour visiter le Musée de la Ville, aujourd'hui inaccessible.

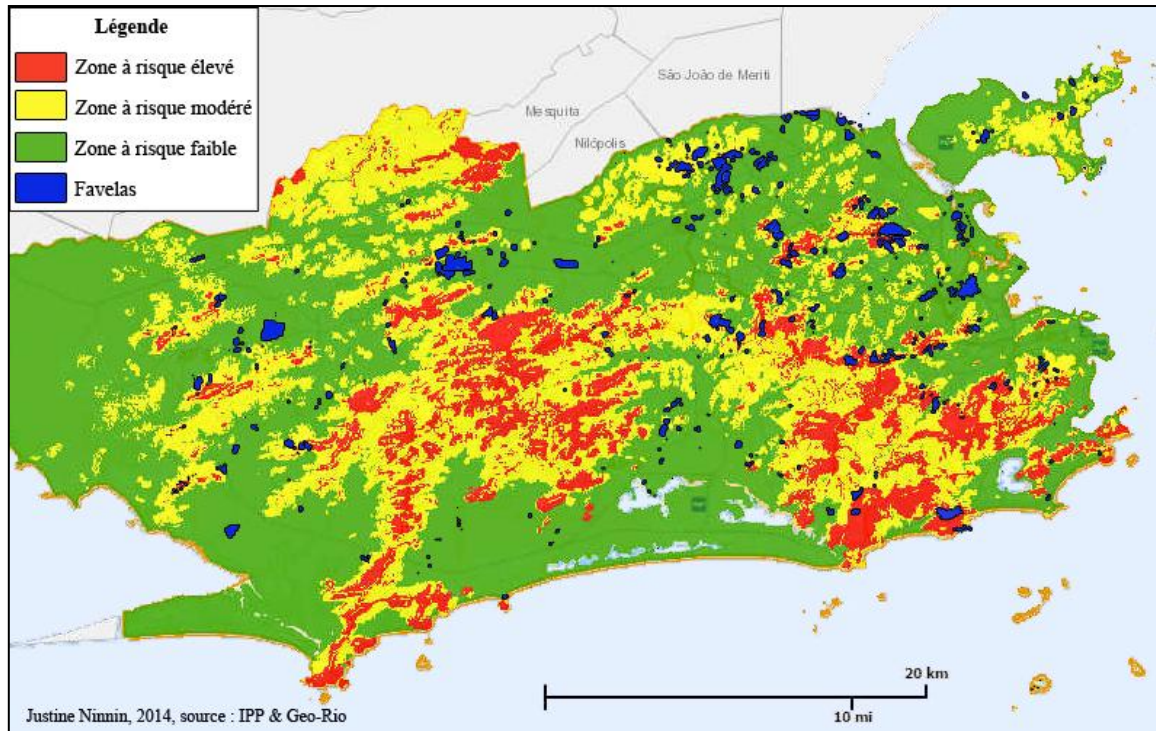
Afin de réduire les risques encourus par la population, les pouvoirs publics optent tantôt pour le déplacement des habitants, tantôt pour la réalisation de travaux lorsque cela est possible (murs de soutènement, etc.), et tentent au maximum d'empêcher l'extension des favelas pour préserver l'environnement. En 2009, la municipalité a exposé son projet de construction d'un mur écologique encerclant 13 favelas, dont 11 situées dans la Zone Sud, une « éco-limite » visant à protéger l'environnement en empêchant leur extension. Selon l'Observatoire des Favelas, ce projet prévoyait 15 km de murs et la suppression de 550 maisons (Observatório de Favela, 2009).

En avril 2010, les fortes pluies qui ont provoqué un grand nombre de morts et de lourds dégâts matériels, ont montré l'urgence de mieux prendre en considération les logements situés sur des zones à risque. En effet, les favelas situées sur des mornes ont été particulièrement atteintes par ces pluies, avec de nombreux éboulements de terrain et près de 300 morts. Face à ces désastres naturels, l'option de déplacer de la population est souvent la première mobilisée plutôt que celle de la consolidation. À la suite de ces incidents, les pouvoirs publics ont mis en place le projet *Morar Seguro* (vivre en sécurité) qui dégage des fonds publics pour les villes affectées par ces fortes pluies et prévoit la construction de logements sociaux pour le

⁶⁶ Les données statistiques du Comitê Popular da Copa e Olimpíadas do Rio de Janeiro doivent être utilisées avec précaution, leur fiabilité pouvant être contestée, au vu notamment de l'existence d'erreurs de calcul. Toutefois, il s'agit actuellement de la seule tentative de recensement des opérations de déplacement.

relogement des familles situées dans les zones à risque. Pour pouvoir adhérer à ce programme, les municipalités doivent préalablement identifier les zones à risque sur leur territoire et les classer en 3 catégories, figurées sur des : vert pour un risque faible, jaune pour un risque modéré et rouge pour un risque élevé.

Carte 28 : Zones à risque et localisation des favelas à Rio de Janeiro



Les municipalités doivent ensuite prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître les constructions situées dans les zones rouges et créer des logements destinés aux habitants déplacés. À Rio de Janeiro, 21 000 logements ont été recensés dans les zones à haut risque dans 117 favelas. La totalité de Vidigal est considérée comme une zone à risque élevé et Rocinha est composée de zones à risque élevé ou modéré. C'est à cette époque qu'une partie de la favela de Rocinha, le sous-quartier de Laboriaux, a été menacée de destruction suite à l'effondrement de maisons lors des pluies de 2010 :

« Deux personnes sont mortes à Laboriaux. À Laboriaux on a enregistré 740 maisons, et en 2010, avec cet accident, le maire a voulu déloger tout le monde. Les gens ne voulaient pas sortir d'ici, cet endroit est super bien localisé. » (Entretien avec Jorge Collaro, responsable de la Région Administrative de Rocinha, le 05/05/2014)

Or Laboriaux avait été, dans les années 1980, le lieu de relogement d'habitants déplacés du bas de la favela, dans le cadre des travaux de canalisation du *valão* (rivière transformée en égout à ciel ouvert). En 2010, la destruction intégrale de cette zone avait été annoncée après une étude réalisée par la Géó-Rio:

« Pour le secteur de Laboriaux, en plus des conditions géologiques défavorables, qui rendent le lieu techniquement inapproprié à une occupation de ce type, l'avancée de la favelisation engendre un déséquilibre des conditions géotechniques et environnementales des pentes, à travers le déboisement et le jet de terre, de déchets, d'ordures et d'eaux usées. Toutes ces conditions défavorables ajoutées aux événements historiques, dont la mort de victimes, justifient la suppression de toutes les maisons en situation de risque. » (Geo-Rio, 2010, p. 18).

Les habitants se sont mobilisés pour que les pouvoirs publics réalisent des travaux afin de limiter les déplacements :

« Ici à Laboriaux en 1982, ça a été une zone choisie pour reloger des habitants de Rocinha. On ne doit pas oublier cela. Le gouvernement de Brizola a offert plusieurs terrains ici, certains ont même reçu des titres de propriété. Personne ne peut nous virer d'ici ! [...] Moi au début, je ne pensais pas rentrer dans ces questions de leader communautaire, mais en 2010, quand j'ai vu que le gouvernement venait identifier toutes les maisons pour les détruire, je me suis engagé. Et on s'est battu. [...] Le gouvernement a voulu nous sortir d'ici. On est donc passé par des moments de résistance, nous avons cherché des solutions, on a créé une commission des habitants. Finalement, on a réussi. On a même réussi à faire venir Eduardo Pães ici. Il y a moins d'un an, en août 2013. » (Entretien avec Belo, membre de l'association de résidents de Laboriaux, le 07/04/2014).

Situé au sommet de la favela avec une vue à la fois sur São Conrado et sur la Lagoa, ce sous-quartier a des qualités qui favorisent sa valorisation. Ces points de vue sont particulièrement recherchés par les touristes, dans le cadre des « favelas-tours ». De plus, la densité du bâti y est bien plus faible que dans le reste de Rocinha, et les maisons se répartissent principalement le long d'une rue qui se prolonge jusqu'à la forêt de Tijuca.

Photographies 79 : Rue principale du sous-quartier de Laboriaux et vue sur São Conrado



Photos de Justine Ninnin, 2014

Le décret n°42046/2010 qui institue le programme *Morar Seguro* stipule qu'une fois les maisons démolies sur les zones à risques, ces espaces seront affectés à la protection de l'environnement, les municipalités ayant l'obligation d'interdire et de sanctionner toute nouvelle occupation (Estado do Rio de Janeiro, 2010). Cette règle limite donc la possibilité d'utiliser la notion de risque pour déloger les habitants puis revendre les terrains. Finalement, après une importante mobilisation et la mise en place d'une commission, les habitants de Laboriaux ont réussi à négocier des travaux de soutènement et la majorité des maisons ont pu rester en place.

« Le préfet est venu et a promis de construire des murs de soutènement. À Laboriaux, ils ont supprimé 18 maisons pour faire les travaux, au total ce sont 140 maisons environ qui sont supprimées, on ne va pas déloger beaucoup de gens. Il est impossible de maintenir toutes les maisons et faire des travaux. Mais les gens sont relogés, et si on ne peut pas les reloger tout de suite, ils reçoivent le loyer social en attendant. » (Entretien avec Jorge Collaro, responsable de la Région Administrative de Rocinha, le 05/05/2014).

Photographies 80 : Démolition de logements et travaux de soutènement à Laboriaux



Photos de Justine Ninnin, 2014

D'autres secteurs de la favela de Rocinha sont concernés par les démolitions et les travaux de réduction des risques, selon un rapport réalisé par le mouvement « Rio Como Vamos » s'appuyant sur les travaux de la Geo-Rio, 3 163 logements sont considérés en situation de risque (Rio Como Vamos, 2013). Lorsque les familles sont contraintes de quitter leur domicile, elles reçoivent des indemnisations, une proposition de relogement ou un loyer social en attendant de trouver une solution de relogement.

« Depuis 2010 la municipalité a déjà dépensé 25 millions dans les travaux de soutènement, pour diminuer les zones de risques à Rocinha. Ici à Rocinha, il y a environ 400 familles qui reçoivent ce « loyer social », c'est environ 400 RS. Les problèmes de risque se situent à plusieurs endroits dans la favela. Par exemple, il y a deux ans, il y a eu un incendie à Masega, la partie la plus pauvre de Rocinha. Le feu a pris, il y avait environ 120 habitants là-bas. Ils ont reçu le loyer social puis ils ont été relogés dans le grand ensemble Frei Caneca. C'est un projet d'habitations du Secrétariat Municipal de l'Habitation qui a été construit sur l'emplacement d'une ancienne prison. Les habitants de Rocinha qui touchaient le loyer social ont été là-bas, rue Frei Caneca, dans le centre, les gens ont le métro à la porte, les appartements sont très bien. Donc il ne s'agit pas seulement de déloger, mais aussi de reloger. » (Entretien avec Jorge Collaro, responsable de la Région Administrative de Rocinha, le 05/05/2014).

À Vidigal, 1 065 maisons sont déclarées en situation de risque (Rio Como Vamos, 2013), et certaines zones particulièrement dangereuses ont été concernées par la démolition de logements. Lors du débat Fala Vidigal organisé le 18 mars 2014, un habitant, Danilo a pris la parole pour expliquer qu'il est né à Vidigal et qu'il a dû quitter sa maison en 2010 sur ordre des pouvoirs publics en raison d'un risque d'éboulement de terrain. Il reçoit en échange un loyer social d'une valeur de 400 R\$ par mois. Toutefois, les prix ayant largement augmenté, cette somme est insuffisante pour louer un logement suffisamment grand pour loger sa femme et ses 4 enfants. Ils ont donc dû renoncer à vivre à Vidigal pour s'installer beaucoup plus loin dans la Baixada Fluminense (située à 2 heures de route de Vidigal).

« Mes enfants ont perdu leurs amis, car la mairie nous a trompés. Avec 400 R\$, je ne peux vivre dans aucun endroit. Je ne peux plus tenir. Le loyer est beaucoup trop cher ici. Je n'ai pas les moyens pour payer 800 R\$ à Vidigal. J'ai un travail, tout comme mon épouse. Mais nous ne pouvons pas nous offrir le luxe de rester à Vidigal. Pourtant, ma maison est encore là. » (Intervention de Danilo lors du débat Fala Vidigal, le 18/03/2014).

Ce témoignage montre que les indemnités versées par la mairie ne permettent pas toujours aux habitants de trouver un nouveau logement sur place, surtout dans les favelas de la Zone Sud qui connaissent des processus de spéculation immobilière. Ainsi, certaines familles, comme celle de Danilo, ont été contraintes de déménager dans des quartiers excentrés.

Selon un rapport réalisé par le mouvement Rio Como Vamos en 2013, 29 540 maisons seraient encore en situation de risque. Une grande partie de ces logements sont situés dans la Zone Sud, notamment dans les favelas de Morro dos Cabritos / Tabajaras (226 maisons), Pavão-Pavãozinho (270), Chapéu Mangueira (72), Babilônia (71), Cantagalo (77), Vidigal (1 065), Chácara do Céu (522), Rocinha (3 163), les favelas de Santa Teresa (407 maisons), de Botafogo (282), de la zone portuaire (650), de Vila Isabel (2 369) et celles de Tijuca (3 009 maisons). Au total ce sont 12 183 logements situés dans les favelas de la Zone Sud qui sont en situation de risque, soit plus de 40 % de la totalité des logements dans cette situation (Rio Como Vamos, 2013).

3. Les déplacements de population liés à la réhabilitation urbaine et aux travaux d'infrastructures de transport

Les échelles d'intervention dans le cadre de la réhabilitation urbaine varient beaucoup, allant de l'immeuble à la rue, voire au quartier entier, et concernent tout autant les favelas que les quartiers formels, et aussi bien la Zone Nord, la Zone Ouest que le Centre. Ces opérations cherchent à la fois à améliorer la qualité de vie des habitants (transports, assainissement de base, logement, etc.) et à créer de nouvelles opportunités (loisirs, culture, etc.). Les travaux du PAC à Rocinha entrent dans cette logique de réhabilitation, avec par exemple l'élargissement de la Rua Quatro et l'implantation de nouveaux équipements. Ces interventions nécessitent parfois le déplacement de populations et les pouvoirs publics proposent en contrepartie des solutions de relogement ou des indemnités, par exemple une partie de la population déplacée dans le cadre du PAC à Rocinha a été relogée dans les habitations sociales créées dans ce même quartier.

Dans la Zone Nord, la création du parc municipal Madureira a nécessité le déplacement d'une favela entière, Villa das Torres, soit 1 016 familles. Une partie des habitants ont été relogés à proximité dans les résidences Bairro Carioca du programme Minha Casa Minha Vida situées sur un ancien terrain de l'entreprise Light à proximité d'une station de métro, les autres familles ont été indemnisées. Ce parc, inauguré en 2012, est un lieu de rencontre de milliers de *cariocas* de tous les quartiers et de tous les âges, et offre diverses formes de loisir dont des terrains de sport (football, tennis de table, pistes pour cyclistes, skate parc, etc.). Ce parc sera l'un des trois grands points de rassemblement pour assister aux Jeux Olympiques sur grand écran. Bien que sa construction ait nécessité la démolition d'une favela entière, cet équipement a une réelle dimension collective et contribue à valoriser et à dynamiser ce secteur.

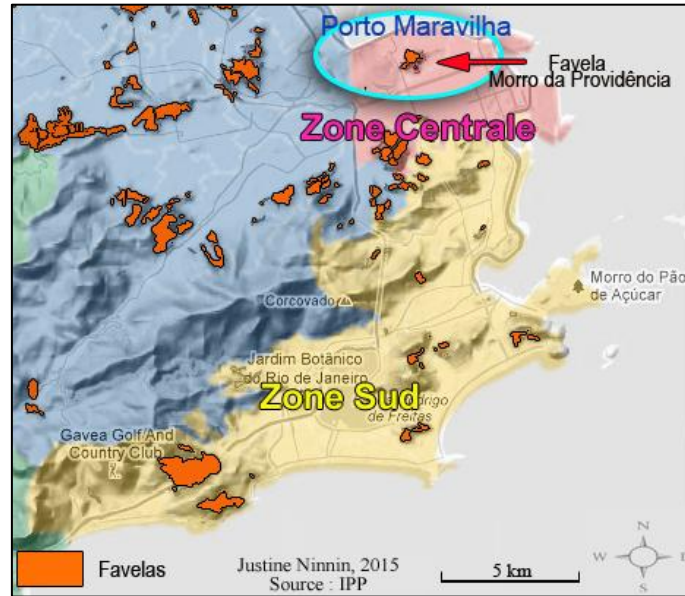
Photographie 81 : Parc Madureira, Zone Nord de Rio de Janeiro



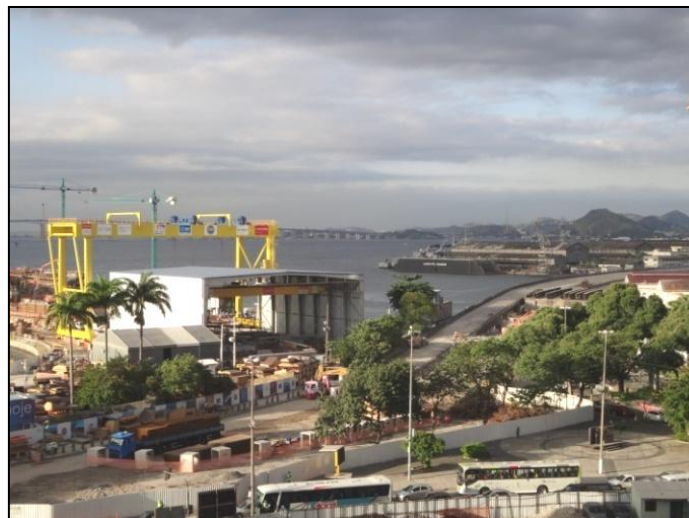
Source : skyscrapercity.com

L'un des espaces particulièrement ciblés par les travaux de réhabilitation se situe dans la zone portuaire de Rio de Janeiro. En parlant de « revitalisation », la municipalité exprime sa volonté de redonner vie à ce quartier. Ceci rappelle la « réanimation urbaine » évoquée par Francine Dansereau (1985) qui consiste à refaire de la ville sur de la ville pour améliorer le cadre de vie de quartiers anciens. Les trois principaux volets du projet *Porto Maravilha* (le port merveille) sont des travaux d'assainissement de base, la construction d'équipements culturels et de nouvelles voies de circulation. Ce lieu affiche une très grande diversité d'usages de l'espace et d'architectures, avec à la fois des immeubles de bureaux, des édifices historiques et des logements précaires, et l'une des plus anciennes favelas de Rio de Janeiro : le Morro da Providência.

Carte 29 : Projet Porto Maravilha, dans la zone portuaire de Rio de Janeiro



Photographies 82 : La zone portuaire de Rio de Janeiro et sa diversité spatiale et architecturale



Photos de Justine Ninnin, 2014

Avec la création de deux musées, le Musée d'Art de Rio de Janeiro (MAR) inauguré en 2013 et le Musée do Amanhã (Musée de demain), la culture s'affirme comme un élément essentiel de la politique urbaine *carioca* et devient un outil de valorisation. Au-delà de l'aspect culturel, ce type d'édifice contribue à vendre « l'image de marque » de la ville, à renforcer les centralités et à réaménager et réinvestir les espaces publics. L'architecture innovante des bâtiments du projet *Porto Maravilha* participe à la diffusion de l'image d'une ville contemporaine et créative. Cette volonté de modernisation se retrouve par ailleurs dans les projets concernant les infrastructures de mobilité urbaine, qui s'articulent à de nouveaux enjeux urbanistiques et environnementaux où des moyens de transport collectifs et écologiques prennent une place essentielle. C'est pourquoi le projet *Porto Maravilha* comprend à la fois un réaménagement des rues sur 70 km, l'aménagement de zones piétonnes et de pistes cyclables ainsi que la création d'un tramway (VLT : *Veículo Leve sobre Trilhos*). Ces projets entrent dans les modèles contemporains, en cherchant à créer de nouvelles formes d'urbanités et en rétablissant la place des citoyens dans l'espace public. Ces différents travaux participent à la création d'une nouvelle trame spatiale qui renforce la mobilité citadine et la centralité du lieu.

Photographie 83 : Musée do Amanhã



Photographie 84 : Musée d'Art de Rio de Janeiro



Source : Site de la mairie de Rio de Janeiro, <http://www.portomaravilha.com.br/>

Photographie 85 : Nouvelles voies de circulation, tramway et zones piétonnes du projet Porto Maravilha



Source : Site de la mairie de Rio de Janeiro, <http://www.portomaravilha.com.br/>

Le projet *Porto Maravilha* nécessite le déplacement de plusieurs centaines de familles : selon le Comité Populaire de la Coupe du Monde et des Jeux Olympiques (2014) 535 familles ont déjà été déplacées.

La favela da Providência a également été incluse dans le grand projet de réhabilitation de la zone portuaire avec la construction d'un téléphérique, qui a nécessité le déplacement de 118 familles. Ce projet facilite la mobilité des habitants et renforce également l'attractivité touristique du *morro* qui offre une vue exceptionnelle sur la baie de Guanabara et qui a une dimension historique particulière, puisqu'il s'agit d'une des plus anciennes favelas de Rio de Janeiro.

Pour préparer la démolition des maisons, les fonctionnaires du Secrétariat Municipal d'Habitation (SMH) ont apposé un sigle sur leurs murs des maisons : SMH suivi d'un numéro.

Photographie 86 : Sigle du SMH pour la démolition d'une maison dans la favela de Providência dans la Zone Centrale de Rio de Janeiro



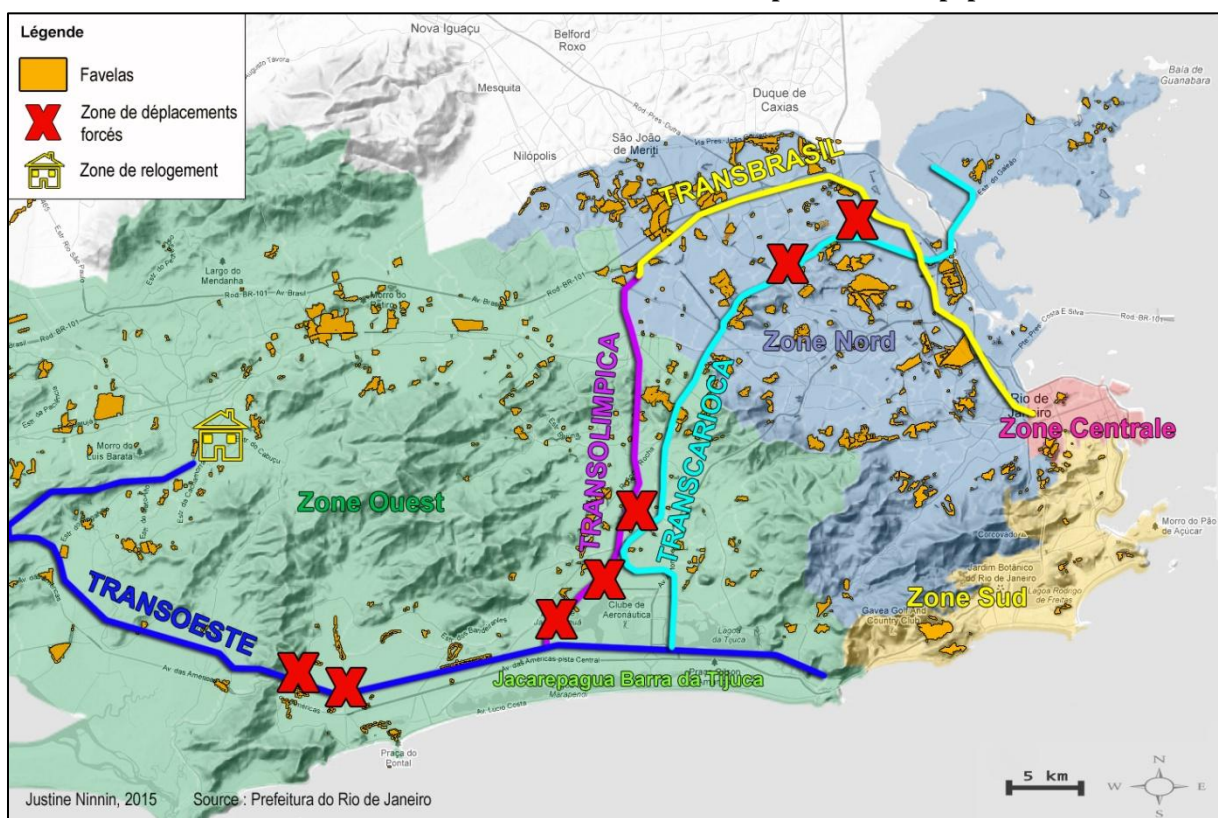
Source : apublica.org, 10/04/2012, Andrea Dip

En apposant cette numérotation visible, la municipalité cherche à éviter la construction de nouvelles habitations dans la zone délimitée, prévenant ainsi les stratégies de ceux qui chercheraient à profiter d'un relogement ou d'une indemnisation en construisant un logement après la décision de déplacer les habitants. 34 familles ont déjà été relogées en contrebas de la favela dans les habitations construites rue Nabuco de Freitas dans le cadre du programme Morar Carioca da Providência, et 84 appartements seront prochainement livrés (Alves, 2014). Selon la municipalité, les appartements mesurent 42 m² et sont équipés d'un salon, de deux chambres, d'une cuisine, d'une salle de bain, d'une buanderie et d'une véranda.

Pour dynamiser le territoire, la mobilité des citoyens est également un enjeu central de la planification urbaine, qui participe à la (re)qualification des sites, au (ré)équilibrage territorial et à la (ré)affirmation des polarités : modernisation et extension du métro pour relier la Zone Sud à Barra da Tijuca, construction de couloirs pour les bus, ou encore travaux à l'aéroport international. La création d'une nouvelle station de métro à l'entrée de Rocinha va

considérablement améliorer les conditions de transport de la population, tout comme tout comme les nouveaux couloirs réservés aux bus (BRT : Bus Rapid Transit). Afin de désengorger la ville, de nouvelles voies de circulation sont créées : il s'agit des Transcarioca, Transolímpica et Transoeste. Au total, l'aménagement de ces voies express a déjà conduit au déplacement de plus de 1 000 familles (Comitê Popular da Copa e Olimpíadas do Rio de Janeiro, 2014). Le projet de la Transoeste a par exemple nécessité l'éviction totale en 2011 des favelas de Restinga, Villa Harmonia et Villa Recreio II situées dans le quartier de Recreio dos Bandeirantes dans la Zone Ouest, ce qui représente le déplacement de plus de 500 familles (Comitê Popular da Copa e Olimpíadas do Rio de Janeiro, 2014). Les pouvoirs publics ont proposé à ces familles des logements situés à plus de 20 km de leur lieu de résidence d'origine, sur l'Estrada do Caboclo (cf. carte 30).

Carte 30 : Nouvelles voies de circulation du BRT et déplacements de population



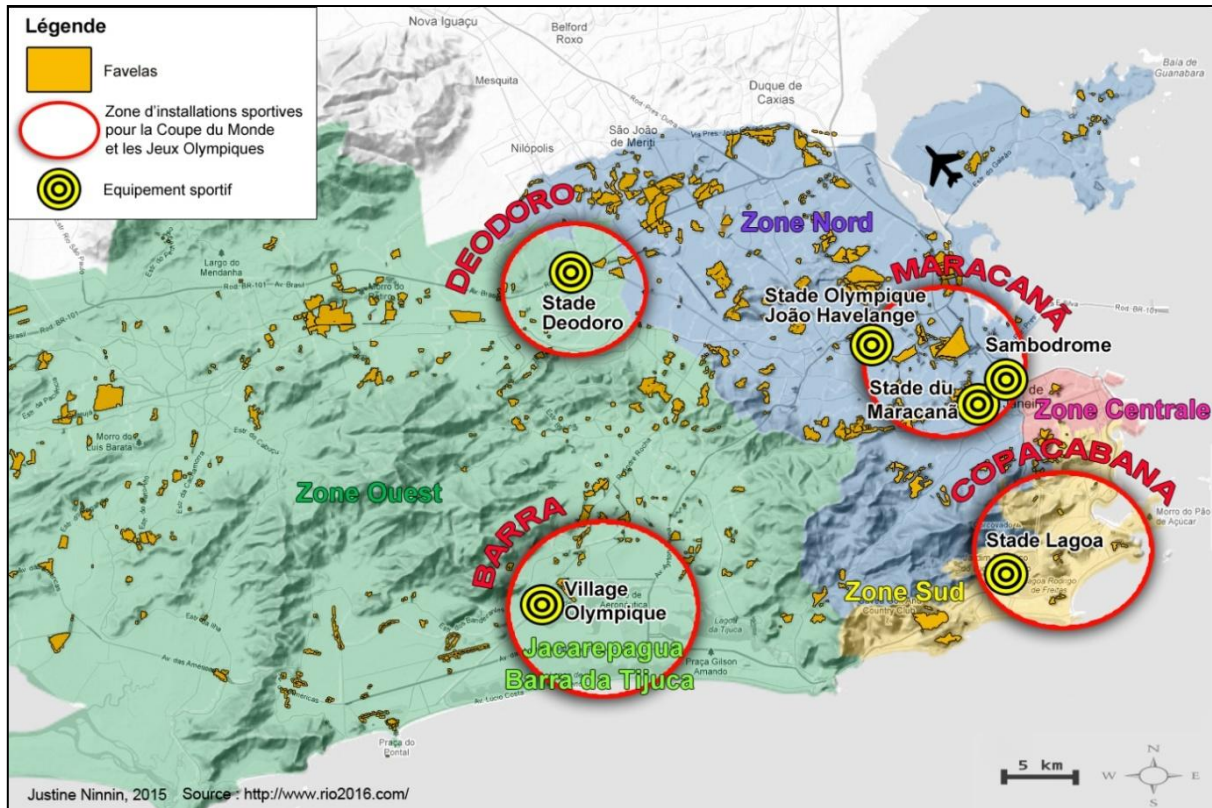
4. Les déplacements de population liés à l'implantation d'équipements sportifs pour les méga-événements

Le Comité des droits économiques, sociaux et culturels des Nations unies (UNCESCR) et l'ONU-Habitat ont dénoncé les grands événements sportifs tels les Jeux Olympiques comme cause de déplacements forcés à grande échelle (CESCR, 1997; UN-habitat, 1996):

« Other instances of forced eviction occur in the name of development. Evictions may be carried out in connection with conflict over land rights, development and infrastructure projects, such as the construction of dams or other large-scale energy projects, with land acquisition measures associated with urban renewal, housing renovation, city beautification programmes, the clearing of land for agricultural purposes, unbridled speculation in land, or the holding of major sporting events like the Olympic Games. » (CESCR, 1997).

Les infrastructures prévues pour la Coupe du Monde de 2014 et les Jeux Olympiques de 2016 se concentrent dans quatre quartiers de la ville : Déodoro, situé à la limite entre la Zone Nord et la Zone Ouest, Maracanã dans la Zone Nord, Copacabana dans la Zone Sud et Barra da Tijuca / Jacarepaguá dans la Zone Ouest.

Carte 31 : Zones d'installations sportives pour les méga-événements à Rio de Janeiro



Dans le cadre des travaux d'aménagement autour du stade du Maracanã, plus de 600 familles vivant dans la favela Metrô-Mangureira (située à 500 m du stade Maracanã) ont été déplacées. Une partie de cette zone était occupée par des commerçants informels, vendant par exemple des pièces détachées de véhicules, ils n'ont fait ni l'objet de relogement, ni d'indemnisation, car ils n'habitaient pas sur place. Dans un premier temps, une partie de la population habitante a été relogée dans les appartements d'un programme Minha Casa Minha Vida situé à plus de 30 km dans le quartier de Cosmo, dans la Zone Ouest, habité en grande partie par des classes moyennes. Dans un second temps, les autres familles ont cette fois-ci été relogées dans des résidences situées dans le quartier de Maracanã. À quelques pas de là, juste en face du Maracanã, un autre espace a été libéré : celui de l'Aldeia Maracanã qui était occupé depuis 2006 par des Amérindiens installés dans le bâtiment de l'ancien musée des Indiens qui a fonctionné jusqu'en 1977. Ce bâtiment colonial était devenu un point de rencontre et de passage de plusieurs tribus brésiliennes ainsi qu'un lieu d'enseignement de la culture indigène. Les Indiens ont résisté plusieurs mois pour finalement accepter la proposition de relogement, dans une résidence du programme Minha Casa Minha Vida située à proximité.

Dans les quartiers de Barra da Tijuca et Jacarepaguá, le futur Parc Olympique de Rio comprend le Centre International des Médias et le Centre d'entraînement des athlètes qui s'installent sur l'hippodrome de Jacarepaguá. Le projet prévoit des infrastructures sportives pour l'accueil de disciplines olympiques et para-olympiques. Dans ce contexte, la municipalité

a souhaité récupérer les terrains publics situés à proximité et occupés par la favela Vila Autódromo, qui s'est développée sur les terrains de l'Autodrome José Carlos Pace situé au bord d'un lac dans le secteur de Jacarepaguá. Cet espace a accueilli de nombreux événements sportifs comme le Grand Prix de Formule 1 du Brésil entre 1978 et 1989 ou les Jeux Panaméricains en 2007. Les habitants ont commencé à y construire illégalement leurs maisons à la fin des années 1980 et une partie d'entre eux avaient reçu des titres provisoires de propriété pendant le gouvernement de Brizola. En 2008, la municipalité a annoncé la destruction de l'Autodrome, déplacé dans le quartier de Deodoro, afin d'installer sur ce terrain des équipements pour les Jeux Olympiques de 2016. La préfecture a recensé 760 logements et 590 ont déjà été évacués : 336 familles aux faibles revenus ont été relogées à proximité de la favela dans la résidence Parque Carioca du programme Minha Casa Minha Vida et les 254 ont accepté les indemnités proposées par la mairie. Les 170 familles restantes souhaitent rester sur place ou attendent de meilleures propositions d'indemnisation (demandant parfois plusieurs millions de réais). Selon le journal *O Globo*, une trentaine de familles auraient reçu une indemnisation supérieure à 1 million de R\$ (Berta, 2014).

La mobilisation de la Vila Autódromo a été fortement relayée par la presse ainsi que par des groupes de militants et d'universitaires. Les contestataires ont avancé l'argument de l'ambiguïté des justifications données par la municipalité pour détruire cette favela : les pouvoirs publics justifient le déplacement des habitants tantôt pour permettre l'utilisation des terrains pour le Parc Olympique ou la réalisation de travaux d'infrastructures de circulation dans le cadre de la construction des lignes Transcarioca et Transolímpica, tantôt en raison des risques environnementaux. Or, pour les opposants, la principale motivation des expulsions serait la valorisation immobilière de cette zone.

Face à ces déplacements organisés par les pouvoirs publics dans le cadre de mesures de protection environnementale, d'urbanisation, de réhabilitation ou de construction d'infrastructures de transport ou d'équipements sportifs, les habitants n'ont pas tous les mêmes réactions. L'annonce de démolitions de maisons engendre bien souvent des craintes quant à l'avenir et des tensions. Toutefois, pour une partie des habitants, les solutions proposées par la municipalité offrent de meilleures conditions de logement ainsi que l'accès à la sécurité foncière :

« Le favelado a des stigmates : le premier étant son adresse. De nombreux habitants veulent changer d'adresse et ne veulent plus habiter au milieu de toutes ces poubelles et des autres problèmes liés au fait de vivre dans une favela. Le programme Minha Casa Minha Vida offre cette possibilité de changer d'adresse. » (Entretien avec Maria Helena, médecin au centre de santé Albert Sabin de Rocinha et habitante de Rocinha, 09/06/2014).

D'un autre côté, certains habitants ne veulent pas quitter leur maison et leur quartier, surtout lorsque l'indemnisation est faible et ne leur permet pas de trouver un nouveau logement dans le même quartier ou lorsque le relogement proposé est lointain. Les choix se font principalement de façon individuelle en fonction des ressources économiques et sociales des familles. Les pouvoirs publics négocient de plus en plus au cas par cas avec les habitants et l'atomisation des stratégies à l'échelle d'un même quartier fragilise les possibilités de résistance (Soares Gonçalves, 2013). Toutefois, au gré des mobilisations, relayées par diverses organisations de protection des droits humains et/ou militantes, les indemnités arrivent à être négociées à la hausse. Par ailleurs, les déplacements de population sont parfois

manipulés par certaines personnes qui en profitent pour s'installer là où des démolitions sont prévues pour obtenir des indemnités ou de nouveaux appartements dans les logements sociaux. En effet, différentes stratégies sont mises en place pour profiter des déplacements de population. Par exemple, les propriétaires qui louent leur bien peuvent augmenter les loyers pour le valoriser et être mieux indemnisés.

Comme ces procédures de déplacement se heurtent souvent à des résistances, les maisons ne sont pas toutes évacuées en même temps, ce qui conduit à des retards dans les travaux. Parfois, lorsque les logements ont été libérés, on observe des phénomènes d'invasion par de nouvelles familles : à Rocinha, c'est notamment le cas des habitations de Laboriaux destinées à être démolies. Du fait des délais de démolition, plusieurs maisons sont restées vides alors que les familles avaient déjà reçu les indemnités ou avaient été relogées ; certaines ont été réinvesties par leurs propriétaires, par des locataires qui touchent pourtant un loyer social ou des personnes extérieures qui se sont approprié ces biens. Certains habitants se sont même approprié plusieurs maisons restées vides à la suite du déplacement de leurs occupants, et en profitent pour louer des chambres. Les déplacements font ainsi parfois l'objet d'un véritable marché informel. On constate également que de nouvelles habitations ont été créées récemment sur cette zone. Enfin, ces déplacements de population ne concernent pas seulement des familles vulnérables, car certains terrains sont occupés par des ménages des classes moyennes.

Le thème des déplacements forcés à Rio de Janeiro est donc largement polémique, car si ces déplacements profitent à certains, pour d'autres, quitter son logement, même s'il s'agit d'occupation illégale, reste une épreuve difficile, surtout lorsque cela se passe dans la précipitation, voire dans la violence. Et selon certains chercheurs comme Rafael Soares Gonçalves « la façon dont les pouvoirs publics agissent est extrêmement violente et injuste » (Soares Gonçalves, 2013, p. 26).

Photographie 87 : Évacuation de l'Aldeia Maracanã avec l'intervention de la police militaire



Source : Polícia Militar retira Índios da Aldeia Maracanã, photo de Palob Jacob, *Agencia O Globo*, 21/03/2013.

Au total, avec les différents travaux effectués pour urbaniser et contenir les favelas, et l'organisation du déplacement et du relogement d'une partie de leurs habitants, la superficie

de ces quartiers diminue, et par ailleurs les constructions de logements sociaux pour accueillir les populations à faible revenu se multiplient avec le programme Minha Casa Minha Vida. Les déplacements de population entrent dans la logique annoncée par la ville : le plan stratégique de la ville (2009-2012) prévoyait une diminution de 3,5 % de l'espace urbain occupé par des favelas d'ici 2012 (Prefeitura do Rio de Janeiro, 2009, p. 88) ; cet objectif a été élargi par le plan suivant (2013-2016) et fixé à 5 % en référence à l'année 2008 (Prefeitura do Rio de Janeiro, 2013, p. 109). Ainsi, depuis 2008, le nombre de favelas et leur superficie diminuent : l'IPP a recensé 10 favelas de moins en 2011 qu'en 2008. Alors qu'elles occupaient en 2008 une superficie de 46,8 hectares sur les 1 225 hectares du territoire municipal de Rio de Janeiro, elles s'étendent en 2011 sur 46 hectares, soit un recul de 1,8 %.

Tableau 41 : Nombre de favelas et répartition dans les différentes zones de Rio de Janeiro

Zones de Rio de Janeiro	2004	2008	2009	2010	2011
Total	1 023	1 045	1 045	1 041	1 035
Zone Centrale (AP 1)	73	74	74	74	74
Zone Sud (AP 2)	66	65	65	65	65
Zone Nord (AP 3)	394	404	404	402	401
Zone Barra – Jacarepaguá (AP 4)	202	206	206	205	201
Zone Ouest (AP 5)	288	296	296	295	294

Source : IPP, 2011 (Lopes, Amorim, & Cavallieri, 2011, p. 4)

Tableau 42 : Évolution de la superficie des favelas dans les différentes zones de Rio de Janeiro

Zones de Rio de Janeiro	Superficie des favelas (ha)					Taux de variation	
	2004	2008	2009	2010	2011	2004-2008	2008 - 2011
Total	45,85	46,84	46,82	46,43	45,99	2,2 %	-1,8 %
Zone Centrale (AP 1)	2,38	2,42	2,42	2,37	2,36	1,6 %	-2,3 %
Zone Sud (AP 2)	4,20	4,18	4,19	4,11	4,05	-0,4 %	-3,2 %
Zone Nord (AP 3)	18,11	18,45	18,37	18,18	17,99	1,9 %	-2,5 %
Zone Barra – Jacarepaguá (AP 4)	6,78	7,00	7,02	6,98	6,89	3,2 %	-1,4 %
Zone Ouest (AP 5)	14,38	14,79	14,82	14,78	14,70	2,9 %	-0,6 %

Source : IPP, 2011 (Lopes, Amorim, & Cavallieri, 2011, p. 5)

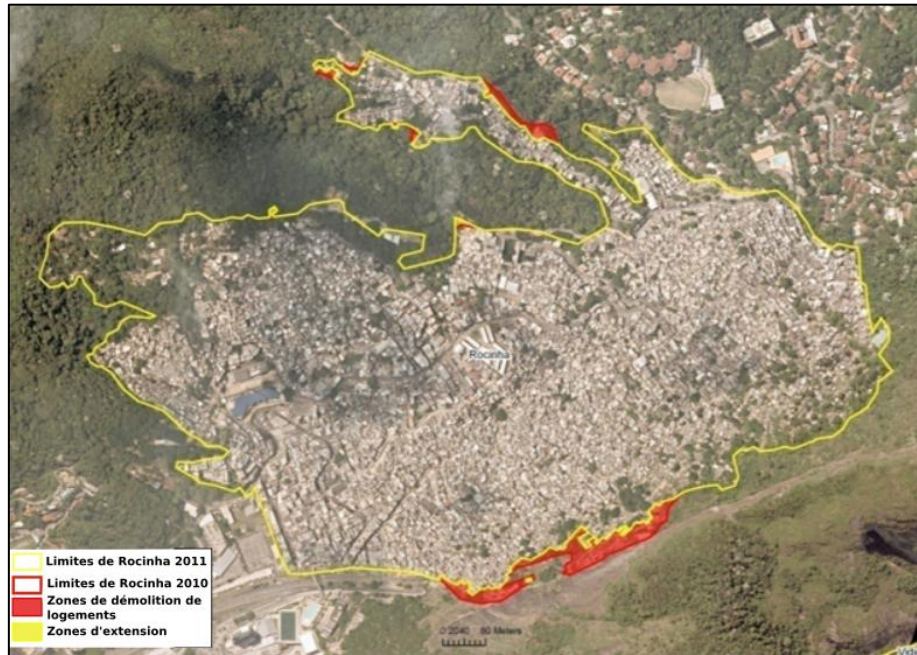
C'est dans la Zone Sud que la superficie des favelas diminue le plus : -3,2 % entre 2008 et 2011. Alors que celle de Rocinha avait augmenté entre 2004 et 2008, on observe une diminution de 2,7 % entre 2008 et 2011, ceci incluant en partie la démolition des maisons dans le quartier de Laboriaux. Par contre, la superficie de Vidigal stagne, voire augmente très légèrement entre 2008 et 2011 : cette extension correspond sans doute aux quelques constructions sur les hauteurs du quartier de Avraão ayant une vue magnifique sur l'océan.

Tableau 43 : Variation de la superficie de Rocinha et de Vidigal entre 2004 et 2011

	2004	2008	2009	2010	2011	Variation 2004-2008		Variation 2008-2011	
						m ²	%	m ²	%
Rocinha	871 382	872 274	877 500	865 340	849 107	+ 892	+ 0,1	-23 167	-2,66 %
Vidigal	315 629	315 629	315 665	315 665	315 665	0	0	+ 36	+0,01 %

Source : IPP, 2011 (Lopes, Amorim, & Cavallieri, 2011, pp. 18-19)

Carte 32 : Évolution des limites de Rocinha entre 2010 et 2011.



Source : IPP, 2011 (Lopes, Amorim, & Cavallieri, 2011, p. 52)

Toutefois, si la taille et le nombre de favelas tendent à diminuer, leur population continue d'augmenter, notamment dans la zone de Barra da Tijuca – Jacarepaguá, en plein développement. Ceci signifie que les favelas sont de plus en plus denses.

Tableau 44 : Variation de la population des favelas et des quartiers formels dans les zones de Rio de Janeiro entre 2000 et 2010

Zones de Rio de Janeiro	Variation de la population (2000 – 2010)	
	Dans les favelas	Hors favelas
Total	19 %	5 %
Zone Centrale (AP 1)	28 %	4 %
Zone Sud (AP 2)	15 %	-1 %
Zone Nord (AP 3)	11 %	-1 %
Zone Barra – Jacarepaguá (AP 4)	53 %	28 %
Zone Ouest (AP 5)	15 %	8 %

Source : IPP, 2012 (Cavallieri & Vial, 2012, p. 6)

L'augmentation du nombre d'habitants dans les favelas ne signifie pas toujours qu'il s'agit de familles pauvres, comme nous l'avons dans le cas de Vidigal par exemple, où les habitants récemment installés appartiennent plutôt aux classes moyennes. La pacification, les travaux d'urbanisation et la régularisation foncière attirent une population plus diversifiée.

On constate que la plupart des interventions des pouvoirs publics ont lieu dans les espaces les plus centraux et les plus valorisés de la ville (proches des pôles urbains, des quartiers touristiques, des zones économiquement dynamiques, etc.), ce qui provoque le déplacement d'habitants, qu'il soit organisé par les pouvoirs publics ou le résultat du jeu du marché et de la spéculation. Les habitants déplacés ne disposent pas toujours des ressources ou des indemnités suffisantes pour se reloger sur place. De plus, les logements sociaux sont généralement construits dans des zones plus éloignées des quartiers dynamiques, pour mobiliser un foncier moins coûteux. On peut donc s'interroger sur l'accentuation de la périphérisation de la pauvreté dans le cadre des transformations urbaines actuelles.

Chapitre 9

L'hypothèse d'une périphérisation croissante de la pauvreté : entre tensions sociales et désir de justice-spatiale

Les premières favelas ont commencé à s'installer à proximité des zones d'emplois en plein centre-ville ou sur des espaces péricentraux, puis elles se sont développées de plus en plus en périphérie de ces zones centrales, s'étendant dans les Zones Nord et Ouest de la ville. Actuellement, c'est dans la Zone Nord que l'on compte le plus de favelas, où elles occupent près de 9 % de la superficie totale de la zone. À l'inverse, dans la Zone Ouest et celle de Barra-Jacarepaguá, une proportion plus faible d'habitants vit dans les favelas et celles-ci occupent une part plus faible du territoire. Or c'est dans la Zone Ouest que la population des favelas a le plus augmenté entre 2000 et 2010 (+53 %). Le Centre concentre toujours une forte proportion des habitants des favelas (35 %, avec une hausse de 28 % entre 2000 et 2010).

Tableau 45 : Évolution de la population et de la superficie des favelas dans les zones de Rio de Janeiro

Zones de Rio de Janeiro	Nombre de favelas (2011)	Part de la population vivant dans les favelas (2011)	Part de la superficie des favelas sur la superficie totale (2011)	Variation de la population des favelas (2000-2010)
Ensemble	1 035	23 %	3,8%	19%
Zone Centrale (AP 1)	74	35 %	6,9%	28%
Zone Sud (AP 2)	65	27 %	4,0%	15%
Zone Nord (AP 3)	401	26 %	8,8%	11%
Zone Barra-Jacarepaguá (AP 4)	201	17 %	2,4%	15%
Zone Ouest (AP 5)	294	16 %	2,5%	53%

Source : IPP, 2011 et 2012 (Cavallieri & Vial, 2012 ; Lopes, Amorim, & Cavallieri, 2011)

Cette présence de favelas dans les quartiers centraux a toujours été un trait caractéristique de l'organisation socio-spatiale de la ville de Rio de Janeiro où des quartiers pauvres informels côtoient les quartiers les plus riches, ce qui distingue la ville du modèle centre-périphérie plus représentatif de São Paulo par exemple. Toutefois, face à la croissance significative de la population des favelas dans la Zone Ouest et devant la valorisation des favelas de la Zone Sud et du Centre et leur intégration croissante aux quartiers formels, l'organisation socio-spatiale de la ville évolue. Les favelas situées en centre-ville semblent représenter de plus en plus des phénomènes résiduels par rapport à leur forte croissance dans les espaces plus éloignés des centres urbains qui accueillent toujours plus de populations pauvres (Lago, 2000). Dans ce contexte, nous utilisons le terme de périphérisation au sens d'un déplacement vers des quartiers excentrés, plus éloignés des différents centres urbains que possède la ville de Rio de Janeiro, et non pas au sens d'un déplacement vers la banlieue soit au-delà des limites de la ville.

L'hypothèse de périphérisation croissante de la pauvreté s'appuie principalement sur trois éléments :

- (1) Les déplacements de population sont plus importants dans les zones valorisées (Zone Sud, Centre, Barra da Tijuca) en raison de travaux d'urbanisation, de réhabilitation, d'infrastructures de transport, de construction d'équipements sportifs et face aux risques environnementaux.
- (2) Les interventions ciblant plus spécifiquement les zones dynamiques contribuent à valoriser ces secteurs, y compris leurs quartiers de favelas, ce qui engendre des phénomènes spéculatifs offrant de nouvelles opportunités, mais produisant également des externalités négatives. D'une part, de nombreux habitants s'enrichissent et ces favelas accueillent de nouvelles classes moyennes ; d'autre part, les ménages plus vulnérables qui ne peuvent pas suivre l'augmentation des prix sont contraints à déménager.
- (3) La production de logements à destination des familles à faibles revenus se fait principalement dans les zones moins valorisées et donc plus périphériques pour disposer d'un foncier moins coûteux.

Il s'agit ici d'hypothèses, le manque de recul par rapport aux transformations urbaines en cours et l'absence de données statistiques ne nous permettant pas encore de conclure sur ce processus de périphérisation de la pauvreté.

Dans le contexte de transformation urbaine accélérée que connaît aujourd'hui la ville de Rio de Janeiro, la question de la justice socio-spatiale est centrale. Les grandes manifestations qui ont traversé le pays en juin 2013 attestent d'une situation où la revendication du droit à la ville et le désir de justice socio-spatiale se mêlent aux tensions sociales. L'une des plus grandes revendications lors de ce mouvement a concerné la mobilité urbaine afin de rééquilibrer le territoire *carioca*. Des millions de Brésiliens se sont alors réunis dans les rues des grandes métropoles pour revendiquer leurs droits, et principalement celui de participer à la fabrique de la ville et à la définition des priorités, en termes d'éducation et de santé par exemple. Ce climat de tensions témoigne du fait que la planification urbaine échappe à une partie de la population, et que bien souvent seule une poignée de privilégiés décident, la participation populaire intervenant plutôt *a posteriori*, comme dans de nombreux pays, pour légitimer les décisions. Sécurisation, urbanisation, réhabilitation prennent la forme de politiques ciblées qui ne concernent que certains territoires. Les mouvements sociaux qui ont réuni aussi bien les classes moyennes que les classes populaires, les habitants des quartiers formels que ceux des favelas, ont montré la volonté du peuple brésilien d'être partie prenante d'un projet collectif de politiques urbaines plus équitables et plus démocratiques.

Après avoir présenté dans un premier temps l'hypothèse de périphérisation de la pauvreté et de la violence, nous interrogerons les limites de la territorialisation de l'action publique face aux attentes de la population en termes de justice socio-spatiale. Enfin, nous observerons comment les tensions sociales sont de plus en plus visibles dans l'espace public, et la place qu'ont eue les habitants des favelas dans les manifestations de 2013.

I UNE RÉORGANISATION DE LA GÉOGRAPHIE DE LA PAUVRETÉ ET DE LA VIOLENCE ?

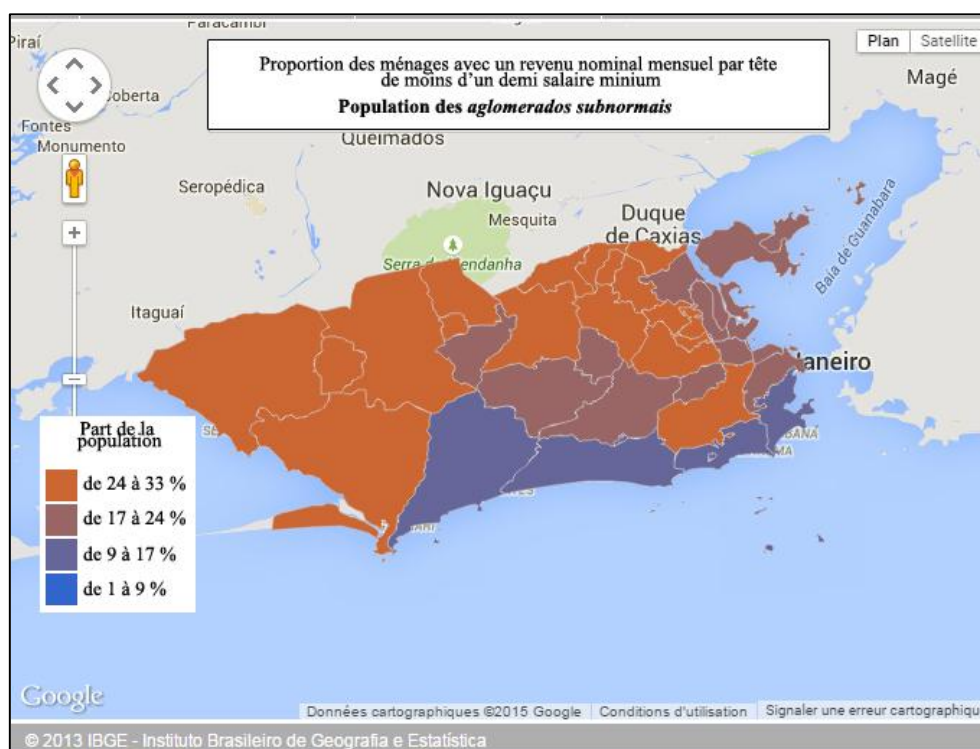
À travers la recherche d'efficacité et d'excellence, la métropole de Rio de Janeiro a mis en place de grands projets urbains afin de promouvoir l'image de la ville et d'attirer les investissements. Dans ce cadre, l'action publique cible des quartiers particuliers, il s'agit aussi bien d'espaces d'habitat précaire à valoriser, de secteurs qui doivent accueillir des équipements sportifs que de terrains destinés à la construction de logements « sociaux ». Le choix des espaces ciblés par les opérations urbaines a un impact significatif sur l'organisation socio-spatiale de la ville. Les interventions dans certaines favelas plutôt que d'autres contribuent à accroître les disparités entre ces espaces déjà très hétérogènes. Les conditions de vie dans les favelas de la Zone Sud tendent à s'améliorer, alors que celles situées dans des secteurs plus périphériques, ne faisant l'objet d'aucune intervention, sont encore largement sous-administrées et sous-équipées. Par ailleurs, le programme de pacification ne touche qu'une petite partie des favelas, principalement celles situées au centre et dans la Zone Sud, et dans une moindre mesure dans la Zone Nord, tandis que certains espaces restent encore des zones de non-droit en situation d'exception, contrôlées par des trafiquants ou des milices. Aussi, certains criminels venant des favelas pacifiées se déplaceraient vers les espaces où la police, et plus généralement l'État, sont moins présents.

1. Le choix des favelas ciblées par les actions publiques de sécurité et d'urbanisation

À Rio de Janeiro, les projets urbains concernent souvent des zones valorisées proches des pôles urbains et/ou des lieux d'accueil des événements sportifs (Zone Sud, Zone Centrale, Barra, Jacarepaguá, Maracanã, etc.). Lorsqu'il s'agit d'actions de sécurisation et d'urbanisation, le choix des favelas ne correspond pas nécessairement à des situations d'urgence liées à la pauvreté, au manque d'équipements, à l'insécurité ou à la violence. Les quartiers ciblés sont bien souvent des lieux stratégiques et symboliques de la ville (Bautès & Soares Gonçalves, 2011). Il s'agit ainsi d'actions publiques sélectives cherchant en priorité à renforcer la cohésion socio-spatiale des espaces centraux et valorisés. Le potentiel économique, la richesse, le degré de consolidation et la localisation des favelas sont autant de facteurs pouvant conduire à faciliter les interventions publiques.

Si la question de la pauvreté était une priorité dans le choix des espaces ciblés par les politiques de sécurité et d'urbanisation, l'action devrait alors se concentrer beaucoup plus sur les secteurs plus périphériques, dans les zones Ouest et Nord de Rio de Janeiro. En effet, comme le montre la carte ci-dessous, les ménages touchant moins d'un demi-salaire minimum se concentrent plus dans les zones Ouest et Nord et nettement moins dans la Zone Sud.

Carte 33 : Proportion des ménages vivant dans les favelas de Rio de Janeiro touchant moins d'un demi-salaire minimum



Source : IBGE, 2010 (<http://www.censo2010.ibge.gov.br/agsn2/>)

La hiérarchisation des espaces ciblés est particulièrement visible dans le cas de la politique de sécurité. La pacification a des limites géographiques puisqu'elle concerne d'abord les favelas localisées dans la Zone Sud et la Zone Centrale ainsi que dans les secteurs où se dérouleront des événements sportifs. Dans la Zone Nord, on observe qu'une majorité des favelas pacifiées se situent près des avenues reliant l'aéroport international au centre et à la Zone Sud. La Zone Ouest est encore très peu touchée par cette politique, alors qu'au moment du lancement de la politique de pacification, en 2008, le taux d'homicides y était nettement supérieur à celui observé dans la Zone Sud, mais inférieur à celui de la Zone Nord, où l'on trouve les plus grandes favelas de la ville.

Tableau 46 : Homicides à Rio de Janeiro en 2008 selon les Zones⁶⁷

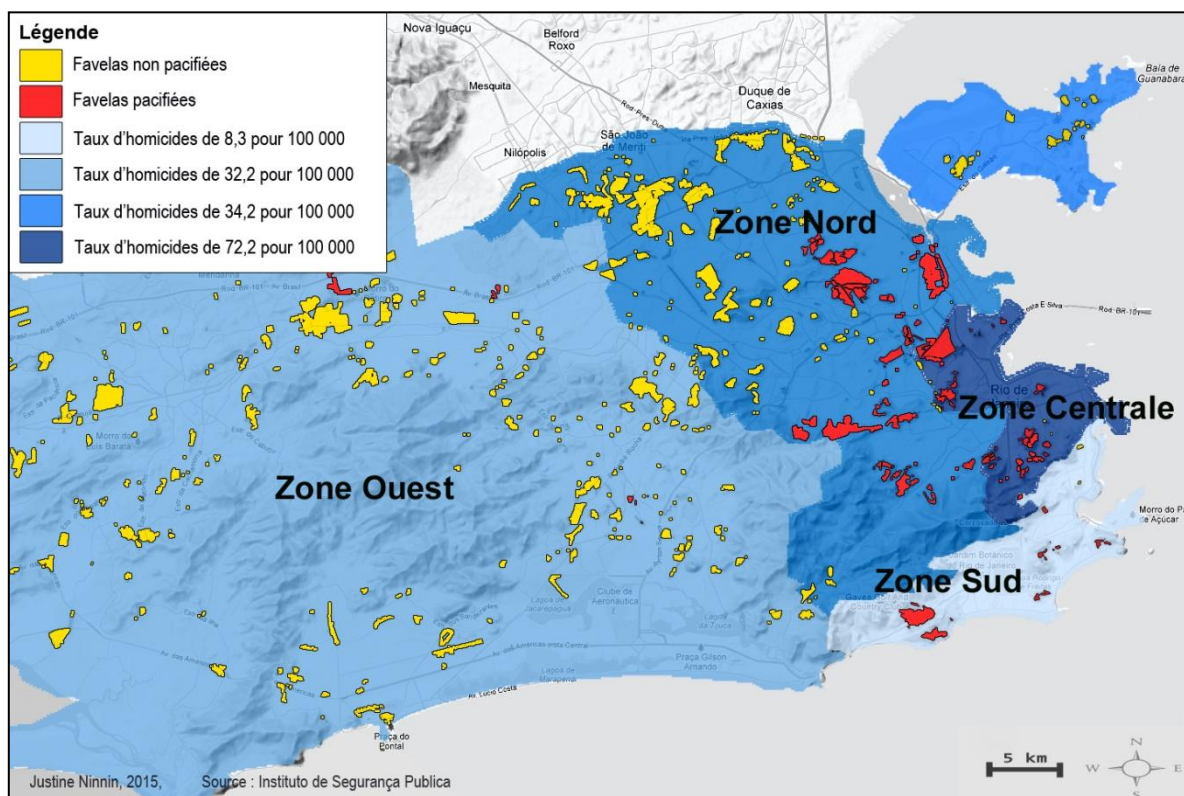
	Nombre d'homicides	Nombre d'habitants	Superficie (ha)	Taux d'homicides pour 100 000 hab.
Zone Centrale	102 ⁶⁸	141 363	21	72,2
Zone Nord	962	2 810 148	261	34,2
Zone Ouest	955	2 964 845	881	32,2
Zone Sud	50	601 609	42	8,3

Source : ISP

⁶⁷ Le découpage territorial utilisé par l'Institut de Sécurité Publique ne correspond pas à la division administrative en Zones de Planification (AP) (cf. carte annexe 4 et 5). Dans le découpage de l'ISP, la Zone Ouest comprend les quartiers de Barra da Tijuca et Jacarepaguá alors que selon la division administrative ces deux secteurs ne font pas partie de la même Zone de Planification (AP 4 pour Barra da Tijuca et Jacarepaguá et AP 5 pour la Zone Ouest).

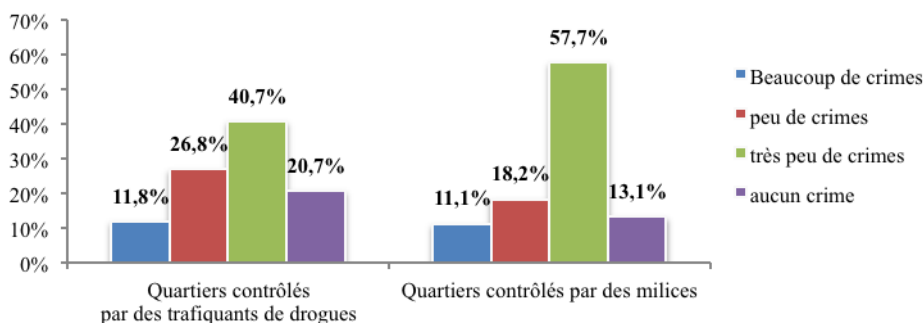
⁶⁸ Le Centre a un taux d'homicides relativement élevé comparativement à sa population, car cette zone est très fréquentée alors qu'il y a peu de résidences. Ainsi, il s'agit bien souvent d'homicides de personnes qui ne résident pas dans le Centre.

Carte 34 : Localisation des favelas pacifiées jusqu'en 2014 et taux d'homicides en 2008 (début de la politique de pacification) dans les zones de Rio de Janeiro



Concernant les favelas de la Zone Ouest, elles sont principalement sous contrôle des milices. Or, pour l'instant, seulement une favela tenue par les milices a été pacifiée, alors que les milices dominent la majorité des favelas : sur 997 favelas, 166 ont été pacifiées, 455 sont encore dominées par des milices et 362 par les trafiquants⁶⁹. Selon les résultats de l'enquête de victimisation menée par le NUPEVI entre 2006 et 2007 présentés par Alba Zaluar et Isabel Siqueira Conceição (2007), les habitants témoignent d'une quantité plus faible de crimes, mais d'un plus grand nombre d'agressions, dans les secteurs contrôlés par les milices que dans ceux sous la coupe des trafiquants de drogues.

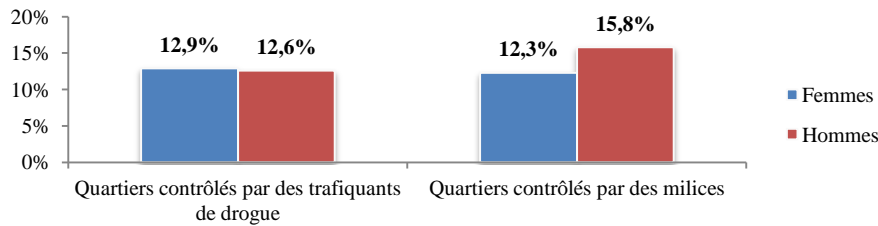
Graphique 35 : Crimes vus ou entendus par les habitants des secteurs contrôlés par les trafiquants de drogues et les milices à Rio de Janeiro en 2007



Source : Nupevi/IPP/Finep, étude de victimisation de 2007 (Siqueira Conceição & Zaluar, 2007, p. 97)

⁶⁹ Groupe de recherche du NUPEVI sous la direction d'Alba Zaluar, UERJ, mai 2013.

Graphique 36 : hommes et femmes ayant déjà été agressés dans les secteurs contrôlés par les trafiquants de drogues et les milices à Rio de Janeiro en 2007



Source : Nupevi/IPP/Finep, étude de victimisation de 2007 (Siqueira Conceição & Zaluar, 2007, p. 98)

Le taux d'homicides dans la Zone Ouest reste relativement proche de celui de la Zone Nord (34,2 contre 32,2 pour 100 000 habitants en 2008). Mais il pourrait y avoir une sous-estimation plus importante des homicides dans ces deux zones liée à la peur de dénoncer les crimes dans les secteurs contrôlés par les milices ou les trafiquants (Siqueira Conceição & Zaluar, 2007 ; Zaluar, 2012). Face aux statistiques de criminalité, la Zone Sud était donc loin d'être prioritaire pour recevoir les opérations de pacification ; or, c'est bien dans cette zone que se sont installées les premières UPP.

Concernant les programmes d'urbanisation et de développement économique et social, ils sont le plus souvent mis en place dans les favelas pacifiées, puisque la pacification facilite les interventions des pouvoirs publics. Or, il ne s'agit pas nécessairement des favelas les plus démunies en termes d'infrastructures, d'équipements et de services. Par exemple, le PAC-Favelas cible les grandes favelas et les complexes de favelas à Rio de Janeiro : Rocinha, Complexo de Alemão et Manguinhos dans la Zone Nord. Or elles ont déjà fait l'objet de nombreux programmes et projets, ceci n'étant pas forcément lié à des besoins supérieurs, mais plus au fait qu'elles sont les plus peuplées et que leurs habitants ont une réelle capacité de mobilisation.

L'action publique semble suivre des logiques économiques, en ciblant plus particulièrement des favelas où la perte de valeur et de profits potentiels est plus importante en raison du manque de présence de l'État pour assurer l'ordre et les normes formelles, et également à cause de leur contrôle par des groupes criminels. Il s'agit de permettre à ces quartiers de développer leur potentiel économique jusque-là restreint, bien que déjà important (Neri, 2011). Affirmer la présence de l'État dans ces espaces et les inclure dans la ville formelle offrent à la municipalité et aux entreprises de nouvelles opportunités économiques. Rocinha ou le Complexo de Alemão génèrent par exemple des flux économiques importants du fait de la forte présence d'entreprises locales. Les petites favelas des zones Sud et Centrale comme Vidigal, Cantagalo, Babilônia, Chapeu Mangueira ou encore Morro da Providência attirent quant à elles de plus en plus d'investisseurs et de touristes. Dans cette logique économique, leur pacification et leur régularisation constituaient une priorité. L'essor économique qui accompagne l'action publique participe à l'ascension sociale de certains habitants qui y trouvent des possibilités de réaliser des profits. Ceux qui s'enrichissent ne quittent pas nécessairement les favelas pour s'installer dans des quartiers plus aisés, puisqu'ils bénéficient de travaux d'aménagement des espaces publics, d'accessibilité, de création d'équipements et de services ; de plus, grâce à l'augmentation de leurs revenus, les habitants investissent dans leur logement. Cependant, les phénomènes spéculatifs accompagnant cet

essor économique peuvent pousser certains habitants à déménager vers des espaces plus éloignés, car ils ne peuvent se maintenir sur place face à l'augmentation du coût de la vie. Ce dernier phénomène est cependant trop récent pour être quantifié.

Le potentiel économique, la localisation des favelas et leur capacité de mobilisation sont autant de facteurs qui favorisent l'intervention des pouvoirs publics. On pourrait faire ici le parallèle avec la logique de classement des favelas entre « utiles » et « parasitaires » analysé par Rafael Soares Gonçalves dans la seconde moitié du XX^e siècle où certaines favelas étaient tolérées et d'autres éradiquées (Soares Gonçalves, 2010). À cette époque, les favelas « utiles » étaient celles situées dans les secteurs fortement demandeurs en main d'œuvre et dont les terrains n'étaient pas recherchés par le marché immobilier : les secteurs péri-centraux ou périphériques, alors que les favelas « parasitaires » étaient localisées dans la Zone Sud ou dans les quartiers de classes moyennes convoités par le marché immobilier. Aujourd'hui, les critères de potentiel économique et le degré de consolidation interne sont des facteurs qui s'ajoutent aux classifications précédentes pour décider lesquelles seront pacifiées, puisqu'il n'existe plus de projet d'éradication de favelas entières similaire à ceux de la dictature.

Au regard des statistiques présentées par le Comitê Popular da Copa e Olimpíadas, il semblerait que les déplacements de population aient plus souvent lieu dans les zones valorisées ou en cours de valorisation, qui font l'objet de nombreuses opérations d'urbanisme, comme à Barra da Tijuca, Recreio, Jacarepaguá, Tijuca, et dans toute la Zone Sud. Selon cette source, plus de 50 % des évictions ont lieu dans ce type d'espaces (cf. tableau 47). 2776 familles ont été déplacées dans ces quartiers sur un total de 4772.

Tableau 47 : Nombre de familles déplacées ou menacées d'expulsion, en relation avec les zones valorisées (figurées en jaune) à Rio de Janeiro

Zone	Favela ⁷⁰	Familles déplacées	Familles menacées de déplacement	Total de familles résidentes	Justifications données
Nord	Largo do Campinho/Campinho	65		65	BRT Transcarioca
Nord	Rua Domingos Lopes (Madureira)	100		100	BRT Transcarioca
Nord	Rua Quáxima (Madureira)	27		27	BRT Transcarioca
Nord	Penha Circular	40		40	BRT Transcarioca
Ouest	Largo do Tanque (Jacarepaguá)	66		66	BRT Transcarioca
Ouest	Arroio Pavuna (Jacarepaguá)	73	23	96	Accès aux nouveaux lotissements, Viaduc du BRT Transcarioca, Protection de l'environnement
Nord	Villa das Torres (Madureira)	1 017		1 017	Construction du Parc Municipal de Madureira
Ouest	Restinga (Recreio)	80		80	BRT Transoeste
Ouest	Villa Harmonia (Recreio)	120		120	BRT Transoeste
Ouest	Villa Recreio II (Recreio)	235		235	BRT Transoeste
Ouest	Notredame (Recreio)	52		52	BRT Transoeste
Ouest	Villa da Amoedo	50		50	BRT Transoeste
	Zone non identifiée	129		129	BRT Transoeste
Ouest	Villa Taboinha		400	400	Récupération des terrains par le propriétaire
Ouest	Asa Branca (Curicica)			4 500	BRT Transolímpica
Ouest	Villa Azaleia (Curicica)		100	100	BRT Transolímpica
Ouest	Villa União (Curicica)		700	700	BRT Transolímpica
Ouest	Colônia Juliano Moreira		400	400	BRT Transolímpica
Nord	Metrô Mangueira	518	46	612	Parking pour le stade du Maracanã
Ouest	Villa Autódromo (Jacarepaguá)	200	350	550	Parc Olympique , BRT Transolímpica, Protection de l'environnement
Nord	Belém-Belém (Pilares)		300	300	Construction de voies d'accès pour le stade João Havelange (Engenhão)
Centre	Favela do Sambódromo	60		60	Élargissement du Sambódromo
Centre	Morro da Providência	140	60	832	Construction d'un téléphérique et d'un plan incliné, Zone à risques
Centre	Occupation Machado de Assis	150		150	Projet Porto Maravilha
Centre	Occupation Flor do Asfalto	30		30	Projet Porto Maravilha
Centre	Occupation na Rua do Livramento		400	400	Projet Porto Maravilha
Centre	Occupation Boa Vista	35		35	Projet Porto Maravilha
Centre	Quilombo das Guerreiras	70		70	Projet Porto Maravilha
Centre	Zumbi dos Palmares	133		133	Projet Porto Maravilha
Centre	Occupation Carlos Marighela	47		47	Projet Porto Maravilha
Centre	Occupation Casarão Azul	70		70	Projet Porto Maravilha
Sud	Tabajaras / Estradinha	252	10	352	Zone à risques
Ouest	Virgolândia (Jacarepaguá)	600		600	Protection de l'environnement
Sud	Pavão-Pavãozinho	300		300	Zone à risques
Sud	Santa Marta		150	150	Zone à risques
Sud	Vidigal		40	40	Zone à risques
Sud	Horto	3	520	523	Protection de l'environnement et du patrimoine historique
Nord	Indiana (Tijuca)	110	517	627	Zone à risques
Nord	Manguinhos		900	900	Zone à risque
	Sous-Total des évictions dans les zones valorisées	2 766	2 070	5 488	
	Total	4 772	4 916	9 429⁷¹	

Source : (Comitê Popular da Copa e Olimpíadas do Rio de Janeiro, 2014, p. 36)

⁷⁰ Certains des espaces présentés dans ce tableau ne sont pas des favelas, mais des invasions (squats) d'immeubles appartenant notamment aux pouvoirs publics. Et certains de ces espaces ne sont pas des lieux de résidence, mais des zones de commerces illégaux.

⁷¹ Il y a de toute évidence une erreur de calcul, ce chiffre ne correspondant ni au nombre total des familles habitant dans les favelas où il y a des opérations de déplacement (14 958) ni au total des familles déplacées et menacées (9 688). Cette erreur montre les limites de la fiabilité de ces données.

Si les interventions dans le cadre de travaux d'urbanisation et de protection de l'environnement nécessitant la démolition de logements visent à améliorer les conditions de vie dans les quartiers concernés, on peut s'interroger sur les bénéficiaires des interventions liées aux équipements pour les méga-événements : une fois la Coupe du Monde et les Jeux Olympiques passés, à qui profiteront les nouvelles installations ? Certains équipements sont modulables pour servir à d'autres usages après les événements sportifs. Les villages olympiques peuvent par exemple être transformés en résidences comprenant des logements sociaux.

2. Les équipements pour les méga-événements : un héritage collectif ?

Les équipements sportifs ne sont pas envisagés uniquement pour l'organisation des événements, mais dans une perspective de long terme, dans le but de laisser un héritage. S'agira-t-il d'un héritage au bénéfice de la majorité ou au contraire profiteront-ils seulement à un petit groupe de personnes aisées ? Les espaces libérés vont-ils être utilisés pour la mise en œuvre de projets de logements sociaux comme le prévoit la loi fédérale 11.124 (art.4) de 2005, ou vont-ils être revendus au secteur privé ? Afin de maximiser les bénéfices liés à cet héritage, le choix des emplacements pour la réalisation de ces équipements est stratégique, et on peut s'interroger sur les bénéficiaires effectifs de ces projets. Selon João Sette, chercheur à l'Université de São Paulo, « ce qu'il y a de plus pervers dans les méga-événements est le fait que les investissements sont faits avec l'argent public, mais que les profits sont privés. » (Borius, 2010, p. 6). L'implantation des équipements olympiques favorise des zones privilégiées, comme Barra da Tijuca, lieu d'installation du Parc Olympique et principal quartier d'expansion immobilière à Rio, avec de grandes avenues et des *condominios* ultra-sécurisés. On peut par exemple s'interroger sur le devenir du terrain public de la Villa Autódromo, qui accueille une partie des installations pour les Jeux Olympiques (centre international des médias, centre d'entraînement et quartier de résidence des athlètes) (cf. photographies n°88, 89 et 90).

Photographie 88 : La future Villa Olímpica située dans le quartier de Jacarepaguá



Source : <http://www.cidadeOlímpica.com.br/galeria/parque-olimpico-6/>

Photographie 89 : La favela Vila Autódromo et la future Villa Olímpica



Source : Júlio César Guimarães/UOL, <http://olimpiadas.uol.com.br/album/2013/12/12/villa-Autódromo.htm>

Photographie 90 : Ilha Pura : le quartier de résidence des athlètes



Source : vejario.abril.com.br, aout 2014

La résidence des athlètes est un projet financé par le secteur privé conçu pour accueillir les sportifs durant les jeux, composé de 31 immeubles de 17 étages, qui seront ensuite transformés en résidences privées. On peut s'interroger sur les clientèles auxquelles ce projet s'adresse. À Barcelone, le quartier Villa Olímpica est ainsi devenu un exemple de gentrification accélérée au lendemain des jeux. En effet, si au départ il était habité en majorité par des ouvriers, une grande partie des logements de la Villa Olímpica ont été occupés par des populations de classes supérieures, jeunes et diplômées, et actuellement le prix moyen du m² est l'un des plus élevés de la ville (7000 €/m²) (Pointelin, 2011). Plus généralement, les Jeux Olympiques de Barcelone ont participé à l'augmentation des prix du logement à la location et à la vente (avec une hausse respective de 145 et de 139 % entre 1986 et 1993) (Centre on Housing Rights and Evictions, 2008). Si les quartiers de Barra-Jacarepaguá sont actuellement moins valorisés que ceux de la Zone Sud et sont principalement habités par des classes moyennes en ascension sociale, l'augmentation des prix de l'immobilier y est toutefois

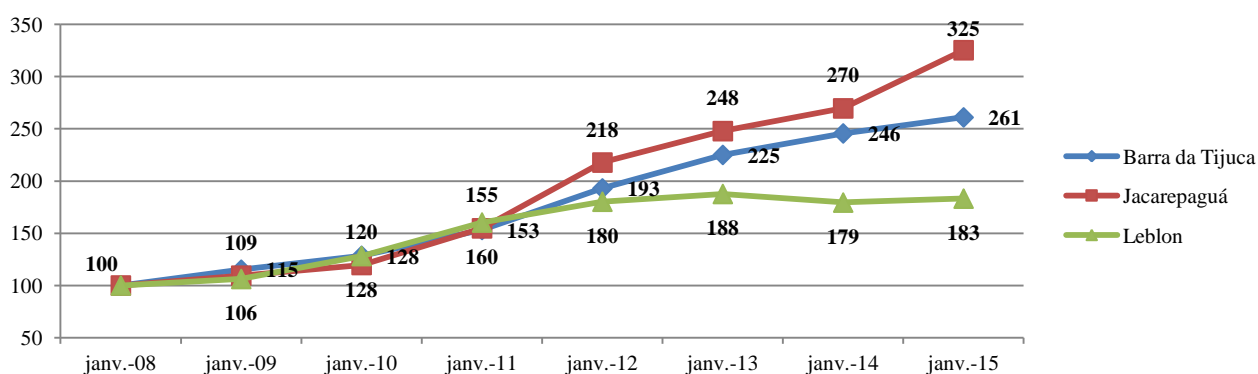
impressionnante. Ainsi, les installations prévues pour l'organisation des jeux Olympiques dans la région de Barra-Jacarepaguá risquent de renforcer la spéculation foncière et immobilière déjà importante dans ce secteur qui deviendra de moins en moins accessible aux catégories de population moins favorisées.

Tableau 48 : Évolution du prix de vente au m² des appartements dans les quartiers de Barra da Tijuca, Jacarepaguá et Leblon entre 2008 et 2015

	janv-08	janv-09	janv-10	janv-11	janv-12	janv-13	janv-14	janv-15
Barra da Tijuca	3 752 R\$	4 321 R\$	4 819 R\$	5 749 R\$	7 242 R\$	8 445 R\$	9 218 R\$	9 794 R\$
Jacarepaguá	1 990 R\$	2 177 R\$	2 381 R\$	3 080 R\$	4 334 R\$	4 933 R\$	5 366 R\$	6 475 R\$
Leblon	7 089 R\$	7 531 R\$	9 090 R\$	11 366 R\$	12 779 R\$	13 305 R\$	12 722 R\$	12 989 R\$

Source : Zap Immoveis (<http://www.zap.com.br/imoveis/fipe-zap-b/>)

Graphique 37 : Évolution du prix de vente au m² dans les quartiers de Barra da Tijuca, Jacarepaguá et Leblon entre 2008 et 2015 (base 100 en 2008)



Source : Zap Immoveis (<http://www.zap.com.br/imoveis/fipe-zap-b/>)

Si Barra da Tijuca et Jacarepaguá sont bien moins valorisés qu'un quartier comme Leblon, la croissance des prix de vente y est beaucoup plus forte, particulièrement à Jacarepaguá. Il est toutefois difficile de mesurer l'incidence effective de l'accueil des Jeux Olympiques dans ces quartiers sur l'augmentation des prix de l'immobilier.

Face à ces processus spéculatifs dans les zones situées à proximité des pôles urbains, la construction de résidences accessibles aux familles ayant de faibles revenus se localise dans des secteurs de plus en plus excentrés.

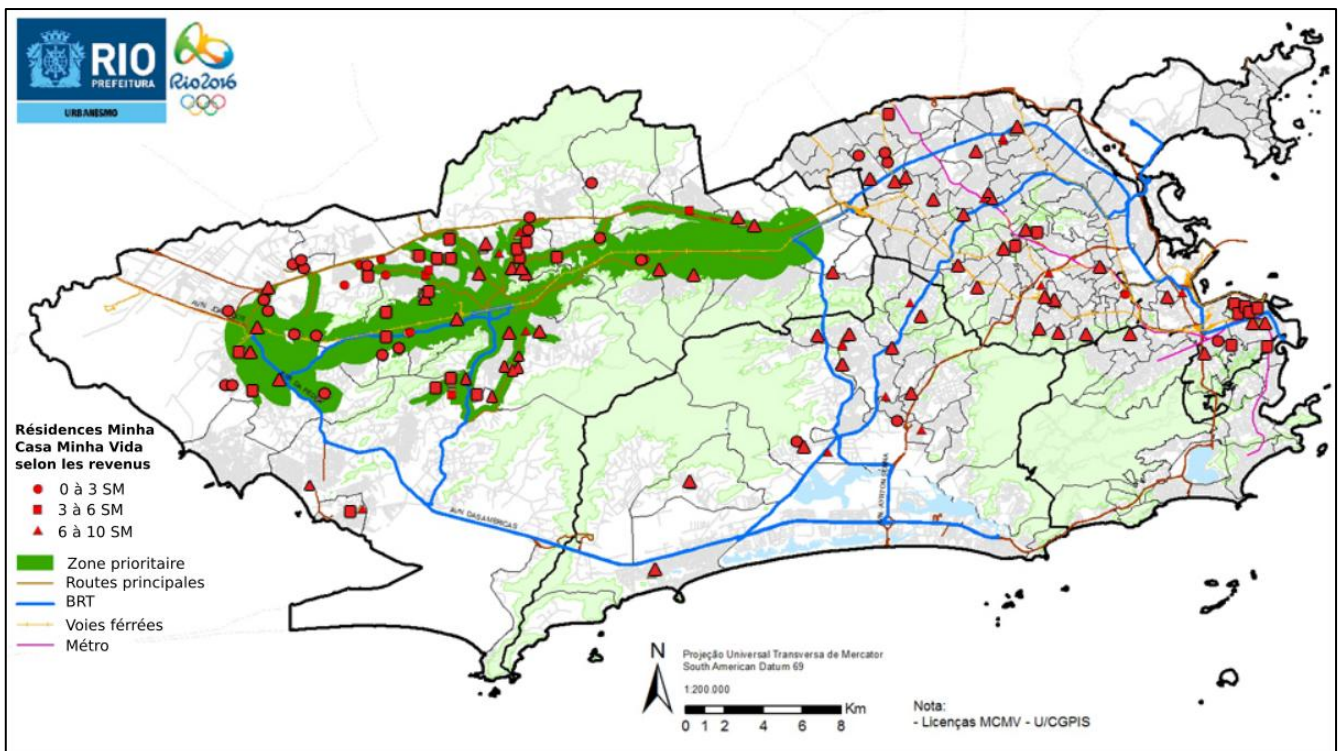
3. Une production de logements sociaux dans des quartiers excentrés

L'intensification, au cours des dernières années, de la production de logements à destination des familles modestes est tout autant une tentative de répondre au manque de logements à des prix accessibles que de stimuler le secteur de la construction dans un contexte de crise financière (*subprimes*). Selon Marie-France Prévôt-Schapira et Françoise Dureau (2013), le déficit de logements n'est plus seulement perçu comme un problème social, mais aussi comme une question de croissance économique :

« La question du déficit de logements a pris une valeur nouvelle aux yeux des autorités publiques. Si elle reste une urgence sociale, elle est de plus en plus assimilée à un levier de croissance et intégrée à l'arsenal des dispositifs contra-cycliques de stimulation de l'économie. Le logement, y compris celui des « pauvres », devient un des moteurs du « boom immobilier » et de l'économie métropolitaine. [...] La production du logement social de marché est ainsi placée au centre des stratégies de développement des promoteurs. » (Prévôt-Schapira & Dureau, 2013, p. 37).

Au Brésil, plutôt que des logements sociaux, il s'agit de programmes de logement social de marché, comme par exemple le programme national Minha Casa Minha Vida qui s'accompagne d'un important volet financier offrant des solutions avantageuses pour permettre aux bénéficiaires de devenir propriétaires. Ce programme cible les populations touchant moins de 10 salaires minimum et est associé à des mécanismes de financiarisation qui permettent aux populations de rembourser leur logement sur des délais longs (de 20 ou 30 ans). Le financement s'adapte aux revenus et aux capacités contributives des familles : les familles touchant moins de 1 600 R\$ ont par exemple la possibilité de financer leur logement par un versement mensuel de 5 % de leur revenu brut (au minimum 25 R\$). En 2009, ce programme prévoyait la construction d'un million de logements dans l'ensemble du pays, puis il a été étendu en 2011 à deux millions supplémentaires. Au total, l'État de Rio de Janeiro va bénéficier du financement dans ce cadre de 197 328 logements, ce qui devrait permettre de reloger une partie des populations déplacées. Les entreprises privées qui réalisent les travaux choisissent la localisation, les catégories de population ciblées et la configuration des logements (Cardoso, Nunes Junior, & Araújo, 2013). De ce fait, les constructions de logements populaires se trouvent principalement dans les Zones Ouest et Nord de la ville qui disposent encore de nombreux terrains aménageables où le prix du foncier n'est pas excessif, contrairement à la Zone Sud. De plus, les données montrent que ces zones accueillent le plus grand nombre de favelas, ces logements apparaissent ainsi comme une possibilité pour les ménages résidant dans les favelas alentours d'accéder à des logements formels.

Carte 35 : Localisation des logements du programme Minha Casa Minha vida à Rio de Janeiro (jusqu'en 2013)



Source : Coordination Générale de Planification Urbaine (traduction Justine Ninnin)
 (<http://www.rio.rj.gov.br/web/smu/exibeconteudo?id=2069710>)

Toutefois, Minha Casa Minha Vida n'est pas le seul programme construisant des logements accessibles. Par exemple, dans le cadre du PAC-favela, des résidences ont été

construites directement dans les favelas afin de reloger une partie des habitants déplacés dans le cadre des travaux d'urbanisation, comme à Rocinha ou dans la favela de Pavão-Pavãozinho où respectivement 144 et 120 appartements ont été construits. Il s'agit cependant de constructions ponctuelles pour répondre à un besoin local, plus que d'un réel programme de construction massive de logements accessibles, contrairement à Minha Casa Minha Vida.

La Zone Centrale et la Zone Sud regroupent à peine 0,1 % de la production de logements du programme, notamment car il n'y a plus de terrains constructibles, alors que la Zone Ouest accueille plus de la moitié des projets et la Zone Nord 29,1 %. La zone Barra-Jacarepaguá rassemble 19 % des logements : 15 % à Cidade de Deus, 11 % sur l'Estrada da Bandeirante dans le quartier de Recreio et le reste, 74 %, à Jacarepaguá. Si les zones valorisées de Barra da Tijuca et Jacarepaguá accueillent tout de même une part significative de ces logements (près d'un cinquième) c'est notamment parce qu'une grande partie des démolitions de maisons ont lieu dans ce secteur (zones à risque, construction d'installations sportives et d'infrastructures de transport, etc.), et que la loi prévoit que les relogements s'effectuent dans la mesure du possible dans le même quartier. On constate toutefois que les logements construits dans ces deux quartiers n'accueillent pas les plus démunis : les 3/4 sont destinés à des ménages touchant entre 6 et 10 salaires minimum. Au contraire, la Zone Ouest accueille majoritairement des logements ciblant les ménages gagnant au plus 3 salaires minimum.

Tableau 49 : Répartition par zone des logements du programme Minha Casa Minha Vida selon les revenus des ménages

Zones	Nombre de logements selon les catégories de ménages ciblés dans les résidences ⁷² (en fonction des revenus exprimés en salaires minimum)							Effectif total	%
	de 0 à 3	de 3 à 6	de 4 à 6	de 3 à 10	de 6 à 10	10	Non renseigné		
Zone Centrale (AP1)		34						34	0,1
Zone Sud (AP2)								0	-
Zone Nord (AP3)	4 498	540	197	563	4 415			10 213	29,1
Zone Barra – Jacarepaguá (AP4)	1 456			192	5 068			6 716	19,1
Zone Ouest (AP5)	11 724	3 034		234	3 019	48	99	18 158	51,7
Total	17 678	3 608	197	989	12 502	48	99	35 121	100

Source : Municipalité de Rio de Janeiro

(données disponibles sur <http://www.rio.rj.gov.br/web/smu/exibeconteudo?article-id=2069711>)

Tableau 50 : Répartition des logements du programme Minha Casa Minha Vida exprimé en fonction du nombre de salaires minimum et des zones (en %)

Zones	Part de logements selon les catégories de ménages ciblés dans les résidences (en fonction des revenus exprimés en salaires minimum)						
	de 0 à 3	de 3 à 6	de 4 à 6	de 3 à 10	de 6 à 10	10	Non renseigné
Zone Centrale (AP1)		100%					
Zone Nord (AP3)	44,0%	5,3%	1,9%	5,5%	43,2%		
Zone Barra / Jacarepaguá (AP4)	21,7%			2,9%	75,5%		
Zone Ouest (AP5)	64,6%	16,7%		1,3%	16,6%	0,3%	0,5%
Total	50,3%	10,3%	0,6%	2,8%	35,6%	0,1%	0,3%

Source : municipalité de Rio de Janeiro

(données disponibles sur <http://www.rio.rj.gov.br/web/smu/exibeconteudo?article-id=2069711>)

⁷² Certaines résidences offrent des appartements uniquement pour des populations ayant des tranches de revenus rapprochés (de 3 à 6 salaires minimums par exemple) d'autre proposent des tranches de revenus plus larges (de 3 à 10 salaires minimums par exemple).

Les lieux choisis pour la construction de ces logements accessibles aux catégories modestes peuvent présenter des infrastructures, des équipements et des services insuffisants pour l'accueil d'un grand nombre d'habitants.

« En considérant le prix de la terre comme variable déterminante pour le choix de la localisation du projet immobilier d'initiative privée (en fonction des marges et du profit), on identifie une périphérisation progressive de la production destinée aux familles aux faibles revenus. Le marché cherche des terrains moins chers, ce qui finit par diriger les projets vers des zones à la marge des espaces urbanisés et généralement qui manquent d'infrastructures et de services minimum » (Cardoso, Nunes Junior, & Araújo, 2013, p. 6).

Ceci montre que bien souvent la conception de l'habitat se limite au logement. Or, l'habitat, c'est à la fois l'habitation, l'espace de vie et les itinéraires du quotidien (Paquot, Lussault, & Younès, 2007). L'habitat peut également être envisagé sous l'angle de la sécurité ; or, les lieux choisis pour la production de logements accessibles ne garantissent pas toujours cette sécurité, du fait de l'éloignement des zones d'emploi, des centres de santé, des écoles, et plus généralement des équipements et services urbains. Ceci étant particulièrement le cas des résidences situées dans la Zone Ouest (AP 5). Parfois, les relogements consécutifs aux déplacements conduisent à une baisse du sentiment de sécurité : insécurité de l'emploi en raison d'une augmentation de la distance domicile-travail, ou encore insécurité des personnes relogées dans des zones tenues par des milices ou par des factions. Si les programmes comme Minha Casa Minha Vida mettent effectivement en avant la fonction sociale du logement et de l'accès à la propriété en donnant l'occasion à des familles moins favorisées de devenir propriétaires, les zones de logements sociaux sont toutefois loin de disposer des mêmes aménités urbaines que les secteurs centraux. Ceci montre que le gain d'une certaine forme de sécurité par l'accès à la propriété d'un logement formel s'accompagne parfois d'une perte en termes d'accès aux équipements, aux services, à la sécurité des personnes et des biens etc.). Ceci s'observe notamment dans le cadre de la politique de sécurité : non seulement ces secteurs excentrés sont très peu touchés par la politique de pacification, mais l'insécurité pourrait avoir tendance à y augmenter face à la migration de la criminalité.

4. L'impact de la pacification sur la migration de la violence ?

L'une des critiques souvent émises à l'encontre des politiques territorialisées de sécurisation repose sur l'hypothèse d'une migration des trafiquants et de la criminalité vers les zones qui ne sont pas ciblées par ces politiques. Toutefois, toute une partie du territoire n'est pas accessible aux trafiquants puisque contrôlée par des milices. Au fur et à mesure de la sécurisation des centres, la violence se déplacerait vers des secteurs excentrés. Le déplacement des violences dans l'espace urbain s'observe à différentes échelles, aussi bien entre favelas qu'entre quartiers, entre zones ou encore entre villes. Lorsqu'une favela est pacifiée, certains trafiquants sont emprisonnés, d'autres restent sur place et continuent le trafic de façon moins ostentatoire, ou bien une partie d'entre eux fuit vers d'autres quartiers non pacifiés. Certains habitants de Rocinha ont par exemple témoigné de l'arrivée de quelques trafiquants venus des favelas du centre ou de la Zone Nord lorsque ces dernières ont été pacifiées. Ces mêmes trafiquants auraient à nouveau fui avec l'arrivée de l'UPP à Rocinha en 2012.

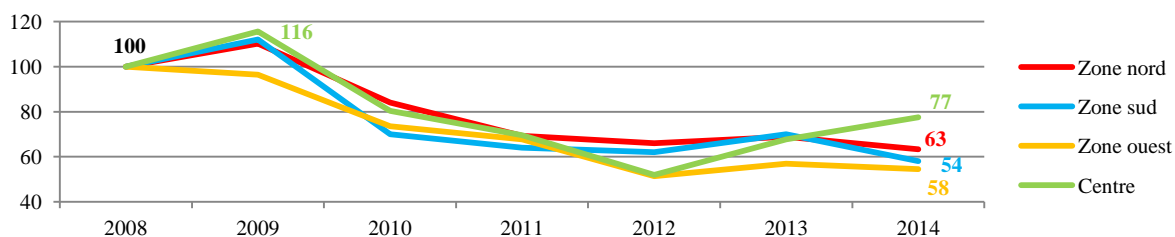
« À Laboriaux, lorsque la municipalité a déplacé certains habitants, vers 2011, pour faire les travaux face aux risques d'éboulement, certaines maisons sont restées vides en attendant les travaux et leur destruction,

et il y a eu beaucoup d'invasions. On a vu arriver par exemple des bandits des favelas pacifiées. Quand Rocinha a été pacifié, ils ont fui vers Bangu, Niteroi. » (Entretien avec Paulo, agent de santé à Rocinha, le 02/06/2014).

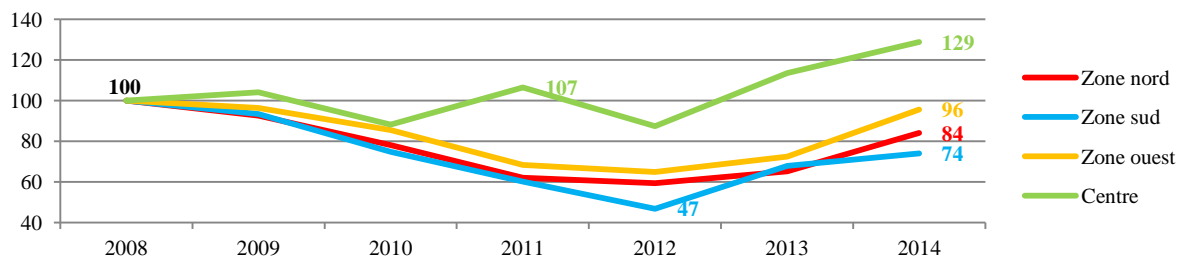
À l'échelle des zones de Rio de Janeiro, le déplacement des violences, crimes et délits n'est toutefois pas aussi net. En observant par exemple l'évolution des homicides depuis 2008, on remarque qu'ils ont diminué plus sensiblement dans la Zone Ouest que dans la Zone Centrale, alors que cette dernière est plus touchée par les opérations de pacification. On observe également qu'au Centre, les vols avec violence ont augmenté depuis 2008, alors que dans les autres zones, ils ont globalement diminué. Par ailleurs, le nombre de vols sans violence a augmenté de façon plus significative dans les zones principalement ciblées par la politique de pacification : au centre, ils ont augmenté de 41 %, dans la Zone Sud de 28 %, alors qu'au contraire ils ont diminué de 9 % dans la Zone Nord. C'est également dans les zones Sud et Centrale que les agressions physiques ont le plus augmenté (respectivement + 42 % et + 68 %). Enfin, on constate une diminution générale des actes de résistance (homicides liés à une intervention policière) dans toutes les zones.

Graphiques 38 : Évolution des violences dans les zones à Rio de Janeiro entre 2008 et 2014 (ibase 100 en 2008)

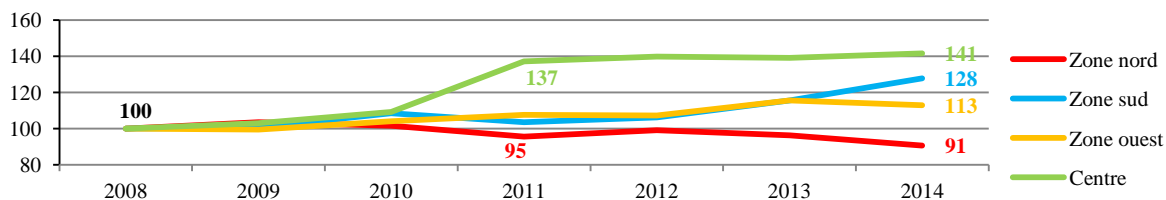
38.a : Évolution des homicides



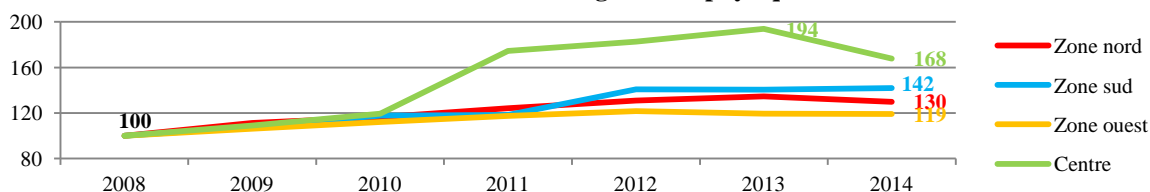
38.b : Évolution des vols avec violence (roubos)



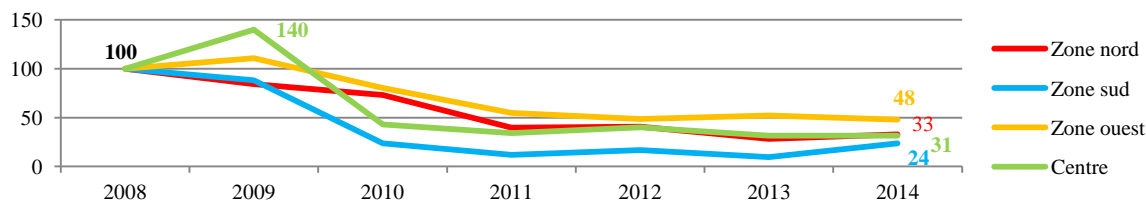
38.c : Évolution des vols sans violence (furtos)



38.d : Évolution des agressions physiques



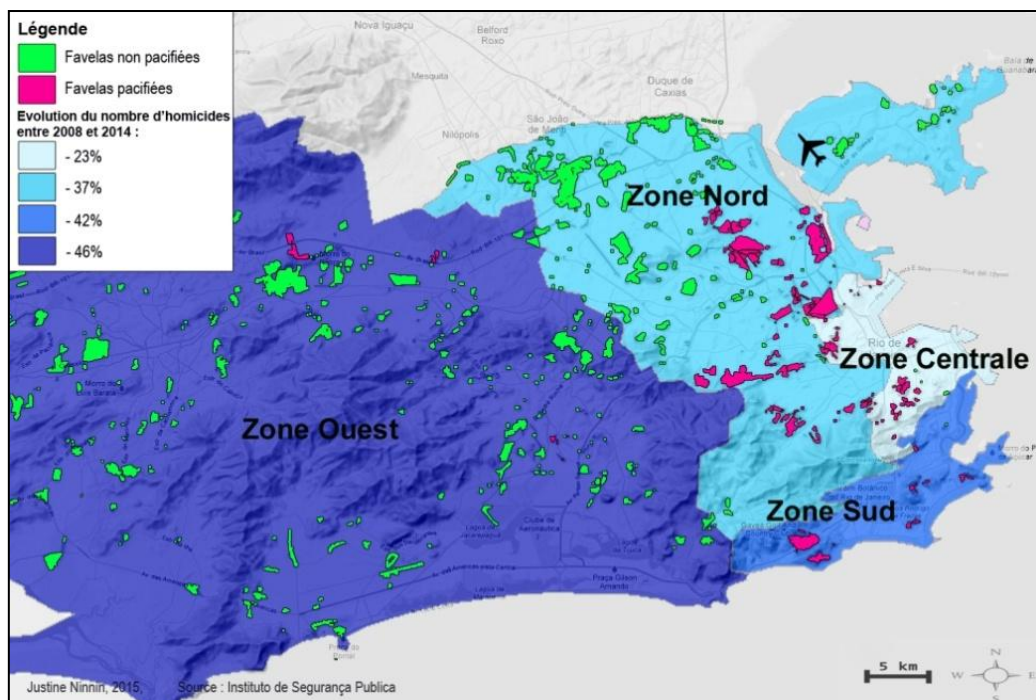
38.e : Évolution des actes de résistance



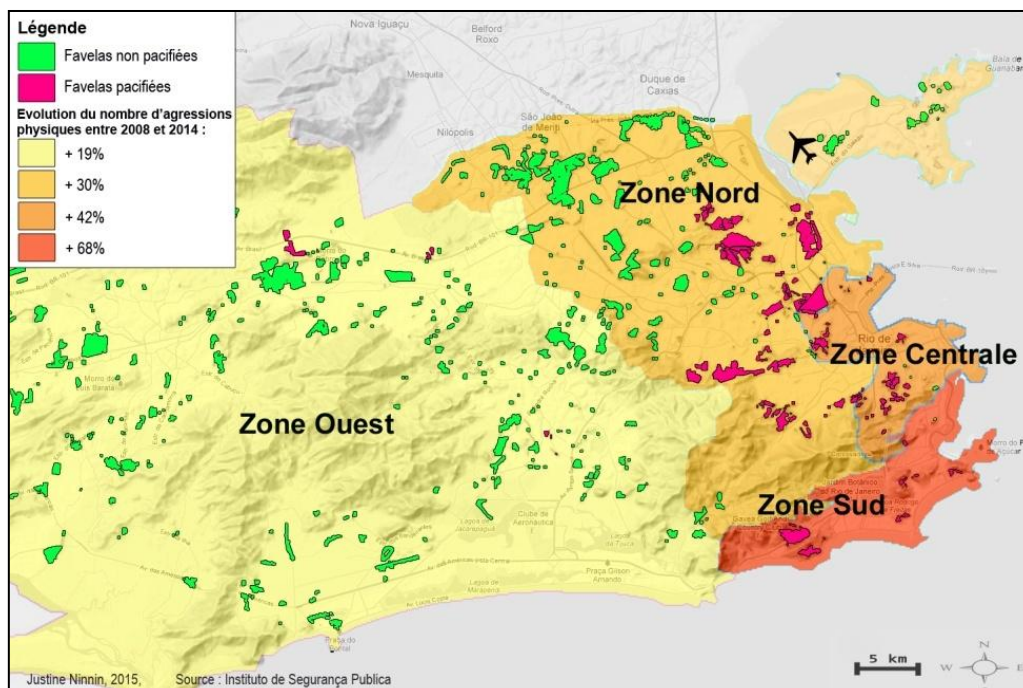
Source : ISP

Cartes 36 : Évolution des violences dans les zones de Rio de Janeiro entre 2008 et 2014

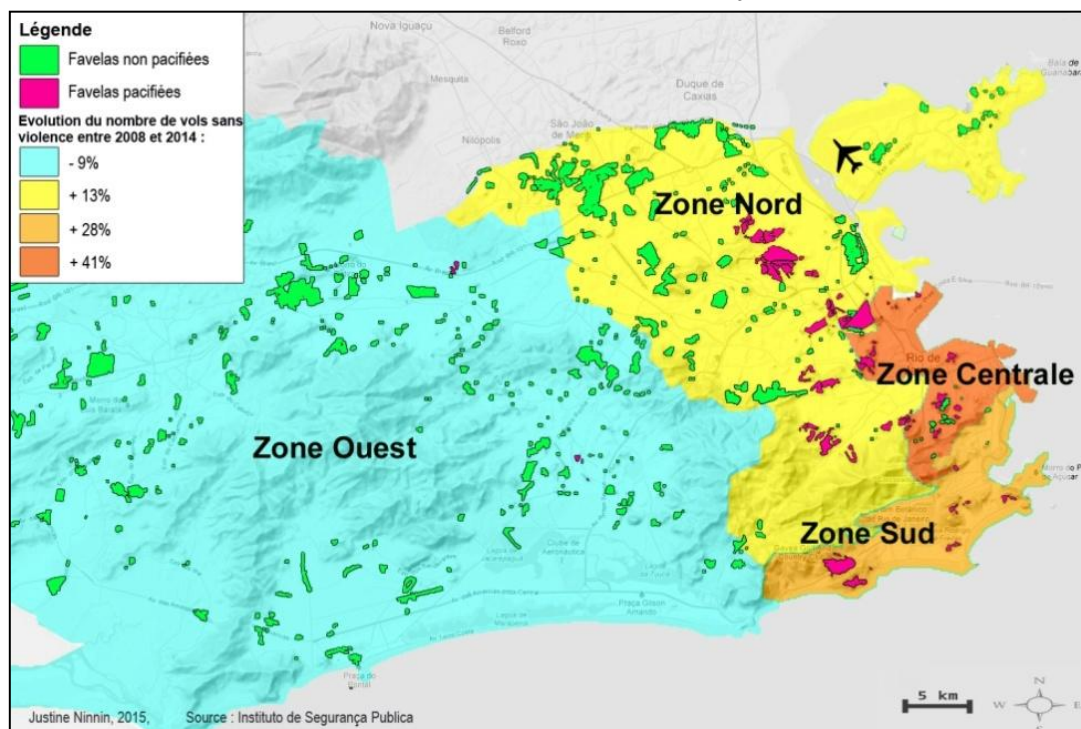
36.a : Évolution des homicides



36.b : Évolution des agressions physiques



36.c : Évolution des vols sans violence (*furtos*)



36.d : Évolution des vols aggravés (*roubos*)

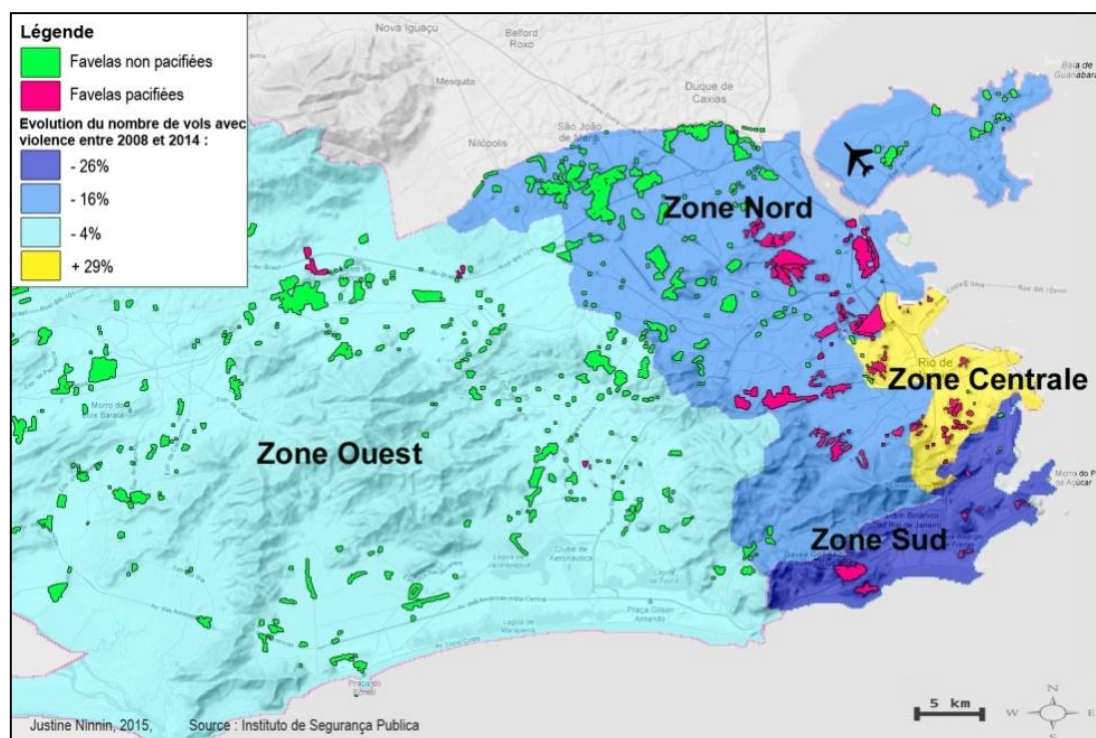


Tableau 51 : Évolutions des violences entre 2008 et 2014 dans les zones de Rio de Janeiro

	Homicides	Total des vols sans violence	Total des vols avec violence	Agressions physiques	Actes de résistance
Zone Nord	-37%	-9%	-16%	30%	-67%
Zone Sud	-42%	28%	-26%	42%	-76%
Zone Ouest	-46%	13%	-4%	19%	-52%
Centre	-23%	41%	29%	68%	-69%

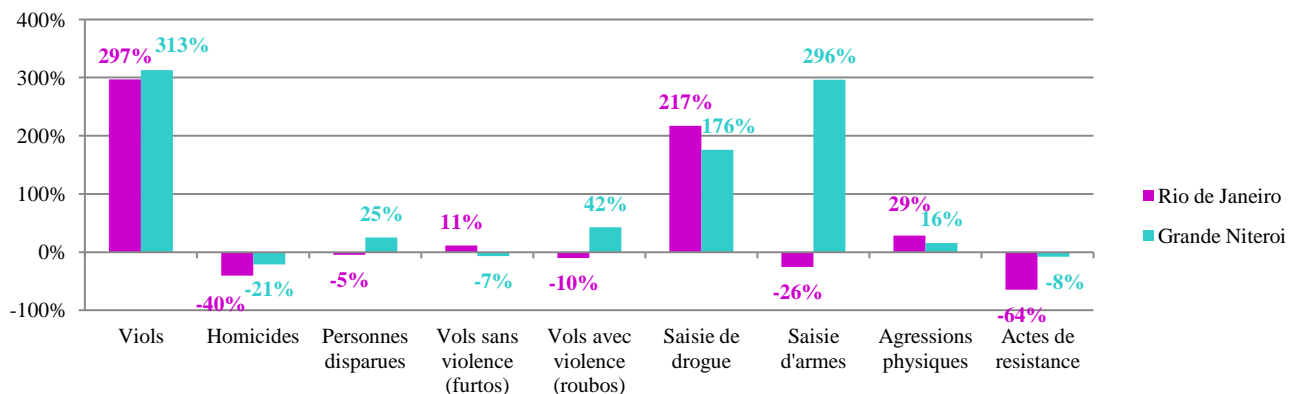
Source : ISP

L'hypothèse d'un déplacement des violences depuis les zones ciblées par la politique de pacification, soit principalement la Zone Sud et le Centre, vers les périphéries peut difficilement être confirmée au regard des données statistiques. S'il y avait effectivement une migration de la violence, c'est dans les secteurs les moins touchés par la politique de pacification que la situation devrait s'aggraver devraient. Or nous avons constaté que les violences ne diminuent pas nécessairement dans les favelas pacifiées, comme à Rocinha par exemple, et d'autre part, c'est dans la Zone Ouest qu'on observe la plus forte baisse des homicides (- 46 %) entre 2008 et 2014, et la plus faible augmentation des agressions physiques. Ainsi, l'hypothèse d'une migration de la criminalité des zones plus touchées par la pacification vers celles qui le sont moins ne peut être confirmée : les criminels ne changent pas nécessairement de zones, les déplacements peuvent se faire entre quartiers dans une même zone.

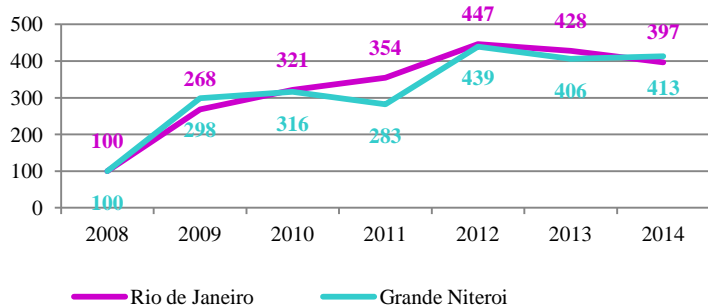
À une échelle plus large, observe-t-on un déplacement de la criminalité au-delà des limites de la municipalité de Rio de Janeiro ? Nous avons choisi de comparer l'évolution des statistiques de la violence à Rio de Janeiro avec celle observée dans le reste de la région (São Gonzalo, Maricá, Niterói) car, il est fréquent en effet d'entendre parler d'une augmentation des taux de criminalité dans ces villes avec la nouvelle politique de sécurité à Rio de Janeiro, ce qui donnerait à penser à un déplacement de la violence vers d'autres municipalités. Par exemple, un article du *Jornal do Brasil* du 27 avril 2014 s'intitulait : « Niterói souffre d'abandon et d'une augmentation de la criminalité » (Motta, 2014). Si on observe les évolutions de la plupart des indicateurs entre 2008 et 2014 (vols, disparitions de personnes, saisies d'armes, actes de résistance, etc.), on constate que les augmentations sont plus fortes dans la région Grande Niterói qu'à Rio de Janeiro et les diminutions plus sensibles dans la municipalité de Rio de Janeiro. Cependant, les vols sans violence, les agressions et les saisies de drogue augmentent de façon plus significative à Rio de Janeiro. La distinction entre Rio de Janeiro et Niterói se fait ainsi plus en termes de degré de violence, avec une diminution plus importante des violences létales à Rio de Janeiro, mais inversement une hausse plus significative des violences non létales.

Graphiques 39 : Évolution de la criminalité à Rio de Janeiro et dans la région de Grande Niterói entre 2008 et 2014

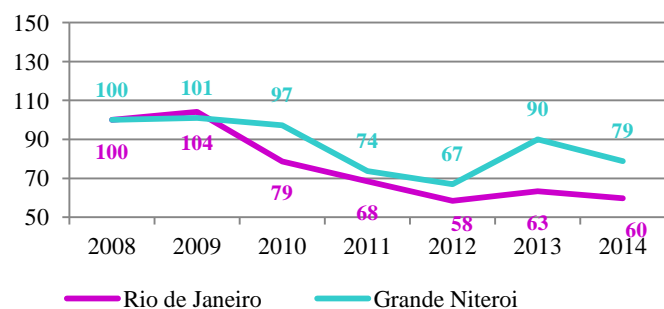
39.a : Évolution des violences



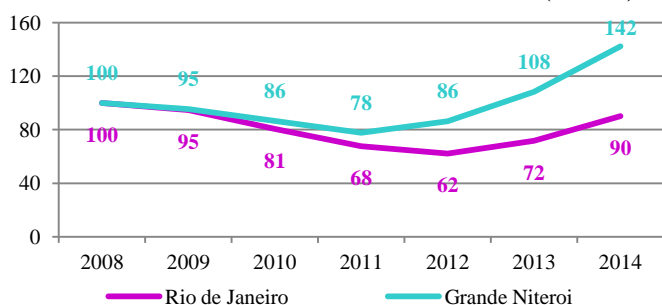
39.b : Évolution des viols



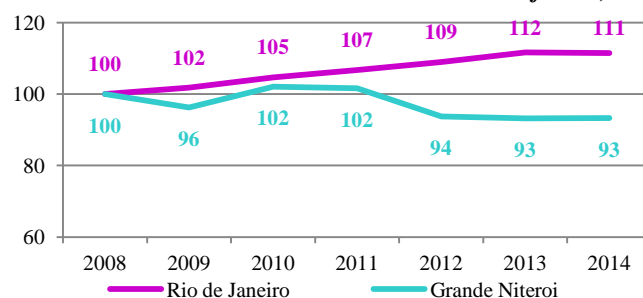
39.c : Évolution des homicides



39.d : Évolution des vols avec violence (roubos)



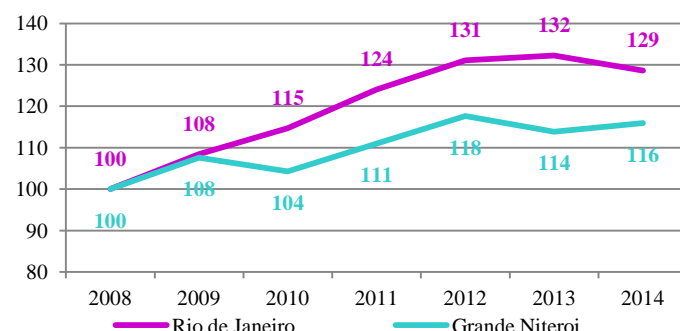
39.e : Évolution des vols sans violence (furtos)



39.f : Évolution des disparitions de personnes



39.g : Évolution des agressions physiques



Source : ISP

Ces indicateurs montrent qu'il est difficile de mesurer les effets réels de la politique de pacification sur la violence dans les zones non ciblées par cette politique, mais cela conduit toutefois à s'interroger sur les inégalités territoriales dans l'action publique. Alors que la pacification est une politique menée par l'État de Rio de Janeiro, la capitale en est presque l'unique bénéficiaire, mais on constate toutefois que cette politique commence à s'étendre vers les municipalités alentour. En 2014, la première UPP de la région de la Baixada Fluminense a été inaugurée dans la ville de Duque de Caxias, voisine de Rio de Janeiro. Si la ville de Rio de Janeiro concentre une grande partie des efforts de sécurisation et d'aménagement c'est à la fois parce qu'elle est la capitale de l'État accueillant plus de 6 millions d'habitants et parce qu'elle organise les méga-événements, ces derniers influençant le choix des actions publiques et des territoires où elles sont appliquées, ce qui à terme risque de renforcer les inégalités socio-spatiales. Ces inégalités s'expliquent en partie par le manque d'un « cadre régulateur » de gouvernance dans ces régions métropolitaines où la compétition prime souvent sur la coordination (Carrière, 2012). Ceci nous invite à nous interroger sur la territorialisation de l'action publique sous l'angle de la justice socio-spatiale.

II TERRITORIALISATION DE L'ACTION PUBLIQUE ET JUSTICE SOCIO-SPATIALE

La territorialisation de l'action publique correspond au passage d'une politique uniforme, où les mêmes règles sont applicables à l'ensemble des territoires, à des actions qui s'adaptent à leur diversité pour gagner en cohérence, en efficacité et en capacité intégratrice. C'est notamment l'exigence de proximité et de participation qui pousse l'action publique à se territorialiser, en privilégiant certains espaces plutôt que d'autres, ouvrant ainsi le débat sur l'interprétation du caractère juste ou injuste de la territorialisation. Dans quelle mesure l'action publique territorialisée dans les favelas de Rio de Janeiro est-elle facteur d'une plus grande justice socio-spatiale ou renforce-t-elle au contraire les différenciations socio-spatiales ?

1. Le paradoxe de la territorialisation face au désir de compétitivité urbaine

En ciblant certains espaces, la politique suppose quelque part un différentiel, voire une inégalité des actions publiques sur l'ensemble du territoire. On peut se demander si la territorialisation contribue à résorber les inégalités sociales ou si, au contraire, elle accroît les disparités territoriales. En effet, la territorialisation de l'action publique pose question face à l'exigence d'égalité entre les citoyens, puisqu'une même politique peut être infléchie suivant les espaces et les populations auxquels elle s'applique. Par ailleurs, comme le rappelle David Harvey, les politiques fondées sur l'application d'une égalité stricte risquent de renforcer des inégalités déjà existantes (Harvey, 2001).

En ciblant des zones particulières, l'action publique participe au rééquilibrage des inégalités en tentant de rendre certains secteurs spécifiques plus compétitifs. Mais cela peut par ailleurs renforcer les inégalités entre les zones proches des centres riches et celles plus éloignées à l'échelle globale de la ville, et accroître les inégalités entre les favelas en fonction de leur localisation géographique. L'action publique opère en quelque sorte un choix de clientèles en ciblant uniquement certains quartiers. La territorialisation passe donc par un cadrage des « problèmes » à travers des représentations et la définition de priorités, faisant porter l'attention sur certains territoires. À Rio de Janeiro, si les favelas sont globalement considérées comme les responsables du « désordre urbain », l'action publique se concentre seulement sur une partie d'entre elles, celles qui sont situées dans les zones plus aisées. Toute une frange de la population qui vit également en situation de vulnérabilité et de risque est donc laissée de côté. Face aux exigences en termes de compétitivité et de développement économique, l'action publique n'a pas les moyens de faire face aux problèmes dans leur totalité, et cible donc des espaces spécifiques, rompant ainsi avec les politiques universalistes. L'action publique territorialisée participe ainsi à la différenciation de l'espace.

2. Une justice spatiale controversée ?

Le débat sur la justice socio-spatiale s'ancre de plus en plus dans une approche géographique qui promeut une distribution équitable des biens premiers : nourriture, logement, soins médicaux, éducation, services sociaux et environnement, accès aux biens de consommation, aux loisirs, aux équipements de quartier et aux moyens de transport (Harvey,

1973, p. 102). Cette notion renvoie toutefois à des interprétations variées mobilisant des approches différentes : aussi bien des interprétations néo-marxistes comme celle de David Harvey qu'une conception rawlsienne de la justice appliquée à la géographie comme celle de Bernard Bret. Qu'est-ce que la justice, comment est-elle définie et prise en compte dans les politiques urbaines ? Sur quel modèle de ville se base-t-on pour définir cette justice ? Comment les ressources urbaines peuvent-elles être réparties de façon équitable dans un territoire sociologiquement, géographiquement et économiquement hétérogène et différencié ? Comment les populations urbaines pauvres sont-elles prises en compte dans la définition d'un espace juste ?

« Définir la justice spatiale revient alors à considérer que certaines formes d'organisation de l'espace géographique sont moralement préférables à d'autres : la centralité, la proximité, la fluidité, la mixité, la cohésion, la compétitivité, l'identité ou la diversité des territoires sont autant de valeurs qui peuvent être associées à la justice et qui supposent d'avoir à l'esprit une image idéale de la réalité géographique, une représentation normative qui rend l'action possible et légitime. Tout comme les idées d'aménagement ou de développement (durable), l'invocation de la justice spatiale relève d'une pratique politique de la géographie » (Brennetot, 2011, p. 116).

La justice spatiale en tant que levier politique nous invite à nous interroger sur les rapports entre territoire, action publique et inégalités. Dans quelle mesure le traitement différencié des espaces peut-il répondre à un idéal de justice socio-spatiale ? Des politiques territorialisées justes sont-elles possibles ? Nous entendons la justice au sens de l'équité territoriale, et pour permettre un accès égal aux besoins fondamentaux, on peut accepter des inégalités dites « justes », en faveur des plus démunis.

« Le terme d'équité territoriale fait référence à la dimension spatiale de la justice sociale. Il désigne une configuration géographique qui assurerait à tous les mêmes conditions d'accès aux services publics, à l'emploi et aux divers avantages de la vie en société. De même que la justice sociale est une idée, un objectif ou une utopie plus qu'un fait, l'équité territoriale est un concept, et un principe d'aménagement, permettant de comprendre les situations réelles marquées par l'injustice spatiale. Par cette dernière expression, il faut entendre que l'organisation du territoire, expression spatiale du fait social, crée des effets de lieu qui peuvent consolider, aggraver ou amoindrir les injustices sociales. » (Bret, 2008)

Bernard Bret reprend la théorie du philosophe John Rawls en définissant la justice à travers le principe d'équité, soit « l'optimisation des inégalités au bénéfice des plus modestes (principe du maximin), une fois reconnue l'égalité de la valeur intrinsèque des personnes. » (Bret, 2006). Selon lui, l'aménagement est dans ce sens utilisé par l'action publique comme l'application du principe de réparation. L'action publique dans les favelas vise donc en partie à rétablir une forme de justice socio-spatiale, qui passe entre autres par le fait de sortir de la situation d'exception, soit de rendre les droits et les biens fondamentaux accessibles à tous, et de reconnaître leurs habitants comme des acteurs de la ville.

Dans ce sens, le fait de rendre possible l'accès à la propriété pour les plus pauvres par des programmes comme Minha Casa Minha Vida est une forme d'accès à la justice, bien que ces logements soient situés le plus souvent dans des zones plus éloignées des centres urbains. Les politiques territorialisées de sécurisation et d'urbanisation peuvent également être perçues comme des vecteurs de justice socio-spatiale puisqu'elles génèrent de nouvelles opportunités (sociales, économiques, politiques). Toutefois, ce qui pose question dans la territorialisation de l'action publique à Rio de Janeiro, c'est justement le fait qu'elle ne touche

pas toujours les plus démunis et que bien souvent, elle cible des populations et des territoires plus privilégiés, dotés de plus d'atouts (favelas situées dans les zones valorisées, ayant déjà fait l'objet de plusieurs projets urbains, etc.). Ces mêmes politiques territorialisées, en agissant dans le sens d'une meilleure cohésion territoriale sur une partie seulement de l'espace urbain, contribuent à produire et à reproduire des mécanismes de domination dans la ville. En étant pensée sur un mode territorialisé, l'action publique est d'une part corrective, car elle comble les inégalités que subissent certains espaces, et d'autre part sélective, puisqu'elle ne cible pas la totalité du territoire urbain. Elle est donc génératrice d'inégalités tout en pensant les modalités de leur réduction.

Le « modèle de justice » mis en œuvre à Rio de Janeiro est évolutif et semble fonctionner par étapes, les centralités captant actuellement une grande partie des investissements économiques, des efforts de sécurité, d'aménagement et de justice. On retrouve l'idée d'un modèle de justice socio-spatiale en partie basé sur le développement économique urbain qui, en rendant la ville compétitive et attractive, notamment à travers l'accueil des méga-événements, libérerait des richesses permettant par la suite leur réinvestissement dans l'action publique et dans des zones plus marginalisées. Cette situation semble donc se rapprocher de certains modèles économiques montrant que le développement passe par une phase de croissance des inégalités, jusqu'au moment où, après avoir atteint un certain niveau, les inégalités se stabilisent puis diminuent. Pour l'instant, les efforts d'aménagements à Rio de Janeiro sont principalement axés sur des actions locales, sur certains quartiers, mais on observe toutefois qu'à travers la modernisation du système de transport et la création de voies express pour les bus, l'espace urbain *carioca* est envisagé dans sa globalité pour rééquilibrer les infrastructures de transport et la mobilité urbaine sur l'ensemble du territoire.

La différenciation spatiale est bien souvent décrite comme facteur de ségrégation et comme obstacle à la justice spatiale, mais, le modèle urbain de fragmentation et de différenciation est-il nécessairement injuste ? Avec leur institutionnalisation, les favelas s'intègrent à la ville et deviennent peu à peu des quartiers formels. Toutefois, la situation d'exception dans laquelle elles se trouvaient assurait paradoxalement une forme implicite de « protection » pour certains groupes, en leur permettant de se maintenir dans les zones centrales. Comme le soulignent Jean Rémy et Liliane Voyé, la séparation spatiale n'implique pas obligatoirement marginalisation et exclusion, pour certains individus et groupes elle est synonyme de ressources endogènes mobilisables dans leurs dynamiques d'existence : « la séparation spatiale peut au contraire permettre aux divers milieux sociaux des modes propres d'habiter, dont ils ont la maîtrise, tandis que le mélange spatial risquerait d'aboutir à une situation où les formes légitimes d'habiter sont déterminées par le groupe doté de la légitimité dominante » (Remy & Voyé, 1981, p. 152). Sans pour autant maintenir une situation d'exception, la justice socio-spatiale pourrait passer par la reconnaissance pour les favelas de Rio de Janeiro d'un statut particulier afin de mieux contrôler les processus d'appropriation et de transformation de ces espaces et de protéger leurs habitants. Selon Jalson de Souza e Silva, il est possible de penser les favelas comme des « environnements culturels spécifiques » et elles méritent une protection spéciale afin de ne pas être détruites par le jeu des intérêts du marché immobilier spéculatif (Souza e Silva, 2012, p. 431). Notons toutefois que ces effets

spéculatifs sont aussi le produit de dynamiques du marché informel, alimentées aussi bien par des stratégies personnelles d'habitants que par des organisations locales (associations des résidents, entreprises, milices, trafiquants, etc.). Jalson de Souza e Silva propose par exemple d'appliquer aux favelas les normes définies dans les APACs (zones de protection de l'environnement culturel) qui visent à garantir la mémoire de la ville, en évitant que le marché détruise ces espaces ayant une identité particulière.

« Beaucoup de solutions peuvent être pensées dans ce sens. Il n'est pas possible d'assister passivement au processus probable de destruction des communautés populaires qui ont résisté dans les zones les plus riches de la ville » (Souza e Silva, 2012, p. 431)

Cependant, cette construction d'une identité particulière ne concerne pas toutes les favelas ou zones d'occupations illégales, dans le sens où elles n'ont pas toutes une histoire longue, beaucoup d'entre elles sont très récentes et ne participent pas nécessairement au patrimoine historico-culturel *carioca*.

L'affirmation de l'action publique dans des territoires jusque-là peu pris en compte n'est donc pas toujours synonyme de réparation des inégalités injustes. Ce ne sont pas toujours les plus démunis qui en tirent profit, et de plus, cela renforce, voire déplace les inégalités territoriales. Ce sentiment d'injustice nourrit les tensions sociales dans un contexte de rapide transformation urbaine et a débouché en 2013 sur des mouvements sociaux de grande ampleur traversant tout le pays.

III DES TENSIONS SOCIALES DE PLUS EN PLUS VISIBLES

Alors que le Brésil s'affirme comme une grande puissance économique capable d'accueillir de tels événements internationaux, les tensions sociales qui le traversent ne s'apaisent pas pour autant face aux inégalités, à la violence et à la corruption. En juin 2013, l'augmentation des tarifs des transports en commun a été le prétexte initial de mouvements de protestation. Les manifestations se sont rapidement élargies à des thèmes de revendication plus amples comme la santé, l'éducation, dénonçant les choix politiques et pour certains les investissements démesurés dans les méga-événements sportifs. La question des injustices structurelles et des inégalités était au cœur du débat public. Ces grandes mobilisations posent la question de qui sont les bénéficiaires des actions publiques.

1. Un regain de mobilisation populaire ?

Les mobilisations de juin 2013 ont souvent été présentées par les médias comme surprenantes et inhabituelles. Pourtant, les mobilisations collectives ne sont pas rares au Brésil et une grande partie d'entre elles ont été initiées par les classes populaires, comme par exemple les mouvements des habitants des favelas pour résister et affirmer leurs droits, mais ces mobilisations sont rarement médiatisées. Dans certains cas, elles ont réussi à faire annuler des projets ou à les freiner, comme ce fut le cas à Vidigal dans les années 1970 dont la résistance a permis d'échapper à l'éradication, ou à Rocinha, dans le sous-quartier de Laboriaux, où la mobilisation des habitants en 2010 avait réduit le nombre de maisons devant être démolies. Ces mobilisations permettent souvent de favoriser les canaux de négociation entre les habitants et les pouvoirs publics. Toutefois, tous les habitants n'ont pas la même capacité de réaction face aux projets urbains et ne parviennent pas toujours à se faire entendre efficacement. Ainsi, la présence d'un tissu social consolidé et d'un activisme local significatif, réunissant plusieurs leaders communautaires, associations et autres organisations de la société civile, influe sur l'aptitude à comprendre et entrer dans le jeu politique.

Comme nous l'avons montré, depuis la fin du XX^e siècle, les mouvements sociaux se sont en partie fragmentés et leur rôle a diminué avec l'affaiblissement de certains acteurs fédérateurs – comme le mouvement de la Théologie de la Libération – et l'ouverture démocratique qui a permis à certaines revendications d'être récupérées par les réseaux officiels (militants de partis, groupes d'intérêts politiques, etc.). Ainsi, les efforts collectifs ont été progressivement marginalisés et la résistance s'est alors centrée sur des enjeux locaux. Cependant, avec le retour massif des déplacements forcés de population face aux transformations urbaines de grande ampleur, on observe un regain d'action collective. Ces dernières années, on a vu se multiplier les collectifs de lutte contre les déplacements forcés, rejoignant parfois des mouvements plus larges inscrits dans la mouvance du droit à la ville. On constate même une forme de saturation médiatique autour de ce sujet : multiplication d'articles de presse, de pétitions ou encore de groupes de soutien, en grande partie relayés par les réseaux sociaux.

Dans plusieurs cas, les quartiers mobilisés bénéficient d'un soutien plus large de la société civile (juristes, avocats, universitaires, ONG, etc.). Les « défenseurs publics »

*(defensoria pública)*⁷³ du groupe « Terres et Habitations » ont par exemple permis de sauver de l'expulsion plusieurs favelas en dénonçant des vices de procédure et des manques de fondements techniques. Le Mouvement National de Lutte pour l'Habitat et le Comité Populaire de la Coupe du Monde et des Jeux Olympiques sont également des acteurs centraux de ces luttes et permettent de dénoncer les cas de violations des droits de l'homme et principalement du droit au logement. Ces organismes jouent souvent le rôle de « relais » entre les demandes des habitants et les pouvoirs publics, en leur apportant des compétences, des ressources et un support technique. L'opposition frontale entre les habitants et les pouvoirs publics reste finalement assez rare. La résistance varie en fonction de la localisation et des capacités de revendication des habitants, ce qui explique que certains déplacements forcés passent presque inaperçus. En se saisissant de ces sujets surmédiatisés, certains groupes politiques, par exemple le PSOL⁷⁴, ont renforcé leur audience et prétendent représenter les classes populaires. En effet, les médiateurs des luttes ne sont pas uniquement des habitants des quartiers concernés. La mobilisation demande une capacité d'action et nécessite de partager un certain « langage politique » afin d'être entendu. Or les habitants, appartenant principalement aux classes plus pauvres, ne maîtrisent pas toujours cette forme de participation politique et n'ont souvent pas le temps de s'y investir. Ceci laisse supposer que les actions collectives bénéficient finalement plus aux élites locales, et plus particulièrement aux élites politiques qui ont besoin du vote des habitants des favelas qui représentent plus de 20% de la population de la ville.

Par ailleurs, on a vu se multiplier récemment les mouvements d'occupation d'espaces ou de bâtiments abandonnés situés dans le centre de Rio de Janeiro ou à proximité. L'occupation ou le « squat » sont alors utilisés comme une forme de militantisme et de revendication du droit au logement en s'appropriant illégalement des bâtiments inoccupés. Le mouvement Ocupa Rio a constitué le relais local des collectifs mondiaux Occupy qui prennent possession de l'espace public sur une durée relativement longue afin de dénoncer l'ampleur des inégalités. (Occupy Wall Street, Occupy La Défense, etc.).

On constate donc que la question du droit au logement et aux équipements collectifs est un sujet central dans les mobilisations populaires. Les manifestations de juin 2013 sont survenues dans un climat de tensions sociales, et bien que minoritaires, les classes populaires étaient toutefois présentes ou « représentées ».

2. Les manifestations de juin 2013 : un climat favorable à la légitimation et à l'amplification du débat public sur les favelas

Les manifestations de juin 2013, bien qu'elles aient concerné l'ensemble du territoire national, étaient avant tout des mouvements urbains et municipaux. Les revendications se sont principalement adressées aux élus locaux, le maire Edouardo Paes et le gouverneur Sergio Cabral dans le cas de Rio de Janeiro. Les premières manifestations, début juin, ont réuni au départ principalement des jeunes, plutôt de classe moyenne et de gauche ; elles concernaient

⁷³ Les défenseurs publics apportent une assistance juridique gratuite aux personnes qui n'ont pas les moyens de payer un avocat. Ils interviennent souvent dans les litiges entre les citoyens et les pouvoirs publics.

⁷⁴ Le Parti Socialisme et Liberté a été fondé en 2004 par une scission de l'aile gauche du Parti des Travailleurs.

la hausse du prix des transports et avaient pour épïcentre São Paulo. Le Mouvement *Passa Livre* (transport gratuit) demandait le transfert au secteur public du système de transport pour le rendre plus accessible à tous. Comme le souligne Nicolas Bautès, « à Rio de Janeiro, la situation est presque monopolistique puisqu'un tiers du réseau et neuf entreprises sur treize sont contrôlées par une seule famille, par ailleurs à la tête du syndicat de transport métropolitain. » (Bautès, 2013, p. 2). Dans cette situation de quasi-monopole, le coût élevé des transports publics pèse directement sur une grande partie des populations déjà en situation de précarité, les classes populaires en étant les principaux usagers (Carrière, 2012). « *O gigante acordou* » (le géant s'est réveillé) : à partir de ce moment, les thèmes abordés par les manifestants se sont élargis et ont concerné plus généralement la revendication des droits sociaux universaux. La question des investissements publics a commencé à être posée : comment le Brésil, et plus particulièrement la ville de Rio de Janeiro, peuvent-ils investir autant dans des stades, alors que pour le peuple les grandes réformes institutionnelles apparaissent prioritaires (lutte contre la violence policière, contre la corruption, développement du système de santé et d'éducation, etc.) ?

Le 13 juin 2013, le mouvement a été lourdement réprimé par les forces policières, blessant manifestants et journalistes. Le recours à la violence a alors donné aux manifestations une nouvelle dimension, en ajoutant aux revendications la contestation de la répression policière. Le public des manifestants s'est alors élargi, regroupant différentes générations, affiliations politiques et classes sociales, et notamment les habitants de favelas, particulièrement concernés par la question des violences policières. Toutefois, lors de ces manifestations, la violence n'a pas uniquement été mobilisée par les forces de l'ordre et de nombreux actes de violence et de vandalisme de la part de certains manifestants, appartenant entre autres au groupe des Black Blocs, ont été fortement critiqués, ce qui a contribué à délégitimer ce mouvement qui a fini par s'essouffler.

Au début, ces mobilisations ont eu un caractère particulièrement fédérateur, dans le sens où les différentes catégories sociales étaient présentes, même si les classes moyennes étaient effectivement plus nombreuses. Les habitants de Rocinha et de Vidigal se sont notamment réunis pour manifester, ce qui est extrêmement rare, même s'il n'y avait que 500 manifestants. Cette mobilisation, qui s'est déroulée pacifiquement, a été l'occasion pour eux de montrer leur légitimité à revendiquer leur droit à la ville et à une citoyenneté de fait. En interrogeant les habitants de ces favelas sur les motifs de leur mobilisation, on observe qu'il s'agissait pour eux de montrer leur droit de revendiquer comme n'importe quel citoyen, ils voulaient prouver leur capacité à se mobiliser pacifiquement, sans faire usage de la violence, refusant l'intervention des Black Blocs : « on veut montrer qu'ici à Vidigal nous sommes différents » témoignait une habitante de la favela. Cette manifestation est particulière dans le sens où les habitants ne se sont pas mobilisés pour un problème atteignant uniquement leur quartier, et que les revendications ont dépassé les problématiques locales pour s'insérer plus largement à l'échelle de la ville : pour changer la favela, il faut changer la ville. En effet, nous avons constaté que dans ces favelas, le sens communautaire s'était progressivement effrité au fur et à mesure de la fragmentation des mouvements sociaux pour diverses raisons et de l'amélioration des conditions de vie. Ces dernières années, les revendications concernaient

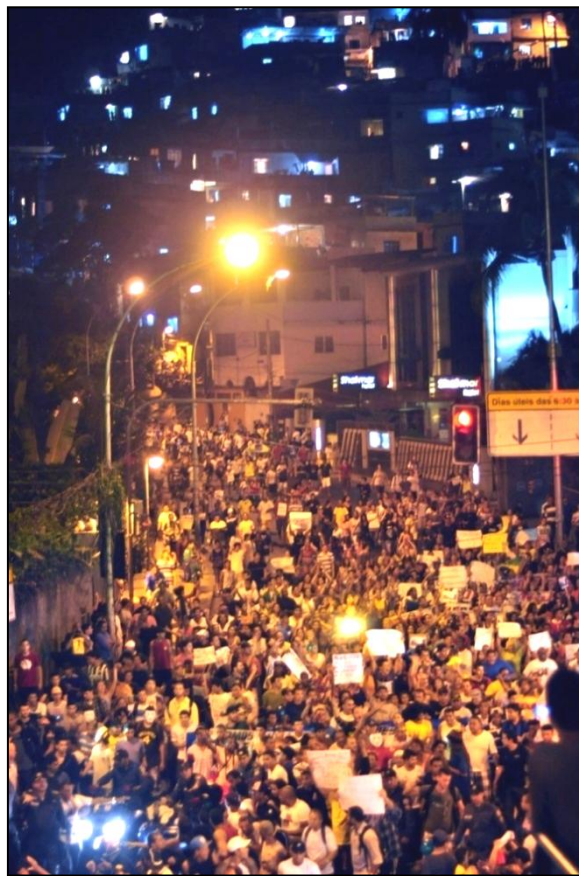
plus des besoins individuels ou le voisinage proche, et les manifestations ne réunissaient que très peu d'habitants :

« La lutte, c'est de la survie, il ne faut pas avoir une vision romantique des mobilisations des habitants. L'état d'esprit des habitants c'est : je vais nettoyer le pas de ma porte et ce qu'il y a chez mon voisin ne m'importe pas ! » (Entretien avec Maria Helena, médecin au centre de santé Albert Sabin de Rocinha et habitante de Rocinha, 09/06/2014).

Réunir les habitants de Rocinha et de Vidigal autour d'une thématique concernant tous les citoyens, qu'ils habitent les favelas ou les quartiers formels, représentait un mouvement chargé de symboles.

« En juin dernier il y a eu des manifestations dans toute la ville, jusqu'à maintenant je n'avais jamais vu des manifestations de ce type, je crois que la dernière fois c'était il y a 15 ans. » (Entretien avec Jorge Collaro, responsable de la Région Administrative de Rocinha, le 05/05/2014)

Photographie 91 : Manifestation de Rocinha et de Vidigal le 26 juin 2013



Source : Photos de Flavio Carvalho e Felipe Paiva, <http://rioonwatch.org.br/>

Rocinha a été particulièrement représentée lors des vagues de manifestation de l'été 2013, puisque cette période a coïncidé avec la mobilisation autour du cas d'Amarildo, évoqué précédemment. À cette période, la dénonciation des violences policières a pris une place centrale dans les mouvements sociaux et ce climat a permis aux revendications des habitants de Rocinha d'être relayées par les médias et par les classes plus aisées. Ces mobilisations autour de la critique des violences exercées par les policiers des UPP se sont multipliées dans différentes favelas avec pour mot d'ordre « *Fora UPP* » (dehors l'UPP). Elles se sont parfois soldées par de vigoureuses répressions de la part des policiers. Ces mobilisations ont toutefois fait polémique notamment en raison de la difficulté à distinguer les

motifs variés de manifestation, les intérêts à voir sortir les UPP des favelas étant très différents selon qu'il s'agissait d'habitants subissant les violences policières ou bien celles de trafiquants, les abus de politiciens ou de fonctionnaires corrompus.

« Ça a commencé ici avec Amarildo. Et puis dernièrement il y a eu une manifestation par rapport à la fille qui s'est fait violer. Je pense qu'ils n'ont pas manifesté au bon endroit [la manifestation a eu lieu à l'entrée du tunnel Zuzu Angel dans le bas de Rocinha, bloquant la circulation routière et provoquant des embouteillages dans toute la Zone Sud], ils devraient aller directement au poste de police pour manifester contre la police, mais pas en fermant le tunnel. Ce type de manifestation est très politique, il y a beaucoup de gens qui ne sont pas préoccupés par l'assassinat d'Amarildo en lui-même, ils sont préoccupés par la politique pour être visibles. C'est pour ça que je ne participe pas. Ça embête directement les habitants de Rocinha eux-mêmes qui rentrent du travail. Et finalement, ça ne résout rien. » (Entretien avec Jorge Collaro, responsable de la Région Administrative de Rocinha, le 05/05/2014)

La violence policière dans ces favelas n'était pas un phénomène nouveau, mais le climat général de revendication a offert à leurs habitants une plus grande audience et légitimité dans l'espace public.

« La violence est loin d'être un phénomène nouveau, mais aujourd'hui elle plus visible. Les gens, ils disent qu'il n'y avait pas toute cette violence à l'époque de la dictature, mais ça n'est pas vrai, il y avait beaucoup de violence, seulement elle n'apparaissait pas, dans le sens où elle n'était pas visible. Et après, avec le trafic, ça n'apparaissait pas non plus. La violence a commencé à apparaître il y a peu, notamment avec les UPP, mais tout n'est pas encore visible. » (Entretien avec Antonio Carlos, habitant de Rocinha et leader communautaire, le 08/04/2014).

Les leaders ont su profiter d'un moment stratégique d'effervescence des revendications urbaines à l'approche de la Coupe du Monde de 2014 pour mener des actions attirant l'attention des médias et des pouvoirs publics. Dans ce contexte de mobilisation, les favelas ont une place de plus en plus légitime, ce qui atteste de leur institutionnalisation dans l'espace urbain. Nous entendons par institutionnalisation le processus de reconnaissance des favelas comme des éléments à part entière du système urbain *carioca* à travers la formalisation, la pérennisation et l'acceptation de ces territoires dans la société. Cette reconnaissance est à la fois symbolique et sociale (amélioration des représentations, de l'imaginaire, diminution de la stigmatisation, affirmation des habitants en tant que citoyens et citoyens), économique (valorisation des richesses et des capacités productives des favelas), matérielle (amélioration des équipements, des infrastructures, des conditions de vie), et juridique (régularisation). Les habitants prennent de plus en plus conscience de leur droit à bénéficier des mêmes droits que le reste de la ville et de sortir d'une situation d'exception. Cette affirmation de leur présence dans l'espace urbain permet de penser la ville autrement et de légitimer de plus en plus leurs revendications pour le droit à la sécurité, au logement, aux équipements et services, à l'éducation et à la santé. Les favelas des zones centrales et leurs habitants ont bien plus gagné en visibilité dans l'espace public que celles situées dans des zones plus excentrées (dans la Zone Ouest et une partie de la Zone Nord). On observe notamment que les manifestations n'ont pas mobilisé ces favelas périphériques, mais seulement des habitants déjà bien intégrés au tissu urbain et aux quartiers formels, comme ceux de Rocinha et de Vidigal. L'institutionnalisation et la légitimation des favelas restent encore sélectives puisqu'elles concernent principalement celles qui sont solidement implantées dans les centres ou les quartiers péricentraux.

Conclusion

« La favela est une expression de la ville, il faut comprendre la ville comme différentes possibilités de vie, différentes expressions urbanistiques, c'est ça qui fait une ville, une ville intéressante avec sa diversité et ses différences, et non pas les inégalités. La favela est la ville, car elle est une expression de la variété des modes de vie, des modes de se constituer, des manières d'être dans la ville, des modes d'expression de la diversité. On doit combattre les inégalités qui font qu'il y a des endroits qui sont des mauvais endroits pour vivre, car les conditions de vie n'y sont pas dignes : sans assainissement de base, avec des risques et de la pollution. Il faut discuter le sens de la ville que l'on veut. Moi, je veux une ville qui ait cette diversité. » (Entretien avec Itamar Silva, membre de la Pastorale des favelas et de l'IBASE, 05/06/2014).

Notre première interrogation était de savoir dans quelle mesure la favela était considérée comme de la ville, à la fois par les habitants eux-mêmes et par l'imaginaire social en général. Favela, communauté, communauté urbanisée ou quartier, tant de termes pour décrire des espaces complexes, diversifiés et différenciés. Lorsque j'interrogeais les habitants sur la manière dont ils percevaient leur lieu de vie et s'ils le considéraient comme appartenant à la ville, les commentaires étaient contrastés, et s'il y avait évidemment un désir de citoyenneté, il y avait toujours de la retenue dans leur discours, soulignant combien dans la pratique et dans les représentations les stigmatisations persistaient encore. En effet, bien que les favelas apparaissent comme des éléments presque naturels du tissu urbain carioca, elles sont encore loin de posséder toutes les aménités urbaines. Malgré l'amélioration continue des conditions de vie, on y constate encore des situations d'exception, dans la mesure où les règles n'y sont pas appliquées de la même manière que dans les quartiers formels et que les droits des habitants, bien que de plus en plus reconnus, y sont encore trop souvent bafoués. Ceci conduit parfois les habitants des favelas à ne pas se considérer comme des citoyens, ils semblent avoir intériorisé, voire naturalisé cette situation d'exception.

« [La favela c'est la ville ?] Certainement, mais maintenant, pour que la favela soit la ville il faut que l'habitant lui-même se sente appartenir à la ville, et s'il ne se sent pas appartenir à la ville, s'il pense que le favelado n'a pas le droit à la ville alors ça ne peut être totalement de la ville. C'est ce qui se passe majoritairement : la loi de la ville ne s'applique pas à la favela, aussi parce que l'habitant de la favela ne se sent pas appartenir à la ville. Il accepte les lois en bas [dans les quartiers formels] et quand il arrive ici il les oublie. Par exemple si tu prends un van à Leblon, le conducteur met sa ceinture de sécurité, quand il arrive ici, il l'enlève. Le comportement civilisé, il l'utilise quand ça l'arrange, et quand ça lui convient, il est « incivilisé », favelado. » (Entretien avec Antonio Carlos, leader communautaire et habitant de Rocinha, 14/05/2014).

C'est notamment cette situation d'exception et le manque de présence de l'État dans ces espaces qui ont permis aux groupes criminels de s'y imposer par la force. À partir de là, la violence a fortement augmenté, et l'insécurité et la peur qu'elle a générée ont contribué à amplifier le processus de fragmentation urbaine, de repli sur l'espace privé aussi bien dans les

favelas que dans la ville en général. L'aggravation des violences et du sentiment d'insécurité s'est accompagnée d'une multiplication des mesures ultra-sécuritaires, illustrée par la prolifération des *condominios* fermés. Par conséquent, les frontières physiques et symboliques entre les quartiers d'habitat précaire et les quartiers formels se sont cristallisées.

Les habitants des favelas ont tout de même réussi à s'organiser, bien que l'ordre socio-spatial violent existant ait limité leurs actions. Les « espaces intermédiaires » (les réseaux de voisinage, religieux, les associations de résidents, les ONG, etc.) ont été des lieux propices à la mise en œuvre d'actions dont l'objectif était de combler une partie des lacunes des pouvoirs publics (éducation, formation, aide aux plus démunis, etc.). Certains habitants ont réussi à renforcer leur pouvoir local et à s'enrichir, ils ont formé une bourgeoisie *favelada*, ce qui a rendu les configurations socio-spatiales internes plus complexes. La vie sociale des favelas est traversée par des clivages divers qui traduisent l'hétérogénéité de ces lieux. Ces espaces prennent part à une multitude de jeux de pouvoir aussi bien économiques, politiques et sociaux, mettant en relation tout autant le local que l'échelle plus large de la ville. Tout en participant à l'amélioration des conditions de vie, ces jeux de pouvoir, qui incluent de nombreux acteurs (trafiquants, policiers, politiciens, leaders communautaires, etc.), ont également renforcé la méfiance des habitants, les actions à caractère philanthropique cachant parfois des intérêts personnels (clientélisme, cooptation, corruption, promesses non respectées, etc.). Les formes d'action collective se sont transformées : les grands mouvements fédérateurs se sont affaiblis, comme ceux de l'Église Catholique ; les organisations qui étaient jusque-là très actives comme les associations de résidents ont perdu beaucoup de crédibilité ; et l'action collective a fini par se fragmenter en de multiples projets sociaux et politiques pas toujours coordonnés. Aussi, les mouvements populaires, s'ils n'ont jamais cessé d'exister au Brésil, ont perdu en visibilité. Quoi qu'il en soit, les favelas se sont transformées au fur et à mesure des efforts collectifs et des interventions de l'État, et elles tendent de plus en plus à ressembler aux quartiers formels.

L'amélioration des conditions de vie dans les favelas de Rio de Janeiro reflète une élévation générale des niveaux de développement : augmentation de l'IDH, des niveaux de scolarité et des revenus, baisse du taux de chômage et de la proportion de pauvres, etc. Dans un contexte de croissance économique, de lutte contre la pauvreté et d'amélioration des systèmes de santé et d'éducation, une partie des populations pauvres a eu accès à de meilleures opportunités économiques, lui permettant ainsi d'intégrer la classe moyenne ; ce qui a indéniablement eu des impacts sur leurs espaces de vie. Les transformations enregistrées ces dernières années sont allées dans le sens d'une valorisation croissante des favelas situées dans les zones aisées de la ville, mutations qui ont été accélérées dans bien des cas par l'accueil des méga-événements et la mise en œuvre de nouvelles actions publiques territorialisées dans le domaine de la sécurité, de l'urbanisation et du développement économique et social. Toutefois, à l'image de l'hétérogénéité des territoires ciblés, les résultats de ces différents programmes ont été contrastés.

○ **Les transformations dans le domaine de la sécurité publique**

En termes de sécurité publique, Rio de Janeiro est l'État fédéral où les dépenses ont été parmi les plus élevées au Brésil, avec une moyenne annuelle de 307,65 R\$ par personne entre

2008 et 2013, alors qu'à São Paulo par exemple, ce budget s'élevait à 225,53 R\$ par personne (Fórum Brasileiro de Segurança Pública, 2014). Toutefois, à Rio de Janeiro, les effets de la sécurisation ne sont pas homogènes, ils diffèrent en fonction des territoires et de leurs spécificités. Par exemple, à Vidigal, les UPP semblent s'être mieux intégrées au quartier qu'à Rocinha où la situation est particulièrement tendue. Ceci s'explique en partie par la dimension du territoire, la densité du bâti, la difficulté d'accès à certains lieux et par une présence plus importante de trafiquants, Rocinha étant une plaque tournante du trafic de drogue à Rio de Janeiro. De plus, le comportement des policiers varie d'un endroit à l'autre, principalement en fonction du commandant et de la stratégie qu'il souhaite mettre en application. Les commandants des UPP disposent de pouvoirs étendus et variés dans ces favelas, qui vont parfois au-delà des fonctions ordinaires des policiers, ce qui peut rendre difficiles les rapports entre policiers et habitants. En effet, en plus de maintenir l'ordre et d'administrer le territoire, ils interviennent dans les conflits de voisinage, mettent en place des activités communautaires (culturelles, sportives, etc.) et délivrent les autorisations pour les événements, d'où la difficulté d'allier police militaire et police de proximité. Certains commandants mettent en place une stratégie particulièrement offensive, comme ce fut le cas à Rocinha avec le commandant Edson, qui a notamment été impliqué, avec une vingtaine de policiers de l'UPP, dans une affaire de torture suivie de mort avec dissimulation du cadavre et fraude relative à la procédure judiciaire (concernant Amarildo, habitant de Rocinha disparu en juillet 2013).

Dans certaines favelas, on est donc bien loin de l'image d'une police communautaire censée rompre avec l'héritage de la dictature militaire et supposée améliorer les rapports entre les policiers et les habitants. On recense encore de nombreux cas d'atteintes aux droits des habitants dans les favelas pacifiées. Malgré la nouvelle orientation prise par la politique de sécurité publique, le comportement des policiers n'évolue pas nécessairement. Dans l'État de Rio de Janeiro, en 2013, on compte encore 416 personnes mortes lors de confrontations impliquant des policiers, ce qui correspond à un taux de 2,5 pour 100 000 habitants – par comparaison, il n'est que de 1,5 à São Paulo et 1,1 au niveau national. Si ce taux est encore particulièrement élevé dans l'État de Rio de Janeiro, on constate tout de même une diminution depuis l'année de la mise en œuvre de la politique de pacification : en 2008, il s'élevait à 7,2 pour 100 000 habitants, soit 1 137 personnes tuées (Fórum Brasileiro de Segurança Pública, 2014). Dans la culture sécuritaire brésilienne, l'usage de la violence apparaît encore comme une force régulatrice et l'affrontement violent comme une stratégie de contrôle du crime. Cette stratégie n'est cependant pas employée de manière homogène sur le territoire, elle est particulièrement violente dans les favelas, et outrepassé parfois la loi : la situation d'exception en termes de sécurité et de droits des habitants est encore une réalité. Le secrétaire d'État à la sécurité publique, José Mariano Beltrame, assumait publiquement la différence de traitement entre les espaces d'habitat précaire et les quartiers aisés en affirmant : « un tir à Copacabana c'est une chose. Un tir à Coreia [favela de la périphérie], c'en est une autre » (*O Globo*, 2007).

La politique de pacification a transformé les rapports entre habitants, policiers et trafiquants, et les UPP ont, dans certains cas comme à Rocinha, contribué à l'augmentation du sentiment d'insécurité. D'un côté, cette inquiétude est directement liée aux comportements des policiers et à la multiplication des confrontations entre policiers et trafiquants. En effet,

s'il y avait auparavant des confrontations particulièrement violentes lors d'opérations ponctuelles, actuellement elles ont lieu presque tous les jours à Rocinha. Cela s'explique par plusieurs raisons : les policiers tentent d'étendre progressivement leur contrôle sur l'ensemble de la favela, notamment sur des territoires où les trafiquants sont encore visiblement armés. Par ailleurs, la crise de l'UPP, qui découle d'une perte de crédibilité liée aux violences illégitimes exercées par les policiers sur les habitants, peut avoir favorisé des tentatives de reprise de contrôle par des trafiquants. Enfin, la pacification a bouleversé l'organisation du trafic de drogue et des factions à Rio de Janeiro et des conflits internes aux factions peuvent parfois entraîner des conflits de territoire dans une même favela (par exemple entre le haut et le bas de Rocinha), ou bien des factions ennemies peuvent tenter de reprendre le contrôle de territoires perdus (on entend par exemple des rumeurs sur le retour du *Comando Vermelho* à Rocinha pour chasser la faction des *Amigos dos Amigos*).

D'un autre côté, la hausse du sentiment d'insécurité est liée au changement de profil de la violence. En effet, dans les favelas pacifiées, les crimes violents ont tendance à diminuer : entre 2012 et 2013, l'Institut de Sécurité Publique note une diminution de 26,5 % des homicides dans les zones ayant des UPP, alors que dans le reste de la ville, ils ont augmenté de 9,7 % ; mais inversement, les délits et la petite délinquance augmentent dans les favelas. Désormais, la violence peut toucher n'importe qui, et non plus seulement les habitants impliqués dans le trafic ou les personnes ayant enfreint les règles. On constate une sorte de perte de protection communautaire et les problèmes de sécurité sont de plus en plus similaires à ceux observés dans des quartiers formels (viols, cambriolages, vols, etc.). L'augmentation de ce type de délits relève en partie d'une meilleure comptabilisation, en raison de l'amélioration de l'accès des habitants des favelas à la justice et d'une meilleure connaissance de leurs droits, ce qui facilite les signalements et diminue la sous-évaluation. Aussi, avec les UPP, le contrôle social autoritaire imposé par les trafiquants s'est largement affaibli et par conséquent, les comportements déviants se sont multipliés. À Rocinha et Vidigal, on a constaté un schéma quelque peu différent avec une augmentation globale de tous les types de crimes et délits (tentatives d'homicide, agressions physiques, viols, disparitions, menaces, vols et vols aggravés, etc.). Mais ces taux restent toutefois souvent inférieurs à ceux des quartiers formels voisins. Après un pic en 2012, l'année de l'implantation des UPP, les chiffres ont eu tendance à diminuer. À Rocinha, plus de 3 ans après la pacification, les bienfaits des UPP en termes de violence et de crime restent pour l'instant difficilement palpables, mais la pacification a néanmoins apporté des améliorations en matière de droit et d'accès à la justice.

Concernant l'impunité policière, si la politique de pacification n'a pas permis de se défaire de la violence comme stratégie de lutte contre le crime, elle a toutefois fait émerger de nouvelles attentes dans la société civile : en étant portées dans l'espace public et plus largement médiatisées, la population est devenue plus sensible aux violences policières qui sont de plus en plus dénoncées. On observe de plus en plus d'initiatives locales de lutte contre ces violences. Les grandes manifestations de juin 2013 ont, entre autres, fait émerger un débat sur la démilitarisation de la police militaire qui est pour l'instant resté sans suite. Les réformes structurelles des institutions policière et judiciaire ainsi que du système carcéral ne sont à ce jour pas encore suffisantes.

D'un autre point de vue, la mise en place d'une nouvelle politique de sécurité publique n'a pas supprimé les pratiques de corruption au sein de l'institution policière. Le système d'échange de « marchandises politiques » s'est désormais transformé : les personnes haut placées dans les institutions politiques (policière, judiciaire, etc.) ont sans doute perdu une partie des avantages découlant de la corruption liée au trafic de drogue au profit des commandants des UPP, ce qui justifierait les discours anti-UPP émanant de certains fonctionnaires et politiciens. De plus, le fait que très peu de favelas contrôlées par les milices aient été pacifiées laisse supposer des liens de corruption solidement ancrés entre les miliciens et les institutions, ce qui rend plus difficile la pacification de ces espaces, et l'existence d'accords sous-jacents : puisque la pacification des favelas sous contrôle des trafiquants crée un manque à gagner dans le système de corruption, cette perte de bénéfices pourrait être compensée en n'intervenant pas dans les favelas sous contrôle des milices. Une grande partie des favelas de la Zone Ouest ne sont pas pacifiées et le contrôle des milices continue de s'étendre sur le territoire *carioca*.

○ **Les programmes d'urbanisation : amélioration des conditions de vie et transformation des modes d'habiter**

Concernant les interventions des pouvoirs publics pour urbaniser les favelas, de nombreux programmes ont été mis en place afin de réhabiliter les infrastructures et les équipements existants et d'en créer de nouveaux, ce qui a indéniablement facilité l'amélioration des conditions de vie des habitants. À Rocinha et à Vidigal, on observe une amélioration considérable des équipements et des services de santé, un développement important des systèmes d'assainissement de base ou encore une réduction des risques d'éboulement de terrain avec la construction de murs de soutènement. De nombreux travaux ont été réalisés pour les voies de circulation ou encore pour l'accroissement de l'offre culturelle et sportive. Cependant, dans certains cas, les habitants dénoncent le manque de participation et le choix de projets parfois très éloignés des besoins prioritaires des habitants, comme par exemple le projet de téléphérique à Rocinha.

Tout en conservant certaines spécificités comme leur architecture vernaculaire à laquelle sont accordées des valeurs esthétiques, plus les favelas tendent à ressembler aux quartiers formels, plus elles se valorisent et sont convoitées par les promoteurs immobiliers et les catégories de populations plus aisées. Avec l'arrivée de classes moyennes, de nouveaux modes d'habiter, d'entreprendre et de consommer se développent. Dans certains espaces comme à Vidigal, on peut parler d'un processus de gentrification, avec un changement de profil social et économique de la population. Ce changement et cette valorisation spatiale sont le produit de l'arrivée de ménages plus aisés, mais aussi d'une ascension sociale d'habitants qui ont eu accès à de meilleures formations et de meilleures opportunités professionnelles et qui ont pu augmenter leurs revenus. Certains d'entre eux investissent dans la favela en achetant par exemple un second bien immobilier qu'ils mettent en location ou en ouvrant un commerce (salon de beauté, restaurant, chambre d'hôte, etc.). Le tourisme se développe de plus en plus dans les favelas pacifiées et devient également une source de revenus pour leurs habitants. Par ailleurs, de nouveaux arrivants investissent dans des commerces locaux, ils y développent l'offre artistique et culturelle (école d'art, studio, exposition, etc.) et certains choisissent de venir habiter sur place, à la recherche de la proximité du centre-ville et de

modes de vie différents. Pour toute une catégorie de population, les favelas sont donc une source d'opportunités et de revenus.

Dans ces favelas, la situation d'exception joue un rôle paradoxal selon la manière dont les règles sont appliquées ou contournées. D'une part, elle limite la marchandisation du territoire en raison du caractère irrégulier du quartier. D'autre part, cette situation d'exception peut être instrumentalisée, puisqu'elle offre des avantages financiers et des libertés, en particulier pour ceux qui possèdent les moyens financiers ou le réseau social adéquat leur permettant de contourner les règles, par exemple pour construire une maison, un commerce ou un étage d'habitation supplémentaire.

Le profil socio-économique des habitants des favelas de la Zone Sud se transforme, et tend de plus en plus à rejoindre celui des classes moyennes. La valorisation de ces espaces entraîne des processus spéculatifs (augmentation des prix de vente et de location) et une partie des habitants, principalement les plus vulnérables, sont contraints de partir puisqu'ils n'arrivent plus à faire face au coût de la vie (augmentation du loyer, paiements de factures pour les services régularisés, impôts, etc.). Face au départ des habitants les plus vulnérables des favelas centrales, on peut s'interroger sur la tendance probable à une périphérisation croissante de la pauvreté et sur le rôle de l'action publique dans ce processus. Le choix des espaces ciblés par l'intervention des pouvoirs publics pose question, dans le sens où il ne correspond pas nécessairement à des priorités en termes de sécurité ou d'interventions urbanistiques. En effet, le critère retenu pour l'intervention semble avant tout être économique, dans la mesure où l'action publique cible les quartiers ayant le plus fort potentiel économique, ce qui explique pourquoi les favelas de la Zone Sud et du Centre ont été les premières concernées. Après le choc de l'ordre et des services, il s'agit d'un choc du progrès : les interventions publiques de sécurisation, d'urbanisation et de développement économique et social permettent à ces espaces et à leurs habitants d'accéder plus facilement aux marchés et de développer de nouvelles opportunités. Il n'est donc pas anodin que ces lieux connaissent une accélération de leur valorisation avec la multiplication des interventions. En définitive, si les actions publiques territorialisées permettent l'ascension socio-économique d'une partie des populations pauvres, elles renforcent les différences entre les favelas touchées par les actions publiques et celles qui ne sont la cible d'aucune action, qui sont le plus souvent situées dans des secteurs excentrés.

Aussi, avec la multiplication des déplacements de population organisés par les pouvoirs publics ou provoqués par le marché et la construction massive de logements sociaux dans des secteurs éloignés des centres, la fragmentation socio-spatiale de la ville peut s'accroître. Selon le Comitê Popular da Copa e Olimpíadas do Rio de Janeiro (2014) 4 772 familles ont déjà été déplacées par les pouvoirs publics et 4916 sont encore menacées de l'être. Si les résidences construites par le programme Minha Casa Minha Vida offrent aux habitants des logements de meilleure qualité et un accès à la propriété, leurs localisations posent parfois problème en raison de leur éloignement des zones d'emplois et de leur faible dotation en équipements, services et infrastructures. Certains chercheurs comme Michael Chétry et Jean Legroux (2014) vont jusqu'à parler de la permanence d'une logique ségrégationniste des pouvoirs publics envers les populations à bas revenus, qui s'encrent dans une approche politique ambiguë envers les favelas oscillant entre éradication et intégration.

Cette intégration concerne principalement les espaces de pauvretés situés dans les zones valorisées, ce qui produit des transformations rapides aussi bien d'un point de vue urbanistique que social. Comment protéger les favelas centrales pour conserver une mixité sociale et permettre à des populations plus pauvres de se maintenir à proximité des zones d'emplois et d'avoir accès à plus d'opportunités ? Certains chercheurs, comme Jailson de Silva e Souza (2012) ont proposé de donner aux favelas une valeur patrimoniale afin de protéger leurs habitants les plus vulnérables. On a observé récemment à Rio de Janeiro de nombreuses initiatives de valorisation de la mémoire des favelas et de leurs populations, avec par exemple la création de musées des favelas (à Pavão-Pavãozinho et Cantagalo, à Rocinha, etc.). Il nous faut toutefois relativiser la disparition des favelas centrales, puisque c'est une hypothèse de long terme, et la précarité dans ces favelas est encore une réalité. Luciana, habitante de Rocinha et agent communautaire de santé, rend quotidiennement visite aux habitants de cette favela, notamment ceux du quartier de Macega, l'un des plus pauvres, et observe des situations d'extrême pauvreté très alarmantes :

« On n'imagine pas la misère qu'il y a encore ici. Au fond des allées, on trouve plein de maisons en bois, sans eau ni électricité [...] Cette communauté reste une des zones du pays avec le plus haut taux de tuberculeux. Et on compte de nombreux cas de personnes atteintes du VIH. La semaine dernière, je me suis rendu dans une famille où, à 13 ans, une ado venait d'avoir son deuxième enfant. Elle a eu le premier à 9 ans ! [...] Il y a encore beaucoup de trafiquants armés et de nombreux conflits, surtout là où j'habite. Sans parler de la pression exercée par les policiers, mon fils se fait contrôler presque tous les jours. » (Entretien avec Luciana, agent communautaire de santé au poste de santé Albert Sabin et habitante de Rocinha, le 30/05/2014).

Par ailleurs, si la compétition pour l'espace est indéniable et qu'elle pénalise toute une partie de la population en situation précaire (faible indemnisation, relogement excentré, etc.), l'usage du terme de ségrégation apparaît toutefois radical puisqu'il laisse supposer que les pouvoirs publics imposeraient un lieu aux populations à bas revenus. Or, le marché agit plus comme un acteur autoritaire que l'État. Si la majorité de la production de résidences d'habitat social se fait dans des secteurs plus excentrés c'est notamment, car il n'y a presque plus d'espaces constructibles disponibles dans la Zone Sud et au Centre, et que la construction de nouveaux logements dans ces zones nécessite la destruction d'anciens. De plus, certains habitants profitent pleinement de ces déplacements à travers la mise place de stratégies (négociation d'indemnisation, invasion de maisons ou construction de logements sur des espaces d'habitation devant être démolis, etc.). La ségrégation laisse imaginer l'existence de limites nettes entre les espaces suivant leur composition socio-économique, or, les frontières sont loin d'être imperméables. Cette compétition pour l'espace souligne combien l'espace urbain est un espace de conflits et de contestation, et les favelas participent pleinement à cette compétition. Aussi, les conflits dans ces lieux sont tout autant le produit d'acteurs extérieurs exerçant des pressions (politiciens, promoteurs immobiliers, pouvoirs publics, etc.) que d'acteurs locaux appartenant entre autres à la bourgeoisie *favelada*.

- **Transformation urbaine et hausse des tensions sociales dans le contexte d'accueil des méga-événements**

Rio de Janeiro a enregistré récemment de grandes mutations urbaines et dans le contexte d'accueil des méga-événements, les tensions sociales sont devenues de plus en plus visibles, ce qui s'est traduit par de grandes manifestations à travers tout le pays. Les revendications ont pointé du doigt aussi bien les problèmes du transport public que l'insatisfaction générale de la population quant à la qualité des services d'éducation ou de santé, face aux investissements démesurés pour l'accueil des méga-événements. Les choix du gouvernement et des organisateurs internationaux de ces événements sportifs ont été au cœur des critiques : une partie de la société civile a dénoncé la priorité accordée aux méga-événements au détriment de la population et également la participation à un système largement corrompu. De plus, le Brésil fait face à une situation d'inflation non négligeable qui touche de plein fouet les ménages à faible revenu du fait de l'augmentation du prix des produits de base : entre mai 2012 et juin 2013, le prix des tomates a doublé, celui des oignons a augmenté de 70 %, celui du riz de 20 % et celui du poulet de 23 %. Globalement, le prix des produits et services a grimpé de 6,5 % en un an. L'augmentation du coût des services a un impact paradoxal sur les classes populaires dans la mesure où d'un côté les personnes qui travaillent sont mieux rémunérées, mais de l'autre, les ménages de classe moyenne ont de plus en plus de mal à employer des travailleurs domestiques (nourrices, femmes de ménage, cuisinières). Or, une part significative des métiers du service est occupée par les habitants des favelas, qui ressentent particulièrement les effets de la crise et qui sont donc parmi les premiers à en payer les conséquences. De surcroît, à l'été 2014, le Brésil est officiellement entré en récession : le PIB a reculé de 0,6 % au deuxième trimestre par rapport au premier. Ceci a d'autant plus renforcé les mécontentements face au gouvernement de Dilma Rousseff, qui a pourtant été réélue en octobre 2014.

Les grandes villes brésiliennes sont traversées par des revendications économiques, sociales, sécuritaires ou politiques, mais à l'image de la fragmentation urbaine, les manifestations sont également fragmentées. Les mouvements comme ceux de juin 2013, regroupant aussi bien les plus pauvres que les plus aisés, restent exceptionnels. Actuellement, les habitants des favelas se mobilisent toujours sur les questions d'accès aux équipements et services urbains et contre les violences à répétition exercées par la police, tandis que les classes moyennes s'unissent autour de revendications plus économiques et politiques, par peur de voir leur situation empirer et leurs privilèges s'effriter. En 2015, de nouvelles manifestations ont éclaté dans le pays, qui ont rassemblé 1 à 2 millions de personnes appartenant principalement aux classes moyennes et aisées favorables au renversement du PT et de la présidente Dilma Rousseff. Une grande partie de la population ne se sent plus représentée par les partis politiques actuels et ces mobilisations reflètent l'inquiétude grandissante à propos de l'inflation, de la récession économique et de la corruption. En mars 2015, certains manifestants demandaient une intervention militaire : on n'avait pas vu ce type de revendications depuis celles de 1964 organisées lors de la préparation du coup d'État militaire. Les classes populaires ont été les grandes absentes de ces dernières manifestations rompant ainsi avec l'élan unitaire observé lors des mouvements de

2013, ceci étant finalement le reflet de la différenciation de la société urbaine et des intérêts divergents des groupes qui la composent.

Avec les grandes transformations urbaines du territoire *carioca*, la place des favelas et de leurs habitants dans la ville a évolué : d'un côté, les favelas situées dans les zones Sud et Centrale sont de plus en plus intégrées dans l'espace urbain, leurs spécificités de plus en plus valorisées, elles sortent progressivement d'une situation d'exception et le profil socio-économique de leurs habitants se modifie ; de l'autre, les populations les plus pauvres sont de plus en plus souvent reléguées dans des espaces excentrés sous-équipés, situés plus loin des emplois et des services.

Bibliographie

- Abreu Oliveira, A. C., Monteiro, R., & Zaluar, A. (2013). Relatório de pesquisa de campo etnográfico em favelas com UPP até 2012. In : A. Zaluar (org.), *Prevenção da violência : uma perspectiva ecológica*, p.2-44. Rio de Janeiro: NUPEVI/CNPq/FAPERJ.
- Abreu, M. d. (1987). *Evolução Urbana do Rio de Janeiro*. Rio de Janeiro: Jorge Zahar.
- Abrucio, F. L. (2002). *Os barões da federação : os governadores e a redemocratização brasileira*. São Paulo: Hucitec.
- Agache, A. (1930). *Cidade do Rio de Janeiro, remodelação, extensão e embelezamento (Plano Agache)*. Paris: Foyer Brésilien.
- Agamben, G. (1998). *Homo Sacer: le pouvoir souverain et la vie nue*. Paris: Le Seuil.
- Agamben, G. (2003). *État d'exception*. Paris: Le Seuil.
- Agier, M. (1999). *L'invention de la ville, banlieues, townships invasions et favelas*. Paris: Archives contemporaines.
- Agier, M. (2008). *Gérer les indésirables. Des camps de réfugiés au gouvernement humanitaire*. Paris: Flammarion, Bibliothèque des savoirs.
- Alves, O. (2014). Morro da Providência no Rio ganha teleférico gratuito nesta quarta. *Folha de São Paulo*, 1^{er} Aout. Disponible sur : <http://www1.folha.uol.com.br/cotidiano/2014/07/1479219-primeira-favela-do-rio-morro-da-providencia-ganha-teleferico-gratuito-nesta-quarta.shtml>
- Alvito, M., & Zaluar, A. (org.) (1998). *Um seculo de favela*. Rio de Janeiro: FGV.
- ANCOP. (2014). *Dossiê Megaeventos e Violações dos Direitos Humanos no Brasil*. Articulação nacional dos comitês populares da copa.
- Arantes, O. B. (2000). Uma estratégia fatal : a cultura nas novas gestões urbanas. In: O. Arantes, C. Vainer, & E. Maricato (org.), *Cidade do pensamento único. Desmanchando consensos*, p.11-74. Petrópolis: Vozes.
- Araujo, R. L., & Cardoso, A. L. (2007). A política de urbanização de favelas do município do Rio de Janeiro. In: A. L. Cardoso (org.), *Habitação social nas metrópolis brasileiras : uma avaliação das políticas habitacionais em Belém, Belo Horizonte, Porto Alegre, Recife, Rio de Janeiro e São Paulo no final do século XX*, p. 276-323. Porto Alegre: ANTAC.
- Ascher, F. (2001). *Les nouveaux principes de l'urbanisme*. La Tour d'Aigues: Édition de l'Aube.
- Autoridade Pública Olímpica. (2015). *Matriz de responsabilidades Jogos Olímpicos e Paraolímpicos Rio 2016*. Rio de Janeiro, Janvier. Disponible sur : http://transparencia.gov.br/rio2016/_arquivos/Matriz_de_Responsabilidades_Olimpiadas_Versao2_Jan-2015.pdf.
- Backhauser, E. (1906). *Habitações populares*. Rio de Janeiro: Imprensa Nacional.
- Baierle, S. (2006). L'ère des contrats : les ONG et l'insoutenable marchandisation de la solidarité. *Mouvements*, (47-48), p.118-127.
- Ballaco, A. (2014). Vidigal já tem mais de mil moradores estrangeiros. *O Dia*, 19 Janvier. Disponible sur : <http://odia.ig.com.br/noticia/riosemfronteiras/2014-01-19/vidigal-ja-tem-mais-de-mil-moradores-estrangeiros.html>.
- Banque Mondiale. (2011). *Rapport sur le développement dans le monde : Conflits, sécruté et developpement*. Washington: Banque Mondiale.
- Barbosa, C. (2014). William da Rocinha acusa deputado, policiais e o MP pela sua prisão. *O Dia*, 14 Décembre. Disponible sur : <http://odia.ig.com.br/noticia/rio-de-janeiro/2014-12-14/william-da-rocinha-acusa-deputado-policiais-e-o-mp-pela-sua-prisao.html>
- Barcellos, C., & Zaluar, A. (2014). Homicídios e disputas territoriais nas favelas do Rio de Janeiro. *Revista Saúde Pública*, 48(1), p. 94-102.
- Barret-Kriegel, B. (1989). *Michel Foucault et l'État de police*. Paris: Seuil.
- Bastor, I. (2011). Geo-Rio mapeia 9 favelas inteiras em áreas de alto risco. *O Globo*, 7 janvier. Disponible sur : <http://oglobo.globo.com/rio/geo-rio-mapeia-9-favelas-inteiras-em-areas-de-alto-risco-2841201>
- Batista Carvalho, M. (2013). A política de pacificação de favelas e as contradições para a produção de uma cidade segura, Grandes Eventos e seus impactos sociais. *O Social em Questão*, 1(29), p. 285-308.

- Bautès, N. (2013). La rue brésilienne. Retour sur les mouvements sociaux urbains de 2013. *Métropolitiques*, 9 octobre. Disponible sur : <http://www.metropolitiques.eu/La-rue-bresilienne.html>
- Bautès, N., & Soares Gonçalves, R. (2011). Sécuriser l'espace des pauvres. Sécurité publique et justice spatiale dans les favelas de Rio de Janeiro. *Justice Spatiale/Spatial Justice. Pratiques de Sécurité en Ville* (4), Décembre. Disponible sur : <http://www.jssj.org/>
- Belchior Mesquita, W. A. (2008). "Tranquilidade" sob uma ordem violenta : o controle social da "mineira" em uma favela carioca. In: L. A. Machado da Silva (org.), *Vida sob cerco. Violência e rotina nas favelas do Rio de Janeiro*, p. 227-249. Rio de Janeiro: Nova Fronteira.
- Beraba, M. (2003). Rocinha é vedete das favelas, mostra livro. *Folha de São Paulo*, 25 mai. Disponible sur : <http://www1.folha.uol.com.br/fsp/cotidian/ff2505200310.htm>
- Berenstein-Jacques, P. (2003). *Esthétique des favelas: les favelas de Rio à travers l'oeuvre de Hélio Oiticica*. Paris: L'Harmattan.
- Berta, R. (2015). Apesar de indenizações milionárias, prefeitura não consegue acabar com a Vila Autódromo. *O Globo*, 14 Mai. Disponible sur : <http://oglobo.globo.com/rio/apesar-de-indenizacoes-milionarias-prefeitura-nao-consegue-acabar-com-vila-autodromo-16153064#ixzz3eYIaTqqw>
- Bidou, C. (1984). *Les aventuriers du quotidien, essai sur les nouvelles classes moyennes*. Paris: PUF.
- Bidou-Zachariassen, C. (2003). *Retours en ville*. Paris: Descartes et Cie.
- Birman, P. (2008). Favela é comunidade? In: L. A. Machado da Silva (org.), *Vida sob o cerco: violência e rotina nas favelas do Rio de Janeiro*, p. 99-114. Rio de Janeiro: FAPERJ.
- Birman, P., & Souty, J. (2013). Hétérotopies urbaines. *Brésil(s)* (3).
- Blot, J., & Spire, A. (2014). Déguerpissements et conflits autour des légitimités citadines dans les villes du Sud. *L'Espace Politique*, 18 Mars. Disponible sur <http://espacepolitique.revues>
- Borius, O. (2010). Rio de Janeiro olympique : murs tropicaux, favelas et gentrification. *Independencias-Dependencias-Interdependencias, VI Congreso CEISAL*. Toulouse.
- Bourdeau-Lepage, L., & Huriot, J.-M. (2005). La métropolisation : thème et variations. In : M.-A. Buisson, & D. Mignot (org.), *Concentration économique et ségrégation spatiale*, p. 39-64. Bruxelles: De Boeck.
- Bourdieu, P. (1980). *Questions de sociologie*. Paris: Minuit.
- Brennetot, A. (2011). Les géographes et la justice spatiale : généalogie d'une relation compliquée. *Annales de géographie* (678), février, p.115-134.
- Bret, B. (2006). Inégalité sociale et cohésion territoriale, pour une lecture rawlsienne du territoire brésilien. *Géocarrefour*, 81(3). Disponible sur : <http://geocarrefour.revues.org/>
- Bret, B. (2008). Équité territoriale. *Hypergeo*. Disponible sur <http://www.hypergeo.eu/spip.php?article416>
- Brunet, R., Ferras, R., & Théry, H. (1992). *Les mots de la géographie: dictionnaire critique*. Paris: Reclus-La documentation française.
- Burgos, M. B. (1998). Dos parques proletários ao Favela-Bairro : as políticas públicas nas favelas do Rio de Janeiro. In : M. Alvito, & A. Zaluar (org.), *Um século de favela*, p. 25-60. Rio de Janeiro: FGV.
- Calixte, L. (2014). Le vrai coût des Coupes du monde de football. *Challenge*, 11 Juillet. <http://www.challenges.fr/sport/20140711.CHA6120/le-vrai-cout-des-coupes-du-monde-de-football.html>.
- Calvès, A.-E. (2009). Empowerment : généalogie d'un concept clé du discours contemporain sur le développement. *Revue Tiers Monde* (200), p. 735-749.
- Cano, I. (1997). *Letalidade da ação policial no Rio de Janeiro*. Rio de Janeiro: ISER.
- Cano, I. (2008). Seis por meia dúzia? Um estudo exploratório do fenômeno das chamadas 'milícias' no Rio de Janeiro. In : Justiça Global (org.), *Segurança, Tráfico e Milícia no Rio de Janeiro*. Rio de Janeiro: Justiça Global, Fundação Heinrich Böll. Disponible sur : http://global.org.br/wp-content/uploads/2009/12/Relatorio_Milicias_completo.pdf.
- Cano, I. (2012). *Os Novos Donos do Morro*. Rio de Janeiro: Pesquisa LAV. Disponible sur : <http://www.lav.uerj.br/docs/rel/2012/RelatUPP.pdf>
- Cano, I., Sento-Sé Trajano, J., & Ribeiro, E. (2004). *Mapeamento da criminalidade na área metropolitana do Rio de Janeiro*. Rio de Janeiro: Laboratorio de Análise da Violência.
- Cardoso, A. L., Nunes Junior, D. R., & Araújo, F. (2013). Quando um direito vira produto : impactos do programa minha casa minha vida na cidade do Rio de Janeiro. *XIII Simpósio Nacional de Geografia Urbana, UERJ*, Novembre.

- Carrel, M., Cary, P., & Wachsberger, J.-M. (2013). *Ségrégation et fragmentation dans les métropoles: perspectives internationales*. Villeneuve d'Ascq: Presses Universitaires Septentrion.
- Carrière, J.-P. (2012). Regards croisés sur les dynamiques métropolitaines au Brésil et en Europe. In : L.-N. Tellier, & C. Vainer (org.), *Métropoles des Amériques en mutation*, p. 31-46. Québec: Université du Québec.
- Carvalho, V. A., & Fátima e Silva, M. d. (2011). Política de segurança pública no Brasil: avanços, limites e desafios. *Katálysis*, 14(1), p. 59-67.
- Castel, R. (2003). *L'Insécurité sociale : qu'est-ce qu'être protégé ?* Paris: Seuil.
- Cavallieri, F., & Vial, A. (2012). *Favelas na cidade do Rio de Janeiro: o quadro populacional com base no Censo 2010*. Rio de Janeiro: IPP/Prefeitura da Cidade do Rio de Janeiro. Disponible sur http://portalgeo.rio.rj.gov.br/estudoscariocas/download%5C3190_FavelasnacidadedoRiodeJaneiro_Censo_2010.PDF
- Centre on Housing Rights and Evictions. (2008). Les Jeux Olympiques, médaille d'or des expulsions. *Revue Agone* (38-39). Disponible sur : <http://revueagone.revues.org/208>.
- CESCR. (1997). *The right to adequate housing (art. 11.1 of the Covenant): forced evictions. General comment 7*. Geneva: CESCR.
- Charmes, E., & Vivant, E. (2008). La gentrification et ses pionniers : le rôle des artistes off en question. *Métropoles* (3), p. 31-66, 11 Juin. Disponible sur : <http://metropoles.revues.org/1972>
- Chétry, M. (2011). L'insertion des habitants des favelas de Rio de Janeiro dans la ville : le cas des pratiques de consommation et de loisirs ». *Confins*, 30 novembre. Disponible sur : <http://confins.revues.org/7244>.
- Chétry, M. (2013). La fragmentation : un nouveau regard sur la ville brésilienne ? In : M. Carrel, P. Cary, & J.-M. Wachsberger (org.), *Ségrégation et fragmentation dans les métropoles: perspectives internationales*, p.121-136. Villeneuve d'Ascq: Presses Universitaires Septentrion.
- Chétry, M., & Legroux, J. (2014). Rio de Janeiro dans le contexte des méga-événements : le rôle des pouvoirs publics dans la ségrégation urbaine. *Espace, population, société*, février-mars. Disponible sur : <http://eps.revues.org/5809>
- Chinelli, F., & Machado da Silva, A. L. (1993). O vazio da ordem: relações políticas e organizacionais entre as escolas de samba e o jogo do bicho. *Revista do Rio de Janeiro* (1), p.42-52.
- CHISAM. (1969). *Origem – Objetivos – Programas – Metas*. Rio de Janeiro: Ministério do Interior / BNH.
- Clerval, A., Colomb, C., & Van Criekingen, M. (2011). La gentrification des métropoles européennes. In : D. Pumain, & M.-F. Mattei (org.), *Données urbaines*, p. 151-165. Paris: Economica Anthropos.
- Coelho, E. C. (1988). Da Falange Vermelha a Escadinha: o poder nas prisões. *Revista de Política e Cultura*, p. 106-114, janvier.
- Comitê Popular da Copa e Olimpíadas do Rio de Janeiro. (2014). *Megaeventos e violações dos direitos humanos no Rio. Rio de Janeiro*.
- Costa Gomes, P. C. (2002). *A condição urbana: ensaios de geopolítica da cidade*. Rio de Janeiro: Bertrand Brasil.
- Coutinho, D. (2013). *Um olhar sobre a produção cultural na Rocinha*. Rio de Janeiro.
- Dabène, O. (2008). Enclaves autoritaires en démocratie : perspectives latino-américaines. In : O. Dabène (org.), *Autoritarismes démocratiques. Démocraties autoritaires au XXIe siècle*, p. 89-112. Paris: La Découverte Recherches.
- Dagnino, E., & Tatagiba, L. (2010, février). Mouvements sociaux et participation institutionnelle : répertoires d'action collective et dynamiques culturelles dans la difficile construction de la démocratie brésilienne. *Revue internationale de politique comparée*, 17, p. 167-185.
- Dansereau, F. (1985). La réanimation urbaine et la reconquête des quartiers anciens par les couches moyennes: tour d'horizon de la littérature nord-américaine. *Sociologie du travail*, 21(2), p. 191-205.
- Daudelin, J. (1996). Making sense of evil : the politics of institutional violence in Brazil. *Canadian journal of development studies*.
- Davis, M. (2006). *Le pire des mondes possibles. De l'explosion urbaine au bidonville global*. Paris: La Découverte.
- Deluchey, J. F. (2003). La réforme de la sécurité publique au Brésil : les enjeux du pacte fédératif. In : J. Picard (org.), *Le Brésil de Lula : Les défis d'un socialisme démocratique à la périphérie du capitalisme*, p. 269-300. Paris: Kathala.
- Deluchey, J.-F. (2003, février). De la «guerre contre le crime» au Brésil : culture autoritaire et politiques publiques de la sécurité. *Autrepart* (26), p. 173-186.
- Di Méo, G. (1998). De l'espace aux territoires : éléments pour une archéologie des concepts fondamentaux de la géographie. *L'information géographique*, 62(3), p. 99-110.

- Di Méo, G. (1998). *Géographie sociale et territoires*. Paris: collection Fac Géographie, Nathan Université.
- Drummond, D. (1981). *Architectes des favelas*. Paris: Dunod.
- EGP-Rio. (2010). *Censo das favelas, Complexo da Rocinha, Censo domiciliar*. Rio de Janeiro: EGP-Rio, Secretaria de Estado da Casa Civil.
- EGP-Rio. (2010). *Censo Empresarial, Complexo da Rocinha*. Rio de Janeiro: EGP-Rio, Secretaria de Estado da Casa Civil.
- EGP-Rio. (2010). *Censo Empresarial, Complexo da Rocinha*. Rio de Janeiro: EGP-Rio, Secretaria de Estado da Casa Civil.
- Elias, N. (1978). *The Civilizing Process* (Vol. 1). Oxford: The History of Manners.
- Ernst & Young Brasil. (2010). *Brasil sustentável Impactos Socioeconômicos da Copa do Mundo 2014*. Ernst & Young Brasil et FGV Projetos. Disponible sur : http://fgvprojetos.fgv.br/sites/fgvprojetos.fgv.br/files/estudo_9.pdf.
- Erthal, J. M. (2010). No Rio, agora, traficante não dorme tranquilo. *Veja*, 4 avril. Disponible sur: veja.abril.com.br/noticia/brasil/no-rio-agora-trafficante-nao-dorme-tranquilo
- Fantin, M. (1999). *Cidade dividida: dilemas e disputas simbólicas em Florianópolis*. Florianópolis: Cidade Futura.
- Ferreira dos Santos, C. N. (1981). *Movimentos Urbanos no Rio de Janeiro*. Rio de Janeiro: Zahar.
- Fijalkow, Y., & Préteceille, E. (2006). Gentrification : discours et politiques urbaines (France, Royaume-Uni, Canada). *Sociétés Contemporaines* (63), p. 5-13.
- Florida, R. L. (2002). *The rise of creative class : and how it's transforming work, leisure, community and everyday life*. New York: Basic Book.
- Fundação Bento Rubião. (2006). *Diagnostico da Rocinha*. Rio de Janeiro: Fundação Bento Rubião.
- Fornazin, H. (2011). Daqui eu não saio, daqui ninguém me tira – Vila Autódromo resiste à remoção. *Boletim do MST Rio*, 31, 27 octobre. Disponible sur : <https://pelamoradia.wordpress.com/2011/10/26/videos-e-fotos-daqui-eu-nao-saio-daqui-ninguem-me-tira-%E2%80%93-vila-autodromo-resiste-a-remocao-rj/>.
- Foucault, M. (1966). *Les mots et les choses: une archéologie des sciences humaines*. Paris: Gallimard.
- Foucault, M. (1975). *Surveiller et punir. Naissance de la prison*. Paris: Gallimard.
- Foucault, M. (1994). Des espaces autres. In : M. Foucault, *Dits et écrits*. Tome IV, p. 752-762. Paris: Gallimard.
- Foucault, M. (1994). *Dits et écrits*, Tome III. Paris: Gallimard.
- Foucault, M. (2004). *Sécurité, territoire, population : cours au Collège de France (1977-1978)*. Paris: Gallimard.
- Frémont, A. (1976). *La région, espace vécu*. Paris: PUF.
- GaWC. (2013). *The word according to GaWC 2012*. Disponible sur : <http://www.lboro.ac.uk/gawc/world2012t.html>.
- Gay, R. (1994). *Popular organization and democracy in Rio de Janeiro : a tale of two favelas*. Philadelphia: Temple University Press.
- Geffray, C., Fabre, G., Salama, P., Schiray, M., & Zaluar, A. (2002). *Globalisation, Drugs and Criminalisation: Final Research Report on Brazil, China, India and Mexico*. MOST, Unesco.
- Geo-Rio. (2010). *Relatório de Avaliação de risco geológico-geotécnico da GEO-Rio*. Rio de Janeiro: Geo-Rio.
- Giddens, A. (1994). *Les conséquences de la modernité*. Paris: L'Harmattan.
- Goffman, E. (1991). *Les cadres de l'expérience*. Paris: Les éditions de Minuit.
- Goirand, C. (1998). Clientélisme et vote populaire : la politisation des groupes populaires à Rio de Janeiro. In : J.-L. Briquet, & F. Sawicki (org.), *Le clientélisme politique*, p. 111-144. Paris: PUF.
- Goirand, C. (1999). « Philanthropes » en concurrence dans les favelas de Rio. *Critique internationale* (4), p. 155-167.
- Goirand, C. (2000). *La politique des favelas*. Paris: Karthala.
- Goirand, C. (2003). *Violence et contrôle de la violence au Brésil, en Afrique et à Goa*. Paris: Lusotopie Karthala.
- Goirand, C. (2010, mars). Penser les mouvements sociaux d'Amérique latine. Les approches des mobilisations depuis les années 1970. *Revue française de science politique*, 60, p. 445-466.
- Graham, S. (2012). *Villes sous contrôle : la militarisation de l'espace urbain*. Paris: La Découverte.

- Granotier, B. (1980). *La planète des bidonvilles: perspectives de l'explosion urbaine dans le tiers monde*. Paris: Seuil.
- Hannerz, U. (1983). *Explorer la ville : éléments d'anthropologie urbaine*. Paris: Les Éditions de Minuit.
- Harvey, D. (1973). *Social Justice and the City*. Londres: Arnold.
- Harvey, D. (1989). *The condition of postmodernity*. Oxford: Blackwell.
- Harvey, D. (2001). *Spaces of capital: Towards a critical geography*. New York: Routledge.
- Harvey, D. (2011). *Le capitalisme contre le droit à la ville*. Paris: Editions Amsterdam.
- Haus Martin, P. (2004). *ONG na Lei, perguntas e respostas*. Rio de Janeiro: MHS do Brasil.
- Hellman, J. A. (1992). The study of new social movements in Latin America and the question of autonomy. In: A. Escobar, & S. E. Alvarez (org.), *The making of social movements in Latin America: Identity, strategy, and democracy*, p. 52-61. Boulder: Westview Press.
- Holanda, S. B. (1936). *Raízes do Brasil*. Rio de Janeiro: Livraria José Olympio Editora.
- Holz, J. M. (2011). *Les jeux olympiques et leurs territoires*. Perpignan: Collection études, Presses Universitaires de Perpignan.
- IBGE. (2010). *Censo Demográfico 2010. Aglomerados Subnormais Primeiros Resultados*. Rio de Janeiro: IBGE.
- IBGE. (2010). *Censo Demográfico 2010. Aglomerados Subnormais. Informações Territoriais*. Rio de Janeiro: IBGE.
- IBGE. (2012). *As Fundações Privadas e Associações sem Fins Lucrativos no Brasil - 2010*. IBGE.
- IPP, Cavallieri, F., & Via, A. (2012). *Favelas na cidade do Rio de Janeiro: o quadro populacional com base no Censo 2010*. Rio de Janeiro: IPP.
- Jacquot, S. (2007). *Enjeux publics et privés du réinvestissement des espaces historiques centraux, une étude comparée de Gênes, Valparaíso et Liverpool*. Université d'Angers: Thèse de doctorat en géographie.
- Janot, L. F. (2015). Agora ou nunca. *O Globo*, 4 juillet.
- Justiça Global & al. (2009). Os muros nas favelas e o processo de criminalização. Rio de Janeiro : Justiça Global, 23 mai. Disponible sur : <http://global.org.br/wp-content/uploads/2009/12/Relat%C3%B3rio-Os-Muros-nas-Favelas-e-o-Processo-de-Criminaliza%C3%A7%C3%A3o.pdf>
- Lago, L. C. (2000). *Desigualdades e segregação na metrópole*. Rio de Janeiro: Revan.
- Lautier, B. (2006). Discussion (suite) notes d'un sociologue sur l'usage de la notion de «marge» dans les sciences sociales du développement. *Revue Tiers Monde*, p. 17-20.
- Leeds, E. (1998). Cocaina e poderes paralelos na periferia urbana brasileira : ameaças à democratização em nível local. In : A. Zaluar, & M. Alvito (org.), *Um século de favela*, p. 233-276. Rio de Janeiro: FGV.
- Lefebvre, H. (1974). *La production de l'espace*. Paris: Anthropos.
- Lefebvre, H. (1974). *Le droit à la ville (suivi de) Espace et Politique*. Paris: Anthropos.
- Leitão, G. E. (2009). *Dos Barracos de Madeira aos Prédios de Quitinetes: Uma análise do processo de produção da moradia na favela da Rocinha, ao longo de cinquenta anos*. Niterói: UFF.
- Leite, M. P. (2007). *Para além da metáfora da guerra : Violência, cidadania, religião e ação coletiva no Rio de Janeiro*. São Paulo : Attar Editorial/CNPq-Pronex Movimentos Religiosos no Mundo Contemporâneo.
- Leite, M. P. (2008). Violência, sociabilidade e risco nas margens da cidade: percepções e formas de ação de moradores de favelas cariocas. In : L. A. Machado da Silva (org.), *Vida sob cerco: violência e rotina nas favelas do Rio de Janeiro*, p. 115-141. Rio de Janeiro: FAPERJ/Nova Fronteira.
- Leite, M. P. (2012). Da “metáfora da guerra” ao projeto de “pacificação”: favelas e políticas de segurança pública no Rio de Janeiro. *Revista brasileira de segurança pública*, 6(2), p. 374-389.
- Leite, M. P. (2013). La favela et la ville: de la production des «marges» à Rio de Janeiro. *Brésil (s). Sciences humaines et sociales* (3), p. 109-128.
- Lemgruber, J., Musumeci Soares, B., Musumeci, L., & Ramos, S. (2010). *Unidades de polícia pacificadora: o que pensam os policiais*. Centro de Estudos de Segurança e Cidadania, Universidade Candido Mendes. Rio de Janeiro: CEsSeC / Ucam. Disponible sur : <https://riorealblog.files.wordpress.com/2011/05/pesquisa-upp-o-que-pensam-os-policiais-com-introduc3a7c3a3o-21.pdf>
- Lesbaupin, Y. (1997). Communauté de base et politique au Brésil. *Archives de Sciences Sociales des Religions*(97), p. 32-45.

- Lewis, O. (1963). *Les enfants de Sanchez. Autobiographie d'une famille mexicaine*. Paris: Gallimard.
- Lewis, O. (1965). Further Observations on the Folk-Urban Continuum and Urbanization with Special Reference to Mexico City. In : P. M. Hauser, & S. Leo Francis (org.), *The study of urbanization*, p. 491-502. New York: Wiley.
- Lima, W. d. (1991). *Quatrocentos contra um : uma hisoria do Comando Vermelho*. Rio de Janeiro: Vozes.
- Locke, J. (1994). *Le second traité du gouvernement*. Paris: PUF.
- Lopes, G., Amorim, V., & Cavallieri, F. (2011). *Favelas Cariocas: Comparação das Áreas Ocupadas 2004-2011*. Rio de Janeiro: IPP/Prefeitura da Cidade do Rio de Janeiro. Disponible sur : http://portalgeo.rio.rj.gov.br/estudoscariocas/download%5C3272_FavelasCariocas_compara%C3%A7%C3%A3o_das_%C3%A1reas_ocupadas_2004_2011.pdf
- Machado da Silva, L. A. (1967). A política na favela. *Cadernos Brasileiros* (41), p. 35-47, mai.
- Machado da Silva, L. A. (1999). Criminalidade violenta: por uma nova perspectiva de análise. *Revista Sociologia e Política*(13), p. 115-124, novembre.
- Machado da Silva, L. A. (2002). A continuidade do "problema da favela". In : L. L. Oliveira (org.), *Cidade : história e desafios*, p. 220-237. Rio de Janeiro: FGV.
- Machado da Silva, L. A. (org.) (2008). *Vida sob cerco: violência e rotina nas favelas do Rio de Janeiro*. Rio de Janeiro: Nova Fronteira.
- Machado da Silva, L. A. (2010). As varias faces das UPPs. *Ciência Hoje*, 46(276), p. 34-39, novembre.
- Martins Rodrigues, A. E., & Oakim Bandeira de Mello, J. (2015). A reformas urbanas na cidade do Rio de Janeiro. *Acervo*, p. 19-53, janvier.
- Matheson, V. A., & Baade, R. A. (2004). Mega-sporting events in developing nations: playing the way to prosperity? . *South African Journal of Economics*, 75(5), p. 1085-1096.
- Mattos Rochas, L. d. (2013). *Uma favela diferente das outras*. Rio de Janeiro: Quartet, FAPERJ.
- Mello, M. A., Machado da Silva, L. A., Luna Freire, L. d., & Silveira Simões, S. (org.), (2012). *Favelas cariocas. Ontem e hoje*. Rio de Janeiro: Garamond/Faperj/LeMetro.
- Mier, B. (2014). Made in Rocinha: O Carteiro Amigo e o Mapa que Deu Inveja ao google, *Motherboard*, 7 Octobre. Disponible sur Motherboard: http://motherboard.vice.com/pt_br/read/made-in-rocinha-o-carteiro-amigo-e-o-mapa-que-deu-inveja-ao-google
- Ministério do Esporte. (2014). *Matriz de Responsabilidades da Copa de 2014*, décembre. http://www.esporte.gov.br/arquivos/assessoriaEspecialFutebol/copa2014/Matriz_consolidada_dez_2014.pdf, Brasília.
- Misse, D. G. (2012). *UPP e Sistema Integrado de Metas: impacto na redução da criminalidade violenta?* Rio de Janeiro: 37º Encontro Anual da ANPOCS, ST38 Violência, criminalidade e punição no Brasil. Disponible sur http://portal.anpocs.org/portal/index.php?option=com_docman&task=doc_view&gid=8584&Itemid=429
- Misse, M. (2007). Mercados ilegais, redes de proteção e organização local do crime no Rio de Janeiro. *Revista de Estudos Avançados*, 61(21), p. 139-157.
- Misse, M. (2008, septembre-décembre). Sobre a acumulação social da violência no Rio de Janeiro. *Civitas*, 8(3), p. 371-385.
- Misse, M. (2011, octobre). Crime organizado e crime comum no rio de janeiro: diferenças e afinidades. Dossiê "crime, segurança e instituições estatais: problemas e perspectivas. *Revista de sociologia e política*, 19(40), p. 13-25.
- Morange, M., & Spire, A. (2014). Le droit à la ville est-il soluble au Sud ? *Métropolitiques*, 22 octobre. Disponible sur : <http://www.metropolitiques.eu/Le-droit-a-la-ville-est-il-soluble.html>
- Morel-Brochet, A., & Ortar, N. (2012). *La fabrique des modes d'habiter. Homme, lieux et milieux de vie*. Paris: L'Harmattan. coll. Habitat et sociétés.
- Motta, G. (2014). Niterói sofre com abandono e crescimento da criminalidade. *Jornal do Brasil*, 21 Avril. Disponible sur <http://www.jb.com.br/rio/noticias/2014/04/27/niteroi-sofre-com-abandono-e-crescimento-da-criminalidade/>
- Moura, V. T. (1943). *Favelas do Distrito Federal. Aspectos do Distrito Federal*. . Rio de Janeiro: Sauer.
- Moussavi, J. (2014). Coupe du Monde de la FIFA 2014 au Brésil : est-ce vraiment rentable ? *BSI-economics*, 5 juin.
- Mucchielli, L. (2008). Une société plus violente? Une analyse socio-historique des violences interpersonnelles en France, des années 1970 à nos jours. *Déviance et Société*, 32, p. 115-147, février.

- Navez-Bouchanine, F. (2002). *La fragmentation en question, des villes entre fragmentation spatiale et fragmentation sociale ?* Paris: L'Harmattan.
- Neri, M. (. (2011). *UPP² e a Economia da Rocinha e do Alemão: Do Choque de Ordem ao de Progresso*. Rio de Janeiro: Centro de Políticas Sociais Fundação Getulio Vargas.
- Ninnin, J. (2014, Mars 17). Le rêve carioca : entre planification urbaine et déplacements forcés de population. *Revue Espace Politique* (22). Disponible sur : <http://espacepolitique.revues.org/2950>
- Ninnin, J. (2014, Juillet 08). Ordre social, ordre spatial : territorialisation des politiques de sécurité publique à Rio de Janeiro. *Revue EchoGéo* (28). Disponible sur : <http://echogeo.revues.org/13794>
- Ninnin, J. (2015, juillet). La favela : vers un espace plus juste ? Transition démocratique et mobilisation collective en espace autoritaire. *justice spatiale / spatial justice* (8). Disponible sur : <http://www.jssj.org>
- Ninnin, J. (2015). Territorialisation et nouveaux modes d'action de sécurisation et de planification urbaine à Rio de Janeiro. *Outre-Terre Revue européenne de géopolitique* (22), p. 265-281.
- O Globo. (2012). Classe C nas favelas cresceu, *O Globo*, 6 novembre. Disponible sur : <http://oglobo.globo.com/rio/classe-nas-favelas-cresceu-6643728#ixzz2BR8GPXGK>
- Observatório de Favela. (2009). Muros nas favelas? *Observatório de Favela*, 29 avril, Disponible sur : <http://of.org.br/noticias-analises/muros-nas-favelas/>
- Oliveira, F. B., Sampaio, M., & Soares, P. (2009). *Rocinha, uma breve historia no tempo. Analise dos processos de formação e transformação do bairro* (Vol. 13). Rio de Janeiro: Encontros nacionais da ANPUR.
- Oliveira, F. L. (2012). *UPPs, direitos e justiça, Um estudo de caso das favelas do Vidigal e do Cantagalo*. Rio de Janeiro: FGV.
- Paiva, A. (2013). Um papo com o prefeito. *IETS - Instituto de Estudos do Trabalho e Sociedade*. Disponible sur : <http://www.iets.org.br/imprime-noticia/um-papo-com-o-prefeito>
- Pandolfi, D. C., & Grynszpan, M. (2003). *A favela fala, depoimentos ao CPDOC*. Rio de Janeiro: FGV.
- Paquot, T., Lussault, M., & Younès, C. (2007). *Habiter, le propre de l'humain. Villes, territoires et philosophie*. Paris: La Découverte, Collection Armillaire.
- Paquot, T., Lussault, M., & Younes, C. (2007). Habiter, du lieu au monde. Réflexions géographiques sur l'habitat humain. In : T. Paquot, M. Lussault, & C. Younes, *Habiter, le propre de l'humain*, p. 35-52. Paris: La Découverte.
- Peralva, A. (2001). *Démocratie et violence. Le paradoxe brésilien*. Paris: Balland.
- Peralva, A. (2001). Perspectives sur la violence brésilienne. *Revue Tiers Monde. Tensions Brésiliennes*, 42(167), p. 537-554, juillet-septembre.
- Perlman, J. (1977). *O mito da marginalidade*. Rio de Janeiro: Paz e Terra.
- Pétonnet, C. (1970). Réflexions au sujet de la ville vue en dessous. *L'Année sociologique*, 21.
- Pinheiro, P. S. (2000). O Estado de direito e os não-privilegiados na América Latina. In : J. Mendez, G. O'Donnell, & P. S. Pinheiro (org.), *Democracia, violência e injusticia. O não-Estado de direito na América latina*. São Paulo: Paz e Terra.
- Pinson, G. (2009). Gouverner la ville par projet. Urbanisme et gouvernance dans les villes européennes. *Presses de Sciences Po*.
- PNUD. (2013). *Atlas do desenvolvimento humano*. PNUD.
- Pointelin, R. (2011). La vila olimpica de barcelone, nouvelle « incara » ou gentrification d'un espace. In : J. M. Holz (org.), *Les jeux olympiques et leurs territoires*, p.133-140. Collection études, Presse Universitaire de Perpignan.
- Prefeitura do Rio de Janeiro. (2014). *Governos divulgam Orçamento do Legado dos Jogos Olímpicos e Paralímpicos Rio 2016*, 16 avril. Disponible sur : <http://www.rio.rj.gov.br/>.
- Préteceille, E. (2006). La ségrégation sociale a-t-elle augmenté? *Sociétés contemporaines*, p. 69-93.
- Prévôt Schapira, M. F. (1999). Amérique latine la vile fragmentée. *Esprit*, 11, p. 128-144.
- Prévôt-Schapira, M.-F. (2005). De l'usage de la fragmentation urbaine en Amérique latine (vue de Buenos Aires). *Bulletin de l'Association de géographes français*, 82(4), p. 483-495.
- Prévôt-Schapira, M.-F., & Dureau, F. (2013). Les villes du Sud dans la mondialisation. Des villes "Tiers-monde" aux métropoles en émergence. *MEP Métropoles aux Suds*, p. 31-39, 11 septembre.

- Pronasci - Ministério da Justiça. (2007). *O Programa Nacional de Segurança Pública com Cidadania*. Brasília/DF: Assessoria de Comunicação Social do Ministério da Justiça.
- Remy, J., & Voyé, L. (1981). *Ville, ordre et violence*. Paris: PUF.
- Ribeiro, L. C. (1997). *Dos cortiços aos condomínios fechados : as formas de produção de moradia na cidade do Rio de Janeiro*. Rio de Janeiro: Civilização Brasileira.
- Rio Como Vamos. (2013). *Casas Suscetíveis a Escorregamentos em Favelas - 2011 e 2013*. Rio de Janeiro: Rio Como Vamos; Instituto de Geotécnica - Geo-Rio/Secretaria Municipal de Obras. Disponível sur : http://www.riocomovamos.org.br/portal/arquivos/casassuscetiveis_escorrega_favelas_2011_2013.pdf
- Rouquié, A. (2006). *Le Brésil au XXIe siècle: Naissance d'un grand nouveau*. Paris: Fayard.
- Rousseau, J. (2014). Villes marchandes et villes rebelles : préparation aux méga-événements et reconfiguration des formes d'exercice du pouvoir au Brésil . *Mouvements*, 2(78), p. 24-30.
- SAGMACS. (1960). Aspectos Humanos da Favela Carioca. *O Estado de São Paulo* (Número spécial), avril.
- Salamon, L., & Helmut, A. K. (1999). *Global civil society: Dimensions of the Nonprofit Sector*. Baltimore: The Johns Hopkins Center for Civil Society Studies.
- Sampson, R. J., Raudenbush, S. W., & Earls, F. (1997). Neighbourhoods and violent crime: a multilevel study of collective efficacy. *Science*, 277(5328), p. 918-924.
- Santos, M. (1990). *Metrópole Corporativa Fragmentada: O Caso de São Paulo*. São Paulo: Nobel.
- Santos, W. G. (1979). *Cidadania e Justiça: a política social na ordem brasileira*. Rio de Janeiro: Campos.
- Sassen, S. (1991). *The global city : New York, London, Tokyo*. Princeton: Princeton University Press.
- Segaud, M. (2007). *Anthropologie de l'espace : habiter, fonder, distribuer, transformer*. Paris: Armand Collin.
- Segella, L., & UPMMR. (1983). *Varal de lembranças : historicas e causas da Rocinha*. Rio de Janeiro: UPMMR/Tempo e Presença.
- Sette Whitaker, J. (2014). Salve a Seleção ! Les villes brésiliennes et la Coupe du monde de football 2014. *Cahiers des Amériques latines* (74), p. 117-135.
- Silva, J. d. (1996). Militarização da Segurança Pública e a Reforma da Polícia : um depoimento». In: B. Ricardo, & C. S. Paulo, *Ensaio Jurídicos : O Direito em Revista*, p. 497-519. Rio de Janeiro: Instituto Brasileiro de Atualização Jurídica (IBAG).
- Silveira, R. S., Guimaraes, A. S., & Bredariol, C. S. (1980). *Relatorio de atividades do projeto de ecodesenvolvimento; favela da Rocinha?* Rio de Janeiro: Cadernos FEEMA, Relatorios Tecnicos, 4.
- Simmel, G. (1981). *Sociologie et épistémologie*. Paris: PUF.
- Siqueira Conceição, I., & Zaluar, A. (2007). Favelas sob o controle das Milícias : que paz? *São Paulo em Perspectiva*, 21(2), p. 89-101.
- Smith, N. (1996). *The New Urban Frontier: Gentrification and the Revanchist City*. Routledge.
- Smith, N. (2003). La gentrification généralisée : d'une anomalie locale à la régénération urbaine comme stratégie urbaines globale. In : C. Bidou-Zachariasen (org.), *Retours en ville: des processus de « gentrification » urbaine aux politiques de « revitalisation » des centres*, p. 45-72. Paris: Descartes & Cie.
- Soares Gonçalves, R. (2010). *Les favelas de Rio de Janeiro : Histoire et droit, XIXe et XXe siècles*. Paris: L'Harmattan, Recherches Amériques latines.
- Soares Gonçalves, R. (2013). Une discipline olympique ? Le retour des politiques d'éradication des favelas à Rio de Janeiro,. *Mouvements* (74), p. 24-32, février.
- Soares Gonçalves, R., & Felix Neto, N. L. (2012). A noção de risco e o retorno de remoções de Favelas em tempos de grandes eventos na cidade do Rio de Janeiro. Disponível sur www.ungs.edu.ar
- Souza e Silva, J. d. (2012). As UPP e os novos desafios para as favelas cariocas. In: M. A. Silva Mello, L. A. Machado da Silva, L. d. Luna Freire, & S. Silveira Simões (org.), *Favelas cariocas ontem e hoje*. Rio de Janeiro: Garamond.
- Souza, M. J. (2006). *A prisão ea ágora: reflexões em torno da democratização do planejamento e da gestão das cidades*. Rio de Janeiro: Bertrand Brasil.
- Souza, M. L. (2008). *Fobópole. O medo generalizado e a militarização da questão urbana*. Rio de Janeiro: Bertrand Brasil.
- Sposati, A. d., & Toledo, J. R. (2001). *Cidade em pedaços*. São Paulo: Brasiliense.

- Taïeb, A. (2011). *Trois politiques urbaines pour gouverner les favelas à Rio de Janeiro. Dynamique, concurrence, integration*. Science Po Paris: Mémoire de Recherche en Stratégies Territoriales et Urbaines.
- Théry, H. (2013). Rio de Janeiro : favelas, enjeux d'une "reconquête". *Diploweb*, 24 mars. Disponible sur <http://www.diploweb.com/Rio-de-Janeiro-favelas-enjeux-d.html>
- Thiard, P. (2007). Attractivité et compétitivité : offre territoriale. In : J. P. Blais, I. Patrizia, & M. Vernier (org.), *L'attractivité des territoires: regards croisés*, p. 47-49. Paris: PUCA.
- Thoenig, J. C. (1998). Politiques publiques et action publique. *Revue internationale de politique comparée*, 5(2), p. 295-314.
- Tilly, C. (1993). Social movements as historically specific clusters of political performances. *Berkley Journal of Sociology*, p. 1-30.
- Tönnies, F. (1944). *Communauté et société: catégories fondamentales de la sociologie pure*. Paris: PUF.
- UN-habitat. (1996). *An Urbanizing World*. UN-habitat.
- UN-Habitat. (2003). *The Challenge of Slums : Global Report on Human*. Nairobi: UN-Habitat.
- UN-Habitat. (2006). *State of the World's cities 2006/2007*. Nairobi: UN-Habitat.
- UN-Habitat. (2012). *State of the World's Cities 2012/2013: Prosperity of Cities*. Nairobi: UN-Habitat.
- Vainer, C. (2000). Os Liberais também fazem planejamento urbano. In: O. B. Arantes, C. vainer, & E. Maricato, (org.). *A cidade do pensamento único: desmanchando consensos*, p. 117-119. Petrópolis: Vozes.
- Vainer, C. (2011). Cidade de Exceção: reflexões a partir do Rio de Janeiro. *XIV encontro nacional da AMPUR*, 23-27 mai.
- Valla, V. (1986). *Educação e favela : políticas para as favelas do Rio de Janeiro, 1940-1985*. Petrópolis: Vozes.
- Valladares, L. (1978). *Passa-se uma casa*. Rio de Janeiro: Zahar.
- Valladares, L. (2000). Les favelas dans la mondialisation. Les favelas en tant que marché. *Colloque Mondialisation Économique et Gouvernement des Sociétés. L'Amérique Latine, un laboratoire.*, Paris.
- Valladares, L. (2005). *A invenção da favela. Do mito de origem a favela.com*. Rio de Janeiro: FGV.
- Valladares, L. (2006). *La favela d'un siècle à l'autre*. Paris: Édition de La Maison des Sciences de l'Homme.
- Valladares, L. , & Medeiros, L. (2003). *Pensando as favelas do Rio de Janeiro [2006-2000] : uma bibliographie analítica*. Rio de Janeiro: Relume-Dumara.
- Vasconcelos, P. (2013). Processus et formes socio-spatiaux des villes : une contribution au débat. In : M. C.-M. Carrel (org.), *Ségrégation et fragmentation dans les métropoles: perspectives internationales*, p. 37-61. Villeneuve d'Ascq: Presses Universitaires Septentrion.
- Ventura, Z. (1994). *Cidade Partida*. São Paulo: Companhia das Letras.
- Vidal, D. (2007). *Les bonnes de Rio: emploi domestique et société démocratique au Brésil*. Villeneuve d'Ascq: Presses Univiversitaires Septentrion.
- Vigier, P., & Faure, A. (1987). *Maintien de l'ordre et police en France et en Europe au XIXe siècle*. Paris: Créaphis.
- Wacquant, L. (2005). Les deux visages du ghetto. Construire un concept sociologique. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 160, p. 4-21.
- Wacquant, L. (2006). *Parias urbains. Ghetto, banlieues, État*. Paris: La Découverte.
- Waiselfisz, J. (2014). *Mapa da Violência 2014. Os Jovens do Brasil*. Brasília: Secretaria-Geral da Presidência da República; Secretaria Nacional de Juventude; Secretaria de Políticas de Promoção da Igualdade Racial.
- Zaluar, A. (1983). Condomínio do Diabo : As Classes Populares Urbanas e a Lógica do Ferro e do Fumo. In : P. S. Pinheiro (org.), *Crime, Violência e Poder*, p. 251-277. São Paulo: Brasiliense.
- Zaluar, A. (1985). *A Máquina e a Revolta.As organizações populares e o significado da Pobreza*. São Paulo: Brasiliense.
- Zaluar, A. (1994). *Condominio do diabo*. Rio de Janeiro: Editora da UFRJ/Revan.
- Zaluar, A. (1998). Crime, medo e politica. In: M. Alvito, & A. Zaluar (org.), *Um século de favela*, p. 209-232. Rio de Janeiro: FGV.
- Zaluar, A. (1999). Um debate disperso: violência e crime no Brasil da redemocratização. *São Paulo em Perspectivas*, 13(3), p. 3-17.

- Zaluar, A. (2001). Violence, argent facile et justice au Brésil : 1980-1995. *Revue internationale des sciences sociales* (169), p. 477-484, mars.
- Zaluar, A. (2004). *Integração Perversa: pobreza e tráfico de drogas*. Rio de Janeiro: FGV.
- Zaluar, A. (2007). Democratização inacabada : fracasso da segurança pública. *Estudos Avançados*, p. 31-49.
- Zaluar, A. (2009). Pesquisando no perigo : etnografias voluntarias e não acidentais. *Mana* (15), p. 557-584.
- Zaluar, A. (2011). A ordem militar não pode substituir a republicana. *O Globo*, 16 novembre. Disponible sur : <http://oglobo.globo.com/rio/ancelmo/reporterdecrime/posts/2011/11/16/alba-zaluar-ordem-militar-nao-pode-substituir-republicana-416783.asp>
- Zaluar, A. (2012). Juventude violenta: processos, retrocessos e novos percursos. *Revista Dados*, 55(2).
- Zaluar, A. (2013). The new Unity of Pacifying Police (UPP) and the old Military Police (PM) : changes and challenges (Conférence LASA 2013). In : A. Zaluar (org.), *Prevenção da violência : uma perspectiva ecológica*, p. 372-383. Rio de Janeiro: NUPEVI/CNPq/FAPERJ.
- Zaluar, A., & Barcellos, C. (2013). Mortes prematuras e conflito armado pelo domínio das favelas no Rio de Janeiro. *Revista Brasileira de Ciências Sociais*, 28(81).
- Zaluar, A., & Ribeiro, A. P. (2009). Teoria da eficacia coletiva e violência : o paradoxo do suburbio carioca. *Novos estudos – CEBRAP* (84), p. 175-198.

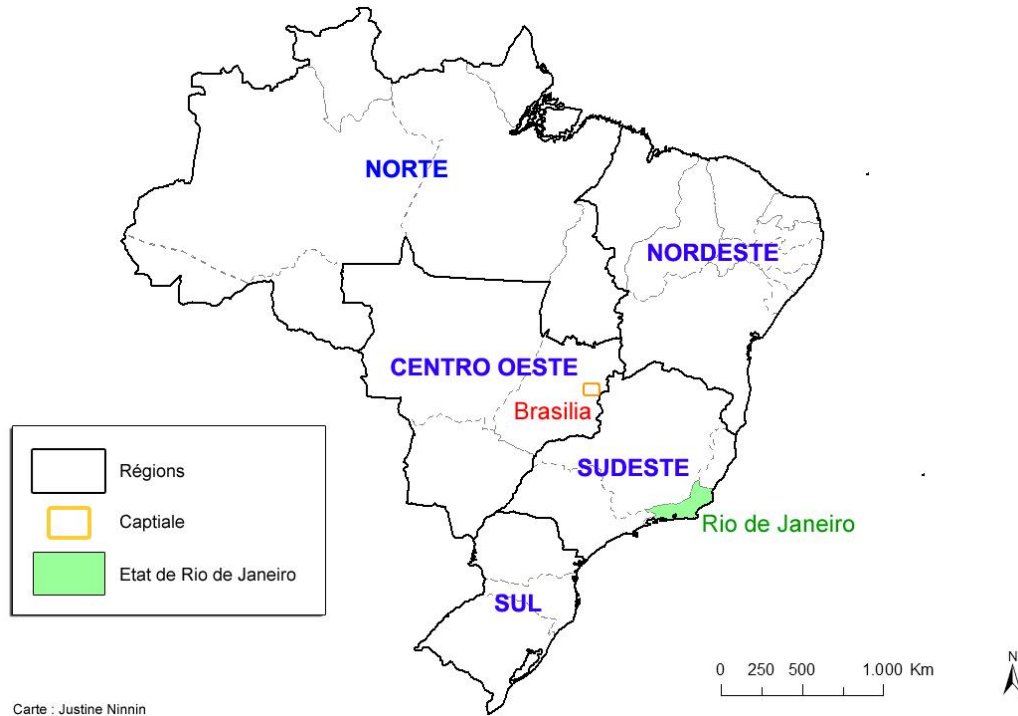
○ Textes officiels :

- Brasil. (10 juillet 2001). *Lei federal n°10.257. Regulamenta os arts. 182 e 183 da Constituição Federal, estabelece diretrizes gerais da política urbana e dá outras providências*. Disponible sur : http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/leis/leis_2001/110257.htm. Brasilia.
- Brasil. (16 juin 2005). *Lei federal n°11.124. Dispõe sobre o Sistema Nacional de Habitação de Interesse Social – SNHIS, cria o Fundo Nacional de Habitação de Interesse Social – FNHIS e institui o Conselho Gestor do FNHIS*. Disponible sur : http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/_ato2004-2006/2005/lei/111124.htm. Brasilia.
- Brasil. (5 juin 2012). *Lei federal n° 12.663. Dispõe sobre as medidas relativas à Copa das Confederações FIFA 2013, à Copa do Mundo FIFA 2014 e à Jornada Mundial da Juventude - 2013, que serão realizadas no Brasil*. Disponible sur : http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/_ato2011-2014/2012/Lei/L12663.htm. Brasilia.
- Estado do Rio de Janeiro. (5 octobre 1989). *Constituição Estadual*. Rio de Janeiro
- Estado do Rio de Janeiro. (13 avril 2010). *Decreto estadual n°42406 Institui o programa morar seguro, de construção de unidades habitacionais para o reassentamento da população que vive em áreas de risco no Estado do Rio de Janeiro*. Disponible sur : http://www.fazenda.rj.gov.br/sefaz/faces/oracle/webcenter/portallapp/pages/navigation-renderer.jspx?_afLoop=967754180193000&datasource=UCMServer%23dDocName%3A2780104&_afWindowMode=0&_adf.ctrl-state=gwuzn3xpd_4
- Prefeitura do Rio de Janeiro. (1 janvier 2009). *Decreto municipal n°30.379 Dispõe sobre as medidas a serem adotadas pelo Município do Rio de Janeiro para a realização dos Jogos Olímpicos e Paralímpicos Rio 2016*.
- Prefeitura do Rio de Janeiro. (2009). *Plano estratégico da Prefeitura do Rio de Janeiro (2009 - 2012). O Rio mais integrado e mais competitivo*. Disponible sur : http://www.riocomovamos.org.br/arq/planejamento_estrategico.pdf. Rio de Janeiro.
- Prefeitura do Rio de Janeiro. (3 octobre 2011). *Decreto municipal n°34522. Aprova as diretrizes para a demolição de edificações e relocação de moradores em assentamentos populares*. Rio de Janeiro. Disponible sur : <http://www.jusbrasil.com.br/diarios/84618844/dom-rj-normal-09-11-2011-pg-4>
- Prefeitura do Rio de Janeiro. (1 fevrier 2011). *Lei municipal complementar n°111. Dispõe sobre a Política Urbana e Ambiental do Município, institui o Plano Diretor de Desenvolvimento Urbano Sustentável do Município do Rio de Janeiro e dá outras providências*. Disponible sur : <http://www.rio.rj.gov.br/dlstatic/10112/3372233/DLFE-262093.pdf/LEICOMPLEMENTARN1.1.1.DE0.1.DEDEZEMBRODE2.0.1.1..pdf>
- Prefeitura do Rio de Janeiro. (2013). *Plano estratégico da Prefeitura do Rio de Janeiro (2013-2016). O Rio mais integrado e competitivo*. . Disponible sur http://www.conselhodacidade.com/v3/pdf/planejamento_estrategico_13-16.pdf.

Annexes

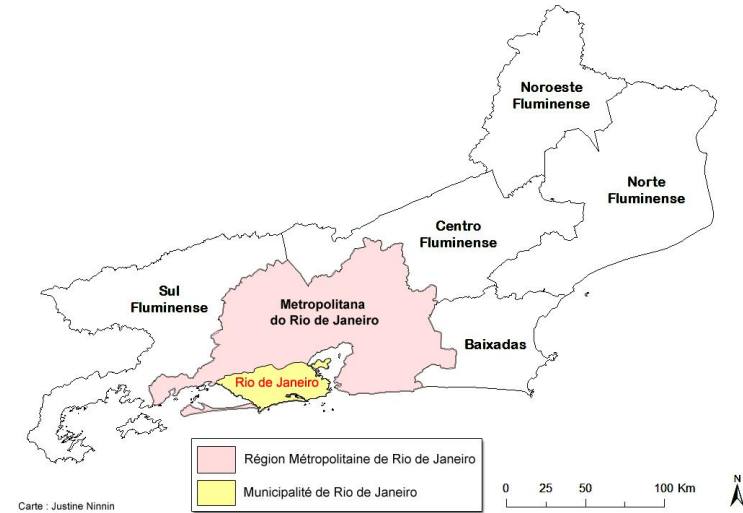
1. Cartes complémentaires

Carte annexe 1 : Régions du Brésil et localisation de l'État de Rio de Janeiro



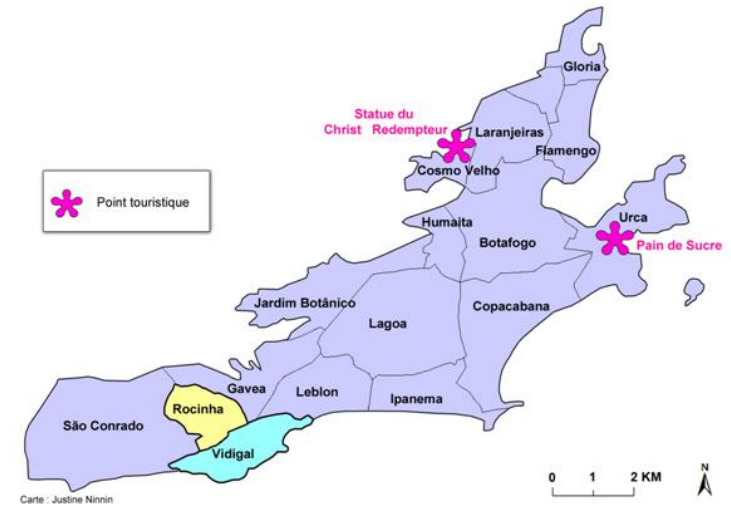
Carte : Justine Ninnin

Carte annexe 2 : Méso-régions de l'État de Rio de Janeiro



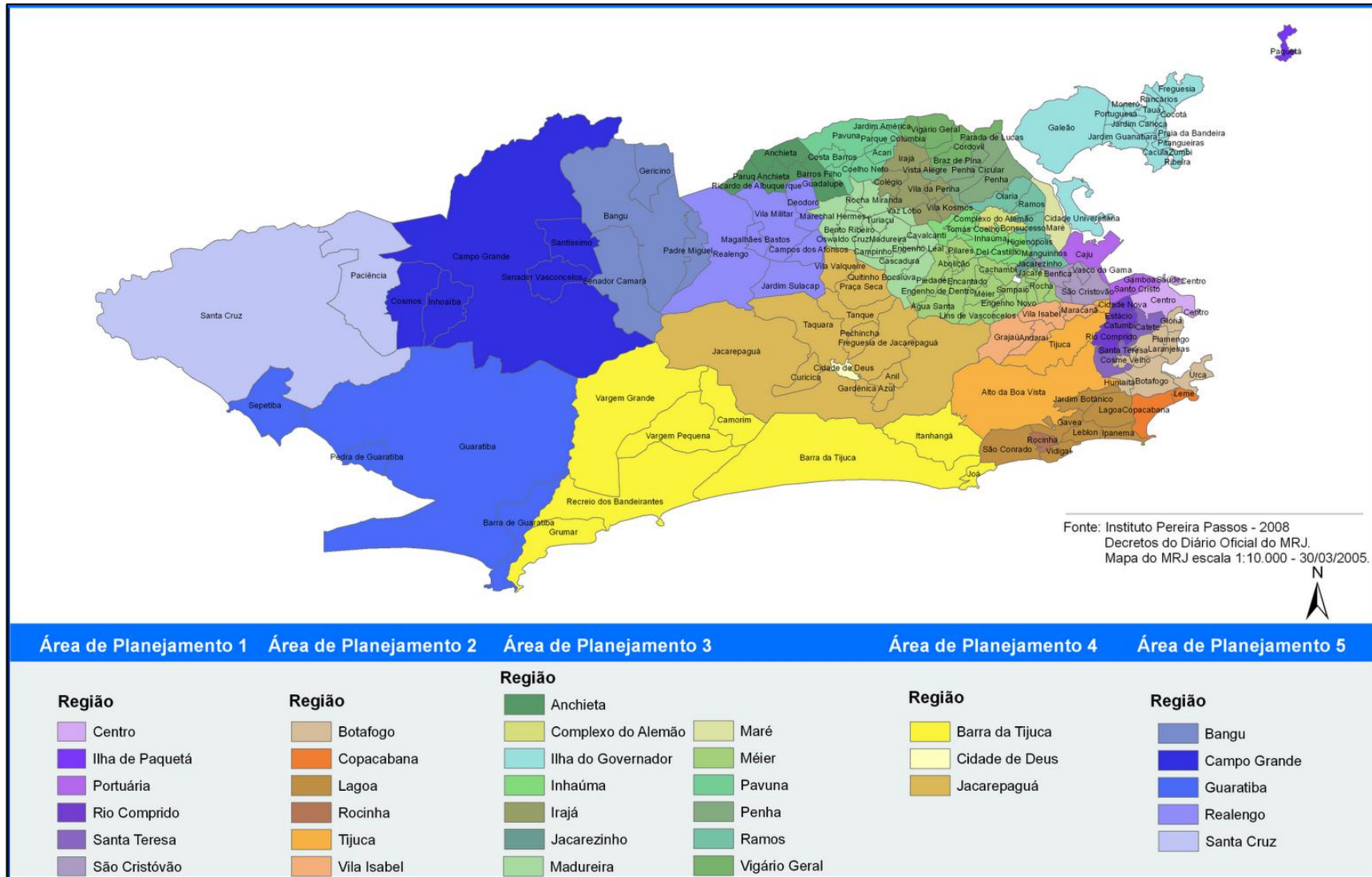
Carte : Justine Ninnin

Carte annexe 3 : Quartiers de la Zone Sud de Rio de Janeiro



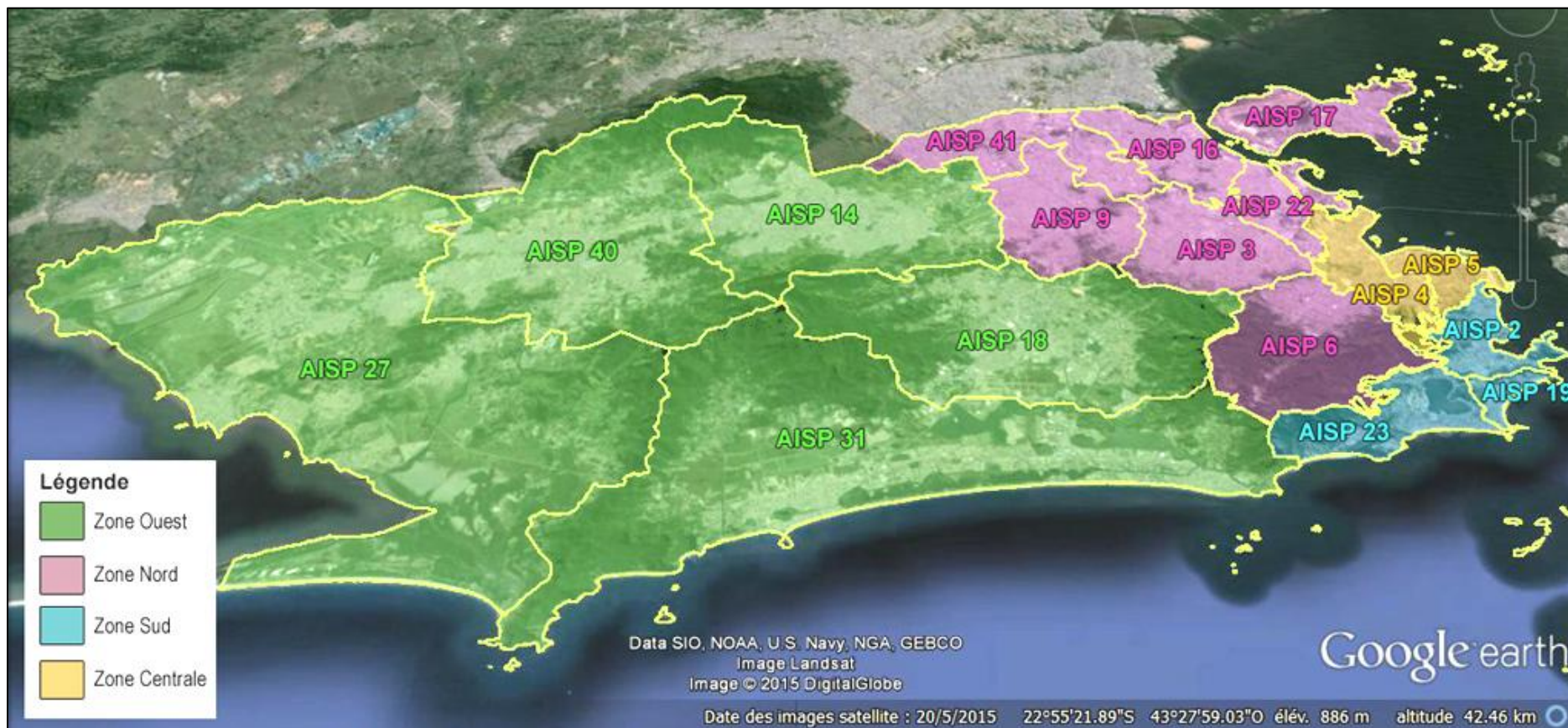
Carte : Justine Ninnin

Carte annexe 4 : Division administrative de la municipalité de Rio de Janeiro : zones de Planifications (áreas de Planejamento) et Région Administrative (regiões administrativas)



Source : IPP, 2008

Carte annexe 5 : Division territoriale en Zones Intégrées de Sécurité Publique (*Áreas Integradas de Segurança Pública – AISP*)



Source : ISP

2. Liste des sigles

ABI : Association brésilienne de presse

ACIBRO : Association Commerciale et Industrielle du Quartier de Rocinha

ADA : *Faction Amigos dos Amigos*

AMAB : Association de résidents des amis de Barcelos

AMVLC : Association de Vila Laboriaux et Vila Cruzado

ANCOP : Coordination Nationale des Comités Populaires de la Coupe du Monde de Football

ASPA : Action Sociale Père Anchieta

BPChq : Bataillons de Police de Choc

BNDE : Banque Nationale de Développement Économique et Social

BNH : Banque Nationale du Logement

BRS : Service Rapide de Bus

BRT : *Bus Rapid Transit*

BOPE : Bataillon des Opérations Spéciales de Police

BVSA : Bourse de Valeurs Socio-Environnementales

CBF : Confédération Brésilienne de Football

CEDAE : Compagnie d'État de Distribution d'Eau et d'Électricité

CEB : Communauté ecclésiastique de base

CHISAM : Coordination du Logement Social de la Région Métropolitaine de Rio de Janeiro

CIEP : Centre Intégré d'Éducation Professionnelle

CIPOC : Centre Intégré de Police Communautaire

CNBB : Confédération Nationale des Évêques du Brésil

COB : Comité Olympique Brésilien

COI : Comité Olympique International

CV : *Faction Comando Vermelho*

CVJ : *Faction Comando Vermelho Jovem*

DHESCA : Plateforme Brésilienne de Droits Humains, Économiques, Sociaux, Culturels et Environnementaux

EDI : Espaces d'Éducation Infantile

FAFEG : Fédération des Associations des Résidents de l'État de Guanabara

FAFERJ : Fédération des Associations de Résidents de l'État de Rio de Janeiro

FBSP : Forum Brésilien de Sécurité Publique

FNSP : Fond National de Sécurité Publique

GPAA : Groupes de Police dans les Zones Spéciales

IAB : Institut des Architectes du Brésil

IBASE : Institut Brésilien des Analyses Sociales et Économiques

IBGE : Institut Brésilien de Géographie et de Statistique

IPP : Institut Pereira Passos

IPTU : Taxe foncière urbaine

ISP : Institut de Sécurité Publique
 ITERJ : Institut du Territoire et de Cartographie
 JMJ : Journées Mondiales de la Jeunesse
 MAR : Musée d'Art de Rio de Janeiro
 MEB : Mouvement d'Éducation de Base
 ONG : Organisation non-gouvernementale
 PAC : Programme d'Accélération de la Croissance
 PCB : Parti Communiste du Brésil
 PEUS : Programme Espaces Urbains Sécurisés
 PNDH : Programme National des Droits de l'Homme
 PNDP : Plan National de Sécurité Publique
 POUISO : Bureaux d'Orientation Urbanistique et Sociale
 PRONASCI : Programme National de Sécurité Publique et de Citoyenneté
 PUC : Université Pontificale Catholique
 PT : Parti des travailleurs
 SAGMACS : Société d'Analyses Graphiques et Mécanographiques Appliquées aux Complexes Sociaux
 SEASDH : Secrétariat d'État à l'Assistance Sociale et aux Droits Humains
 SEBRAE : Service Brésilien d'Appui aux Micros et Petites Entreprises
 SEPHRA : Service Spatial de Réhabilitation des favelas et des habitations anti-hygiéniques
 SESEG : Secrétariat d'État à la Sécurité
 SIM : Système Intégré d'Objectifs
 SMDS : Secrétariat Municipal au Développement Social de la ville
 SMH : Secrétariat Municipal au Logement
 SMS : Secrétariat Municipal à la Santé
 SNHIS : Système National du Logement d'Intérêt social
 SUSP : Système Unique de Sécurité Publique
 TC : Faction *Terceiro Comando*
 TCP : Faction *Terceiro Comando Puro*
 UPA : Unité de Premiers Secours
 UPMMR : Union pour l'Amélioration des Conditions de Vie à Rocinha
 UPP : Unité de Police de Pacification
 UTF : Union des Travailleurs des Favelas
 VLT : *Veículo Leve sobre Trilhos* (tramway)
 ZEIS : Zones Spéciales d'Intérêt Social

3. Lexique portugais français

Agglomerados subnormais : agglomérats hors-normes

Becos : petites ruelles

Bicheiro / Banqueiro : chef du *Jogo do Bicho*

Bicos : petits services (bricolage, réparation, etc.)

Boca de fumo : point de vente de drogue

Biscateiros : petits boulots

Carioca : de Rio de Janeiro

Cortiços : ensemble d'habitations précaires, taudis

Gatonet : branchement clandestin aux réseaux de télévision et internet

Kombi : minibus, transport collectif

Jogo de Bicho : loto des animaux

Lanchonete : restaurant *snack*

Light : électricité / entreprise de distribution en électricité

Mutirão : effort collectif (nettoyage, travaux, etc.)

Nordestinos : nordestins, habitant du Nordeste

Pré-vestibular : préparation aux concours d'entrée dans les études supérieures

Vala : égout à ciel ouvert

4. Repères chronologiques

❖ 1889-1930 : « La Vieille République »

- 1903 : Grandes réformes urbaines Pereira Passos
- 1930 : Plan Algache, les favelas comme problème social et esthétique

❖ 1934-1945 : « L'ère Getúlio Vargas : l'Estado Novo »

- 1937 : *Código de Obras* (Code de la construction), première définition juridique des favelas (article 349)
- 1942 : Construction de parcs prolétaires
- 1943 : Premier recensement des favelas de Rio de Janeiro réalisé par le médecin Vitor Tavares de Moura

❖ 1945-1964 : Le retour à la démocratie : mieux connaître pour mieux contrôler

- 1946 : Nouvelle Constitution Fédérale
Création de la Fondation Leão XIII, pour la promotion sociale des habitants des favelas (partenariat entre l'Église et l'État)
- 1947 : Création d'une commission d'éradication des favelas
- 1948 : Recensement des favelas par la mairie de Rio de Janeiro
- 1950 : Premier recensement des favelas par l'IBGE
- 1954 : Création de l'Union des Travailleurs des Favelas (UTF)
- 1955 : Création de la Cruzada São Sebastião, promotion de l'intégration des habitants des favelas dans la ville
- 1956 : « La loi des favelas », construction de logements sociaux et autorisation temporaire d'occuper les favelas en attendant un relogement
Création du Service Spatial de Réhabilitation des favelas et des habitations anti-hygiéniques (SEPHRA)
- 1959 : L'UTF devient la Coalition des Travailleurs *Favelados* de la ville de Rio de Janeiro (CTFRJ)
- 1960 : Transfert de la capitale à Brasília
Création de l'État de Guanabara
Première grande étude socio-économique sur les favelas (SAGMAGS)
Lancement de du programme Opération-*Mutirão*
- 1963 : La CTFRJ devient la Fédération des Associations des Résidents des Favelas de Guanabara (FAFEG)

❖ 1964-1985 : « La dictature militaire »

- 1964 : Élaboration du Plan national de l'habitat
- 1968 : Création du Codesco : compagnie de Développement Communautaire (promouvoir l'intégration des favelas aux quartiers formels voisins)
- 1974 : Fin de la politique de relogement massif des *favelados*
Fusion de l'État de Guanabara et de Rio de Janeiro
La FAFEG devient la Fédération des associations de résidents de l'État de Rio de Janeiro (FAFERJ).
- 1976 : Création de la Pastorale des Favelas
- 1977 : Tentative d'éradication de Vidigal
- 1979 : Projet d'électrification d'intérêt social de l'entreprise Light
- 1980 : Visite du pape à Vidigal
- 1981 : Grand projet pilote de *mutirão* à Rocinha
- 1983 : Création du PROFACE (projets de la CEDAE ciblant les favelas)
Création des Centres Intégrés de Police Communautaire (CIPOC)

❖ 1985 : « La nouvelle République »

- 1985 : Droit de vote octroyé aux analphabètes
- 1987 : Apparition du terme *aglomerado subnormal* utilisé par l'IBGE
- 1988 : Nouvelle Constitution, proclamant la fonction sociale du logement
- 1992 : Création du premier Plan directeur de Rio de Janeiro
- 1993 : Plan Stratégique de la Ville de Rio de Janeiro
- 1994 : Création du Secrétariat Municipal au Logement (SMH)
Mise en place du programme Favela-Bairro
Programme Operação-Rio : opérations policières dans les favelas pour rétablir la loi et l'ordre
- 1995 : Projet de police communautaire à Copacabana
- 1996 : Plan National pour les Droits de l'Homme (PNDH)
- 1999 : Projet de police communautaire, Mutirão Pela Paz (*Mutirão* pour la paix)
- 2000 : Création des Groupes de Police dans les Zones Spéciales (GPAA)
Création du Système Unique de Sécurité Publique (SUSP)
- 2001 : Création du Fonds National de Sécurité Publique (FNSP)
Création du Statut de la Ville
- 2005 : Création du Système National du Logement d'Intérêt Social (SNHIS)
- 2006 : Création du Forum Brésilien de Sécurité Publique (FBSP)
- 2007 : Mise en place du Programme Espaces Urbains Sécurisés (PEUS) durant les jeux panaméricains
Création du Programme National d'Accélération de la Croissance (PAC)
Élaboration du *Host City Agreement*, ensemble de lois spécifiques et exceptionnelles pour l'accueil de la Coupe du Monde de 2014
Lancement du Programme National de Sécurité Publique et de Citoyenneté (Pronasci)
- 2008 : Implantation des premières Unités de Police de Pacification (UPP)
Création du programme *UPP-Social* par le Secrétariat d'État à l'Assistance Sociale et aux Droits Humains (SEASDH)
- 2009 : Élaboration de l'« Acte olympique », loi n° 12.035/2009
Lancement de la campagne « Favela é Cidade »
Création du programme national *Minha Casa Minha Vida*
Création du programme national *Territorio da Paz*
- 2010 : Forum Urbain de Rio de Janeiro sur le thème du droit à la ville
Création du programme municipal *Morar Carioca*
Création du programme de l'État de Rio de Janeiro *Morar Seguro*
- 2011 : Transfert du programme UPP-Social à l'Institut Perreira Passos
Pacification de Rocinha et de Vidigal
- 2012 : Installation des UPP à Rocinha et Vidigal
Élaboration de la « loi générale de la Coupe du monde » (*Lei Geral da Copa*). loi n° 12.663/2012
- 2013 : Lancement de la 2^{ème} phase du PAC
Google Map commence à cartographier les favelas
- 2014 : L'UPP-social devient Rio Mais Social

5. Guide d'entretien

❖ Trajectoire résidentielle et personnelle

- Quand êtes-vous arrivé(e) dans la favela et pourquoi dans celle-ci ?
- Quel est votre quartier / région d'origine ?
- Quelle est votre profession ?
- Quel est votre lieu de travail ?

❖ Rapport à la communauté

- La favela est-elle un lieu de vie agréable, sûr ?
- Quelles sont les évolutions que vous avez observées dans la favela : améliorations, dégradations ?
- Quels sont les plus grandes difficultés, les problèmes rencontrés dans la favela ?
- Quelles sont les améliorations à apporter ?
- Y-a-t'il des différences entre les sous-quartiers ?
- Participez-vous à un projet communautaire, une association ?

❖ Impact du trafic de drogue, de la pacification et des programmes d'urbanisation sur la communauté

- Quel a été l'impact du trafic de drogue sur la vie communautaire, les pratiques quotidiennes, les projets, etc. ?
- Quel a été l'impact de la pacification (rapport aux policiers, évolution de la violence, etc.) ?
- Quel a été l'impact des programmes d'urbanisation ?

❖ Action publique et projets sociaux

- Quels sont les projets existants dans la favela, mis en place par des habitants, des personnes extérieures, des églises, le gouvernement, etc. ?
- Quel domaine d'action ces projets concernent-ils et quel est le public touché ?
- Comment ces projets se répartissent-ils sur le territoire (bonne répartition, inégalités,...) ?
- Quelle a été l'évolution dans le temps (transformations des actions et des acteurs) ?
- Comment décrivez-vous l'articulation, la coordination entre les projets ?
- Quelle est la relation entre la municipalité et les projets locaux ?
- Quelle est la relation entre les UPP et les projets locaux ?
- Y-a-t'il de la participation de la part des habitants ?

❖ Valorisation et spéculation immobilières

- Observez-vous une augmentation des prix ? Depuis quand ? Quel est l'impact de la pacification sur les prix ?
- Quelles parties de la favela sont les plus touchées par cette valorisation ?
- Est-ce qu'il y a un accroissement des différences entre les sous-quartiers ?
- Comment qualifiez-vous les relations entre les touristes et les étrangers ?
- Est-ce qu'on voit apparaître de nouveaux modes d'habiter (propriétaire, locataire, etc.) ?
- Est-ce que vous observez une amélioration du niveau de vie des habitants ?
- Est-ce qu'il y a des habitants contraints de quitter la favela ?
- Quels sont les risques environnementaux (éboulement, inondation, etc.) ? Est-ce que cela entraîne des déplacements de population ?

❖ Favela, quartier, ville, communauté ?

- La favela est-elle la ville ?
- La favela est-elle une communauté ?

6. Liste des entretiens réalisés

- ✓ **14/03/2011** : Leandro, habitant de la favela de Tabajara, leader du projet CalleRJ à Tabajaras, responsable des activités artistiques (dessin et graffitis)
- ✓ **06/04/2011** : Valter, 30 ans, habitant de Tabajaras, leader du projet CalleRJ, responsable des cours de langues
- ✓ **07/04/2011** : Maurício França Fabião, coordinateur de la Campagne nationale pour le droit à l'éducation à Rio De Janeiro et leader de l'association Mais Cidadanã
- ✓ **27/04/2011** : Lucile, française, 22 ans, volontaire à l'Institut Dois Irmões à Rocinha, cours de soutien scolaire pour les enfants
- ✓ **03/05/2011** : Rosalie, Française, 23 ans, volontaire à l'Institut Dois Irmões à Rocinha, cours d'anglais
- ✓ **10/05/2011** : Paulo Haus Martins, avocat spécialisé dans les ONGs, membre du comité exécutif du projet Marco Legal do Terceiro Setor (cadre juridique du tiers secteur) et professeur de droit à l'UFRJ, spécialiste du tiers secteur
- ✓ **06/03/2013** : Manuel, habitant de Vidigal, co-fondateur du projet SITIÊ (parc écologique de Vidigal)
- ✓ **25/03/2013** : Rodrigo, 62 ans, habitant de Vidigal
- ✓ **15/03/2013** : Gilberto Viera, coordinateur du projet Solos Culturais (sols culturels) à l'*Observatório de Favelas*
- ✓ **11/04/2013** : Vitor, habitant de Vidigal, co-fondateur du SITIÊ
- ✓ **20/04/2013** : Elma Ser Alleluia, présidente de l'ONG Ser Alzira Alleluia à Vidigal
- ✓ **10/06/2013** : Helena, présidente de l'ONG ViraMundo et coordinatrice du projet Jovens à Rocinha
- ✓ **11/06/2013** : Paulo Cesar Martins Vieira, 55 ans, habitant de Rocinha, leader communautaire de Rocinha et ancien président de l'association de résidents AMABB
- ✓ **12/06/2013** : Messias, habitant de Vidigal, professeur de capoeira et de danse populaire à Vidigal (au théâtre Nos do Morro et à l'Association de résidents), professeur de culture populaire à l'UERJ
- ✓ **17/06/2013** : Tio Lino, 62 ans, habitant de Rocinha, ancien vice-président de l'association de résidents de Rocinha (UPMMR), fondateur de l'ONG O Mundo da Arte
- ✓ **17/06/2013** : Priscilla, 12 ans, Mariana et Ruth, 10 ans, habitantes de Rocinha participant aux activités de l'ONG O Mundo da Arte
- ✓ **19/06/2013** : Antony Alleluia, ex-habitant de Vidigal, fondateur de l'ONG Ser Alzira Alleluia, actuel habitant de Copacabana
- ✓ **27/06/2013** : Tenente Neyfson Borges, sous-commandant de l'UPP Rocinha (2011-2013)
- ✓ **19/03/2014** : William, habitant de la favela Parque da Cidade voisine de Rocinha
- ✓ **21/03/2014** : Marcelo, 65 ans, habitant de Rocinha
- ✓ **24/03/2014** : Ana, 52 ans, habitante de Rocinha
- ✓ **28/03/2014** : Anthony Taëib, employé du programme Rio Mais Social (UPP social) / Instituto Pereira Passos et ONU-Habitat
- ✓ **31/03/2014** : Aline Brito et Leticia Santana, agents territoriaux du programme Rio Mais Social (UPP social) Rocinha et Vidigal / Instituto Pereira Passos / ONU-Habitat

- ✓ **07/04/2014** : Belo, habitant de Rocinha, membre de l'association de résidents de Vila Laboriaux e Vila Cruzada
- ✓ **19/04/2014** : José Martins de Oliveira, habitant de Rocinha, leader communautaire Fundação Bento Rubião (procédures de régularisation foncière à Rocinha), organisateur du groupe d'habitants Rocinha sem Fronteira (Rocinha sans-frontière), crèche communautaire (ASPA : Action sociale Père Anchieta), fondateur et ex-président de l'association de résidents AMAB, ex-responsable de la Région Administrative, etc.)
- ✓ **22/04/2014** : Éliane, habitante de Rocinha
- ✓ **27/04/2014** : Patricia, 19 ans, étudiante, habitante de Rocinha
- ✓ **30/04/2014** : Denise, habitante de Rocinha et Gabriel, habitant de Niteroi, fonctionnaires au POUZO de Rocinha
- ✓ **05/05/2014** : Jorge Collaro, responsable de la Région Administrative de Rocinha, ancien commerçant de Rocinha
- ✓ **14/05/2014** : Antonio Carlos Firmino, 47 ans, habitant de Rocinha, leader communautaire de Rocinha (un des responsables du musée communautaire de Rocinha)
- ✓ **30/05/2014** : Dona Eliza, 77 ans, habitante de Rocinha, leader communautaire dans le domaine de l'éducation (création d'une crèche communautaire Rua 1 à Rocinha et de formations pour aider les jeunes de Rocinha à entrer à l'université)
- ✓ **30/05/2014** : Tiãozinho, habitant de Rocinha, membre de l'association de résidents UPMMR, membre de l'école de Samba
- ✓ **30/05/2014** : Luciana, habitante de Rocinha, agent de santé au poste de Santé Albert Sabin
- ✓ **02/06/2014** : Paulo, habitant de Rocinha, agent de santé au poste de Santé Albert Sabin
- ✓ **05/06/2014** : Itamar Silva, membre de la Pastoral das Favelas et directeur de l'Institut Brésilien des Analyses Sociales et Économiques (IBASE)
- ✓ **09/06/2014** : Maria Helena, 57 ans, habitante de Rocinha et médecin au Poste de Santé Albert Sabin

7. Participation à des réunions, débats, colloques

- ✓ **19/04/2014** : Premier débat Fala Vidigal sur le thème de la gentrification, de la spéculation immobilière et de l'augmentation des prix à Vidigal
- ✓ **8/04/2014** : Réunion participative de la Clínica da Família Maria do Socorro (clinique de famille) sur le thème de « Qu'est-ce qui est mauvais pour la santé à Rocinha ? »
- ✓ **8/04/2014** : Deuxième débat Fala Vidigal sur le thème « Qu'est-ce que vous souhaitez pour Vidigal dans le futur ? » abordant les défis, les menaces et les opportunités à Vidigal
- ✓ **12/04/2014**: Réunion d'habitants Rocinha Sem Fronteira sur le thème du transport
- ✓ **13/04/2014**: Réunion de l'association de résidents de Laboriaux et du mouvement Preserva Laboriaux, sur les thèmes de l'environnement, du traitement des ordures, et sur la réflexion des actions prioritaires de l'association
- ✓ **15/04/2014** : Réunion du Forum culturel de Rocinha sur le thème de la gestion participative de la bibliothèque C4 de Rocinha
- ✓ **06/05/2014** : Troisième débat Fala Vidigal, sur le thème : « Les nouveaux entrepreneurs. Quels nouveaux entrepreneurs veut-on pour la communauté ? »
- ✓ **08/05/2014** : Réunion du Forum Intersectoriel de Vidigal, sur le thème des actions et projets sociaux à Vidigal
- ✓ **14/05/2014** : Forum National Favela é cidade, colloque annuel sur les favelas de Rio de Janeiro avec la participation de leaders communautaires de Rocinha
- ✓ **17/05/2014** : Réunion d'habitants Rocinha Sem Fronteira, sur le thème de la pacification à Rocinha, débat avec le capitaine de l'UPP et le responsable de la région administrative de Rocinha
- ✓ **24/05/2014** : Lancement du livre de Davison Coutinho : *um olhar sobre a produção cultural na Rocinha* (Un regard sur la production culturelle de Rocinha) avec à l'occasion des spectacles présentés par les associations culturelles locales
- ✓ **03/06/2014** : Quatrième débat Fala Vidigal, Le pouvoir public a la parole : qu'est-ce que les pouvoirs publics prétendent faire pour Vidigal ?

8. Exemples d'entretiens

❖ ENTRETIEN AVEC ANTONIO CARLOS FIRMINO, LEADER COMMUNAUTAIRE ET HABITANT DE ROCINHA, LE 14/05/2014

➔ *Avant tout, est-ce que tu peux te présenter : depuis combien de temps est-ce que tu es à Rocinha, où est-ce que tu habitais avant, pourquoi es-tu venu t'installer ici ?*

Je suis Antonio Carlos Firmino, j'ai 47 ans et 2 filles. Je ne suis pas « *nascido e criado* » de Rocinha [expression brésilienne utilisée pour désigner le fait d'être natif d'un lieu], je suis arrivé ici en 1994. Mon arrivée à Rocinha s'est faite dans le cadre d'un projet d'insertion des noirs et des nécessiteux dans la ville, le nom du projet était « *Pré-Vestibular para Negros e Carentes (PVNC)* »⁷⁵. Avant de m'installer à Rocinha, j'habitais dans le quartier Ingenho de Dentro [situé dans la Zone Nord de Rio de Janeiro]. Avec un groupe d'amis, on faisait partie du Mouvement de la Jeunesse et de l'Action Chrétienne, et à cette époque on avait quitté depuis longtemps l'école, car on avait terminé l'enseignement moyen [lycée]. Grâce à ce *pré-vestibular*, j'ai repris des études de droit. Deux participants du Mouvement Noir ont apporté ce projet à Rocinha, deux religieux très actifs. À partir de là, j'ai commencé à connaître les élèves de Rocinha, en discutant de l'importance de l'éducation. Et j'ai été appelé en 1996 pour travailler à la ASPA [*Ação Social Padre Anchieta*], qui est une crèche communautaire de Rocinha. J'ai coordonné la crèche et différentes activités pour les jeunes, par exemple, des formations pour que les jeunes se perfectionnent pour entrer dans le marché du travail. Il y avait aussi un projet d'appui scolaire en dehors de l'école, un peu comme ce que fait aujourd'hui la Bibliothèque C4. J'ai quitté l'ASPA en 2009. Je militais pour l'éducation aussi bien dans Rocinha qu'en dehors, je faisais partie du Mouvement de lutte pour l'éducation de la première enfance. En 2000, j'ai connu l'institution CIESP : le centre d'étude sur l'enfance, qui aujourd'hui est lié à la PUC [l'Université Pontificale Catholique]. Je me suis de plus en plus intégré à Rocinha. Dans le CIESP il y avait une grande partie des gens qui étaient militants depuis les années 1970. Tous ces gens ont participé à différents mouvements pour la santé, pour le nettoyage des *valas* [égouts à ciel ouvert], pour l'éclairage public, les *mutirões* et pour l'éducation, et notamment pour les crèches. À l'époque, il y avait une mobilisation pour les crèches qui s'appelaient Mães Crecheiras : les mères se sont unies pour garder les enfants, et ont commencé à s'occuper de l'éducation.

➔ *L'Église semble avoir un rôle particulièrement présent dans ton parcours, par rapport aux organisations que tu as côtoyées ; est-ce que tu pourrais m'en dire un peu plus sur le rôle de l'Église à Rocinha ?*

Bon, moi j'ai commencé à agir à Rocinha seulement dans les années 90, mais pour avoir été dans les mouvements avant, j'avais beaucoup de contacts avec les personnes liées au mouvement catholique depuis les années 1970, notamment dans les CEB de la théologie de la Libération [Communautés Ecclésiales de Base]. Ils avaient une conception de la société à partir d'une lecture de la Bible. À Rocinha, il y a eu les jésuites, par exemple à l'époque, il y avait le père Christiano qui était très actif. À travers ce mouvement ecclésial de base, l'Église avait une lecture de la société tournée vers le quotidien ; ce qui est d'autant plus intéressant c'est qu'à l'époque c'était la dictature. Aujourd'hui quand on parle de la dictature, on parle de la jeunesse. Mais quelle jeunesse luttait ? On parle beaucoup de la jeunesse de la classe moyenne, les universitaires, les intellectuels, les artistes. Mais comment était la dictature dans les favelas ? On n'en parle presque pas, comme si la dictature n'avait pas été présente dans les favelas. La population des favelas c'est tout de même 1,5 million d'habitants. Pourquoi elle n'apparaît pas dans cette partie de l'histoire ? À cette période, le mouvement communautaire était pourtant très fort : les *mutirões*, les mouvements pour nettoyer les égouts, pour la création de postes de santé, pour l'éducation, pour les crèches communautaires, le transport, etc. On arrivait à s'organiser malgré la situation ; ce mouvement n'a pas pris les armes, il n'a pas été vers une confrontation directe, mais il a souffert de répressions incalculables. Dans la favela, la manière d'aborder les habitants à l'époque de la dictature, je veux dire la façon dont les policiers abordaient les habitants, c'était en suivant la *Lei da Vadiagem* (loi du vagabondage) : cette loi établissait l'arrestation presque systématique de ceux qui n'avaient pas de carte de travail officiel. Durant cette période, les leaders de gauche étaient déjà présents dans les favelas. Il y avait

⁷⁵ Pré-Vestibular pour les noirs et les nécessiteux : au Brésil, le pré-vestibulaire est une préparation pour les concours d'entrée dans les études supérieures.

beaucoup d'habitants des favelas qui étaient intellectuels, éduqués, qui avaient les capacités de s'organiser et de se mobiliser. Il faut avoir les capacités. Or, quand on parle de dictature n'apparaissent que les classes moyennes et on parle peu des luttes des habitants de favelas. Le pauvre, habitant la favela ou en périphérie, a souffert sous de nombreuses formes, mais pour qu'il parle de ses souffrances, c'est compliqué pour lui, car il n'est jamais sorti des formes de répression.

Quand la dictature s'est arrêtée, c'était au tour du trafic de s'installer, puis aujourd'hui, avec les méga-événements, il y a les UPP, qui sont également une autre forme de répression. Sauf que maintenant, on vit dans la favela avec deux formes de répression, d'une part le trafic continu et d'autre part, la police. Si on regarde la télévision, on n'arrête pas d'entendre parler de confrontations, d'échanges de tirs, de morts d'innocents. Il y a donc deux formes de répression au sein d'un même territoire, ce sont en quelque sorte des formes de dictature, parce que l'habitant de la favela, où est-ce qu'il peut revendiquer ses droits ? À la télévision ? Aujourd'hui c'est pire, je ne dis pas que c'était mieux avant, mais maintenant comme il y a deux groupes armés présents sur le même territoire, il y a des confrontations. Aujourd'hui à 10 heures du matin il y avait encore des tirs dans Rocinha. Dans tout ça le mouvement communautaire a pourtant été très grand, les *mutirões*, les mouvements pour nettoyer les *valas*, pour la création de postes de santé, pour l'éducation, pour les crèches communautaires, le transport, etc. Et à l'époque de la dictature, ça n'a pas été facile. Tu imagines pendant la période de la dictature les gens ne pouvaient pas parler. Qui allait protester dans la rue, à l'époque de la dictature, était molesté ou ignoré. C'est à cette période pourtant, selon moi, que Rocinha a été la plus productive. Même du point de vue « intellectuel ». Par exemple, le livre *Varal de Lembranças*, qui a été produit par les élèves du cours d'alphabétisation, des livres pour enfants, et aussi les productions cinématographiques comme *Rocinha 1977*. Tu imagines pendant la période de la dictature, les gens ne pouvaient pas parler. À cette époque il y avait aussi le mouvement de la maison de la culture dans Rocinha. Les gens ont essayé de retenir l'attention sur les réalités des communautés. La violence est loin d'être un phénomène nouveau, mais aujourd'hui elle est plus visible. Les gens ils disent qu'il n'y avait pas toute cette violence à l'époque de la dictature, mais ça n'est pas vrai, il y avait beaucoup de violence ; seulement elle n'apparaissait pas, dans le sens où elle n'était pas visible. Et après, avec le trafic, ça n'apparaissait pas non plus. La violence a commencé à apparaître il y a peu, notamment avec les UPP, mais tout n'est pas encore visible.

→ *Tu dis qu'il y a eu beaucoup d'initiatives populaires et de mouvements durant la dictature, mais est-ce que ces mouvements ont été continus dans le temps ou est-ce qu'ils ne se sont pas un peu essoufflés ?*

Le mouvement communautaire des habitants des favelas luttant pour les droits fondamentaux a été interrompu après la dictature, parce que l'ère des ONG est arrivée. Le nombre d'ONG s'est accru, certaines dialoguaient avec les communautés, mais dans l'ensemble beaucoup ont pris de la distance avec ces communautés. De nombreux exilés de l'époque de la dictature qui sont partis se réfugier en Europe avec l'appui des Églises sont revenus et ont monté des ONG. Finalement, c'était des espaces d'exilés de classe moyenne, ayant des ressources, néanmoins ils faisaient des actions importantes et intéressantes, mais cela ne correspondait pas à un mouvement de base. Le mouvement communautaire, il luttait pour les droits de base, pour la citoyenneté. Puis, les ONG ont commencé à entrer dans les communautés avec des projets sociaux, mais souvent elles ne dialoguaient pas avec les habitants. Elles se limitaient à prendre la place des Églises. Cela a miné le travail communautaire, le travail des associations qui était aussi très actif à cette époque. Les associations de résidents ont toujours eu un rôle très important, mais elles ont perdu de la force, en raison du pouvoir que le trafic a commencé à prendre dans les favelas, politiquement, socialement et économiquement. On est passé à une autre époque, on est sorti de l'époque de la dictature où les communautés, d'une certaine manière, s'organisaient pour lutter pour leurs droits et on est rentré dans une autre époque. On est sorti de la dictature et est arrivé le trafic.

→ *Quel a été l'impact de l'implantation des trafiquants de drogue dans les favelas ?*

Déjà, on peut se demander pourquoi on dit que le trafic a surgi uniquement de l'intérieur de la favela. C'est de la stigmatisation et c'est aussi une autre forme pour contenir les habitants des favelas, en les criminalisant. C'est une autre forme de répression en dehors de la dictature. Est-ce seulement le *favelado* qui fait marcher le business de la drogue ? Qui va acheter les armes ? Avec l'arrivée du trafic, et le changement de forme de l'organisation populaire, il y a eu un nouveau scénario : les ONG sont entrées dans ce processus de

développement de projets sociaux, de projets humanitaires, et ont rompu le dialogue qu'il y avait dans le mouvement communautaire.

→ *Les habitants n'arrivent pas à s'organiser en dehors des associations et des ONG ?*

C'est devenu plus difficile pour les habitants de s'organiser, car c'était difficile pour les habitants de se maintenir dans ces processus d'organisation et de revendiquer leurs droits, même après la dictature, notamment avec la présence d'autres « acteurs armés » dans la favela qui se disputent le même espace politique et social, c'est compliqué. Ceux qui l'ont fait, ils sont morts. Donc les ONG, elles permettent de donner une certaine légitimité aux organisations. Mais en même temps, il n'y a pas non plus de grandes ONG dans les favelas. Finalement, je dirais que les gens ont été un peu usés. Aujourd'hui il y a beaucoup d'actions organisées par les habitants dans les communautés, mais les financements manquent. Maintenant si on prend l'ensemble des ONG, la grande majorité ne discute pas de politiques publiques comme c'était le cas des associations des habitants avant, et des habitants eux-mêmes dans le mouvement communautaire. Les associations allaient revendiquer et proposer. Aujourd'hui il y en a peu qui produisent, qui publient, qui proposent de nouvelles politiques publiques, qui font un travail au-delà de leur propre communauté.

→ *Ce que j'observe ici c'est une certaine confusion entre les politiques publiques et les projets sociaux. L'État entre dans les favelas avec des projets sociaux ; selon moi, c'est moins le rôle de l'État, les organisations non gouvernementales le font déjà.*

Pourquoi l'État agit comme ça ? Parce qu'on est traité comme des citoyens de deuxième ou troisième catégorie. Nous-mêmes, on a du mal à se considérer comme des citoyens de droit. L'État depuis très longtemps traite les habitants des favelas avec des projets d'assistance. On va assister les pauvres. Et en même temps, aider les pauvres permettait à celui qui apportait les bénéfices à la communauté d'être élu. Depuis, ça n'a pas beaucoup changé, on est resté dans cette réalité. On parle tout le temps de projets, et la politique publique qui est pour l'ensemble de la société, qu'en est-il ? Pour moi, les projets que le gouvernement met en place, ce ne sont pas des politiques publiques, mais des projets électoraux : « j'ai aidé avec un projet social et en échange je veux être élu ». Du coup pour un enfant qui est né ici, et qui ne sait pas quels sont ses droits en tant que citoyen, il va grandir en pensant que quelqu'un doit résoudre ses problèmes, car il ne sait pas qu'il a des droits. Dans ce contexte où les habitants de favelas et de périphéries sont traités comme des citoyens de deuxième ou troisième catégorie, c'est très difficile de réussir à faire en sorte que les habitants prennent part à la production de politiques publiques, aux réunions, parce que pour eux c'est ennuyeux. Et les gens pensent que si on organise ce genre de réunion, si on commence à avoir un discours de défense du collectif, c'est parce qu'on veut forcément devenir candidat. Parce que ce type de comportement est souvent lié à ceux qui veulent devenir candidats. Cette conception qui fait qu'on s'auto-dévalorise, car on pense ne pas avoir les capacités, fait que les gens, des personnes extérieures, se mobilisent à notre place, ils se dressent pour notre défense en arrivant avec des projets sociaux. Justement, moi je souhaiterais que les politiques publiques se développent. Je fais partie d'un collectif national qui est né au début des années 2000, quand Gilberto Gil était ministre de la culture, qui s'appelle Cultura Viva. Ce groupe s'est agrandi, alors on a voulu passer à une politique publique, faire une loi. On a beaucoup de lois, mais le manque de connaissance des lois finit par nous pénaliser. Il faut qu'on arrive à changer cette culture où on s'est habitué à ce que quelqu'un d'autre fasse les choses à notre place.

→ *Dans la constitution il est prévu que le peuple participe à la création des programmes et aux décisions politiques, comment est-ce que ça fonctionne dans la réalité ?*

« Dans les favelas, c'est difficile, il y a quelques groupes qui essaient d'apporter les informations, faire des réunions. Mais dans la réalité, les habitants ont 4 h de transport par jour, alors ils se réunissent en cas de force majeure, pour survivre, par exemple pour les questions d'eau. À Rocinha, on a deux groupes principaux : Rocinha Sem Fronteira et le Forum de Cultura. Il y a d'autres groupes intéressants à Rocinha qui font un travail fantastique, mais ça ne va pas plus loin que les projets sociaux. Qu'est-ce que ça apporte comme changement général ? Puis il y a aussi le cas de gens qui au départ luttent et qui en gagnant du pouvoir et de l'argent perdent leur conscience critique. »

→ *Selon toi quelles sont les plus grandes améliorations qu'on a pu observer à Rocinha ?*

Bon, par exemple le PAC, il aurait pu être producteur de plus grandes améliorations, le problème du PAC c'est que seulement 50 % des travaux prévus en concertation avec les habitants ont été réalisés. Ce qui a été pensé et discuté avec la communauté n'a pas été fait dans la totalité. Ça a apporté des bénéfices, comme par exemple l'ouverture de la rue, mais il y a aussi des problèmes de qualité, par exemple dans l'ensemble résidentiel, il y a de sérieux problèmes d'infrastructures. Ce qui a été pensé et discuté avec la communauté n'a pas été fait dans la totalité. Ça a apporté des bénéfices, mais il y a encore de gros problèmes ici. Ne serait-ce que le transport public. L'un des obstacles pour les jeunes pour aller à l'école, qui fait qu'ils se lassent d'y aller, c'est le transport. Les enfants sortent à 4 h du matin et ils arrivent à 6 h du soir à la maison. Depuis qu'on est enfant, on est miné, on est habitué à ne pas avoir de droits, on s'habitue aux égouts à ciel ouvert,...

→ *Est-ce que tu observes des différences entre les sous-quartiers de Rocinha ? Est-ce qu'il y a des différences entre le haut et le bas de Rocinha ?*

La partie du bas est plus récente et mieux organisée. Mais en même temps les habitations sont précaires. Les gens qui sont en bas ne montent pas, tout est en bas, les banques, les commerces. Alors, ça me fait rire quand ils disent : on va faire une « foire Nordestina », comme si les Nordestinos avaient créé Rocinha, c'est faux. Avant le Nordeste n'existait pas, c'était le Nord. Le terme Nordeste, ça date de l'époque de 1960. Il y a un discours déconnecté de la réalité historique et démographique. Historiquement Rocinha est née avec le processus d'esclavage. C'est intéressant de comprendre comment la communauté a surgi. Avant il s'agissait d'une plantation où travaillaient des esclaves, plantation de canne à sucre, de café. Cette ferme a fait faillite. Une banque a acheté cette fazenda et a divisé le terrain en lots. À cette époque l'esclavage a été interdit. Beaucoup de ces anciens esclaves avaient une famille dans la région. Avec ce processus de division en lots, quelques-uns ont pu acheter un terrain, tout comme quelques immigrants portugais, espagnols, italiens. Mais la municipalité n'a pas régularisé ces terrains et les gens ont tout de même continué à vivre ici. Et puis petit à petit de plus en plus de monde est venu s'installer. Donc oui, la croissance de Rocinha s'est faite avec l'arrivée d'immigrants du nord, mais il y avait déjà une histoire avant, avant même les esclaves, il ne faut pas oublier qu'il y avait aussi des Indiens ici.

→ *Tu pourrais me dire comment Rocinha s'est développée, est-ce que tu as entendu parler de la façon dont les habitants ont construit leurs maisons ?*

L'agrandissement de Rocinha s'est fait directement au milieu de la forêt, nous ne pouvions pas construire sur l'*Estrada da Gávea*, car les maisons auraient été immédiatement détruites. Alors, les gens se sont installés dans les bois, ils construisaient les maisons la nuit ; du coup, cela rendait difficile la venue des policiers. Quand les policiers arrivaient, il y avait des enfants dans les maisons, alors ils ne pouvaient pas détruire ces maisons. Les gens mettaient les enfants d'une maison dans une autre pour empêcher les policiers de les détruire. Du coup, les maisons se sont construites les unes à côté des autres. La croissance de Rocinha est allée de pair avec la croissance de la ville de Rio de Janeiro et aussi l'agrandissement de la *Orla* [route littorale de la ville]. Donc il y a eu pas mal de gens qui sont venus de l'intérieur de l'État de Rio, du *Sudeste* et aussi des gens du *Minas* entre les années 1930 et 1970. De plus en plus de gens sont venus y vivre, alors ça rendait difficile de virer les gens d'ici. Après sont arrivés beaucoup de *nordestins* et là, ils ont commencé de nouvelles constructions. D'abord, les noirs *bahianais* sont arrivés ici. Quand on parle des *Nordestins* du départ, on parle des noirs *bahianais*. Après sont arrivés les *Cearenses*, *Pernambucanos* et *Paraibanos* qui aujourd'hui sont plus de 90 % de cette communauté du *Nordeste* à Rocinha. Et puis les gens ont commencé à apporter des améliorations dans la favela, à travers les *mutirões*. Les *mutirões* ont aussi permis aux habitants de ne pas être virés. Les habitants s'organisaient pour faire des *mutirões de limpeza* [organisation collective de nettoyage], ça a commencé du côté du *valão* [principal égout à ciel ouvert situé dans le bas de Rocinha], avant il s'agissait d'une rivière, aujourd'hui c'est un égout. À cette époque, il y avait tous les discours d'hygiénisation, l'hygiénisation, ça n'est pas l'urbanisation, c'est détruire, déloger pour régler les problèmes sanitaires. Les gens ont canalisé les égouts. Une partie des maisons en bas ont été détruites et les habitants ont été en partie relogés dans le quartier de Laboriaux et d'autres à la Cidade de Deus »

→ *Selon toi, la favela c'est la ville ?*

Certainement, mais maintenant, pour que la favela soit la ville, il faut que l'habitant lui-même se sente appartenir à la ville ; s'il ne se sent pas appartenir à la ville, s'il pense que le favelado n'a pas le droit à la ville, c'est ce qui se passe majoritairement, la loi de la ville ne s'applique pas à la favela, parce que l'habitant de la favela ne se sent pas appartenir à la ville. Il accepte les lois en bas et quand il arrive ici, il les oublie. Par exemple si tu prends un van, à Leblon le conducteur a la ceinture de sécurité, quand il arrive ici, il l'enlève. Le comportement civilisé, il l'utilise quand ça l'arrange, quand ça lui convient, il est incivilisé, *favelado*.

→ *La favela est une communauté ?*

Je dirais que la favela de Rocinha a déjà été une communauté. Communauté dans le sens de lutte pour un espace commun, je dirais qu'elle l'a été durant les années 1970, 1980, quand la communauté n'avait pas le minimum de droits fondamentaux, quand la communauté n'avait pas d'eau, pas d'électricité, pas de santé, pas d'éducation. Les habitants luttèrent pour cette communauté, ces nécessités étaient communes à tous. Quand la communauté a arrêté de lutter pour ces biens communs à tous, elle a arrêté d'être une communauté. Elle était en même temps communauté et favela, aujourd'hui elle est seulement favela. J'entends communauté dans une perspective de ce qui est commun à tous : l'exercice de la citoyenneté pour la lutte pour notre espace. Rocinha depuis un moment est un quartier, mais est-ce que les gens le savent, est-ce que les gens le veulent ? Qu'est-ce que ça signifie être un quartier ? On n'a même pas l'assainissement de base et on est considéré administrativement comme un quartier ? Les gens ne se rendent pas compte que par exemple l'eau, ce n'est pas seulement le fait de vouloir de l'eau, c'est un problème macro.

❖ **ENTRETIEN AVEC ANTONY CARLOS DE ALLELUIA, FONDATEUR DE L'ONG SER ALZIRA DE ALLEUIA ET ANCIEN HABITANT DE VIDIGAL, LE 19/06/2013**

➔ *Est-ce que tu pourrais te présenter, me dire ce que tu fais dans la vie, si tu vis à Vidigal et depuis combien de temps ?*

Je suis Antony Carlos de Alleluia, je suis né ici à Vidigal, j'ai étudié à Vidigal, je suis ingénieur diplômé, j'ai également fait un doctorat en ingénierie, j'ai déménagé à Copacabana et depuis je suis retourné à Vidigal pour y développer un travail social. Ce travail social se fait dans le domaine de l'éducation, du sport, des loisirs et de l'environnement, c'est dans quoi notre ONG travaille. Nous avons développé ce travail depuis 2003.

➔ *Quand tu étais plus jeune, comment était Vidigal ?*

Quand j'étais plus jeune, notons des dates c'est plus simple, Vidigal jusqu'en 1960 était un lieu où 70 % de la population n'avait pas d'eau, pas d'électricité et pas de transports. Et il y avait seulement une école municipale : *Almirante de Mandaré*. À mon époque, jusqu'en 1960, les rues n'étaient pas bétonnées, nous n'avions pas d'assainissement de base, pas d'égouts ; il n'y avait pas ce genre de choses très importantes, c'est pour ça qu'il y avait beaucoup de maladies.

➔ *Et à l'époque, Vidigal s'étendait jusqu'où ?*

En 1968, il y avait cette partie où nous sommes [l'entretien se déroule dans le quartier formel de Vidigal, situé au bas de la colline], une zone divisée en terrains qui ont tous été vendus. L'autre côté de la rue João Goulart a commencé à être occupé par les habitants qui venaient d'autres États, principalement *Nordeste* et *Minas Gerais*, ils ont commencé à occuper la zone boisée. Donc à partir de 1968, il y a eu le début de ce quartier, d'ici vers en haut (le quartier de Sobradinho). Avant c'était une forêt, une zone militaire. Et puis il y a eu un accident, une roche est tombée et a délogé environ 30 familles ; du coup, les familles sont allées occuper cette partie, au sommet, qui aujourd'hui est appelée *Avrão*. Depuis que ces familles ont occupé cette partie dans les années 1970, ça n'a pas arrêté de s'agrandir.

➔ *Il y avait des plantations dans cette zone avant ?*

En fait, jusque dans les années 1970, il y avait un homme appelé « *o Verdureiro* » (le Jardinier), qui avait une plantation de légumes, il élevait aussi des porcs et des chèvres. C'était dans la zone où se situe l'actuelle *Vila Olímpica* [aménagement sportifs au sommet de la favela]. De là jusqu'à *Avrão* c'était à lui, il occupait les lieux pour mettre ses plantations et ses animaux. C'était une personne très bien, un travailleur, et puis son terrain a été pris par les personnes qui arrivaient pour s'installer. Et puis dans cette zone, il y avait une source d'eau, là où aujourd'hui il y a la *Vila Olímpica* et le parc écologique.

➔ *Selon toi quelles sont les grandes transformations qui ont eu lieu à Vidigal ?*

À partir de 1972, l'endroit qu'on appelle le *Quatorze* a commencé à être occupé, parce qu'en 1972 le gouverneur de l'État a donné, cette zone pour qu'elle puisse être occupée. Il y a eu la visite du Pape Jean Paul II et à partir de là, Vidigal a commencé à grandir, ils ont installé de l'eau. Ici en bas, à partir de cette époque, 80 % des maisons avaient de l'eau, la télévision, et les égouts. Et la rue principale qui s'appelait à l'époque *Estrada Tabaré* a été revêtue entièrement de goudron.

➔ *Cela signifie que du côté du 14 les habitants ont une preuve de propriété du terrain ?*

La zone du « *Quatorze* » est une zone confuse parce que certains ont reçu un titre de propriété, le gouverneur avait seulement permis l'occupation d'une partie, mais les habitants ont tout occupé. Il y a aussi ce que l'on appelle les concessions : l'habitant peut occuper le terrain durant un certain temps puis le propriétaire peut venir récupérer ses terres. Pour cette zone, on ne sait pas tellement si c'est un titre de propriété ou un titre de concession. C'est d'autant plus confus parce qu'il y a aussi la loi usucapion : tu occupes un terrain durant 5 ans et tu dois installer l'eau, l'électricité, les égouts pour que la zone puisse être la tienne après ces 5 ans. Donc, il y a ces différents titres : propriété, concession et usucapion. Et sur cette zone, il y a aussi des gens qui n'ont rien, qui

ont envahi un terrain. Ce qui est intéressant, c'est que dans cette zone, aujourd'hui, il y a une forte valorisation immobilière, alors qu'à l'époque personne ne voulait aller là-bas ; ma mère avait reçu une proposition pour s'installer là-bas, elle n'avait pas voulu. Il n'y avait rien, pas d'eau, pas d'électricité, pas de rues, rien de bien. Elle n'a pas voulu, elle a préféré acheter ici [dans le quartier formel].

→ *À l'époque, ici, il y avait de quoi faire les courses, etc. les gens avaient besoin de sortir de Vidigal ?*

Ici, quand j'étais plus jeune, il y avait seulement un supermarché, une boulangerie, un autre supermarché tout petit et le reste c'était des bars ou des *lanchonetes (snacks)*, il fallait tout acheter en bas [dans les quartiers formels].

→ *Quels sont les premiers projets sociaux qui sont apparus à Vidigal ?*

Alors le premier projet social qu'il y a eu à Vidigal,... mais à l'époque il y avait des projets qui n'étaient pas enregistrés...

→ *Peu importe qu'ils soient formels ou non*

Alors le premier projet officiel, c'était une équipe de football, appelée *Aigle Football Club*, Aigle parce que c'est un animal qui vit en hauteur et qui a une très bonne vision. Et puis il y avait d'autres projets non officiels.

→ *De quand date ce projet ?*

Celui-là, il faudrait que tu ailles à l'association pour voir les registres, je crois qu'il date de 1970 environ. Il y avait d'autres projets, mais ça n'était pas régulier, par exemple il y avait le projet d'une femme qui s'appelle Maria da Conceição Faustine, elle avait un travail social qui commençait au mois de juin : elle distribuait des manteaux et du pain aux personnes plus pauvres qu'elle.

→ *Il ne s'agissait pas d'une organisation ? C'était seulement une habitante ?*

Oui, seulement habitante. Au mois de juin, les enfants savaient qu'il fallait la voir, car elle offrait du pain, des vêtements. Elle faisait ça tous les ans. Et puis son travail s'est étendu de plus en plus et elle a même organisé des *festas juninas*⁷⁶. Ça c'était en 1964. Il y avait aussi une autre femme avant elle, en 1960, une femme appelée Dona Magdalena, son travail social était d'emmener les enfants à l'école, car il n'y avait pas d'école à Vidigal. Elle les emmenait à Rocinha, car les enfants ne pouvaient pas y aller seuls. Après cela il y avait aussi le projet de Dona Carmelita dans la rue Olinto de Magalhães, elle donnait des cours d'enseignement primaire gratuits aux enfants qui ne pouvaient pas aller à l'école, car il n'y avait pas de place. Des enfants de 5 à 7 ans c'était dans sa propre maison. Après je ne me rappelle pas vraiment d'autres projets. Il y en avait quelques petits comme la distribution de sucreries. Il y avait un autre monsieur qui offrait des divertissements, Monsieur Fofoca : il fabriquait des ballons (montgolfières). Aujourd'hui c'est interdit : parce que ça peut provoquer des incendies.

→ *Aujourd'hui quels sont les différents acteurs qui mettent en place des projets sociaux et quels sont les projets ?*

Que je connaisse, aujourd'hui il y a : ici, *Alizira Ser Alleluia*, *Nos do Morro*, *Gasco*, *Novo Horizonte*, *Associação de mulheres (AMAR)*, *Sitiê*, et il y a aussi le centre culturel situé au largo de Santinho.

→ *Il fonctionne ce centre ?*

Bon, il y a eu un problème parce que le terrain appartenait à la famille Niemeyer, la famille a fait une concession, c'est-à-dire qu'elle a donné le droit d'usage, et aujourd'hui elle veut récupérer le terrain. Du coup je ne sais pas trop ce qu'il y a en ce moment. Il y a aussi le *bloco* de carnaval. C'est un projet social qui rassemble tout le monde, avec leurs différences et le jour du carnaval ils se rassemblent. Son nom c'est le *Bloco Carnavalesco Acadêmico do Vidigal*, il a été créé en 1959 par Antonio Alleluia, mon grand-père.

⁷⁶ Les *festas juninas* sont des fêtes traditionnelles au Brésil, célébrées au mois de juin chaque année.

→ *Qu'est ce que propose la majorité des projets ?*

Ce sont surtout des projets autour de l'éducation, de la culture, du sport et de l'aide aux familles.

→ *L'ONG Gasco, tu sais ce qu'elle propose ?*

Il faut que tu cherches Bernadette.

→ *L'ONG se situe au Campo Olímpica non ?*

Plus maintenant, la mairie a voulu récupérer le terrain, alors aujourd'hui, elle n'a plus d'espace. Elle offrait des cours d'informatique, un appui aux familles et des cours de danse classique.

→ *Et Novo Horizonte ?*

Je connais seulement le nom. Paulinho, c'est le président. On essaye de faire en sorte que les ONG se réunissent pour savoir ce que chacun fait, parce que sinon on n'est pas trop au courant. Il y a aussi un très bon travail, c'est le travail du Forum Intersectoriel de Vidigal. C'est Josette et Rosa qui s'en occupent.

→ *Et les Églises, elles proposent des projets ?*

Oui, il y a l'Église catholique qui propose des projets, notamment dans le domaine de l'enseignement, de l'assistance alimentaire, et de l'aide aux familles. Il y a l'église ici *Imaculada Conceição*. Il y a aussi les Églises Évangéliques. Il y a aussi l'Église du Pasteur Mauricio, ils mettent en place de nombreux projets sociaux. Les églises catholiques sont plus organisées, car elles sont là depuis plus longtemps. Elles offrent des cours d'informatique, d'anglais par exemple. Il y a la *Pastoral da Favela*. Les projets sociaux des églises se focalisent plus sur la famille.

→ *La mairie propose des projets ?*

Oui, il y a par exemple le grand projet *Rio de Forma Olímpica* (Rio de forme Olympique), il y a la crèche. Et puis, les écoles, ça c'est son obligation. Il y a aussi des programmes de nettoyage des rues. Il y a aussi des projets avec l'association des habitants. Tu peux rencontrer Marcelo et Sébastien, le vice-président. Il y a des projets dans l'éducation, le sport, le logement, etc.

→ *Aujourd'hui est-ce qu'il existe encore des projets informels ?*

Oui il y en a. Moi j'en connais 2 : un de danse et un de musique.

→ *Les personnes qui proposent des projets sociaux sont des personnes de la favela ou des personnes extérieures ?*

Les grands projets, ce sont des personnes de la favela. Il y a quelques personnes de l'extérieur qui viennent faire des projets, mais ils sont minoritaires.

→ *Il y a des projets pour les adultes ou des projets pour les personnes âgées ?*

Pour les adultes, c'est nous, et pour les personnes âgées, il y a un réel manque. On voudrait créer ici une Académie du troisième âge. Il n'y a pas non plus de loisirs pour eux.

→ *Comment t'est venue l'idée de créer un projet social ?*

Dans mon cas, c'est en rapport avec ma propre expérience. À Vidigal, il y a beaucoup d'élèves de l'école municipale *Almirante da Maré* qui étaient de bons élèves, mais ils n'avaient pas l'appui des familles, le père pensait qu'il fallait être conducteur de taxi, mécanicien ou travailler dans un commerce. Du coup les enfants terminaient les cours primaires et allaient directement travailler. Moi, ma mère a perçu que moi et ma sœur nous pouvions étudier, alors on travaillait le matin et on étudiait l'après-midi. Alors mon motif pour créer une ONG, c'était de donner l'opportunité aux jeunes de 10 à 15 ans de poursuivre leur éducation avec différentes activités. Le Brésil, c'est un pays que j'aime, mais c'est un pays cruel dans l'éducation parce que les enfants issus de familles ayant les moyens reçoivent une bonne éducation dans les écoles privées, alors que les plus pauvres sont

obligés de fréquenter les écoles publiques de moins bonne qualité, puis ils se retrouvent en compétition pour rentrer dans les bonnes universités qui inversement sont publiques. Évidemment que ce sont les plus riches qui vont gagner. Notre ONG est tournée vers l'éducation et le sport et tout est gratuit, parce que souvent un père va payer de quoi faire un barbecue, mais il ne va pas payer un livre à son enfant. Pour moi c'est une manière de rendre ce que l'État m'a donné : je n'ai jamais payé l'école, je n'ai jamais payé un uniforme.

→ *Tu crois que la pacification a eu des impacts sur les projets sociaux ?*

Oui, de grands impacts, avec la pacification, les portes se sont ouvertes pour tous les projets du gouvernement municipal, fédéral et aux aides extérieures et aussi pour les projets locaux. Aujourd'hui on a toute la liberté de créer le projet qu'on veut. Et l'UPP aussi a apporté des projets sociaux à la communauté.

→ *Tu parles de l'UPP Social ?*

Oui, elle appuie, elle est en train de s'organiser, parce qu'il y a eu une grande période d'absence de l'État, on va dire de plus de 80 ans, dans les favelas. C'est maintenant qu'il commence à revenir. Donc l'impact est vraiment important dans l'ouverture des portes de la communauté.

→ *Et le trafic de drogue ? Tu crois que les trafiquants pouvaient avoir un rôle dans certains projets sociaux, rien à voir, ou bien pouvaient-ils rendre plus difficile les projets ?*

[À ce moment Antony m'écrit sur une feuille : « je ne peux pas parler » puis « éteins le dictaphone », nous continuons donc cette partie de l'entretien sans enregistrement ; il m'explique qu'il ne souhaite pas être enregistré, car cela peut être dangereux pour lui, notamment si ses propos sont déformés, ou tronqués.]

→ *Parlons de l'UPP maintenant, avec cette idée de police communautaire est-ce que tu sais si les policiers participent à la vie communautaire ?*

Je crois qu'ils participent seulement à l'association, mais je ne sais pas trop. Tu sais, on ne nous tient pas au courant des programmes mis en place dans nos propres quartiers, on ne sait même pas ce genre de choses ; c'est pour ça qu'on voudrait faire des réunions, peut être que l'UPP Social (Rio Mais Social) fait des choses bien, mais on ne nous tient pas au courant. On se sent un peu isolé, on aimerait bien être plus intégré aux projets municipaux. Nous, on offre des services à la communauté, mais on ne participe pas aux activités de la communauté. On voudrait plus se rencontrer pour débattre, parler. On veut aussi faire une réunion sur la question des droits des habitants pour qu'ils soient plus avisés. Même les étrangers ont leurs droits ici, par exemple un *gringo* qui arrive à 3 heures du matin, la moto taxi peut lui demander 30 R\$ pour monter, elle ne respecte pas ses droits.

→ *Donc selon toi, ici à Vidigal il n'y a pas de coordination entre les projets ?*

Non, tu peux clairement écrire, non il n'y a pas de coordination ! Mais il y a le projet du Forum, qui a déjà enregistré tous les projets sociaux de Vidigal.

→ *C'est un programme de la municipalité ?*

Non, c'est d'ici, de Vidigal. Il note tout ce qui se passe à Vidigal. Par exemple, ils connaissent tous les projets y compris ceux qui n'existent plus aujourd'hui. La majorité des projets qui arrêtent de fonctionner, c'est le manque de financement. Et puis il y a aussi ces projets qui sont faits pour que le leader gagne de l'argent...

→ *Concernant la participation des habitants, tu trouves que leur participation est suffisante ?*

Je pense qu'ils pourraient participer plus, ils participent peu. Ici on a des cours d'informatique et par exemple l'année dernière, ils ne sont pas venus. Mais aussi parce que les ONG ne divulguent pas assez leur travail. S'il y a une chose ici à Vidigal où la population participe en masse, c'est à l'occasion des donations de nourriture, de vêtements, ça ils aiment. Ils vont seulement pour recevoir, une fois qu'ils ont reçu : tchau !

→ *S'ils ne participent pas tellement aux projets sociaux, est-ce que les habitants participent pour résoudre les problèmes de la communauté ?*

Oui, mais seulement quand ça arrive là où ils vivent. Si le problème est ici, les habitants s'en préoccupent, si c'est ailleurs non. Il n'y a pas vraiment d'interaction sociale entre les quartiers.

→ *Il y a des habitants, des parents qui viennent dans ton ONG pour aider ?*

Peu, ils viennent pour faire un peu de ménage, de la fiscalité, certains donnent des cours.

→ *Depuis que tu es ici, tu as perçu une évolution dans la prise de conscience des habitants concernant leurs droits ?*

Oui ça s'est amélioré. Les habitants commencent à parler de ce qu'ils pensent, ils commencent à connaître leurs droits et user de leurs droits.

→ *Quels seraient les plus grands impacts des projets sociaux dans la communauté ?*

Ils ont beaucoup aidé dans le domaine du traitement des déchets et des aménagements urbains de base : les égouts, l'électricité et le transport.

→ *Depuis quand il y a des kombis et des motos à Vidigal ?*

Depuis 1970 environ, les motos, ça doit faire 10 ans seulement. Mais ce n'était pas organisé, c'était un *kombi* qui trainait par là.

→ *Ici, tu reçois des volontaires étrangers ?*

Oui de plusieurs pays, surtout de l'Europe, la France, l'Allemagne, l'Angleterre, le Portugal, l'Espagne.

→ *Et comment les habitants du quartier perçoivent ces étrangers ?*

Tu devrais parler avec Scott, c'est un américain qui a monté le projet *Projeto Favela*. Dans ce projet, il propose à la fois aux volontaires d'aider en faisant quelque chose dans la communauté, ils sont hébergés dans la communauté, ils font aussi des promenades.

→ *C'est un mélange entre volontariat et tourisme ?*

À Rocinha c'est plus dédié au tourisme, les volontaires font plus de tourisme ; à Rocinha, ici c'est plus du travail.

→ *Les habitants apprécient l'arrivée des étrangers ?*

Ils aimaient, et aujourd'hui ils aiment moins. Parce que les étrangers qui viennent ici, viennent pour se divertir. Vidigal c'est un lieu joyeux et sûr, où il y a de quoi se divertir, mais il y a eu une inflation du prix des immeubles. L'arrivée des *gringos* [terme utilisé pour désigner les étrangers] a fait augmenter le prix des immeubles, parce qu'ils ont les moyens de payer.

→ *Quel est l'impact de la pacification dans cette spéculation ?*

Avant la pacification les *gringos* ne venaient presque pas. C'est depuis la pacification qu'ils viennent pour profiter de prix moins chers dans le logement, l'alimentation... Et puis également parce qu'on a de beaux logements ici. Ici c'est plus libre. Certains sont venus acheter. En dehors de ça, la présence des étrangers c'est bien, il y a des hôtels qui surgissent là haut.

→ *Tu sais s'il y a aussi des Brésiliens d'en bas qui viennent ici ?*

Oui il y en a. Ici, nous on loue seulement pour les volontaires, car c'est notre projet, mais il a aussi des gens qui cherchent ici, car ils travaillent pas loin et ils habitent très loin, par exemple dans la Zone Ouest, parfois

ça prend plus de 4 h de transport par jour. Alors pour eux c'est plus intéressant de louer un studio à Vidigal pour vivre la semaine, c'est moins fatigant. Ce type de locataires a augmenté.

→ *Donc il y a de plus en plus de locataires ici ?*

Oui il y a les *gringos*, et les habitants de quartiers formels qui viennent et puis toujours les *nordestins*.

→ *Il y a en encore qui viennent ?*

Oui

→ *Certains retournent vers leur terre d'origine ?*

Non, très peu, très peu, ils retournent là-bas pour y construire une maison, mais ils continuent à résider ici. Surtout ceux du Paraíba. Ici à Vidigal c'est plus *Nordestin*, puis du Minas Gerais et ceux du sud. Moi je suis *carioca* !

→ *Qu'est-ce que tu peux me dire des revenus des habitants ici à Vidigal ?*

Tu devrais regarder les revenus par famille. Ici à Vidigal, le revenu par personne est de 1 200 R\$ par mois. À Vidigal il y a des riches, il y a des gens qui gagnent beaucoup, notamment les commerçants, certains gagnent 30 000 R\$ par mois ! Ou encore ceux qui ont des entreprises de construction, ils peuvent gagner 40 000 par mois ! Et puis il y a aussi ceux qui louent leur maison qui peuvent gagner jusqu'à 10 000 par mois.

→ *L'existence de hauts revenus, c'est quelque chose nouveau ?*

Ça dépend, mais c'est sûr que depuis l'UPP les salaires ont augmenté : les gens vont plus dans les commerces, les restaurants, construisent de plus en plus.

→ *Selon toi, qu'est-ce qu'il faudrait encore améliorer ici ?*

Je pense qu'ici il manque des projets internationaux, faire des forums internationaux avec les jeunes qui ont terminé l'université, multiplier les échanges. Et puis aussi, on peut améliorer la santé. Je pense qu'il faudrait qu'on importe des médecins de Cuba, pour moi ce sont les meilleurs du monde, car ils ont dû subir l'embargo des États-Unis, alors ils ont formé leurs propres médecins. Et puis il ya aussi la question des logements, ici c'est normal d'avoir 5 personnes dans une maison d'une chambre et un salon. C'est un problème. Si tu vas dans la communauté du 314 tu vas même rencontrer des maisons de chambre-salon où vivent 8 personnes.

→ *Tu utilises le terme de communauté pour parler du « Quartoze », tu considères qu'il y a plusieurs communautés dans Vidigal ?*

Bon le 314, ça fait partie de Vidigal, mais ça a tellement grandi qu'on pourrait considérer comme une autre communauté, ça pourrait être une sous-communauté. On appelle ça comme ça parce que ça correspond à l'entrée au numéro 314 de la Niemeyer.

→ *Du coup il y a des distinctions entre les zones de la favela ? Les habitants vont-ils d'un quartier à l'autre ?*

Je crois qu'il est nécessaire que la communauté ait plus d'intégration, que les habitants discutent plus entre eux et qu'ils participent plus aux travaux. Pour que la communauté se développe. Il y a des gens qui ont la télévision, leur voiture, et du coup ils n'ont plus besoin de parler avec leur voisin. Ça, c'est un truc très triste à Vidigal, les personnes de mon âge ne se parlent presque pas. S'il y a des fêtes ils n'y vont pas. C'est du boycott. Il y a plusieurs manières de détruire un travail : soit on parle mal tout le temps de ce travail, soit on n'y participe pas. Un ne vient plus, puis l'autre et finalement il n'y a plus personne. Ça, c'est un problème à Vidigal, les gens ne participent pas.

→ *Mais pourquoi ils ne participent pas ?*

Le motif est historique. La création de la communauté de Vidigal a commencé en 1911, les propriétaires ont commencé à vendre les terrains de Vidigal aux personnes plus pauvres. Mais finalement, ça ne s'est pas passé comme ça. En 1911 ce sont les Portugais qui sont arrivés. Si tu observes depuis l'entrée de Vidigal, en prenant la João Goulart, jusqu'au Supermarché, tous les propriétaires sont d'origine portugaise. Ce qu'il s'est passé, c'est qu'ils avaient de l'argent, donc ils ont pris des plus grands espaces : ils avaient des camions, etc. Ils se sont renfermés sur eux-mêmes. Dans la rue Olinto de Magalhães, c'étaient aussi les plus grands terrains, et ils appartenaient aux Portugais. Et dans notre rue [*rua trê*s] ils étaient tous brésiliens, c'était une rue plus pauvre. Il y a peu de gens qui savent ça. Ça a créé une différence, les Portugais, les mieux lotis, et les plus pauvres ici. Les gens ne se sont pas intégrés, ils ne discutaient pas. Cette génération, c'est déjà fini. Eux ils étaient riches, mais les enfants n'ont pas réussi à suivre cette ligne, ils ont moins travaillé et voulaient une vie plus tranquille, alors ils ont perdu de l'argent et ont retrouvé notre niveau. Après il y a eu ma génération. La génération qui participe le plus, ce sont les plus jeunes, ils se mélangent plus. Il y a aussi un événement qui a empêché la participation : c'est la révolution militaire des années 1970. Lorsque les personnes se réunissaient, c'était vu comme de la subversion. Donc les gens ne voulaient participer à rien. Donc il y a eu en premier ces distinctions entre rues et niveaux sociaux, puis le régime militaire, puis le trafic. Le trafic a amoindri la participation de la communauté : ils ne parlent, ne voient pas et n'entendent pas. Je pourrais même rajouter ne pensent pas ! Donc aujourd'hui ce sont les jeunes qui vont prendre le relais pour la participation. Notre génération laisse une base. Tu te rends compte, il y a 10 ans jamais on n'aurait imaginé qu'une étudiante française viendrait faire un doctorat et du terrain ici à Vidigal, c'était inimaginable, tu vois comme les choses évoluent ! C'est votre génération qui va faire que les projets sociaux à Vidigal se développent. Tout évolue, le meilleur exemple c'est ma mère, elle a toujours vécu dans la favela et aujourd'hui elle vit dans un appartement de classe moyenne supérieure à Copacabana que je lui ai acheté. Mais elle continue à entrer par la porte de service. Ça, c'est les êtres humains ! Plein de choses vont s'améliorer.

→ *Et ce qu'il y a des gens qui sont partis de Vidigal et qui reviennent aujourd'hui ?*

Généralement les gens qui sont partis de Vidigal trouvent de meilleures conditions de vie, par exemple à Jacarepaguá, São Conrado, Copacabana, Tijuca, qui théoriquement sont meilleurs. Mais aujourd'hui ça n'est plus le cas, Vidigal c'est mieux en raison de la proximité et c'est un endroit agréable. Les gens sortent pour trois motifs : pour faciliter le transport, à cause du trafic, ou pour des raisons de mariage avec quelqu'un originaire d'un autre quartier. Et puis il y a des gens qui partent en raison de la spéculation immobilière. Ils vont à São Gonzalo, Niteroi, et dans la périphérie. Ici un studio, c'est 600 R\$ alors qu'avant la pacification, c'était 100 R\$, 200 au maximum. Moi je pense que les prix vont monter jusqu'aux JO et après ça va chuter. Mais pas beaucoup, car Vidigal, ça reste prisé. Les gens de Copacabana et Botafogo viennent habiter ici.

9. Table des illustrations

o Table des cartes

Carte 1 : Localisation des favelas de Rocinha et de Vidigal et des zones à Rio de Janeiro.....	15
Carte 2 : Recensement des municipalités du Brésil avec des <i>aglomerados subnormais</i>	32
Carte 3 : Localisation des <i>aglomerados subnormais</i> dans la région métropolitaine de São Paulo	34
Carte 4 : Localisation des <i>aglomerados subnormais</i> dans la région métropolitaine de Rio de Janeiro	34
Carte 5 : Localisation des favelas dans la municipalité de Rio de Janeiro	47
Carte 6 : Localisation des favelas de Rocinha et de Vidigal dans la Zone Sud de Rio de Janeiro	60
Carte 7 : Division administrative de la Zone Centrale et de la Zone Sud de Rio de Janeiro	77
Carte 8 : Topographie des favelas de Rocinha et de Vidigal	92
Carte 9 : Sous-quartiers de Rocinha	131
Carte 10 : Sous quartiers de Vidigal.....	132
Carte 11 : Localisation des équipements collectifs à Rocinha.....	134
Carte 12 : Localisation des équipements collectifs à Vidigal	134
Carte 13 : Principales localisation des trafiquants à Rocinha (avant la pacification)	153
Carte 14 : Principales localisations des trafiquants à Vidigal (avant la pacification)	154
Carte 15 : Contrôle des favelas par les factions du narcotrafic et les milices en 2005	159
Carte 16 : Contrôle des favelas par les factions du narcotrafic et les milices en 2011	159
Carte 17 : Localisation des homicides dans la Zone Sud de Rio de Janeiro entre 2006 et 2009	185
Carte 18 : Localisation des principaux projets sociaux à Rocinha	204
Carte 19 : Localisation des principaux projets sociaux à Vidigal.....	205
Carte 20 : Localisation des postes fixes de l'UPP et des anciennes zones de forte présence de trafiquants à Rocinha ..	221
Carte 21 : Localisation des postes fixes de l'UPP et des anciennes zones de forte présence de trafiquants à Vidigal ..	222
Carte 22 : Principaux travaux dans le cadre du PAC à Rocinha.....	260
Carte 23 : Représentation de Rocinha et de Vidigal sur Google Map en 2012	267
Carte 24 : Représentation de Rocinha et de Vidigal sur Google Map en 2015	268
Carte 25 : Carte participative du programme « La voie des jeunes – Cartes »	269
Carte 26 : Photographie et localisation d'un problème lié à l'accumulation d'ordures à Rocinha, dans le sous-quartier de Dioneia.....	269
Carte 27 : Trajet des vans entre Rocinha et Vidigal depuis 2013	272
Carte 28 : Zones à risque et localisation des favelas à Rio de Janeiro.....	315
Carte 29 : Projet <i>Porto Maravilha</i> , dans la zone portuaire de Rio de Janeiro	320
Carte 30 : Nouvelles voies de circulation du BRT et déplacements de population	323
Carte 31 : Zones d'installations sportives pour les méga-événements à Rio de Janeiro.....	324
Carte 32 : Évolution des limites de Rocinha entre 2010 et 2011.....	328
Carte 33 : Proportion des ménages vivant dans les favelas de Rio de Janeiro touchant moins d'un demi-salaire minimum	332
Carte 34 : Localisation des favelas pacifiées jusqu'en 2014 et taux d'homicides en 2008 (début de la politique de pacification) dans les zones de Rio de Janeiro	333
Carte 35 : Localisation des logements du programme <i>Minha Casa Minha vida</i> à Rio de Janeiro (jusqu'en 2013)	340
Cartes 36 : Évolution des violences dans les zones de Rio de Janeiro entre 2008 et 2014.....	344

o Table des cartes annexes

Carte annexe 1 : Régions du Brésil et localisation de l'État de Rio de Janeiro.....	377
Carte annexe 2 : Méso-régions de l'État de Rio de Janeiro.....	377
Carte annexe 3 : Quartiers de la Zone Sud de Rio de Janeiro.....	377
Carte annexe 4 : Division administrative de la municipalité de Rio de Janeiro : zones de Planifications (<i>áreas de Planejamento</i>) et Région Administrative (<i>regiões administrativas</i>)	378
Carte annexe 5 : Division territoriale en Zones Intégrées de Sécurité Publique (<i>Áreas Integradas de Segurança Pública – AISP</i>).....	379

o Table des Photographies

Tableau 1 : Population urbaine vivant dans les bidonvilles (%).....	29
Tableau 2 : Population résidant dans des <i>aglomerados subnormais</i> dans les régions métropolitaines brésiliennes	33
Tableau 3 : Favelas à Rio de Janeiro selon l'IBGE	46
Tableau 4 : Nombre de favelas à Rio de Janeiro et superficie selon l'IPP	47
Tableau 5 : Proportion de la population vivant dans les favelas selon les zones de Rio de Janeiro	48

Tableau 6 : Répartition de la population vivant dans les favelas à Rio de Janeiro dans les zones	48
Tableau 7 : Population totale de la ville et population des favelas de Rio de Janeiro	55
Tableau 8 : Évolution de la population des favelas et des quartiers formels à Rio de Janeiro entre 1991 et 1996..	83
Tableau 9 : Statistiques démographiques sur Rocinha et Vidigal en 2010	91
Tableau 10 : Type de localisation des secteurs de recensement en <i>aglomerados subnormais</i> à Rio de Janeiro.....	92
Tableau 11 : Répartition des secteurs censitaires des <i>aglomerados subnormais</i> à Rio de Janeiro en fonction de la régularité des lots.....	94
Tableau 12 : Répartition des secteurs censitaires des <i>aglomerados subnormais</i> à Rio de Janeiro en fonction du type de voie de circulation.....	95
Tableau 13 : Répartition des secteurs censitaires des <i>aglomerados subnormais</i> à Rio de Janeiro en fonction du mode d'accès.....	95
Tableau 14 : Accès des domiciles à l'eau à Rocinha, Vidigal et Rio de Janeiro	100
Tableau 15 : Modes d'assainissement des logements des <i>aglomerados subnormais</i> à Rio de Janeiro.....	101
Tableau 16 : Équipement sanitaire des logements à Rocinha, Vidigal et à Rio de Janeiro	101
Tableau 17 : Systèmes de distribution d'électricité des domiciles en <i>aglomerados subnormais</i> à Rio de Janeiro	102
Tableau 18 : Accès des domiciles à l'électricité à Rocinha, Vidigal et Rio de Janeiro	102
Tableau 19 : Revenus par ménage à Rio de Janeiro dans les <i>aglomerados subnormais</i> et les quartiers formels ..	113
Tableau 20 : Répartition de la population de plus de 10 ans des <i>aglomerados subnormais</i> et des quartiers formels de Rio de Janeiro selon le nombre d'heures travaillées par semaine.....	115
Tableau 21 : Répartition de la population de plus de 10 ans occupée selon l'activité professionnelle dans les <i>aglomerados subnormais</i> et les quartiers formels de Rio de Janeiro.....	116
Tableau 22 : Répartition des habitants de Rocinha selon leur situation professionnelle	116
Tableau 23 : Lieux de travail de la population des <i>aglomerados subnormais</i> et des quartiers formels à Rio de Janeiro	116
Tableau 24 : Répartition de la population de Rocinha selon la période d'arrivée dans la favela	122
Tableau 25 : Dénomination des sous-quartiers à Rocinha.....	131
Tableau 26 : Dénomination des sous-quartiers à Vidigal	132
Tableau 27 : Homicides dans les favelas de Rocinha et de Vidigal entre 2006 et 2009.....	185
Tableau 28 : Types d'organisations non-gouvernementales.....	199
Tableau 29 : Évolution des délits et crimes à Vidigal entre 2007 et 2013.....	241
Tableau 30 : Évolution des crimes et délits à Rocinha entre 2007 et 2013	242
Tableau 31 : Évolution des types de violences à Vidigal avant et après l'installation de l'UPP	243
Tableau 32 : Évolution des types de violences à Rocinha avant et après l'installation de l'UPP.....	243
Tableau 33 : Principaux programmes territorialisés dans les favelas pacifiées de Rio de Janeiro	256
Tableau 34 : Répartition de la population des communautés urbanisées par zones à Rio de Janeiro.....	273
Tableau 35 : Variation du prix de vente au m ² entre 2008 et 2015 à Vidigal et Leblon	292
Tableau 36 : Variation du prix de location au m ² entre 2010 et 2015	298
Tableau 37 : Investissements pour la Coupe du Monde de Football de 2014 au Brésil (en millions de R\$).....	304
Tableau 38 : Investissements pour les Jeux Olympiques de Rio de Janeiro en 2016 : Matrice de responsabilité (en millions de R\$)	305
Tableau 39 : Dépenses du Comité Rio 2016	305
Tableau 40 : Travaux d'héritage (<i>legado</i>) des Jeux Olympiques de 2016.....	306
Tableau 7 : Nombre de favelas et répartition dans les différentes zones de Rio de Janeiro	327
Tableau 8 : Évolution de la superficie des favelas dans les différentes zones de Rio de Janeiro	327
Tableau 9 : Variation de la superficie de Rocinha et de Vidigal entre 2004 et 2011	327
Tableau 10 : Variation de la population des favelas et des quartiers formels dans les zones de Rio de Janeiro entre 2000 et 2010	328
Tableau 45 : Évolution de la population et de la superficie des favelas dans les zones de Rio de Janeiro.....	329
Tableau 46 : Homicides à Rio de Janeiro en 2008 selon les Zones	332
Tableau 47 : Nombre de familles déplacées ou menacées d'expulsion, en relation avec les zones valorisées (figurées en jaune) à Rio de Janeiro	336
Tableau 48 : Évolution du prix de vente au m ² des appartements dans les quartiers de Barra da Tijuca, Jacarepaguá et Leblon entre 2008 et 2015	339
Tableau 49 : Répartition par zone des logements du programme Minha Casa Minha Vida selon les revenus des ménages.....	341
Tableau 50 : Répartition des logements du programme Minha Casa Minha Vida exprimé en fonction du nombre de salaires minimum et des zones (en %).....	341
Tableau 51 : Évolutions des violences entre 2008 et 2014 dans les zones de Rio de Janeiro.....	345

o Table des graphiques

Graphique 1 : Comparaison d'indicateurs socio-économiques entre les <i>aglomerados subnormais</i> et les quartiers formels au Brésil	42
Graphique 2 : Comparaison de la composition ethnique de la population des <i>aglomerados subnormais</i> et des quartiers formels au Brésil.....	43
Graphique 3 : Proportion de la population avec une formation complète de l'enseignement supérieur.....	43
Graphique 4 : Proportion d'actifs sans carte de travail signée	43
Graphique 5 : Proportion de foyers dont le revenu nominal mensuel par tête est inférieur à la moitié d'un salaire minimum	44
Graphique 6 : Proportion de foyers dont le revenu nominal mensuel par tête est supérieur à 5 salaires minimum .	44
Graphique 7 : Services et assainissement de base dans les <i>aglomerados subnormais</i> , les zones urbaines formelles et les zones rurales.....	44
Graphique 8 : Variation de la population dans les zones de Rio de Janeiro entre 2000 et 2010	48
Graphique 9 : Évolution de la part de la population des favelas dans la population totale de Rio de Janeiro	55
Graphique 10 : Variation de la population des favelas et de la population totale de la ville (Base 100 : 1950).....	55
Graphique 11 : Évolution du nombre d'homicides rapporté à la population de Rio de Janeiro entre 1980 et 2003 (pour 100 000 habitants).....	83
Graphique 12 : Évolution du nombre d'agressions physiques et de vols rapporté à la population de Rio de Janeiro entre 1991 et 2003 (pour 100 000 habitants).....	84
Graphique 13 : Répartition des logements selon le nombre de pièces dans les <i>aglomerados subnormais</i> et les quartiers formels à Rio de Janeiro	108
Graphique 14 : Équipements des domiciles en biens électroménagers et en véhicules dans les <i>aglomerados subnormais</i> et les quartiers formels de Rio de Janeiro	109
Graphique 15 : Répartition de la population par classes d'âge.....	110
Graphique 16 : Répartition de la population de Rocinha par sexe et par classes d'âge.....	110
Graphique 17 : Répartition de la population de Vidigal par sexe et par classes d'âge	110
Graphique 19 : Répartition de la population de 10 ans et plus à Rio de Janeiro	111
Graphique 19 : Origines de la population de Rio de Janeiro dans les <i>aglomerados subnormais</i> et dans les autres quartiers	111
Graphique 20 : Pourcentage de non alphabétisés par classe d'âge à Rocinha, Vidigal et Rio de Janeiro	112
Graphique 21 : Niveau de formation de la population.....	112
Graphique 22 : Répartition de la population de 10 ans ou plus, occupée la semaine de référence selon les classes de revenus exprimées en salaire minimum (SM)	113
Graphique 23 : Répartition de la population de 10 ans ou plus selon les classes de revenus exprimées en salaire minimum (SM).....	113
Graphique 24 : Part des chefs de ménage selon les classes de revenu à Rocinha, Vidigal et Rio de Janeiro exprimées en salaire minimum (SM).....	113
Graphique 25 : Répartition selon l'activité de la population de plus de 10 ans des <i>aglomerados subnormais</i> et des quartiers formels de Rio de Janeiro	115
Graphique 26 : Évaluation des formations reçues par les policiers (% de policiers considérant la formation comme appropriée).....	224
Graphique 27 : les fonctions considérées comme étant du devoir des policiers	224
Graphique 28 : Activités fréquemment réalisées par les policiers.....	225
Graphique 29 : type de travail effectué par les policiers la plupart du temps	225
Graphique 30 : perception qu'ont les policiers de l'opinion de la population à leur égard	226
Graphique 31 : Évolution des crimes et délits à Vidigal entre 2007 et 2014.....	243
Graphique 32 : Évolution des crimes et délits à Rocinha entre 2007 et 2014	243
Graphiques 33 : Évolution des taux de crimes et délits rapportés à la population à Rocinha et Vidigal et - dans les quartiers formels voisins (pour 100 000 habitants)	245
Graphique 34 : Évolution du prix de vente au m ² entre 2008 et 2015 (base 100 en 2008).....	292
Graphique 35 : Crimes vus ou entendus par les habitants des secteurs contrôlés par les trafiquants de drogues et les milices à Rio de Janeiro en 2007	333
Graphique 36 : hommes et femmes ayant déjà été agressés dans les secteurs contrôlés par les trafiquants de drogues et les milices à Rio de Janeiro en 2007.....	334
Graphique 37 : Évolution du prix de vente au m ² dans les quartiers de Barra da Tijuca, Jacarepaguá et Leblon entre 2008 et 2015 (base 100 en 2008).....	339
Graphiques 38 : Évolution des violences dans les zones à Rio de Janeiro entre 2008 et 2014 (ibase 100 en 2008).....	343
Graphiques 39 : Évolution de la criminalité à Rio de Janeiro et dans la région de Grande Niteroi entre 2008 et 2014	346

○ **Table des schémas**

Schéma 1 : Plan et coupe du modèle type d'abri provisoire.....	64
Schéma 2 : Plan et coupe du modèle type de baraque de 1 ^{ère} génération	71
Schéma 3 : Mode de construction du modèle type de baraque de 2 ^{ème} génération	71
Schéma 4 : Façade et plan du modèle type de maison en dur.....	78
Schéma 5 : Croissance de Rocinha entre 1930 et 1980 : localisation des abris précaires, baraques et maisons en dur	78
Schéma 6 : Croissance de Vidigal entre 1940 et 1980 : localisation des habitations informelles et du quartier formel	79
Schéma 7 : Évolution de l'organisation spatiale de Rocinha : processus de consolidation des habitations, de densification du bâti et d'occupation progressive de la favela	80
Schéma 8 : Plan de Vidigal de l'architecte Jorge Mario Jáuregui pour le programme <i>Favela-Bairro</i>	82
Schéma 9 : Impact de la densification sur les relations entre espaces publics et espaces privés	99
Schéma 10 : Plan du sous-quartier de Barcelos à Rocinha.....	128